



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2015

CAUSERIE

Qui a dit ?

“Si vous abandonnez votre Liberté pour votre Sécurité, vous n'aurez ni l'un ni l'autre”.

Réponse : Benjamin Franklin.

Et dire qu'on en est encore au même point !

Réflexions politiques

1- Le refus obstiné des partis ouvriers de mener campagne sur la question syrienne et irakienne ou plus précisément leur refus de dénoncer la collusion ou les liens étroits qui existent entre les gouvernements occidentaux et les barbares d'Al-Qaïda et l'Emirat islamique, finit d'achever le peu de crédibilité qu'il leur restait auprès des travailleurs et des militants qui se tiennent informés par le biais des médias dits alternatifs sur Internet.

C'est une fatale et cruelle erreur de croire que les travailleurs et militants s'en foutraient ou auraient la mémoire courte car il se présentera toujours quelqu'un ou un événement surviendra pour leur rafraîchir si nécessaire. Certains mettront cela sur le compte du mépris qu'ils éprouvent pour les travailleurs et les militants, nous dirions plutôt qu'ils ont déserté le combat idéologique et politique contre la classe dominante et qu'ils n'ont plus le courage ou la volonté de l'affronter, la laissant diffuser tranquillement sa propagande de guerre au sein de la population pour la conditionner. Ces partis ne visent pas les éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui exigent une rupture avec le capitalisme et ses institutions, ils attirent plutôt les couches privilégiées qui s'y sont adaptées et militent uniquement pour défendre leur statut ou leurs acquis.

Le gouvernement français et le PS soutiennent le régime fasciste de Kiev, les mercenaires sanguinaires qui massacrent la population syrienne, irakienne, libyenne, yéménites, et sans surprise pour justifier sa politique ils recourent aux mêmes méthodes de propagande que les fascistes qui ne reculent devant aucun mensonge ou aucune falsification de la réalité.

Leur soumission totale à Bruxelles et leur alignement sur Washington et Tel-Aviv est somme toute logique, puisqu'ils s'inscrivent dans la continuité de la politique qu'ils ont toujours menée au côté des capitalistes contre la classe ouvrière et le socialisme. La nature profondément et viscéralement réactionnaire du PS apparaît au grand jour, et par ricochet l'inconsistance des partis ouvriers

qui n'ont cessé de le soutenir ou de le ménager pendant des décennies.

Le PS est le plus mal placé pour lutter contre l'extrême droite ou le fascisme puisqu'ils recourent aux mêmes méthodes de propagande pour finalement parvenir au même objectif politique, préserver le régime coûte que coûte, ils ne sont pas ennemis mais alliés plus que complémentaires. Allons plus loin, ils adoptent même un discours social similaire, à les entendre la question sociale les préoccuperait sérieusement, alors qu'en réalité ils ne défendent ou servent que les intérêts de la classe dominante. Les similitudes sont nombreuses et ne s'appliquent pas qu'au PS. L'UMP avec Les Républicains n'est pas mal non plus dans son genre. C'est la forfaiture, l'imposture permanente, banalisée, normalisée, c'est la nouvelle norme pour laquelle milite Sarkozy. Il théorise ce que met en pratique Hollande sans en dénoncer les travers, puisque s'il était élu en 2017 il ferait du Hollande !

Tous les partis institutionnels dits de droite ou de gauche ont adopté la politique néolibérale qui leur a été dictée par l'oligarchie financière conformément à ses besoins et sa stratégie politique, et celui qui est appelé à gouverner correspond selon le contexte ou son agenda à celui qui présente les meilleurs atouts pour appliquer son programme. La conversion des dirigeants des partis institutionnels au néolibéralisme n'aura été qu'une formalité dès lors qu'ils étaient entièrement acquis au capitalisme. Rompre avec le néolibéralisme sans rompre avec le capitalisme confine à l'exercice d'un funambulisme suicidaire ou ayant perdu le sens de l'équilibre, car apparaît aussitôt l'inanité de cette posture conduisant à l'impuissance ou à une impasse politique, de la même manière qu'il est impossible d'envisager satisfaire les besoins des travailleurs sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce qui nécessite au préalable de renverser ses institutions et de prendre le pouvoir, ce qui est inconcevable pour ceux qui se contentent de dénoncer ou de rejeter le néolibéralisme puisqu'ils demeurent subordonnés au capitalisme et à ses institutions auxquelles ils participent.

Ainsi la situation se caractérise par l'absence de demi-mesure possible entre la version néolibérale du capitalisme et le socialisme, et comme aucun parti n'entend partir de ce constat et se ranger sous le drapeau du socialisme, à juste titre les travailleurs ne peuvent pas prendre au sérieux les issues politiques qu'ils sont amenés à leur proposer ou les laissent sceptique, on le serait à moins. On nous objectera que le socialisme a été tant déformé ou malmené, et que les travailleurs en ont une idée épouvantable qui sert davantage de repoussoir plutôt que les mettre en confiance...

Baliverne, argument de capitulard que l'on peut facilement balayer, car on peut répondre simplement à ceux que le socialisme effraie ou fait sourire, que toutes les accusations dont il a été l'objet provenaient soit de ses ennemis déclarés, soit des escrocs qui servaient les intérêts des capitalistes en son nom, et qui pour cette raison étaient les plus mal placés pour en parler, pour qu'à l'arrivée la conception qu'en ont les travailleurs soit forcément faussée ou ne corresponde pas à la réalité qu'on se charge de rétablir, ce qui devrait être le premier devoir d'un militant ouvrier qui se réclame du socialisme ou du communisme, remettre les choses à leurs places afin que la discussion ou les rapports que l'on a avec des travailleurs repose sur une base claire et saine.

2- On a du mal à se contrôler en lisant encore des articles implorant le gouvernement américain de retrouver la raison, lançant des appels désespérés au pape, impuissants et désabusés face à la chute de Palmyre et de Ramadi leurs auteurs n'osent plus toutefois s'en remettre à l'ONU et préfèrent interpeler les représentants des impérialismes russe et chinois !

On observe cette évolution frileuse ou qui se cherche, et qui ne parvient pas encore à admettre une fois pour toute qu'il faut non seulement déclarer la guerre aux représentants de l'impérialisme américain et leurs alliés partout dans le monde, mais au capitalisme qu'ils tentent désespérément de sauver des contradictions qui minent son existence.

ACTUALITÉ DU JOUR

UMP. Le "remake" annoncé d'un mauvais film.

- Le scénario du "remake" présidentiel de 2012 est écrit - Reuters

En une semaine, le scénario d'un "remake" en 2017 du film de l'élection présidentielle de 2012 a été écrit, avec Nicolas Sarkozy et François Hollande dans les premiers rôles pour empêcher Marine Le Pen d'être au second tour.

L'actuel président est désormais quasiment assuré de pouvoir se représenter dans deux ans sans passer par une primaire socialiste qui risquait de tourner à la foire d'empoigne.

La motion "loyaliste" du premier secrétaire du Parti socialiste, a obtenu 60% des voix des militants le 21 juin et a été rejointe par celle de Karine Berger (9,5%), permettant à Jean-Christophe Cambadélis d'obtenir un score très confortable (70,1%) jeudi pour son élection.

François Hollande, qui sait qu'il est crucial de rassembler la gauche pour passer l'obstacle du premier tour, surtout dans l'état où est

sa popularité (autour de 20% de satisfaits), peut donc, si la situation ne change pas, compter sur un PS en ordre de marche pour 2017 et une "gauche de la gauche" peu menaçante.

Mais pour se retrouver au second tour, François Hollande et Nicolas Sarkozy devront toutefois dépasser le score de Marine Le Pen, qui a fait la course en tête aux élections européennes, le seul scrutin comparable à une présidentielle.

Nicolas Sarkozy entend mener une campagne décomplexée, comme l'ont montré tous ses derniers meetings, où les thèmes de prédilection du Front national ont été largement évoqués.

Son espoir est de capter le vote FN, comme il l'avait réussi en 2007, lorsque Jean-Marie Le Pen n'avait réuni que 10,44% des voix, lui permettant de récolter sur son nom 31,18% des votes au premier tour, un score suffisant pour assurer sa victoire.

La stratégie de "dédiabolisation" menée par sa fille devrait toutefois lui permettre de faire mieux encore que son score du premier tour de 2012 (17,90%), les sondages la donnant systématiquement au second tour en 2017. Reuters 31.05

La réaction est décomplexée, il y a que nous pour faire un complexe d'être socialiste au point de ne plus le défendre, cherchez l'erreur ! Ils ne cessent se de radicaliser à droite et nous nous efforçons de ne pas nous radicaliser à gauche pour ne pas apparaître comme des gauchistes ou d'affreux extrémistes.

La politique putréfiée.

Grille de lecture.

- Partant du constat que c'est le marché qui leur dicte la politique qu'ils doivent appliquer conformément à la stratégie adoptée par les néolibéraux anglo-saxons, les dirigeants du parti de l'ordre et de son supplétif renonce de fait à toute politique sociale, à toute politique indépendante de leurs parrains, les oligarques auxquels ils sont redevables de leur statut ou de leur existence politique.

- Leur soumission totale à l'oligarchie les place en permanence en contradiction avec les besoins sociaux exprimés par les travailleurs, et ils instrumentalisent cette contradiction pour donner l'impression qu'ils auraient la volonté de prendre en compte les besoins des masses exploitées, qui se solde évidemment par une régression sociale sans fin qu'ils peuvent toujours s'employer à nier, alors que ses conséquences sont de plus en plus visibles ou impossibles à camoufler indéfiniment, qui selon eux ne seraient pas le produit de la crise du capitalisme entré en putréfaction, mais de la lutte de classes des générations passées qui pénaliseraient le capitalisme en lui imposant un rapport de force capital/travail obsolète ou dépassé qu'incarnent les droits ou acquis sociaux des travailleurs, d'où la nécessité selon eux de le briser et de les liquider, attitude qu'ils ne peuvent justifier qu'en manifestant bruyamment leur soumission totale aux exigences du marché, ce qu'ils nient également, avant d'admettre du fait que la situation sociale ne cesse de se dégrader et qu'on leur reproche, qu'ils sont impuissants à s'y opposer et à lutter contre, ce qui revient à admettre qu'ils en sont en réalité les représentants et les principaux acteurs politiques, autrement dit ils agissent uniquement en commis ou larbins de l'oligarchie.

En résumé, sur le plan pratique cela se traduit par l'affichage d'intentions qui se situent à l'opposé extrême de la politique antisociale qu'ils mettent en oeuvre, martelant qu'il n'existe aucune alternative à cette politique, considérant que la totalité de la population est elle-même appelées à se soumettre aux lois ou diktats du marché. Leur communication, discours ou déclarations, leurs analyses, consistent à diffuser cette propagande afin de dissuader les masses exploitées de chercher une issue à la crise du capitalisme qui leur serait favorable et qui prétendument n'existerait pas, briser leur résistance, le capitalisme ayant vaincu son éternel ennemi, le socialisme, il ne resterait plus aux travailleurs qu'à s'adapter à la société telle qu'elle est et de s'en contenter en s'estimant heureux de ne pas vivre le calvaire qu'ils ont réservé à d'autres peuples.

La République sociale ou le socialisme est la négation de la conception de la démocratie et de la République corrompue de Sarkozy ou Hollande dès lors qu'elle coïncide avec le pouvoir de la majorité sur la minorité des exploités, tandis que leur République et leur démocratie incarnent exactement l'inverse, la soumission de la majorité à la minorité.

- Sarkozy pilonne la gauche en baptisant son nouveau parti, "Les Républicains" - AFP

Nicolas Sarkozy s'est fait un procureur implacable de "la gauche", accusée de "trahir la République", en portant sur les fonts baptismaux samedi son nouveau parti, "Les Républicains", étape cruciale dans sa stratégie de reconquête du pouvoir en 2017.

Concluant, porte de la Villette à Paris, le congrès fondateur du mouvement qu'il a voulu voir succéder à l'UMP, née en 2002 de la volonté de Jacques Chirac, l'ex-chef de l'Etat a dit vouloir "reconstruire la République de la confiance", mot martelé sans relâche.

Nicolas Sarkozy est allé jusqu'à parler de "la terrifiante médiocrité" du président François Hollande.

"A ceux qui nous accusent de confisquer la République, nous répondons que, s'ils ne l'avaient pas trahie, s'ils ne l'avaient pas abandonnée, s'ils ne l'avaient pas abaissée, nous n'aurions pas besoin aujourd'hui de la relever", a lancé le président du parti d'opposition. AFP 30.05

Indistinctement le parti qui figure dans l'opposition après avoir gouverné précédemment peut à son tour adopter ce discours lors de sa campagne électorale sans que cela ne choque personne apparemment sinon il ne se livrerait pas à cet exercice, ce qui démontre une fois de plus que les travailleurs n'en ont tiré aucun enseignement ou n'ont pas progressé, dans le cas contraire le taux d'abstention devrait approcher 40 ou 50%, ce qui en l'état actuel des choses semble impensable.

- "République de la confiance": Sarkozy tente (en vain) de masquer les divisions des Républicains - AFP

République" et "confiance": voilà les deux mots que Nicolas Sarkozy a choisi de marteler lors du congrès fondateur de son nouveau parti. Citant l'un prêt de 90 fois et l'autre plus d'une cinquantaine, le nouveau patron des "Républicains" n'a pas eu peur de se répéter pour faire entendre son cri de ralliement à "la République de la confiance" qu'il appelle désormais de ses vœux.

"La République de la confiance, c'est la République de la morale partagée. Je ne peux avoir confiance dans les autres que si je sais ce que je peux attendre d'eux". Tel devait être le message de rassemblement aux allures de slogan de campagne présidentielle censé clôturer en beauté la grande fête de la réconciliation de la droite organisée ce samedi 30 mai Porte de la Villette à Paris. Certes, l'UMP a bien cédé la place aux "Républicains" après un vote sans ambiguïté de ses adhérents. Mais pour la réconciliation et la confiance, il faudra repasser.

Malgré les sourires et les embrassades, le congrès fondateur des Républicains n'est pas parvenu à masquer les rivalités qui minent encore l'opposition. Et les tensions qui se sont exprimées dans la foule n'augurent rien de bon pour la primaire qui départagera les candidats à la prochaine élection présidentielle.

Malgré une affluence décevante, une grosse dizaine de milliers de personnes contre les 20.000 annoncés (Une tente censée abriter 6 à 7.000 militants supplémentaires est restée déserte. AFP - ndlr), tout avait pourtant si bien commencé lors de ce premier et dernier congrès "low-cost" de l'histoire de l'UMP. En dépit des mesures d'économies drastiques imposées par la situation financière alarmante du parti, de nombreux militants avaient fait le déplacement pour écouter sagement la litanie des discours dans une salle surchauffée par cette chaude après-midi de printemps.

Il aura suffi que François Fillon prenne le micro pour qu'une partie de la salle se mette à huer gratuitement, sans raison, celui qui fut pendant cinq ans le premier ministre de la France. Moins d'une heure plus tard, c'est à un torrent de sifflets masquant les applaudissements que se heurte le maire de Bordeaux Alain Juppé. Le responsable politique le plus populaire de France, conspué dans sa propre famille politique, refuse de laisser passer: "Ça me fait de la peine mais ça ne change pas ma détermination. Vous êtes ma famille."

Très applaudi, le député Bruno Le Maire s'est livré à une critique en creux du manque de renouvellement tant des hommes que des idées à la tête du parti.

Peu après, François Fillon, dont le programme de campagne préconise une thérapie de choc, lance cet avertissement sans frais à la direction du parti: "notre congrès ne doit pas être un ripolinage du passé, mais bien un nouveau départ".

S'il propose aux Français "de construire une nation ambitieuse et heureuse", Alain Juppé les a surtout mis en garde contre la "recherche méthodique du clivage" chère à Nicolas Sarkozy. Critiquant en creux son slogan "l'alternance est en marche", le maire de Bordeaux a appelé les siens à surtout "rassembler et rassembler autour d'un projet". "Au-delà du choc de l'alternance, c'est une espérance qu'il faudra faire naître. Il faut donner un sens aux réformes", a-t-il insisté non sans éreinter les méthodes du président des Républicains.

"Les conflits viennent tout naturellement dans notre pays, grand amateur de polémiques et d'affrontements. Le rôle d'un dirigeant n'est pas de les susciter, ni de les attiser, mais de les apaiser. Notre société a besoin d'apaisement, pas de revanche", a-t-il prévenu.

Avant d'imposer sa "République de la confiance", Nicolas Sarkozy va devoir d'abord reconquérir celle de ses propres amis. AFP 30.05

Tous les partis implorent et nous ne sommes pas foutus de construire le nôtre, non pas qu'on recruterait à l'UMP ou dans je ne sais quel parti, nous sommes farouchement opposés à cette stratégie, nous disons seulement que les travailleurs sont conduits à se détourner de tous les partis institutionnels y compris ceux de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qu'il est navrant qu'on n'en profite pas pour construire notre parti.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il semblerait que si nous n'y parvenons pas, c'est parce qu'aucun parti ouvrier tels qu'ils existent n'inspirent confiance aux travailleurs et aux très nombreux militants désormais inorganisés, à juste titre.

Sommes-nous nuls à ce point? Il faut croire. Non, mais sans déconner on peut se poser la question, elle s'adresse à nos dirigeants. En fait on aurait besoin de nouveaux dirigeants qui ne soient pas condamnés à lorgner sans cesse vers le PS et le PCF, les appareils pourris des syndicats, à les ménager, qui soient irréprochables et possèdent les qualités requises pour s'adresser aux masses, défendre le socialisme et l'assumer.

Si on veut nous convaincre que les masses seraient trop connes pour progresser, qu'on nous le dise carrément, faites le deuil du socialisme et on n'en parle plus. Chacun pour sa gueule, défendons notre bout de gras et ne nous posons plus d'autres questions, ce serait plus honnête.

Vous savez ce qu'ils vont répondre à ces arguments ? Oui mais les masses n'ont pas été vaincues, patati patata, je connais le refrain par coeur, sauf qu'ils sont en train de les pourrir de l'intérieur et vous ne faites rien, non pas pour l'empêcher mais pour combattre sur tous les fronts ce processus de décomposition qui conduit finalement au même résultat. C'est comme l'effondrement du capitalisme qui ne s'est pas produit mais dont les conséquences sont palpables, ce qui démontre qu'il a bien lieu ou s'est bien produit d'une manière ou d'une autre, demandez à un Grec ce qu'il en pense et qui vous le confirmera. Il faut arrêter de jouer avec les mots ou de nous prendre pour des abrutis. Voilà le genre d'attitude qui est indigne d'un dirigeant par exemple.

[La pseudo-gauche rame pour l'UE et le PS, le gouvernement, le régime](#)

- Forum européen des alternatives: Pas de convergence en vue à gauche de la gauche - 20minutes.fr

Dix ans après le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, les communistes ont organisé ce week-end à Paris un « Forum européen des alternatives ». Pendant quarante-huit heures place de la République, de débats en concerts, a été trompété le refus de l'austérité en Europe.

Aux côtés de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, ont figuré des syndicalistes et des associatifs. Parmi les politiques, ont répondu présent Jean-Luc Mélenchon, ancien chef de file du Parti de gauche, Emmanuelle Cosse, la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Pouria Amirshahi, député socialiste « frondeur », ou encore Pierre Larroutourou, coprésident de Nouvelle Donne.

Et en « guest star » européenne, est apparue Zoé Konstantopoulou, la jeune présidente du Parlement grec, membre du parti anti-austérité Syriza. Une formation que la gauche de la gauche française regarde avec admiration depuis sa large victoire en Grèce, à l'issue des législatives du 25 janvier 2015.

Les alliances ou non avec les socialistes au pouvoir, l'Europe, l'écologie et la présidentielle 2017 font partie des questions qui fâchent. Jean-Luc Mélenchon, jusqu'alors promoteur d'une « coalition » entre le Parti de gauche et Europe écologie-Les Verts pour les élections régionales de décembre 2015, a ainsi enterré son projet.

Invité de l'émission « Le Grand Jury » sur RTL, le 17 mai, l'ancien candidat à la présidentielle a accusé les écologistes de ne pas jouer le jeu, certains préférant garder la porte ouverte à un retour au gouvernement. Quant aux communistes, ils préfèrent garder la possibilité d'établir des listes d'union avec le PS au premier tour des régionales. Leur position sera définie le 10 juin, à l'issue d'un conseil national. Une stratégie qui horripile Jean-Luc Mélenchon dont les sorties ont le don d'en énerver certains. Et sans projet qui ne repose pas seulement sur le rejet de François Hollande, les gauches à la gauche du PS resteront encore longtemps éparpillées, façon puzzle. 20minutes.fr 31.05

[Merde alors, Syriza était de droite aussi ! Le réformisme est au socialisme, ce que la margarine est au beurre.](#)

- Grèce: Varoufakis provoque la polémique au sein du gouvernement - AFP

Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a provoqué dimanche une polémique au sein du gouvernement de gauche radicale après avoir nommé une ex députée socialiste controversée comme représentante de la Grèce au sein du FMI.

La nomination de l'économiste Elena Panariti, qui avait participé à l'équipe du précédent gouvernement droite-socialiste pour les négociations avec les créanciers, UE et FMI, sur l'application du premier plan d'aide au pays, marqué d'une politique stricte de rigueur, a provoqué l'ire de 43 députés (sur un total de 149) de la gauche radicale Syriza au pouvoir ainsi que la réaction de nombreux cadres du gouvernement d'Alexis Tsipras, Premier ministre et président du Syriza.

"Une personnalité qui représente la politique du Memorandum (d'austérité ndr) ne peut pas représenter l'actuel gouvernement, dont les principes et les valeurs sont totalement différents", ont déploré les députés dans une lettre ouverte publiée dimanche soir par l'Agence de presse grecque Ana (semi-officielle).

"Il s'agit d'un sujet politique (...) c'est une décision erronée et on réclame son annulation", écrivent ces députés.

Une rencontre est prévue dimanche soir entre le Premier ministre, Alexis Tsipras, et Yanis Varoufakis sur ce sujet, a indiqué l'Ana. AFP 31.05

Il était devenu impossible aux partis sociaux-libéraux de conserver plus longtemps en leur sein un courant incarnant le réformisme bourgeois à l'heure de leur tournant néolibéral. Donc sans attendre une scission qui aurait pu se traduire par une crise politique et leur éclatement, certains de leurs dirigeants incarnant ce courant ou liés à ce courant ont pris les devants en constituant de nouveaux partis qui à leur tour pourraient servir de supplétifs aux partis officiels de l'ordre dès lors qu'ils seraient rejetés par une majorité d'électeurs, afin de prendre le relais et assurer la stabilité des régimes en place.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que le réformisme bourgeois ou le socialisme réformiste est de droite ou un courant politique du capitalisme, compatible avec le capitalisme, qui s'en réclame ou n'entend pas rompre avec lui puisqu'il lui assigne pour tâche de réaliser progressivement le programme du socialisme, ce qui relève de l'escroquerie politique sachant que les intérêts des capitalistes et des travailleurs sont irrémédiablement opposés ou antagoniques.

Le réformisme bourgeois est fondamentalement réactionnaire parce qu'ils nient que le développement du capitalisme et ses contradictions conduisent infailliblement à des crises et l'effondrement du système capitaliste, ce que nous avons pu constater une multitude de fois depuis son avènement. Le réformisme bourgeois repose donc sur un déni de la réalité, contrairement au socialisme qui entend profiter de ces crises ou de cet effondrement pour renverser le capitalisme et ses institutions.

Il concerne et s'appuie principalement sur les couches supérieures du prolétariat et de l'aristocratie ouvrière qui par leurs statuts privilégiés sont solidement amarrés au capitalisme et les plus éloignés du socialisme. Ce n'est pas la version de gauche mais populiste de l'idéologie de la classe dominante.

Il alimente des illusions dans le capitalisme et trouve dans les syndicats un allié fiable. Il est aussi responsable du corporatisme, dans la mesure où lorsque l'adoption de réformes à caractère collectif ou politique est devenue inenvisageable, ses partisans se satisfont de mesures catégorielles ou qui ne concernent qu'une ou certaines catégories de travailleurs.

[Quand le FN adopte la charia et le coup d'Etat militaire](#)

- Vaucluse: le candidat du FN facilement élu dès le 1er tour au Pontet - AFP

Le candidat du FN, Joris Hébrard, dont l'élection comme maire du Pontet (Vaucluse) en mars 2014 avait été annulée par la justice pour des signatures litigieuses sur les listes d'émargement, a été facilement élu au premier tour avec 59,43% des voix face à deux autres candidats.

Joris Hébrard, un kinésithérapeute de 33 ans, retrouve ainsi le fauteuil d'édile de cette commune de 17.000 habitants qu'il avait dû quitter après la confirmation par le Conseil d'Etat le 25 février de l'annulation de l'élection.

Son équipe obtient 27 sièges sur 33 au conseil municipal.

M. Hébrard était cette fois opposé à deux candidats, Jean-Firmin Bardisa (sans étiquette), un directeur des services d'une ville du département âgé de 47 ans dont la liste de rassemblement citoyen a obtenu 28% des suffrages et 4 sièges.

Au second tour de l'élection de mars 2014, contre Claude Toutain (UMP), M. Hébrard l'avait emporté avec 3.141 suffrages contre 3.134, soit 50,06% des voix contre 49,94%. La candidate UMP/Républicains, Caroline Joly, 53 ans, n'a obtenu que 12,57% des voix et deux sièges.

Les Pontétiens se sont moins mobilisés dimanche qu'en mars 2014: à la clôture, 60,85% des inscrits s'étaient rendus aux urnes contre 65,03% en 2014. AFP 31.05

- Egypte: Marine Le Pen loue le combat de Sissi contre le "fondamentalisme" - AFP

La présidente du Front National, Marine Le Pen, a salué dimanche au Caire le combat contre le "fondamentalisme" du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, accusé de réprimer dans le sang l'opposition islamiste.

"Le président Al-Sissi est un des leaders qui a le message le plus clair à l'égard du fondamentalisme", a estimé Mme Le Pen lors d'une conférence de presse clôturant une visite de quatre jours au Caire.

"Nos choix au Front National sont clairs, soutenir les pays qui luttent contre le fondamentalisme, au premier rang desquels

bien entendu l'Egypte et les Emirats Arabes Unis", a précisé Mme Le Pen.

Elle a aussi affirmé que l'idéologie des Frères musulmans était liée à celle des jihadistes de l'EI.

"Il est incontestable que la matrice de l'idéologie du projet politique de l'Etat islamique, la matrice est constitué par les Frères musulmans", a estimé Mme Le Pen.

A Tel-Aviv et Washington ils applaudissent !

[L'UE : Mauvais joueur et mauvais perdant. Ils ne supportent pas la réciprocité ou qu'on leur résiste.](#)

- L'UE, Berlin et Londres dénoncent la "liste noire" du Kremlin - AFP

- 89 personnalités dans le viseur de Moscou - Francetv info

89 personnalités sont interdites d'entrée en Russie. Elles sont originaires de toute l'Europe. Parmi les bannis figurent quatre Français dont Daniel Cohn-Bendit, Bruno Le Roux ou encore Bernard-Henri Levy. Nick Clegg, ancien vice-premier ministre du Royaume-Uni figure également sur cette liste noire. Elle a été établie par Vladimir Poutine. À l'évidence, une réponse aux sanctions et interdictions de rentrer sur le territoire européen de citoyens russes.

Pour le ministre finlandais Timo Soini, il est inutile de « trop dramatiser » cette affaire. « C'est une réaction attendue à l'interdiction faite (par l'Union européenne) à des citoyens russes de voyager (sur le territoire de l'UE). Ce n'est pas une grande surprise », a-t-il écrit sur un blog.

Au fil de la crise en Ukraine, l'UE a complété sa propre « liste noire », qui compte désormais quelque 150 noms et une quarantaine d'entités, et pris des mesures plus sévères contre la Russie, visant des pans entiers de l'économie. Francetv info et lemonde.fr 30.05

[L'Empire et la baballe : Mauvais joueur et mauvais perdant.](#)

- Fifa: l'Afrique du Sud reconnaît avoir versé 10 millions de dollars - lefigaro.fr

Le président de la Fédération sud-africaine (Safa), Danny Jordaan, a reconnu dimanche qu'une somme de dix millions de dollars avait été versée en 2008 par le comité d'organisation du Mondial-2010, dont il était alors le président, à la Concacaf (Confédération d'Amérique du Nord, centrale et Caraïbes), mais a nié qu'ils aient servi de pots-de-vin, comme le soupçonne la justice américaine dans le cadre du scandale planétaire de corruption qui frappe la Fifa.

Cet argent a été déduit des 100 millions de dollars versés par la Fifa pour l'organisation de la première Coupe du monde en terre africaine, et était destiné à un fonds de développement de la Concacaf, a-t-il expliqué dans le journal sud-africain Sunday Independent. «Comment aurions-nous pu payer un pot-de-vin pour des voix quatre ans après avoir été choisis?», s'est défendu M. Jordaan. Tout comme Thabo Mbeki, président de la République à l'époque, le gouvernement sud-africain actuel a rejeté avec véhémence les accusations de corruptions.

L'acte d'accusation de la justice américaine publié mercredi soupçonne le Trinidadien Jack Warner, alors président de la Concacaf, d'avoir empoché cette manne en échange de trois voix en faveur de l'Afrique du Sud lors du vote pour l'attribution du Mondial-2010. lefigaro.fr 31.05

- Jack Warner s'en prend aux USA - lefigaro.fr

Le Qatar a semble-t-il été plus généreux que les Etats-Unis et ces derniers ne le digèrent pas... A moins que les membres de la Fifa aient péché par excès de zèle envers le micro-Etat du Qatar pour plaire à leur maître, c'est raté!

lefigaro.fr- Jack Warner, ancien président de la Concacaf, inculpé de corruption par la justice américaine, a lancé dimanche une attaque virulente contre les Etats-Unis qui, selon lui, n'ont pas digéré d'avoir perdu l'organisation du Mondial 2022.

«Tout ceci a pour origine la candidature malheureuse des Etats-Unis pour organiser la Coupe du monde 2022, a indiqué M. Warner dans une vidéo publiée sur sa page Facebook. Ils se sont inclinés face au Qatar, un petit pays, un pays musulman (...) Aucun pays au monde n'a un droit divin qui lui assure l'organisation de la Coupe du monde. Si la Fifa a préféré le Qatar, dans sa grande sagesse ou dans son manque de sagesse, acceptez votre défaite, soyez des hommes et tournez la page». lefigaro.fr 31.05

L'ONU ou l'avocat des barbares.

- Syrie: l'ONU condamne les raids meurtriers du régime - AFP

- Syrie: l'EI détruit la prison de Palmyre, symbole de la terreur du régime - AFP

- Syrie: Daesh fait exploser la prison de Palmyre, symbole de la terreur du régime 20minutes.fr

Selon des membres de l'opposition syrienne, le groupe djihadiste efface ainsi «une preuve de la criminalité du clan des Assad». 20minutes.fr 30.05

Parce que la parole de l'opposition syrienne ou les barbares sanguinaires soutenus par la pseudo-gauche et l'extrême gauche en France serait au-dessus de tout soupçon...

C'est l'argument avancé par les néoconservateurs américains qui expliquent que c'est le gouvernement syrien qui serait à l'origine des exactions commises par Daesh pour rester au pouvoir, alors qu'il est le seul avec le Hezbollah à le combattre au côté du peuple syrien.

Si ces barbares recourent à la terreur, pardi, c'est uniquement en réponse à la terreur que fait régner le régime syrien dans le pays, sinon ce sont des gens charmants et parfaitement civilisés, plein d'humanité, si, si, vous devez le croire ou vous en convaincre, sauf que cette rhétorique passe de moins en moins bien auprès de la population comme on va le voir plus loin. A trop vouloir en faire, leurs arguments se retournent contre eux.

Matraquage. Propagande et désinformation permanente.

- Nouvelle tuerie à Alep, 71 civils fauchés par les raids du régime syrien - AFP

Les hélicoptères du régime syrien ont largué samedi des barils d'explosifs sur des zones rebelles de la province d'Alep, tuant au moins 71 civils, l'un des bilans les plus lourds dans cette région du nord du pays, selon une ONG. (Pure fabulation, un simple missile est tout aussi efficace. - ndlr)

"Il s'agit d'un des plus grands massacres commis par l'armée de l'air du régime depuis le début de l'année", a dénoncé la Commission générale de la révolution syrienne (CGRS), un réseau de militants couvrant la guerre en Syrie depuis 2011. (Leur dernière invention, jamais entendu parler auparavant - ndlr)

Le régime a commencé en 2013 à larguer sur Alep ces bombes remplies de puissants explosifs et de ferraille, qui ont déjà fait plusieurs centaines de morts dans cette province septentrionale depuis le début de l'année. Cette pratique est régulièrement dénoncée par les ONG. (Ils n'ont jamais apporté la moindre preuve. - ndlr)

Plus de 220.000 personnes ont péri depuis quatre ans dans ce conflit syrien, qui a débuté par un soulèvement pacifique réclamant des réformes et s'est militarisé face à la répression du régime, jusqu'à devenir une guerre brutale et complexe avec l'apparition de groupes jihadistes comme Al-Qaïda et l'EI. (Ils martèlent les mêmes mensonges depuis 2011. - ndlr)

En Turquie voisine, le Premier ministre Ahmet Davutoglu a dénoncé comme "subterfuge électoral" la publication vendredi d'images suggérant une embarrassante livraison d'armes d'Ankara à des rebelles islamistes en Syrie.

Dans un entretien à l'AFP lors d'une tournée électorale avant les législatives du 7 juin, il a farouchement démenti tout soutien de son pays, ennemi juré de Bachar al-Assad, à ces groupes rebelles. AFP 30.05

Alors que pratiquement chaque semaine de nouveaux éléments ou témoignages à charge prouvent le contraire. La Turquie sert avec la Jordanie de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique et Al-Nosra ou Al-Qaïda.

Vous aurez remarqué aussi que l'Agence Française de Propagande donne la parole aux ennemis de la Syrie quand ils sont mis en cause, sans émettre la moindre réserve sur la véracité des éléments qu'ils avancent puisqu'il s'agit d'avance de les disculper, alors qu'elle refuse de tenir compte des éléments apportés par les autorités syriennes qui sont forcément coupables puisque le veulent ainsi leurs parrains états-unis ou de l'Otan.

Commentaires d'internautes bien informés ou qui ont eu le temps de réfléchir.

1- AFP + ONG (américaine) = Mensonge

2- On entend parler que des "raids du régime"! Mais l'EI, Daesh, les rebelles ne font aucune victime? A moins que les victimes "des raids du régime" soient les seules qui méritent d'être comptabilisées car considérées comme des martyrs, alors que les autres ne doivent être, finalement, que des suppôts du "dictateur" et donc ne méritent aucune compassion.... Vive la démocratie.... !

3- Peut-on aussi parler des massacres de l'EI? messieurs les journalistes ? on se rends de plus en plus compte, que pratiquement toute la presse est pourrie. c'est de la propagande et non respect de l'impartialité !

4- Des soutiens turcs, saoudiens et qatariens, sont avérées à ces rebelles prétendus "modérés" qui ont su faire taire leurs divergences, pour combattre ensemble au sein de l'armée de la conquête dominée par Al-Nosra , et comptant dans ses rangs des salafistes et autres groupes islamistes...

5- Un journal turc publie les images d'armes livrées par la Turquie aux djihadistes en Syrie.

Le quotidien turc Cumhuriyet a publié, vendredi 29 mai, des photos et une vidéo qui accréditent l'hypothèse, jusque-là farouchement démentie par le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara, de livraisons d'armes aux rebelles extrémistes syriens début 2014.

Une semaine avant les élections législatives turques, le journal d'opposition diffuse dans son édition papier et sur son site des images d'obus de mortier dissimulés sous des médicaments dans des camions, officiellement affrétés par une organisation humanitaire, interceptés en janvier 2014 par la gendarmerie turque près de la frontière syrienne.

En savoir plus sur le journal Le Monde du 29/09/15

Voilà le double-jeu de la " coalition anti-Daesh" et des soi-disant ONG....

6- Qui est cette ONG ? La CIA ? Et ces journaliste qui propagent des infos sans les vérifier ça me rappelle les armes de destruction massive de Saddam.

7- "Selon un nouveau bilan fourni par une ONG syrienne."

ONG? Déjà là il faut y mettre un sacré bémol.

8- Une "nouvelle" pour inculquer qu'il ne faut pas supporter Assad dans sa longue lutte contre les terroristes islamiques.

Et puisque la coagulation mondiale ne fait pratiquement parlant rien contre Daesch et Co, alors cela veut dire: laissez aller la destruction de la Syrie.

Lorsque la Syrie sera détruite au point de non-retour, l'OSDH et Cie. vont être dans la manche des forces occidentales tout en effectuant une répression sur le peuple syrien.

9- Quand notre OTAN envoie quelques missiles, il y a 45 terroristes tués...

Quand le pouvoir local largue ses bombes, il y a 45 civils tués ...

... J'ai comme un doute...

10- Poutine avait raison de vouloir interdire les ONG sur le territoire russe, ça fait 4 ans qu'elle nous rabâchent les oreilles avec les morts causés par le gouvernement syrien, elles ferment les yeux sur tous les autres massacres

11- Des civils tués comme dans n'importe quelle guerre ! Avant de débarquer en Normandie, l'aviation américaine a bombardé les côtes françaises en tuant des centaines de civils français.

12- On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs.. Demandez à ceux qui ont vécu les bombardements alliés sur les villes françaises en 44 combien de Français ont été tués par les bombes "amies"..

13- M.les journalistes, cessez donc de relayer les sornettes de l'OSDH à la solde des occidentaux et des djihadistes !

14 -...Les américains bombardent, ça s'appelle « une opération »...les Syriens bombardent ça s'appelle « une tuerie...fauchés ».....vous saisissez l'astuce ?

15- Je ne comprends pas le jeu d'une certaine presse. Le "régime", terme généralement utilisé dans cette même presse pour montrer son hostilité. ainsi que les troupes "pro-Assad", formules indiquant que l'article choisit son camp entre celui du Bien et celui du Mal...

16- Quand les nazis de Kiev bombardent les civils du Donbass, on ne les entend pas beaucoup nos grands humanistes à géométrie variable...

17- Intox et manipulations.

Pourquoi cet acharnement?

1/ La Syrie était le seul allié des Palestiniens, les réfugiés étant d'ailleurs beaucoup mieux traités que dans tous les autres pays d'accueil

2/ La Syrie avait refusé le passage d'un gazoduc du Qatar pour donner la préférence à un gazoduc provenant d'Iran

3/ Voir le plan Oded Yinon...

4/ En Syrie, les sunnites, chiïtes, alaouites et chrétiens vivaient en bonne intelligence

5/ La Syrie avait accueilli des centaines de milliers de chrétiens fuyant l'Irak

6/ Une bonne partie des réserves d'hydrocarbures découvertes en Méditerranée se trouvent dans les eaux syriennes

7/ Jusqu'à l'accord avec Chypre, la seule base russe en Méditerranée est Tartous

A côté de ça, les 220;000 morts (dont au moins 60.000 soldats de l'armée syrienne), les 6 millions de déplacés ou réfugiés, les décapitations, les viols, l'esclavage sexuel, un pays pratiquement détruit, tout ceci n'a pas d'importance, n'est-ce pas ?

18- C'est un exercice de style difficile de faire passer un gouvernement pour plus barbare que des groupes terroriste tels que l'EI et Al Qaida. Bel exercice de style, du sophisme capilotracté de bonne facture et un exercice de tautologie pas mal. félicitation au journaliste...

19- Sans doute aussi réel que les armes de destruction massives de Saddam, ou les bébés qu'il aurait sortis des couveuses au Koweït ?

Par contre pour Gaza l'année dernière, aucun gouvernement n'a pris de sanctions contre Netanyahou malgré les milliers de civils, bien réels cette fois, massacrés par les forces de l'IDF !

20- Je ne sais pas si c'est vrai ou encore de la propagande anti Bachar Al-Assad, mais lorsque les Américains tuent des centaines de civils lors de bombardements foireux ces fameuses ONG (politiquement quasi toutes alignées sur la politique impérialiste américaine et israélienne et noyautées par la CIA) n'en parlent pratiquement jamais.

Idem quand la coalition occidentale ou les turcs bombardent par erreur les troupes régulières irakiennes ou syriennes à la place des bouchers islamistes de Daech (pourtant bien visibles avec leurs longues colonnes de 4x4 Toyota rutilants) une fois sur deux!

Quand on se trompe une fois sur deux on ne peut plus parler d'erreur mais d'actes délibérés...

21- Article de propagande incroyable.

Les armées de l'EI n'y sont nulle part présentées comme l'ennemi, tandis que les vérités qui font mal comme les livraisons d'armes directement aux terroristes par la Turquie cad par les USA avec eux, sont présentées comme des "excuses".

Dans quel monde vit-on? En democrature, en profonde democrature...

Fin des commentaires.

Je pense qu'il n'y a rien à ajouter.

On ne veut pas faire une fixation sur ce sujet, mais nous aurions aimé que ce genre d'argumentaire figure dans la littérature d'un parti ouvrier. Que cela ne soit pas le cas pose un énorme problème et témoigne de leur décomposition.

C'est juste un constat, désolé de ne pas pouvoir dire le contraire car ce serait raconter des blagues. La question que doivent se poser honnêtement les militants : sommes-nous capables d'assumer les positions adoptées par notre parti ou nos dirigeants ?

ACTUALITE EN TITRES

[S'ils le disent eux-mêmes, on aurait tort de ne pas s'inquiéter.](#)

- Comment le droit devient un parfait alibi pour restreindre les libertés des individus - atlantico.fr

[Quand voter, c'est rejoindre le camp de la droite ou légitimer le régime en place.](#)

- Abstention en hausse lors des élections locales en Italie - LeMonde.fr

Les scrutins de dimanche ont été marqués par une abstention en hausse, la participation s'élevant à entre 49 et 56 % pour les régionales et à 64 % pour les municipales, qui ont également eu lieu dimanche. Il s'agit en moyenne de 10 points de moins que lors des derniers scrutins similaires, en 2010.

Le dépouillement pourrait prendre une partie de la nuit et les premiers résultats sont attendus lundi. LeMonde.fr 31.05

[L'Empire et son annexe européenne ont ravagé l'Ukraine.](#)

- Ukraine: le FMI abaisse sa prévision de croissance 2015, passant de -5,5% à -9% - AFP

L'Ukraine, ravagée par un an de guerre dans l'est industriel, devrait enregistrer une chute de son PIB de 9% en 2015, a indiqué dimanche le Fonds monétaire international (FMI), dans un communiqué. AFP 31.05

[Les parrains de l'agression militaire contre le Yémen sortent du bois : l'Empire du chaos.](#)

- Yémen: discussions à Oman entre la rébellion et une délégation américaine - AFP

[Déstabilisation. Provocation - Répression - Réprobation - Sanction.](#)

- Russie: des militants homosexuels interpellés lors d'une manifestation à Moscou - AFP

Elle n'avait pas fait l'objet d'une autorisation, dans n'importe quel pays la sanction aurait été la même...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- L'ambassade saoudienne à Sanaa remise à Ansarallah - french.irib.ir

40 forces de sécurité à l'ambassade saoudienne à Sanaa ont remis sans aucune résistance cette ambassade à

Ansarallah, ont annoncé des sources médiatiques.

Selon des sources médiatiques, Ansarallah yéménite a pris le contrôle de l'ambassade saoudienne à Sanaa. Ansarallah a fait sortir toutes les forces de sécurité saoudienne de l'ambassade, leur demandant de déposer leurs armes et de quitter l'ambassade,

ont écrit des sites d'informations yéménites comme Al-Hayd et Al-Waqaa al-Yamani.

Les gardes de cette ambassade ont remis l'ambassade sans aucune résistance physique. En réaction à la poursuite du bombardement des habitations, des hôpitaux et des positions de l'armée yéménite, Ansarallah a pris le contrôle de cette ambassade, selon ce rapport. french.irib.ir 30.05

1.2- Les Houthis ont emprisonné au moins 4 Américains au Yémen - french.irib.ir

Les Houthis ont emprisonné au moins 4 Américains au Yémen, a écrit un quotidien américain, citant des autorités.

"Au moins 4 Américains sont détenus dans les prisons du Yémen", a affirmé "Washington Post" alors que les attaques et les agressions militaires de l'Arabie et de ses alliés contre le peuple yéménite se poursuivent.

Ce quotidien a également fait part de la détention d'un cinquième Américain, arrêté, il y a 5 ans, pour des accusations terroristes.

Les attaques de l'Arabie contre le peuple yéménite ont toujours été soutenues par les Américains d'autant plus que pour justifier les agressions saoudiennes, ils ont insisté sur le "droit de l'Arabie à se défendre". french.irib.ir 30.05

2- Syrie

2.1- Nouvelle révélation sur les aides turques aux terroristes, en Syrie, en 2014 - french.irib.ir

La presse turque a publié les images de camions d'armes que le gouvernement d'Ankara a envoyés aux terroristes takfiris, en Syrie, en 2014.

Le quotidien turc «Comhuriyet» a publié, vendredi, des photos et des documents portant sur le soutien logistique et en armements du gouvernement d'Ankara aux terroristes, en Syrie, en 2014. Le journal a publié des images et des vidéos des camions, qui transportent des dizaines de tonnes d'armements aux groupes armés, qui se battent, en Syrie, contre le gouvernement de Damas.

Le journal «Comhuriyet» a écrit que ces armes avaient été envoyées, en Syrie, début 2014, les obus de mortiers étant cachés sous des colis de médicaments. Ces camions avaient été loués, pour une organisation d'aides humanitaires, mais les gendarmes turcs les ont contrôlés à la frontière entre la Turquie et la Syrie.

L'AFP a rapporté que cette révélation est un grand scandale, pour le gouvernement d'Ankara, car les documents prouvent que les camions avaient été loués, en réalité, par les services du renseignement turcs, pour transférer des armes aux groupes terroristes, en Syrie.

Mais le gouvernement turc, qui est un ennemi intransigeant du Président syrien, Bachar al-Assad, a démenti ces révélations. Or, l'année dernière, le vice-Président américain, Joe Biden, avait accusé, lui aussi, les amis de Washington, (Turquie, Arabie saoudite et Qatar) d'aller trop loin, dans leur animosité contre le gouvernement de Bachar al-Assad, jusqu'à soutenir, directement, les groupes terroristes, comme Daesh.

D'après les révélations faites par le quotidien «Comhuriyet», ces camions ont transporté, en Syrie, 1.000 mortiers et 80.000 cartons de munition d'armes légères et lourdes, ainsi que des centaines de cartons d'explosifs. La plupart de ces armements étaient fabriqués, en Russie, et provenaient des anciens pays du bloc de l'Est.

Le gouvernement turc a censuré toutes ces informations, et, jusqu'à présent, près de 50 personnes ont été arrêtées, dans l'armée, la gendarmerie et la justice, soupçonnées d'être liées à ces révélations. Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, attribue cette affaire scandaleuse à son ancien allié et son ennemi actuel, Fethullah Gülen, en prétendant que ce dernier veut renverser son gouvernement, depuis l'hiver 2013. Erdogan avait dit que le contrôle de ces camions à la frontière entre la Turquie et la Syrie était une «trahison».

L'intensification des aides turques aux terroristes est un signe de la confusion d'Erdogan : L'analyste politique syrien, Ahmad Hadj Ali a déclaré au journaliste de l'agence Farsnews, que l'intensification des aides du gouvernement d'Ankara aux terroristes, en Syrie, est un signe de la confusion du Président Recep Tayyip Erdogan, quant aux événements de la Syrie. « Ankara détruira les relations de la Turquie avec le reste du monde, en continuant son projet du rétablissement de l'empire ottoman », a déclaré cet analyste syrien.

«Les déclarations du ministre turc des Affaires étrangères concernant la décision de la Turquie d'offrir une couverture aérienne aux groupes armés, en Syrie, font partie du plan d'Ankara, pour créer un «Etat», sous le contrôle des groupes armés, dans les régions situées dans le Nord syrien», a déclaré Ahmad Hadj Ali.

Il a ajouté que la création de cet «Etat», au Nord de la Syrie, est un rêve irréalisable de la Turquie et des monarchies arabes du Sud du golfe Persique. «Depuis quatre ans, les monarchies arabes du Sud du golfe Persique collaborent avec leurs alliés, en Turquie, et leurs amis israéliens, pour renverser le gouvernement de Damas et porter préjudice à l'axe de la Résistance, dans la région», a ajouté cet analyste syrien. french.trib.ir 30.05

2.2- Le Qatar, la Turquie et l'Arabie s'unissent, pour renverser l'Ordre syrien - french.trib.ir

«Les activités de groupes terroristes, en Syrie, sont le signe de la coopération du triangle Qatar/Arabie saoudite/Turquie, pour renverser le gouvernement syrien», selon un magazine allemand.

La progression d'un nouveau groupe terroriste, connu sous le nom de Jaïsh al-Fath, à Idlib, et l'occupation de la ville syrienne d'Ariha, à proximité de la frontière turque, témoignent du fait que la Turquie et l'Arabie saoudite coopèrent l'une avec l'autre, pour fournir le soutien à divers groupes terroristes, dans le but de renverser le gouvernement syrien.

Le magazine allemand, «Frankfurter Allgemeine», a écrit que le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'était mis d'accord, lors d'une rencontre avec le roi saoudien Salman Ben Abdelaziz, à Riyad, pour coopérer, ensemble, en vue de renverser le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. Cet accord intervient, alors que le Front Al-Nosra, le principal partenaire des Emirats arabes du golfe Persique, demeure aux côtés d'Ahrar al-Cham. Ces groupes n'ont pas participé aux combats, à Idlib, mais ils coopéraient, dans les régions frontalières de la Jordanie. french.trib.ir 30.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Inde: un Etat poursuit Nestlé au pénal pour du plomb dans les nouilles instantanées - AFP

L'Etat indien de l'Uttar Pradesh (nord) a décidé de poursuivre au pénal la filiale indienne de Nestlé après la découverte de concentrations dangereuses de plomb dans des lots de nouilles instantanées Maggi, ce que conteste le groupe suisse, a annoncé un responsable dimanche.

L'Agence indienne de la sécurité alimentaire et du médicament (FDA) a ordonné le retrait du lot sur la foi des résultats de l'analyse d'échantillons prélevés en mars lors d'une inspection de routine sur une vingtaine de paquets de nouilles.

Les analyses ont également révélé la présence de glutamate monosodique (ou GMS), un additif alimentaire controversé, selon la FDA.

Vijay Bahadur, un responsable de la sécurité alimentaire de l'Etat, a indiqué que la plainte avait été déposée samedi devant un tribunal local pour information erronée sur le contenu du produit et production d'aliments potentiellement dangereux pour la santé.

"Nous avons déposé plainte contre Nestlé Inde et le propriétaire du magasin", a-t-il expliqué à l'AFP.

En cas de procès, l'entreprise Nestlé Inde encourt une amende et ses dirigeants une peine de prison. La direction doit comparaître pour une première audience le 1er juillet, selon M. Bahadur.

Une plainte a également été déposée contre trois acteurs de Bollywood qui font la promotion des nouilles Maggi. AFP 31.05

Qu'ils les foutent tous en cabane !

Je n'en achète jamais, j'ai banni tous les produits préparés sous emballage, principalement à cause de leur prix et ensuite parce qu'on peut très bien s'en passer.

Quand on dit qu'on survit, ce n'est pas une simple formule pour dire qu'on s'en tire encore, non, on a restreint toutes nos dépenses, y compris alimentaires. Vous comprendrez que cela puisse rendre un brin nerveux... Sans parler de toutes les emmerdements qui nous tombent dessus en plus ! Mais on résiste ! Alors quant à ceux qui se permettent de nous juger la bouche pleine, vous imaginez ce que l'on en pense : rien, on s'en tape !

Au fait, Selvi, ma compagne, a encore maigri, elle ne pèse plus que 43 kilos, moi j'en ai perdu 12 en 5 mois, c'est pas mal, il m'en reste encore autant à perdre. Vvive l'inflation ! Non je déconne, on a encore un petit bout de chemin à faire...

Le 2 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h45.

On a ajouté 37 articles, dont plusieurs démontrant à nouveau qu'Al-Qaïda ou l'Emirat islamique et Al-Nosra ont pour parrains l'impérialisme américain et ses alliés.

Du coup vous vous dites qu'ils sont prêts à aller jusqu'à ce point dans la barbarie, je parle des gouvernement occidentaux dont le gouvernement français ou le PS flanqué de ses satellites et alliés.

Mais alors dira le grand bêta qui commence à ouvrir les yeux ou le militant qui se réveille après avoir été berné pendant des décennies par ses dirigeants, cela voudrait dire que rien ne les arrête dans l'abjection et la cruauté qu'ils dénoncent par ailleurs chez les nazis et autres tyrans sur tous les continents, alors qu'ils sont eux-mêmes des monstres, des barbares de la pire espèce.

En effet, ils sont comme cela, ce sont des ennemis de la civilisation humaine qu'il faut éliminer avant qu'ils ne nous éliminent puisque nous y passerons tous d'une manière ou d'une autre le moment venu.

Cela ne nous étonne pas du tout puisque nous les avons déjà décrits ainsi, ne serait-ce que lorsque nous faisons allusion aux deux guerres mondiales du XXe siècle notamment. Vous voyez ce qu'il en coûte de les avoir ménagés si longtemps, de s'est corrompu misérablement avec le PS (et le PCF), d'y avoir laissé sa dignité de militant.

Pour quoi au bout du compte je vous le demande maintenant que le mouvement ouvrier est purement et simplement disloqué, discrédité, indigne de confiance pour y avoir laissé ses principes les plus élémentaires, on ne fraie pas avec l'ennemi impunément, on le combat à mort un point c'est tout, même au risque de passer pour sectaire, comme aurait dit Marx, rien ne justifiait d'y laisser son âme !

On a de quoi enrager littéralement quand on observe la tournure que prennent les évènements à l'échelle mondiale et on est loin d'avoir vu le pire encore, on doit se faire violence pour se contenir ou ne pas dire tout ce qu'on pense qui serait totalement incompréhensible à la plupart des lecteurs, déjà on en dit trop, mais on ne fait que notre devoir. A suivre.

Si dans votre entourage il y a des sceptiques sur les liens congénitaux qui existent entre les Etats-Unis et leurs alliés et Al-Qaïda ou l'Emirat islamique, vous pouvez leur communiquer les quelques articles que j'ai relevés rapidement qui le prouve (tous sont disponibles dans le portail) :

- Les jihadistes au service de l'impérialisme (Réseau Voltaire) (01.06.15)
- Syrie : L'opération de « blanchiment » d'Al-Nosra a commencé... (mondialisation.ca) (01.06.15)
- L'armée US est-elle en train de former des combattants islamistes au Qatar? (Arrêt sur info) (31.05.15)
- Jeffrey Blankfort: « Le principal bénéficiaire de la désintégration de l'Irak et de la Syrie et de l'émergence d'ISIS a été Israël » (Arrêt sur info) (01.06.15)
- Idlib : les terroristes gagnent du terrain grâce à Ankara (french.irib.ir) (31.05.15)
- Le rôle de l'Occident dans l'émergence de «Daech» n'est plus à prouver (Arrêt sur info) (31.05.15)
- Pour affaiblir l'Iran et la Syrie, l'Occident joue la carte d'Al-Qaïda et d'ISIS (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Pourquoi l'Occident joue-t-il la carte d'Al-Qaïda et d'ISIS (french.irib.ir) (30.05.15)
- Russie: Moyen-Orient, Poutine accuse l'Occident d'être responsable du chaos (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Takfirisme, ultime arme US contre le Moyen-Orient... (french.irib.ir) (30.05.15)
- Derrière les récriminations sur la chute de Ramadi (mondialisation.ca) (29.05.15)
- Syrie: Le silence des médias au sujet de l'alliance d'Israël et de l'Occident avec Al-Qaïda (Arrêt sur info) (29.05.15)
- Le faux califat : l'atout stratégique des USA (mondialisation.ca) (28.05.15)
- La Turquie prise la main dans le sac. Une vidéo montre qu'elle livre des armes aux terroristes (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Syrie: Le silence des médias au sujet de l'alliance d'Israël et de l'Occident avec Al-Qaïda (Arrêt sur info) (29.05.15)
- Le faux califat : l'atout stratégique des USA (mondialisation.ca) (28.05.15)
- Qu'est-ce qui se cache derrière le manque de soutien aérien étasunien aux défenseurs de Ramadi ? (legrandsoir.info) (27.05.15)
- Le califat voulu par les États-Unis (Réseau Voltaire) (26.05.15)
- Les aides des Emirats du Golfe Persique, artères de Daesh et du Front al-Nosra (french.irib.ir) (24.05.15)
- Moyen-Orient : Ennemis sur-mesure ? (legrandsoir.info) (24.05.15)
- Le Renseignement US avait prédit que le soutien US aux rebelles en Syrie entraînerait la chute de Ramadi (Arrêt sur info) (23.05.15)

- La Turquie est le principal soutien des gangs terroristes en Syrie (Arrêt sur info) (22.05.15)
- Selon un document de la DIA l'Occident facilite la montée de l'Etat islamique « afin d'isoler le régime syrien » (Arrêt sur info) (22.05.15)
- Nouvelles preuves du sale rôle joué par Israël dans la guerre par procuration menée en Syrie (Arrêt sur info) (21.05.15)
- Bombardements américains et déploiement de milices chiites suivent la déroute de l'armée irakienne à Ramadi (mondialisation.ca) (20.05.15)
- Pour l'Empire, la finalité c'est le chaos, pas la victoire (mondialisation.ca) (16.05.15)
- Révélations faites sur les détails du plan de Washington pour le golfe Persique (french.irib.ir) (10.05.15)
- Les États-Unis collaborent avec Al-Qaïda (french.irib.ir) (08.05.15)
- C'est officiel: Les États-Unis collaborent avec al-Qaïda (Arrêt sur info) (07.05.15)
- Washington envisage de maintenir l'Émirat islamique après la signature de l'accord avec l'Iran (Réseau Voltaire) (06.05.15)
- La France arme les terroristes. Ensuite elle vote des lois pour les combattre ? (Arrêt sur info) (06.05.15)
- Pourquoi la guerre contre la terreur menée par les États-Unis est-elle une fraude ? (mondialisation.ca) (06.05.15)
- Ankara tente d'unir les groupes terroristes, en Syrie (french.irib.ir) (05.05.15)
- La grande imposture de la lutte antiterroriste (legrandsoir.info) (04.05.15)
- Des Marines et des hélicoptères "Apache", chez Daesh (french.irib.ir) (02.05.15)
- Le transit des terroristes, en Syrie, via Istanbul (french.irib.ir) (02.05.15)
- L'Occident doit cesser de couvrir le terrorisme en Syrie (version intégral) (mondialisation.ca) (22.04.15)
- Les renseignements saoudien et israélien, impliqués dans l'attaque contre le consulat des Etats-Unis, à Arbil (french.irib.ir) (21.04.15)
- En Irak, les Etats-Unis sabotent la guerre contre l'État Islamique (legrandsoir.info) (02.04.15)
- Comment Washington a-t-il sauvé Daesh à Tikrit (french.irib.ir) (22.03.15)
- Davantage de preuves de l'assistance directe des Etats-Unis et d'Israël à l'Etat islamique (Arrêt sur info) (11.03.15)
- Israël tente de cacher son aide aux miliciens syriens (french.irib.ir) (09.03.15)
- Syrie: L'armée israélienne soutient les « rebelles » opposés à Bachar el-Assad (Arrêt sur info) (09.03.15)
- Irak : des conseillers militaires américains et israéliens arrêtés pour avoir aidé l'EIIL (mondialisation.ca) (09.03.15)
- Les preuves des liens existants entre Washington et l'Etat islamique (Arrêt sur info) (06.03.15)
- L'incursion de l'armée turque en Syrie, un témoignage des bonnes relations de la Turquie avec l'Etat Islamique (Daesh) (legrandsoir.info) (03.03.15)
- L'aide américaine à DAESH se confirme : des Marines et des hélicoptères Apaches chez les djihadistes (mondialisation.ca) (02.03.15)
- L'armée irakienne abat deux avions britanniques transportant des armes pour l'Etat Islamique (legrandsoir.info) (25.02.15)
- Le Parlement irakien demande des explications à Londres sur son soutien à Daesh (Réseau Voltaire) (24.02.15)
- Syrie : les Nations Unies confirment l'existence d'une coordination entre Jabhat al-Nusra et l'occupant israélien (mondialisation.ca) (22.01.15)
- D'« anciens » militaires français parmi les jihadistes de Daesh (Réseau Voltaire) (21.01.15)
- Des GI's en Irak et en Syrie? (french.irib.ir) (30.11.14)
- Des mercenaires étasuniens coopèrent avec Al-Qaeda mais ce n'est pas un scandale, juste une "difficulté", selon Associated Press (legrandsoir.info) (29.11.14)
- Le Qatar s'apprête à entraîner des islamistes combattant en Syrie (Réseau Voltaire) (27.11.14)
- Irak : Riyad soutient directement Daesh (french.irib.ir) (10.11.14)
- Irak : Daesh profite de la présence des militaires US (french.irib.ir) (10.11.14)
- Le sacre d'Al-Barzani pour sauver Kobané et le nouveau projet d'Erdogan pour sauver l'EIIL (mondialisation.ca) (23.10.14)
- Washington parviendra-t-il à faire nettoyer ethniquement le Nord de la Syrie? (Réseau Voltaire) (14.10.14)
- « L'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie n'avaient pas lésiné sur les moyens pour favoriser l'émergence du terrorisme » (legrandsoir.info) (06.10.14)
- La lutte contre l'EI, un écran de fumée pour masquer la mobilisation US contre la Syrie et l'Iran (mondialisation.ca) (01.10.14)
- Les rebelles syriens soutenus par les Etats-Unis et l'Etat islamique signent un pacte "de non-agression" (legrandsoir.info) (14.09.14)
- Le plan d'Obama pour attaquer la Syrie, sous couvert de la lutte contre l'EIIL (mondialisation.ca) (10.09.14)
- Obama ment: des forces spéciales US sont sur le terrain en Irak (mondialisation.ca) (05.09.14)
- Comment l'argent saoudien finit-il dans la poche de Daesh (french.irib.ir) (28.07.14)
- Comment les Etats-Unis arment les deux camps en conflit en Irak. (mondialisation.ca) (23.06.14)
- Les Etats-Unis ont formé l'EIIL dans une base secrète de Jordanie. (mondialisation.ca) (23.06.14)
- Comment l'Otan a organisé l'invasion de l'Irak (Réseau Voltaire) (19.06.14)
- But de la coalition EIIL-Turquie-Arabie saoudite-Qatar [et Otan ?] en Irak (mondialisation.ca) (13.06.14)

Excusez du peu !

Non mais, quand on affirme quelque chose, si possible pour être pris au sérieux il faut le prouver, là la matière ne manque pas, et on s'est cantonné au 12 derniers mois.

Au fait, vous excuserez l'absence d'infos économiques, on n'a rien vu passer d'intéressant depuis deux semaines.

Dites-moi si vous auriez souhaité que la rubrique *Articles d'actualité* soit actualisée, si oui, je ferai cet effet supplémentaire, comme quoi j'ai peut-être un caractère un peu difficile parfois, mais je ne suis pas encore un vieux con ! Je ne ménage pas mes lecteurs, il est donc normal que je sois sympa avec eux, parfois, à condition de ne pas en abuser, je plaisante évidemment...

à moitié seulement !

La causerie du matin.

On ajoutera une trentaine d'articles plus tard.

Le mot du jour : Les "*pièdes nickelés journalistiques*". (Arrêt sur info)

[L'art de la servitude assumée.](#)

Le meilleur des mondes d'Aldous Huxley. Extrait.

Un État totalitaire vraiment « efficient » serait celui dans lequel le tout-puissant comité exécutif des chefs politiques et leur armée de directeurs auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude. La leur faire aimer — telle est la tâche assignée dans les États totalitaires d'aujourd'hui aux ministères de la propagande, aux rédacteurs en chef de journaux, et aux maîtres d'école.

Mais leurs méthodes sont encore grossières et non scientifiques. Les jésuites se vantaient jadis de pouvoir, si on leur confiait l'instruction de l'enfant, répondre des opinions religieuses de l'homme : mais c'était là un cas de désirs pris pour des réalités. Et le pédagogue moderne est probablement, à tout prendre, moins efficace, dans le conditionnement des réflexes de ses élèves, que ne l'étaient les révérends pères qui instruisirent Voltaire. (page 9 version Internet)

Depuis, Charlie a révélé que 99,99% des enseignants valaient bien ces jésuites ou confirmait qu'ils s'adonnaient bien au même objectif sous le label hypocrite de la laïcité.

Mais contrairement au passé, de nos jours les jeunes ont accès à toutes formes d'informations et de connaissances par une multitude de canaux et qu'ils s'échangent, qui viennent télescoper le contenu des faussaires et manipulateurs des consciences qui ont rédigé les manuels scolaires ou les assertions de leurs professeurs, qui vérolés par l'idéologie dominante de l'Etat s'en tiennent le plus souvent, pour ne pas dire pratiquement toujours aux versions officielles mensongères remises en question ici ou là, qui contribuent de la sorte à les discréditer aux yeux de leurs élèves et du même coup à perdre toute autorité sur eux, car évidemment on n'imagine pas un instant un professeur du haut de son estrade admettre de la part d'un enfant qu'il pourrait lui en imposer ou ne serait-ce qu'admettre que ses connaissances seraient en réalité surfaites ou superficielles une fois prises en défaut, ce serait accepter de voir rabaisser son statut, inimaginable.

Quant à la servitude, les esclaves modernes la supportent et s'en contentent en consommant ou en se distrayant, ce qui leur donne une impression de liberté. Et si vous avez l'audace de vous attaquer aux fondements de leur servitude, ils vous accuseront de vous en prendre à leur liberté, c'est un comble mais c'est ainsi et c'est bien compréhensible, car conditionnés depuis leur naissance ils auront l'impression que vous voulez remettre en cause leur sécurité, qui en réalité est le produit des chaînes qui les maintiennent en servitude et auxquelles ils sont attachés par dessus tout, puisqu'elles se confondent avec leur condition dont ils demeurent ignorants.

La servitude exprime un rapport de dépendance qui nous est imposé de l'extérieur et auquel on se plie par la force des choses au départ, et auquel on finit par s'adapter par la suite, de telle sorte qu'il représente la norme dans laquelle il faut se fondre pour ne pas apparaître différent des autres qui s'y soumettent si volontiers, toujours par ignorance puisque c'est le maître mot de cette infâme et tragique comédie. La plupart des gens la vivent sans s'en plaindre vraiment puisqu'ils n'ont jamais vécu autre chose, ils ne peuvent même pas imaginer vivre sans elle un seul jour croyant qu'elle les protège du chaos auquel ils identifient la liberté, ce qui est somme toute normal pour ne pas avoir été préparés à vivre autre chose ou ignorer qu'il leur serait parfaitement possible de vivre autrement, d'où l'intérêt pour la classe dominante de les maintenir dans l'ignorance, mère de toutes les servitudes et son lot de malheurs et souffrances qui en est la conséquence.

La servitude est inséparable du règne de la nécessité arrivé à son terme et dont il faut nous débarrasser pour conquérir notre liberté. Tel est l'objet du combat pour le socialisme ou préparer les conditions qui permettront aux exploités et aux opprimés de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, au rapport entre dominant et dominé...

La pire des erreurs et des injustices serait de s'en prendre aux masses qui demeurent ignorantes malgré elles. Par contre on est en droit de s'attaquer à tous ceux qui ont acquis un certain niveau de connaissance et se complaisent dans la situation actuelle sous divers prétextes, ou qui font preuve d'hypocrisie en prétendant la combattre alors qu'en réalité ils s'en accommodent très bien. Vivre dans l'insouciance et passer son temps à le justifier quand on a atteint un certain niveau de conscience est stupide, indécent, insupportable.

On conçoit très bien qu'il leur soit difficile de s'orienter politiquement quand il n'existe aucun parti ouvrier digne de ce nom, nous sommes dans le même cas pour ce qui est notre engagement politique. Cela dit, rien ne les empêche dès à présent d'adopter

un comportement conforme à leurs idées, par exemple, cesser de soutenir le régime, rompre avec le capitalisme et ses institutions, rejeter toute mesure provenant du gouvernement quel que soit le parti au pouvoir puisqu'ils incarnent tous une politique qui nous est hostile, refuser de voter pour un parti institutionnel ou s'abstenir, soutenir toutes les revendications sociales des travailleurs, participer si possible à des réunions, meetings, manifestations ou rassemblement en soutien aux peuples opprimés par les différents impérialistes, refuser de participer à toute campagne initiée ou soutenue par le PS car elles ne servent qu'à légitimer le régime en place ou le gouvernement, boycotter les médias, bref, ne pas hésiter à défendre ses idées en toutes circonstances pour qu'elles soient partagées par le plus grand nombre, lire aussi, étudier, continuer de s'informer, de s'instruire, d'élever son niveau de connaissance ou de conscience qui peut-être un jour sera mis davantage en valeur au sein d'un parti ou sera mise au service de notre cause.

Notre modeste contribution s'inscrit dans cette perspective.

[Quelle coïncidence ! Quand Hollande et Cazeneuve ou le PS volent au secours d'un pédophile.](#)

- Rattrapé par son passé au moment où éclate un scandale pédophile au sein de son parti allemand « Die Grünen » (Les Verts allemands - ndlr), Daniel Cohn Bendit reçoit la nationalité française sur annonce du ministre français de l'intérieur. (Arrêt sur Info)

Il faut savoir qu'il la réclamait depuis de nombreuses années...

Arrêt sur Info - Au moment où l'agent d'influence Daniel Cohn Bendit obtient la nationalité française, un scandale pédophile secoue son parti.

Dans un article, du 22 mai, titré « Un scandale pédophile plombe les Grünen », le quotidien Le Temps écrit :

« Le parti a toléré jusque dans les années 1990 l'activité de militants pédophiles. La section berlinoise est concernée.

Le scandale est considérable. Dans le Berlin alternatif des années 1980 et 1990, des pédophiles membres des Grünen (Verts) ont milité ouvertement sous couvert du parti en faveur de la dépénalisation de la sexualité avec des enfants. Pire, au moins trois pédophiles condamnés par la justice, membres du parti, se sont livrés à des agressions sexuelles sur de jeunes garçons. C'est ce qui ressort d'un rapport commandé par la section berlinoise des Grünen à une commission d'experts indépendants.

Les conclusions, rendues publiques mercredi en fin de journée, sont accablantes. «Jusqu'à 1000 victimes sur quinze ans, du début des années 1980 au milieu des années 1990» ont été touchées. Selon le texte, la défense de penchants pédophiles a été «tolérée» au sein de la section berlinoise jusqu'au milieu des années 1990. Ces militants étaient essentiellement actifs dans les milieux homosexuels des Verts. Selon la cheffe de la section berlinoise, Bettina Jarasch, il n'y a eu alors «aucun débat interne» au sujet de la propagande pédophile menée par une poignée de militants. La prise en considération des intérêts des pédophiles était placée en interne au même niveau que la défense des intérêts des gays et des lesbiennes. «Nous ne nous sommes pas du tout intéressés à la protection des enfants», déplore Renate Künast, ancienne ministre verte de Gerhard Schröder. Comme les homosexuels, les pédophiles étaient considérés comme «victimes de discriminations et de la répression de l'Etat». »

Daniel Cohn Bendit avait été lui aussi mis en cause. Dans son livre « Le grand Bazar, » (Der Grosse Bazar) où il parlait des rapports sexuels entre adultes et enfants et de son expérience il a écrit :

«Il m'était arrivé plusieurs fois que certains gosses ouvrent ma braguette et commencent à me chatouiller. Je réagissais de manière différente selon les circonstances, mais leur désir me posait un problème. Je leur demandais: Pourquoi ne jouez-vous pas ensemble, pourquoi m'avez-vous choisi, moi, et pas d'autres gosses? » Mais s'ils insistaient, je les caressais quand même.»

Lors de l'Emission Apostrophe du 23 avril 1982, Daniel Cohn-Bendit évoque ses « papouilles » avec des enfants :

« Vous savez que la sexualité d'un gosse, c'est absolument fantastique. [...] Quand une petite fille, de 5 ans, commence à vous déshabiller c'est fantastique ! C'est fantastique parce que c'est un jeu absolument érotico-maniaque ».

Cohn Bendit a par la suite déclaré « qu'il n'y a eu de ma part aucun acte de pédophilie ». Il avait toutefois ajouté sur RTL en 2001, que «ce texte, qui n'avait pas fait scandale à l'époque, est aujourd'hui insoutenable », et qu'il nourrissait « des remords d'avoir écrit tout cela » (Le Parisien, 6 juin 2009).

Le scandale avait été relancé en 2009 en France, lors d'un débat télévisé entre M. Bayrou et Cohn Bendit ; Bayrou (*) avait été dénoncé par les médias français pour ses attaques « inappropriées » remontant à des faits portant sur plus de 20 ans. En France Bayrou avait été ridiculisé, il fallait sauver le soldat Cohn Bendit.

Par contre en Allemagne, la polémique n'a cessé de croître au sein du Parti des Verts (Die Grünen). En avril 2012, la polémique

a refait surface quand l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit a reçu, les larmes aux yeux, le prix Theodor Heuss, une distinction qui récompense les personnes qui se battent en faveur de la démocratie. Invité à tenir un discours lors de la cérémonie, Andreas Voßkuhle, le président de la Cour constitutionnelle fédérale, garante du respect de la démocratie en Allemagne, avait refusé de participer, rapporte l'hebdomadaire Stern, au motif que Cohn-Bendit se serait exprimé d'une façon « inappropriée » au sujet de la sexualité des enfants avec les adultes (Source : Slate). S'en est suivi une fronde contre les interventions publiques de Cohn Bendit en Allemagne où il lui a été reproché ses propos et les actes pédophiles décrit dans son livre.

Le scandale ne touche pas que le leader des Verts en Allemagne mais tout le parti. C'est ce que révèle l'article du journal Le Temps :

« Ce n'est pas la première fois que les Grünen sont confrontés à un scandale de pédophilie. Au cours de l'été 2013, un premier rapport commandé par la direction à l'historien Franz Walter de l'Université de Göttingen avait été publié, à la veille des législatives. Il s'agissait alors de faire toute la lumière sur la ligne idéologique du parti, qui avait défendu la dépénalisation des rapports sexuels entre adultes et mineurs jusqu'au milieu des années 1980, lorsque certains écologistes militaient encore pour l'abolition des paragraphes 174 et 176 du Code pénal portant sur la pédophilie et l'homosexualité. Crédités de plus de 10% dans les sondages, les Verts avaient essuyé une cuisante défaite, à la suite de la publication du rapport. Le texte se limitait alors à l'idéologie. Le rapport publié mercredi va plus loin: il dénonce cette fois des crimes commis directement par des membres connus pour leur pédophilie. »

C'est dans ce contexte que le ministre de l'intérieur français, sous les vivats des médias français, a choisi de donner la nationalité française à Daniel Cohn Bendit, un parti pris surprenant compte tenu des faits qui sont reprochés à Cohn Bendit et à certains membres de son parti Die Grünen. Arrêt sur Info 25.05

(*) Voir également : Dany le Vert <http://www.silviacattori.net/article848.html>

[Le ministère de l'Education nationale ou la police politique du régime sous Charlie.](#)

«Charlie Hebdo»: Le prof suspendu après les attentats conteste sa sanction - 20minutes.fr

Il dénonce « l'acharnement » du rectorat à son encontre. Le professeur de philosophie de Poitiers (Vienne), muté d'office à 65 km après avoir été soupçonné d'apologie du terrorisme en classe, a indiqué ce lundi avoir saisi la justice administrative pour contester cette sanction.

Le 8 janvier, au lendemain des attentats à Paris, Jean-François Chazerans, enseignant au lycée Victor-Hugo de Poitiers de 56 ans, avait accepté à la demande de certains élèves de terminale d'animer un débat sur le sujet. Par la suite, des parents d'élèves s'étaient plaints au rectorat du fait qu'il n'avait pas respecté la minute de silence, mais aussi de la façon dont il avait orienté le débat, mettant notamment en avant ses opinions à propos de militaires français engagés dans des opérations extérieures.

Le parquet avait finalement classé l'affaire, estimant que certains propos pouvaient paraître « inadaptés, déplacés et choquants » au vu du contexte, mais en aucun cas constitutifs « d'apologie du terrorisme ». Malgré tout, l'enseignant avait été entendu par la commission de discipline du rectorat qui avait décidé de le muter d'office dans un lycée à Thouars, dans le département voisin des Deux-Sèvres.

Jean-François Chazerans a affirmé lors d'un point de presse à Poitiers avoir saisi le tribunal administratif le 22 mai pour contester sa mutation. Il a également dit avoir adressé à la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, un « recours hiérarchique » pour lui demander une révision de la position du rectorat.

En plus de sa mutation forcée, l'enseignant affirme que son dossier a été modifié : « J'ai découvert (...) que j'avais perdu mes seize années d'ancienneté. Je n'ai même pas droit à un rapprochement de conjoint et comme il y a peu de postes en philosophie, j'ai 56 ans, je n'ai plus que six ans à faire : ça veut dire que je suis banni de Poitiers », a déploré l'enseignant.

Jean-François Chazerans se dit aussi « perdant financièrement » car il doit faire les allers-retours entre son domicile poitevin et son établissement d'affectation sans toucher de frais de transport.

S'il a indiqué qu'il postulait sur son poste de Poitiers mis « au mouvement », il affirme n'avoir aucune chance. 20minutes.fr 01.06

Selon ces procureurs il suffit d'énoncer des faits censurés par le gouvernement et les médias aux ordres (ou les manuels scolaires), pour se voir accusé de proférer des "opinions" qui n'ont pas lieu d'être exprimées dans une salle de classe au collège.

Autrement dit, un professeur de collège doit pratiquer l'autocensure sur le modèle des médias institutionnels, mentir délibérément à ses élèves ou leur cacher la vérité, afin d'orienter ou manipuler leur conscience dans le sens voulu par les représentants du régime, car il s'agit avant tout de les formater pour qu'ils deviennent des sujets dociles ou serviles de la dictature en place, ce qui implique qu'ils demeurent dans l'ignorance de la situation réelle présente ou passée.

Les preuves quotidiennes de la collusion Daesh - E-U - UE - Turquie - Qatar - Arabie saoudite - Israël

- "Tunnel", le nouveau moyen d'Erdogan pour transiter des terroristes - french.trib.ir

Pour faciliter la circulation des terroristes vers la Syrie, la Turquie utilise des tunnels au lieu des passages frontaliers. Les terroristes qui veulent entrer via la Turquie en Syrie, doivent traverser des tunnels au lieu des passages frontaliers. Le quotidien syrien « El-Watan » a rapporté que ces terroristes, en passant des tunnels, débarquaient dans les banlieues d'Alep et d'Idlib.

La Turquie prétend avoir dressé des postes de contrôle aux frontières communes avec la Syrie, en vue d'empêcher les terroristes de s'infiltrer en Syrie. Les témoins oculaires présents dans le poste frontalier de « Bab Al Hawa » dans le Nord-Est d'Idlib ont fait part de l'existence de nombreux tunnels sur les deux côtés de ce passage consacrés à l'infiltration de terroristes armés en Syrie.

Selon ces témoins sur place, le gouvernement turc en est bien informé et il balise le terrain au transit d'armes aux terroristes en Syrie. Cela intervient alors que la Turquie, le Qatar et l'Arabie, poursuivant leurs politiques hostiles vis-à-vis de la Syrie, ont augmenté leur soutien logistique aux terroristes. french.trib.ir 01.06

- Livraison d'armes, en Syrie: un journaliste, dans le collimateur d'Erdogan - french.trib.ir

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a promis, lundi, de faire punir le rédacteur en chef d'un journal, qui a diffusé une vidéo, présentée comme une preuve de la collaboration entre les services secrets turcs et les terroristes opérant en Syrie.

"Celui qui a publié cette histoire le paiera cher", a déclaré le chef d'Etat turc, dans un entretien, publié par la chaîne publique TRT. "Je ne laisserai pas cela passer". Citant un procureur et les dépositions d'officiers de gendarmerie, Reuters a rapporté, le 21 mai, que, selon des témoins et des membres du parquet turc, le MIT a contribué, fin 2013 et début 2014, à la livraison d'armes, dans les territoires syriens contrôlés par des terroristes. "Cumhuriyet" dit que la vidéo, diffusée vendredi, date du 19 janvier 2014, mais n'explique pas comment il se l'est procurée. Erdogan a déclaré que les camions, interceptés ce jour là, appartenaient bien au MIT et qu'ils transportaient des aides, à destinations des Turkmènes présents en Syrie. french.trib.ir 01.06

- Quand la diplomatie US forme les daechistes. - french.trib.ir

Le Département d'Etat américain s'est mis à la tâche de former les terroristes de Daech, a révélé dimanche CNN. Le reportage indique comment un certain nombre d'éléments du groupe terroriste Daech ont été entraînés par le Département d'Etat américain. Dans le plus récent vidéo, diffusé sur le web, le colonel Gulmurod Khalimov, l'ancien chef de la police du Tadjikistan et membre actuel de Daech affirme avoir participé à trois reprises dans les programmes d'entraînements militaires sur le sol américain dont l'un s'est déroulé en Louisiane aux Etats-Unis, ce qui a été, d'ailleurs, confirmé par la diplomatie américaine, elle-même.

A ce propos, un porte-parole du Département d'Etat, Pooja Jhunjhunwala a dit au journaliste de CNN que Khalimov a participé, entre 2003-2014, à cinq cours de formation pour la lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis et au Tadjikistan, ce stage a été tenu dans le cadre du projet organisé et mis en exécution par le ministère américain des Affaires étrangères. La révélation de ce rapport s'ajoute aux autres accusations portées contre le gouvernement américain pour le rôle qu'il a joué dans la formation et l'extension du groupe Daech. Il est vrai qu'après la propagation des opérations de Daech en Irak dont ce groupe a occupé certaines provinces avec l'assistance de ses alliés, Washington a mis sur pied une coalition anti-Daech; son bilan et son action montrent, toutefois, que ce pays n'est pas honnête dans ce "soi-disant" combat anti-terrorisme. C'est en effet, l'échec des Etats-Unis et de leurs alliés dans la réalisation de leurs objectifs tels que le renversement du gouvernement syrien et l'affaiblissement du pouvoir des Chiïtes en Irak, qui a poussé Washington à lancer un autre projet sous le nom de la lutte contre Daech, en formant une coalition internationale.

Parmi les objectifs de ce projet, on peut évoquer le nouveau retour des Etats-Unis dans la région et y consolider leurs assises militaires. Or, Obama a répété, plus d'une fois, que les Etats-Unis ne visent qu'à combattre Daech, par leurs frappes aériennes et qu'ils n'entendent pas déployer des forces terrestres pour cette lutte anti-Daech. Cela prouve que les Etats-Unis n'ont pas essentiellement l'intention d'une lutte sérieuse contre Daech, ce qui a été même confirmé par le général John Allen, commandant de la coalition anti-Daech à laquelle participent des pays tels que le Qatar, la Jordanie et l'Arabie qui ont tous contribué à la montée du groupe terroriste Daech. N'est-ce pas donc une autre preuve du caractère perfide de ce combat... french.trib.ir 01.06

- "La coalition anti-terroriste est un mensonge" (Chef du Parti démocratique libanais) - french.trib.ir

Le Chef du Parti démocratique libanais, Talal Arsalan, a qualifié la coalition internationale anti-terroriste de «mensonge international», soulignant que la Résistance, en tant que représentante de tous, était en train de lutter contre le terrorisme.

Selon l'agence de presse Tasnim, le Chef du Parti démocratique libanais, Talal Arsalan, a déclaré, dans un entretien avec l'agence

de presse Al-Ahed que le laxisme du gouvernement, dans son soutien à l'armée libanaise, lors des combats, à Erssal, amènera les Libanais à employer tous les instruments légitimes, pour se défendre. «La coalition internationale pour la lutte anti-terroriste est un mensonge international éhonté, tandis que la Résistance, elle, combat les terroristes, au nom de tous», a-t-il affirmé.

Il a aussi déclaré qu'il s'inspirait de l'optimisme de Bachar al-Assad, qui est un exemple, en matière de constance et de persévérance. «Notre option est la constitution d'un front de résistance uni et solidaire, de Vladivostok, en Russie, à Ras al-Naqoura, au Liban», a indiqué le chef du Parti démocratique libanais. french.irib.ir 01.06

ACTUALITE EN TITRES

[La République des copains et des coquins.](#)

- Les Républicains : NKM sur la sellette ? - Liberation.fr
- Alain Juppé accuse Nicolas Sarkozy de "traîner ses adversaires dans la boue" - Francetv info

[Ghettos.](#)

- La pauvreté se concentre dans les villes-centres plus que dans les périphéries - LeMonde.fr

Le taux de pauvreté atteint 20 % dans les villes-centres, contre 14 % dans les proches banlieues et 10 % dans les grandes couronnes, selon l'Insee. LeMonde.fr 01.06

[La réaction se mobilise partout.](#)

- Pro-Life et poussettes dans les rues de Pologne - euronews.com
- 3000 manifestants à HongKong se rappellent Tiananmen - euronews.com
- Russie : des militants homosexuels interpellés en marge d'une manif non autorisée à Moscou - euronews.com
- Rassemblement anti-islam devant le centre islamique de Phoenix - euronews.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

- Italie: avertissement pour Matteo Renzi lors des élections régionales - L'Express.fr

Le parti du Premier ministre Matteo Renzi est confronté à la progression du vote de protestation, du Mouvement 5 étoiles à la Ligue du Nord, à l'occasion des élections régionales de dimanche.

Une leçon dont il faudra tenir compte. Les élections régionales et municipales partielles de dimanche, en Italie, ont constitué un avertissement pour Matteo Renzi. Le Premier ministre sort affaibli par les divisions de son parti et la progression du vote de protestation, du Mouvement 5 étoiles à la Ligue du Nord.

Selon des projections diffusées lundi par la télévision publique RAI à partir des résultats dans les sept régions concernées, le Parti démocrate (PD) du toujours populaire Matteo Renzi reste en tête, mais avec 24% des suffrages, il est loin derrière les 40,1% des élections européennes il y a un an.

Le Mouvement 5 étoiles (M5S), formation contestataire de l'ex-comique anti-parti Beppe Grillo qui semblait plombé par les dissensions reste en deuxième position avec à 18,4% des voix.

La Ligue du Nord devance le parti de Berlusconi

A droite, la Ligue du Nord de Matteo Salvini, remodelée à l'image du Front national français, passe avec 12,5% des voix devant Forza Italia, la formation de Silvio Berlusconi, qui poursuit sa descente aux enfers à 10,7%.

Mais le scrutin a aussi été marqué par une faible participation, de 48% à 57% selon les régions, 10 points en-dessous des scrutins similaires il y a cinq ans. L'Express.fr 01.06

2- Russie- Chine

- Le traité sino-russe, le plus grand revers des Etats-Unis - french.trib.ir

"Le traité politico-militaire entre Pékin et Moscou est le plus grand revers des Etats-Unis", a indiqué le président de la commission des Affaires étrangères de la Douma russe.

Selon Russia Today, Alexis Boshkov, président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma, a également indiqué : « Du point de vue des bases de la diplomatie américaine, tous les traités entre Pékin et Moscou nuisent aux intérêts de Washington. Un traité signé par la Russie et la Chine lui est un échec plus dur qu'une défaite essuyée en Afghanistan, Irak ou Libye ».

Le député russe a précisé qu'une coalition sino-russe influera directement sur les positions des Etats-Unis et de leurs alliés. french.trib.ir 01.06

3- Yémen

- Conflit au Yémen: L'Egypte et l'Arabie saoudite partagent une position commune - french.trib.ir

L'Egypte et l'Arabie saoudite partagent la même position concernant le conflit au Yémen, ont assuré les chefs de la diplomatie des deux pays qui sont militairement engagés contre Les Houthis. « Nos positions sont identiques, il y a une étroite coopération à tous les niveaux », a assuré le ministre égyptien Sameh Choukri, lors d'une conférence de presse avec son homologue saoudien Adel Al-Jubeir au Caire. « Nous avons une vision commune claire sur la manière dont il faut agir au Yémen », a-t-il ajouté.

« Il n'y a pas de divergences entre le Royaume d'Arabie Saoudite et l'Egypte », a confirmé à son tour le chef de la diplomatie saoudienne. M. Choukri a souligné « la nécessité de poursuivre les opérations militaires » au Yémen, « compte tenu des menaces posées par l'artillerie lourde entre les mains d'éléments ne faisant pas partie des forces légitimes ».

Certains médias égyptiens avaient critiqué l'engagement de leur pays au Yémen, craignant notamment une intervention au sol. french.trib.ir 01.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Nouvelle hausse du chômage en avril - Reuters

Le nombre de demandeurs d'emploi en France a de nouveau augmenté en avril, une hausse qui a touché toutes les catégories d'âge dans les mêmes proportions, selon les chiffres publiés lundi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a progressé de 0,7% le mois dernier, soit de 26.200 personnes, pour s'inscrire à 3.536.000, un nouveau record.

En ajoutant les catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi est en hausse de 1,0% et atteint un total de 5.344.600 en métropole, 5.645.000 en incluant les départements d'Outre-mer.

Il s'agit du troisième mois de hausse consécutif après une légère baisse en janvier. En février comme en mars, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A avait augmenté de 0,4%.

Les 54.100 demandeurs d'emploi supplémentaires recensés en avril dans les catégories A, B et C constituent la progression la

plus forte depuis janvier 2013 (hors impact d'un "bug" informatique qui avait affecté les chiffres d'août et septembre 2013). Sur un an à fin avril, la métropole compte 5,1% de demandeurs d'emploi de catégorie A en plus et 7,1% en incluant les catégories B et C.

La hausse d'avril a été presque aussi forte chez les moins de 25 ans en catégorie A (+0,8%) que chez les 50 ans et plus (+0,9%), alors qu'elle a été de 0,7% chez les 25-49 ans.

Le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi, considérés comme chômeurs de longue durée, a continué d'augmenter, +1,1% en un mois et +10,2% sur un an.

Leur part dans le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits est de 43,7% (+0,1 point en un mois, +1,3 point sur un an).

L'ancienneté moyenne des inscriptions est également en hausse, à 548 jours (+2 jours).

Les entrées à Pôle emploi ont augmenté de 2,6% en avril s pour les catégories A, B et C et les sorties diminués de 2,1%.

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi a quant à lui augmenté de 3,4%. Reuters 01.06

En complément. Comment camoufler 170 000 chômeurs d'ici décembre 2015?

- Service civique : 70 000 contrats d'ici la fin de l'année - Francetv info

- Un programme de 100.000 contrats aidés supplémentaires pour 2015 - Reuters

2- Payer pour travailler.

- Conventions de stages: Les abus persistent - 20minutes.fr

Des organismes à la limite de la légalité permettent d'entrer dans des entreprises moyennant quelques centaines d'euros...

« J'ai dû payer pour travailler. » C'est ainsi que Thomas*, 25 ans, résume ses débuts professionnels. Comme d'autres jeunes diplômés étant passé de la case école à la case chômage, il s'est inscrit à une formation payante dans le seul but d'obtenir une convention de stage. Le renforcement de la loi n'a pas nui aux sociétés qui proposent ce stratagème à la limite de la légalité.

Moyennant des frais d'inscription allant de 400 à 600 euros, auxquels s'ajoutent parfois des frais proportionnels à la durée du stage, de nombreux organismes privés délivrent des conventions de stage « sous 48 heures » ou « en un jour ouvré ». Leurs sites Internet sont très bien référencés dans les moteurs de recherche.

La plupart des organismes se donnent la peine de prendre des airs de formation à distance, avec un site Web « vitrine », promettant une formation théorique. En réalité, les étudiants ne sont pas obligés de suivre ces cours, et encore moins de les valider, si tant est qu'ils existent. Le guide du ministère de l'Enseignement supérieur indique pourtant que, pour délivrer une convention, ces formations à distance doivent être prodiguées « en présence de l'étudiant ». Un critère vague qui ne semble pas être appliqué.

Même si le diplôme reste un rempart contre le chômage, les jeunes diplômés du supérieur sont touchés par la crise. Selon des chiffres de l'Insee publiés en 2014, 11 % d'entre eux ne trouvent pas d'emploi dans les quatre années suivant la fin de leurs études, contre 5 % en 2008. 20minutes.fr 01.06

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juin 2015

CAUSERIE

On ne peut pas traiter tous les sujets d'actualité, on fait le maximum. On ajoutera encore une vingtaine d'articles. Dommage qu'on ne se partage pas le boulot pour commenter ceux qui valent le coup pour nos lecteurs. Je comprends qu'en retour vous ne vouliez pas partager et que vous refusiez de me soutenir financièrement. Moi je partage le peu que j'ai, je montre l'exemple, c'est normal, fais ce que je dis mais pas ce que je fais n'est pas vraiment mon truc.

On a fini par enregistrer notre terrain et la maison au nom de ma nouvelle campagne pour que mon épouse dont je suis séparé ne puisse pas nous les piquer, cela m'a coûté 90.000 roupies supplémentaires (11.000 euros environ) que j'avais provisionnés, une ruine. Mais bon, je ne pouvais pas prendre un tel risque. Vous me direz que j'en ai pris un autre en faisant confiance à Selvi, elle peut me foutre dehors demain, que voulez-vous, dans la vie il arrive qu'on n'ait pas vraiment trop le choix.

Cela montre au moins que je me conduis dans la vie quotidienne conformément à mes idées, je fais confiance à Selvi, je fais appel au meilleur d'elle-même et je pratique de même avec mes lecteurs, sinon à quoi bon. Cela m'a joué bien des tours au cours de ma vie évidemment, mais je m'en suis toujours remis, je n'ai trompé personne et je ne me suis pas trompé, on m'a trompé ce qui n'engage pas ma responsabilité. Si c'était à refaire je n'hésiterais pas.

Si on n'a pas confiance dans les gens, pas aveuglément bien sûr, il est inutile de militer pour leur faire partager vos idées, vous n'êtes pas aptes à défendre le socialisme. Croire dans les masses, c'est ce qui fait défaut aux intellectuels et à ceux qui combattent pour le socialisme en notre nom. Quand on a adopté un idéal on s'y tient dans la mesure du possible parce qu'on n'est pas parfait non plus et cela vaut dans la vie quotidienne. C'est aussi une question de dignité. Comment inspirer confiance aux autres quand on n'a pas confiance en eux, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. Voilà ce que nous enseignerions aux militants si nous avions un parti.

Et puis je vais vous dire un truc, quand au cours de son existence on a failli sombrer plus d'une fois, qu'on a frolé de près la mort à plusieurs reprises et qu'on s'en est toujours remis en restant fidèle à ses principes, après on se dit que quoi qu'il puisse arriver dans l'avenir ne remettra jamais en cause le chemin parcouru, c'est aussi la raison pour laquelle on n'a jamais été tenté de réécrire l'histoire en tant que militant, c'est inutile et ne peut nous aider en rien pour avancer vers notre objectif.

Finalement notre morale coïncide avec notre niveau de conscience politique, mais il faut reconnaître qu'on n'a aucun mérite à cela en comparaison de ceux parmi notre classe qui n'ont pas cette chance d'avoir atteint ce niveau de conscience, qui croulent sous d'innombrables difficultés pour survivre et qui malgré tout ont généralement un comportement respectueux des autres, c'est à eux qu'il faut rendre hommage au lieu de les juger parce qu'ils seraient bourrés de préjugés archaïques ou réactionnaires comme le fait la pseudo-gauche et extrême gauche.

Pour finir, je n'ai plus de chien depuis 17 mois et je n'en veux plus, par contre j'ai pris l'habitude de nourrir une chienne et son petit qui chaque soir viennent frapper à la grille du jardin le ventre vide. Ce sont des chiens errants ou sauvages qui vivaient dans le village où je suis venu vivre, je les ai pour ainsi dire adoptés, j'ai cette faiblesse. Je nourris aussi les oiseaux pour lesquels j'ai mis à disposition un grand récipient où ils viennent boire et se baigner. Tout le plaisir est pour moi de les regarder pendant de longues minutes chaque jour. Je suis comme Shiva leur serviteur ! Servir, c'est ce que je fais en animant ce portail, c'est ma vocation. Je vous souhaite de même. Je n'en dirai pas plus cette fois pour rester sur une note positive.

Vidéo

1- Arabie Saoudite, Qatar et USA : les principaux parrains du terrorisme.

https://www.youtube.com/watch?v=7VdZNP_hONA

Intervention de Yves Bonnet, ancien préfet et ancien chef de la DST dans les années 80 sur le plateau de C dans l'air le 8 octobre 2012.

Il explique d'une part les modes opératoires pour quadriller les foyers terroristes, puis d'autre part l'alliance trilatérale entre les USA, l'Arabie et le Qatar dans le financement massif des groupes djihadistes en Afrique, au Proche-Orient et en Occident.

2- Leçons démocratiques à la Russie.

<https://www.youtube.com/watch?v=4ZuEjrZaSmQ>

[Leur vieux monde pourri est antinomique avec l'orgasme. 15 jours de têtes pour 10 minutes de plaisir ! Délateur frustré, complexé, jaloux, impuissant...](#)

- Quinze jours de prison ferme pour des orgasmes trop bruyants - LeFigaro.fr

La justice britannique ne plaisante pas avec la tranquillité. Un tribunal de la ville du nord de l'Angleterre a condamné lundi Gemma Wale à quinze jours de prison ferme pour ses orgasmes si sonores qu'ils troublaient la tranquillité du quartier, rapporte le Times.

Cette mère de deux enfants de 23 ans avait reçu plusieurs injonctions à être moins bruyante, non seulement dans ses relations intimes avec son partenaire, mais aussi dans tous les aspects de sa vie quotidienne. Musique trop forte, portes claquées, cris, jurons lors de disputes avec son petit ami lui avaient été interdits. Mais quelques jours après cette mise en garde, un voisin a été de nouveau réveillé à 5 heures du matin, le 29 janvier, par l'expression de sa jouissance. «Gemma a commencé à

crier et hurler lors d'un rapport sexuel bruyant, qui nous a réveillés. Ça a duré dix minutes», a rapporté le témoin cité par la juge Emma Kelly. LeFigaro.fr 02.06

Il va falloir que je raconte cette histoire à Selvi, ma compagne à l'appétit sexuelle débordante, elle va bien se marrer. Par bonheur, on n'a pas de voisins !

C'est la première fois que je rencontre une femme qui assume pleinement sa féminité et sa sexualité, à croire que plus elles sont arriérées plus elles sont libérées, pour peu qu'elles tombent sur des hommes qui ne les maltraitent pas ou n'en profitent pas pour s'adonner à des pratiques sexuelles qui relèveraient de la sauvagerie. On est vraiment équilibré quand on est bien dans sa tête et dans son corps.

Etre profondément arriéré n'est pas incompatible avec la faculté de développer des sentiments et profiter de son corps pour en éprouver du plaisir, bien au contraire, parole d'anthropologue en exercice 24h/24 ! A l'inverse, plus une femme est évoluée, plus elle conceptualise ou intellectualise tous ses rapports y compris ses rapports sexuels et s'éloigne de sa nature au point de lui interdire l'accès à l'orgasme. C'est dommage.

Comme quoi le socialisme fait bien les choses. Il faut donc se développer sur le plan intellectuel pour trouver la voie de son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, tout en se réappropriant sa véritable nature qui jusque là était aliénée. On fait d'une pierre deux coups, le pied ! La dialectique de la nature, quoi ! Cela a du bon d'être marxiste...

On a bien le droit à un petit moment de détente, trop rares hélas, quand on ne parle plus que de guerre, non ?

Je suis intarissable sur ce sujet ou la psychologie humaine qui me passionne également. Il faut être passionné pour aimer, non ? Sans idéal c'est difficile, voire impossible. Alors adoptez vite le socialisme ! Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour combler les carences de nos dirigeants.

[A propos du PS.](#)

Extraits d'un article publié par Le Grand Soir et proposé par Mauris Dwaabala.

Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste. (motion B comme grand bêta)

Il y a des gens qui sont comme cela.

Leur niveau de conscience politique ne peut pas s'élever au-dessus de leurs intérêts individuels. Vous pourrez leur fournir mille arguments ou faits pour passer outre ou progresser, ils refuseront obstinément d'en tenir compte. Finalement on a à faire à des gens bornés, limités intellectuellement, pire, dont la morale ou la bonne conscience s'accommode des guerres et des pires souffrances imposées à des peuples au nom de la conception qu'ils se font de la société qui se confond avec celle de la classe dominante tout en se prétendant socialiste, ce qui est une vaste escroquerie. Ils vivent avec et en vivent, suffisamment bien pour y être attachés. Ce sont de vulgaires affairistes ou opportunistes acharnés puisqu'ils y consacrent toute leur vie, qui ne méritent que notre mépris, car il n'y a rien de plus méprisable que de s'adonner à cette bassesse en travestissant ses réelles intentions pour tromper travailleurs et militants.

On admet volontiers que la plupart des travailleurs ignorent la vérité, on conçoit que bon nombre de militants soient dans le même cas, mais s'agissant d'intellectuels ou de dirigeants ayant accès aux mêmes informations que nous, ce serait faire preuve d'un laxisme ou d'une complicité malveillante et coupable que de leur accorder le bénéfice du doute, ils pensent et agissent en connaissance de cause et font profession de leur forfaiture, ils ont choisi délibérément leur camp et leurs ennemis.

Laissons lui la parole.

- Qui peut croire qu'il puisse y avoir unité de la gauche sur une ligne libérale ? Ce n'est pas seulement le grand écart masqué c'est une forme d'entourloupe en plein jour !

(Du moment que votre appartenance au PS vous a permis d'en vivre (bien) jusqu'à présent et n'est pas remise en cause, de quoi vous plaignez-vous franchement, qu'est-ce que cela peut vous foutre monsieur l'hypocrite, hein ? -ndlr)

- On a perdu 4 élections, municipales, européennes, sénatoriales, départementales non pas parce que la France se « droitise » mais parce que notre électorat, déçu, s'abstient massivement. Avec la même orientation politique, nous risquons de perdre une majorité de régions en décembre. Et quand on aura perdu les villes, les départements, les régions, comment gagner la présidentielle, et les législatives ? Comment gagner en bloquant les salaires ? En enlevant 50 + 17 milliards aux besoins sociaux et services publics, hôpitaux, collectivités, en donnant 41 milliards aux multinationales lesquelles suppriment des emplois

tout simplement parce que spéculer avec l'argent qu'on leur donne rapporte davantage que d'embaucher ?

(Tout militant qui malgré tout ne démissionne pas du PS cautionne sa politique. Le PS n'a cessé de se "droitiser" au fil des années depuis 35 ans sans que cela ne vous gêne plus que cela apparemment, n'est-ce pas ? En réalité la seule chose qui l'intéresse, c'est faire "gagner" le PS, nous cela nous laisse indifférent parce qu'on considère qu'il combat dans le camp de nos ennemis. - ndlr)

- Et si tout continue avec la motion A , il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour deviner la suite : austérité aggravée pour atteindre 3,8 % de déficit, puis 3,5 %. Et l'austérité c'est le chômage. On a 577 000 chômeurs de plus en catégorie A et 1 300 000 de plus pour les catégories A, B et C, depuis juin 2012. Comptez aux critères des libéraux de Bruxelles, c'est contraire à « sortir de la crise » , c'est courir à l'échec total. Avec 5,9 millions de chômeurs toutes catégories confondues, outre-mer inclus, comment un candidat socialiste, quel qu'il soit, pourra-t-il avoir du crédit pour se présenter en 2017 et empêcher un duel UMP-FN au second tour ? Fin de l'extrait.

Cela fait combien de décennies monsieur que le PS mène la même politique et que vous vous en accommodez ? Elle ne date pas d'hier, le PS n'en a jamais changé. Eh oui, comme en 2002, vous allez vous sentir obligé de soutenir le candidat des Républicains pour "faire barrage" à celui de l'extrême droite, n'en faites pas toute une histoire, vous resterez en famille !

Entre nous, il n'en a rien à foutre des chômeurs et de la situation en général des travailleurs qu'il exploite uniquement pour « sortir de la crise » le capitalisme... pour qu'il continue de couler des jours heureux, alors que nous combattons pour le renverser, on n'appartient décidément pas au même camp.

[Lu dans deux articles mis en ligne et entendu dans une vidéo.](#)

1- Le vrai visage de Charlie.

- Au delà de ce que chacun peut penser de telle ou telle loi plus ou moins répressive, il est stupéfiant de constater que la France ne cesse de reprocher à la Russie de faire ce qu'elle fait elle-même, à tort ou à raison, mais à une différence près. Une différence assez choquante. Quand en France l'expression dissidente est plus réprimée que le crime de droit commun et l'atteinte aux personnes, cela n'est en général pas dû à une corruption locale. C'est une ligne de conduite. Et elle est fièrement déclarée! (Arrêt sur Info)

2- Crises de la surproduction : guerre ou révolution pour la résoudre.

- Karl Marx a parlé des crises de la surproduction. Elles viennent de ce qu'une part croissante des profits de l'économie va à une classe de plus en plus réduite de «propriétaires», tandis que la part du gâteau attribuée à la classe de plus en plus nombreuse des «travailleurs» précaires se réduit. Ces dernières décennies, on peut observer ce phénomène partout dans le monde développé. L'autre face de la crise de la surproduction est la crise de la sous-consommation. Les gens ne peuvent plus acheter par manque de revenus. (...)

On ne voit donc que deux solutions.

La première consiste à attaquer le problème de la sous-consommation et à changer la répartition des profits en en donnant une part beaucoup plus importante aux «travailleurs» et une plus petite part aux « propriétaires ». Cela pourrait se faire par l'augmentation des impôts des «propriétaires», la redistribution par l'État mais aussi par l'augmentation du pouvoir des syndicats, etc. Mais comme les gouvernements sont, partout dans le monde, toujours plus sous l'emprise des «propriétaires», les chances de cette solution semblent faibles.

L'autre solution à la crise de surproduction d'une société capitaliste est la destruction forcée des capacités de production (mondiale) au moyen d'une grande guerre. La guerre permet également d'accroître le contrôle sur les populations et de se débarrasser de « travailleurs excédentaires ».

Les États-Unis ont été le grand gagnant économique de la première et de la seconde guerre mondiale. Les capacités de production ont été détruites par la guerre et un grand nombre de «travailleurs excédentaires » ont été tués dans le monde. Pour les États-Unis les guerres ont été, dans l'ensemble, très rentables. D'autres pays ont une expérience très différente de la guerre. Il n'y a probablement qu'aux États-Unis qu'un journal à grand tirage peut affirmer : les guerres augmentent notre richesse et notre sécurité.

Ce qui m'inquiète c'est que l'intensification de la crise de surproduction ajoutée à l'idée apparemment naturelle aux États-Unis que la guerre est une bonne chose, ne pousse, dans un avenir proche, les États-Unis à déclencher un nouveau conflit mondiale cataclysmique.

Des néo-conservateurs comme Victoria Nuland ont essayé d'entraîner la Russie et l'UE dans une grande guerre à propos de l'Ukraine. Le lobbyiste en chef du complexe militaro-industriel, le secrétaire américain à la Défense, Ash Carter, essaie de déclencher une guerre entre la Chine et ses voisins à propos d'atolls en mer de Chine du Sud. Les États-Unis sont au moins complices de la montée de l'État islamique qui va laisser le Moyen-Orient en état de guerre pour pas mal de temps.

Tout cela constitue-t-il déjà des tentatives, conscientes ou non, des États-Unis pour résoudre le problème de la surproduction mondiale à leur avantage? (Arrêt sur Info)

L'oligarchie qui est aux commandes a-t-elle agi autrement par le passé, au XXe siècle ? Elle recourt au fascisme ou/et à la guerre pour parvenir à ses fins quand son système économique est paralysé ou sur le point de s'effondrer, ce qui lui permet d'accroître son pouvoir économique et son hégémonie politique. Ajoutons quand elle n'a pas d'autres moyens pour briser la résistance de la classe ouvrière...

3- Entendu dans une vidéo.

Les censeurs sont au pouvoir.

- Avec 306 demandes de suppression de contenu auprès de twitter pour le second semestre, la France est championne du monde de la censure. Et cela date du 6 février 2013. (Arrêt sur Info)

C'est du PS dont il s'agit monsieur Filoche, il réussit même à damer le pion à tous les dictateurs de la planète, vous ne pouvez pas dire que vous ne le saviez pas.

[A qui appartient la Crimée ou l'Ukraine, d'où viennent-ils, quel rapport avec la Russie ?](#)

Si c'est un journaliste d'un média alternatif qui le dit, on le suspectera de réécrire l'histoire, si c'est nous qui l'affirmons on ne nous prendra pas davantage au sérieux. Bon, que cela ne tienne, il y en a qui préfèrent avoir à faire à des gens respectables parce qu'ils détiennent un certain pouvoir ou bénéficient d'un statut social qui en impose, cela les impressionne et les met en confiance, c'est stupide mais c'est ainsi, je ne parle pas de nos lecteurs qui sont censés savoir qu'on n'a aucun intérêt à leur raconter des salades.

Voilà mon général, vous avez la parole, c'est mon père qui serait fier !

Ukraine - Géopolitique - Géostratégie - Analyses et débats - Général Jean-Bernard Pinatel.

Extrait d'un article paru dans son blog le 24 février 2015 qu'un lecteur m'a adressé hier et que je remercie au passage.

- Or, que nous dit l'histoire s'agissant de la « crise ukrainienne » ?

Au premier millénaire, le premier peuple slave est le peuple « Rous » de Kiev, ville qui devient le berceau de l'identité russe et la « mère de toutes les villes de Russie ».

En 1654, le titre officiel des tsars est « Tsar de toutes les Russies », dont la « Petite Russie ». Et cette petite Russie deviendra l'Ukraine seulement quand apparaîtra le terme de Malorossiskaïa Oukraïna ou « Marche Petite russe » (autrement dit « Marche de l'Empire », Ukraine venant du mot « kraïna », qui signifie « marche, limite »).

L'Ukraine a toujours été le lien entre la Russie et l'Europe, et la Russie a toujours défendu l'Ukraine contre des invasions extérieures (Pologne, Autriche, Allemagne, France, Angleterre), cette défense étant elle-même constitutive de l'identité russe.

La Crimée, elle, représente l'ouverture sur les mers chaudes toujours chèrement voulue par la Russie, nation sans accès aux mers libres de glaces, et fermée à l'Asie par l'immensité des steppes sibériennes. D'où les multiples conflits ou tensions (avant même la mise en oeuvre occidentale de la stratégie d'endiguement) à l'ouest avec la Suède, la Pologne, l'Autriche, la Prusse ; au sud avec l'Empire ottoman et les peuples du Caucase ; sans parler – vers l'océan Indien – des crises avec l'Iran et l'Empire des Indes britanniques.

On ne peut donc faire semblant d'ignorer que pour les Russes, l'Ukraine a « toujours », mentalement au moins, fait partie de la Mère patrie. Essayer de modifier l'ordre millénaire des choses en se saisissant de l'opportunité offerte par la décomposition de l'État soviétique, était compréhensible ou contestable, c'est selon, mais ne pouvait vraiment réussir sur la durée qu'en évitant toute provocation ou « insulte à l'histoire » de la part des nations occidentales et des alliés « de l'Atlantique Nord ».

Dans les notes en bas de page, il confirme les informations que nous avons relevées dans plusieurs articles de sources diverses,

dont le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca.

- Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis dont l'objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. La plus grande part de ses fonds provient du département d'État des États-Unis, avec approbation du Congrès. L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous-main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ». William I. Robinson, Promoting Polyarchy: Globalization, US Intervention, and Hegemony [archive], Cambridge university Press, 1996, 466 p., pp. 87-88.

- Le 28 avril 2009, la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division Waffen SS «Galizien» (Halitchina, en ukrainien). La principale formation néofasciste locale, « Svoboda » (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, a fait installer à Lviv (Lwow), la capitale de la Galicie (Ukraine occidentale), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux publicitaires en l'honneur de cette « division étrangère » de l'armée de la SS. Le gouvernement ukrainien d'Ioula Tymochenko pro-occidental, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative.

Bravo mon général, vous avez rédigé un article qui remet les choses à leurs places, tandis que nos dirigeants n'en ont pas été foutus, simple constat, honte à ces vendus ! Vous avouerez que c'est le monde à l'envers et qu'on est en droit de s'en moquer un peu, amèrement il faut dire.

[La traque et la matraque !](#)

Valls ou l'Etat va recourir à une milice ou une police politique privée pour traquer les complotistes qui commettent le crime affreux et impardonnable de ne pas croire systématiquement les versions officielles d'évènements survenus en France ou ailleurs dans le monde, en Israël par exemple pour être plus précis, fournis, que dis-je imposés par le gouvernement et que chaque citoyen est prié d'adopter sans broncher ou manifester la moindre interrogation, sous peine d'encourir la foudre du censeur qui prétend incarner une morale au-dessus de tout soupçon, alors qu'en réalité on est en présence d'imposteurs ou d'escrocs de la pire espèce soutenant ici des fascistes ou des néonazis, là des barbares sanguinaires déguisés en rebelles modérés.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment "contourner certaines rigidités du code du travail" ? Mode d'emploi.](#)

- L'Assemblée vote le texte sur le dialogue social - Reuters

Les députés français ont adopté mardi par 301 voix contre 238 le projet de loi sur le dialogue social qui simplifie la vie des entreprises mais reste loin des ambitions initiales en matière de réduction des "seuils sociaux" déclencheurs d'obligations.

Les groupes socialiste et radicaux de gauche ont voté pour ce texte présenté par François Rebsamen, le ministre du Travail, de même que la majorité du groupe écologiste. Le Front de gauche et les groupes droite ont voté contre, pour des motifs opposés. Reuters 02.06

[Lobbying de l'industrie automobile et ghettoïsation des pauvres.](#)

Grille de lecture.

- Ne vous fiez pas au titre de cet article qui est trompeur, la dernière ligne prouve exactement le contraire !

- Écologie : en Allemagne, la pastille est efficace - Francetv info

Mardi 2 juin, Ségolène Royal a annoncé le retour des pastilles écolos sur les pare-brises. Soir 3 se penche sur le cas de l'Allemagne. "Le principe est très simple, pour entrer dans une zone verte, il faut avoir une pastille de niveau quatre", explique Amaury Guibert, correspondant de France Télévision à Berlin. Elle est de couleur verte et est accordée seulement aux véhicules peu ou pas polluants. Tous les autres véhicules doivent rester en dehors de cette zone qui concerne en général le centre-ville. En cas d'infraction, ils risquent une amende de 40 euros et surtout un retrait d'un point de permis. Ce système a déjà été adopté par une soixantaine de villes en Allemagne, dont Berlin.

La police verbalise beaucoup (Quel bonheur le racket de l'Etat. - ndr). Ce système est efficace puisqu'à Berlin les émissions de particules fines ont baissé de 25% depuis l'instauration de ce système de pastille verte, c'était en 2008. Le parc automobile a

été profondément renouvelé, mais tout n'est pas gagné. La moitié de la pollution que l'on observe encore dans le centre de Berlin vient en fait de l'extérieur de la ville, des usines environnantes. Francetv info 02.06

Ah ben il n'y a plus qu'à les fermer et les délocaliser dans le pré carré oriental du Reich !

En résumé le dernier élément fourni dans cet article montre à quel point cette mesure est grotesque et est destinée à pénaliser ceux qui n'ont pas les moyens de changer leur vieille bagnole au profit des nantis que courtisent en permanence le gouvernement.

Franchement, qu'est-ce qu'il faut faire dans les centres-villes la plèbe qui n'a pas les moyens d'accéder aux produits vendus dans ses boutiques réservées à une clientèle huppée ou disposant d'un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne de la population. Circulez il n'y a rien à voir, on ne se mélange pas ou comment créer une ségrégation supplémentaire (par l'argent) entre les différentes classes ou couches ou les isoler un peu plus les unes des autres, maintenir à l'écart les plus pauvres auxquels certains quartiers en périphérie des villes sont réservés, ignoble, infâme !

[Quand un "spécialiste du monde arabe" se fait le porte-parole des barbares afin de les rendre fréquentables.](#)

Grille de lecture.

- Les barbares volent au secours d'une "minorité (...) martyrisée", ce sont des saints !
- Demain ils les identifieront à ses "martyrisées" pour mieux justifier de combattre à leur côté.
- Mieux encore, une fois légitimés, les reconnaître comme des "interlocuteurs valables" pour mener à bien l'agenda du Pentagone...

Mais au fait, ces rédempteurs n'ont-ils pas massacré en masse les chrétiens et autres communautés ethniques minoritaires en Irak, ne les ont-ils pas martyrisés ? Chut !

- L'État islamique, le porte-parole d'une minorité martyrisée ? - Francetv info

Francetv info- Le nouveau visage de l'État islamique.

Mathieu Guidère, spécialiste du monde arabe, était l'invité du Grand Soir 3 mardi 2 juin, remarque que l'État islamique est en train de changer et de devenir le porte-parole d'une minorité qui est aujourd'hui martyrisée dans cette région (L'Irak et la Syrie. - ndlr). Il veut, semble-t-il, apparaître comme un interlocuteur valable dans d'éventuelles négociations pour la reconstruction ou pour la recomposition de cette région. Francetv info 02.06

[Les justiciers internationaux de l'Empire à l'oeuvre ou quand le sport est dominé par la politique et l'argent ou la corruption. Intimidations, menaces, coups tordus...](#)

- Fifa: Joseph Blatter finit par lâcher la barre AFP

La tempête a fini par avoir raison de l'insubmersible Joseph Blatter: le patron de la Fifa a annoncé mardi qu'il renonçait à la présidence de l'instance, secouée par une série de scandales de corruption et qui devrait avoir un nouveau patron d'ici à mars 2016.

M. Blatter, 79 ans, en poste depuis 1998 et pourtant réélu vendredi pour un cinquième mandat, a indiqué qu'il allait convoquer un congrès extraordinaire au cours duquel son successeur sera désigné.

Très rapidement, Michel Platini, président de l'UEFA et ennemi déclaré de Blatter, a fait part de sa satisfaction.

"C'est une excellente nouvelle" et "une belle après-midi", a ainsi jugé le président de la fédération anglaise (FA) Greg Dyke.

"Bonne nouvelle" aussi pour le Néerlandais Michael Van Praag, un temps candidat pour le scrutin de vendredi dernier.

De son côté, le Portugais Luis Figo, lui aussi un temps prétendant à la succession de Blatter, a salué "un bon jour pour la Fifa et le football. Le changement arrive enfin".

Plusieurs sponsors de la Fifa - Coca-Cola, Adidas, Visa et McDonald's - ont également salué "un pas dans la bonne direction" pour restaurer une confiance ébranlée. AFP 02.06

Ah ben si les oligarques sont satisfaits, inutile de se demander d'où venait cette propagande anti-russe reléguée par Obama !

[Marché de la mort. Qui fait marcher l'industrie de guerre ? Qui fabrique et commercialise les armes destinées aux barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique ?](#)

Bond des exportations françaises d'armes en 2014, le Moyen-Orient premier client - AFP

Les exportations françaises d'armement ont bondi de 18% à 8,2 milliards d'euros en 2014, soit une croissance très supérieure à la tendance mondiale (+9%), avec comme premier débouché le Proche et Moyen-Orient, selon un rapport du ministère de la Défense publié mardi.

"Ce résultat constitue la meilleure performance à l'export de l'industrie française de défense depuis quinze ans", relève ce rapport sur les exportations d'armement destiné au Parlement.

Le bond des exportations (mesurées en prises de commandes) s'explique avant tout par la conclusion de cinq grands contrats (d'un montant supérieur à 200 millions d'euros) pour un total de 4,79 milliards d'euros, soit une hausse de 71% par rapport à 2013.

"Il est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu sur un marché difficile, caractérisé à la fois par une contraction de la demande (notamment en Europe et aux Etats-Unis) et une concurrence particulièrement vive du côté de l'offre", ajoute-t-il.

Forte de cette "dynamique d'augmentation de ses parts de marché", la France est ainsi "solidement établie dans la durée" au quatrième rang des exportateurs mondiaux d'armement derrière les Etats-Unis et la Russie, la Chine tendant à s'installer au 3e rang.

Les principaux marchés de la France sur la période 2010-2014 sont le Proche et Moyen-Orient (38%), suivi de l'Asie (30%) - les deux grands marchés mondiaux - l'Europe (12,7%), les Amériques (10,8%) et l'Afrique (4,4%), poursuit le rapport.

Au Proche et Moyen-Orient, marché historique pour l'industrie française de défense, "la mise en oeuvre d'une politique de dialogue et le rétablissement d'une relation de confiance ont permis aux entreprises françaises de reconquérir des parts de marché", souligne-t-il.

Ces exportations - qui représentent près d'un tiers du chiffre d'affaires du secteur - génèrent 27.000 emplois directs et indirects en France. À l'échelle locale, elles alimentent sept grands bassins d'emploi (Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Centre et Rhône-Alpes). AFP 02.06

Par principe, il y a 40 ans j'ai refusé de faire mon service militaire, j'ai été réformé. Par principe, je ne servirai jamais la France. Par principe, je n'aurais jamais accepté de travailler dans l'industrie de l'armement.

[Intox à tous les étages.](#)

Les grandes oreilles (re)passent à la clandestinité.

- Le Sénat américain adopte une réforme symbolique des pouvoirs de la NSA - LeMonde.fr
- Le Congrès américain adopte une réforme majeure des moyens de surveillance de la NSA - Libération.fr

On ne peut plus maladroitement camoufler ses mauvaises intentions.

- La coalition ne sait pas comment lutter contre le groupe État islamique - Francetv info
- La coalition anti-Daech en mal de stratégie - LeFigaro.fr
- Irak : la coalition soutient le plan anti-Daech faute de mieux - LeFigaro.fr
- Lutte contre l'Etat islamique : la coalition internationale apporte son soutien à l'Irak dans son plan de reconquête - Atlantico.fr

Nos lecteurs savent ce qu'il en est réellement. On est gouverné par des barbares en vérité. C'est dur à admettre, n'est-ce pas, ne tardez pas trop tout de même car on a déjà pris beaucoup trop de retard pour s'en apercevoir, après il sera définitivement trop tard pour réagir.

Commentaires d'internautes avisés ou bien informés.

1- J'adore les journalistes qui nous expliquent ça maintenant , alors qu'au début c'était quasiment le contraire...

2- Daech exploite désormais le pétrole de Syrie (200.000 barils/jour) et le tiers du pétrole irakien (900.000 barils/jour). Qui contrôle ces flux financiers et pétroliers contrôle l'Etat Islamique. Allez, journalistes, encore un petit effort.

3- L'ancien chef de la DST Yves Bonnet explique que l'Arabie saoudite, le Qatar et les États-Unis sont les principaux parrains du terrorisme.

4- Eh bien, vous n'avez fait que confirmer ce que l'on savait depuis longtemps : en armant les... euh... modérés de l'Armée syrienne libre, ils s'en sont servi pour armer en réalité les islamistes les plus féroces.

De plus, dans une interview à la CBS, John Brennan, chef de la CIA a reconnu que les Américains suivaient le développement de l'Etat islamique sans rien faire (enfin si l'on peut dire cela sachant qu'ils les ont quand même armés...).

Chacun fera ses propres conclusions mais pour moi les USA étaient, sont et resteront toujours les criminels les plus "démocratiques" qui soient.

5- La parachutage d'armes soi-disant "ratés" et les milliers de véhicules de guerre "oubliés". Les islamistes sont en réalité armés par les USA.

6- Article qui se veut objectif, ce n'est pas en rajoutant des chapitres que la vérité apparaîtra.

"La Syrie a réussi à se mettre à liguier contre son régime une myriade de groupes armés aux intérêts parfois opposés"...

N'est ce pas plutôt les USA qui ont réussi ce coup de maître ?

Et autre chose, si le Figaro se demande qui se bat contre qui ? Le mieux est de demander à la CIA, vous y verrez plus clair!

7- Qui livre des armes à l'EI ? La vraie question est là ... le gouvernement irakien a déjà pris des positions claires sur le sujet et lancé des mises en garde, aucune information à ce sujet dans la presse française ?

8- Conclusion: Les opposants au régime d'Assad, ce sont principalement l'Etat islamique, et Al Nosra; ceux qui suivent les événements de Syrie de près, savent que l'ASL est complètement dépassée, ses combattants sont allés vers l'Etat islamique, non par idéal, mais parce qu'ils y sont mieux payés. Comme l'occident aide les opposants à Assad, il aide donc l'Etat islamique et Al Nosra. Ces formations chassent tout ce qui laïque en Syrie et massacrent les chrétiens, ou veulent les islamiser de force, ou leur faire payer des impôts s'ils ne veulent pas être islamisés.

On voit donc à quel jeu se livre l'occident. Les armes passent à l'Etat islamique et Al Nosra par la Turquie. Mais pas seulement les armes:les combattants venus de Tchétchénie, d'Afghanistan, des Turkmènes, des Saoudiens, Lybiens, Egyptiens, Tunisiens, Marocains, et Européens passent par la Turquie pion avancé et important de l'Otan, les combattants blessés de l'Etat islamique se font soigner dans les hôpitaux turcs, comme à Gaziantep, les missiles Patriot sont à la frontière turco-syrienne avec des instructeurs américains et allemands. Des combattants de 80 pays combattent en Syrie contre le régime d'Assad. L'occident permet tout cela pour des raisons géostratégiques, la Turquie d'Erdogan, veut revenir à l'influence de la période ottomane; les pays du Golfe, Arabie Séoudite et Qatar en tête sont les financiers de cette politique ordurière qui ne présage rien de bon pour la paix et l'avenir des pays européens.

9- Enfin, pour Malbrunot c'est comme pour Russes et Chinois, limpide : "En Syrie, les djihadistes rejettent la démocratie. <http://www.lefigaro.fr/international/2013/07/23/01003-20130723ARTFIG00456-en-syrie-les-djihadistes-rejettent-la-democratie.php>

Par Georges Malbrunot le 23/07/2013

Le Front al-Nosra, qui refuse toute idée d'élections, bénéficie des largesses de leurs sponsors du golfe Persique.

Oui «à la guerre sainte et à la justice de la charia». Non «aux élections et aux partis politiques».(...) «Les djihadistes sont les bourgeois de la révolution», ironise un opposant. Profitant de la complaisance de la Turquie, principal pays de transit jusqu'en Syrie, ce sont les seuls à recevoir, sans interruption, armes et argent de leurs sponsors du Golfe. «Chaque semaine, munis de valises d'argent que personne ne contrôle, des hommes d'affaires et des responsables salafistes font l'aller-retour entre la Turquie et la Jordanie depuis l'Arabie saoudite», poursuit l'opposant.

L'argent et les armes

Du Koweït, un «comité de soutien aux moudjahidins en Syrie», présidé par le député salafiste Walid Tabatabaï, dépêche des avocats convoyer de l'argent aux rebelles les plus radicaux.

Enfin du Qatar, les émissaires des cheikhs Abdelrahmane Nouaimi et Ali Sweidi font de même, épaulés par un ressortissant libanais à Doha. Autant d'initiatives plus ou moins privées, qui permettent aux autorités de ces pays de se dédouaner de toute responsabilité dans un quelconque financement du terrorisme(..)"

ACTUALITE EN TITRES

Les crevures

- Sarkozy, au sujet de Bayrou: « Le bègue, je vais le crever » - 20minutes.fr
- Jean-Marie Le Pen assigne le Front national en justice - Reuters

Les Républicains du bannissement.

- Ciotti réclame "l'expulsion immédiate" du père de Mohamed Merah - AFP
- Cazeneuve confirme l'expulsion prochaine du père de Mohamed Merah - Le Huffington Post

Belligueux, teigneux, hargneux, haineux et mauvais joueurs

- Le Parlement européen réplique à la « liste noire » russe - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

- Un commandant du Hamas, tué par Daesh - french.trib.ir

Le groupe terroriste de Daesh a revendiqué la mort de l'un des commandants du Hamas, dans la bande de Gaza.

Selon l'Agence "Palestine Hareh", le groupe terroriste de Daesh, dans la bande de Gaza, connu sous le nom d'"Ansar bait al-Maqdis de Daesh", publiant un communiqué, sur sa page Twitter, a annoncé que, dimanche matin, ce groupe a tué le responsable sécuritaire du Hamas, Saber Sayam, à Gaza, en déposant une bombe dans son magasin. Daesh, prétextant que Sayam participait aux opérations de résistance, à Gaza, l'a traité d'apostat.

Ce communiqué a mis en garde, également, toutes les forces sécuritaires du Hamas, dans la bande de Gaza, contre une participation aux attaques anti-Daesh, dans la région. french.trib.ir 01.06

2- Syrie

2.1 - Le renseignement égyptien, contre le départ d'Assad - french.trib.ir

Le renseignement égyptien ne veut pas d'un départ d'Assad. Selon le conseiller du prince héritier d'Abu Dhabi, les renseignements égyptien et saoudien sont, très profondément, divisés, sur le maintien d'Assad au pouvoir, le second s'y opposant, farouchement.

Selon cette source, la première visite du MAE saoudien a eu lieu, au Caire, où les autorités sont contre le départ d'Assad et pour une solution politique de la crise. french.irib.ir 01.06

2.2- Syrie: Al-Nosra saigne grave - french.irib.ir

L'armée arabe syrienne a coupé, aujourd'hui, les lignes de ravitaillement du réseau terroriste du «Front Al-Nosra», à partir des territoires jordaniens, dans la zone de Deraa al-Balad. Une source militaire a déclaré à Sana qu'une unité de l'armée avait ciblé, intensivement, les terroristes dudit réseau, près de la zone de Bihar, dans la périphérie de Deraa al-Balad, faisant des dizaines de tués et de blessés, parmi eux, et détruisant nombre de leurs véhicules dotés de mitrailleuses lourdes. Une autre unité de l'armée arabe syrienne a, aussi, tué et blessé des terroristes du "Front Al-Nosra", dans la ville de Bossra al-Cham, dans la banlieue de Deraa.

Selon la même source, de nombreux terroristes du "Front Al-Nosra" avaient été neutralisés, alors que leurs véhicules avaient été détruits avec les armes et les munitions à leur bord, dans une série d'opérations effectuées par des unités de l'armée contre leurs repaires, à la périphérie de la mosquée de Saad Bin Abi Waqas, sur la route de Sadd, dans le quartier de Deraa al-Balad et à l'Est de la compagnie d'électricité, dans le quartier de Deraa Mahatta. A Hassakah, des unités de l'armée se sont accrochées avec les terroristes du réseau de Daesh, aux alentours du village de Dawodiyah, et à Majbal Zifti, dans la banlieue Sud-Est de la ville. Une source du gouvernorat a déclaré à Sana qu'un grand nombre de terroristes de Daesh s'était infiltré, à Majbal Zifti, et accroché avec des unités de l'armée et les groupes de la défense populaire, qui leur avaient infligé de lourdes pertes. Le réseau terroriste était, aussi, le cible des coups concentrés de l'armée, aux alentours du village de Dawodiyah, où un grand nombre de ses éléments a été tué ou blessé. french.irib.ir 01.06

3- Yémen

- Des dizaines de soldats saoudiens, tués ou capturés - french.irib.ir

«Des dizaines d'éléments de l'armée saoudienne ont été tués, lors d'une attaque des militaires yéménites et des comités révolutionnaires contre une base militaire, en Arabie saoudite», a-t-on appris d'une source yéménite.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant le site web de la chaîne d'informations Al-Alam, l'armée régulière du Yémen et les comités populaires se sont emparés de la base militaire d'Al-Aïn al-Harra, située dans la région d'Assir, en Arabie saoudite.

La base militaire d'Al-Aïn al-Harra, située à Assir, abrite 45 chars, 55 véhicules Hammer et une grande quantité d'obus et d'équipements militaires. Selon la même source, l'assaut des militaires et des comités populaires yéménites a coûté la vie à une cinquantaine de soldats saoudiens, tandis que plus d'une quarantaine de militaires étaient capturés. french.irib.ir 01.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Areva: forte mobilisation des salariés pour défendre les emplois - AFP

Barrages filtrants, sites de production à l'arrêt, manifestations: les salariés d'Areva se sont fortement mobilisés mardi pour défendre les emplois au sein du groupe nucléaire et dire non à son démantèlement, une première depuis l'annonce en mai de la suppression de 3.000 à 4.000 postes en France.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et Unsa avait appelé les salariés à "un arrêt de travail" de 24 heures. Une mobilisation réussie, FO parlant de "plus de 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels", la direction faisant état d'un taux de grévistes "entre 50% et 60%" sur les mêmes sites.

Cette mobilisation a lieu à la veille d'une réunion à l'Élysée sur la filière nucléaire.

Détenu à près de 87% par l'État, Areva a accusé une perte nette d'environ 5 milliards d'euros en 2014. Le groupe qui emploie 44.000 personnes (dont 29.000 en France) a engagé un plan d'économies d'un milliard d'euros d'ici à 2017 qui devrait se traduire par la suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France. L'Etat a parallèlement appelé à un rapprochement entre Areva et EDF, qui s'est traduit par une offre de l'électricien sur Areva NP, la division réacteurs du groupe nucléaire.

La direction "va à marche forcée" sur le calendrier social, a dénoncé Pascal Evariste (CGT), alors qu'"aucune stratégie" n'est définie. "On nous propose de fausses solutions à de vrais problèmes", a estimé José Montès (FO).

"Les salariés n'ont pas démerité, ce sont ceux qui sont là-haut qui ont démerité", a poursuivi M. Evariste, au pied de la tour Areva. Pour exemple, il a cité les 20 millions d'euros par an que le groupe doit payer pour son ancien siège parisien dont "le bail n'a pas été résilié". A titre de comparaison, "le gel des salaires décidé en novembre équivaut à 15 millions d'euros", a-t-il ajouté.

La direction d'Areva a fait savoir de son côté qu'elle comprenait "l'inquiétude des salariés", mais "quelles que soient les futures décisions prises sur la recomposition de la filière nucléaire, le plan de compétitivité du groupe est un impératif et un préalable au succès de tout scénario de sortie de crise", a souligné l'entreprise.

Partout en France, la mobilisation a été forte.

Dans le Nord-Cotentin, où se trouvent l'usine de retraitement de déchets nucléaires de la Hague et le chantier de la centrale EPR de Flamanville, 700 salariés, selon la CGT, se sont rassemblés devant la mairie de Cherbourg, sous une pluie battante.

A Marcoule (Gard), entre 200 et 300 personnes ont mis en place des barrages filtrants aux entrées du site, selon les syndicats et la gendarmerie. "On demande à l'Etat de se positionner rapidement et clairement sur ce que doit être l'équipe de France du nucléaire", a dit Marie-Catherine Coatleven, déléguée CFE-CGC.

Dans la Drôme, à Pierrelatte, où la grève a pour conséquence l'arrêt des activités de production depuis lundi soir selon la direction, 250 employés du site du Tricastin selon la gendarmerie, 400 selon la CGT, ont manifesté entre la gare et la mairie. En Saône-et-Loire, sur le site de Saint-Marcel-Le Creusot, 250 personnes selon les syndicats, 150 à 200 selon la direction, ont débrayé.

A Cadarache (Bouches-du-Rhône), ils étaient aussi environ 150 à 200 à distribuer des tracts à l'entrée du site, selon la CGT, tandis que sur le site de la Comurhex (filiale spécialisée dans le raffinage et la conversion d'uranium) près de Narbonne (Aude), 70% des quelque 250 salariés avaient cessé le travail, selon FO et la CGT.

Sur la chaussée menant à ce site, "Areva patron voyou" était écrit en lettres rouges. AFP 02.06

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juin 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 15h45. On a ajouté 27 articles.)

Comment vit-on ?

Vous constaterez que notre mode de vie n'a rien à voir avec celui des nantis, loin s'en faut puisque Selvi travaille 6 jours sur sept toute l'année et j'en fais de même.

Tous les soirs avec Selvi on dîne sur les coups de 20h, ce qui me fait marrer car cela me rappelle le rythme de vie que j'avais en France avec le rendez-vous franchouillard du journal télévisé, d'ailleurs je l'ai raconté à Selvi pour lui montrer que je n'avais pas changé de vie en vivant en Inde.

On ne le fait pas exprès, elle rentre du boulot ou je vais la chercher le plus souvent sur les coups de 18h, puis il faut arroser une partie du jardin et les plantes en pot, mettre un coup de balais, prendre une douche et faire chauffer le repas qui est prêt, on boit un coup pour marquer la fin de la journée de boulot et on discute un peu, et quand on commence à manger il est pile poil 20 heures à plus ou moins 10 minutes près. Comme le repas consiste toujours en un plat unique composé en fait de différents petits plats indiens, c'est expédié en 20 minutes. On débarrasse la table en quelques secondes et Selvi fait la vaisselle qui ne dure pas plus de quelques minutes. Je bois mon café avant d'aller sur Internet prendre les dernières infos de la journée sur le front de la guerre au Moyen-Orient, tandis que Selvi monte sur la terrasse observer les étoiles et profiter de la brise rafraîchissante du soir, c'est son petit plaisir. Elle redescend une heure plus tard et après un dernier brin de toilette on va se coucher, il est entre 22h et 22h30. Bien qu'elle ait toujours vécu dans la promiscuité et l'inconfort le plus total dû à la misère, elle est d'une propreté à faire envier bien des femmes françaises, et elle se change entièrement tous les jours.

Le matin réveille à 5h15, elle file à la douche pendant que je prépare le petit-déjeuner, un thé vert parfumé et quelques tranches de pain au sésame de la boulangerie allemande beurrées et agrémentées d'une confiture, ensuite elle balaie la maison, cela prend

10 minutes tout au plus, pendant que je bois un café sans lequel je ne peux pas démarrer mon boulot car je m'y mets aussitôt, je commence à télécharger les infos de la veille, elle va faire un petit tour dans le jardin et cueille quelques fleurs qui seront disposées dans des petites coupelles, elle se prépare, je fais de même en 5 minutes, il est 7 heures et on file en moto à son boulot, elle commence à 7h30. De retour à la maison, je rebois un café, je fume une seconde clope et je termine le téléchargement des infos, ensuite je bosse jusqu'à 13h si je n'ai pas à sortir, je déjeûne et je me remets au boulot pendant 2 ou 3 heures si je n'ai rien à faire d'autres à la maison. Le reste du temps je m'occupe du jardin, de l'entretien de la maison, des questions administratives, des courses, des repas, du linge, bref je n'arrête jamais !

Ce mode de vie convient à Selvi à défaut de mieux, on n'a pas de fric pour vivre autrement ou se payer des vacances ou je ne sais quoi. En fait on est bien heureux d'avoir un toit, de quoi se nourrir et se vêtir, le reste Selvi n'y pense pas, et moi je fais l'impasse dessus pour avoir connu autre chose dans ma vie antérieure avec mon épouse dont je suis séparé depuis un an et demi. On est des prolos quoi, on survit.

Passons à autre chose

La causerie de mai est disponible au format pdf. J'ai modifié les adresses figurant dans le menu en haut de l'écran, je ne m'étais pas aperçu que j'avais laissé les causeries des mois précédents au format html, dorénavant elles sont au format pdf.

On ajoutera des articles dans la journée.

[Plaidoyer pro-impérialiste américain.](#)

L'art consommé de l'amphibologie ou de l'imposture au service de la propagande impérialiste américaine.

L'objectif de cet article était que les lecteurs adoptent l'impérialisme, parce qu'il serait l'avenir de l'humanité, mieux, il ne pourrait pas s'en passer sous peine de crouler sous le chaos, d'ailleurs c'est bien simple, si chaos il y a, ce n'est pas la faute de l'impérialisme américain, mais parce qu'il serait sur sa fin, donc à l'arrivée la situation au Moyen-Orient prouverait qu'il y aurait plutôt pas assez que trop d'impérialisme, l'auteur de cet article en redemande et les lecteurs sont invités à l'imiter puisqu'il n'existerait pas d'alternative à l'impérialisme, au capitalisme.

Cet article est donc construit à partir d'une contre-vérité qui relève de la falsification de la réalité à différents niveaux.

Sur le plan de la manipulation psychologique, l'auteur emploie le procédé classique qui consiste à dresser un constat généralement admis ou partagé reposant sur une falsification partielle des faits, pour mettre les lecteurs en confiance, pour ensuite les orienter politiquement dans une direction bien précise quitte à renier dans sa conclusion le constat qu'il avait établi au début de son article, de telle sorte que cette conclusion leur apparaisse comme une évidence, souhaitable ou qu'ils y adhèrent, et ne décèlent pas que cette contradiction croule en fait sous un amas de mensonges ou contre-vérités qu'ils ne repéreront pas forcément, puisque martelés sur un ton péremptoire qui force le respect, ses arguments étant censés bénéficier du sceau de l'authenticité alors qu'ils sont purement et simplement fabriqués ou relèvent uniquement de la propagande de guerre des Etats-Unis.

- Seul l'impérialisme peut sauver le Moyen-Orient - slate.fr 28.05

(L'auteur de cet article commence par nous annoncer la fin de l'impérialisme pour mettre les lecteurs en confiance, sachant que la critique de l'impérialisme est dans l'air du temps et que son objectif est de la briser. - ndlr)

L'effondrement auquel nous assistons en ce moment dans le monde arabe, ce chaos dans certaines régions d'Afrique du Nord, dans la péninsule arabique et au Moyen-Orient est une conséquence de la véritable fin de l'impérialisme.

(Comme par enchantement, l'impérialisme américain et ses alliés ne seraient pour rien dans le développement de la situation chaotique dans tous les pays qui ont subi leur intervention militaire au cours des dernières années, ajoutons ou celle de leurs appendices barbares, alors qu'en réalité elle en est directement la conséquence, il s'agit là d'un déni et d'une falsification de la réalité. - ndlr)

Ensuite, l'implosion de l'Irak après la chute de Saddam Hussein, celle de la Syrie dans le sillage du Printemps arabe et l'émergence de l'État islamique ont signé la fin des frontières érigées par l'impérialisme européen, britannique et français au Levant.

Enfin, l'approche manifestement non-interventionniste du président américain Barack Obama vis-à-vis de ces événements est un signe de la fin du rôle de grande puissance organisatrice et stabilisatrice de l'Amérique dans la région.

(Le passage suivant est plus subtile (sic!) dans la mesure où s'y trouvent mêlées vérités et contre-vérités, les premières servant à

faire gober les secondes aux lecteurs dont l'attention manquerait de rigueur, ce qui est souvent le cas.

Le chaos actuel serait dû aux frontières inadaptées existant entre les différents pays que les impérialistes occidentaux avaient tracé eux-mêmes arbitrairement en fonction de leurs intérêts économiques et contre l'avis et les intérêts des peuples, erreur qui serait enfin sur le point d'être corrigée et dont il faudrait se féliciter en quelque sorte, ce n'est pas dit si ouvertement mais seulement lourdement suggéré. On pourrait en conclure qu'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra et l'Emirat islamique font en réalité du "bon boulot" (Fabius en 2012) en rectifiant ces frontières sur des bases communautaristes, religieuses ou ethniques, leur objectif étant bien de s'attaquer aux États laïques de la région et sources de stabilité. - ndlr)

Les forces impériales ne sont pas les seules à avoir entamé leur déclin en laissant le chaos derrière elles. La chute de Saddam Hussein en Irak, de Mouammar Kadhafi en Libye et la réduction du régime de Bachar al-Assad en Syrie à un mini-État assiégé a mis un point final à l'ère des hommes forts post-coloniaux, dont le règne était intrinsèquement lié à l'héritage de l'impérialisme. Après tout, ces dictateurs régnaient sur des pays dont les frontières avaient été définies par les Européens. Et parce que ces frontières impériales ne correspondaient souvent en rien aux frontières ethniques ou sectaires, ces régimes dictatoriaux avaient besoin d'identités laïques pour combler toutes les divisions communautaires. Tout cela a été brutalement balayé.

(Il poursuit en faisant reporter la responsabilité de la situation actuelle sur les dirigeants qui gouvernaient ces pays qui vivaient en paix avec leurs voisins et s'étaient relativement développés en procurant un niveau de vie à leur population supérieur à celui des autres pays de la région ou comparables dans le monde, et sur les régimes de ces pays qui bénéficiaient d'une certaine stabilité politique en leur reprochant d'avoir opté pour un pouvoir autoritaire au détriment de la démocratie, alors qu'ils étaient le produit du découpage de la région par les impérialistes français et britannique principalement et comportaient de nombreuses minorités impossible à gouverner sans en favoriser une ou plusieurs au détriment des autres, dans un contexte de sous-développement dû au pillage de leurs richesses par ces mêmes impérialistes, ce qui favorisait ou entretenait les tensions entre ces communautés, d'où le recours à ce genre de régime à caractère despotique ou tyrannique qui vaut ceux qui existent chez les puissances occidentales au regard de l'hégémonie qu'ils exercent sur une grande partie du monde et les guerres qu'ils fomentent sur tous les continents contrairement à ces régimes décriés par l'impérialisme américain et ses valets européens.

On pourrait ajouter qu'il ne sera pas question ici des monarchies du Golfe qui sont des modèles de démocratie comme chacun sait, la Turquie ou Israël, alors que dans sa forme actuelle la Turquie est le produit de la dislocation de l'empire ottoman par l'impérialisme et une de ses pures créations monstrueuses s'agissant de l'État sioniste. - ndlr)

Hélas, ce que l'on a appelé le Printemps arabe n'a pas été synonyme d'avènement de la liberté mais d'effondrement de l'autorité centrale, ce qui ne prouve en rien que ces États, artificiels ou pas, soient prêts à affronter les rigueurs de la démocratie.

Ceux-ci apparaissent sous la forme d'expressions géographiques floues et ce sont des lieux aux identités bien moins définies –de fait, beaucoup d'entre elles ont été inventées de toutes pièces par les impérialistes européens. La Libye, la Syrie et l'Irak figurent en tête de cette catégorie.

La fragilité de l'identité de ces pays requérait les formes les plus étouffantes d'autoritarisme rien que pour empêcher leurs États de se déliter. C'est là la cause initiale de la nature extrême des régimes de Kadhafi, d'Assad et d'Husseïn, qui pratiquaient des niveaux de répression bien plus durs que ceux d'Hosni Moubarak en Égypte et de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie.

(En lisant la suite, on pourrait croire que que les régimes qui existaient en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Irak, en Syrie, etc. se sont écroulés tout seuls, absolument personne ne les y a aidés, alors que l'on sait qu'ils figuraient à l'agenda du Pentagone bien avant le 11 septembre 2001.

L'auteur insiste à faire porter la responsabilité de l'effondrement de ces États (Libye et Irak) aux régimes qui étaient en place avant l'intervention militaire américaine ou de l'Otan, mais par n'importe comment en leur reprochant à trois reprises dans un seul paragraphe leur "totalitarisme" qui serait à la fois la cause de leur stabilité passée et du chaos actuel, au point que les lecteurs seront amenés à se demander si le recours à une nouvelle forme de totalitarisme ne serait pas inévitable et même souhaitable dans le futur pour rétablir la stabilité dans ces pays. Cela tombe bien, ce sera justement la conclusion de cet article ! - ndlr)

Seuls des régimes d'un totalitarisme étouffant pouvaient contrôler ces pays artificiels formés à partir d'expressions géographiques floues. Lorsqu'ils se sont écroulés, ils ont laissé derrière eux un vide terrible. En effet, toutes les formes intermédiaires d'organisation sociale et politique situées entre le régime au sommet et la tribu et la famille étendue à la base avaient été éviscérées depuis longtemps par ces mêmes régimes. Le totalitarisme était la seule réponse possible à la disparition de l'impérialisme occidental dans ces États artificiels, et l'effondrement du totalitarisme est aujourd'hui la cause profonde du chaos qui règne au Moyen-Orient.

Par-dessus cet effondrement d'expressions géographiques vagues et de l'affaiblissement, moins extrême, d'anciens groupements de civilisations se dessine l'émergence de puissances régionales autochtones comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite.

(Maintenant, apparemment les lecteurs sont censés être suffisamment conditionnés pour entendre la propagande de l'impérialisme américain, avec en prime la diabolisation de l'Iran au profit de l'Arabie saoudite. - ndlr)

Par-dessus cet effondrement d'expressions géographiques vagues et de l'affaiblissement, moins extrême, d'anciens groupements de civilisations se dessine l'émergence de puissances régionales autochtones comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite. L'Iran est à la fois une grande civilisation du vieux monde et un sous-État impitoyable et radicalisé. C'est ce qui explique son efficacité et son dynamisme dans la région. Il y a toujours eu un empire perse basé sur le plateau iranien sous une forme ou une autre depuis l'Antiquité. Ainsi, plutôt que d'être confrontés à des problèmes d'identité politique comme les Arabes, les Iraniens ont la chance d'avoir une identité culturelle stable, à la manière des Indiens et des Chinois.

(L'auteur reprend la rhétorique des Américains en assimilant l'Iran à l'État islamique et al-Qaida - ndlr)

Cependant, la petite assemblée des mollahs radicaux qui dirigent le gouvernement de Téhéran représente un sous-État comparable à des groupes djihadistes comme l'État islamique, le Hezbollah, al-Qaida et l'ancienne armée du Mahdi. Ainsi l'Iran est-il capable d'exercer des capacités non-conventionnelles. Il maîtrise le cycle du combustible nucléaire, entraîne des forces radicales militarisées par procuration au Moyen-Orient et a brillamment mené des négociations avec les États-Unis, son principal adversaire. C'est ainsi qu'il hérite en partie du vide laissé par la disparition des empires ottoman, européen et américain.

(L'Arabie saoudite encensée pour ses "immenses transformations sociales", telles que la charia, la décapitation, etc. - ndlr)

Alors que l'Iran est le cœur du pouvoir chiite dans un Moyen-Orient à domination fraîchement sectaire, l'Arabie saoudite en est le centre sunnite. L'Arabie saoudite, contrairement à l'Iran, est la création artificielle d'une seule famille élargie. Le pays dirigé par la famille Saoud n'est pas, d'un point de vue territorial, adapté à la péninsule arabique à la manière de l'Iran qui épouse le plateau iranien. Quoi qu'il en soit, la dynastie saoudienne a fait son chemin de manière impressionnante au fil des décennies, à travers d'immenses transformations sociales sur le territoire national et une situation sécuritaire houleuse à l'étranger.

(Le soutien des États-Unis à l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie alliés d'Israël, sans se soucier de savoir si ces régimes seraient "démocratiques ou pas" puisque les États-Unis ne le sont pas eux-mêmes, est justifié par la volonté des États-Unis de conserver leur hégémonie sur la région qui est un fait acquis et ne se discute pas. - ndlr)

S'ils veulent contenir l'Iran après un tel marché, les États-Unis devront non seulement soutenir l'Arabie saoudite mais également l'Égypte et la Turquie. Les services de sécurité égyptiens soumis au militaire Abdel Fattah al-Sissi, souverain de facto, sont déjà tranquillement alliés aux services de sécurité israéliens de Gaza, du Sinaï et d'ailleurs. L'Amérique a besoin d'une Égypte forte –démocratique ou pas– pour lui servir d'allié régional anti-Iran afin de soutenir l'Arabie saoudite. Si la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan n'est pas généralement considérée comme un pays pro-américain, une Turquie forte par elle-même contribue aussi à équilibrer la puissance iranienne. La lutte pour la domination de la région que se livrent ces puissances géographiquement et historiquement chanceuses définira le nouveau visage de l'ordre post-impérial.

(Il occulte ensuite "l'effondrement" des États au Moyen-Orient provoqué par la guerre que leur mènent les États-Unis par mercenaires interposés, qui serait à mettre au compte des dirigeants de ces États comme il se doit selon la propagande officielle depuis 2001. - ndlr)

Le président ou la présidente qui sera élu(e) aux États-Unis en 2017 pourra certes chercher à réinstaurer l'influence impériale occidentale –en lui donnant un autre nom naturellement. Mais il ou elle sera entravé(e) par l'effondrement même de l'autorité centrale au Moyen-Orient qui a débuté avec la chute de Saddam Hussein et s'est poursuivi au cours des années post-Printemps arabe.

(La puissance américaine qu'il souhaite restaurer au Moyen-Orient, serait victime du chaos qui règne dans ces pays, alors de là à penser qu'elle n'y serait pour rien, c'est ce que suggère aux lecteurs l'auteur de cet article en porte-parole des États-Unis. - ndlr)

Le maintien de dictatures arabes fortes dans la région servait les intérêts américains, car celles-ci permettaient d'avoir un interlocuteur unique auquel s'adresser dans chaque pays en cas de crise régionale. C'est bien moins le cas aujourd'hui. Dans plusieurs pays, nous n'avons tout simplement plus personne à qui faire part de nos inquiétudes. Le chaos n'est pas seulement un problème sécuritaire et humanitaire, c'est aussi une grave entrave à la projection de la puissance américaine.

(De la même manière qu'il a occulté les vrais raisons de l'attaque de l'impérialisme américain contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, etc. il passe son silence son rôle majeur de soutien à Saddam Hussein dans la guerre qu'il déclencha contre l'Iran en 1980, en réalité ils l'instrumentalisèrent en prévision de le liquider quelque temps plus tard. Et pour faire oublier le rôle des Américains dans le déclenchement de cette guerre, il va jusqu'à affirmer que l'administration Reagan ne serait pas intervenu dans ce conflit car victime "d'une autorité impériale faible" pour plus de vraisemblance, alors que cette interprétation est tout bonnement frauduleuse. - ndlr)

C'est pourquoi l'avenir du Moyen-Orient à court terme et peut-être à moyen terme s'annonce probablement bien sombre. L'État islamique sunnite va combattre les milices chiites iraniennes, tout comme l'Irak sunnite de Saddam Hussein combattait l'Iran chiite de l'ayatollah Rouhollah Khomeini pendant la guerre Iran-Irak de 1980-1988. Cette guerre, en durant aussi longtemps, a représenté en partie la décision délibérée de l'administration Reagan de ne pas intervenir –autre exemple d'une autorité impériale faible, mais couronnée de succès puisqu'elle a permis à Reagan de se concentrer sur l'Europe et de contribuer à mettre un terme à la Guerre froide.

(Pour terminer, il lui faut dénigrer une nouvelle fois les Etats de la région qui refuse de se plier à la politique américaine en les traitant de "sous-États", afin de justifier qu'ils passent sous la coupe américaine incarnant "l'ordre", la "démocratie" et la "liberté", on s'étrangle en lisant cela, et peut importe qu'il soit "rétrograde" puisque rien ne doit s'opposer à sa domination dans la région

À l'époque, il s'agissait d'États en guerre; maintenant ce sont des sous-États. L'impérialisme engendrait l'ordre, aussi rétrograde fut-il. Le véritable défi aujourd'hui consiste moins à établir une démocratie qu'à rétablir l'ordre. Car sans ordre, il ne peut y avoir de liberté pour personne. slate.fr 28.05

[Propagande, désinformation, formatage des consciences, conditionnement. Charlie ou quand l'oligarchie monopolise la liberté d'expression.](#)

legrandsoir.info - La liste des maîtres de la presse parisienne épouse aujourd'hui plus étroitement qu'il y a quinze ans le classement des milliardaires français.

Les Échos de Bernard Arnault (1re fortune française),
Le Point de François Pinault (3e),
Le Figaro de Serge Dassault (4e),
Libération et L'Express de Patrick Drahi (6e),
Le Monde et Le Nouvel Observateur de Xavier Niel (7e),
Direct Matin et Canal Plus de Vincent Bolloré (10e) ». legrandsoir.info

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Aurait-ils choisi leurs candidats ?](#)

- 2017: le duel préféré des Français est Valls-Juppé - LeFigaro.fr

- Le numéro 2 du Vatican confirme les bonnes relations du Saint-Siège avec la France - LeFigaro.fr

[Mimétisme parfait entre le suzerain et son vassal.](#)

- Laurent Fabius admet que «le combat sera long» - lefigaro 02.06

- "Une génération ou plus" pour vaincre l'Etat islamique, reconnaît Washington Lexpress.fr 03.06

Alors qu'ils pourraient l'anéantir en quelques jours ou semaines seulement...

[Les affaires.](#)

- Sondages de l'Elysée: six anciens collaborateurs de Sarkozy entendus en garde à vue - AFP

- Affaire Jeanne : le trésorier du FN inquiet - Liberation.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Conditionnement. Impossible d'être plus ou moins à gauche quand on est de droite.](#)

- Sondage: 46% des Français trouvent le PS pas assez à gauche - AFP

Les Français qui pensent que le PS est insuffisamment à gauche sont à peine moins nombreux (46%) que ceux (54%) qui trouvent qu'il l'est assez, selon un sondage Ifop pour L'Obs publié mercredi. AFP 03.06

Peu importe de savoir si ce sondage relève ou non de la manipulation, certains s'offusquent à l'idée que la population se serait droitisée, la pseudo-gauche qui ne fait pas dans l'ouvriérisme mais pour laquelle cela signifierait un échec de taille, alors que tous les ingrédients sont en place pour qu'effectivement elle se droitise, en réalité elle n'avait pas attendu juin 2015 ou que ces petits messieurs en parlent pour se droitiser si l'on considère que le seul fait de s'accommoder du capitalisme en témoignait amplement au cours des précédentes décennies jusqu'à nos jours.

La faute à qui, sinon à tous ceux qui ont délibérément trompé travailleurs et militants en prétendant que le PS était de gauche... et qu'ils l'étaient aussi pour demeurer en famille ou se partager postes et prébendes, préserver leurs appareils.

Etant donné qu'en dehors du POI qui propose une issue politique que l'on partage ou non mais c'est une autre question, elle a au moins le mérite d'exister, parti qui doit toucher quoi, moins de 10% de la population du pays, le reste l'ignore, aucun autre parti n'en propose, du coup on ne voit pas comment les travailleurs ne seraient pas amenés à s'adapter au régime au lieu d'envisager de s'en débarrasser, ce qui revient effectivement à adopter une position de droite ou réactionnaire. Ici comme ailleurs il faut regarder la réalité en face aussi insupportable soit-elle si on veut agir dessus pour la transformer.

En passant, vous aurez constater qu'on ne dit pas que les travailleurs seraient de droite, on évoque leurs idées, comportements ou positionnement ce qui n'est pas la même chose, on laisse la porte ouverte à toute évolution positive future. Dire que les travailleurs seraient de droite les condamnerait à le rester, on comprend que certains y trouvent leur intérêt, ce n'est évidemment pas notre cas.

Tout ce tapage ou ce bavardage sur cette question permet d'en escamoter une autre pour le coup dévastatrice : Ne serait-ce pas la soi-disant gauche et extrême gauche qui serait de droite en refusant de rompre avec le régime et ses partis, ses institutions ?

La question qui tue : Qui achète le brut volé de Daesh?

- Qui achète le brut volé de Daesh? Réponse russe. - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a appelé le Conseil de sécurité à prendre des mesures, pour dévoiler les parties qui achètent le brut de l'organisation terroriste de Daesh. Dans une interview accordée à l'Agence Bloomberg, Lavrov a souligné la nécessité d'obtenir l'accord du gouvernement syrien, avant le bombardement des sites de Daesh, sur le territoire syrien. «On n'est pas contre les efforts de la coalition, dirigée par les Etats-Unis, pour combattre Daesh, mais cela doit être fait par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, et c'est une erreur de bombarder les territoires syriens, sans l'autorisation de Damas», a-t-il ajouté, soulignant l'importance d'établir une coordination avec le gouvernement syrien, pour affronter Daesh. french.irib.ir 02.06

La réponse à la question *Qui achète le brut volé de Daesh?* est connue des Russes, c'est un secret de polichinelle : Israël, la Turquie et certains pays de l'UE, tous complices de Daesh.

FBI relais du Pentagone et centre de recrutement et d'apprentissage du terrorisme.

- Les Coupes du monde 2018 et 2022 visées par le FBI - Reuters

- Etats-Unis : Un djihadiste présumé abattu en plein Boston - LeMonde.fr

Un islamiste présumé de 26 ans, sous surveillance du FBI, a été abattu mardi 2 juin à Boston, dans le nord-est des Etats-Unis, après avoir menacé des agents fédéraux avec un couteau.

Usaama Rahim a été tué devant une pharmacie de Boston après avoir refusé d'obtempérer à plusieurs injonctions de lâcher son couteau de type poignard militaire, a rapporté le commissaire de police de la ville lors d'une conférence de presse.

« Nous pensons que c'était une menace », a déclaré le commissaire William Evans, « nous le surveillions depuis longtemps ». Selon le commissaire, les policiers l'ont approché mardi pour l'interroger et non pour l'arrêter. Ils n'avaient pas de mandat d'arrêt mais une vidéo montre le suspect « s'approchant » alors que les policiers s'en allaient : « leurs vies étaient en danger quand ces deux agents ont tiré », a poursuivi le patron de la police de Boston.

Usaama Rahim a été abattu de deux balles, l'une au torse et l'autre à l'abdomen, a-t-il précisé. Mais le frère du suspect, Ibrahim Rahim, imam et éducateur islamique, a expliqué que son jeune frère avait été abattu de trois balles dans le dos alors qu'il attendait le bus pour se rendre au travail.

D'après les médias américains, le jeune homme était originaire du Moyen-Orient, sans plus de précision.

Vincent Lisi, agent spécial du FBI à Boston, a précisé aux journalistes que le suspect était sous surveillance permanente des polices de Boston, du Massachusetts et de la force de coalition antiterroriste. « Nous le considérons comme armé et dangereux », a-t-il déclaré. Il s'est refusé à préciser « quels étaient ses plans » ou à confirmer une éventuelle enquête terroriste mais a écarté tout danger pour la sécurité publique. LeMonde.fr 03.06

On comprend que le FBI ne dévoile pas "ses plans" ! A première vue cela ressemble à nouveau à un crime raciste perpétré par la police. Quand vous êtes un policier armé d'un pistolet et qu'un homme vous menace avec un couteau à une certaine distance ou se rapproche de vous, face à l'urgence de la situation votre premier réflexe est de lui tirer dans les jambes pour le faire chuter afin qu'il lâche son arme, ensuite vous le maîtrisez, vous ne le tuez pas sinon c'est un homicide volontaire, un assassinat.

On a à l'esprit que pratiquement toutes les attaques attribuées à des terroristes sur le sol Américain ont été réalisées ou étaient sur le point d'être perpétrées par des personnes qui étaient en relation avec des agents du FBI, selon ce qu'on avait pu lire dans un article d'un média alternatif.

En complément. Stratégie de la terreur. Quand le Pentagone diffuse l'antrax en espérant qu'il se répandra dans la population.

- Etats-Unis: plus de 50 laboratoires ont reçu par erreur du Pentagone de bacilles mortels - AFP

[Opération déstabilisation pour le compte des mercenaires sanguinaires de l'Empire. Pour qui roule Amnesty ?](#)

- Nigeria: des hauts gradés de l'armée passibles de crimes de guerre selon Amnesty - AFP

Amnesty International a appelé de nouveau la Cour pénale internationale à lancer des poursuites pour crimes de guerre contre des hauts gradés de l'armée nigériane impliqués dans la lutte contre Boko Haram, estimant avoir réuni assez de preuves dans un rapport publié mercredi, et aussitôt réfuté par l'armée. AFP 03.06

Amnesty International se comporte comme toutes les ONG ayant adopté la propagande du Pentagone ou de l'Otan qui sous prétexte de bonnes intentions dénoncent les chefs d'Etat ou de gouvernement qui défendent la souveraineté de leur pays ou résistent à l'impérialisme américain ou combattent les organisations terroristes manipulées par les Américains.

[Apartheid : boycott !](#)

- Israël: la campagne de boycott déclarée "menace stratégique" - L'Express.fr

Les parlementaires israéliens ont débattu ce mercredi de la campagne de boycott BDS (Boycott, désinvestissement sanctions) qui gagne du terrain dans le monde.

La campagne pour le boycott continue de semer le trouble en Israël. Elle vient d'être déclarée "menace stratégique" par le président israélien Reuven Rivlin, une terminologie habituellement utilisée pour qualifier le Hamas ou la menace nucléaire iranienne.

Cette campagne dite "BDS" (Boycott, désinvestissement sanctions) gagne du terrain dans les campus américains et britanniques. Mardi, c'est l'Union nationale des étudiants britanniques qui a décidé de la soutenir. A la suite de ce vote, les députés israéliens ont consacré une séance spéciale à cette question ce mercredi, rapporte le Guardian. Lors de ce débat la nouvelle ministre de la Justice Ayelet Shaked (extrême-droite), qui a qualifié la campagne BDS d'antisémitisme, a annoncé la création d'une cellule renforcée chargée de cette question.

Le roi des casinos américain Sheldon Adelson s'est lui aussi mobilisé pour contrer l'épidémie d'appels au boycott des associations universitaires américaines. Il a organisé le weekend dernier à Las Vegas un sommet anti-BDS en compagnie d'autres hommes d'affaires pro-israéliens, selon le quotidien israélien The Times of Israel.

Longtemps considéré comme insignifiant par les autorités israéliennes, ce mouvement qui encourage les artistes à renoncer à se produire dans le pays, les consommateurs à ne pas acheter de marchandises israéliennes et les investisseurs à aller placer leur argent ailleurs inquiète désormais les autorités.

Faut-il y voir une nouvelle conséquence de la campagne BDS? Stéphane Richard, le PDG d'Orange a annoncé ce mercredi son intention de mettre un terme à son partenariat avec l'opérateur israélien Partner. L'Express.fr 03.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Daesh sauvera-t-il Israël des missiles iraniens? Debka répond - french.trib.ir

D'après le site israélien « Debkafile », Obama pousse l'Iran à diriger la guerre contre Daesh. Le site « Debkafile » qui est proche des milieux du renseignement israélien, écrit : « Le secrétaire général du Hezbollah parle de ses 80.000 missiles qui pourront prendre pour cible l'ensemble du territoire israélien, mais pour le moment, le Hezbollah et les dirigeants de Téhéran essaient de trouver une solution immédiate pour sauver le gouvernement du président Bachar al-Assad à Damas, et résister face aux assauts de Daesh contre Bagdad et Karbala. »

« L'Iran veut livrer 1.000 nouveaux missiles à longue portée au Hezbollah », a écrit « Debkafile » citant des sources israéliennes dans les pays arabes du sud du golfe Persique.

Jusqu'à présent, l'Iran n'a pas confirmé la nouvelle, mais les observateurs disent qu'il est possible aussi que Téhéran livre des drones de reconnaissance au Hezbollah pour la collecte d'informations des positions de Daesh. « Debkafile » a écrit qu'en Irak, l'Iran soutient les combattants chiites organisée autour du « Comité de la mobilisation populaire », dirigée par Abou Mahdi al-Mohandes qui serait plus proche du général iranien Ghassem Solemani que des commandants de l'armée irakienne, selon le site israélien. « Debkafile » ajout que la Maison Blanche reste très réticente en ce qui concerne l'offre d'une couverture aérienne aux opérations de ce groupe armé chiite. french.trib.ir 03.06

2- Yémen

Yémen : les forces saoudiennes se retirent des régions frontalières. - french.trib.ir

Des sources d'information ont fait part du retrait des forces terrestres saoudiennes des zones frontalières du Yémen. Selon l'Agence de presse officielle syrienne SANA, l'armée yéménite et les forces du comité populaire lié au mouvement Ansarallah « les Houthis » ont repoussé mardi soir jusqu'aux 20 km les forces de l'armée saoudienne dans les régions de l'Est d'Al-Tawal, une ville de la province frontalière de « Jizan », au Sud de l'Arabie.

Des rapports font part de violents accrochages entre des militaires saoudiens et les forces yéménites sur le front du Nord du Yémen. Pendant les derniers jours les forces yéménites ont repoussé les forces saoudiennes de leurs positions sur les zones frontalières et saisi une bonne quantité de leurs armes et munitions. Les avions de combat saoudiens ont pris pour cible mardi la maison d'Abdelhamid Ali al-Shaheri, un notable des tribus de la province d'Eb au Sud du Yémen dans le village d'Al-Najd Al-Ahmar suite à quoi ladite maison a été entièrement détruite.

Les attaques sans relâche des avions de chasse saoudiens contre d'autres régions yéménites se poursuivent toujours si bien que mardi 19 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans les frappes aériennes de l'aviation saoudienne. french.trib.ir 03.06

3- Turquie

- Erdogan et son rêve de la Grande Turquie - french.trib.ir

Erdogan ne désespère pas de réaliser son rêve de la « Grande Turquie », malgré ses échecs pendant les quatre dernières années de sa primature.

Le journaliste turc Mustafa Yalçiner a écrit un article, publié dans le quotidien Evrensel, dans lequel il a mis en garde contre la collaboration du gouvernement d'Ankara avec al-Qaïda et le Front al-Nosra pour instrumentaliser ces groupes terroristes contre les populations kurdes en Syrie. « Pour réaliser son rêve de la Grande Turquie qui devrait être l'un des dix pays les plus puissants du monde, le gouvernement issu du parti AKP se met au service des puissances impérialistes et d'Israël, en propageant la guerre et le chaos dans la région », écrit le journaliste turc.

Mustafa Yalçiner a ajouté : « La Turquie de Recep Tayyip Erdogan veut réaliser le rêve de la Grande Turquie, rêve qui avait

pourtant bien échoué pendant les quatre dernières années de la primature d'Erdogan, quand il avait ouvert des ambassades de Turquies dans dix-neuf pays africains. Aujourd'hui, Erdogan veut développer les activités économiques dans les régions reculées du pays pour recréer l'empire des Ottomans. Il croit que pour réaliser ce rêve, il devra négocier avec Abdullah Öcalan et attaquer militairement l'Iran, la Syrie et l'Irak ! »

Au début de son article, l'auteur insiste à dire que les Etats-Unis soutiennent l'idée de la création d'un Grand Israël ou de la Grande Turquie : « Erdogan sait très bien que ses buts convergent avec ceux d'Israël. Sa tactique ne se limite pas à convaincre les citoyens à restituer ce qui reste de l'Empire ottoman, mais de recréer bel et bien un nouvel empire », a écrit Mustafa Yalçiner qui croit que le gouvernement turc collabore avec Israël pour faire éclater de nouveaux conflits dans la région, dans le cadre des intérêts des Etats-Unis. french.irib.ir 03.06

4- Syrie

4.1- Idleb attend son heure zéro. - french.irib.ir

Selon le journal libanais AsSafir l'armée syrienne s'apprête à libérer Idleb! " les forces chargées de la protection du mausolée de Zaynab à Damas, forces composées de volontaires afghans et irakiens se préparent à lancer une vaste offensive contre Idleb. les combattants du Hezbollah ainsi que les conseillers militaires iraniens prendront bien sûr part à ces opérations de libération". AsSafir poursuit : " Jaysh al Fath est une milice que soutiennent l'Arabie saoudite et le Qatar .

C'est une milice issue de la fusion des groupes liés aux Frères musulmans à savoir Faliq al Chaam, Ajnad al Chaam, Jaysh al Sana, Lawa al Haq avec des qaidistes tchéchènes de Janoud al Chaam, du Hjbz al Islmai (les ouïgours recrutés par la Turquie) , de Ahrar al Chaam et du front Al Nosra . Tous ces groupuscules ont soutenus par MIT ou le renseignement turc. En effet ce cocktail concocté par Ankara se trouve confronté à des options très difficiles ce qui a retardé la formation d'une alliance et partant d'un Emirat taqkfiro qaidiste à Idleb. En effet les Etats Unis et leurs alliés au sein de la soi disante colaition ont permis la mobilisation de 7000 terroristes de Raqa et de Deir Ezzour pour qu'ils viennent prendre le contrôle de Ramadi. les terroristes à bord de leurs convoies ont pris d'assaut Ramadi sur une file de 600 kilomètres sans que les Etats Unis larguent une seule bombe sur ces convois ou tirent une seule balle en sa direction. Le renseignement US s'est tu aussi. En effet sans la chute de Ramadi, Daech n'aurait jamais pu retourner si rapidement à al Sakhana et prendre le contrôle de Tadmar.

L'objectif des Américains est clair : ils veulent maîtriser Daech en Irak et l'installer en Syrie. C'est pour cette même raison que Daech a ouvert un nouveau front dans le rif nord de Alep. Le retrait des milices pro Ankara du nord d'Alep a d'ailleurs bien aidé Daech à reprendre le terrain abandonné. La Turquie bute visiblement sur la résistance de Daech à Alep ou en d'autres termes sur celle de Riyad. Jeysh al Fath n'est pas assez fort pour pouvoir s'infiltrer à Alep. Daech a coupé à Alep toutes les voies d'approvisionnement des Fréristes pro turcs, Azaz, Bab al Salama... Daech (Riyad) ne permettra pas à Al Nosra de proclamer à Idleb ou à Alep son Emirat ou sa zone tampon. Tout comme à Mossoul, à Al Anbar, Daech veut avoir le dernier mot et c'est sur fond de ces divergences que l'axe de la Résistance s'apprête à lancer son offensive surprise. french.irib.ir 03.06

4.2- Ankara, Doha et Riyad soutiennent les terroristes (Damas) - french.irib.ir

Pour le président du Parlement syrien, le soutien manifeste de l'Arabie saoudite, de la Turquie et du Qatar aux terroristes est un facteur déstabilisateur au Moyen-Orient.

Selon l'agence de presse officielle syrienne, Sana, le président du Parlement syrien, Mohammad Djahad Laham, a reçu mercredi à Damas, une délégation venue de l'Arménie.

Lors de cette rencontre, Mohammad Djahad Laham a déclaré que Damas saluait la coopération avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme dans le cadre des lois internationales et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. « Le soutien total de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie saoudite aux terroristes actifs en Syrie, n'est plus caché à personne. Il faut lutter contre le phénomène néfaste du terrorisme qui s'est transformé en une menace pour la sécurité et la stabilité de la région et du monde. L'armée et la nation syriennes, fortes d'une unité indéfectible, franchissent des pas importants vers l'éradication du terrorisme, et elles l'emporteront sur les terroristes et ceux qui les soutiennent », a souligné le président du Parlement syrien.

De son côté, le chef du groupe d'amitié Arménie-Syrie à l'Assemblée nationale arménienne, Tajat Vardabitian, a fait allusion à la solidarité qu'éprouve la nation arménienne avec les Syriens, et a dit que la communauté internationale devrait redoubler ses efforts pour lutter le terrorisme. french.irib.ir 03.06

Mexique

- Mexique : violente manifestation des enseignants - euronews.com

Des enseignants mexicains incendient un bureau de vote dans l'État d'Oaxaca, dans le sud du pays, pour appeler au boycott des élections de mi-mandat, prévues dimanche. Ils protestent contre la réforme de l'éducation dans un pays miné par la violence et les guerres de gangs. euronews.com 03.06

[Haut de page ↗](#)

Le 5 juin 2015

CAUSERIE

Il est 14h à Pondichéry et il faudrait peut-être que je pense à me restaurer. On mettra des articles en ligne plus tard ou demain, j'ai du boulot urgent à faire chez moi.

Un courriel reçu.

Mes grands remerciements à celui qui m'a envoyé cette info.

L'Actualité du Trotskysme - La Quatrième Internationale, pour l'émancipation des travailleurs de Daniel Audoux (audoux@sfr.fr)
- édition Edilivre

Extrait ou premières pages.

« *Aujourd'hui, avec l'effondrement du stalinisme d'une part, et le surgissement des formes disons – classiques – de processus révolutionnaires (comme en Tunisie ou en Grèce par exemple) d'autre part, réapparaissent le personnage et la pensée de Léon Trotsky comme l'authentique voie pour la défense des classes ouvrières dans la voie du socialisme* », Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky

La satisfaction des besoins des travailleurs nécessite plus que jamais de s'attaquer aux fondements mêmes du système capitaliste, c'est-à-dire une révolution prolétarienne expropriant les groupes capitalistes, les banques, les assurances... sans indemnité ni rachat, socialisant et planifiant l'économie pour satisfaire ces besoins, donnant le pouvoir aux travailleurs, organisés à tous les niveaux en conseils, comités de délégués élus et révocables, mandatés par les assemblées de base, mettant en place un nouveau gouvernement de la Commune, un gouvernement ouvrier, tendant la main aux autres classes ouvrières, pour une Europe des travailleurs, pour les Etats-unis socialistes d'Europe.

La seule réponse de l'impérialisme : la guerre, la barbarie... La création de toutes pièces (financement et armement directs et indirects) d'un ennemi « implacable » – l'Etat islamique –, par lequel il tente de faire diversion et de terroriser les peuples... La guerre contre la révolution, c'est la réponse constante de l'impérialisme ! La guerre en permanence (Irak, Afghanistan, Somalie, Soudan, Palestine, Libye, Syrie, Mali, Centrafrique...), c'est la bannière du capitalisme pourrissant un siècle après 1914 ! La révolution prolétarienne contre la guerre c'est la réponse du Trotskysme.

En France, une crise révolutionnaire ouverte affleure, quelle en sera l'étincelle ? Par exemple, un appel de travailleurs d'une entreprise menacée dans tel département, appelant l'ensemble du département à monter en masse à Paris, et à occuper une place centrale comme en Egypte ou en Tunisie, ce pourrait être alors le détonateur, cristallisant toute la situation politique de plus en plus insupportable pour le peuple face à Hollande-Valls les petits commis de l'Union européenne au service du capital financier. Le retentissement médiatique d'une telle initiative, ses répercussions à travers tout le pays, poseraient inéluctablement la question du pouvoir et de qui doit diriger le pays.

« Bloquer tout le pays », « la grève générale », c'est ce qui monte de plus en plus d'en bas. Balayer les institutions de la cinquième république et de l'union européenne- institutions de la bourgeoisie- une nécessité en haut pour donner tout le pouvoir au peuple. « Dégage ! », l'expression adressée aux dictateurs Ben Ali et Moubarak a fait rapidement le tour du monde, injonction adressée à tous les dirigeants de droite comme de gauche, complètement inféodés au capital financier. La France, quant à elle, a des traditions révolutionnaires bien ancrées : 1789-1794, 1830, 1848, 1871, 1919-1920, 1936, 1945-1947, 1953, 1968

130 ans plus tôt, voici les mesures que prit en 72 jours le premier gouvernement ouvrier de l'histoire de l'humanité, la Commune de Paris, avant qu'elle ne soit massacrée en mai 1871 par Thiers et les représentants des capitalistes, spéculateurs et privilégiés

de l'époque : • Réquisition des usines dont les patrons sont incapables d'assurer la gestion. • Suppression du travail de nuit pour les catégories qui y sont soumises. • Réquisition des logements vacants pour les ouvriers sans logement. • Remise de l'ensemble des loyers en retard. • Abolition des amendes imposées aux travailleurs. • Établissement de l'instruction publique laïque. • Expulsion des congrégations religieuses de l'école et séparation de l'église et de l'État. • Adoption d'un décret limitant à 8 heures la journée de travail. • Garantie légale de l'égalité juridique des femmes et des hommes. • Obligation que tous les élus, sans exception, y compris les plus élevés, touchent au maximum le salaire d'un ouvrier. • Abolition de l'armée permanente.

L'immense mérite de la Commune de Paris c'est justement son existence et son gouvernement pour satisfaire les seuls intérêts populaires, c'est d'avoir montré aux yeux du monde entier qu'un gouvernement ouvrier était possible, ce que confirmera la révolution russe dirigée par Lénine et Trotsky en donnant « tout le pouvoir aux soviets », avant d'être trahie puis assassinée par le stalinisme. Fin de l'extrait.

- Les 20 premières pages disponibles sur Internet à télécharger.

Je les ai lues rapidement hier soir et je suis frustré de ne pas pouvoir lire la suite ! Si quelqu'un pouvait m'envoyer une copie de ce livre, je lui serais très reconnaissant, je lui enverrai mon adresse postale. Je n'ai plus de compte en banque en France et donc je ne peux pas me le procurer autrement. Et je ne peux pas demander à ma mère ou ma soeur avec lesquelles j'ai des relations très limitées.

J'ignore qui est Daniel Audoux. J'ai reçu un autre ouvrage récemment d'un certain Tom Thomas sur lequel je n'en sais pas plus. On y reviendra peut-être.

Pour vous faire marrer, j'ai aussi reçu une revue royaliste, je ne plaisante pas. Libre à chacun de se connecter ou non sur notre portail et d'en penser ce qu'il veut, au moins vous savez à qui vous avez à faire, n'est-ce pas ?

[Quand c'est l'oligarchie financière américaine qui gouverne l'Ukraine sous un régime fasciste.](#)

- Leaks : comment le milliardaire Georges Soros tire les ficelles US en Ukraine - arretsurinfo.ch 02.06

Il y avait la conversation leakée de Victoria Nuland, secrétaire d'État américaine pour l'Europe et l'Eurasie, anticipant la composition du futur gouvernement ukrainien putschiste. Voici maintenant les trois documents pdf hackés du milliardaire US Georges Soros prouvant son implication directe dans les affaires ukrainiennes et ses relais avec l'administration américaine.

Les trois documents ont été mis en ligne par le groupe d'hacktivistes CyberBerkut qui affirme avoir pénétré le site web de l'administration présidentielle de l'Ukraine.

Les trois documents (en anglais - ndlr) :

- Une lettre de Georges Soros au président Porochenko et au premier ministre Iatseniouk, daté du 23 décembre 2014, créé par Douglas York, assistant personnel de Georges Soros ;

Doc. 1 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_1.pdf)

- Un document d'assistance militaire à Kiev, non daté, rédigé par Yasin Yaqubie de l'International Crisis Group ;

Doc. 2 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_2.pdf)

- Un projet de « stratégie globale à court et moyen terme pour la nouvelle Ukraine », daté du 12 mars 2015, créé par Tamiko Bolton, troisième épouse de Georges Soros.

Doc. 3 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_3.pdf)

Ce que révèlent ces trois documents.

Georges Soros est en relation permanente avec le président ukrainien et son gouvernement pour lui conseiller sa conduite ;

Selon George Soros, les États-Unis devraient vraisemblablement fournir à l'Ukraine une aide militaire létale « avec un même niveau de sophistication des armes de défense pour correspondre au niveau de la force adverse » et ce « pour restaurer la capacité de combat de l'Ukraine sans violer l'accord de Minsk ».

Georges Soros indique à ses interlocuteurs ukrainiens que le général américain à la retraite, Wesley Clark, et l'ex-général polonais, Waldemar Skrzypczak, conseilleront le président Porochenko pour que celui-ci remplisse sa tâche.

Georges Soros promet également d'intervenir directement auprès de Jack Lew, secrétaire américain du Trésor, afin d'arracher à la Fed un accord pour faire face aux graves difficultés financières de l'Ukraine.

Victoria Nuland avait fini par authentifier sa conversation téléphonique, très complotiste, avec l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt. Aux dernières nouvelles, Georges Soros n'a toujours pas démenti l'authenticité des trois documents hackés. arretsurinfo.ch 02.06

En complément.

- Le président ukrainien dit craindre une "invasion" russe - Reuters

[Quand la "gauche radicale" collabore avec l'Otan et l'Etat sioniste.](#)

Grille de lecture.

Ah ben ouais, il va falloir classer la "gauche de la gauche" dite aussi la "gauche radicale" et parfois "l'extrême gauche"... à droite ! Dur, dur la réalité, n'est-ce pas ?

Il y en a qui vont de désillusion en désillusion, ce n'est pas faute de les avoir prévenus, on compatit sincèrement à leur détresse, qu'ils se reprennent et aillent voir ailleurs, ils ne pourront pas trouver pire opportunisme que le Front de gauche à la sauce grecque, espagnole ou française... Allez, vive le socialisme !

- Une première du gouvernement grec de Tsipras: Israël et les Etats-Unis en manoeuvres avec l'armée grecque - mondialisation.ca 04.06

Ce discours montre une forte implication du gouvernement grec dans les politiques militaires officielles des Etats-Unis : lutte contre « le califat » (par ailleurs soutenu en sous-main par les mêmes), exercice militaire commun prévu avec l'Egypte pur ce mois de juin, relations étroites avec les voisins OTAN de la Mer Noire : Bulgarie et Roumanie, et enfin coopération militaire nouvelle (rémunérée ?) avec Abu Dhabi.

Au sujet de des relations entre l'Egypte et Israël la fausse (?) naïveté du Ministre est totale puisqu'il annonce la délimitation prochaine de la frontière entre les ZEE (zones économique exclusives pour l'exploitation des richesses sous marines) de ces deux pays, ignorant qu'Israël, Etat expansionniste, a pour principe politique intangible de ne jamais délimiter ses frontières qu'elles soient terrestres, maritimes ou aériennes. mondialisation.ca 04.06

Cela va devenir intenable pour un militant ouvrier de faire partie du mal nommé Front de gauche, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

[Une "cote" sur mesure. Les dirigeants de l'oligarchie financière ont désigné leur candidat idéal : Valls](#)

Grille de lecture.

- Ils en sont à la phase de conditionnement et ils s'y prennent très tôt.

- Pour qu'on ne soupçonne pas que ce sont eux qui en réalité désignent les présidents qui gouverneront, ils recourent à des sondages dont les résultats seront forcément en faveur de leur candidat, de telle sorte que les commentateurs à leur solde pourront affirmer par la suite que la population a le président qu'elle méritait et qu'elle n'a pas à s'en plaindre puisqu'il est légitime et la boucle est bouclée.

- Dit autrement, ils font croire que c'est la population ou les électeurs qui éliraient leur président, alors qu'en fait il leur est imposé puisque les deux concurrents en lice sont des clones qui représentent tout sauf les intérêts de la majorité de la population.

- Les sympathisants PS veulent une primaire et Manuel Valls - LeFigaro.fr

- Présidentielle 2017: Les Français préféreraient Valls à Hollande - 20minutes.fr

Selon une enquête OpinionWay, le Premier ministre serait plebiscité aussi bien par les Français que par les militants si une primaire ouverte devait être organisée...

Manuel Valls a la cote. Si une primaire devait désigner le candidat ou la candidate PS à la présidentielle de 2017, l'actuel Premier ministre serait nettement préféré à François Hollande par les Français et les sympathisants socialistes. C'est ce qu'indique un sondage OpinionWay pour Le Figaro et LCI publié ce jeudi, à la veille de l'ouverture du congrès de Poitiers du parti.

Dans l'éventuelle d'une primaire ouverte, 25 % des Français interrogés choisiraient Manuel Valls, 12 % Martine Aubry, 8 % Arnaud Montebourg et 7 % le président de la République. Mais près d'un sur deux (47 %) ne choisiraient « aucune de ces personnalités ».

Du côté des sympathisants du PS, 42 % plébisciteraient Manuel Valls, 27 % François Hollande, 18 % Martine Aubry et 3 % Arnaud Montebourg. Les trois-quarts (76 %) des sympathisants interrogés souhaitent que le Parti socialiste « organise quand même des primaires pour désigner son candidat à la présidentielle » même « si François Hollande se représente en 2017 ».

[L'économie de guerre, une valeur sûre, des profits garanties et rapides, bref le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.](#)

La révision à la hausse du budget des armées accueillie favorablement à l'Assemblée - AFP

Les députés de la majorité et du centre ont soutenu jeudi la demande de Jean-Yves Le Drian de renforcer sans tarder les moyens des armées face aux nouveaux défis sécuritaires, mais Les Républicains (ex-UMP) ont critiqué "l'improvisation" de l'exécutif après les attentats de janvier.

L'Assemblée débattait de l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) 2015-2019, qui prévoit 3,8 milliards d'euros supplémentaires pour la Défense entre 2016 et 2019. Le vote solennel sur le texte sur aura lieu mardi 9 juin.

L'actualisation de la LPM, qui définit les grands objectifs et les moyens de la politique de défense, a été imposée par les attentats de janvier et le déploiement express de 10.000 soldats devant des lieux de culte, notamment juifs (opération Sentinelle).

François Hollande a décidé de pérenniser la mobilisation militaire sur le territoire national, à raison de 7.000 hommes, un dispositif qui peut être relevé à 10.000 hommes pendant un mois, en renfort de la police et de la gendarmerie.

Avec ce texte, la France rejoint la liste des nombreux pays européens relevant leurs dépenses militaires face aux nouvelles menaces et au besoin de modernisation de leurs armées.

Les suppressions de postes massives de ces dernières années vont être ralenties et les effectifs de la force opérationnelle de l'armée de Terre - les unités de combat - renforcés de 66.000 à 77.000 hommes. Ce ne sont plus 33.000 postes qui seront supprimés sur la période 2014-2019 mais 15.000.

Le budget supplémentaire de 3,8 milliards d'euros servira essentiellement à financer des emplois (2,8 milliards) et des équipements (hélicoptères Tigre, NH90, avions de transport et ravitaillement américains C130..). En 2015, le budget de la Défense est de 31,4 milliards d'euros. AFP 04.06

[Les faussaires à l'oeuvre. La baisse du chômage doit être "relativisée"... car dans l'absolu il augmente !](#)

Ils en arrivent à faire preuve d'une maladresse incroyable ou à se trahir eux-mêmes, excellent.

- France: baisse surprise du taux de chômage début 2015, après un pic fin 2014 - AFP

L'info trafiquée annoncée comme une bonne nouvelle...

- Un répit sur le front du chômage en France: son taux, mesuré par l'Insee selon les normes internationales, a baissé à 10% de la population active métropolitaine au premier trimestre (-0,1 point), après avoir atteint fin 2014 son plus haut niveau depuis 1997.

Mais...

- Sur le premier trimestre, l'autre indicateur du chômage, le nombre d'inscrits à Pôle emploi, a lui augmenté de 0,3%. A contre-

courant de l'Insee, Pôle emploi a annoncé lundi avoir enregistré à fin avril le chiffre record de 3,53 millions de demandeurs d'emploi sans activité.

Cela dit...

- Au sens de l'Insee, le chômage a également baissé de 0,1 point en incluant l'Outre-mer (10,3%) au premier trimestre.

Déni, mensonge et justification...

- "Ces chiffres sont les seuls (...) reconnus au niveau international", a souligné jeudi le ministre du Travail, François Rebsamen.

On arrêtera- là, car une précision venait foutre en l'air cette construction ridicule à laquelle personne ne croira.

- Ces évolutions sont toutefois à analyser avec prudence, car elles se situent dans la marge d'erreur de 0,3 point.

Autrement dit, avec une marge d'erreur supérieure à la variation soi-disant enregistrée par l'Insee au premier trimestre 2015, cette rhétorique s'apparente à la propagande bon marché dictée par le gouvernement.

Mais il y a mieux encore car ils débordent d'imagination.

Le taux de chômage des vieux travailleurs tendraient à baisser, pardi, certains meurent prématurément et d'autres partent (enfin) à la retraite, tandis que logiquement le chômage des jeunes continue d'augmenter puisque ce qu'ils appellent la croissance n'a pas atteint un niveau permettant de faire baisser significativement et de façon durable le chômage.

- La baisse globale observée début 2015 est une surprise. Elle ne concerne toutefois que les seniors, dont le taux recule de 0,4 point à 6,4%.

Les jeunes, eux, voient leur situation se dégrader de 0,2 point: près d'un quart des actifs de moins de 25 ans (24,1%) sont au chômage. La hausse est encore plus forte sur un an (1,2 point).

Ce n'est pas tout, leur pochette surprise ressemble décidément à un soufflé qui se dégonfle au fil de leur article.

- Cependant, la baisse du chômage est à relativiser, car elle coïncide avec des baisses du taux d'emploi et du taux d'activité. Cela signifie qu'une partie des chômeurs n'a pas trouvé d'emploi mais est sortie de la population active.

En conclusion il y a encore plus de chômeurs.

- "Il y a beaucoup de gens qui ne sont plus considérés comme chômeurs parce qu'ils ne cherchent plus activement un emploi, sans doute par découragement", analyse Bruno Ducoudré.

Ils "vont gonfler le "halo du chômage"", qui réunit 1,5 million de personnes qui souhaitent travailler mais ne sont pas disponibles immédiatement ou ne cherchent pas activement un emploi. Le "halo" est en "nette hausse": "71.000 sur le trimestre et 104.000 sur un an.

Ces personnes ne font pas partie des 2,858 millions de chômeurs recensés par l'Insee en métropole. Ce total est en baisse de 38.000 (-1,3%) sur le trimestre mais en hausse de 55.000 (2,0%) sur un an.

Il faut donc en déduire qu'il y aurait au bas mot 1,5 million de chômeurs non comptabilisés qu'il faut ajouter au chiffre officiel, notamment, du coup le nombre de chômeurs en France dépasse les 6,5 millions ou se situe bien au-delà de 7 millions en ajoutant les salariés qui ne sont pas comptabilisés comme chômeur dès lors qu'ils ont travaillé quelques dizaines d'heures dans le mois.

A quel tour de passe-passe se livre l'Insee ?

- Les chiffres de l'Insee sont divergents de ceux de Pôle emploi. L'écart entre les deux indicateurs s'explique par le fait qu'ils ne mesurent pas le chômage de la même manière: Pôle emploi recense les demandeurs d'emploi enregistrés sur ses listes alors que l'Insee mesure son taux à partir d'une enquête effectuée chaque trimestre auprès de 110.000 personnes.

Ils ont copié le modèle américain tout simplement. Pour ceux qui veulent le vérifier.

- Les chiffres truqués du chômage aux Etats Unis - centralcharts.com

D'après les derniers chiffres publiés, le taux de chômage aux Etats Unis s'établit à 5.7% en février 2015. Depuis début 2010, le chômage est en tendance baissière. On peut l'expliquer de part la vigueur de l'économie américaine depuis cette date comme le montre le graphique suivant affichant l'évolution du PIB ajusté de l'inflation : (...)

Or, nous avons vu hier que les chiffres de l'inflation étaient truqués aux Etats Unis. L'inflation moyenne n'est pas de 1.5% depuis 2010 mais oscille autour de 4.5%.... Avec l'ampleur de tous les QE (Quantitative Easing) lancés par la FED, il est évident que cela a créé une inflation massive. Entre 1.5% et 4.5%, il y a tout de même une différence de 3%. Sachant que la croissance moyenne ajustée de l'inflation officielle aux Etats Unis s'est établit autour de 2% entre 2010 et 2014, un ajustement avec le taux d'inflation réelle nous donne une croissance négative....(3% d'inflation non prise en compte) Durant la même période, le taux de chômage au US n'a cessé de chuter comme le montre le graphique suivant : (...)

Je me pose donc la question suivante : Comment peut-on créer autant d'emplois si la croissance réelle est nulle voir négative ? Les chiffres du chômage aux Etats Unis seraient-ils eux aussi truqués.... ? Un gouvernement qui nous ment et nous manipule... non c'est impensable...

Méthode de calcul du taux de chômage

Avant d'expliquer comment les Etats Unis faussent leur taux de chômage, il est important de revenir sur sa méthode de calcul :

Taux de chômage = nombre de chômeurs / population active

Pour que le chômage baisse (outre le fait de générer de la croissance pour trouver de réels emplois ...), deux possibilités se sont offertes aux Etats Unis :

- Baisse du nombre de chômeurs : Pour provoquer une baisse, il suffit simplement de durcir les règles d'attribution du statut de chômeur ou d'en réduire sa définition au niveau le plus simple (une personne qui n'a pas d'emploi, peu importe l'emploi et les conditions....).

- Hausse de la population active : Pour la faire baisser, c'est très simple, il faut faire passer un maximum de gens dans la catégorie des inactifs. Les inactifs ne rentrent pas dans le calcul du taux de chômage, c'est le cas des retraités, des étudiants mais également des personnes ne recherchant pas un emploi..... Pour rappel, population inactive = population totale – population active.

Les Etats Unis ont utilisé les deux méthodes pour faire baisser leur taux de chômage.

Comment les Etats Unis font-ils baisser leur taux de chômage artificiellement ?

- Disparition des chômeurs longue durée : Aux Etats Unis, les indemnités chômage cessent au bout d'un certain temps. Une fois que vous ne touchez plus d'aide, vous disparaissiez tout simplement des chiffres du chômage, vous n'êtes plus considéré comme un demandeur d'emploi. Les chômeurs de longue durée sont justement ceux qui vont avoir le plus de mal à retrouver un emploi et risquent de peser lourdement sur le taux de chômage. Problème résolu en les éliminant des statistiques....

- Augmentation des inactifs: Les chômeurs inscrits depuis plus d'un an sur les listes et n'effectuant pas mensuellement une mise à jour de leur statut auprès des organismes d'emploi sont tout simplement supprimés des listes du chômage. Il passe alors de la catégorie des chômeurs à la catégorie des inactifs (qui ne sont pas comptés dans le calcul du taux de chômage).

L'administration répond que ces personnes ne sont plus à la recherche d'un emploi. Je veux bien accepter l'argument pour certaines personnes mais pour la majorité il s'agit simplement d'un oubli (ce qui peut arriver à tout le monde au moins une fois) et surtout d'une absence d'espoir à trouver un travail. C'est le cas par exemple de nombreux seniors pour qui passé un certain âge, il est très difficile de retrouver un emploi... ou de certaines classes sociales.

Pour éviter les critiques et aller au bout du raisonnement, il faut préciser qu'un organisme, le Census Bureau) est chargé de réaliser des sondages pour justement réduire le biais baissier sur les statistiques du chômage lié à une augmentation des inactifs (comme quoi les Etats Unis reconnaissent que leur calcul du taux de chômage est faussé). Pour réaliser sa mission, le Census Bureau réalise 60 000 sondages téléphoniques par mois. (Le Census Bureau est un outil de communication pour tenter de faire taire les critiques sur les chiffres truqués du chômage...)

60 000 appels par mois, ça fait 720 000 appels par an. Sur le nombre total de chômeurs à couvrir pour obtenir une information valable sur leur situation réelle face à l'emploi, ça représente très peu....

Le New York Post a également révélé que les agents ont reçu l'ordre de l'oncle Sam de compléter manuellement le résultat du sondage si celui-ci n'a pas pu être effectué correctement (personne absente de son domicile par exemple....). Le Censur Bureau doit en effet atteindre un pourcentage de 90% de réponses dites acceptables pour que ses résultats soient pris en compte..... Bien évidemment, une réponse incomplète ou inexistante est comptabilisé dans la catégorie « Personne ne cherchant plus un emploi », donc un inactif de plus.... Et donc un chômage en baisse.

- Emplois précaires : Les chiffres du chômage US ne font pas de distinction entre un travailleur à temps complet et un travailleur à temps réduit. Il vous suffit de travailler 1 heure dans le mois pour ne plus apparaître sur la liste des chômeurs. Un travailleur à temps partiel ou très réduit cherchant un emploi à temps plein n'apparaît donc pas comme un chercheur d'emploi. De nombreux travailleurs ont vu leur temps de travail baissé du fait de la mauvaise conjoncture économique. Ils ont subi le temps partiel. Les chiffres du chômage baissent mais de plus en plus d'Américains se retrouvent à la rue et font des demandes d'aides alimentaires pour survivre comme le montre le graphique ci-dessous (...)

On voit clairement entre 2010 et 2013 une augmentation du nombre d'Américains disposant de l'aide alimentaire. Pourtant, dans la même période, le taux de chômage à lui soit disant fortement baissé.... C'est illogique. Il faut toutefois préciser que l'administration Obama a diminué les règles pour bénéficier de l'aide alimentaire. D'accord mais ça n'explique pas tout. Sachant que la population des Etats Unis est de 320 millions début 2015, cela fait près de 15% d'Américains demandant des aides pour survivre. Je pense que parmi eux, un très grand nombre cherchent un véritable emploi. Pour rappel, le taux de chômage est lui à 5.7%.....

Quelles sont les chiffres réels du chômage US ?

Le graphique ci dessus montre 3 courbes de chômage selon 3 méthodes de comptabilisation différente :

- En rouge (7,8%) : C'est le chiffre officiel avancé par les Etats Unis

- En gris (14%) : C'est le taux de chômage en prenant en compte certains chômeurs considérés comme "inactifs" et surtout les travailleurs à temps partiel non désiré (emplois précaires).

- En bleu (23%) : C'est le taux de chômage réel aux Etats Unis en prenant en compte les chômeurs de longue durée, les travailleurs à temps partiel non désiré, les chômeurs classés dans la catégorie des inactifs, bref tout ceux exclus des statistiques.

Selon la définition que vous souhaitez donner au taux de chômage, je vous laisse vous faire votre propre idée mais une chose est sur, le taux de chômage officiel est largement sous estimée....

Conclusion

Si le taux de chômage aux Etats Unis a baissé ces dernières années, ce n'est pas uniquement du à la création de nouveaux emplois. Il s'agit également d'un artifice comptable dans la méthode de calcul par l'augmentation du nombre d'inactifs et la suppression de certains chômeurs des statistiques (chômeurs longue durée, personnes travaillant au minimum 1h par mois...). Il ne faut pas en conclure pour autant que tout va mal aux Etats Unis. Il y a bien eu une amélioration mais les chiffres avancés ne sont pas les bons et sont largement inférieurs aux chiffres réels.... centralcharts.com

● [L'article à télécharger au format pdf](#)

Sur environ 234 millions d'actifs aux Etats-Unis, personnes de plus de 16 ans aptes au travail, quelque 88 millions sont en réalité au chômage.

Un autre article fournissait des détails intéressants :

● [Le taux de chômage américain est-il truqué ? \(captaineconomics.fr\) \(06.10.2012\)](#)

[Baisser les salaires et augmenter le temps de travail pendant 4 ans, une "bonne nouvelle" patronale ou comment accroître le taux d'exploitation.](#)

- Les accords de compétitivité vont être assouplis - Francetv info

Afin de donner plus d'ampleur aux accords sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi, la CFDT et le Medef ont trouvé un consensus. Et pour cause, seuls six accords de compétitivité ont été conclus depuis 2013. Insuffisant, selon le ministre de l'Économie qui souhaite alors les assouplir.

Actuellement, en cas d'accord avec les syndicats, les entreprises en difficulté peuvent geler, voire baisser les salaires et augmenter le temps de travail pendant seulement deux ans. "Cette durée pourrait être portée à quatre ans", rapporte une équipe de France 2.

Par ailleurs, les accords, une fois signés, pourraient être modifiés ou annulés à tout moment. "Une bonne nouvelle", estime Véronique Descacq, secrétaire générale adjointe de la CFDT qui juge le cadre actuel "trop rigide". Enfin, les salariés qui refusent cet accord font aujourd'hui l'objet d'un licenciement économique. À l'avenir ce dernier pourrait être transformé en licenciement classique. Francetv info 04.06

Cela permettrait au patronat de réduire les indemnités de licenciement qu'ils auraient à leur verser, la CFDT s'affiche comme un syndicat patronal. Bon, ce n'est pas une nouveauté, mais en l'assumant ce degré-là montre à quel point le gouvernement et le patronat sont isolés.

S'ils ne sont parvenus qu'à imposer seulement six accords de compétitivité en deux ans, c'est que les patrons craignent la réaction violente de leurs salariés et des syndicats qui s'opposent à ce genre d'accord scélérat.

En famille. Ils sont antirépublicains.

- Langues régionales: Hollande annonce un projet de révision constitutionnelle - AFP

François Hollande va demander au Parlement de réviser la Constitution pour permettre enfin la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales, un texte mis au point en 1992 et signé par la France en 1999.

Le chef de l'État a annoncé le prochain dépôt d'un projet de loi constitutionnelle en ce sens, dans une lettre à plusieurs députés qu'ils ont rendue publique jeudi.

La Charte fait obligation aux Etats signataires de reconnaître les langues régionales et minoritaires en tant qu'expression de la richesse culturelle. En France, les quelque 75 langues régionales (métropole et outremer) sont de moins en moins parlées, même si on estime à 600.000 le nombre de personnes connaissant l'alsacien et qu'une majorité de Réunionnais, selon l'Insee, ne s'expriment qu'en créole dans leur vie quotidienne.

Sa ratification, promise par François Hollande durant la campagne présidentielle, doit être expressément autorisée par la Constitution. En effet, le Conseil constitutionnel avait jugé en juin 1999 la Charte contraire à l'égalité devant la loi de tous les citoyens et au principe que "la langue de la République est le français".

Pour cette révision de la Constitution, "la voie du Congrès me paraît la plus appropriée", écrit le chef de l'Etat dans ce courrier envoyé notamment au président de la commission des Lois de l'Assemblée, Jean-Jacques Urvoas (PS), et révélé par le quotidien Le Télégramme.

Dans cette lettre datée du 1er juin, François Hollande écarte ainsi le recours au référendum, qui aurait été obligatoire pour faire aboutir une proposition de loi constitutionnelle du même Jean-Jacques Urvoas, votée le 28 janvier 2014 par les députés à une large majorité (361 voix pour, 149 contre, 19 abstentions).

En effet, si une révision constitutionnelle est proposée par des parlementaires, elle doit obligatoirement être approuvée par référendum après avoir été adoptée par chacune des deux assemblées. Mais si elle est proposée par le gouvernement, le président de la République peut décider que l'adoption finale sera votée, à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés, par l'Assemblée et le Sénat réunis en Congrès.

François Hollande souhaite que le texte "soit inscrit à l'ordre du jour du Parlement dans les meilleurs délais". Également destinataires du courrier présidentiel, le socialiste alsacien Armand Jung et l'écologiste Paul Molac, de l'Union démocratique bretonne, se sont félicités de cette annonce. Selon ce dernier, "il y a une majorité des trois cinquièmes" au Parlement pour faire adopter un tel projet de loi.

Jusqu'à présent, l'opposition a voté en bloc contre les propositions de François Hollande pour réviser la Constitution, en particulier sur le statut pénal du chef de l'Etat ou la composition du Conseil supérieur de la magistrature, le faisant renoncer à convoquer le Congrès.

Sur les langues régionales, il en a été différemment lors du vote de la proposition Urvoas à l'Assemblée, approuvée par l'UDI et par une quarantaine des 199 députés de ce qui était alors l'UMP. La reconduction de cette alliance de la gauche et d'une partie de la droite pourrait faire passer le projet à l'Assemblée et au Sénat, puis au Congrès.

Est-ce possible à quelques mois des élections régionales et alors que le Sénat est passé à droite ? Marc Le Fur, député

Les Républicains des Côtes d'Armor et ardent défenseur des langues régionales, le pense à condition "que le gouvernement n'amène pas d'autres sujets de révision constitutionnelle".

"Le gouvernement se rend compte qu'il y a des élections régionales et qu'il faut parler aux Alsaciens, aux Bretons ou aux Corses... Mais pourquoi voterais-je contre un projet qui est le mien ?" a-t-il déclaré à l'AFP.

Plus dubitatif, le chef de file des députés UDI, Philippe Vigier, tout en rappelant être favorable à la Charte, se demande s'"il n'y a pas mieux à faire qu'une réforme constitutionnelle", doutant qu'"on mette un million d'euros pour faire un Congrès". AFP 04.06

Commentaires d'internautes.

1- 25% des élèves de CM2 ne parviennent pas à lire et comprendre un court texte en français mais ils devront apprendre des langues régionales que quasiment plus personne ne parle.... Brique par brique, le Président Normal détruit la France...

2- et on limite l'apprentissage du latin, racine de notre civilisation

- Hollande détruit les racines de la France en revisitant les programmes scolaires d'histoire et, sous les directives de l'UE et des Ricains, en jouant à fond la carte de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, et pour mieux faire passer l'enfumage il veut nous faire croire à l'exception culturelle française régionale en favorisant les langues régionale mais en supprimant le latin.

3- Le-Message, c'est une proposition concrète qui doit rassembler derrière elle les millions de citoyens dont l'impuissance politique est programmée dans la constitution. A travers 6 chapitres comprenez pourquoi.

La France est-elle une démocratie ?

Les mots ont un sens : le mot démocratie n'est pas adapté pour décrire le régime actuellement pratiqué en France, ce sont même deux choses opposées.

La démocratie ce sont des institutions précises (utilisées pendant 200 ans à Athènes) qui garantissent au peuple (« demos ») qu'il conserve le pouvoir, on dit qu'il est souverain.

La démocratie est selon la formule d'Abraham Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

Un tel régime garantit que les représentant du peuple sont ses serviteurs, et qu'ils utilisent le pouvoir qui leur est confié pour le bien de l'intérêt général.

Les fondateurs de nos régimes soit disant démocratiques — dont le vrai nom est en fait « gouvernement représentatif »— ne voulaient pas d'une démocratie, bien au contraire. Sieyès en France et Madison aux États-Unis, tenaient à écarter le peuple des décisions politiques, et ne s'en cachaient nullement.

C'est par un curieux retournement de vocabulaire que le mot démocratie s'est mis à qualifier un régime qui la méprisait pourtant explicitement dès l'origine.

Le fait d'appeler démocratie son strict contraire nous empêche de formuler une alternative sérieuse.

4- Encore une preuve du démantèlement programmé de la France !

L'UE poursuit le morcellement de la France au travers du mémorandum de 2007 avec le conseil de l'Europe : Pour ratifier la charte européenne des langues régionales, Hollande veut rayer la langue de la République de l'article 2 de la constitution. Il sonnera le glas de la République Française. Le peuple doit se réveiller car les GECT –Groupement Européen de Coopération Territoriale (et transfrontalière)- sont créés et nous votons fin 2015.

[Quel dommage qu'on ne puisse pas se passer des partis politiques.](#)

- Républicains, PS, FN... les partis n'ont plus la cote - Le Huffington Post

Globalement, une majorité assez nette se dégage pour dire que les partis politiques sont "utiles pour exprimer la diversité des opinions des citoyens français" et qu'ils "sont indispensables au fonctionnement de la démocratie en France": 53% des personnes interrogées le pensent contre 35% qui estiment le contraire.

Mais la proportion atteint 66% à l'UMP (notre sondage a été réalisé avant le congrès fondateur des "Républicains") et même 72% auprès des sympathisants écologistes et socialistes.

Mais c'est surtout le discours des partis et leurs propositions qui ne mobilisent pas. Pour preuve, une minorité des sondés fait la différence entre majorité et opposition; ils ne sont que 31% à estimer "le clivage gauche-droite encore pertinent" comme si les joutes politiques étaient factices.

Résultat, aucune formation n'attire les Français. Non seulement en terme de militants mais aucune ne se dégage non plus si l'on s'intéresse aux sympathisants. Quand on demande de quel parti ils se sentent le plus proche, la réponse la plus fréquemment donnée (21%) est "aucun". L'UMP arrive bien en tête des partis les plus cités mais le parti sarkozyste ne recueille que 16%. Il devance le FN (14%) et le PS (13%).

Mais il y a peut-être pire encore que cette absence d'adhésion. Le sondage révèle une incapacité des partis à susciter la confiance des électeurs quand il s'agit de prendre les décisions qui s'imposent pour le pays.

La conséquence irréfutable est un taux d'abstention qui croît malheureusement scrutin après scrutin. Le Huffington Post 04.06

Ils ont cité absolument tous les partis, y compris le NPA et LO, sauf le POI comme s'il n'existait pas, ils ne doivent pas supporter certaines de ses prises de position qui le distingue des autres partis et c'est tout à son honneur. C'est en substance le commentaire que j'ai posté à la suite de cet article.

En fait, les travailleurs rejettent tous les partis institutionnels et ne se reconnaissent dans aucun parti en particulier. Par contre en indiquant que les partis "sont indispensables au fonctionnement de la démocratie en France", au-delà du fait qu'ils témoignent du bien-fondé de la nécessité des partis politiques, ils justifient la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour liquider les institutions de la Ve République qu'ils honnissent et l'établissement d'une République sociale incarnant leurs besoins et aspirations.

Que l'écrasante majorité ait compris que "le clivage gauche-droite" était purement formel, académique ou "factice" est encourageant pour la suite, et devrait être exploité par ceux qui entendent construire un parti ouvrier révolutionnaire, en expliquant aux travailleurs qu'il incarne la vraie gauche, car personne en dehors d'imposteurs ne peut se revendiquer de gauche sans combattre pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions, puisque c'est le facteur qui détermine qu'on est ou non de gauche et qu'on lutte ou non pour le socialisme.

On ne peut se passer des partis politiques et d'institutions, de l'Etat, tant que la société est divisée en classes ou que les classes existent qu'on le veuille ou non, on a donc besoin d'un parti, d'institutions et d'un Etat, d'un gouvernement qui incarnent les besoins des travailleurs, c'est lui qui au plus haut degré incarne la question du pouvoir, le pouvoir de la classe des exploités auxquels la classe des exploités doit céder le pouvoir. Toute autre perspective politique conduit infailliblement à s'adapter aux institutions en place, à l'Etat des capitalistes, à passer des compromis ou à se corrompre avec les représentants des partis liés au régime qu'il nous faut renverser pour prendre le pouvoir.

Il faut le dire et le répéter sans cesse puisque c'est notre objectif politique, nous combattons pour prendre le pouvoir, nous combattons pour porter la classe des exploités au pouvoir, pour qu'elle s'empare du pouvoir politique afin de faire table rase du passé et reconstruire la société sur de nouvelles bases, reposant sur les besoins et aspirations des masses exploitées qui constituent l'immense majorité de la population, donc la démocratie. On ne voit pas comment une minorité qui concentre le pouvoir économique et politique pourrait incarner la démocratie ou les besoins de la majorité, elle est illégitime et doit céder le pouvoir à la majorité...

En complément.

- Quand les partis politiques vendent ou louent leur QG - Le Huffington Post
- Les candidats à la primaire adressent un ultimatum à Sarkozy - Reuters
- Les six affaires qui pèsent sur le couple Balkany - LeFigaro.fr
- Selon Marine Le Pen, son père «préfère faire mourir le FN pour exister» - 20minutes.fr

Eh ben qu'ils crèvent... ensemble !

[Dans la rubrique, ils ont un sexe à la place du cerveau. Pas vraiment excitant ou bandant leur vieux monde pourri !](#)

- Vers la commercialisation d'un « Viagra pour femmes » aux Etats-Unis - LeMonde.fr

Le Flibanserin est destiné aux femmes non-ménopausées souffrant d'une baisse du désir sexuel. LeMonde.fr 04.06

On aurait pu titrer : Les féministes en chaleur ! Ce que j'en pense ? Trop frustrées à mon goût, je fais un blocage !

En gros, avec la décomposition accélérée de tous les rapports dans la société au profit d'un individualisme décomplexé et d'un égoïsme exacerbé qui sont l'expression d'une ambition débridée encouragée par la vénalité de l'exécutif et du patronat qui montrent l'exemple, il reste peu de place pour les relations amoureuses battues en brèche par le besoin urgent de satisfaire ses désirs ou pulsions en recourant à n'importe quel moyen, y compris artificiel quitte à ne tirer qu'un plaisir éphémère ou superficiel de rapports frelatés dépourvus de sentiments.

Le sexe doit devenir un vulgaire produit de consommation courante ou une marchandise comme une autre, qui à ce titre doit dégager du profit puisqu'adossé au marché par le biais des trusts pharmaceutiques et de l'industrie du sexe ou pornographique florissante, ce qui permet de généraliser la prostitution des hommes et des femmes qui jusqu'à présent était pratiquement exclusivement réservée aux membres de la classe dominante, et de leur ressembler moralement sans en partager les privilèges évidemment, au point d'en arriver à se demander ce qui les distingueraient encore des (autres) animaux guidés de préférence par leur instinct.

Ce qui nous amène à dire qu'ils ne visent pas la satisfaction sexuelle de la population, dont ils ne se préoccupent pas davantage que ses autres besoins, mais plutôt sa déchéance sociale au point de créer une situation où l'indifférence ou le mépris sont la norme ou ont valeur de vertus à travers un acte bestial.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Par exemple, lorsque l'attirance sexuelle de votre partenaire a disparu, ce n'est pas une pilule que va la faire revenir ou plutôt, les sentiments que vous aviez pour lui et que la routine de l'existence ou les difficultés de l'existence ont ruinés ou épuisés. C'est vouloir agir sur les conséquences d'un problème à défaut de pouvoir atteindre ses origines et y remédier, autrement dit s'accommoder de rapports qui se sont dilués ou décomposés au fil du temps.

[Intox et contrevérités. Juge et partie, c'est mieux ainsi.](#)

- Risque limité de la fracturation hydraulique pour l'eau potable - Reuters

La fracturation hydraulique n'a pas débouché sur une pollution à grande échelle et systématique de l'eau potable, estime l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des Etats-Unis.

Publiant jeudi une étude demandée par le Congrès et réalisée sur cinq ans, l'agence décèle quelques risques pour les nappes phréatiques lorsque celles-ci sont de faible volume mais conclut que globalement cette technique de forage comporte peu de risques de pollution. Reuters 04.06

Elle ne pose pas de problème lorsqu'elle a lieu loin des habitations, mais dès qu'elle s'en rapproche elle fait l'objet de centaines de plaintes aux Etats-Unis. Chut !

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Grande braderie : Tout est à vendre !](#)

- Londres veut privatiser à 100% Royal Mail - Reuters

- TAP Portugal: le gouvernement défie la justice et poursuit la privatisation - AFP

[Quand l'empereur complote.](#)

- Obama a donné les pleins pouvoirs à la NSA pour faire la chasse aux hackers étrangers - AFP

- Etats-Unis : Obama a étendu en secret la surveillance d'Internet - LeParisien.fr

[L'info à ne pas retenir.](#)

- Etats-Unis: des parlementaires critiquent le président chinois sur les droits de l'Homme - AFP

A lire le titre on se dit : Houlala, c'est sérieux, les parlementaires américains se mobilisent aussi contre la Chine...

En réalité il s'agit de deux parlementaires ! Mais pour l'Agence Française de Propagande cela mérite un article, à croire qu'ils n'avaient rien d'autres hier à se foutre sous la dent contre la Chine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1- Les "Zelzal" yéménites frappent Zahran - french.tribe.ir

En représailles des raids aériens sauvages de Riyad contre les zones d'habitation, au Yémen, l'armée yéménite a tiré plusieurs missiles "Zelzal" contre la ville de Zahran, en Arabie saoudite. Selon Al-Massira, les forces de l'armée yéménite, secondées par les comités populaires, ont pris pour cible de leurs missiles "Grad" et "Zelzal" une localité, dans le Sud de la province d'Assir à Zahran. Les missiles Zelzal ont été tirés en direction d'une base militaire, à Al-Hamam, près du point de passage de Alab.

Des militaires saoudiens ont été blessés, à la suite de cette attaque, selon les sources locales, au Yémen. La chaîne yéménite, Al-Massira, a diffusé, en début de semaine, des images mettant en scène les missiles locaux yéménites, "Zelzal". Ces images ont fait fuir les habitants des régions saoudiennes d'Al-Khojara, d'Al-Tawal, et d'Al-Hassira, qui craignent des missiles yéménites. french.tribe.ir 04.06

2- Yémen : les soldats saoudiens se sont évadés d'une base frontalière - french.tribe.ir

Suite à l'attaque lancée par l'armée yéménite, les militaires saoudiens, stationnés dans une base frontalière, ont pris la fuite.

La chaîne libanaise, Al-Manar, a rapporté que l'armée yéménite et les forces des comités populaires ont attaqué, jeudi, la base militaire saoudienne d'Al-Shabakeh, à la frontière entre les deux pays. Les soldats saoudiens ont tous pris la fuite, et ont évacué leur base.

Auparavant, l'armée yéménite et les forces populaires avaient détruit deux chars d'assaut de l'armée saoudienne, dans la base de Jallah.

Selon une autre dépêche, les forces tribales yéménites ont mené des attaques successives contre le centre militaire d'Al-Radif, dans une zone frontalière de la province saoudienne de Jizan, et ont détruit, totalement, cette base.

Les forces, qui soutiennent le Président démissionnaire et en fuite, Abd Rabbo Mansour Hadi, ont exécuté, sommairement, 12 civils yéménites, dans la province de Shabwa. Ces individus avaient été accusés d'avoir coopéré avec l'armée et les forces populaires. french.tribe.ir 04.06

3- Les Houthis du Yémen iront à la conférence de paix de l'Onu - Reuters

Les Houthis participeront à la conférence de paix sur le Yémen qui doit s'ouvrir le 14 juin à Genève sous l'égide des Nations unies, a annoncé jeudi un représentant de la milice chiite.

Les Houthis ont fait cette annonce alors que selon l'agence de presse Saba, qu'ils contrôlent, les bombardements aériens de la coalition arabe ont fait 58 morts en deux jours, dont 48, en grande majorité des femmes et des enfants, dans une province frontalière de l'Arabie saoudite. Reuters 04.06

ECONOMIE

Grèce

- En pleines négociations avec ses créanciers, Athènes reporte ses paiements au FMI - AFP

Le gouvernement grec a reporté au 30 juin, soit à l'expiration du plan d'aide internationale à la Grèce, le remboursement des sommes qu'elle doit ce mois-ci au FMI, ce qui lui permet de gagner du temps pour se mettre d'accord avec ses créanciers.

"Les autorités grecques ont informé jeudi le Fonds monétaire international (FMI) qu'elles allaient regrouper les quatre échéances de juin en une seule, qui est maintenant celle du 30 juin", a indiqué le porte-parole de l'institution, Gerry Rice, à Washington.

Faisant usage d'une clause du règlement du FMI, rarement appliquée, en vertu de laquelle les pays membres peuvent regrouper des versements de courte durée "en un seul", Athènes doit ainsi rembourser le 30 juin, 1,6 milliard d'euros au total.

Initialement, la Grèce devrait rembourser 300 millions d'euros au FMI dès vendredi avant un deuxième versement le 12 juin de 340 millions d'euros et les deux derniers, les 16 et 19 juin, de 567 et 340 millions respectivement. AFP 04.06

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 24 articles. On nettoiera la page d'accueil plus tard.

N'allez pas croire que je serais pris par un enthousiasme béat pour l'ouvrage de Daniel Audoux *L'Actualité du trotskysme*, ne connaissant pas son auteur et ne pouvant pas accéder à l'intégralité de son livre.

Les 20 premières pages que j'ai pu lire uniquement laisse à penser qu'il s'agirait d'un dirigeant du courant communiste internationaliste ou trotskyste du POI, dont je n'ai jamais lu le moindre article publié sans doute sous un pseudonyme, à moins qu'il s'agisse d'un dirigeant d'un groupe de militants trotskystes issu du PCI ou du PT, je n'en sais rien. Sur Internet, apparemment aucun parti ne le mentionne, comme s'il s'agissait d'un ouvrage d'un militant isolé ? C'est le genre de mystère qui prête à confusion que l'on déteste.

La moindre des choses aurait été de fournir une notice biographique sommaire en début d'ouvrage ou sur Internet, afin que les lecteurs puissent cerner rapidement la personnalité de l'auteur, ce qui pouvait leur en faciliter la lecture ou la compréhension, c'est ce que fait par exemple un professeur de français avec ses élèves au collège

Si cet ouvrage devait servir à justifier la politique opportuniste du POI ou l'actualité du *Programme de transition* rédigé par Trotsky en 1938, il ne fallait pas se donner autant de peine, car on se demandera pourquoi ces trotskystes n'ont-ils pas réussi à convaincre davantage de travailleurs ou militants de les rejoindre et ont failli sur l'essentiel en étant incapables au bout de 70 ans de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Et ce n'est certainement pas en utilisant les mêmes tournures d'esprit ou l'emploi des mêmes formules (le recours au syllogisme ou à l'auto persuasion) employées par ces dirigeants pendant toutes ces décennies avec le succès que l'on sait et que l'on réprouve qu'on y arrivera.

A notre avis, la situation née au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis après l'implosion de l'URSS qui devait coïncider avec la montée en puissance de l'UE, exigeait de concevoir une évolution des rapports à avoir avec les différents acteurs politiques, dont la classe ouvrière, et de modifier notre conception de la lutte de classes en intégrant les profondes transformations qu'avaient subies la société et le monde, dont le capitalisme mondial à partir des années 70, puis 90, tout en restant fidèle à nos principes et au léninisme, ce qui n'a rien à voir avec un parti du type de la SFIO qui a fait faillite, alors que le parti bolchevik fut trahi par Staline, ce qui n'est pas du tout la même chose, ou les références à Jaurès qui incarnera la négation du marxisme.

Je ne peux pas trop m'avancer ou en dire davantage en étant réduit à lire 20 pages sur 344 !

De toutes évidences, tant par la forme que par la terminologie employée, il est destiné exclusivement à une élite intellectuelle ou à des militants trotskystes principalement qui n'appartiennent pas au courant politique de l'auteur, ils en existent au NPA, à LO et dans différents groupes ou diverses organisations.

Ce qui fait le plus défaut aujourd'hui, c'est un manuel de la lutte de classe destiné à l'ensemble des travailleurs, simple, clair, concis, avec un minimum de citations, etc. conçu à partir de la méthode employée par Marx et Engels pour rédiger leurs ouvrages, ce qui n'est pas le cas ici.

On y reviendra peut-être plus tard.

[Argument. Le takfiris ou la milice fasciste du sionisme israélo-saoudien, bras armé de l'Otan destructeur de la civilisation humaine.](#)

Lu dans deux articles. Un constat que personne ne peut nier.

1- Les Al Qaïda et l'autoproclamé « Etat islamique » (EI/ Daesh) – faut-il s'étonner que Daesh qui a détruit en Irak et en Syrie les assises des civilisations anciennes, ne s'en prend ni à Israël, ni aux Etats-Unis ? – semblent avoir eu pour mission de renvoyer les Arabes à la période de la Jahiliya. Comment peut-il en être autrement quand ces groupes terroristes s'attaquent aux seuls pays arabes ayant fait de la modernité leur credo ?

2- A l'instar de la mosquée de l'imam Al-Hadi, un des fondateurs de l'Etat zaydite au Yémen, les autres mausolées et édifices religieux historiques ont aussi été totalement démolis par les raids saoudiens.

L'Arabie Saoudite aura détruit en six semaines plus de mosquées qu'Israël pendant près de soixante ans !

ACTUALITÉ DU JOUR

[PS. Tartufferies. Ils roulent tous pour Valls.](#)

(Tartufe ou tartuffe ou une fantaisie de la langue française. Suggestion. On pourrait écrire tartufe avec un seul F quand on n'assume pas son hypocrisie, et tartuffe avec 2 F quand on l'assume pour bien marquer le coup, par fierté par exemple!)

- Congrès PS: à Poitiers, la question de la primaire est loin d'être réglée - huffingtonpost.fr

C'est lui (Hollande - ndlr) le grand absent du congrès socialiste. Cela n'empêche pas le chef de l'Etat d'être omniprésent.

Et plus que de François Hollande, c'est de sa candidature en 2017 qu'il est question. S'il veut se représenter -ce qui fait de moins en moins de doute- le président sortant doit-il passer par une primaire comme en 2011?

Le sujet d'autant plus dans l'actualité qu'un sondage publié ce vendredi par Le Figaro révèle qu'une large majorité de sympathisants socialistes sont favorables à l'organisation d'une primaire.

Dans le camp majoritaire, on s'en tient aux déclarations du premier secrétaire qui renvoie le débat à l'automne 2016. C'est à cette date, et pas avant, jure Jean-Christophe Cambadélis, que sera tranchée la question d'organiser ou non une primaire.

Et quand bien même le sondage du Figaro désigne le premier ministre comme candidat préféré, le député de l'Essonne Carlos Da Silva, un porte-parole du PS et lieutenant de Manuel Valls, affirme que "François Hollande est le candidat naturel de notre famille". Circulez, il n'y a rien à voir. "Il n'y aura pas de primaire pour 2017 car l'action du gouvernement va réussir et dans ce cas, François Hollande sera notre candidat", martèle-t-il.

Mais, ne pas organiser de primaire, cela signifie revenir sur les statuts du parti qui en prévoient une depuis l'automne 2012. Aucune précaution n'a été prise dans le cas où le PS aurait un président sortant, candidat à sa succession. "Vous savez, en 2011, nous avons organisé une primaire alors qu'elle n'était pas dans les statuts alors en 2016 on peut très bien ne pas en organiser alors que nous les avons inscrites", affirme Carlos Da Silva.

Pas sûr, mais alors pas sûr du tout, que tout le monde l'entende de cette oreille. "Aux Etats-Unis, même le président sortant est confronté à une primaire, lance Yann Galut, porte-parole de la motion D. Les militants qui ont voté pour nous veulent une primaire et c'est une position que nous défendrons. Que François Hollande soit candidat ou pas, il en faudra une."

Pas question dès lors d'attendre l'automne 2016 pour se pencher sur le sujet. "C'est en mars-avril 2016 qu'il faudra trancher la question", assure Yann Galut. Même tempo et même intention pour les frondeurs. Christian Paul prend lui aussi le soin de préciser que la primaire fait partie des statuts du PS. "La primaire ne doit pas être un tabou. Cela peut être une excellente façon

pour toute la gauche de se réunir. " huffingtonpost.fr 05.06

Au PS, les statuts c'est comme les promesses électorales, ils sont faits pour être violés, on est ou on n'est pas démocrate, en fait on est libéral tout court.

Quand on lit ces différentes réactions, on ne peut s'empêcher de penser qu'en réalité la décision d'organiser ou non des primaires ou la désignation de leur candidat à la présidentielle qui sera le plus à même d'appliquer la stratégie politique néolibérale de l'oligarchie financière est prise ailleurs et que la direction du PS s'y soumet.

Finalement, que réclament les affairistes des motions minoritaire B et D, sinon de propulser Valls à l'Elysée en cas de primaires qu'ils réclament puisqu'il serait le mieux placé pour les remporter. C'est là qu'on s'aperçoit que l'existence de ces courants au sein du PS était une vaste supercherie.

En complément.

- Chez les sympathisants PS, «aucune fierté d'avoir élu François Hollande» - liberation.fr

Le taux de Français se déclarant proches du Parti socialiste a chuté de moitié depuis 2011, selon une étude de l'institut Harris Interactive. (En voilà une affaire ! Un cauchemar en réalité. - ndlr)

Le «grand parti de la gauche» a du plomb dans l'aile. Alors que le congrès de Poitiers s'ouvre ce vendredi dans l'indifférence générale, le pourcentage de Français se déclarant «proche» du PS est au plus bas depuis quatre ans, selon un sondage Harris Interactive : 14%, contre 23% en octobre 2011. (Pourvu qu'ils n'aillent pas voir ailleurs, qu'ils ne se posent pas trop de questions, qu'ils parviennent à comprendre ce qui se passe réellement ou le jeu de rôle des uns et des autres. Apparemment ce ne serait pas le cas, pour le moment, mais le fait que la question ne soit pas trancher définitivement les rend fébrile. - ndlr)

Les explications de Jean-Daniel Lévy, directeur du département Politique-Opinion chez Harris. (Extraits)

Cette désaffection des Français est-elle une spécificité socialiste ?

Elle est assez traditionnelle chez une formation politique au pouvoir. Ce qui frappe ici, c'est tout de même la chute de 50% du nombre de sympathisants par rapport à l'époque de la primaire citoyenne. Ainsi que l'absence du phénomène de vases communicants : autrement dit, les personnes qui se sont éloignées du PS ne se sont pas rapprochées pour autant des Verts ou du Front de Gauche. Au contraire, elles ont tendance à se déclarer sans aucune proximité. (C'est qu'elles cogitent, oui mais ce n'est pas bon, il faut éviter de penser... Si elles se détournent du PS, c'est qu'elles rejettent sa politique de droite, elles n'ont donc aucune raison de se tourner vers les autres partis qui gravitent autour ou ne proposent pas réellement ou sérieusement une autre politique, elles les assimilent à ce parti de droite sans aller jusqu'à prendre conscience de leur véritable nature, mais la situation pourrait évoluer dans les mois qui viennent ce qui n'est pas vraiment rassurant pour les représentants du régime. - ndlr)

Quelles sont les raisons de cet éloignement ?

Il repose plus sur l'image de François Hollande que sur la politique menée par celui-ci. (Grotesque falsification de la réalité, car mêmes les travailleurs des couches supérieures jugent avant tout une politique et non une "image" que donnent celui ou ceux qui l'appliquent. On comprend pourquoi le directeur de Harris s'emploie à ménager Hollande, son président. - ndlr)

Quel est aujourd'hui le profil du sympathisant socialiste ?

C'est un ensemble plus masculin que l'ensemble de la population, plus fort chez les plus de 50 ans que dans la jeunesse, plus proche des catégories supérieures que des classes populaires. (Les "CSP+" ou les nantis qui n'ont aucune raison d'être de gauche ou qui par leur statut social sont subordonnés au régime ou liés à la classe des capitalistes. En fait ils représentent ou incarnent la véritable nature du PS. - ndlr)

Les sympathisants socialistes sont-ils favorables au libéralisme économique ?

Ils semblent approuver la chose, mais pas le mot. Le terme «libéralisme» provoque toujours des crispations. En revanche, la réduction des cotisations sociales, la politique pro-entreprise, le renforcement du rôle du privé... ne provoquent pas un tel rejet. En ce sens, le sympathisant socialiste ne se distingue guère du centriste. L'un des échecs de Mélenchon, c'est de ne pas avoir convaincu qu'une politique de gauche alternative existe. (Et pour cause, la sienne n'en était pas une, ni de gauche ni alternative ! - ndlr) liberation.fr 05.06

On en a confirmation immédiatement.

Les nantis penchent à droite, on le savait.

- 56% des Français préfèrent Bayrou à Sarkozy Reuters

- Près de six Français sur dix préfèrent Bayrou à Sarkozy Francetv info

C'est ce qu'indique un sondage Odoxa pour i-Télé et "Le Parisien / Aujourd'hui en France" publié vendredi. Cette avance est due en grande partie aux sympathisants de gauche. Francetv info 05.06

Parce que voyez-vous, pour ces "sympathisants de gauche" Bayrou serait plutôt de gauche, autant dire qu'ils sont de droite, non ?

L'Insee, un service de l'Élysée

- Touraine: "Conditions aujourd'hui réunies" pour une candidature Hollande en 2017 - AFP

Et demain ? Ils diront le contraire, peu importe.

Elle doit s'appuyer sur les statistiques du chômage au premier trimestre 2015 de l'Insee, selon lequel il aurait baisser de 0,1% avec une marge d'erreur de + ou - 0,3% comme le révélait l'Insee lui-même avant-hier. (voir la causerie d'hier pour plus de détails)

Ne pas se fier aux apparences ou comment "faire gagner le PS", quelle noble préoccupation !

- Le député Christophe Cavard quitte EELV, un parti qui «va dans le mur» - 20minutes.fr

« Le seul sujet qui obsède les cadres, c'est de faire perdre le PS pour mieux se faire respecter », ce qui fait « gagner la droite et l'extrême droite », analyse-t-il. 20minutes.fr 05.06

Il vient du PCF, il est passé par EELV, et bien qu'il prenne sa carte du PS et la boucle sera bouclée.

[Quand des syndicats sont Charlie ou affichent leur "fraternité" avec le régime.](#)

Grille de lecture.

- Comment détourner l'attention des travailleurs du gouvernement.

Les syndicats font bloc contre le Front national - Reuters

Sept organisations syndicales ont lancé vendredi un appel commun à lutter contre le racisme, l'antisémitisme, le fondamentalisme, une initiative inédite inspirée par "l'esprit du 11 janvier" qui fait du Front national sa principale cible.

Le document, intitulé "Après le 11 janvier, vivre ensemble, travailler ensemble", porte la signature de la CGT, de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC, de l'Unsa, de la FSU et Solidaires. Force ouvrière ne s'y est pas associé.

"Le mouvement syndical porte des valeurs de fraternité, d'humanisme, et il nous a semblé que dans cette période troublée (...) c'était notre rôle de réaffirmer ensemble ces valeurs", a souligné Laurent Berger lors d'une conférence de presse. Reuters 05.06

Cette opération ne sert qu'à camoufler leur responsabilité, dans le fait que c'est leur refus d'affronter le régime et le gouvernement, de rompre avec eux qui est responsable de la montée de l'extrême droite.

Maintenant l'impossibilité de faire reculer le gouvernement sur toutes les mesures qu'il a été amené à prendre depuis 2012 ou l'échec de la politique de ces syndicats, il faut bien que quelqu'un en porte la responsabilité puisqu'eux de leur côté sont sincères et irréprochables, et devinez sur qui cela va tomber, les travailleurs évidemment, auxquels ils s'adressent dans cet appel, afin de leur "redonner confiance et espoir", car ils "craignent pour leur avenir", le cynisme est en prime.

- L'objectif rappelé plusieurs fois dans l'appel est de "barrer la route au populisme, aux idées d'extrême droite", ces "idées nauséabondes" qui parfois tentent "nombre de chômeurs et de chômeuses, de travailleuses et de travailleurs confrontés aux dures réalités du quotidien", peut-on lire. Reuters 05.06

Du fait qu'ils refusent d'affronter le gouvernement et de rompre avec le régime parce qu'ils ne sont pas leurs ennemis, les conduit à s'en trouver d'autres.

Leur objectif serait de faire en sorte que les travailleurs qui ont tous les défauts comme chacun devrait le savoir et si peu de qualités, se détournent des "idées nauséabondes" de l'extrême droite qui justement reposaient sur des thèmes qui ont fait l'objet d'une instrumentalisation sordide de la part de ces syndicats à la suite du PS et de la pseudo gauche et extrême gauche liés au régime.

On retrouve ici le même mécanisme que celui employé par le gouvernement, à savoir qu'ils dénoncent une situation qu'ils ont contribué à créer eux-mêmes, pour qu'on ne leur en attribue pas la responsabilité et se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, de véritables syndicalistes ouvriers. C'est le pyromane qui crie au feu si vous préférez, pour détourner l'attention sur d'autres personnes ou acteurs, ici les travailleurs qu'ils méprisent.

En complément dans le même registre.

- Nantes réinvente la démocratie participative - publicsenat.fr

Le débat sur la « démocratie participative » a refait surface cette semaine. Dans certains territoires, des élus n'ont pas attendus pour questionner et réinventer leurs pratiques politiques. publicsenat.fr 05.06

Dans quel but politique ? Voyons, ramer pour le régime.

- Johanna Rolland, maire de la ville de Nantes : C'est un moyen parmi d'autres de reconquérir les citoyens qui doutent des pratiques politiques. publicsenat.fr 05.06

En d'autres termes, associer les travailleurs à la politique d'austérité mise en oeuvre par les élus du PS et ses alliés et satellites, la collaboration de classes ou le corporatisme. Quel meilleur moyen existerait-il pour s'accommoder du régime en place au lieu de le combattre que participer à la gestion de la société ?

En famille. Ils sont soumis à la troïka.

- Podemos expose son projet économique au FMI - LeMonde.fr

La rencontre de vendredi a eu lieu à la demande du FMI et s'inscrit dans le cadre d'une série de contacts de l'organisme international avec différents partis politiques. LeMonde.fr 05.06

Dans un contexte marqué par une confusion politique quasi inextricable que les uns et les autres entretiennent à merveille, éclot spontanément un parti qui à peine quelques mois plus tard se retrouve aux portes du pouvoir... Franchement, il faut être naïf ou idiot pour ne pas comprendre que seule la classe dominante a les moyens de réaliser un tel exploit.

Podemos, tout comme Syriza, sert de soupape de sécurité au régime pour faire baisser la pression qui pèse dangereusement sur lui et qui risque à tout moment de devenir incontrôlable et explosive ou de l'emporter, alors elle préfère l'instrumentaliser ou l'accompagner pour qu'il accomplisse au mieux sa mission conformément à ses besoins.

- Alexis Tsipras veut le retrait des propositions "absurdes" - Reuters

Alexis Tsipras a déclaré vendredi que son gouvernement ne pouvait accepter les propositions "absurdes" et "irréalistes" qui lui ont été présentées cette semaine les créanciers de la Grèce et a dit vouloir croire à leur retrait.

"Les propositions présentées par les créanciers sont irréalistes", a affirmé le Premier ministre grec devant le Parlement.
"Le gouvernement grec ne peut pas accepter des propositions absurdes."

Alexis Tsipras a néanmoins estimé qu'en dépit de ce qu'il a qualifié de "recul dans les négociations", Athènes, l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) étaient "plus proches que jamais d'un accord" -- à condition que la proposition "réaliste" de son gouvernement, qui répond selon lui aux attentes des créanciers, soit prise en considération.

La Grèce a besoin d'un accord qui mette fin aux spéculations sur son éventuelle sortie de la zone euro, a insisté le Premier ministre.

Pour un responsable grec, la proposition présentée cette semaine par les créanciers "contourne les négociations menées depuis quatre mois et nous ramène au programme de renflouement qui a été rejeté lors des élections du 25 janvier".

Interrogé par la BBC, le ministre de l'Economie, George Stathakis, a réaffirmé dans la matinée que "le gouvernement grec ne (pouvait) pas accepter les nouvelles propositions mises sur la table".

A ses ministres, Alexis Tsipras, qui doit composer avec l'aile radicale de son parti, avait déclaré qu'il ne pouvait pas accepter les "propositions extrêmes" qui lui ont été soumises à par l'UE et le FMI.

Les propositions de l'UE et du FMI, qui réclament notamment que Tsipras s'engage à réduire les dépenses de retraite, à réformer le marché du travail et à poursuivre un programme de privatisations, ont suscité un tollé dans les rangs de Syriza car elles franchissent les "lignes rouges" tracées par Athènes pour ces négociations. Reuters 05.06

Syriza fait face à un dilemme qui ne peut se résoudre que par sa capitulation totale devant la troïka ou par sa rupture avec elle, rupture inenvisageable ou alors pour appliquer la même politique sous un autre masque, c'est possible. Ce qui explique que rompre avec l'UE et le FMI est insuffisant ou ne garantit pas automatiquement un changement de politique contrairement à la liquidation des institutions nationales qui servent à justifier et légitimer juridiquement l'existence du régime capitaliste et pourrait ouvrir la voie à un véritable changement de régime. Or Syriza s'est fondu dans les institutions réactionnaires en place au lieu de les liquider indiquant par là pour le compte de quelle classe il entendait gouverner.

La question qui doit être posée est : Quelle est la nature du régime en vigueur, et au-delà qui détient réellement le pouvoir, qui gouverne et pour qui ?

ACTUALITE EN TITRES

[Les Républicains de bazar.](#)

- Guaino : «Le terrorisme des bien-pensants est une calamité» - [LeFigaro.fr](#)

- Rachida Dati tacle les «petits merdeux de journalistes» - [20minutes.fr](#)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1- Netanyahu, en colère contre la France - [french.trib.ir](#)

Le Premier ministre du régime sioniste a demandé au gouvernement français de condamner le boycott, par une compagnie française, du régime sioniste.

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a appelé le gouvernement français, jeudi 4 juin, à se démarquer de la décision "malheureuse" de l'opérateur de téléphonie Orange de se désengager, progressivement, d'Israël. "J'appelle le gouvernement français à, publiquement, rejeter les déclarations et les agissements malheureux d'une compagnie, dont il est, en partie, le propriétaire", a demandé Benyamin Netanyahu, dans un communiqué.

La polémique n'a cessé d'enfler, en Israël, après l'annonce, la veille, au Caire, par le PDG d'Orange, Stéphane Richard, de "l'intention" de mettre fin au contrat le liant à Partner, qui peut utiliser sa marque. Cinq ONG et deux syndicats avaient appelé Orange, fin mai, à annoncer son désengagement et à "dénoncer les atteintes aux droits humains commises par Partner". Selon leur rapport, Partner, en fournissant ses services, dans les colonies, contribue à leur maintien. [french.trib.ir](#) 04.06

1.2- Quand Israël reconnaît son ingérence, en Syrie - [french.trib.ir](#)

Le ministre de la Guerre du régime sioniste a reconnu l'ingérence de l'armée, dans les évolutions de la guerre, en Syrie.

"Pour Israël, la Syrie et le Liban constituent un seul champ de bataille", a déclaré, jeudi, au quotidien américain, "Washington

Post", Moshe Yaalon, le ministre de la Guerre du régime sioniste, tout en reconnaissant l'ingérence d'Israël, dans les évolutions syriennes.

Le régime sioniste est considéré comme le soutien important des groupes terroristes, en Syrie et en Irak. Depuis le début de la crise syrienne, ce régime n'a pas cessé d'aider et de secourir les terroristes. Il soigne les terroristes blessés, leur envoie des armes et participe à leur formation.

"A chaque fois que les forces syriennes sont sur le point de remporter la victoire sur les terroristes takfiris, la force aérienne israélienne intervient et prend pour cible les positions des forces syriennes", a affirmé Bachar al-Assad, le Président syrien. french.irib.ir 05.06

2- Liban

- Liban: de nouveaux exploits du Hezbollah, à Erssal - french.irib.ir

Au Liban, les combattants du Hezbollah sont arrivés à prendre le contrôle de 50 kilomètres carrés de la localité d'Erssal.

Selon l'agence de presse Tasnim citant Al-Manar, suite aux exploits remarquables des forces de la Résistance libanaise dans des localités d'Erssal, la région d'Al-Rahwa, la plus importante base du groupe terroriste Al-Nosra, a été témoin de la fuite en masse des éléments terroristes vers Wadi Al-Khail, située dans le mont d'Erssal. La Résistance libanaise a pris pour cible de son artillerie un véhicule militaire du Front Al-Nosra, qui fuyait, depuis Al-Rahwa, dans le Sud d'Erssal. Le véhicule a été, entièrement, détruit, et toutes les personnes, à son bord, ont été tuées.

Par ailleurs, les combattants du Hezbollah libanais ont libéré, jeudi, 50 kilomètres carrés du Sud d'Erssal, situés dans la chaîne de montagne d'Al-Charqiya. Ils ont, également, pris le contrôle des collines de cette région. Les forces du Hezbollah ont, de même, récupéré des points de passage illégaux, comme Al-Rahwa, Wadi Al-Darb, Wadi Atneyne et une partie de Wadi Al-Khil. Le point de passage Wadi Al-Darb est important, parce qu'il fait partie des principales voies de circulation des voitures piégées appartenant aux terroristes du Front Al-Nosra.

La Résistance contrôle, aussi, Wadi al-Rayane, et elle s'approche du siège de l'armée libanaise, dans le Nord de Wadi Ayane. french.irib.ir 05.06

3- Yémen

- Yémen: 90 personnes tombent en martyr dans les frappes saoudiennes contre Saada - french.irib.ir

90 personnes dont une vingtaine d'enfants ont trouvé le martyr, tués dans les raids aériens saoudiens contre le Yémen.

Selon le site web de l'agence d'information "Al-Yaman alaan", les avions agresseurs de l'Arabie ont bombardé vendredi avant midi Sanaa et d'autres provinces du Yémen dont Hijja, Zamar, Shabva et Taz. Les chasseurs saoudiens ont aussi bombardé des villages à Hamdan, dans le nord-ouest de Sanaa. A Zamar, les avions saoudiens s'en sont pris à Darab dans le nord de la ville, où ils ont sauvagement bombardé les facultés de la sociologie et de polytechnique, infligeant d'importants dégâts matériels à ces bâtiments, sans compter les pertes en vie humaine et les blessés.

De même, les agresseurs saoudiens ont bombardé le nouvel hôpital d'Atiq et quelques zones d'habitation, dans l'Est de Zamar. A Aden, les chasseurs saoudiens et les hélicoptères Apache ont visé plusieurs endroits.

L'ONU a estimé à plus d'un million de personnes, le nombre des réfugiés yéménites, ayant quitté leur foyer depuis le début de l'agression saoudienne, nombre qui ne cesse d'augmenter. french.irib.ir 05.06

4- Erythrée

- Le président érythréen critique, vertement, les "subterfuges" des Américains - french.irib.ir

Le président érythréen s'en est pris, violemment, à des puissances étrangères, dont les Etats-unis, lors des récentes célébrations de l'indépendance, selon un document, révélé jeudi, par la mission permanente du pays, auprès de l'Union africaine.

Le discours, prononcé dans la capitale, Asmara, le 24 mai, a critiqué les "subterfuges insignifiants" et "incessantes provocations" de pays étrangers, qui cherchent à ébranler l'Erythrée, tandis que le pays célébrait le 24e anniversaire de son indépendance, ainsi que l'anniversaire de son Président, Isaias Afwerki, qui règne d'une main de fer.

"Certains pouvoirs, motivés par la cupidité et la domination, et conduits par les Etats-Unis, ne cessent de nous harceler et de vouloir faire capoter nos efforts, pour édifier notre nation, dans un environnement serein et stable", a déclaré Afwerki, devant un stade comble.

Il a, ensuite, blâmé les Etats-Unis, pour les décennies de conflits ayant déchiré une série de pays, dont l'Egypte, la Libye et le Yémen, accusant la superpuissance d'avoir "provoqué des tensions, dans le Bassin du Nil, avec des intentions cachées", et d'avoir "couvé et déployé des organisations terroristes, sous différentes étiquettes, pour ajouter du chaos et de la destruction au chaos et à la destruction".

M. Afwerki a conclu son propos avec un vibrant appel: "Gloire à nos martyrs, qui ont fait de l'indépendance une réalité! Victoire au peuple!". french.trib.ir 05.06

A n'en pas douter, le prochain président d'un Etat souverain à éliminer pour les Américains...

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juin 2015

CAUSERIE

Pas de causerie aujourd'hui. Ce matin j'ai fait un peu de ménage dans le disque dur et dans les fichiers du portail qui en avaient bien besoin. Cet après-midi on va bosser à la maison.

Le 77e congrès du PS : un non-événement !

Les militaires saoudiens doivent rouler en Ferrari et avoir une vie d'oisifs, aussi ne sont-ils pas très motivés pour affronter au corps à corps les Yéménites qui n'ont rien à perdre, et désertent en masse ou préfèrent prendre la fuite !

La Grèce et l'Ukraine au bord de la banqueroute...

[Les oligarques anglo-saxons-sionistes ne sont pas forcément des "gens de bon sens", ils l'ont déjà prouvé à deux reprises au cours du XXe siècle.](#)

- Vladimir Poutine : "les gens de bon sens ne peuvent pas imaginer un conflit militaire d'ampleur aujourd'hui" - atlantico.fr 06.06

La troisième guerre mondiale, ce n'est pas pour aujourd'hui : selon le président russe Vladimir Poutine, la Russie ne constitue pas une menace pour l'Occident. "Je voudrais dire qu'il n'y a pas besoin d'avoir peur de la Russie", a-t-il déclaré au Corriere della Sera.

"Le monde a tellement changé que les gens de bon sens ne peuvent pas imaginer un conflit militaire d'ampleur aujourd'hui", assure le président russe.

"Seulement une personne malade, et encore pendant son sommeil, pourrait imaginer que la Russie attaque soudainement l'Otan", ajoute-t-il. En tout état de cause, "nous avons d'autres choses à faire, je peux vous l'assurer", souligne le maître du Kremlin.

D'autres pays pourraient avoir intérêt à exagérer la menace russe, a-t-il dit, en expliquant qu'hypothétiquement les Etats-Unis pourraient avoir besoin d'une menace extérieure pour maintenir leur leadership au sein de la communauté atlantique. "L'Iran n'est évidemment pas assez dangereux ou assez grand pour ça", a noté le président russe. Les pays membres de l'Otan ont des dépenses de défense 10 fois plus importantes que la Russie, a-t-il poursuivi, ajoutant que le budget militaire américain était le plus élevé de la planète. Atlantico.fr 06.06

La suite demain.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h30. 37°C trop chaud pour bosser chez moi ou m'adonner à des travaux manuels, du coup on a ajouté 24 articles.

Le Comité Valmy a lancé une initiative dont l'objectif n'est pas seulement la sortie de l'Otan mais sa dissolution.

- Pour la dénonciation par la France du traité de l'Atlantique Nord et le retrait de ses Armées du commandement intégré - Appel pluraliste - comite-valmy.org 07.06 (publié par Le Grand Soir)

Cet article est en ligne à la rubrique politique. Cependant au moins un passage dans leur appel nous gêne, quand ils écrivent : "*Il est grand temps que la France recouvre la souveraineté de ses décisions et la liberté de choisir ses partenaires en conformité avec sa philosophie et les intérêts du peuple français.*", alors qu'à notre connaissance parmi ceux qui ont été au pouvoir dans le passé jusqu'à nos jours tous gouvernements et partis confondus y ayant participé, jamais ils ne se souciaient des "*intérêts du peuple français*", formule que nous laissons à ses auteurs, et encore moins ceux des masses exploitées, puisqu'ils incarnèrent uniquement les intérêts de la classe qui n'a jamais non plus cessé de détenir le pouvoir, celle des capitalistes, seuls le lutte de classe du prolétariat et les besoins spécifiques des capitalistes dans un contexte donné ont été à l'origine du progrès social ou des droits acquis ou concédés aux travailleurs, le terrain sur lequel nous menons notre combat pour ne pas confondre les intérêts de notre classe avec ceux de notre ennemi qui se cachent dans la formule des "*intérêts du peuple français.*", variante du sulfureux intérêt général qui relève de l'imposture car il sert en définitif à camoufler les intérêts de la classe dominante.

N'étant pas tenu à nous positionner sur un autre terrain que celui de notre classe ou à adopter (aveuglement) celui des auteurs de cet appel ou au contraire à le rejeter par pur dogmatisme, ne nous tenant pas engagé à adopter l'intégralité du contenu de leur appel, compte tenu que peu de travailleurs réalisent ou ont conscience de cette distinction, et conservant par ailleurs notre entière liberté de parole et d'action, face au consensus qui existe entre tous les partis institutionnels de l'extrême droite à la pseudo-gauche de la gauche qui se réclament de l'Otan à l'heure où elle guerroye en Ukraine et au Proche-Orient et menace dangereusement la paix en Europe et dans le monde en recourant à une propagande et à une politique belliqueuse ou provocatrice envers la Russie et la Chine notamment aux conséquences qui peuvent devenir incontrôlables et dévastatrices pour tous les peuples ou la civilisation humaine, en tenant compte des réserves exprimées précédemment il semble correcte de soutenir toute initiative politique tournée contre les va-t-en-guerre de l'Otan afin de briser le consensus dont fait l'objet l'Otan ou le bras armé de l'oligarchie financière qui domine le monde et le conduit tout droit à l'abîme si nous ne parvenons pas à les stopper à temps, ajoutons, sachant que tout coup porté à ce consensus aurait une répercussion politique et sociale à tous les niveaux de la lutte des classes, puisqu'il est indispensable à tous les gouvernements des pays qui composent l'Otan et bien au-delà pour mener à bien leur politique réactionnaire tournée contre les travailleurs, antisociale, néolibérale.

Cette position est discutable.

En Italie un appel similaire a été lancé il y a quelque temps, j'ignore où il en est. Si vous avez des infos sur ce sujet vous pouvez nous les communiquer et nous les publierons.

La causerie du matin.

Une galère. Ma machine à laver est tombée en panne et je dois essayer de la réparer.

Rien à ajouter.

Parole d'internaute.

Face au constat que la majorité de la population rejette sa politique ultra réactionnaire, le PS crée son propre institut de sondages afin de faire croire le contraire et mieux manipuler les consciences.

- "*Pourquoi la vérité sur Odoxa ne reste pas? ils ont possibilité de sévir sur le net? Vous avez dû remarquer que ces derniers temps, pas mal de sondages sont donnés concernant les futurs primaires des Républicains (il faut que je m'y fasse !), des potentiels candidats aux futures présidentielles, etc.*

Vous avez aussi dû remarquer que les résultats sont plus que surprenants: Bayrou qui serait plus plébiscité que Nicolas Sarkozy, Hollande qui pourrait presque gagner s'il se représentait, l'économie en France et le moral des citoyens qui remonteraient, etc.

Or, la très grande majorité de ces sondages ont un point commun (et pas des moindres): la société qui les fait et qui les publie. A savoir Odoxa. Société quasiment inconnue il y a quelques temps encore, elle prend un engouement rarissime sous la houlette de son PDG, Gael Sliman, ainsi que de l'ensemble de l'exécutif dont son Directeur d'Etudes, Emile Leclerc.

Qu'ont donc ces personnes, et cette société, pour s'intéresser d'un peu plus près à eux ? Plusieurs éléments. En 1er lieu, Gael Sliman fait partie des électeurs assumés de François Hollande. Fait déjà important en soit pour souligner un certain parti pris dans ses actions, multiples, au sein de plusieurs médias Français: Le Monde, Le Point, Le Parisien, l'Obs, etc, tous portés à Gauche sans aucune exception. Ensuite, la société a été créée en aout 2014 (source SOCIETE.COM), n'emploie aucun salarié mais tourne à plein régime...pour des sondages ! Vu la guerre sur le marché de ce type de "service", par quel "miracle" une société aussi jeune obtient-elle autant de contrats auprès de médias tels qu'elle peut déjà se le permettre ? Ils ont leurs sociétés de sondages, rodées, fiables et rompues à cet exercice depuis de nombreuses années déjà. Serait-elle moins onéreuse ? J'en doute... ça se saurait vite et ODOXA aurait déjà eu quelques critiques dans ce cas. Aurait-elle un passe droit quelconque ? Plus plausible déjà, mais dans ce cas en échange de quoi ? Et les sondages, si avantageux dans un sens bien défini, prendraient alors tout leur sens !

Alors, où cela me mène t-il ? Très simplement à un questionnement: nous voyons tous avec quelle dextérité la Justice s'est accaparée du dossier sur les sondages commandités par l'ex UMP à la société de Patrick Buisson. Alors, avec tout autant de discernement, est-il possible que tous ces sondages, arrivant à point nommé, ne soit pas l'oeuvre du PS (en sous marin)...ou de bien plus haut, pour redorer le blason bien terne d'un président qui n'en a jamais eu l'étoffe ?! Je parierais fortement là-dessus."

ACTUALITE EN TITRES

En famille. La majorité des travailleurs rejettent l'ensemble des partis institutionnels.

- Pour les Français, aucun parti politique ne comprend les problèmes du pays - L'Express.fr

Dans une étude réalisée par BVA, publiée ce dimanche, les Français estiment qu'aucun des partis politiques ne comprend les problèmes du pays. Les formations de gauche récoltent les plus mauvais scores.

Les partis politiques ne comprennent pas "les problèmes" de la France, selon un sondage BVA pour Orange et iTélé publié dimanche. Quand on demande aux Français: "Estimez-vous que ce parti comprend bien les problèmes qui se posent en France?", en désignant huit partis politiques (UDI, MoDem, Les Républicains, FN, PS, PG, EELV et PCF), une majorité de sondés -entre 49% et 76%- répond: "non plutôt pas".

C'est l'UDI (Union des démocrates et indépendants) qui remporte le meilleur score (46% de "oui plutôt"), devant le MoDem (38%), le podium est complété par Les Républicains (ex-UMP) (36%). Le FN arrive en quatrième position avec 33%.

A ce petit jeu du classement, les partis de gauche sont les grands perdants puisqu'ils se trouvent tous derrière. Le PS s'en sort le mieux (26%), suivi par le PG (25%), EELV (22%), PCF (19%). L'Express.fr 07.06

En complément.

- Les Français ont une mauvaise image du PS, selon un sondage - Francetv info

Alors que le PS est en plein congrès à Poitiers, l'image du Parti socialiste demeure négative aux yeux des Français, selon un sondage Ifop publié dimanche 7 juin dans Dimanche Ouest-France. Trois Français sur quatre considèrent que le PS est éloigné de leurs préoccupations. Par ailleurs, ils ne sont que 24% à penser que ce parti possède un projet pour la France et 23% à juger que le PS est constitué de dirigeants de qualité. Francetv info 07.06

Contorsionnisme.

Peut-il être autre chose ?

- Alors, de droite le PS ? Pas tout à fait selon les militants - Public Sénat

Comment pourraient-ils estimer que le PS serait de droite tout en clamant qu'ils se sont de gauche, un peu de sérieux...

... La preuve que non :

- Matthias Fekl : «Le social-libéralisme condamne la gauche» - Liberation.fr

... Il faut l'assumer...

- Congrès PS: «Etre militant socialiste de nos jours, c'est très dur» - 20minutes.fr

Il est vrai qu'il faut avoir subi un profond lavage de cerveau ou être une ordure pour militer pour plus de régression sociale, plus d'inégalités, plus d'injustices, toujours moins de démocratie et plus de guerres au nom du socialisme.

...ils vont encore avoir l'occasion de le démontrer prochainement...

- "Nous devons continuer à réformer. Il n'y aura pas de pause" (Manuel Valls) - La Tribune

- Loi Macron: Valls n'exclut pas le recours au 49-3 - AFP

... Ils sont les champions de la prostitution...

- Congrès du PS: des délégués circonspects et soucieux de réalisme - AFP

- Christian Paul: le PS "ne doit pas s'endormir, s'enfermer, s'enliser" - AFP

- Au congrès du PS à Poitiers, une ambiance si "apaisée" qu'on s'ennuierait presque - Francetv info

...Ils ont même eu droit à un divertissement...

- Montebourg pollue l'unité affichée par le PS - Francetv info

[Acharnement des "vautours".](#)

- Pour l'Argentine, la dette due aux fonds "vautours" s'alourdit - AFP

L'Argentine, qui a renégoié sa dette avec 93% de ses créanciers privés, a enregistré vendredi un nouveau revers devant la justice américaine, qui a porté à près de 7 milliards de dollars son obligation de remboursement aux fonds "vautours". AFP 07.06

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Sommet du G-7

- Obama et Merkel s'accordent sur le maintien des sanctions contre Moscou - french.irib.ir

Le Président américain, Barack Obama, et la Chancelière allemande, Angela Merkel, ont estimé, dimanche, en Bavière, que les sanctions contre la Russie devaient être maintenues. Dès son arrivée en Allemagne, dimanche matin, où il doit assister au Sommet du G-7, Obama avait, une nouvelle fois, insisté sur le maintien des sanctions anti-russes.

La Maison Blanche a annoncé, dans un communiqué, que Barack Obama et Angela Merkel avaient convenu, lors de cette rencontre, de maintenir la pression sur la Russie, pour qu'elle change de position vis-à-vis de l'Ukraine. french.irib.ir 07.05

En complément.

- Ash Carter souhaite d'autres mesures contre Moscou sur l'Ukraine - Reuters

2- Turquie

- En Turquie, Erdogan voit son rêve de sultanat lui échapper - Le Monde.fr

Les législatives du 7 juin en Turquie sont un sérieux revers pour le parti de la Justice et du développement (AKP, islamo-

conservateur) qui, pour la première fois depuis 2002, perd la majorité absolue au Parlement. Avec 40 % des suffrages, soit 254 députés sur 550, l'AKP reste le premier parti politique du pays mais sa défaite est cinglante.

Pour la première fois en treize ans, les islamo-conservateurs vont être contraints de former un gouvernement de coalition.

Le tableau des résultats par région montre combien la désaffection est grande, en premier lieu dans les régions kurdophones de l'Est et du Sud Est, mais aussi sur toutes les côtes (Marmara, Méditerranée, Egée) où le vote en faveur de l'AKP a reculé par rapport aux législatives de 2011.

Avant tout, il s'agit d'un revers pour M. Erdogan qui se voyait déjà en hyperprésident. En mettant son projet de « sultanat » au centre des législatives, il en a fait un référendum sur sa personne. La réponse de l'électorat est sans appel. Il imaginait avoir 400 députés de l'AKP au Parlement ? Il ne les a pas. Il rêvait de modifier la Constitution pour renforcer son pouvoir ? Il ne le pourra pas. Non seulement, son projet de super-présidence est mort-né mais son étoile a considérablement pâli.

En se jetant à corps perdu dans la campagne — en dépit de la neutralité due à la fonction présidentielle — en polarisant la société dans ses discours (laïcs contre religieux, sunnites contre alevites, Kurdes contre Turcs) M. Erdogan a perdu l'adhésion d'une bonne partie de son électorat. On est loin du Tayyip de 2002, qui captait l'attention des foules en parlant de pluralisme, de liberté et de réformes. En 2015, les mots « complot » « terrorisme » et « structure parallèle » sont au centre de chacun de ses discours.

Son autoritarisme est sans limites. La presse, la justice, la police ont été placés sous son étroit contrôle. Engagé, depuis décembre 2013, dans une vaste purge contre la confrérie de son ancien mentor, l'imam Fethullah Gülen exilé aux Etats-Unis, il a fait muter, destituer ou arrêter policiers, juges et procureurs.

Un journaliste émet une critique ? Il est brimé, au mieux licencié, au pire accusé de « terrorisme » ou de « complot contre l'Etat ». Une vidéo qui ne lui plaît pas court sur You Tube ou Twitter ? Il les fait bloquer. Ses opposants sont des « traîtres » et M. Demirtas, le chef du parti démocratique du peuple (HDP), qui lui a fait de l'ombre pendant toute la campagne, est un « athée ».

Et si 88 % des électeurs se sont déplacés pour aller voter, ça n'était pas tant pour élire leurs députés que pour dire non aux visées autocratiques du chef historique de l'AKP. Mission accomplie, puisqu'il n'a pas d'autre perspective que de retourner à son rôle de président sans grands pouvoirs, comme le stipule l'actuelle Constitution.

« C'est le triomphe de la paix sur la guerre, de la modestie sur l'arrogance, de la responsabilité sur l'irresponsabilité », a déclaré Sirri Süreyya Önder, député du HDP, dès l'annonce des résultats, dimanche soir. En remportant 13 % des voix, la petite formation kurde de gauche a brisé net le rêve du chef historique de l'AKP. Tout s'est joué sur ces voix-là.

En Turquie, le seuil nécessaire pour qu'un parti soit représenté au Parlement est de 10 %. Le pari était risqué pour le HDP car en cas d'échec, il aurait favorisé son adversaire, ses voix étant automatiquement portées au crédit de l'AKP, selon le système proportionnel en vigueur.

L'entrée d'un parti pro-kurde au Parlement marque un tournant dans l'histoire du pays. Elle a été possible grâce à Selahattin Demirtas, un avocat charismatique de 42 ans, qui l'a habilement conduit à la victoire. Sous l'impulsion de cet ancien militant des droits de l'Homme, né dans une famille kurde modeste de Elazig (est du pays), le HDP a estompé son aspect pro-kurde, prenant ses distances avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) pour élargir sa base aux déçus du « tayyipisme ».

Bon tribun, doté d'un solide sens de l'humour, M. Demirtas, qui avoue « repasser ses chemises », s'est imposé comme le porte-parole d'une autre Turquie, celle des minorités ethniques et religieuses, des femmes, des homosexuels, des écologistes. Sa victoire est aussi un puissant message à l'adresse du PKK, indiquant qu'il est temps de penser aux élections et d'oublier les armes. Le Monde.fr 07.06

3- Allemagne

- Percée de Pegida lors des municipales à Dresde - LeMonde.fr

Le mouvement anti-islam Pegida a remporté près de 10 % des suffrages dimanche 7 juin pour sa première participation à une élection en Allemagne

Selon les résultats officiels provisoires, la candidate de Pegida, Tatjana Festerling, a récolté 9,6 % des votes lors des municipales dans son berceau de Dresde. Elle n'arrive qu'en quatrième position mais signe néanmoins une percée : le seul sondage rendu public, réalisé par l'Université technique de Dresde, ne lui accordait que 1 à 2 % des voix.

Le meilleur score a été signé par Eva-Maria Stange, candidate unique des sociaux-démocrates (SPD), des Verts et de la gauche radicale Die Linke, qui a récolté 36 % des suffrages. Aucun des candidats n'ayant toutefois réuni la majorité absolue, les électeurs voteront le 5 juillet lors d'un deuxième tour. LeMonde.fr 07.06

4- Grande-Bretagne

- "La Grande-Bretagne, prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis" (Hammond) - french.irib.ir

«La Grande-Bretagne est prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis», a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères, simultanément à la recrudescence de la tension entre la Russie et l'Occident. Selon l'"Independent", le ministre britannique des Affaires étrangères, Philip Hammond, a déclaré que la Grande-Bretagne était prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis, simultanément à la recrudescence des tensions entre l'Occident et la Russie. Interviewé par la chaîne BBC, Philip Hammond a mis en garde contre l'escalade des agissements préoccupants de l'armée russe, disant que Londres allait examiner le déploiement des missiles de croisière, à moyenne portée, des Etats-Unis, sur le sol britannique.

«Aucun signe manifeste n'a, encore, été vu, montrant la volonté de la Russie d'attaquer l'Ukraine, mais il semblerait que Vladimir Poutine envisage toutes les options. Nous voulons faire en sorte que la Russie comprenne que nous ne permettrons à personne de transgresser nos lignes rouges», a souligné Philip Hammond. En cas de l'adoption d'une telle décision, inouïe, depuis l'époque de la guerre froide, en Europe, Londres et Washington coopéreront, ensemble, pour le déploiement des missiles de croisière. «La Russie se sent encerclée et elle se trouve sur la défensive. Tout acte provocateur pourrait aboutir à l'intensification de la crise. Il faut, d'abord, évaluer toutes les dimensions, leurs mérites et leurs faiblesses», a-t-il ajouté. french.irib.ir 07.05

5- Arabie saoudite.

5.1- Arabie: les princes qui s'enfuient. - french.irib.ir

Une autorité au bureau royal de l'Arabie saoudite a fait part de la fuite à l'étranger de plusieurs princes saoudiens. Par crainte de la survenance de conflits sanglants entre les membres de la famille royale en raison du règlement de compte personnel, plusieurs princes saoudiens ont quitté l'Arabie à destination des pays occidentaux notamment la France, la Grande Bretagne et le Maroc, a annoncé, vendredi, une autorité au bureau royal de l'Arabie saoudite, cité par l'agence de presse libanais al-Khabar.

Ces princes saoudiens s'abstiennent fait allégeance à Malek Salman, le roi souffrant saoudien et atteinte d'Alzheimer, a indiqué cette autorité saoudienne. french.irib.ir 06.05

5.2- Arabie: le pétrolier Aramco, frappé. - french.irib.ir

Les installations du géant pétrolier saoudien ont été prises pour cible de cinq missiles tirés par les forces yéménites. C'est la seconde fois que Aramco est pris pour cible. L'artillerie yéménite a pilonné les positions saoudiennes, dans le Sud de Zahran. Pour la première fois, depuis le début de l'attaque, les forces yéménites ont tiré des missiles "Scud" contre une base aérienne saoudienne très importante, dans le Sud. french.irib.ir 07.05

6- Irak

6.1- L'Irak repousse des avions de chasse saoudiens - french.irib.ir

Le Chef de la Commission de la sécurité et de la défense, au parlement irakien, Hakem Zamili, a révélé, vendredi, que les batteries de défense aérienne, en Irak, ont sommé, mardi dernier, des avions de chasse saoudiens, à se retirer de l'espace aérien, alors qu'ils survolaient la région de Nakhib, au Sud-Est d'Al-Anbar. "Le lendemain, cette ville a été bombardée aux roquettes Katioucha et aux obus de mortier", a-t-il, encore, indiqué à l'agence de presse turque, Anatolie, soulignant que son pays a réclamé des clarifications, de la part de l'Arabie saoudite et de la coalition internationale, sur les raisons de survol des avions saoudiens d'une région qui ne connaît pas d'opérations militaires. Et de poursuivre: "L'identité des avions a été identifiée par la défense aérienne irakienne, et la partie saoudienne, ainsi que la coalition internationale, ont présenté des excuses, pour le survol de cette région. Sachant que le gouvernement irakien déposera un mémorandum de protestation contre l'Arabie saoudite et la coalition internationale, pour ce survol".

Auparavant, Zamili a accusé des pilotes saoudiens, qataris et bahreïnais de fournir des renseignements directs au groupe terroriste takfiriste Daesh, sur les pièces militaires irakiennes. Bombardement d'un repaire de Daesh. Au sujet des exploits enregistrés contre Daesh, le ministère irakien de la Défense a assuré avoir bombardé un repaire de Daesh, à NadhimTaqsim, à l'Ouest de l'Irak, et avoir mené 50 raids contre les positions terroristes, qui ont subi de lourdes pertes, dans leurs rangs. Dans un communiqué, vendredi, le ministère a indiqué que "l'aviation irakienne et sur la base de renseignements sûrs, a mené un raid (...) provoquant la mort de plusieurs miliciens de Daesh, et la destruction d'armes et d'équipements militaires". french.irib.ir 06.05

6.2- Irak : Paris contre le Hezbollah. - french.irib.ir

Lors de la conférence de la coalition anti-Daesh à Paris, le gouvernement français a demandé la libération des prisonniers takfiris et baathistes, ainsi que la dissolution des forces populaires irakiennes qui se battent contre les terroristes. Le site d'information Al-Manar a publié une analyse sur la tenue de la conférence de la coalition internationale anti-Daesh qui a eu lieu le mardi 2 juin à Paris. Cette conférence, codirigée par le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius et le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, a réuni les ministres des Affaires étrangères de 24 pays ainsi que les représentants des organisations internationales.

Des sources françaises ont déclaré au journaliste du site Al-Manar que lors des réunions à huis clos, des choses ont été dites qui allaient diamétralement à l'encontre des propos de Laurent Fabius et du vice-ministre américain des Affaires étrangères devant les journalistes, au cours des conférences de presse.

En outre, des sources françaises font état de l'existence des contradictions très importantes entre les prises de positions de Paris et de Washington en ce qui concerne la situation actuelle de la Syrie et de l'Irak. La délégation américaine confirmait de manière évidente la position du gouvernement central de Bagdad, tout en estimant que Bagdad aurait commis « quelques erreurs » (par exemple dans le choix du nom de l'opération de la libération de Ramadi), et essaient manifestement ne pas mettre en doute les détails des opérations des Irakiens pour lutter contre les terroristes. Par contre, la délégation française qui suivait clairement les ordres reçus de la part des pays arabes du sud du golfe Persique, insistait obstinément sur le renversement du gouvernement du président Bachar al-Assad en Syrie et critiquait les moindres détails des plans de Bagdad pour lutter contre les terroristes en Irak.

Les sources françaises ont dit au journaliste du site Al-Manar que la France a proposé plusieurs points lors de la conférence de Paris :

- 1- L'application des formes au niveau de la structure du pouvoir politique en Irak, de sorte que plus de pouvoir et prérogatives soient donnés à la communauté sunnite irakienne en matière de la défense et de la sécurité.
- 2- L'accélération du processus de la création d'un Conseil national irakien avec la participation des tribus sunnites de la province d'al-Anbar.
- 3- L'annulation de la loi de débathification en Irak.
- 4- La libération des officiers de l'ancien parti Baath de Saddam Hussein et leur adhésion à l'armée irakienne.
- 5- L'application de l'amnistie générale que le gouvernement de Bagdad avait promise antérieurement.
- 6- La dissolution des comités de défense populaire en Irak.

Selon des sources françaises qui ont assisté aux réunions de la conférence de Paris, le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi s'est mis en colère après avoir appris les propositions du gouvernement français, et a défendu directement les activités des comités populaires. Il a souligné que les comités populaires n'ont pas le statut de milices, mais qu'ils font partie des forces armées du pays, reconnus officiellement par Bagdad.

Cependant lorsque le Premier ministre irakien a participé à une conférence de presse à Paris, il a eu un ton moins vif, car les Américains lui avaient demandé de ne pas contredire frontalement les propos du ministre français des Affaires étrangères et du vice-ministre américain des Affaires étrangères lors de leur conférence de presse commune.

Au cours de sa conférence de presse, Haïdar al-Abadi a déclaré que la lutte de la coalition anti-Daesh était plutôt une guerre verbale, car les pays membres de cette coalition n'ont pas vraiment pris des mesures efficaces pour se battre contre les terroristes de Daesh.

Il a ajouté que les pays occidentaux ne vendent pas d'armes aux Irakiens et les interdisent aussi d'en acheter aux autres pays, sous prétextes des sanctions qu'ils ont imposées à la Russie. Il a rappelé que l'Irak a payé le prix des contrats d'armements à la Russie, mais n'a pas pu encore recevoir les armes en raison des sanctions antirusse. Il a ajouté que le même problème existe en ce qui concerne la livraison d'armes iraniens au gouvernement irakien. L'Iran est prêt à livrer des armes et des équipements militaires aux Irakiens, mais l'Occident empêche l'Irak d'acheter des armes à son voisin iranien. french.irib.ir 06.05

7- Palestine occupée

7.1- La lutte anti-Daech, nouveau prétexte des sionistes pour attaquer Gaza - french.irib.ir

Le régime sioniste a installé son système balistique "Dôme de fer" dans le sud des territoires occupés après qu'un groupe salafiste dit « Omar Hadid » a tiré des roquettes vers les territoires occupés. Selon l'agence de presse Fars, les chasseurs du régime sioniste ont pris pour cible les bases du Hamas dans la bande de Gaza bien qu'un groupe salafiste pro-Daech, dit « Omar Hadid », ait revendiqué le tir des roquettes vers les territoires occupés depuis Gaza. Dans le même temps, le régime sioniste a installé deux systèmes balistiques "Dôme de fer" dans le sud des territoires occupés.

Selon le journal "Times Israël", l'un des systèmes a été déployé près du port Ashdoud et l'autre près de la ville de Netivot. Selon la chaîne 10 de la télévision israélienne, un autre système a été de même installé près de la ville d'Ashkelon. L'installation de ces deux systèmes balistiques a suivi l'attaque des chasseurs de l'aviation israélienne contre les bases du Hamas à Gaza. Il paraît que le régime sioniste entendait riposter à une attaque aux roquettes du groupe Omar Hadid qui voulait venger le meurtre de l'un de ses membres par le Hamas.

Les sources militaires israéliennes se disent préoccupées quant à la répétition de cet événement. Selon les mêmes sources, il se peut que le groupe pro-Daech "Omar Hadid" prenne, de nouveau, pour cible les territoires occupés en raison de ses divergences avec le Hamas.

La chaîne 10 de la télévision israélienne citant une source militaire a rapporté : « Le Hamas tente d'empêcher le tir des roquettes vers Israël ».

En outre, les évaluations du ministère israélien de la Guerre montrent que le Hamas ne veut pas passer en guerre. Les chasseurs de l'aviation israélienne ont attaqué, jeudi à tôt dans la matinée, des bases de la Résistance dans la bande de Gaza. D'abord, les chasseurs F16 ont tiré des roquettes vers la base Al-Khiyala, appartenant aux brigades de Qassam, branche militaire du Hamas. Cette base se situe dans la localité d'Al-Maqoussa, dans le nord-ouest de la bande de Gaza. La deuxième frappe a visé la base Abou Jarad, située dans le centre de la bande de Gaza et la troisième une base de formation militaire, baptisée Saraya Al-Qods, appartenant à la branche militaire du Mouvement du Jihad Islamique de la Palestine. Cette base se situe dans la localité de Hataïne, située dans l'Ouest de Khan Younes. french.irib.ir 06.05

7.2- Les Sionistes ont massacré 980 enfants et adolescents palestiniens - french.irib.ir

Le centre médiatique palestinien a annoncé que les forces de sécurité du régime sioniste avaient massacré, lors de trois opérations agressives contre la bande de Gaza, pas moins de 980 enfants palestiniens, de moins de 18 ans. Selon l'IRNA, le régime sioniste a utilisé, lors de ses offensives, des milliers d'enfants blessés et handicapés, comme des boucliers humains.

L'entité sioniste a violé, à plusieurs reprises, toutes les lois internationales sur les droits de l'enfant, le traité 1989 sur les droits de l'enfant, la charte internationale des droits de l'Homme, adoptée en 1948, ainsi que le traité 1949 de Genève. Le mouvement mondial pour la défense des droits de l'enfant a annoncé, à la « Journée internationale des enfants, victimes de la violence et de la guerre », que 2014 a été l'année la plus sanglante et la plus difficile, pour les enfants palestiniens, avec plus de 530 tués. « En vertu de l'article 9 du Traité de Rome, les effets de l'agression et des violences des forces du régime sioniste sur le psychique des enfants et leur peur provoqué par le bruit des tirs d'obus, leur arrestation, par les forces de sécurité, et l'imposition de punitions collectives aux Palestiniens de Gaza, depuis ces neuf dernières années, sont des manifestations flagrantes du génocide du peuple palestinien », a dit cette institution internationale. french.irib.ir 06.05

8- Syrie.

- Idleb: les Nosratistes, décimés. - french.irib.ir

Dans la banlieue d'Idleb, la source militaire a souligné l'élimination de dizaines de terroristes du "Front Al-Nosra" et la destruction de leurs 5 véhicules, dotés de mitrailleuses lourdes, dans une série de raids, qui ont visé leurs rassemblements, à Sanqarah, à Eynata, à Ma'atram, à Kafar Chalaya, à Bsanqoul et à Mhanbal.

La source a affirmé à SANA que des unités de l'armée avaient éliminé et blessé des terroristes de "Daesh", à la périphérie de l'Académie aérienne, et détruit des caches et des véhicules des réseaux terroristes armés, à Andan, Hayyan, Abtine et Mansoura, dans la banlieue d'Alep. Toujours, dans la banlieue d'Alep, l'armée a éliminé et blessé des terroristes entre les deux localités de Byanoun et Hayyan et dans les deux villages d'Azzan et Ebtine, dans la banlieue-Sud d'Alep. french.irib.ir 06.05

9- Yémen.

9.1- Yémen: La coalition intensifie ses raids sur Sanaa, faisant 45 morts - 20minutes.fr

La coalition arabe sous commandement saoudien a intensifié ses raids dimanche au Yémen, visant un QG militaire aux mains des rebelles dans la capitale Sanaa en faisant au moins 45 morts, malgré l'approche de pourparlers de paix le 14 juin. Parmi les

morts figurent 20 civils, victimes d'explosions collatérales.

Des accrochages ont par ailleurs eu lieu dimanche à la frontière saoudo-yéménite où l'armée saoudienne a convoyé des renforts en hommes et en armements, dont des chars, a rapporté la télévision satellitaire Al-Arabiya, qui a diffusé des images montrant des colonnes de véhicules militaires transportant du matériel lourd et convergeant vers le sud du royaume. 20minutes.fr 07.06

9.2- Yémen : cinq chasseurs saoudiens abattus, de nombreux soldats capturés - french.trib.ir

Le porte-parole officiel de l'armée yéménite a annoncé que cinq avions de combat saoudiens ont été abattus et que de nombreux soldats de l'armée saoudienne ont été capturés par les forces yéménites lors des affrontements frontaliers. Selon des informations parvenues du Yémen, l'armée et les forces des comités populaires ont détruit plusieurs bases militaires de l'Arabie saoudite près de la frontière.

Le colonel Sharaf Luqman, porte-parole de l'armée a déclaré aux journalistes que la raison principale de la décision de l'armée de dissimuler ses missiles Sam, était la trahison du président démissionnaire Abd Rabbo Mansour Hadi qui a transmis les informations des sites de lancement de ces missiles aux forces militaires saoudiennes. Le colonel Luqman a annoncé que les forces yéménites ont abattu cinq chasseurs de l'armée saoudienne. french.trib.ir 06.05

9.3- Mansour Hadi, assigné à résidence, en Arabie - french.trib.ir

Certains proches du Président démissionnaire et fugitif du Yémen, Abd Rabbo Mansour Hadi, annoncent son assignation à résidence, à Riyad, par les responsables saoudiens.

Selon l'agence de presse Fars, certains proches de Mansour Hadi ont annoncé que ce dernier était assigné à résidence, dans la capitale de l'Arabie saoudite, Riyad, et que les autorités saoudiennes ne lui permettaient pas de se déplacer, à New York, pour y être soigné.

L'Association de paix, dans la province d'Abyne, a annoncé, dans un communiqué, que les proches du Président démissionnaire Mansour Hadi avaient fait état de son assignation à résidence, à Riyad. «Après la diffusion de cette nouvelle, nous avons mené une enquête et nous nous sommes assurés son authenticité. Mansour Hadi est assigné à résidence, et ce sont le ministère de la Défense, le service du renseignement saoudien et la commission spéciale du Yémen, au Conseil des ministres saoudiens, qui ont ordonné cette assignation à résidence», peut-on lire, dans ce communiqué. french.trib.ir 06.05

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juin 2015

CAUSERIE

Et dire que l'immense majorité de la population accepte de vivre dans un monde aussi détestable, qu'elle est incapable d'imaginer ou de concevoir qu'il serait possible de vivre autrement, alors que les conditions objectives sont réunies pour le permettre. Reste manifestement que les conditions subjectives ne sont pas mûres, c'est le moins qu'on puisse dire.

A propos de notre portail.

Quand dans un article vous trouvez "l'air de rien il n'y a pas d'ombre", c'est que le webmaster avait bloqué la touche majuscule de son clavier où se trouve l'apostrophe et le point d'interrogation, je corrige ces erreurs tous les jours mais je dois en laisser passer.

Je corrige aussi certaines erreurs de ponctuation ou fautes d'orthographe du portail iranien (french.trib.ir), et souvent je suis obligé de créer les paragraphes car ils ont oublié de le faire !

Quant aux commentaires des internautes, j'effectue les mêmes corrections par dizaines tous les jours.

Tout cela pour que le niveau d'orthographe de nos lecteurs ne se détériore pas, cela dit je fais moi-même des fautes que je laisse parce que je me relis trop rapidement ou pas du tout parfois. Entre le riz qui cuit à surveiller, la machine à laver à vider et le linge à étendre, etc. il arrive qu'on ne sache plus très bien où on en était resté !

Vous n'en avez peut-être pas conscience, mais je réalise l'actualisation quasi quotidienne de notre portail en tension permanente,

je parle au niveau du temps. J'enchaîne les infos, je sélectionne les passages à reproduire, il faut trouver les titres et rédiger les commentaires spontanément dans la foulée sans le moindre répit, et quand tout est terminé je pose les balises html qui servent à formater le texte et les paragraphes. A l'arrivée je suis complètement lessivé, vidé, exténué, mais la journée n'est pas terminée, ensuite j'enchaîne avec les tâches ménagères jusqu'à l'heure du dîner où enfin je peux me poser. Après je me tape encore 30 à 45 minutes de boulot consistant à télécharger les infos du Moyen-Orient et les articles de différents portails. C'est seulement sur le coup de 21h30 ou 21h45 que je suis enfin libéré de cette corvée. Il me reste entre 30 et 45 minutes quotidiennement de temps libre avant l'extinction des feux. C'est pire que d'être permanent dans un parti ! Et en prime cela rapporte que dal !

Toujours dans la bonne humeur, sans idéal c'est impossible !

Pire, j'y suis de mon argent. La preuve, j'ai encore fait une connerie qui m'a coûté 500 roupies. Je n'ai pas pris le temps de me pencher sur ma machine à laver qui était tombée en panne avant-hier, j'y avais jeté un coup d'oeil, j'avais fait le diagnostic que c'était le condensateur du moteur qui avait claqué. Bingo, un technicien est passé cet après-midi et l'a confirmé, ou non, en fait c'était un fil reliant le condensateur au moteur qui était coupé et je ne l'avais pas vu parce que je n'avais pas pris la peine de le démonter. Quel con je me suis dit, tu parles d'un ex-technicien ! En réalité je passe mon temps à cavalier, je me concentre uniquement sur mon activité politique et je néglige tout le reste. Résultat, vous me devez 500 roupies, au taux de change actuel cela doit faire 6,50 euros ! Au fait, même quand je suis sur la moto ou que je fais mes courses je suis en train de penser à une question politique, c'est l'avantage de mon mode de vie qui me le permet.

Vous voulez un autre exemple. Juste pour se détendre avant le début des hostilités, en est en guerre souvenez-vous.

L'autre jour je suis allé acheter un cadre pour placer la photo de mon ex-chien Yvan mort le 3 décembre 2014. Depuis je n'avais jamais trouvé le temps de m'en occuper, comme quoi je ne vous raconte pas de blagues. La croix et la bannière pour trouver à Pondichéry ce foutu cadre à un prix abordable. Je fais plusieurs magasins en vain. Il faut savoir qu'il est impossible de trouver un cadre vide, sans photo, ou alors il faut donner ses mesures, le commander et repasser le chercher, bref la galère, je n'ai pas de temps à perdre avec ce genre de trucs. Enfin on m'en indique un, j'y vais, le prix est convenable, je l'achète. Dedans il y avait bien sûr une photo représentant une nature morte, des fleurs. De retour chez moi je démonte l'arrière du cadre, je retire cette photo et là je m'aperçois qu'il n'y avait pas de glace (en option!), la photo était plastifiée et j'ai confondu le plastique avec une glace ! Quel con me suis-je dit ! Bref, mon pépère figure bien dans son cadre mais sans glace (avec la chaleur qu'il fait, par pitié pour lui je l'ai placé à côté du frigidaire en attendant!), il devra peut-être attendre juin 2016 pour en avoir une, qui sait ! J'enverrai la facture à mes généreux lecteurs qui auront eu le temps d'économiser cette somme faramineuse, j'extrapole.

Et puis comme quoi il n'y a pas que Selvi (ma compagne) qui fait des conneries, elle c'est habituellement une par jour, en moyenne, mais c'est naturel chez elle, donc je ne peux rien dire, ce qui n'est pas mon cas, parce que je n'ai pas toute ma tête ou finalement je l'imite. Sans déconner, c'est à croire que si j'arrêtais le militantisme je régresserais et je me retrouverais au niveau de Selvi. Impossible car là je retrouverais toute ma tête, ah ben oui que je suis con, c'est bien sûr, d'ailleurs j'ai prouvé qu'après avoir cessé de militer pendant 20 ans je ne l'avais jamais réellement perdue, c'est rassurant, n'est-ce pas ?

On pourrait épiloguer en ajoutant, qu'en réalité et non pas par esprit de contradiction, j'ai emprunté le chemin inverse de nombreux militants qui ont abandonné le combat, c'est dommage, pour eux bien sûr, pas pour moi qui me porte très bien aujourd'hui, d'ailleurs j'invite ceux qui sont dans ce cas-là à suivre mon exemple. Entre nous, vaut mieux encore crever avec un idéal inaccompli que sans idéal du tout. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que c'est le meilleur moyen de le transmettre pour qu'il se réalise un jour !

Il y en a qui vont peut-être dire que ce genre de causerie tient du bavardage du café du commerce, ce serait ignorer le message politique qu'elle contient et plus encore.

[Trois réponse à trois courriels envoyés hier.](#)

1- Bonjour,

Tom Thomas est un vieux militant, aujourd'hui retraité de la ville de Paris où il travaillait dans l'urbanisme, vous trouverez ci-dessous un descriptif de son parcours et de sa démarche.

Bonne continuation et bravo pour vos efforts!

Nous voilà avancé !

2- Bonjour,

Il (Daniel Audoux - ndlr) a dû être au PCI, il est docteur en science politique.....mais j'ai déjà vu Marxisme, Trotskysme avec

des majuscules, notamment dans la revue " la Vérité".

E.

Dans mon courriel adressé à E. j'avais fait la remarque qu'écrire marxisme avec un M majuscule et inclure des doubles ponctuations (!!) dans un livre témoignait un manque de rigueur de l'auteur.

3- Bonjour,

Je suis un ex-militant du PCI, j'ai fait une thèse sur les organisations se réclamant du Trotskysme, thèse que j'ai actualisée pour faire cet ouvrage. Merci pour votre intérêt.

D.Audoux.

On est bien avancé avec cela ! Comme quoi j'avais bien reconnu la rhétorique avec laquelle j'ai rompu. Je ne sais pas si je vais le relancer pour en savoir plus ou si je laisse tomber, il faut dire que c'est plutôt décourageant, alors on se demande pourquoi il a publié cet ouvrage ?

[Le gouvernement français est al-qaïdiste. La preuve.](#)

Alors qu'il prétend tout faire pour empêcher des apprentis barbares de rejoindre la Syrie ou l'Irak.

Le 27 décembre 2013, B. alors âgé de 16 ans, contrôlé à l'aéroport de Nice avec sa pièce d'identité par la police de l'air et des frontières, l'adolescent, "mineur", a quitté le territoire français pour la Turquie notoirement connue pour être la porte d'entrée vers la Syrie, sans que la police s'en inquiète", déplore Me Samia Maktouf, avocate de la mère.

"La police a commis une faute grave et un manque de discernement s'agissant d'un mineur, non accompagné, qui se rendait avec un aller simple en Turquie sans bagage", estime l'avocate. (source : AFP 08.06)

Mineur non accompagné avec un aller simple pour la Turquie et sans bagage, il présentait le profil idéal d'un candidat de Daesh, non ? Sa mère a porté plainte contre le gouvernement et Cazeneuve a déjà répondu non... Normal.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[En famille. Le sionisme est une grande entreprise.](#)

- "Le boycott d'Israël est inadmissible", dénonce Nicolas Sarkozy - Francetv info

- Polémique avec Israël: le PDG d'Orange se dit "radicalement opposé à l'idée même d'un boycott" - AFP

[Ces Etats exemplaires en matière de démocratie... et si corrompus en réalité.](#)

- Fifa : l'Allemagne soupçonnée d'avoir livré des lance-roquettes à l'Arabie saoudite pour obtenir le Mondial 2006 - Francetv info

Berlin aurait emporté le vote pour l'organisation de la Coupe du monde grâce à des livraisons d'armes à Riyad et d'importants investissements en Thaïlande et en Corée du Sud. Francetv info 08.06

[Vaudeville institutionnel](#)

- Hollande vole au secours de Valls après son escapade footballistique à Berlin - L'Express.fr

- Primaire des Républicains: Pourquoi la répartition des bureaux de vote fait débat - 20minutes.fr

- A l'Assemblée, les écolos se déchirent en groupe - Liberation.fr

- Alcool: le gouvernement fait barrage à une nouvelle tentative de miner la loi Evin - AFP

- Loi Macron: nouveau psychodrame en vue à l'Assemblée? - L'Express.fr

[Comme un air de fin de régime en putréfaction.](#)

- Rassemblement contre le projet de loi renseignement, avant le vote au Sénat- AFP

- L'évacuation musclée d'un camp de migrants à Paris - Francetv info

- Encore un enfant rom mort dans un incendie près de Lille - Liberation.fr

- Autoroute Roissy-Paris: suspension de la voie réservée aux bus et taxis - AFP

- Les chauffeurs de taxi manifestent à Marseille et Nantes contre l'arrivée d'UberPOP- Francetv info

- Travail au noir au réacteur EPR: la justice tranche mardi - AFP

- Retraites: Vers une baisse du niveau de vie des retraités par rapport à l'ensemble de la population - 20minutes.fr

- L'assouplissement des seuils sociaux annoncé - Francetv info

Outre le plafonnement des indemnités aux prud'hommes, les seuils sociaux devraient être la seconde mesure annoncée mardi 9 juin par le gouvernement, selon Les Échos. Francetv info 08.06

[Pas contre les barbares, et pour cause ils en font partie !](#)

- Syrie: Une conférence pour tenter d'unifier l'opposition à Bachar al-Assad - 20minutes.fr

[Confirmation. Nous l'avions annoncé il y a environ un an.](#)

- Liberté conditionnelle pour Oscar Pistorius en août - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[Psychodrame entre banquiers.](#)

- Le gouvernement conduit-il la France au désastre ? - Francetv info

Francetv info Thierry Pech, directeur de Terra Nova et Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes sont invités sur le plateau du Grand Soir 3 pour réagir à la tribune d'Arnaud Francetv info

"Le diagnostic d'Arnaud Montebourg et Matthieu Pigasse repose sur une critique de l'austérité. 'Est ce qu'il y'a vraiment des politiques d'austérité en France ? Pas au point où on l'observe en Italie, en Grèce, en Espagne'", argumente Thierry Pech.

Pour Jean-Hervé Lorenzi, l'analyse faite par les deux hommes dans la tribune n'est "pas très sérieuse". Il montre à l'aide d'une courbe que les revenus bruts des ménages continuent à augmenter. Pour lui, si les résultats de la France sont faibles, c'est que le pays n'est "pas assez compétitif". "On est directement lié à la compétitivité de nos entreprises". Le directeur de Terra Nova estime de son côté que, "le climat de politique économique à l'intérieur de la zone euro est trop restrictif", il est en accord sur ce point avec la tribune parue. Francetv info 08.06

Traduction : En la libéralisant davantage ou en faisant jouer à fond la concurrence entre chaque travailleur au sein de l'UE... cela permettrait de réduire encore davantage le coût du travail ou d'augmenter "la compétitivité de nos entreprises" et leur profit, objectif partagé par le gouvernement et le tandem Montebourg-Pigasse, qui ne sont pas d'accord uniquement sur les moyens d'y parvenir.

En complément. Leur grotesque bouffon en rajoute.

- "Faut aller au bout, les gars !", lance Mélenchon à Montebourg et Pigasse - Francetv info

Pour rester poli on a franchement envie de s'exclamer parce que là cela dépasse les bornes de l'opportunisme : Quel abruti celui-là ! Vous préférez quel vendu ? Accusation exagérée, outrancière ? Vraiment. Vérifions-le immédiatement.

Matthieu Pigasse qui est-ce ? (source : wikipedia.org)

Ancien administrateur civil du ministère de l'Économie et des Finances, il est directeur général délégué de la banque Lazard en France et vice-président de Lazard en Europe, ainsi que propriétaire et président du magazine Les Inrockuptibles, et actionnaire du journal Le Monde et du Huffington Post.

- Membre du conseil d'administration des groupes Lucien Barrière et Derichebourg et de l'agence Relaxnews.

- Membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Jaurès, think tank du parti socialiste, ainsi que de la fondation pro-européenne EuropaNova.

- En 2007, il a fait partie des Gracques, « un groupe de réflexion et de pression » qui souhaite une rénovation de la gauche française autour de valeurs sociales-libérales.

- En décembre 2012, les Gracques publient dans le journal Le Point une analyse des premiers mois de la présidence de François Hollande. Ils notent une gravité et une urgence de la situation économique à laquelle ils trouvent différentes causes : « parce que le pays pâtit toujours du laxisme passé : celui des déficits permanents, de l'excessive fiscalité des entreprises – réduisant leurs marges, donc leur capacité à investir- et du surendettement. » Ils condamnent une « inertie des administrations (qui) a conduit à la paralysie » et recommandent une « réforme du secteur public » « plus nécessaire que jamais » (source : wikipedia.org)

La réaction sur toute la ligne, quoi ! A moins de ne pas savoir lire, cela arrive de plus en plus fréquemment dans nos rangs apparemment.

Alors, "*au bout*" de quoi doit-il aller le brave petit "*gars*" Pigasse, sinon sa logique néolibérale, hein dites-nous monsieur l'illusionniste ?

Après cela qui osera encore se demander si Mélenchon est de droite ou de gauche ? Et ne dites-pas que la question serait déplacée, il vient lui-même de nous fournir la réponse. Franchement, un peu de courage, soyez honnête, c'est ce dont nous avons le plus besoin de nos jours et qui fait tant défaut à nos dirigeants, vous ne trouvez pas ?

Ah ben oui que voulez-vous, la crise du capitalisme s'approfondit, la politique de ceux qui nous gouvernent se radicalise en conséquence pour y répondre, les discours de ceux qui les soutiennent aussi, toujours plus à droite, la réaction sur toute la ligne.

De quoi témoignent-ils ? Qu'il faut impérativement faire table rase du passé.

Qu'il n'existe pas de demi-mesures possible entre le capitalisme et le socialisme : Soit vous vous accordez du capitalisme et vous devenez de droite, réactionnaire ; soit vous rompez avec lui et vous rejoignez les rangs de la révolution socialiste mondiale, vous êtes de gauche, révolutionnaire. On peut retourner la question dans tous les sens pendant des jours, des mois ou des années, il n'existe pas d'autres alternatives. Voilà qui est difficile à admettre quand on tient son petit confort du régime en place, on en convient et ce n'est pas notre cas.

Le jour où la plupart des militants l'auront enfin compris, peut-être qu'il se trouvera des dirigeants pour reprendre le flambeau du socialisme, qui sait ? En attendant on se sent bien seul, mais pas découragé pour autant car on sait que des milliers de militants partagent déjà l'essentiel de nos idées, reste à trouver le moyen de lever les obstacles qui les empêchent aujourd'hui de se rassembler. C'est à cela que nous travaillons uniquement, inlassablement, avec acharnement et détermination. Dommage que vous ne nous aidiez pas à avancer dans cette voie...

[Jeunesse sacrifiée. Un régime sordide qu'il est urgent de renverser.](#)

- Cri d'alarme de l'Unicef sur les droits de l'enfant en France- AFP

Plus de 3 millions d'enfants, soit un sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté en France, 30.000 sont sans domicile, 9.000 habitent des bidonvilles et 140.000 décrochent de l'école chaque année, s'alarme l'Unicef dans un rapport publié mardi.

De 2008 à 2012, 440.000 enfants supplémentaires ont plongé avec leurs familles dans la pauvreté, avec une prise en compte de l'impact de la crise "dramatiquement insuffisante", selon cette analyse de l'Unicef France sur les moins de 18 ans, intitulée "Chaque enfant compte. Partout, tout le temps" et remise aux experts du Comité des droits de l'enfant, instance de l'ONU.

Beaucoup d'entre eux "cumulent les inégalités aux conséquences désastreuses pour leur avenir et celui de la société".

Michèle Barzach, présidente de l'Unicef France, le reconnaît : "Notre rapport est un cri d'alarme qui doit pousser les autorités à agir d'urgence et de manière plus efficiente pour chaque enfant".

L'Unicef France, qui vient d'être auditionné par le Comité des droits de l'enfant, met en lumière les zones d'ombre de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) en France, interpelle le gouvernement sur les progrès à réaliser et émet 36 recommandations concrètes.

"En dépit d'efforts considérables (...), la France échoue en partie à l'égard de l'enfance et de la jeunesse et ce sont les plus fragilisés par la pauvreté, l'exclusion sociale, les discriminations, mais aussi par cette période si particulière qu'est l'adolescence, qui en payent le plus lourd tribut", poursuit Mme Barzach dans ce rapport.

Le rapport dénonce notamment "la situation inacceptable des enfants migrants non accompagnés et/ou vivant en bidonvilles" au nombre de 8.000 à 10.000.

Privés de leurs droits fondamentaux, victimes de discriminations, ces mineurs isolés étrangers "comptent parmi les plus vulnérables". Cela conduit "à des situations indignes", alerte Mme Barzach, comme la traite des êtres humains.

Autre sujet de "forte inquiétude et de déception", la justice pénale des mineurs et l'abandon d'une réforme d'envergure.

Le glissement de la justice des mineurs vers celle des adultes opéré dans les années 2000 est en contradiction avec les principes de la CIDE et l'esprit de l'ordonnance de 1945, souligne le rapport. Les tribunaux correctionnels pour mineurs n'ont ainsi toujours pas été supprimés malgré les promesses gouvernementales.

L'Unicef France demande aussi qu'un seuil de responsabilité pénale soit fixé, à l'âge le plus élevé possible, sans exception prévue, et assorti d'un critère complémentaire de discernement. AFP 08.06

[Intox. Opération récupération - instrumentalisation - déstabilisation](#)

Grille de lecture.

- En famille toute réprimande demeure convenue, contenue... encore faut-il que tous ses membres jouent le jeu. Tous les Etats, monarchies et gouvernements du Golfe ont une existence artificielle ou sont soumis à la domination américaine (et de ses alliés sionistes ainsi qu'occidentaux). C'est la règle du jeu qu'il faut avoir en permanence à l'esprit, aucun de ces Etats ne peut prendre une décision politique importante sans en référer au préalable à Washington.

- Même leur gestion intérieure y est soumise. Et s'ils commettent une erreur, leurs parrains leur tapent sur les doigts ou les rappellent à l'ordre, voire exigent qu'ils soient démis de leur fonction, d'où certaines révolutions de palais...

- L'Union européenne et Washington demandent à Riyad de renoncer à fouetter Raïf Badaoui - lemonde.fr

Le département d'Etat a fait part de sa « profonde préoccupation » après la décision irrévocable de la Cour suprême saoudienne, qui a confirmé des peines infligées en novembre 2014 à dix ans de prison et à 1 000 coups de fouet (50 par semaine pendant 20 semaines) pour « insulte à l'islam ».

« Le gouvernement américain continue d'appeler les autorités saoudiennes à annuler cette punition brutale et à réexaminer le cas et la condamnation de Badaoui », a dénoncé le porte-parole Jeffrey Rathke.

« Nous sommes fermement opposés aux lois — y compris aux législations (réprimant) l'apostasie — qui limitent l'exercice de la liberté d'expression », a tonné le diplomate américain, dont l'administration s'était déjà émue en début d'année de l'affaire Badaoui.

Raïf Badaoui, animateur du site internet Liberal Saudi Network et lauréat 2014 du prix Reporters sans frontières (RSF) pour la liberté de la presse, est emprisonné depuis 2012 et avait été condamné en novembre. Farouche défenseur de la liberté d'expression, son site internet avait demandé la fin de l'influence religieuse dans le royaume saoudien, régi par le wahhabisme, une stricte version de l'islam. (Etrangère à l'islam d'après ce que j'ai lu ou une version déformée de l'islam. Mais on comprend l'intérêt de cet amalgame qui leur permet en dénonçant Daesh d'attaquer l'islam au passage et l'ensemble des musulmans dans le cadre de la guerre des civilisations qu'ils ont lancé en 2001. - ndlr)

Le cas de Raïf Badaoui a suscité de vives protestations en Occident mais l'Arabie saoudite a rejeté toute « ingérence » et toute critique de son système judiciaire. Avant la diplomatie américaine, celle de l'Union européenne (UE) avait aussi demandé à Riyad de ne pas infliger de châtements corporels à M. Badaoui. (Mais pas un mot sur les 88 décapitations réalisées par cet Etat barbare depuis le début de l'année, comme quoi Riad aurait mieux fait de le décapiter ! Peut-être faute d'avoir recruté un nouveau bourreau... - ndlr)

Une porte-parole du service diplomatique de l'UE a qualifié ce type de châtement d'« inacceptable » et « contraire à la dignité humaine ». Du côté de la France, alliée comme les Etats-Unis de l'Arabie saoudite, Paris a demandé « la poursuite de la suspension de l'exécution de la peine » et exhorté les « autorités saoudiennes à un geste de clémence, notamment à l'occasion du ramadan », qui démarre le 17 juin, selon le Quai d'Orsay. lemonde.fr 08.06

Ce n'est pas par hasard si cette agence (RSF) de l'impérialisme américain le supporte.

Histoire de rappeler au régime saoudien soutenu politiquement et militairement par les grandes démocraties que sont Washington, Bruxelles et Paris, qu'il est leur obligé ou qu'il leur doit sa souveraineté, son existence et sa richesse.

Quand une blanche vaut deux noires.

- Le policier qui a tué Walter Scott poursuivi pour meurtre - LeMonde.fr

Michael Slager, le policier qui avait été filmé en train d'abattre dans le dos un homme noir en avril à North Charleston (Caroline du Sud) est poursuivi pour meurtre.

- Un policier texan suspendu après une intervention musclée contre une ado noire en bikini - 20minutes.fr

Un policier blanc qui pointe son arme sur des ados noirs et qui maintient au sol une jeune fille de 14 ans en bikini avec ses genoux. L'incident, qui s'est déroulé à McKinney, une banlieue de Dallas, semble cristalliser le racisme et la brutalité policière ambiantes aux Etats-Unis.

Tout a commencé avec une pool party organisée à la piscine d'un complexe d'appartements. Plusieurs dizaines d'ados, en majorité noirs, qui avaient vu l'invitation sur Facebook sont arrivés. Après une altercation entre un ado et un adulte, plusieurs habitants du complexe ont appelé la police.

«Je crois que certains parents blancs étaient mécontents qu'une bande d'enfants noirs qui ne vivent pas dans le quartier soient à la piscine», a confié l'auteur de la vidéo, Brandon Brooks, 15 ans, à BuzzFeed. Alors qu'une manifestation s'est déroulée lundi pour dénoncer la brutalité policière, des habitants ont planté des panneaux remerciant la police d'avoir «restauré l'ordre». 20minutes.fr

La piscine réservée aux Blancs, mais dites-donc n'y aurait-il pas comme un parfum nauséabond d'apartheid au Texas, l'Etat des Bush ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

- Tuerie au nom de la démocratie - french.irib.ir

Ceux qui posent en avocat des droits de l'Homme, massacrent dans la région au nom de la démocratie », a déclaré le président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères du Parlement iranien, Alaeddin Boroujerdi.

Lors d'une assise dimanche de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement, Alaeddin Boroujerdi a souligné que les pays prétendus défenseurs des droits de l'Homme, dont les Etats-Unis criminels, soutiennent l'agresseur, dans la lutte contre le terrorisme.

« Les pays hégémoniques attaquent les pays et massacrent au nom de la démocratie et des droits de l'Homme », a précisé le parlementaire iranien. En allusion au silence des instances et des communautés internationales face aux tueries au Yémen perpétrées par le régime saoudien, M. Boroujerdi a ajouté : « Les pays hégémoniques apportent leurs soutiens aux criminels

et aux Saoud au Yémen. Soulignant que les membres de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis islamique ont encore une fois condamné les crimes de l'Arabie au Yémen, M. Boroujerdi a appelé le monde de l'Islam à voler au secours du peuple musulman, opprimé et sans défense du Yémen. french.trib.ir 08.06

2- Libye

- Où en est la crise libyenne ? - french.trib.ir

L'incurie des groupes politiques en Libye, chose prouvée, a ouvert la voie à Daech pour y faire cavalier seul, d'autant plus que les portes de sortie proposées se contredisent les unes les autres.

A l'échelle internationale les propositions pour débarrasser la Libye du danger des terroristes de Daech sont contradictoires. La présence de deux gouvernements et deux parlements en parallèle fait nettement état d'une guerre de pouvoir parmi les séculaires soutenus par l'Occident, les rétrogrades arabes, et les islamistes soutenus par la Turquie et le Qatar. Dans ce contexte les daechistes, déjà actifs en Irak, en Syrie, au Yémen et en Egypte, ont fait de la Libye une nouvelle base. Les daechistes y sont présents notamment à Syrte, la ville natale de Mouammar Kadhafi. Il y a quelque temps Daech a envoyé Abu Habib al-Jazravi, l'un de ses leaders d'origine saoudienne, à l'Est libyen afin d'y recruter des éléments extrémistes.

Dès qu'il a pris le contrôle de la ville de Burqa, Daech a officiellement annoncé sa présence en Libye; son premier défilé militaire avec des centaines de blindés a surpris l'opinion publique. L'échec des réunions inter-libyennes organisées par l'ONU et les divergences profondes parmi les courants libyens ont incité d'autres pays à proposer des solutions qui se divergent.

Les ministres égyptien, italien et algérien ont tenu leur seconde réunion au Caire pour examiner la crise en Libye. La première réunion avait été tenue en avril à Rome.

Alors que la réunion ministérielle était en cours, le ministre espagnol de la Défense, Pedro Morins, a indiqué : « Une intervention militaire internationale pour mettre fin à la crise en Libye où Daech renforce ses positions, est probablement nécessaire ». A l'instar des groupes politiques libyens, les autres pays ne s'entendent pas non plus sur une proposition unique. La présence daechiste en Libye pourrait en faire une autre Somalie, affectant en plus la sécurité d'autres pays dont l'Egypte, la Tunisie, l'Algérie et même des pays européens. french.trib.ir 08.06

- L'accord de coopération militaire turco-qatari - french.trib.ir

Après la signature de l'accord de coopération militaire entre les gouvernements turc et qatari, il est devenu opérationnel, dès aujourd'hui, entre les deux pays.

Selon Tasnim news, le gouvernement d'Ankara a annoncé, ce lundi : «Après avoir été publié, dans un journal officiel, l'accord de collaboration militaire, paraphé en décembre dernier, entre Ankara et Doha, est devenu opérationnel, dès aujourd'hui.

L'Agence de presse officielle turque, Anatolie, s'est attardée sur le sujet, pour dire : «Selon l'accord de coopération militaire conjointe entre la République de Turquie et l'émirat du Qatar, les collaborations, sur les plans de l'entraînement militaire et des industries défensives, ainsi que le déploiement des forces armées de l'armée turque, sur le sol qatari, seront opérationnelles.

L'Agence de presse turque a, ensuite, rapporté : «Pour que cet accord soit opérationnel, de même que la supervision, sur la mise en application de la teneur de cet accord et son élargissement, sur le plan défensif, une solution est en train d'être élaborée, pour que les entraînements militaires et la coopération, dans le domaine des industries défensives et la mise en application et la tenue de manoeuvres conjointes entre les deux pays, sans oublier la question du déploiement des forces militaires, de part et d'autre, sur les territoires réciproques, s'effectuent de façon coordonnée.

Selon la teneur de cet accord, la coopération conjointe militaire du pays hôte devrait permettre à l'autre partie de se servir des ports, des aéroports, des unités et des instances militaires des deux pays, et des inspections mutuelles se feront, également, entre les deux pays. french.trib.ir 08.06

SOCIAL

1- France

- Ascenseurs: un tiers des salariés d'Otis en grève - AFP

Un tiers des salariés du groupe Otis, qui gère 160.000 ascenseurs en France, était en grève pour la défense de l'emploi et de leurs conditions de travail, a indiqué la direction lundi.

Le mouvement social initié par l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) a conduit à de nombreuses "interventions des pompiers" au cours du week-end dernier, les salariés d'astreinte ayant lancé la grève dès vendredi en province, a déclaré à l'AFP Franck Pfister (CFDT).

Quelque "3.200 pannes en attente" ont été relevées lundi matin par le syndicaliste. "La mobilisation est massive", selon lui, avec des rassemblements organisés "partout" en France, notamment à Lille, Nancy, Strasbourg, Marseille, Clermont-Ferrand et Bordeaux.

La direction du groupe Otis, qui emploie environ 4.900 salariés, a indiqué à l'AFP qu'un tiers de son personnel était en grève, évoquant un mouvement "assez diffus sur toute la France".

Les grévistes s'élèvent contre un projet de plan social portant sur 170 suppressions de postes et la charge de travail induite par la baisse à venir des effectifs. Ils protestent également contre l'absence d'augmentation salariale collective en 2015.

La précédente grève en 2011, pour les mêmes motifs, avait duré neuf jours, sans que les revendications des syndicats soient satisfaites. AFP 08.06

Toute grève qui n'est pas illimitée avec occupation et comité de grève est vouée à l'échec.

2- Allemagne

- Les postiers allemands entament un mouvement de grève illimitée - LeMonde.fr

« Nous devons augmenter massivement la pression », a plaidé la centrale salariale Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft (VerDi, littéralement « syndicat unifié des services »). Après plusieurs semaines de conflit avec leur direction, les postiers allemands ont lancé une grève illimitée, lundi 8 juin.

VerDi réclame pour 140 000 employés une réduction du temps de travail hebdomadaire à 36 heures, au lieu de 38,5 heures, à salaire identique. Le syndicat s'oppose aussi à la volonté de la direction de la Deutsche Post de rattacher certains des collaborateurs à un autre accord salarial, celui du secteur de la logistique, moins avantageux que l'actuel. Malgré six tables rondes de négociations, les dirigeants de l'entreprise ont « ignoré » les revendications, a fait valoir la centrale.

Les livraisons de lettres et colis avaient déjà été perturbées à plusieurs reprises ces dernières semaines, lors d'opérations de cessation de travail dites d'« avertissement ». Au début d'avril, avant le long week-end de Pâques, quelque 10 000 postiers avaient participé à un mouvement de grève sur l'ensemble du pays. Près de 10 % du trafic postal avait été retardé, selon Deutsche Post. LeMonde.fr 08.06

ECONOMIE

Grèce.

Tout est dit ici : "Le plan des créanciers est donc clairement un plan « politique ». Il entend maintenir une stratégie qui a échoué pour pouvoir mettre à genoux politiquement le gouvernement grec effacer le vote grec contre l'austérité du 25 janvier."

- Grèce : le piège tendu par les créanciers - latribune.fr

Un examen des conditions du plan des créanciers montre que ces derniers renouvellent les erreurs d'analyse du passé. Un aveuglement qui a une fonction tactique.

« Les propositions soumises par les Institutions sont clairement irréalistes. » Vendredi 5 juin à la tribune de la Vouli, le parlement grec, Alexis Tsipras, le premier ministre grec, a clairement repoussé la proposition d'accord de cinq pages soumis par les créanciers de la Grèce à son gouvernement. « Jamais je n'aurais pu croire, surtout, que des responsables politiques, et non des technocrates, échoueraient à comprendre qu'au bout de cinq années d'austérité dévastatrice il ne se trouverait pas un seul député grec pour voter, dans cette enceinte, l'abrogation de l'allocation accordée aux retraités les plus modestes ou l'augmentation de 10 points de la TVA sur le courant électrique », a expliqué l'hôte de Maximou, le Matignon hellénique. Cette réaction a déclenché des cris d'orfraies dans le camp des créanciers qui n'ont pas goûté le rejet sec de ces cinq pages qu'ils avaient eu tant

de mal à élaborer. Jean-Claude Juncker a montré sa mauvaise humeur en faisant une de ses habituelles leçons de morale.

Une consommation basse et juste stabilisée.

La colère des créanciers est-elle justifiée ? Les propositions des créanciers sont-elles réalistes et rationnelles ? Peuvent-elles concrètement donner une nouvelle chance à l'économie grecque de rebondir ? Pour y répondre, il faut d'abord rappeler la situation de l'économie grecque. Cette situation est peu lisible aujourd'hui en raison du blocage entre créanciers et gouvernement, mais il est certain que la Grèce doit faire face à un problème de demande et la consommation est son point faible. La consommation des ménages a été en 2014 inférieure à celle de 2005. Elle a reculé en prix constants de 17,5 % depuis 2008 et de 0,4 % par rapport à 2013. Il y avait donc une stabilisation à un niveau bas qui n'assurerait guère de base pour une vraie reconstitution de l'économie grecque dont la consommation des ménages représente les deux-tiers du total.

Les propositions sur la TVA

Dans ce contexte, les créanciers proposent certes d'abaisser le taux intermédiaire de 13 % à 11 %, mais ils cherchent à relever le poids de la TVA en supprimant le taux réduit de 6 % et en élargissant, notamment à la restauration et à l'énergie les services et les biens frappés par le taux supérieur de 23 %. En tout, l'alourdissement s'élèvera à 1,8 milliard d'euros dès le 1er janvier. L'effet de cette mesure peut être sensible dans la mesure où l'énergie est une dépense incompressible des ménages et que son renchérissement se fera directement ressentir sur d'autres dépenses. On a vu a contrario que la baisse du prix de l'énergie dans de nombreuses économies européennes, comme l'Espagne ou l'Italie, a permis un rapide redressement de la consommation.

Cercle déflationniste

Certes, en cas d'accord, dans un premier temps, il existera une compensation dans la mesure où la consommation des ménages grecs sera sans doute gonflée par les dépenses qui ont été restreintes durant les « négociations » avec les créanciers : les ménages thésaurisent actuellement pour se prémunir contre un éventuel « Grexit. » Mais, à terme, l'effet de cette hausse de la TVA risque de se faire durement ressentir sur l'économie grecque. Ce serait en réalité le maintien d'une logique déflationniste. Les entreprises ne pourront faire face à cette nouvelle baisse de demande que par des baisses de prix. Or, la Grèce est encore en déflation profonde (les prix ont baissé de 1,8 % en mai sur un an). Ceci présage d'une nouvelle hausse du chômage pour compenser ces baisses de prix. D'où une nouvelle baisse de la demande des ménages à attendre...

Le tourisme en danger

Cette hausse sera d'autant plus sensible qu'elle touche aussi un des derniers points forts de l'économie grecque : le tourisme. Avec la crise, la Grèce est devenue plus dépendante du tourisme qui représente 18 % de son PIB contre 16 % en 2009. Or, les créanciers et les autorités grecques proposent de supprimer les exemptions dont bénéficiaient les services touristiques dans les îles égéennes. Les créanciers veulent également faire passer de 11 % à 23 % la TVA sur la restauration. C'est mettre en danger les avantages compétitifs de la Grèce sur le marché du tourisme méditerranéen. Là encore, la seule parade sera soit de développer l'économie informelle, soit (et les deux options ne sont pas exclusives) de licencier. A la clé, c'est risquer de voir ce secteur important rapporter moins à l'économie, mais aussi aux caisses de l'Etat. C'est pourquoi le gouvernement grec propose de ne lever l'exemption dans les îles qu'après le 1er octobre, afin de pouvoir épargner la saison touristique de cette année.

Des choix qui n'ont rien appris des erreurs de 2010-2012

Cette politique de hausse du poids de la TVA semble contre-productive. Les créanciers renouvellent ici clairement leurs erreurs de 2010 et 2012, alors même que le FMI avait reconnu ses erreurs. En pratiquant une taxation supplémentaire d'une demande affaiblie, on s'assure à coup sûr de recettes inférieures aux prévisions pour l'Etat. Accepter cette logique pour Athènes serait accepter la logique des trois gouvernements précédents : ce serait accepter d'avance de nouvelles coupes budgétaires pour « entrer dans les clouds. »

La question des excédents primaires

Voici pourquoi le gouvernement refuse aussi des objectifs d'excédents primaires trop importants. L'affaiblissement économique du premier semestre rend nécessairement caduc l'objectif du mémorandum de 2012 (3,5 % du PIB cette année) qui, du reste, semblait devoir l'être avant même les élections du 25 janvier. L'excédent de 1 % du PIB, soit 1,8 milliard d'euros, proposé par les créanciers semble un objectif atteignable. De janvier à avril, l'excédent primaire grec s'élevait encore à 2,41 milliards d'euros. Mais il convient de prendre en compte dans ce chiffre les arriérés du gouvernement, autrement dit les factures non payées dans les 90 jours, qui sont passées entre décembre et avril 2015 de 157 à 478 millions d'euros. Il faut que le gouvernement puisse payer ses fournisseurs rapidement, ou bien, là encore ce serait un coup dur porté à l'économie. Tout dépendra donc de l'évolution des recettes pour savoir s'il faudra ou non pratiquer de nouvelles coupes franches. Or, en mai, les recettes fiscales ont été mal orientées. L'objectif grec de 0,6 % du PIB, soit 1,1 milliard d'euros, permet de se prémunir contre une mauvaise surprise dans les recettes. Mais surtout, il s'agit de pouvoir libérer quelques centaines de millions d'euros pour mener des politiques de soutien, notamment sociales. Ces excédents sont des garanties pour les créanciers mais ne sont d'aucune utilité pour

l'économie grecque. Athènes tente de sauvegarder quelques moyens d'actions. Néanmoins, il peut y avoir sans doute sur ce sujet des bases de discussions possibles sur quelques points de PIB.

De forts excédents pendant des années

Le principal problème vient des objectifs pour les années suivantes. Les créanciers et le gouvernement s'accordent sur un objectif d'excédent primaire de 3,5 % du PIB en 2018 (contre 4,5 % dans le mémorandum), mais les créanciers veulent aller plus vite que les Grecs (2 % contre 1,5 % en 2016, 3 % contre 2,5 % en 2017). On notera cependant qu'Athènes accepte le principe d'une progression de l'excédent primaire. Ceci supposera ou une forte hausse des recettes par la croissance ou l'impôt, soit de nouvelles coupes. Il y a là une acceptation par le gouvernement grec d'une certaine austérité, même si elle est plus « douce » que celle proposée par le mémorandum de 2012 et par les créanciers. C'est une concession douloureuse de la part d'Alexis Tsipras qui accepte en quelque sorte le principe qu'une partie des richesses du gouvernement doit être réservée au remboursement de la dette. Il n'y a donc pas de « rupture » avec ce que l'économiste de la gauche de Syriza Costas Lapavistas appelait le « péonage de la dette. »

Comment Alexis Tsipras veut compenser l'austérité qu'il a accepté

Mais, Alexis Tsipras espère contrer ces critiques par deux phénomènes. D'abord, cette concession s'accompagnerait d'investissements européens (les créanciers refusent tout plan de ce genre) et de l'intégration de la Grèce aux rachats de titres de la BCE, ce qui devrait favoriser la croissance, donc réduire le poids de l'effort du gouvernement. Ensuite, cet « effort » sera mieux réparti puisque le gouvernement entend modifier le barème du prélèvement de solidarité pour le faire porter sur les plus aisés. Les revenus de plus de 100.000 euros annuels verront ainsi cette contribution passer de 2,8 % à 6 %, ceux de plus de 500.000 euros de 2,8 % à 8 %. A noter cependant que le poids de cette contribution sera aussi fortement relevée pour les classes moyennes puisque le niveau de contribution sera relevée à partir de 30.000 euros de revenus mensuels (de 1,4 % à 2 %) et sera presque doublé pour ceux qui gagnent de 2,1 % à 4 %. L'effort sera donc mieux réparti, mais il touchera une grande partie des ménages et cela peut aussi avoir un effet négatif sur la consommation. Néanmoins, cette hausse de la contribution ne sera que de 220 millions d'euros en 2015, donc inférieur au milliard d'euros d'alourdissement de la TVA contenu dans le plan des créanciers.

Justice fiscale

Enfin, le gouvernement grec entend aussi faire contribuer les grandes entreprises par une taxe extraordinaire et par une taxe sur les publicités. En tout, ceci devrait rapporter 1,16 milliard d'euros. Sans compter sa volonté de lutter contre la fraude fiscale. Par ailleurs, le gouvernement maintient l'impôt sur la propriété Enfia, qui est un poids sur la consommation hellénique, sans objectif de recettes. Les créanciers exigent le maintien de la recette de 2014, ce qui signifie une hausse du taux puisqu'il y a une baisse de la valeur des biens. Rien de plus faux donc que les propos des créanciers qui jugent que la proposition grecque ne contient aucun « effort. » Alexis Tsipras a fait de grandes concessions à la logique de l'austérité exigée par ces créanciers. Il est sans doute allé aussi loin qu'il le pouvait et qu'il le voulait dans ce domaine. Un pas de plus et il accepterait rien d'autre que de prendre la place de ses prédécesseurs...

Le nœud gordien des retraites

Reste un dernier point : les retraites dont on a déjà vu qu'il constituait le nœud gordien de la mésentente avec les créanciers. Ces derniers ont eu la main lourde dans ce domaine, alors même qu'il savait que c'était là un point sensible pour le gouvernement grec. Ils réclament non seulement une baisse de 1 % des retraites, soit 1,8 milliard d'euros de revenus ôtés aux ménages, mais le report de l'âge légal de la retraite à 67 ans. En mars, le taux de chômage en Grèce était de 25,6 %, avec un taux de 19 % pour la tranche d'âge 55-64 ans. En cas de report de l'âge de la retraite à 67 ans, il y aura donc mécaniquement moins d'emplois libérés et cela portera sur les tranches d'âge inférieures où le chômage est plus élevé. Par ailleurs, s'il est plus faible que dans les autres tranches d'âge, le chômage des 55-64 ans a connu la plus forte hausse entre mars 2014 et mars 2015 : alors que le chômage des 15-34 ans reculait, celui des 55-64 ans progressait de 1,6 point. Bref, on fera travailler davantage des gens qui sont davantage au chômage en faisant peser un risque sur le reste des salariés. Le tout sans incitations pour l'emploi. Bien au contraire, comme on l'a vu avec la TVA.

Le rôle social des retraites

Parallèlement, les retraites ont un rôle social important dans la société grecque. Elles freinent clairement les effets sociaux de l'austérité en offrant des revenus notamment aux chômeurs de la famille. En Grèce, seuls 14,4 % des chômeurs sont indemnisés. Ce serait surtout, encore une fois, faire payer les plus fragiles puisque, quoique considérées comme « généreuses » par les créanciers, 45 % des retraités grecs touchent moins de 665 euros, soit le niveau du seuil de pauvreté défini par Eurostat. La pension moyenne grecque est d'ailleurs de 664,7 euros à laquelle il faut ajouter les retraites complémentaires, en moyenne de 168,40 euros. Les créanciers veulent, outre les baisses des pensions, supprimer progressivement ce système d'ici à fin 2016. Ces exigences des créanciers seraient donc très négatives sur la croissance grecque. Or, rappelons-le, tout est lié. Un affaiblissement de la croissance se traduirait, pour tenir les objectifs fixés, par de nouvelles coupes. Comme de 2010 à 2013.

C'est précisément ce que les Grecs veulent éviter, car leur stratégie d'une austérité « acceptable » s'effondrerait alors. Ils retrouveraient la logique des gouvernements précédents.

Le piège des créanciers

Le plan des créanciers est donc clairement un plan « politique. » Il entend maintenir une stratégie qui a échoué pour pouvoir mettre à genoux politiquement le gouvernement grec effacer le vote grec contre l'austérité du 25 janvier. Aucune logique économique ne peut réellement soutenir un tel plan. Même la volonté de « prendre des garanties » pour le remboursement futur des dettes ne tient pas. L'affaiblissement de la croissance grecque ne peut en aucun cas constituer une quelconque garantie. Les deux restructurations de 2011 et 2012 le prouvent. De surcroît, on a vu qu'Alexis Tsipras acceptait des concessions qu'il a, lui-même, qualifié de « douloureuses » (on pourrait aussi évoquer l'acceptation d'une partie des privatisations). Les créanciers ont déjà obtenu beaucoup et Alexis Tsipras aura déjà bien du mal à redresser le pays avec ces concessions.

Apprentis sorciers

Mais le maximalisme des créanciers, leur volonté d'imposer les erreurs du passé, prouvent qu'ils ne visent pas un objectif financier ou économique. En réalité, ce plan des créanciers n'est qu'un piège. En l'acceptant, Alexis Tsipras retomberait dans l'erreur de ses prédécesseurs. Pris dans le cercle vicieux des objectifs et d'une croissance faible, voire négative, il devrait passer sous les fourches Caudines des coupes budgétaires. La politique « alternative » prônée par l'exécutif grec deviendrait impossible. Si le gouvernement de Syriza ne tombe donc pas immédiatement, il subira le sort de tous les gouvernements de gauche « gestionnaires de l'austérité » et le parti disparaîtra comme le Pasok, dont le maintien à la Vouli est désormais incertain. Resteront alors face à face les partis assumant la sortie de l'euro (Parti communiste et Aube Dorée) et les « amis » de l'Europe de Bruxelles de Nouvelle Démocratie. Le but est de prouver qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité budgétaire. Cette tactique de la « terre brûlée » fait des créanciers aujourd'hui des apprentis sorciers bien dangereux pour l'avenir de l'Europe. latribune.fr 08.06

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juin 2015

CAUSERIE

Suite à la pétition lancée par Le Comité Valmy pour la sortie de l'Otan et sa dissolution, on a pu lire (dans le portail Le Grand Soir) des commentaires désabusés de militants affirmant que cela ne servait à rien... A ce compte-là, puisque 9 luttés sur 10 se terminent par un échec, il faudrait en déduire qu'on n'a plus qu'à subir notre sort sans réagir ou que notre combat étant perdu d'avance, on ferait mieux de capituler tout de suite et s'adapter au destin effroyable que nous réservent les tenants du capitalisme.

Cette attitude témoigne que ces militants n'ont manifestement rien compris au socialisme ou au combat pour le socialisme, qui repose notamment sur la capacité des masses exploitées à accomplir les tâches historiques que le développement du capitalisme leur impose de réaliser, autrement dit à se saisir de la situation et des contradictions du capitalisme dont elles subissent les conséquences pour renverser l'ordre établi et s'emparer du pouvoir politique, afin d'instaurer une République sociale sur la base de la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

Ce comportement ignore, nie ou correspond au rejet de l'analyse ou du constat dressé par Marx et Engels, selon lequel le prolétariat (l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels) est la seule classe (indépendante) capable de se dresser contre le capitalisme pour le renverser et instaurer le socialisme qui incarne l'avenir de l'humanité. Cela revient à cautionner l'idée que les masses exploitées accepteraient indéfiniment que leurs droits ou aspirations les plus élémentaires soient spoliés sans réagir et qu'elles seraient vouées à l'esclavage et à subir la barbarie, que ce serait le sort finalement réservé à l'humanité, la civilisation humaine étant vouée à disparaître au profit de la pire des barbaries qui soit, car tel serait son destin. Or l'activité politique de tous les peuples démontrent exactement le contraire à travers leur résistance quotidienne ou leur mobilisation.

Cette attitude confirme qu'en partant d'une analyse partielle ou erronée du développement du capitalisme, quand on ne l'ignore pas tout bonnement, on en arrive forcément à s'en remettre au capitalisme pour assurer la continuité du développement de la civilisation humaine, alors que quotidiennement il témoigne qu'il en est totalement incapable et tend à réduire à néant le progrès social accompli au cours des millénaires passés.

C'est un fait que seule la majorité de la population composée de la classe des exploités et des opprimés a les moyens de changer la société, et qu'être incapable de s'adresser à elle dans les termes appropriés ou lui tourner le dos par manque de confiance, aboutit forcément à une impasse politique démoralisante, qu'on justifiera par la suite en affirmant que décidément le capitalisme est beaucoup trop puissant pour être vaincu, alors qu'il est virtuellement en état de mort clinique et maintenu en survie

artificielle uniquement grâce à la planche à billets ou pire, en en rendant les masses laborieuses responsables.

C'est un fait qu'on ne peut pas à la fois ignorer un des piliers sur lequel repose le socialisme et croire en le socialisme, d'où la nécessité d'en faire la propagande au sein des travailleurs et des militants qui en ont une vision totalement déformée ou ne savent pas du tout ce qu'il signifie. Au-delà, c'est ignorer le second pilier sur lequel repose le socialisme, dans la mesure où cela consiste à prêter au capitalisme un avenir qu'il a lui-même largement hypothéqué à travers les quelque 200.000 milliards de dollars de dettes tous pays confondus qu'il a accumulés et qui grèvent par avance tout progrès social dans le futur.

Sans théorie, sans programme, sans stratégie et ligne politique intégrant le développement du capitalisme depuis son avènement et la lutte des classes dont le prolétariat est à l'initiative, les deux facteurs étant combinés, il est impossible d'adopter des positions conformes aux besoins des travailleurs, de déterminer les moyens politiques pour les faire aboutir, de militer sérieusement tout simplement, on est voué à se comporter en amateur, dilettante, aventurier ou charlatan, opportuniste. Il est vrai qu'un tel comportement n'est pas apte à inspirer confiance aux travailleurs, ce en quoi ils ont raison.

On ne cesse de nous répéter depuis des décennies que la situation serait difficile, que les choses se seraient terriblement compliquées depuis la fin des années 80, que plus personne ne comprendrait rien à rien ou presque, alors qu'on n'a cessé de s'écarter de l'essentiel, des choses les plus simples qui sont accessibles aux travailleurs au profit d'une rhétorique insipide et élitiste dans laquelle ils ne peuvent pas se reconnaître ou progresser.

Au mieux les masses ont été instrumentalisées par les différents partis ouvriers et les syndicats pour permettre à certaines couches de conserver leurs privilèges, tandis que l'ordre établi continuait de régner en maître, on pourrait ajouter, en s'appuyant sur ces couches de nantis par rapport au reste du prolétariat qui en assurent la stabilité à l'arrivée.

Jeux institutionnels misérables, vulgaires manoeuvres d'appareils, coller au "mouvement spontané" des masses ou le trade-unionisme tendant à adopter les contours du corporatisme, voilà à quoi se réduit leur conception de la lutte de classe, le tout emballé dans une cécité ou un dogmatisme dans lesquels le socialisme n'a pas sa place. Qu'on ne s'étonne pas du résultat ou qu'on ne cherche pas ailleurs où se situe le problème que nous avons à régler : se réapproprier le socialisme et le diffuser le plus largement possible, ce qui inclut de répondre à la guerre idéologique et psychologique incessante que la classe dominante mène contre la classe ouvrière, afin de la décourager de résister pour finalement abandonner l'espoir qu'il serait possible de changer la société.

Cela peut paraître banal ou tellement évident et c'est valable dans la vie en général, mais quand on se prive des moyens de résoudre un problème, on est assuré de ne jamais y parvenir, on finit pas se persuader soi-même que c'est totalement impossible.

Pour en arriver à être obligé d'en appeler à la logique la plus élémentaire, on se dit qu'on a perdu le fil de l'histoire, le fil du marxisme, qu'on manque de repères, qu'on est paumé ou qu'on ne sait plus dans quelle direction s'orienter. Le socialisme n'est pas un remède miracle prêt à l'emploi, juste une méthode, un guide pour l'action pour nous aider à réaliser l'objectif qu'on s'est fixé : s'emparer du pouvoir politique et se débarrasser du capitalisme pour avancer sur la voie de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Refuser d'étudier et d'adopter le socialisme qui est la seule alternative au capitalisme, c'est un peu comme si on vous demandait d'opérer du coeur un patient, alors que vous n'avez pas étudié la science médicale ou que vous n'êtes pas chirurgien, on peut présumer d'ici du résultat inévitable sans jamais avoir ouvert un manuel de médecine. C'est élémentaire et on passe à côté malheureusement.

En guise d'épilogue.

On dit les masses fort arriérées, indécrottables et j'en passe. Certes, mais elles peuvent évoluer. C'est ce qu'on leur refuse.

Ma compagne Selvi analphabète est profondément arriérée, parfois même la pauvre femme n'a pas toute sa tête dans laquelle il n'y a déjà pas grand chose, ce n'est pas un jugement mais un constat lucide. A première vue, c'est plutôt décourageant de vouloir lui enseigner quelque chose ou de croire qu'elle pourrait progresser, on pourrait se dire qu'on va forcément perdre son temps et qu'on ferait mieux de le consacrer à des choses plus valorisantes, car on a une idée de soi-même supérieure. Je pense exactement le contraire par expérience.

Cela concerne de petites choses de la vie quotidienne, insignifiantes en apparence et elles le sont effectivement, par contre s'en servir pour mettre en oeuvre une méthode de réflexion qui pourra être utilisée par la suite en toute circonstance, voilà qui est fort intéressant.

Elle avait pris l'habitude de poser son sac à main, un simple petit sac publicitaire indien en tissu, sous une fenêtre. A plusieurs reprises j'ai déplacé son sac pour l'accrocher à un emplacement à l'écart des fenêtres qui restent toujours ouvertes à cause de la chaleur, y compris la nuit. Chaque fois j'ai pris soin de le poser au même endroit et chaque soir en rentrant elle a continué de

le placer sous cette fenêtre comme si elle n'avait pas remarqué que je le changeais de place tous les jours. Cela a duré un bon moment, je ne me souvins pas au juste pendant combien de mois. Et depuis la semaine dernière j'ai constaté qu'elle le plaçait dorénavant au même endroit que moi. Bien entendu à plusieurs reprises au cours des mois précédents je lui avais expliqué pourquoi à mon avis elle ne devait pas le placer sous cette fenêtre. Il faut donc en déduire qu'à un moment donné cela a fait tilt dans sa tête sans que je lui dise quoi que ce soit pour ma plus grande satisfaction.

Hier soir j'ai tenté une autre expérience.

Elle a pris l'habitude depuis environ un mois de placer une bouteille d'eau sur la table de nuit située de mon côté dans la chambre. A plusieurs reprises le soir je lui ai dit que c'était le meilleur moyen de la foutre par terre la nuit et qu'il était préférable de la poser à même le sol, en vain. Hier soir, dans un autre contexte alors qu'on était à table je lui ai rappelé et à ma grande surprise lorsque je suis allé me coucher 30 minutes après elle, je me suis aperçu qu'elle avait placé la bouteille d'eau sur le carrelage, comme quoi cette fois elle avait percuté parce que sans doute j'avais abordé cette question dans un contexte différent, cela a suffi à ce qu'elle se le grave dans le cerveau.

Elle a apparemment beaucoup de difficulté à se concentrer sur quelque chose et à mémoriser, les gestes les plus simples et logiques lui semblent compliqués ou incompréhensibles, ou plutôt elle manque atrocement de logique pour n'avoir pas été à l'école, handicap qu'on conserve toute la vie et qu'il est difficile de palier, mais ce n'est pas impossible pour peu qu'on se donne la peine de l'aider à le surmonter ou qu'on trouve la bonne formule pour qu'elle progresse.

Elle est loin d'être la seule dans ce cas-là. Car lorsque dans notre portail j'explique qu'il faut se poser des questions encore et encore parce que j'estime qu'on ne s'en pose pas suffisamment, c'est justement pour acquérir la logique qui fait défaut à ceux qui ne s'en posent pas ou pas assez, logique qui n'apparaît et dont on prendra conscience qu'à partir du moment où on se les pose, sinon c'est impossible ou accidentellement seulement. La logique ou la dialectique, ne sont pas des rapports que l'on invente mais qui existe dans la nature et la société, qui les régissent, si on ne les maîtrise pas, on ne peut pas comprendre grand chose au fonctionnement du monde dans lequel on vit, encore moins oeuvrer à sa transformation consciente, on sera voué à les subir durant toute notre existence.

On arrêtera là pour aujourd'hui. J'ai fait d'autres expériences avec Selvi, à un autre niveau, par exemple, alors qu'elle est plutôt craintive et soumise, j'ai réussi à ce qu'elle tienne tête à l'Italienne qui l'emploie comme domestique, en exigeant en contrepartie de commencer plus tôt le matin, à 7h30 au lieu de 8h, de terminer à 13h30 au lieu de 14h30, voire 15 heures sans avoir déjeuné, donc Selvi est gagnante et travaille dorénavant 30 minutes de moins par jour. Elle a osé défendre ses droits et c'est tout nouveau pour elle, quelque chose qui était impensable il y a peu encore. Et elle a retenu la leçon, c'est dorénavant ancré dans son cerveau. J'en veux pour preuve qu'avant-hier elle a dormi qui sa fille qui demeure à 10 minutes à pied de chez l'Italienne, et quand je lui ai demandé le soir à quelle heure elle avait commencé à travailler le lendemain matin, elle m'a répondu : "Comme d'habitude à 7h30 car arriver plus tôt serait lui donner de mauvaises habitudes" a-t-elle précisé. Parfait me suis-je dit et je lui ai exprimé ma satisfaction ce qu'elle apprécie toujours, il faut l'encourager. Ce qui m'a fait marrer, c'est qu'elle m'a sorti cela sur un ton vindicatif, l'air de dire maintenant je ne me laisserai plus faire, un vrai bonheur.

Comme quoi tourner le dos aux masses en général ou à ses couches les plus arriérées est une erreur politique tragique pour notre cause.

Pour revenir à notre sujet du début.

Evidemment que ce n'est pas une pétition qui va faire rompre Hollande ou le gouvernement avec l'Otan, d'ailleurs on ne l'exprime pas exactement dans ces termes pour ce qui nous concerne. Par contre pointer l'Otan qui est le bras armé de l'oligarchie financières anglo-saxonne-sioniste comme l'ennemi de tous les peuples, voilà qui ne manque pas d'intérêt et s'inscrit dans le combat politique que nous menons contre toutes les institutions du capital pour les affaiblir ou faire en sorte que les masses s'en détournent ou rompent avec elles. L'Otan ne mènerait pas une propagande acharnée en direction des masses si elle n'avait pas besoin de son adhésion à sa politique pour pouvoir l'appliquer. C'est d'une logique déconcertante.

L'adresse pour signer cette pétition : info@comite-valmy.org. Je ne l'ai pas encore signé car je veux leur envoyer un mot avec que je n'ai pas eu le temps de rédiger.

[Points de repères lus dans deux articles.](#)

1- " En ce début de XXIe siècle, le discours ne concerne plus l'utilité de la diplomatie préventive, il prône sa négation. Bien que face à des conflits potentiels le terme de prévention soit encore évoqué, il ne s'agit plus d'une prévention politique développée par la voie diplomatique : il s'agit d'une prévention par la force. Les armes veulent prendre la place de la diplomatie. Pour empêcher l'ennemi de déclencher une guerre, il faut lui faire la guerre. La diplomatie préventive a tendance à être remplacée par la guerre préventive. "

La guerre préventive est une agression militaire déguisée.

2- "Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive. Assad n'a pas utilisé des armes chimiques. L'Iran n'a pas de programme d'armes nucléaires. La Russie n'a pas envahi l'Ukraine. Mais Washington a convaincu le monde que ses mensonges étaient vraies."

Grâce au consensus qui existe entre tous les partis, syndicats, médias avec les Américains, les uns en affichant leur soutien à Washington, les autres en se terrant dans un silence complice ou en manifestant une neutralité bienveillante à son égard.

3- "Dans les mains de Washington, la loi est une arme qui est utilisée contre tout le monde, contre chaque organisation et contre chaque pays qui prend une position indépendante de Washington."

S'ils se définissent eux-même comme un empire ou les maîtres du monde, c'est forcément qu'il y a une raison à cela.

4- "En affirmant l'universalité de la loi étatsunienne, Washington affirme la prééminence de l'autorité de sa police et de ses procureurs sur l'autorité des pays souverains."

Ils agissent en dictateur suprême, c'est le minimum requis quand on envisage de gouverner le monde, non ?

[Une vidéo](#)

Le Journal 07.06.2015

<https://www.youtube.com/watch?v=SEb6Yf9Lxdo>

Il s'agit en fait du journal télévisé de la chaîne publique syrienne en français. J'ignorais que cela existait.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Hollande n'a pas pu vendre son honneur, il n'en a jamais eu.](#)

- Pourquoi la légion d'honneur du patron de Qatar Airways fait polémique - Le Huffington Post

L'information, révélée dimanche 7 juin par Le Point, ne passe pas inaperçue. Deux jours plus tôt, François Hollande a discrètement remis la légion d'honneur à Akbar al-Baker, patron de Qatar Airways, rapportait l'hebdomadaire sur son site. En le décorant, "le chef de l'État a rappelé l'excellence des relations entre la France et l'émirat", souligne Le Point, qui rappelle que Qatar Airways, équipée majoritairement d'Airbus, est la plus grosse compagnie au monde.

Cette décoration intervient dans un contexte particulier à plusieurs titres, en premier lieu parce qu'Air France craint l'expansion de Qatar Airways dans l'Hexagone. Début mai, Le Monde rapportait qu'à la suite de la signature du contrat de vente de 24 Rafale au Qatar, le pays du Golfe avait obtenu en contrepartie des "droits de trafic supplémentaires vers la France pour sa compagnie aérienne" avec la possibilité d'atterrir à Lyon et à Nice, "vraisemblablement trois fois par semaine".

Par ailleurs, la remise de cette Légion d'honneur intervient alors que le Qatar est montré du doigt par une partie de la classe politique, jusque dans l'entourage de François Hollande croit savoir Le Point, qui rappelle la proximité de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy avec le Qatar, mais aussi au-delà. Le Huffington Post 09.06

Le mimétisme avec Sarkozy est parfait.

[L'UE prend l'eau, aidons-la à couler.](#)

- Méditerranée : plus de 100.000 migrants sont arrivés en Europe depuis janvier - lefigaro.fr

C'est près de la moitié du nombre total de migrants recensés sur l'année 2014. Un chiffre qui confirme la très forte augmentation du nombre de départs. lefigaro.fr 09.06

Commentaire d'un internaute.

- "L'Europe comte environ 500 millions d'habitants. 300 000 migrants par an ne représentent donc que une personne sur 1600,

soit 0,06%/an soit encore 6% sur un siècle. A ce rythme-là il faudrait 2 000 ans pour que les migrants représentent la moitié de la population européenne : ces chiffres sont tout à fait négligeables et pourtant on nous les présente toujours comme spectaculairement élevés, pourquoi ? "

En complément.

- Migrants délogés: le Défenseur des droits ouvre une enquête - AFP

Le ministre de l'Intérieur a assuré que le gouvernement avait agi "avec humanité". AFP

Stéphane Le Foll a pourtant assuré que le gouvernement agissait avec « une logique humaine » 20minutes.fr

Comment un gouvernement et un parti qui soutiennent le régime fasciste de Kiev et Tel-Aviv, les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique pourraient-ils agir "avec humanité" ou selon "une logique humaine" ?

"Crapulerie politique" et "une fermeté de façade".

- Libre-échange UE-USA: divisé, le Parlement européen repousse son vote - AFP

Le président du Parlement européen a annulé un vote prévu mercredi dans lequel les eurodéputés devaient fixer leurs exigences sur l'accord de libre-échange en négociation avec les Américains, mais qui risquait de buter sur la question controversée des procédures d'arbitrage.

Le débat, prévu mercredi matin, est maintenu, "mais le vote n'aura pas lieu", ont indiqué mardi à la presse les services du Parlement européen, expliquant que Martin Schulz avait informé les députés du renvoi du projet de résolution en commission.

M. Schulz a ainsi fait usage d'une possibilité que lui donne le règlement quand un texte fait l'objet d'un nombre trop élevé d'amendements.

Les principaux groupes politiques avaient pourtant semblé trouver un compromis fin mai sur un certain nombre de "lignes rouges" que ne devaient pas franchir les négociateurs s'ils voulaient in fine obtenir leur aval, nécessaire pour un futur accord de libre-échange.

Mais les socialistes ont déposé un amendement demandant d'exclure explicitement de cet accord commercial, connu sous l'acronyme de TTIP, tout mécanisme privé d'arbitrage des différends entre Etats et investisseurs privés. Ils en avaient fait une condition de leur soutien à la résolution qui devait être soumise au vote mercredi.

Certains craignent en effet que ce mécanisme permette à des multinationales de remettre en cause des politiques publiques des Etats, devant des instances privées.

Le PPE (droite) est d'accord pour exiger une réforme de cette procédure d'arbitrage, dite ISDS. Mais de nombreux députés conservateurs, agacés par la "nouvelle posture" des socialistes, n'étaient pas prêts à accepter leur amendement.

Le vote de mercredi risquait donc de déboucher sur une impasse, sans résolution commune, alors même que les principaux partis du Parlement sont favorables au principe et à la nécessité d'un TTIP.

"C'est panique au Parlement", a ironisé l'eurodéputé Vert français Yannick Jadot, qualifiant de "crapulerie politique" l'initiative de Martin Schulz, motivée selon lui par le fait qu'il ne pouvait "plus garantir à Juncker et à Angela Merkel un vote favorable" au TTIP de la part du Parlement.

Face à une contestation grandissante, la commissaire européenne Cecilia Malmström avait proposé des évolutions des procédures d'arbitrage, en allant notamment vers la création d'un tribunal international permanent pour remplacer le mécanisme bilatéral jusqu'ici évoqué.

"Les tribunaux d'arbitrage privés sont morts, mais cela doit être dit clairement", avait fait valoir mardi le député allemand Bernd Lange pour justifier l'amendement socialiste.

"Une modification de l'ISDS est nécessaire à nos yeux", avait estimé de son côté le chef de file des députés du PPE, Manfred Weber, tout en assurant que les propositions de Mme Malmström "reçoivent l'adhésion du PPE".

Les Verts avaient en revanche rejeté la proposition émanant de l'exécutif européen. "On ne tue pas du tout l'ISDS, c'est

simplement une resucée à la sauce Malmström", avait fustigé leur coprésident, Philippe Lamberts, qui avait accusé les socialistes d'afficher une fermeté de façade après des mobilisations citoyennes contre le TTIP.

Le Parlement ne participe pas aux négociations en cours depuis 2013, mais il aura le pouvoir in fine de rejeter l'accord AFP 09.06

Ce qui est inimaginable évidemment.

[La monarchie européenne a ses esclaves et elle en est fière.](#)

- La Moldavie, l'atelier du textile de l'Europe - Francetv info

Le textile moldave a failli disparaître est un acteur essentiel en Europe. Ce secteur a survécu en s'appuyant sur un atout maître : sa main d'oeuvre. Grâce à elle, la Moldavie est désormais surnommée "la nouvelle Chine de l'Europe".

Les ouvrières moldaves travaillent huit heures par jour, cinq jours sur sept, pour à peine 300 euros par mois. Ces salaires imbattables attirent les grands groupes. Dans l'usine Infinitextil, l'une des principales du pays, le carnet de commandes est rempli.

"Nous sommes très tolérants et très flexibles sur les prix", explique à France 2 la directrice adjointe de la production. Ici, le chiffre d'affaires a bondi de 20% cette année. La qualité est présente depuis que la Moldavie s'est hissée aux standards européens.

Ce pays, le plus pauvre et enclavé d'Europe, a tout de même dû faire des choix face à la concurrence asiatique. Il s'est notamment spécialisé dans le luxe avec un certain succès. La famille royale britannique a même adopté quelques produits issus des usines moldaves, lesquelles inondent l'Europe. Francetv info 09.06

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[En famille. Gouvernement "pro-business".](#)

- Les patrons plutôt favorables aux annonces de Manuel Valls - Francetv info

[Social](#)

- Eiffage: 239 postes supprimés dans la branche métal - AFP

- Renault Trucks : 1 100 salariés contre le plan social - La Tribune

[Faits divers institutionnels](#)

- Tentative d'assassinat à Corbeil: un proche de Dassault renvoyé aux assises - AFP

- Amende requise en appel contre le centriste Jean-Christophe Lagarde pour favoritisme - 20minutes.fr

- Jean-Marie Le Pen visé par une enquête pour blanchiment de fraude fiscale - Francetv info

- Deux dirigeants de BNL, filiale de BNP, renvoyés en justice - Reuters

[Démocratie piétinée. Le rejet.](#)

- 74% des enseignants du secondaire se disent opposés à la réforme - Reuters

[Le Gang des 7 xénophobes.](#)

- Le G7 prêt à durcir les sanctions contre la Russie - LeFigaro.fr

- Le Roux interdit de séjour en Russie, Bartolone annule une visite - Le Huffington Post

- Cyberattaque de TV5 Monde : des pirates russes à la manœuvre ? - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Raqqa: un fossé, pour empêcher les Daeshistes de fuir - french.trib.ir

En Syrie, les sources locales, dans la province de Raqqa, font part de l'émergence de nouvelles dissensions, au sein du groupe terroriste-takfiri de Daesh.

Selon l'agence de presse Fars, depuis Damas, citant les sources locales, dans la ville de Tell Abyad, située dans la province de Raqqa, les terroristes de Daesh s'entre-déchirent.

D'après les mêmes sources, un certain nombre des terroristes de Daesh ont tenté, dimanche, de fuir vers la Turquie. Les éléments de Daesh se sont, donc, dispersés, dans le village frontalier de Manbatah, à deux kilomètres à l'Ouest de Tell Abyad, où ils ont fait du porte-à-porte, pour retrouver les éléments en fuite.

Dans la foulée, le groupe terroriste Daesh a commencé à creuser un fossé, à l'Est de Tell Abyad, devant le village turc d'Al-Ala, afin d'empêcher ses éléments de fuir, en Turquie. A noter qu'un certain nombre d'éléments de Daesh s'étaient, déjà, réfugiés, en Turquie, via ce village frontalier.

Auparavant, Daesh avait creusé un fossé, aux alentours de la ville de Tell Abyad, afin d'empêcher les combattants kurdes de s'en emparer. french.trib.ir 08.06

2- Arabie saoudite

- Toutes les options sont sur la table, même l'arme atomique (ambassadeur de Riyad à Londres) - french.trib.ir

L'ambassadeur d'Arabie en Grande-Bretagne a déclaré qu'au cas d'un éventuel échec des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, Riyad mettra toutes les options sur la table et n'hésitera pas à acheter des bombes atomiques.

Selon Russia Today, Mohammad ben Nayef ben Abdelaziz a déclaré, dans une interview, publié lundi par « The Telegraph », que si le processus diplomatique ne pouvait pas empêcher la réalisation de ce qu'il a appelé les « ambitions nucléaires de l'Iran », l'Arabie saoudite ferait tout pour s'acquérir l'arme atomique.

L'ambassadeur de Riyad à Londres a émis l'espoir que le président des Etats-Unis Barack Obama puisse conduire le processus des négociations nucléaires vers un accord « total et sans faille » avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire, « sinon toutes les options seront sur la table », a-t-il prétendu.

« Nous soutenons pourtant le processus diplomatique pour le règlement des différends autour du nucléaire iranien », a-t-il ajouté.

« Nous saluons les efforts du président des Etats-Unis, à condition que l'accord final avec l'Iran soit total et sans faille pour ne plus permettre à l'Iran de continuer sa politique déstabilisatrice dans la région », a-t-il prétendu. Il a ajouté que Riyad souhaite que Téhéran donne des garanties de ne pas vouloir se doter de l'arme atomique. « Le programme nucléaire iranien est une menace directe pour tous les pays de la région. Il est le moteur principal de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, même en Israël », a déclaré l'ambassadeur de l'Arabie saoudite à Londres.

Selon certaines sources, depuis de longues années, l'Arabie saoudite s'est chargée de financer à 60% le programme nucléaire militaire du Pakistan, à condition de pouvoir acheter, quand elle le souhaite, des bombes atomiques à Islamabad.

Les déclarations de l'ambassadeur saoudien à Londres interviennent après la rencontre à Washington de l'ancien directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, avec une haute autorité saoudienne. Alouar Ashki et Dore Gold se sont rencontrés, la semaine dernière, au Conseil américain pour les relations étrangères à Washington, et ont participé ensuite à une conférence de presse pour répondre aux questions des journalistes sur la position commune de Tel-Aviv et Riyad contre l'Iran. french.trib.ir 09.06

3- Israël

- Israël teste des «bombes sales» - french.irib.ir

Le régime sioniste a mené une série d'essais, pour tester les effets et les dommages potentiels d'une bombe radiologique, y compris, ses matières radioactives, dans le cadre d'un projet de 4 ans; nommé "Sdé Yarok", (champ vert), opéré par des chercheurs du réacteur de Dimona, a révélé, lundi matin, le quotidien israélien, "Haaretz".

Connues sous le terme de "bombes sales", ces charges explosives ont été testées, dans le but d'examiner leurs effets sur l'environnement, dans le cadre du projet nommé «champ vert». "Haaretz" dévoile, également, que, dans le cadre d'expériences, 20 engins explosifs, pesant entre 15 et 25 kilos, ont été combinés avec des matières radioactives "technétium 99m", utilisées dans l'industrie médicale.

En outre, toutes les technologies existant dans cette centrale, dont de petits avions, ont été déployées, pour mesurer les effets radioactifs et la puissance de l'explosion des bombes. french.irib.ir 08.06

4- Palestine occupée

4.1- - L'Egypte, complice d'Israël pour donner un tour de vis au blocus de Gaza - french.irib.ir

Le gouvernement égyptien, complice du régime sioniste pour intensifier le blocus de la bande de Gaza, a chargé ses militaires de détruire un autre tunnel, reliant la ville frontalière de Rafah à une zone dans le Sinaï, que les habitants de Gaza utilisaient pour faire parvenir les produits de première nécessité à l'intérieur de l'enclave palestinienne. Selon des sources locales, l'armée égyptienne a fait exploser dimanche un des principaux tunnels que les habitants de Gaza utilisaient pour acheminer des denrées alimentaires et du carburant à Rafah dans le sud de la bande de Gaza. Cette explosion a tué au moins sept Palestiniens qui étaient à l'intérieur du tunnel avec leurs marchandises. Plusieurs autres personnes ont été blessées.

Depuis l'intensification du blocus de Gaza par le régime sioniste en 2007, des tunnels ont été creusés jusqu'au Sinaï par les habitants de la bande de Gaza pour faire parvenir des denrées alimentaires, des médicaments, du carburant et d'autres produits de première nécessité, via le territoire égyptien. Mais depuis quelques mois, les avions de l'armée israélienne et l'armée égyptienne bombardent ces tunnels, et créent de nouveaux problèmes pour les habitants de l'enclave palestinienne. Selon des militants palestiniens, depuis la prise du pouvoir en Egypte par Abdel Fattah al-Sissi, des centaines de tunnels ont été détruites par l'armée égyptienne dans la région frontalière de Rafah sous prétexte des questions sécuritaires. Cela signifie le durcissement du blocus que le régime sioniste et l'Egypte imposent conjointement aux habitants de Gaza.

En même temps, l'armée égyptienne a annoncé, il y a quelques jours, qu'en juillet, une grande opération sera lancée pour évacuer quelque 10.000 maisons dans la partie égyptienne de la frontière pour y créer une zone tampon.

Les Palestiniens estiment que le but du Caire de créer cette zone tampon entre son territoire et la bande de Gaza est d'isoler totalement la région palestinienne et de parachever le blocus que le régime sioniste impose aux habitants de la bande de Gaza.

Après la fermeture du passage frontalier de Rafah par l'armée égyptienne, les tunnels sont les seuls moyens pour acheminer les denrées alimentaires et les produits de première nécessité aux habitants de Gaza qui souffrent depuis des années de la pénurie de tout, et qui sont maintenant au bord d'une nouvelle catastrophe humanitaire.

La complicité du Caire avec le régime sioniste pour détruire les tunnels prend une nouvelle dimension ces derniers temps, alors que l'opinion publique égyptienne s'y oppose et que de nombreuses manifestations ont été organisées pour protester contre cette décision du gouvernement et pour exiger l'annulation de l'accord de paix avec le régime sioniste. La bande de Gaza, avec une superficie de 363 kilomètres carrés, abrite près de 2 millions de Palestiniens. L'intensification du blocus et les attaques militaires successives des armées israélienne et égyptienne contre les tunnels mettent ces 2 millions de personnes au bord d'une véritable crise humanitaire. french.irib.ir 09.06

4.2- - Le Hamas condamne la non-inclusion du nom du régime sioniste, sur la liste des violateurs des droits des enfants - french.irib.ir

Le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, le Hamas, a condamné la décision bizarre de l'ONU de n'avoir pas inclus le nom du régime sioniste, dans la liste des parties ayant transgressé les droits des enfants.

D'après les médias d'informations palestiniens, le Hamas a dénoncé la décision de l'ONU de n'avoir pas enregistré le nom de l'entité sioniste, sur la liste des parties ayant violé les droits des enfants, et souligné que la décision de cette instance

internationale reste une récompense offerte à ce régime, pour commettre des crimes et des exactions.

L'ONU a publié, hier, lundi, la "liste de la honte", sur laquelle figurent les noms des parties violant les droits des enfants. Malgré les revendications censées faire inclure l'entité sioniste, ayant massacré, pendant la récente guerre, dans la Bande de Gaza, plus de 500 enfants palestiniens, sur «la liste de la honte», le secrétaire général de cette instance internationale, Ban Ki-moon, a, donc, tranché, évitant à Israël de figurer, sur cette liste.

Cependant, le patron de l'ONU a, tout de même, confié qu'il restait "extrêmement inquiet" des "graves violations endurées par des enfants palestiniens", lors des opérations militaires de l'été dernier du régime de Tel-Aviv. french.irib.ir 09.06

ECONOMIE

Brésil

- Plan de 57 milliards d'euros pour des infrastructures au Brésil - Reuters

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a présenté mardi un projet de concessions visant à susciter 198,4 milliards de réals (56,8 milliards d'euros) d'investissements privés sur cinq ans pour moderniser et gérer les routes, le transport ferroviaire, les aéroports et les terminaux portuaires.

Ce plan prévoit la construction de 4.371 kilomètres d'autoroutes, l'extension de certaines concessions ferroviaires existantes et le transfert au privé de l'exploitation de plusieurs aéroports, comme ceux de Porto Alegre, Fortaleza, Salvador et Florianopolis.

Les nouvelles concessions auront un accès réduit aux financements des banques publiques et les concessionnaires devront financer en partie les projets avec des capitaux privés.

Ce plan vise entre autres à soutenir l'activité économique au Brésil, aujourd'hui au bord de la récession, et à restaurer l'image de Dilma Rousseff, altérée ces derniers mois par le scandale de corruption au sein de la compagnie pétrolière publique Petrobras et par la flambée de l'inflation.

Le gouvernement attend 66,1 milliards de réals d'investissements dans les autoroutes, 86,4 milliards dans le transport ferroviaire, 37,4 milliards dans les ports et 8,5 milliards dans les aéroports.

Les enchères pour les concessions aéroportuaires devraient débiter au premier trimestre 2016.

Brasilia va par ailleurs ouvrir au privé 29 terminaux portuaires.

La banque publique de développement BNDES continuera de jouer un rôle "important" dans le financement des infrastructures, a déclaré le gouvernement, notamment dans le domaine du transport ferroviaire, où elle pourra financer jusqu'à 90% du montant des projets.

Les projets routiers, eux, pourront être financés jusqu'à 40% par des prêts bonifiés de la BNDES, à condition que leur budget soit assuré à au moins 10% par l'émission d'obligations d'infrastructures. Reuters 09.06

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h. On a ajouté 40 articles. Rester assis devant l'écran pendant près de 2 heures par cette chaleur, c'est une torture !

Les propriétaires (privés !) du portail *Arrêt sur Info* ne permettent pas aux internautes de télécharger au format pdf (Adobe Reader) les articles qu'ils publient, il faut donc les télécharger en "page complète html", puis les formater avec Adobe Acrobat, cela fait des manipulations supplémentaires, multipliées par 30 cela prend du temps...

Nous n'avons peut-être pas encore trouvés la bonne formule pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes foutus, mais au moins nous sommes informés. On se console comme on peut !

Notre ennemi ne manque pas de détermination comme vous avez eu largement l'occasion de le constater, à nous de lui démontrer qu'on n'en manque pas non plus.

J'ai lu ou plutôt relu un truc qui m'a bien fait marrer, façon de parler :

- *"On disait que les trotskistes se reproduisent par scissiparité, qu'il suffisait de deux trotskistes pour faire un parti et de trois pour faire une scission, que, quand deux groupes tentent de fusionner, le résultat, ce n'est pas un groupe, mais trois, car dans les groupes qui fusionnent, il y a toujours une minorité qui n'accepte pas la fusion, se sépare du groupe et en forme un nouveau."* (<http://istravail.com>)

Non, ce n'est pas caricatural, car le pire c'est que cela s'est largement vérifié, nos lecteurs en sont témoins ou en sont l'illustration, hélas ! On a envie de dire que c'est ce qui arrive quand on a des dirigeants qui ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, non ?

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard. Il fait 41°C.

J'ai entendu dans une vidéo que Poutine regrettait la faiblesse de l'Etat russe (notamment) en 1917, ce qui avait permis aux affreux bolcheviks de prendre le pouvoir et de mettre un terme à l'ancien régime du tsar Nicolas II, pour justifier un Etat "fort" en Russie dirigé par le nouveau tsar de toutes les Russies ou lui-même : Poutine.

Dans une autre vidéo, l'intervenant cite au passage ces "monstrueux bolcheviks", à croire que le communisme hante toujours l'Europe ou le monde et qu'il demeure source de leur cauchemar, en fait les masses exploitées, qui avec leurs besoins de plus en plus pressants, ils parviennent de plus en plus difficilement à contenir.

Que le tsar, ses guerres, ses pogroms, son système policier et la misère sociale qui allait avec soient préférables à un Etat ouvrier signant la paix avec ses voisins et s'attaque aux fondements du régime en place pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs, c'est le créneau habituel de tous les réactionnaires.

Que ces portails se présentant comme "libres" ou "indépendants", "progressistes", etc. qui se définissent également comme des médias alternatifs s'en fassent l'écho, témoigne que leurs intentions ne sont pas de créer les conditions politiques pour que les droits sociaux et politiques des travailleurs soient satisfaits sur tous les continents. Bien au contraire, dès que la question du pouvoir affleure à la surface ou se trouve posée, ils se rangent du côté de la réaction en reprenant ses arguments contre l'avant-garde du prolétariat mondial, contre la révolution socialisme mondiale en bons petits soldats ou porte-parole du capital. Cela est valable pour pratiquement tous les portails dont nous avons mis des articles en ligne.

Le Front populaire en 1936 avait opté pour la bourse, la guerre et le corporatisme, le fascisme au détriment du socialisme et depuis rien n'a changé, on en a la preuve quotidiennement. Vaut toujours mieux une monarchie ou un régime féodal autocratique, une dictature fasciste ou militaire qu'un régime social abolissant les privilèges de l'aristocratie et de la bourgeoisie. Un choix politique qui ne peut être guidé que par des considérations ou des intérêts d'ordre individuel dont le régime en place est le garant, dès lors qu'on s'estime servi ou qu'on bénéficie d'un mode de vie relativement confortable.

Ne cherchez pas dans ces articles les traces d'une conscience de classe que vous pourriez utiliser, car la leur (et leur destin) coïncide avec celle de nos ennemis. Il vaut mieux en avoir conscience pour ne pas se faire manipuler et se tromper de combat ou de camp...

ACTUALITE EN TITRES

Antisocial.

- HLM : plus de 200 communes hors-la-loi - Francetv info

Ces villes ne respecteraient pas le quota de 25% de logements sociaux, imposé par la loi. Francetv info 10.06

Après les écoles, les hôpitaux, les gares, les bureaux de poste, etc. les piscines.

- Les piscine municipales, un gouffre financier ? - Francetv info

Des communes sont obligées de fermer leur piscine municipale, bien trop coûteuses. Francetv info 10.06

Faits divers institutionnels d'un régime corrompu.

- Perquisitions dans l'enquête sur les dépenses du gouvernement Fillon - Liberation.fr

- Bygmalion: qui a payé le film de mariage de Jean-François Copé? - L'Express.fr

- Un voyage à Berlin qui prend des allures de "Vallsgate" - Reuters

- Politique migratoire: Duflot dénonce un "Waterloo moral" - AFP

- Incendie de voitures, délit imaginaire: un militant FN de Seine-et-Marne écroué - AFP

- Jean-Marie Le Pen visé par une enquête pour blanchiment de fraude fiscale - LeFigaro.fr

Quand l'oligarchie financière distribue les mauvaises notes.

- Standard and Poor's abaisse encore la note de la Grèce - AFP

L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé encore davantage mercredi la note de la Grèce à "CCC", au lieu de "CCC +" précédemment, soulignant que sans accord avec ses créanciers, Athènes devrait faire défaut sur sa dette dans les douze mois. AFP 10.06

Intox

- Les États-Unis s'engagent un peu plus dans la guerre contre le groupe Etat islamique - Francetv info

Le pape au secours de l'Otan et du régime fasciste de Kiev.

- Le pape appelle Poutine à un "effort sincère" en Ukraine - Reuters

- Ukraine: le pape exhorte Poutine à faire "un effort" pour la paix - AFP

Donc le pape estime à l'instar de l'Otan, que c'est la Russie qui serait fauteur de guerre et non les Etats-Unis... Normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie en "option" ou quand ils inventent la dictature "raisonnable".

- Loi Macron : le 49-3, "option raisonnable" selon Le Guen - AFP

Le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, a qualifié mercredi d'"option raisonnable" le recours au 49-3 - qui permet l'adoption d'un texte sans vote - sur la loi Macron.

"Nous voulons aller vite et cette solution me semble la bonne solution. Nous allons en parler avec les parlementaires mais, en tout état de cause, il faut avancer et le 49-3 est une option raisonnable", a déclaré le responsable socialiste sur Europe 1.

Sur RTL, le président PS de l'Assemblée Claude Bartolone a argumenté: "Si on veut vraiment profiter de la vague de reprise que l'on constate, dès la rentrée, on ne peut pas passer des années à discuter". "Il y a des moments où il faut être capable de dire : nous avons besoin de signaux et d'actes très vite".

De son côté, le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux, a approuvé, lors de l'émission "Questions d'info" LCP-France Info-Le Monde-AFP, l'éventuel recours au 49-3: "si cela peut éviter des discussions qui sont des discussions une nouvelle fois sans fin, pourquoi pas". AFP 10.06

République bananière. Mensonge d'Etat, preuves fabriquées, privilèges...

- Déplacement à Berlin en public, le PS défend Valls, en privé, il l'accable - Slate.fr

Slate.fr- La polémique sur le déplacement de Manuel Valls à Berlin pour assister à la finale de Ligue des champions entre Barcelone et la Juventus Turin, le 6 juin, n'en finit pas de rebondir. Le Canard Enchaîné affirme ainsi, ce mercredi 10 juin, que le Premier ministre ne s'est pas rendu à l'Olympiastadion pour y rencontrer les dirigeants du football européen pour préparer l'Euro 2016, comme il l'avait pourtant affirmé dès samedi sur Europe 1.

(Un faux témoignage relayé par les agences de presse. - ndlr)

Reuters- Le président de l'UEFA, Michel Platini, a tenté mercredi de voler au secours de Manuel Valls, en confirmant après un rendez-vous avec François Hollande sur l'organisation en France de l'Euro 2016 la version officielle de ce vol Poitiers-Berlin.

L'ancien capitaine de l'équipe de France a dit à la presse que le chef du gouvernement avait assisté au match Juventus-FC Barcelone à son invitation et eu auparavant avec lui un tête-à-tête sur l'Euro 2016 et la crise de la Fifa.

AFP- La prise en charge de ce voyage par l'Etat a été justifiée par un entretien avec le président de l'UEFA Michel Platini consacré à la préparation de la tenue en France en 2016 de l'Euro de football, selon les deux parties.

Slate.fr- Stéphane Le Foll l'a défendu, lors de l'émission Preuve par Trois, sur Public Sénat:

«La polémique s'arrête à partir du moment où on regarde les choses avec un tout petit peu de recul: il est invité par le président de l'UEFA à la finale de la Ligue des Champions, en tant que Premier ministre de la France, c'est la République, il représente le gouvernement français »

Mais en off, le discours n'est pas tout à fait le même. Le Canard enchaîné raconte ainsi que le ministre de l'Agriculture trouvait qu'il était «vraiment gonflé d'agir ainsi», rapporte Le Lab. De son côté, François Hollande aurait déclaré à son Premier ministre:

«Ce qui est fait est fait mais à l'avenir il faudra être toujours plus vigilant.»

D'autres, dont les noms ne sont pas cités, sont plus violents.

«La jet-settisation des dirigeants socialistes, à Cannes, à Berlin ou à Roland-Garros me choque profondément. C'est une stratégie de com qui consiste à penser qu'il vaut mieux s'afficher avec les puissants qu'avec les plus faibles. ça s'appelle Euro-RSCG» (un dirigeant du PS, à Libération) slate.fr 10.06

Réunion annuelle du gouvernement du nouvel ordre mondial.

- Club Bilderberg: La réunion secrète des «maîtres du monde» entretient le mystère - 20minutes.fr

Une réunion très secrète. Le groupe Bilderberg réunit chaque année à huis clos une partie du gratin mondial de la politique, du patronat et du savoir. Cette année, la rencontre se déroule de jeudi à dimanche dans le village autrichien de Telfs-Buchen.

Seul le gratin mondial est convié : 140 participants, issus de 22 pays. Depuis 1954, les invités sont triés sur le volet par le comité directeur du club (une trentaine de membres), présidé depuis 2012 par le PDG français du groupe d'assurance Axa, Henri de Castries.

Sur la liste cette année, le PDG de Google Eric Schmidt, celui d'Airbus Thomas Enders, de Goldman Sachs Robert Zoellick. Mais aussi des politiques, comme le premier ministre belge Charles Michel, le ministre néerlandais des Finances et patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, le président autrichien Heinz Fischer et le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg. Côté français, Alain Juppé, Laurence Boone, conseillère économique de François Hollande, le patron de Michelin Jean-Dominique Senard, ou encore l'universitaire spécialiste du monde arabe Gilles Kepel seront de la partie.

Rien ne doit filtrer

Depuis sa création, le club entretient l'opacité. Les réunions se déroulent sans ordre du jour et ne font l'objet d'aucune déclaration publique. Les participants rentent tout le week-end et doivent respecter une confidentialité absolue. « Ils ont la règle la plus dure. Non seulement on n'a pas le droit d'attribuer des propos à des personnes, mais on n'a pas le droit de dire ce qui est dit. Ils veulent avoir les personnalités les plus importantes et qu'elles puissent se parler de manière la plus détendue possible », résumait le journaliste Vincent Jauvert à France Info.

Débats, et prises de décision ?

Ses détracteurs reprochent au groupe Bilderberg de défendre une mondialisation ultra-libérale. D'autres y voient le « vrai gouvernement du monde ». Thèse parfois alimentée par les membres fondateurs eux-mêmes.

« Dire que nous cherchions à mettre en place un gouvernement mondial unique est très exagéré, mais pas totalement absurde. Nous autres à Bilderberg pensions qu'on ne pouvait pas continuer à se faire la guerre éternellement et tuer des millions de gens pour rien. Nous avons pensé qu'une communauté unique à travers le monde pouvait être une bonne chose », confiait ainsi en 2001 Denis Healey au Guardian. 20minutes.fr 10.06

Liste des participants français.

- Baverez, Nicolas Énarque. Membre du comité directeur de l'Institut Montaigne. Gibson, Dunn & Crutcher LLP.
- Bigorgne, Laurent Directeur de l'Institut Montaigne.
- Boone, Laurence Conseillère économique du président de la République François Hollande.
- Calvar, Patrick Directeur général de la Sécurité intérieure (DGSJ).
- Castries, Henri de Directeur et PDG du groupe AXA.
- Coeuré, Benoît Économiste français. Il est administrateur de l'Insee et, depuis le 1er janvier 2012, membre du directoire de la Banque centrale européenne.
- Juppé, Alain Maire de Bordeaux, Ancien Premier Ministre.
- Kepel, Gilles Professeur d'Université à Sciences Po.
- Pégard, Catherine Journaliste politique. Elle a accompli l'essentiel de sa carrière au Point dont elle fut rédactrice en chef. Elle a été nommée, à la mi-mai 2007, à l'Élysée, conseiller du président de la République, Nicolas Sarkozy, chargée du « pôle politique » de l'Élysée depuis le 15 mars 2008. Elle devient le 2 octobre 2011 présidente de l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.
- Senard, Jean-Dominique Président du groupe Michelin depuis 2011.

Tiens, seraient-ils tentés par Juppé, seraient-ils déçus par Fillon invité en 2013 ?

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine d'articles plus tard. Aujourd'hui il fait 40°C, à l'ombre bien sûr ! Je crève.

J'ai installé un ventilateur sur un tabouret en direction de l'ordinateur dont j'ai viré les carters latéraux pour le rafraîchir un peu, moi je m'en passe, la bête est rustre et résistante à la souffrance, c'est encore du solide ! A côté de nos frères et soeurs qui croulent sous les bombes ou la guerre ou qui manquent cruellement d'eau ou d'électricité ou tout simplement qui bossent en plein soleil comme ma compagne Selvi, qu'est-ce que c'est franchement ?

On commence très fort avec des infos de deux portails néolibéraux et sionistes, on va se les faire pour se venger!

Parole de maquereaux et partouzeurs.

- Vers l'amour collaboratif - Slate.fr

Et si les moeurs continuaient d'évoluer comme la propriété des objets? Et si l'économie collaborative donnait naissance à un partage des amours? Slate.fr 11.06

On aurait pu intituler cela *La tournante au sommet* ou *Voilà comment la classe dominante montre l'exemple*, après ils hurleront contre les préjugés des masses, pas les pattes !

C'est marrant, il n'y a que les moyens de production qui selon eux ne pourraient pas bénéficier de cette "évolution" et devenir collectifs !

Il est vrai que parvenu à un tel degré de décomposition, de prostitution et de marchandisation, il ne leur reste plus qu'à les normaliser, tout comme leurs rapports avec Al-Qaïda ou Al-Nosra, opération en cours...

La liaison est toute trouvée avec la suite.

[Ils ont jeté leur dévolu sur Al-Qaïda.](#)

- 1916-2016 : la carte du Moyen-Orient dessinée par les accords Sykes-Picot est morte et enterrée - Atlantico.fr 11.06

Un bref extrait de cet article suffira pour se faire une idée précise des intentions et de l'orientation politique de ces auteurs (ils étaient deux) :

Atlantico.fr - Un jour, il faudra négocier. Mais avec qui ? Un embryon de réponse se dessine avec la coalition de l'"armée de la conquête" en Syrie. Problème: Al-Qaïda est sa colonne vertébrale. Mais il faudra bien choisir un jour entre Al-Qaïda et Daech. Atlantico.fr 11.06

Entre Adolfe Hitler ou Joseph Goebbels, quelle dilemme !

Article infâme qui relayait de A à Z la propagande américaine, cautionnant la partition de la Syrie et de l'Irak réalisée par l'armée supplétif du Pentagone. Balkanisation présentée comme inéluctable et soutenue par les populations concernées terrorisées par ces barbares, mieux ou pire encore, les auteurs affirmant qu'il sera impossible de revenir en arrière, autrement dit il n'y a plus qu'à justifier et soutenir ce processus de désintégration du Moyen-Orient voulu par les Etats-Unis et Israël, plan qui s'il parvenait à son terme correspondrait grosso modo au Grand Israël imaginé par les sionistes.

Commentaires d'internautes.

1- "La légitimité donné à l'EI par ce genre d'article me fais perdre foi en l'humanité."

Il y a de quoi, mais rassurez-vous les masses syriennes et irakiennes ne vont pas subir très longtemps l'ordre archaïque ou la dictature impitoyable que ces barbares leur imposent, aucun peuple ne s'y est résolu dans le passé et tous ces régimes ont fini par s'écrouler ou disparaître.

2- "Ah bon, on reconnait cette entité américano-sioniste ?"

Propagande et conditionnement psychologique à destination de la population appelée à en faire autant... Sans se poser de questions évidemment.

3- "Je suis vraiment écoeuré de voir la presse occidentale faire l'apologie du terrorisme! Quand elle publie déjà des articles comme ceux-ci, qu'est-ce qu'elle essaie de mettre dans la tête des gens? si ce n'est que la division! La paix et la sécurité universelle sont menacées par l'attitude et le comportement de l'occident! C'est ce que vous appelez démocratie? C'est regrettable!"

Dramatique, tragique pour la civilisation humaine vous voulez dire.

4- "L'état islamique n'a d'Etat que le nom. Merci de le préciser. Donner même une ombre de légitimité à ce ramassis d'arriérés parce qu'ils sont circonscrits dans une aire géographique plus ou moins délimitée est un crime contre l'intelligence."

Ce sont des criminels qui gouvernent le monde en effet, Atlantico en est un des zéléz porte-parole.

5- "A noter que l'article ne parle pas de la trahison des Britanniques aux arabes sur la Palestine après qu'ils aient conclu le traité entre Balfour et Rotschild! Article sioniste!"

S'il en est.

En complément. Ils vont même recevoir de l'aide.

- Les Etats-Unis envisagent l'installation de nouvelles bases en Irak - LeMonde.fr

Trois semaines après la chute de Ramadi, Barack Obama a déjà annoncé un renforcement du dispositif américain sur place.
LeMonde.fr 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils squattent le pouvoir et nous soûlent: Chassons-les !

- Le Parlement durcit la législation anti-squats - Reuters

- Loi Evin modifiée: le lobby viticole rit, les professionnels de santé pleurent - AFP

Les députés ont modifié dans la nuit de mercredi à jeudi la loi Evin qui limitait très fortement la publicité pour l'alcool depuis près de 25 ans, une initiative saluée avec enthousiasme par le monde viticole.

Dans un communiqué, il a relevé que le rapport du Conseil de promotion du tourisme, sur lequel s'est appuyé le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius pour annoncer jeudi une série de mesures, soulignait que l'interprétation de la loi Evin faisait peser le risque "de ne pas être en capacité de valoriser nos vins et vignobles".

"En distinguant la publicité de l'information, les parlementaires reviennent à l'esprit initial de la loi Evin: encadrer la publicité mais ne pas interdire toute forme de communication sur le vin", a assuré Joël Forgeau, président du lobby viticole Vin & Société.

Boycott !

- Conférence de Paris sur le climat: Hollande "lance un appel" pressant aux partenaires sociaux - AFP

Le président français François Hollande a lancé jeudi un "appel" pressant aux partenaires sociaux du monde entier, syndicats patronaux et de salariés, pour qu'ils concourent au succès de la conférence mondiale sur le climat que la France accueillera fin 2015 à Paris.

"Je suis venu vous lancer un appel", a déclaré le chef de l'Etat français devant plusieurs centaines de représentants de la Conférence internationale du travail, le "parlement" de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui se réunit tous les trois ans au Palais des Nations de l'ONU, sur les rives du Lac Léman.

"Nous avons besoin de la pleine implication des partenaires sociaux", a-t-il souligné, "c'est l'intérêt de la planète, des entreprises, du développement économique, du progrès social". (Posture cynique. Les uns et les autres étant incompatibles, on retiendra l'intérêt des entreprises et le développement économique à condition qu'il leur soit favorable uniquement, quant à l'intérêt de la planète et le progrès social : A la trappe ! - ndlr)

"Lutter contre le changement climatique n'est en aucune façon menacer l'emploi", a encore plaidé François Hollande, qui s'est employé à apaiser les "inquiétudes" exprimées par les "pays en voie de développement qui craignent d'avoir des contraintes supplémentaires qui les empêcheraient d'accéder à la croissance" et les pays développés qui redoutent que de nouvelles règles ne "découragent les investissements et pèsent sur l'emploi".

"C'est tout le contraire", a-t-il ainsi assuré, "c'est parce que nous allons avoir de nouvelles règles en matière de comportements, de production, de transport, de consommation, c'est parce que nous allons lutter contre le réchauffement climatique et assurer la transition énergétique que nous allons créer plus d'activité, investir davantage et avoir plus de croissance".

François Hollande a ainsi évoqué des travaux de l'OIT qui chiffrent à 60 millions le nombre d'emplois qui pourraient être créés à travers le monde au cours des deux prochaines décennies par la "croissance verte".

"Si nous ne faisons rien, il y aura des destructions d'emplois", a-t-il insisté, tandis que, selon lui, "agir pour le climat, c'est agir pour la croissance, pour la justice, pour le droit du travail".

"Parce qu'il y a une coïncidence: chaque fois qu'il y a une exploitation irraisonnée des ressources naturelles, il y a aussi une exploitation inacceptable des travailleurs", a-t-il poursuivi sous les applaudissements. (C'est bien ce que nous disons : L'"exploitation irraisonnée des ressources naturelles" par les capitalistes conduit à une "exploitation inacceptable des travailleurs", d'où la nécessité de les chasser du pouvoir avec ses représentants, dont Hollande. - ndlr)

Ainsi, pour François Hollande qui poursuivait à Genève un périple mondial en amont de la conférence de Paris (COP21), le "rôle" des partenaires sociaux est "de prévoir ce que va engendrer cette transition, d'anticiper les emplois, les compétences, les formations, les qualifications dans tous les pays du monde".

"Il y a un rendez-vous important, c'est la COP21 en fin d'année et il ne faut pas que les travailleurs soient oubliés dans ce rendez-vous", avait souligné auparavant devant la presse Laurent Berger, le leader de la CFDT, l'un des principaux syndicats français. AFP 11.06

Un tissu de contrevérités et de mensonges grossiers.

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sérieusement sur cette question pour me faire une idée sur cette question du réchauffement climatique au regard des "études" ou "rapports" contradictoires qui nous ont été communiqués. Est-il réel ? Qu'est-ce qui en est la cause ? Le soleil, l'activité humaine, les deux combinés, dans quelle proportion, etc. ?

En complément. En guise de "progrès social".

- Quand les seniors retournent au travail - Francetv info

- Retraites et mutuelles: «Je ne me soigne plus» - 20minutes.fr

Parti Glauque.

- «Déni», «paranoïa», «aura d'un seul homme»... deux cadres du PG claquent la porte - Liberation.fr

Dans un courrier, deux cadres parisiens du Parti de gauche dénoncent «un parti quand tout repose sur une seule personne». «Critiques à contre-temps», répond la direction.

Un (très) mauvais signal. On savait qu'à un mois de son congrès à Villejuif, le Parti de gauche fondé par Jean-Luc Mélenchon n'était pas très en forme. Déjà, à peine moins de 2 000 adhérents (sur 8000 à jour de cotisation selon la direction) ont participé, il y a quelques semaines, au vote sur les «plates-formes» d'orientation de cette formation membre du Front de gauche. Mercredi, deux responsables parisiens ont rendu publique leur départ de ce parti né en 2008, dénonçant, dans une lettre (lire document ci-dessous), une «structure construite autour de l'aura d'un seul homme», dont le «moteur» est la «dévotion» et perdue dans «une immense paranoïa».

Les signataires: Sylvie Aebischer, ex-cosecrétaire du PG dans la capitale, qui a été la directrice de campagne de la conseillère de Paris, Danielle Simonnet, aux municipales de 2014; et Fabien Marcot, conseiller national du PG et cosecrétaire du comité PG dans le XXe arrondissement de Paris. Leur profil - des déçus du PS ou des nouveaux venus en politique qui avaient cru à l'élan du Front de gauche en 2012 - illustre les difficultés d'un Parti de gauche plus proche aujourd'hui de connaître un avenir à la NPA que des lendemains qui chantent à la Syriza en Grèce, Podemos en Espagne ou même Die Linke en Allemagne.

«Leurs critiques viennent à contretemps»

Dans leur lettre, ces deux militants déplorent ainsi la non-remise en cause de leurs dirigeants, Jean-Luc Mélenchon en tête. Après les échecs électoraux de 2014 - municipales et européennes où l'objectif affiché était de «passer devant le PS» - ils estiment ainsi que «le temps aurait dû être aux bilans, à l'analyse, à la confrontation avec d'autres points de vue». «Nous avons besoin de réfléchir, de comprendre pourquoi l'élan s'était enrayé, de nous renforcer pour faire émerger de nouvelles pistes», expliquent-ils. Mais au lieu de ça, «tout de suite, cela a été le déni», disent-ils. «Nous avons tous en tête ces démonstrations électorales qui finissent toujours par montrer, en tordant les chiffres, qu'au fond nous avons progressé», font-ils remarquer.

«Bercés par l'élan» des premiers succès électoraux, ils acceptaient que tout tourne et soit décidé par Jean-Luc Mélenchon et ses proches, disent-ils: «Ce qui nous fait quitter le PG aujourd'hui était sans doute présent dès sa création, mais nous l'acceptions». «J'ai du mal à comprendre, répond Eric Coquerel à la direction du PG. Ils ont travaillé avec nous sur les travaux de plate-forme commune encore ces derniers jours. Leurs critiques viennent à contretemps.»

Les mots des deux partants sont très durs: «Le PG a toujours été une structure construite autour de l'aura d'un seul homme qui est à la fois le lien, le penseur, le leader, le porte-parole. Comment devenir un vrai parti quand tout repose sur une seule personne, quelles que soient ses qualités? Comment rester lucide quand on s'entoure d'ultra-fidèles qui n'osent jamais la moindre contradiction? La dévotion est le moteur du parti.» «C'est faux, rétorque Coquerel. C'est très loin de la réalité de ce parti.»

«Le parti se renforce en s'épurant»

La direction du parti en prend aussi plein la figure: «Une telle organisation s'assèche intellectuellement. La direction du PG ne réfléchit pas. Ou ne se permet pas de réfléchir. A ne fonctionner qu'à l'entre soi, à ne se lire qu'entre camarades, elle ne voit plus l'effervescence qui existe en dehors du PG et du Front de gauche. Elle attend seulement le nouvel opus de Mélenchon et s'évertue à le transcrire dans la résolution politique suivante. Et elle perd tout sens critique». Ils dénoncent aussi «l'immense paranoïa» qui règnerait au PG: «Tout le monde nous veut du mal. Les journalistes évidemment, la droite bien sûr, la gauche n'en parlons pas. Médiapart est honni depuis un billet de Fabrice Arfi sur la Russie, Libération est "un journal qui nous combat", et Le Monde ne se lit pas. Le Figaro, L'Humanité, Regards : des ennemis partout !»

Ils reviennent sur le dernier ouvrage de Mélenchon qui, «c'était prévisible [...] fait l'unanimité contre lui hors de nos rangs»: «Le PG se réfugie dans la certitude que le monde entier veut lui nuire. Quant aux militants dérouterés qui y trouvent des relents germanophobes, c'est qu'ils n'ont évidemment pas compris. Quiconque, en interne, signale un début de désaccord devient un coupeur de cheveux en quatre, donc un empêchement de militer en rond, donc un ennemi.» Leurs camarades préféreraient les voir prendre la porte plutôt que critiquer la ligne et le chef: «Le parti se renforce en s'épurant», entendent-ils.

Critiques sur les stratégies déjà choisies

Ils n'ont pas apprécié de voir Mélenchon, en août 2014, lancer, sans prévenir, le Mouvement pour la 6e République, laissant de côté le PG. «Émettre un doute était malvenu, écrivent-ils. Tout était déjà lancé et annoncé dans les médias. Que le M6R peine à décoller ou ait franchement raté son lancement ne devait pas être mentionné. Douter, c'était déjà trahir.» Idem aujourd'hui pour la stratégie aux régionales et les «appels citoyens» annoncés avant même que ne se déroule le congrès. Selon eux, «toute la direction n'a en réalité qu'une unique préoccupation: comment faire de Mélenchon le candidat en 2017 ? La vocation de ces assemblées est en réalité plébiscitaire: l'implication citoyenne ne devant déboucher que sur le recours au tribunal».

Depuis sa fondation en 2008, le PG a connu beaucoup de défections. En décembre 2012, son cofondateur le député Marc Dolez, avait déjà dénoncé les choix stratégiques de Mélenchon rendant «inaudibles» les propositions du Parti de gauche. Avant lui, d'autres cadres avaient claqué la porte regrettant un fonctionnement étroit autour de Mélenchon. Arguments toujours repoussés par la direction. Certes, depuis la présidentielle, de jeunes recrues ont rejoint les comités PG. Beaucoup ont été attirés par le dynamisme de la campagne puis les «marches» organisées par le Front de gauche, Mélenchon en tête. Mais depuis 2014, la machine est cassée. Les difficultés entre membres du Front de gauche aux municipales et la stratégie de critiques permanentes de l'ex-candidat à la présidentielle ont dérouteré une partie des militants. Et dans de jeunes partis de gauche comme le PG, lorsque les plus tendres commencent à partir, les plus durs, eux, restent. libération.fr 11.06

Les "plus durs" restent, ils se sclérosent, se fossilisent, etc. il n'est pas le seul dans ce cas-là. Ils se servent même des faiblesses (ou échecs) de leur parti pour renforcer le poids de leur appareil qui doit demeurer inamovible autour d'un ou quelques dirigeants "historiques".

En ayant adopté le réformisme bourgeois, dès le départ Mélenchon et ceux qui ont rejoint le PG ont démontré qu'ils n'avaient jamais rompu avec le capitalisme et l'idéologie que partageait il y a quelques décennies encore le PS, dans un contexte économique ne laissant place à aucune réforme sociale bien au contraire, l'existence d'un parti réformiste allait s'avérer hypothétique, intenable dans un avenir proche, ce qui se passe était donc parfaitement prévisible.

Dit autrement, le PG devait se retrouver immédiatement confronté à des contradictions insurmontables et rapidement dislocatrices, et qui à terme devraient le conduire à la marginalité, à végéter ou entraîner sa disparition, tout dépendra du rôle que la classe dominante entend lui faire jouer puisqu'il n'est pas maître de son destin et n'a rien d'indépendant.

On ne va pas s'éterniser sur ce panier de crabes où l'ambition ou les intérêts personnels des uns et des autres tiennent lieu de ligne politique. Sur cette base pourrie toute discussion est impossible ou tourne au consensus sans principe qui éclate un jour ou l'autre.

En guise d'épilogue très rapidement.

Hier j'ai visualisé une vidéo, comment dire, peu recommandable mais très instructive, et c'est bien la raison pour laquelle j'y ai prêté attention. Elle met en scène Pierre Hillard que l'on peut définir en gros comme un catholique orthodoxe proche de l'extrême droite qui fait une fixation sur les juifs en se défendant d'être antisémite. Il expliquait que la situation actuelle était le produit de l'affrontement entre d'un côté la "synagogue" liée au temple des protestants et à la finance, et de l'autre l'Eglise catholique, que cette situation remontait fort loin, au XVIIe siècle.

Il raconte que les banquiers juifs des Pays-Bas qui étaient très riches et très puissants avaient finalement accepté l'offre de la couronne britannique de venir s'installer en Grande-Bretagne et de prendre la direction de ce qui allait devenir la City de Londres, afin de mettre en oeuvre leur plan d'expansion et de domination mondiale qui n'a pas été désavoué depuis, ajoutons leur croisade contre l'Eglise catholique.

Voilà à quoi se réduit son interprétation du monde, la lutte entre la "synagogue" et l'Eglise catholique pour contrôler ou dominer le monde. C'est plutôt léger pour un érudit. Il ramène tout à ces deux facteurs, ce en quoi il n'a pas totalement tort, hormis le fait qu'il manque à sa démonstration deux facteurs déterminants pour expliquer et comprendre le monde dans lequel nous vivons, le développement des forces productives ou le capitalisme et la lutte des classes. En réalité l'ensemble de ces facteurs capitaux allaient être intimement imbriqués. Car il est clair que les banquiers juifs hollandais (et allemands) n'ont pas émigré en Grande-Bretagne pour les beaux yeux de la reine, mais bien plutôt parce que la Grande-Bretagne était en passe de devenir l'Etat le plus puissant en devenant le premier pays industrialisé de la planète, et en tant que tel il était voué à réaliser les vœux expansionnistes correspondant à leur objectif politique. Quant à la guerre qu'ils devaient mener contre l'Eglise catholique, elle devait uniquement servir de levier pour affirmer leur identité, afin de fournir un contenu idéologique à leur entreprise coloniale qui contrebalancerait celle de l'Eglise catholique et les puissances l'ayant adoptée dont la France, de telle sorte que les pays conquis puissent y adhérer et former une communauté d'intérêts qu'ils domineraient, tel du moins était leur stratégie.

Quelques siècles plus tard, le développement des forces productives ou le capitalisme s'étant répandus à la surface de la terre tout en alimentant la lutte des classes à l'échelle mondiale, ayant en partie émigré et conquis l'Amérique et acquis une puissance (financière et politique) pratiquement sans rivaux sérieux qui menaceraient leur pouvoir, c'est la même idéologie et stratégie politique qu'ils tentent d'imposer au monde entier dans un contexte plus défavorable que jamais, dans la mesure où l'extraordinaire développement démographique qui allait avoir lieu à partir de la seconde moitié du XXe siècle à nos jours les isole du reste du monde ou rend d'autant plus leur prétention hégémonique intenable à bref échéance du fait qu'ils constituent une minorité qui ne peut imposer son diktat au reste de la planète sans recourir à la force ou à la guerre à l'encontre de peuples entiers qui n'accepteront jamais de se soumettre, de perdre leur souveraineté ou de disparaître.

La marche en avant au chaos et à la barbarie auxquels nous assistons aujourd'hui s'inscrit dans cette stratégie politique, et s'il leur faut à tout prix exercer un contrôle total de la population, c'est pour lui imposer un modèle de société reposant sur un système économique dont les rapports seraient dépourvus de tout contenu social une fois parvenu à neutraliser la lutte de classe des exploités et des opprimés, ce qui nécessiterait au préalable de s'être débarrassés des vieilles guenilles du capitalisme en crise voué à un effondrement imprévisible, qu'ils s'emploient actuellement à instrumentaliser et maîtriser pour accroître leur pouvoir politique.

Notre interprétation du monde intègre tous les facteurs déterminants en présence, c'est ce qui fait sa richesse et son originalité. Elle présente l'avantage de pouvoir discuter tranquillement de la place et du rôle de chacun de ses facteurs sans prétendre qu'ils seraient arrêtés une fois pour toute, on peut très bien concevoir que certains d'entre nous accordent plus d'importance à l'un ou à l'autre de ces facteurs sans remettre en cause fondamentalement la perspective politique dans laquelle ils se situent, notre objectif n'étant pas d'avoir absolument raison mais d'avancer ensemble vers le même objectif pour faire triompher notre cause, le socialisme.

La crise du système capitaliste parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, la lutte de classe de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes exigeant que leurs besoins sociaux soient satisfaits, la stratégie politique néolibérale définie par l'oligarchie financière, l'existence d'Israël qui incarne l'idéologie politique du sommet de la classe dominante, l'ensemble de ces facteurs confrontés à leurs propres exigences sont amenés infailliblement à se livrer une lutte à mort, constituent la trame de la situation mondiale.

Notre démarche n'a donc rien à voir avec celle sclérosée d'un Mélenchon ou d'un Hillard, on aurait pu prendre un autre exemple en faisant référence à des militants trotskystes qui sont de furieux dogmatiques pour opposer deux extrêmes aux méthodes identiques que nous rejetons.

A notre avis, on ne peut pas comprendre la situation et s'orienter correctement sans prendre en compte l'ensemble de ses facteurs qui ont une influence les uns sur les autres. La discussion reste ouverte.

Les références de la vidéo dont j'ai parlé pour ceux que cela intéresserait :

Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine (Pierre Hillard) - <https://www.youtube.com/watch?v=sU-M8VnX1dU>

[En famille jusqu'à l'extrême droite.](#)

- Quand des socialistes autrichiens s'allient à l'extrême droite - Slate.fr

Les élections régionales dans le Land autrichien du Burgenland (frontalier de la Hongrie) ont amené les socialistes locaux à s'allier au part nationaliste FPÖ. Une alliance qui n'est pas inédite en Autriche, mais marque l'inexorable montée de l'extrême droite européenne et confirme la crise que subit sa social-démocratie

La nouvelle a de quoi décontenancer: dans la foulée des élections régionales qui se sont tenues le 31 mai en Autriche, le SPÖ (Parti social-démocrate d'Autriche, centre gauche) du Land du Burgenland vient de faire une alliance «rouge-bleue» avec le

parti d'extrême droite de Heinz-Christian Strache, le FPÖ, pour gouverner ce petit Land oriental de l'Autriche. L'expérience n'a cependant rien d'inédit même si elle est, dans ce Land, une réelle nouveauté qui interpelle sur une forme de mithridatisation de la société autrichienne et de la gauche social-démocrate locale à l'installation de l'extrême droite locale.

Non inédite puisque s'étant produit au niveau national en 1983-86 et en Carinthie sous les mandatures de Haider, l'alliance des socialistes locaux avec le FPÖ est d'autant plus détonante qu'elle se produit dans un Land traditionnellement défavorable au parti de Heinz-Christian Strache, signe s'il en est, de l'inexorable montée du FPÖ et de la défaite de plus en plus probable de la Grande Coalition en Autriche. Reste que cette affaire devrait interroger les sociaux-démocrates européens sur l'ampleur de la crise idéologique qui les frappe. La faiblesse de leur réaction ne le laisse pas présager. Slate.fr 11.06

En famille la soupe est meilleure.

- Espagne : accord trouvé pour l'investiture de l'"Indignée" Manuela Carmena comme maire de Madrid - Francetv info

La candidate issue du mouvement des "Indignés", Manuela Carmena, sera investie samedi maire de Madrid (Espagne). Elle a finalement obtenu le soutien du Parti socialiste, a annoncé, jeudi 11 juin, sa liste Ahora Madrid sur Twitter.

"Les conversations en vue de l'investiture de Manuela Carmena que nous avons eues avec le PSOE ont porté leurs fruits", a annoncé Ahora Madrid. Les 20 élus de cette liste, alliés aux 9 socialistes, disposeront de la majorité au sein du conseil municipal, ce qui permettra cette investiture dans cette ville où la droite gouvernait depuis vingt-quatre ans. Francetv info 11.06

En complément. Comment ils alimentent l'antisémitisme.

- Cinq siècles après l'Inquisition, l'Espagne tend la main aux Juifs séfarades - AFP

Le Congrès espagnol a adopté jeudi une loi permettant aux descendants des Juifs expulsés d'Espagne par les rois catholiques en 1492 d'obtenir facilement la nationalité, pour réparer "une erreur historique", cinq siècles plus tard.

La loi, proposée par le gouvernement du conservateur Mariano Rajoy, a été adoptée à l'unanimité jeudi et devrait entrer en vigueur en octobre et susciter au moins 90.000 candidatures de Juifs séfarades dans le monde, selon une estimation officielle. AFP 11.06

Parmi les couches ou les communautés qui par millions ont été victimes du nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale, une seule a fait l'objet de réparations (financières ou restitution de biens) : Les juifs, toutes les autres ont été ignorées.

Au cours des siècles passés et plus particulièrement au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui a continué d'être le théâtre d'une multitude de guerres, parmi les populations déplacées ou chassées de leur domicile ou de leur pays, on pense évidemment aux Palestiniens, une seule bénéficie du privilège exceptionnelle de voir "réparer une erreur historique" vieillit de cinq siècles dont elle a été victime, privilège qui ne sera pas accordé aux Palestiniens expulsés de leurs terres par les sionistes en 1948.

De là à penser que les juifs seraient des gens à part, pas comme les autres, supérieurs aux autres, devant lesquels les grands de ce monde se prosternent et invitant le reste de la population à les imiter, c'est la rumeur qu'ils s'emploient à propager qui a valeur de provocation afin de favoriser l'antisémitisme dont seront victimes les juifs lambda qui n'ont rien demandé ou ne soutiennent pas forcément le sionisme, et non les instigateurs de cette mesure qui pourront ensuite dénoncer la montée de l'antisémitisme.

Chacun se demandera pourquoi les gouvernements occidentaux leur accordent des droits qu'ils refusent à d'autres peuples, les Palestiniens par exemple, en observant que c'est Tel-Aviv qui dicte en grande partie la politique américaine au Moyen-Orient (et ailleurs dans le monde), ils auront la réponse politique à leur question : les intérêts d'Israël et de l'oligarchie financière anglo-saxonne sont si imbriqués qu'ils servent de trame à la stratégie politique qu'ils ont définie il y a plus d'un siècle pour exercer leur hégémonie sur le monde dont dépend l'avenir du capitalisme mondial ou la survie d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si l'oligarchie financière anglo-saxonne et Israël sont intouchables, le juif l'est de surcroît, pas n'importe lequel, le nanti, le banquier, il faut avoir à l'esprit que ce sont des banquiers juifs qui sont à l'origine d'Israël, qu'ils en sont les réels propriétaires et non le travailleur juif qui comme nous se bat pour survivre.

En complément.

- Gaza : Israël clôt le dossier sur la mort de quatre enfants sur une plage - Francetv info

C'était il y a près d'un an, en juillet 2014. Quatre enfants de 9 à 11 ans étaient tués sur une plage de Gaza en plein conflit. Une première frappe avait touché une cabane de pêcheurs d'où les enfants avaient jailli. Une deuxième les avait tués en

pleine course. Jeudi 11 juin, l'armée israélienne a annoncé qu'elle abandonnait les poursuites dans l'enquête et que le dossier était clos sans que personne ne soit condamné.

La conduite de cette guerre par Israël fait l'objet de différentes enquêtes internationales, qu'Israël juge partiales, assurant être capable de rendre la justice lui-même. Les dirigeants palestiniens eux veulent faire juger les dirigeants israéliens par la justice internationale pour crimes de guerre. Francetv info 11.06

Inquisition, fanatisme ou la chasse aux sorcières des déviationnistes à la pensée unique.

- Le maire de Tourcoing dément avoir banni le "boudin" pour flatter les musulmans - Le Huffington Post

- Accusé de sexisme, un prix Nobel quitte sa chaire universitaire - Le Huffington Post

Le Britannique Timothy Hunt, prix Nobel de médecine, sous le feu des critiques pour ses déclarations sexistes sur les scientifiques femmes dans les laboratoires de recherche, a démissionné de la prestigieuse University College London (UCL). "Je suis vraiment, vraiment désolé si j'ai choqué, c'est affreux. Je voulais juste être honnête", s'est ensuite justifié le scientifique sur la BBC. (Monsieur Timothy Hunt devrait savoir que dans cette société infâme, l'honnêteté n'est pas une vertu mais un vilain défaut, une faiblesse impardonnable qui mérite d'être voué au pilori. - ndlr)

Timothy Hunt avait provoqué consternation et indignation sur les réseaux sociaux et dans la communauté scientifique en déclarant mardi au sujet des femmes : "Trois choses se passent quand elles sont dans les labos : vous tombez amoureux d'elles, elles tombent amoureuses de vous, et, quand vous les critiquez, elles pleurent."

(L'élite scientifique qui sert les intérêts de la classe dominante est semble-t-il dépourvu d'humour, mais ne manque pas de cynisme assurément.

Simple boutade spirituelle ou aphorisme ironique emprunt de vérité qui fait l'objet d'une surinterprétation de femmes complexées dévorées par l'ambition qui se saisissent de l'idéologie dominante pour obtenir gain de cause, c'est un procès misérable.

Il est un fait établi que chacun devrait avoir à l'esprit pour ne pas s'attirer les foudres des milices féministes, à savoir que les femmes en général ne font rien pour se rendre désirable ou mettre leur physique en valeur, même lorsqu'il n'est pas vraiment à leur avantage, qu'elles ne draguent pas, les hommes précisons, et enfin que leur susceptibilité à fleur de peau ou leur fragile équilibre psychologique ne se traduit jamais par des crises de nerf ou un état d'excitation extrême qu'elles ne parviennent pas à contenir avant de craquer, non, car voyez-vous elles sont naturellement exceptionnelles et supérieures aux hommes qui les tyrannisent, des sadiques, quoi. - ndlr)

"Les commentaires [du prix Nobel] touchent au cœur des préjugés contre les femmes dans la science : l'idée que nous ne pouvons pas être des candidates sérieuses, parce que nous sommes trop émotionnelles et, pire, que nous distrayons les hommes de leurs recherches par notre attrait sexuel", avait également regretté Dorothy Bishop, professeur de neuropsychologie du développement à l'université d'Oxford.

Timothy Hunt a obtenu le prix Nobel de médecine en 2001 pour la découverte de la cycline, une molécule fondamentale dans la régulation du cycle cellulaire. Francetv info 11.06

Il n'a rien dit de tout cela, son interprétation est du domaine de l'extrapolation gratuite. Cette folle (Bishop, le fou aux échecs) ou cette bigote (Bishop signifie aussi évêque) ne supporte peut-être pas de ne jamais avoir attiré l'attention des hommes sur elle au point d'en faire une crise "émotionnelle", ce qui démontre que même sans "distraire" les hommes et sans présenter un "attrait sexuel" elles sont bien acariâtres et hypocrites, instrumentalisant sournoisement la situation d'infériorité dans laquelle la société les place, pour obtenir des privilèges ou se voir attribuer un statut supérieur et non égal aux hommes qu'elles ne méritent pas plus que les hommes par ailleurs.

Pour faire chier ces abrutis de féministes.

Les hommes ont franchement du mérite d'aimer les femmes telles qu'elles sont malgré toutes leurs tares, lacunes, faiblesses et j'en passe qui les rendent si fragiles et désirables à la fois au point qu'on ne peut pas s'en passer surtout quand elles sont absentes ou de les trouver encombrantes, que dis-je envahissante dans tous les autres cas. Cela fait marrer les mâles qui présentent les mêmes attributs peu à leur avantage sans davantage les assumer. On pourrait épiloguer en ajoutant que c'est la raison pour laquelle l'homosexualité ne leur est d'aucun secours pour y échapper contrairement à ce qu'ils croient ou prétendent, la société ne changeant pas de nature pour autant sans changement de régime.

Se croire inférieur, supérieur ou égal à je ne sais pas qui ne résoud rien et est somme toute plutôt pathétique, manifeste une ignorance certaine du fonctionnement de la société, car c'est bien mal poser le problème que les hommes et les femmes ont

à résoudre pour s'épanouir pleinement qui est d'abord politique.

[Aristocratie. Il ne manquait plus que la fleur de lis.](#)

- C'est parti pour le plus chic des dîners... en blanc ! - LePoint.fr
- 27e "Dîner en blanc" de Paris : 10.000 participants au Palais-Royal - AFP

Plusieurs milliers de personnes, tout de blanc vêtues, ont investi jeudi soir le 2e arrondissement de Paris pour le 27e "Dîner en Blanc", un "flash mob" chic et gentiment snob.

Chic et élégance sont forcément de rigueur, partage et bonne humeur, les maître-mots de la soirée.

Tous vêtus de blancs, venus avec tables, chaises et victuailles, les participants tous cooptés entre eux se sont installés en quelques minutes autour du bassin et des contre-allées du Palais Royal, au milieu des colonnes de Buren, et au pied du ministère de la Culture et du Conseil d'Etat.

Selon la tradition, les milliers de participants ont donné le coup d'envoi des agapes en faisant tournoyer leurs serviettes blanches, tandis que des dîneurs musiciens animaient les travées. Vers 23h00, des milliers de lampions ont été allumés, juste avant les premiers départs.

L'an dernier, 12.000 dîneurs avaient investi six ponts historiques de Paris. La place des Vosges, le parvis de Notre-Dame, les trottoirs des Champs-Élysées et même la place de la Concorde ont servi de cadre au "Dîner en blanc" dont la première édition remonte à 1988, dans le bois de Boulogne.

Les "dîneurs en blanc", réunis "autour de l'élégance et l'art de vivre". LePoint.fr et AFP 11.06

ACTUALITE EN TITRES

[Socialiser les pertes et privatiser les profits.](#)

- L'Etat britannique sort de RBS: 9,6 milliards d'euros de pertes pour les contribuables - La Tribune

[Cela sonne comme un ordre.](#)

- Voyage à Berlin : la polémique est-elle enfin close ? - Francetv info

[Propagande et stratégie de l'Empire du chaos.](#)

- Ukraine: l'ambassadrice américaine à l'ONU dénonce les mensonges de la Russie - AFP
- Le Parlement européen veut mettre Blatter sur la touche - Libération.fr
- Des militants tibétains perturbent la candidature de Pékin aux JO d'hiver 2022 - euronews.com

Un petit groupe de manifestants pro-Tibet a protesté à Lausanne en Suisse, le jour où la Chine passait son oral pour décrocher l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver 2022. euronews.com 11.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

- 1- Yémen

- Yémen : l'armée s'empare du Sud saoudien - french.trib.ir

L'armée yéménite s'est emparée de deux régions frontalières, au Sud de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, des sources militaires yéménites ont fait part du contrôle, par l'armée et les comités populaires du Yémen, du mont Al-Doud et Al-Qaviya, dans la province saoudienne de Jazan, à la frontière yéménite. Les forces de l'armée et les comités populaires ont lancé un assaut contre le passage frontalier d'Al-Radif et les monts de Dokhan et Al-Ramih, dans la province de Jazan. De même, l'Arabie saoudite a confirmé la mort de deux de ses militaires, lors des combats avec l'armée yéménite.

Par ailleurs, les chasseurs saoudiens ont bombardé, ce jeudi, à l'aube, la ville de Taëz, dans le Sud du Yémen. Ces attaques ont fait pas moins de dix morts et plus de 110 blessés. Dans le même temps, la chaîne de télévision Al-Hadath a rapporté que Mohammad Hossein Ashal, un Chef des forces loyales au Président démissionnaire, Abd Rabbo Mansour Hadi, a été tué, dans des affrontements avec les combattants du mouvement Ansarallah, à Taëz. Il a été tué par un obus de mortier, tiré sur la partie orientale de la ville méridionale de Taëz. french.trib.ir 11.06

2- Liban

- "La bataille contre Daech est lancée" (Nasrallah) - french.trib.ir

Le secrétaire général du Hezbollah libanais a fait état des grandes victoires de la Résistance face aux terroristes dans la région syrienne de Qalamoun.

Dans un discours devant les participants à la deuxième conférence portant sur « Innovation et Idjtihad dans l'optique de l'honorable Ayatollah Khamenei » à Beyrouth, Seyed Hassan Nasrallah a déclaré : « De grandes victoires ont été acquises dans la région libanaise d'Ersal et dans la région syrienne du Qalamoun. Les hauteurs stratégiques de ces régions sont contrôlées maintenant par l'armée syrienne et les combattants de la Résistance, et les zones voisines sont à la portée des mitrailleuses de nos combattants. »

Le secrétaire général du Hezbollah a ajouté que les terroristes du Front al-Nosra ont subi de lourdes défaites sur les hauteurs d'Ersal. « Nous avons déclenché la guerre contre Daesh. Mais ce sont eux qui ont commencé le conflit. Les terroristes ont une présence néfaste sur nos frontières. Mais nous sommes fermement décidés à ne pas les laisser s'installer près des frontières du Liban », a-t-il ajouté. Seyed Hassan Nasrallah a martelé : « Je vous assure que la défaite des terroristes est inéluctable. C'est une question de temps. Nous réaliserons étapes par étapes nos plans », a déclaré le secrétaire général du Hezbollah libanais. french.trib.ir 11.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Manifestation de prostituées contre la pénalisation des clients - AFP

2- Réforme du collège : mobilisation des profs en baisse à Paris et en province - Francetv info

Quelque 11,90% des professeurs exerçant dans un collège public ont répondu, jeudi 11 juin, à l'appel à la grève lancé par une intersyndicale pour protester contre la réforme du collège, selon les chiffres communiqués en fin de matinée par le ministère de l'Éducation. Le Snes, premier syndicat dans le secondaire et membre de l'intersyndicale, annonce pour sa part "un tiers" de grévistes. Francetv info 11.06

3- Mobilisation soutenue dans les hôpitaux de Paris - Liberation.fr

Ils étaient 21,5% des praticiens de l'AP-HP à se déclarer grévistes ce jeudi pour protester contre le plan de réorganisation du temps de travail de leur directeur, Martin Hirsch.

Et la mobilisation a été encore solide. «Retrait, Retrait !» C'est sous ce mot d'ordre que plusieurs milliers d'agents des hôpitaux de Paris, en grève, ont ainsi défilé ce matin, depuis le siège parisien de l'institution hospitalière en direction de l'Élysée. Tous à l'appel de l'intersyndicale (CGT, SUD, FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC et Unsa). Des slogans sans appel : «Plan Hirsch pas amendable, pas négociable.» Ou encore : «On n'en veut pas de ta réforme.» Derrière la banderole «Repos préservé, qualité des soins assurée», le cortège s'est ébranlé vers l'Élysée.

Ils étaient près de 15.000 agents selon les syndicats, entre 3.500 et 3.700 de source policière, à défiler jusqu'aux abords du palais présidentiel.

Trois fédérations syndicales du secteur, CGT, FO et SUD, appellent d'ailleurs à une journée d'action le 25 juin contre les mesures d'économies imposées à l'hôpital. Liberation.fr et AFP 11.06

ECONOMIE

Grèce

- Grèce : le FMI quitte la table des négociations - latribune.fr

Le FMI a annoncé que ses équipes avaient quitté Bruxelles. L'institution de Washington exige que la Grèce accepte les réformes exigées par ces créanciers.

Les négociations entre la Grèce et ses créanciers sont à nouveau stoppées. Jeudi 11 juin vers 16h, le FMI a annoncé qu'il avait quitté la table des discussions. Les équipes de l'institution internationale ont quitté Bruxelles et sont retournées à Washington. Un signe de mauvaise humeur qui, selon le FMI, s'explique par le refus du gouvernement grec d'accepter le régime que demandent les créanciers : coupes dans les retraites, réformes du marché du travail et objectif ambitieux d'excédents budgétaires primaires (hors services de la dette). « Il existe des différences majeures entre nous sur la plupart des sujets clé. Il n'y a eu aucun progrès pour réduire ces différences récemment », a souligné a indiqué Gerry Rice, le porte-parole du FMI. « La balle est à présent vraiment dans le camp de la Grèce », a-t-il conclu.

Ce durcissement du FMI vient stopper net les espoirs qui étaient nés dans la soirée du mercredi 10 juin. Alors que des informations de Bloomberg laissaient entendre que l'Allemagne était prête à accepter « une seule réforme », des contacts, rompus depuis près d'une semaine, avaient été repris. Alexis Tsipras avait rencontré Angela Merkel et François Hollande dans la nuit, et, par deux fois, Jean-Claude Juncker. Ces rencontres n'ont cependant rien donné. Selon Reuters, citant un « officiel européen », la rencontre de jeudi entre les deux hommes était « la dernière tentative » de parvenir à un accord. Ce dernier détail viendrait alors confirmer que le FMI n'est pas seul en cause dans la rupture des négociations. Les créanciers européens ont également rompu les ponts. Les marchés européens ont fortement réagi à cette nouvelle. Le DAX-30 de Francfort a perdu brutalement près d'un point de pourcentage de gains.

Négociations fermées ?

Tout espoir serait donc perdu ? Rien n'est sûr évidemment. Depuis plus de quatre mois, les négociations ont cessé, puis reprises. Mais, évidemment, plus on se rapproche de la fin du mois de juin et plus la situation devient critique. Sans accord, la Grèce devrait inévitablement ne pas payer les 1,6 milliard d'euros qu'elle doit rembourser au FMI avant la fin du mois. On entrera alors dans une autre phase de la crise, où la présence de la Grèce dans la zone euro ne tiendra plus qu'à un fil. Le FMI est-il prêt à prendre le risque de devoir faire face à un défaut grec ? Les Européens oseront-ils soutenir la Grèce sans l'institution de Washington ? Pour le moment, le mouvement du FMI est un énième moyen de faire pression sur Athènes pour lui faire accepter ce qui reste inacceptable pour le gouvernement grec.

Il n'est cependant pas à exclure que les discussions se poursuivent malgré tout. Comme l'a précisé Gerry Rice, « le FMI ne quitte jamais la table. » Et Christine Lagarde est attendue pour la réunion de l'Eurogroupe les 18 et 19 juin prochains. Les sujets qui empêchent toujours l'accord restent les mêmes : les retraites et les excédents primaires. A la mi-journée, jeudi, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, avait indiqué qu'il n'y avait pas d'accord sur l'objectif de 1 % du PIB pour l'excédent primaire de 2015. Cet objectif est lié pour les Grecs à un accord plus global, intégrant un prolongement du programme d'aide et un échange de dettes entre la BCE et le MES. Quant aux retraites, l'équation est rendu encore plus délicate par la décision du conseil d'Etat de rétablir certaines retraites à leur niveau de 2012.

Reste à savoir quelles seront les réactions à ce nouveau coup de théâtre côté grec. Il semble que le gouvernement hellénique soit allé jusqu'au bout de sa capacité de compromis. En allant plus loin, Alexis Tsipras mettrait en danger la cohérence de sa majorité et sa survie politique. Si les créanciers demeurent sur leur position consistant à réclamer une capitulation, les négociations ne reprendront plus. latribune.fr 11.06

Commentaires d'internautes.

1- "Au moins, les masques tombent.

Depuis le début, Tsipras a dit qu'il ne franchirait pas les lignes rouges correspondant au mandat donné par le peuple grec. La justice grec vient de lui donner raison.

Le FMI quitte donc la table parce qu'un gouvernement suit à la fois l'avis de son peuple et de la justice et non pas celui du FMI.

Cela montre à quel point l'objectif du FMI et des créanciers est loin de celui de la démocratie et de la justice !"

Ils les ignorent, ce sont leurs pires ennemis.

2- "Je ne comprends pas. N'est ce pas le FMI qui a dit il y a encore quelques mois qu'il s'était trompé sur l'austérité et les programmes d'ajustement en Grèce ... et ce même FMI demande à la Grèce de continuer encore et encore.

Mme Lagarde est elle devenue schyzophrène ?"

Comme quoi il ne faut pas prendre leurs discours pour argent comptant, et toujours se demander dans quels contextes ils les ont prononcés et à qui ils s'adressaient au juste, à quels fins... Il faut donc prendre le temps de réfléchir un peu, c'est préférable.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera des articles plus tard ou demain matin, la chaleur est accablante.

Nous allons mettre en ligne la liste des 200 médias subventionnés par l'Etat. Notre portail est gratuit et nous coûte plus qu'il nous rapporte, alors pensez à nous soutenir même modestement, converti en roupies c'est toujours appréciable, merci d'avance de votre compréhension.

Trois réflexions très vite.

1- Le cas grec est intéressant, car il prouve que sans rompre avec l'ensemble des institutions du capital, il est impossible de satisfaire les besoins des travailleurs ou d'avancer sur la voie du socialisme, ce qui témoigne que c'est bien à partir de ce facteur et uniquement ce facteur que chacun doit se disposer ou qu'il est possible d'établir une distinction entre la droite et la gauche car il cristallise toutes les questions sociales et politiques en suspens et que le prolétariat doit résoudre impérativement pour conquérir son émancipation...

2- La barbarie à laquelle recourt les Etats-Unis et ses alliés est la réponse à la crise du capitalisme qui se manifeste à travers son incapacité à satisfaire les besoins sociaux des masses exploitées à travers le monde qui résistent ou se mobilisent. C'est aussi la réponse à la révolution socialiste mondiale qui s'expriment de manière inconsciente à travers leur mobilisation.

3- Suite de la causerie d'hier.

- 1916-2016 : la carte du Moyen-Orient dessinée par les accords Sykes-Picot est morte et enterrée - Atlantico.fr 11.06

Atlantico.fr - Un jour, il faudra négocier. Mais avec qui ? Un embryon de réponse se dessine avec la coalition de l'"armée de la conquête" en Syrie. Problème: Al-Qaïda est sa colonne vertébrale. Mais il faudra bien choisir un jour entre Al-Qaïda et Daech. Atlantico.fr 11.06

Al-Qaïda "la réponse" aux attentes des peuples syriens et irakiens contre lequel les puissances occidentales seraient en guerre, autrement dit pas vraiment ou pas du tout, mais cela on le savait déjà.

Atlantico qui a choisi Al-Qaïda n'aurait-il pas fait là l'apologie d'une organisation terroriste, ne tomberait-il pas sous le coup de la loi ?

Qui osera porter plainte contre ce portail néolibéral et sioniste ? Personne évidemment.

[Nouvelles du bled.](#)

- Travail des enfants : l'Inde reste le pays le plus touché - Francetv info

Ce vendredi 12 juin est la journée mondiale contre le travail des enfants. 168 millions d'enfants travaillent à ce jour dans le monde. Ils sont contraints de le faire pour des raisons économiques. L'Inde est le pays où ce phénomène est le plus étendu.

Près de 13 millions d'enfants travaillent encore en Inde, qui vient pourtant de suivre l'exemple de ses pays voisins en interdisant le travail des moins de 14 ans, mais pour certains métiers seulement. Francetv info 12.06

En 2005 les moins de 20 ans représentaient 45,3 %, soit sur la base d'un milliard d'habitants (1 265 810 000 d'habitants en 2015), 453 millions, si on retire la moitié qui n'étaient pas en âge de travailler et ceux qui avaient plus de 16 ans ou en âge de travailler, cela donne 271 millions, donc rapporté aux 13 millions d'enfants qui travailleraient en Inde, cela donne 6%. (source : wikipédia)

Je me demande comment ils arrivent à ce chiffre, alors que je n'ai plus observé depuis quelques années un enfant travaillant, à Pondichéry et les alentours au Tamil Nadu, sud de l'Inde, à moins que je sois devenu aveugle.

A mon avis ils se sont basés sur certaines régions ou certaines mégalo-poles où la densité de la population est plus élevée que dans le reste de l'Inde, et ils ont généralisé les résultats obtenus en les étendant à l'ensemble du pays.

Par ailleurs, ces enfants travaillant dans le secteur agricole ou informel, donc étant enregistrés nulle part, je ne vois pas comment ils auraient pu les comptabiliser, c'est quasiment impossible.

Et puis il faut avoir en mémoire que les taux d'inflation ou de chômage varient du simple au double entre les chiffres officiels et la réalité.

On fera la même réflexion que précédemment, dans un pays où de la ville à la banlieue ou la campagne environnante, d'un Etat ou d'une région à l'autre le prix du kilo d'oignon peut varier de 5 à 50 roupies, soit en temps réel (le même jour à des endroits différents) ou soit sur l'année, bien malin celui qui voudrait établir le taux d'inflation, d'autant plus que d'un jour ou d'une semaine à l'autre en fonction des caprices du climat, si par exemple il a plu abondamment, ou du calendrier avec ses fêtes religieuses prohibant la viande pendant un mois par exemple, les prix de certaines denrées alimentaires peuvent doubler ou tripler, les légumes par exemple, tandis que d'autres baisseront de 20 à 30%, la viande, dès lors comment établir le taux d'inflation correspondant à la réalité ?

Quant au chômage, la plupart des Indiens travaillant dans le secteur de l'économie informelle, donc enregistrés nulle part, n'ayant pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, de plus il n'existe pas d'agences pour l'emploi, là aussi on ne voit pas très bien comment ils pourraient établir le taux d'emploi et le taux de chômage qui doit tourner aux alentours de 25 à 35%, il y a 20 ils étaient environ de 50 à 70% d'après ce que j'avais pu constater, il a donc diminué de moitié.

[Idolâtrie des barbares, ils franchissent un cran de plus dans l'abjection.](#)

- L'Etat islamique superstar, un an déjà : pourquoi son projet politique est beaucoup plus rationnel et moderne qu'on le croit en Occident (et il est là pour durer...) - Atlantico.fr

Atlantico tout comme Slate est en train de se transformer en agence de marketing au service de l'Emirat islamique ou plutôt de ses parrains anglo-saxons-sionistes.

Atlantico.fr subventionné par l'Etat en 2014 à hauteur de 149 590 euros.

- La barbarie de Daech n'est pas incompatible avec la modernité et allie d'ailleurs modernité et tradition islamique minoritaire

Pour plus loin dire exactement le contraire :

- Partout, tout le monde prônait ou cherchait sa modernité respectueuse de ses spécificités culturelles. Mais Daech, comme le wahhabisme, n'a rien à voir avec cette quête d'une modernité aux couleurs locales. Il serait plus juste de parler de "rejet de la modernité" malgré tout.

Constat que semble regretter son auteur ("malgré tout").

- De la modernité, ils ne s'intéressent qu'aux armes les plus sophistiquées, aux techniques de communication et aux aspects matériels qui servent leurs objectifs immédiats, comme cela a toujours été le cas pour l'Arabie Saoudite, pour les monarchies pétrolières les plus rétrogrades, et pour tous les systèmes fondés sur le rejet de la modernité et de ses fondements.

Chasser le colonisateur, voilà le crime commis par S. Hussein, M. Kadhafi, B. el-Assad

- Il faut savoir que, dans les pays arabo-musulmans, il existe depuis la décolonisation, il existe une "seconde décolonisation". La première consistait à s'affranchir politiquement de l'Occident, la seconde désigne la volonté des enfants des décolonisés de chasser idéologiquement le colonisateur.

D'où la nécessité de le rétablir par n'importe quel moyen, même le plus barbare qui soit.

Les jeunes au Moyen-Orient et dans tous les pays dominés regorgeant de matières premières ou de richesses, ne supportent plus que les multinationales occidentales les pillent à leur détriment, tout comme le prolétariat occidental s'était mobilisé entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle pour obtenir leur part des richesses qu'ils avaient produites et qui finissaient dans l'escarcelle des capitalistes, tandis que leur condition demeurait misérable. Et c'est pour avoir trop cédé à leur goût à leurs attentes, que les Américains ont décidé de débarquer leurs dirigeants en Irak, Libye, Tunisie, Egypte, Syrie...

Pour un peu, un modèle, y compris pour les Africains !

- Aujourd'hui les territoires que l'Etat islamique administre sont parfois mieux administrés que ceux de certains Etats d'Afrique existants et reconnus à l'ONU. Il y a un véritable professionnalisme, des cadres très compétents venus de l'Etat irakien, une exigence de "justice" et une sévérité au niveau de la gestion financière qui fait qu'il y a moins de corruption que dans beaucoup d'Etats tout à fait respectables. (...) Ils sont là pour durer grâce à un Etat qui est peut-être aussi bien géré que d'autres, voire mieux.

Les voilà qui font l'apologie de la "justice" de ces mercenaires sanguinaires. Et puis qu'est-ce qu'ils en savent qu'il y aurait moins de corruption ? Rien, pure extrapolation en faveur des barbares vers lesquels leurs coeurs penchent, c'est tout naturel pour des porte-parole de l'impérialisme américain. Qu'ils souhaitent qu'il "dure" à l'instar des dirigeants occidentaux est somme tout aussi naturel.

Vaut mieux encore la charia que le socialisme.

- Le libéralisme, le socialisme, le communisme sont influencés philosophiquement par l'Occident, contrairement au programme islamiste basé sur la Charia. Ils surfent sur quelque chose qui est beaucoup plus large et c'est leur moteur, ils répondent, de manière souvent caricaturale et violente, à une demande qui est très légitime et très répandue.

Remettons un peu d'ordre après tant de confusion. Ce n'est pas le libéralisme, le socialisme ou le communisme qui aurait influencé philosophiquement par l'Occident, c'est le développement des forces productives en occident qui ont créé les conditions aptes à l'avènement du libéralisme, du socialisme ou du communisme, et ce sont les rapports entre les classes à travers la lutte des classes qui ont influencé ou façonné philosophiquement l'occident pour reprendre les termes de l'auteur de cet article.

Quant à la charia, elle est le produit d'une société demeurée sous-développée ou dont le produit du développement des richesses n'a pas servi à élever le mode de vie de l'ensemble de la population pour avoir été captée par des multinationales principalement occidentales et des régimes dictatoriaux ou ploutocratiques, de telle sorte que sur le plan juridique ces pays sont demeurés archaïques ou féodaux.

Relevons qu'à partir du moment où ces barbares répondraient à "une demande qui est très légitime et très répandue", il suffirait qu'ils fassent une pause dans leur violence ou modifient leur mode de communication où ils la mettent en valeur, et que les puissances occidentales fassent soudainement preuve d'amnésie à propos de leurs massacres de masse du passé, pour que leur soit octroyé un certificat de bonne conduite ou de légitimité.

De quel pays parle-t-il, de la France ? Non de la Syrie et de l'Irak. Et pourtant...

- Par ailleurs, ces mouvements profitent des frustrations, des sentiments d'humiliation, éprouvés à raison par une jeunesse désespérée en raison de politiques dont l'injustice, l'hypocrisie, le cynisme deviennent de plus en plus insupportables. En l'absence d'une alternative crédible aux systèmes et aux politiques responsables de ce grand désenchantement par rapport aux promesses de la modernité, du progrès, de la démocratie, du développement et de la "mondialisation heureuse", ce genre de mouvements est appelé à avoir encore de beaux jours devant lui.

Pour un peu il le souhaiterait puisque le chaos généré Washington est la condition de la survie du capitalisme.

Mieux encore, que nous dit-il, sinon que les politiques mises en oeuvre par les représentants du capitalisme qui se traduisent pas toujours plus d'injustice, d'hypocrisie, de cynisme sont la négation de la "modernité", du "progrès", de la "démocratie", du "développement" et de la "mondialisation heureuse", d'où la nécessité d'abolir le capitalisme. Capitalisme et barbarie ou

socialisme en somme.

Le capitalisme à l'agonie est responsable de la situation et ne peut susciter que désespoir.

- Tant que le monde sera incapable de susciter de nouveaux espoirs de libération, de prospérité, de bien être, à travers de nouvelles formes de solidarité et de partage des richesses, ce genre de mouvements, capitalisant sur les malheurs et les désespoirs, continuera à trouver des adeptes et à connaître des succès insoupçonnables.

Le capitalisme est devenu synonyme de régression sociale, de réaction sur toute la ligne, il faut donc le liquider au plus vite.

La survie du capitalisme est une menace pour la survie de l'humanité.

- Tout le monde a eu et a un rapport compliqué avec la modernité : Celle-ci a été combattue en Europe et partout ailleurs, avant qu'elle ne triomphe avec les progrès de la science, de l'économie, de l'enseignement, de la culture, des moeurs, etc. Son triomphe n'est nulle part irréversible. Les crises économiques et leurs conséquences sociales en termes de chômage, d'exclusions, de recul des solidarités, de remise en cause des droits acquis de haute lutte, etc., se traduit partout par des remises en cause, partielles ou totales, de la modernité et de ses fondements.

Effectivement, le mode de production capitaliste a joué un rôle progressiste durant sa phase ascendante, puis il n'a cessé de jouer un rôle destructeur pour finalement devenir à son tour un obstacle à tout progrès social au point de menacer l'existence et l'avenir de la civilisation humaine, d'où la nécessité impérieuse de s'en débarrasser et de passer à un mode de production et d'échange qui soit la propriété collective de l'ensemble des masses laborieuses, de manière à en finir avec tous les maux engendrés par le capitalisme, le chômage, la précarité, la pauvreté, la guerre...

Effectivement la survie du capitalisme est synonyme de régression dans tous les domaines vers la barbarie, dont Daesh est l'expression accomplie.

S'agirait-il d'une condamnation de l'UE et ses équivalents sur tous les continents ?

- Tout le monde est appelé à inventer de nouveaux modèles pour sauver la modernité du naufrage que lui préparent les nostalgiques des ordres traditionnels structurés par l'inégalité, la soumission aux hiérarchies puisant leur autorité et leur légitimité ailleurs que dans la société, et le recours au surnaturel et à l'irrationnel comme moyen de mystification.

L'Union européenne puise aussi sa "modernité" et sa "légitimité" ailleurs que dans la société qui la rejette majoritairement. Elle aussi elle "recourt au surnaturel et à l'irrationnel comme moyen de mystification en incarnant la toute puissance du marché, non pas pour sauver "la modernité du naufrage" ou extraire ses peuples de l'emprise des "ordres traditionnels structurés par l'inégalité", mais bien plutôt pour les restaurer, d'où son alliance avec les barbares qui n'existeraient pas sans son soutien politique et militaire.

En complément. On vient de lire que les barbares répondaient à l'exigence de "justice" des Irakiens.
La preuve.

- Irak: près de 600 corps exhumés dans les fosses communes de Tikrit - L'Express.fr

Les autorités ont exhumé, "pour le moment", 597 corps dans les fosses communes de Tikrit, dans le nord de l'Irak, où le groupe Etat islamique (EI) est accusé d'avoir massacré des centaines de recrues il y a un an.

"Les restes de 597 martyrs de Speicher ont été exhumés", a déclaré ce mercredi le ministre irakien des droits de l'Homme, Mohammed al-Bayati. Un an plus tôt, en juin 2014, des hommes armés, appartenant au groupe extrémiste sunnite Daech, avaient enlevé des centaines de jeunes recrues de l'armée irakienne. La plupart d'entre eux étaient des soldats chiites. Ils étaient rassemblés dans le camp militaire de Speicher pour achever leur formation, à la limite nord de Tikrit.

Les djihadistes les avaient ensuite exécutés un par un, selon des images de propagande diffusées par l'EI qui avaient provoqué l'effroi et la colère au sein de la communauté chiite et internationale. Ces images, couplées à l'appel de l'ayatollah Ali al-Sistani, plus haute autorité chiite en Irak, avaient grandement contribué à la mobilisation des milices chiites auprès des forces gouvernementales.

Certains corps avaient été jetés dans le fleuve Tigre, qui traverse Tikrit, tandis que la plupart étaient enterrés dans des fosses communes aux alentours. Sous la pression des familles des recrues portées disparues, les autorités irakiennes ont commencé à fouiller les sites après la reprise le 31 mars de Tikrit, bastion de l'ancien dirigeant Saddam Hussein.

Selon les estimations, le "massacre de Speicher" aurait fait jusqu'à 1700 morts, ce qui en fait l'un des actes les plus atroces commis par l'EI, un groupe accusé de crimes contre l'Humanité dans les régions sous son contrôle en Irak et en Syrie voisine. L'Express.fr 12.06

[Ils ont libéré Maurice Papon mais pas Georges Ibrahim Abdallah. Ils ont libéré Abou Bakr Al-Baghdadi dit l'Emir mais pas Albert Woodfox.](#)

- La justice américaine refuse de libérer le «Black Panther» à l'isolement depuis 43 ans - Liberation.fr

La libération d'Albert Woodfox, emprisonné depuis 43 ans à l'isolement - un record aux Etats-Unis - a été retardée sur décision de la justice américaine vendredi.

Le Parquet avant fait appel mardi de la libération ordonnée la veille par un juge de Louisiane de cet ancien militant du mouvement noir Black Panthers, aujourd'hui âgé de 68 ans. Il devra rester en prison jusqu'à un nouveau procès, a décidé la Cour d'appel fédérale.

Bien que sa condamnation, pour un meurtre qu'il a toujours nié, ait été cassée à deux reprises, Albert Woodfox a passé plus de quatre décennies à l'isolement, où il avait été placé en 1972, à la suite d'une émeute au célèbre pénitencier d'Angola (Louisiane), au cours de laquelle un gardien avait été tué. Liberation.fr 12.06

ACTUALITE EN TITRES

[Un cas clinique qui relève en urgence de la psychothérapie. C'est grave docteur ? Irréversible.](#)

- Sondage : Valls à Berlin, une affaire «grave» pour 67% des Français - LeParisien.fr -

- Voyage de Valls à Berlin : une affaire «grave» pour deux Français sur trois - LeFigaro.fr

- Aller-retour de Valls à Berlin: Une «affaire grave» pour deux Français sur trois - 20minutes.fr

Ils vont les rendre fous ? Et vous, êtes-vous sûrs d'être sain d'esprit ?

[La répression pour les clients... et la tolérance pour les riches pervers.](#)

- Les députés votent pour la pénalisation des clients de prostituées - lemonde.fr

Outre l'interdiction d'achat d'actes sexuels et la dépénalisation des personnes prostituées, le texte prévoit le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et une politique de prévention auprès des jeunes. lemonde.fr 12.06

- Affaire du Carlton : la quasi-totalité des prévenus relaxée - Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le corporatisme pour les nuls en famille.](#)

- Pour Sarkozy, les syndicats sont plutôt des partis politiques - AFP

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, a reproché vendredi, à Berlin devant un parterre d'entrepreneurs allemands, aux syndicats français d'agir davantage comme des partis politiques plutôt qu'en défendant les intérêts des travailleurs.

"Dans les réformes que nous aurons à conduire dans deux ans, il faudra réformer la démocratie sociale, pour avoir des syndicats qui soient des vrais syndicats et non pas des partis politiques, avec un engagement au service des salariés dans l'entreprise ou des fonctionnaires dans l'administration, mais pas un engagement politique", a poursuivi M. Sarkozy.

"Le fait d'avoir des syndicats qui considèrent que l'intérêt du salarié et de l'entreprise est plus important que le choix idéologique d'un combat politique a beaucoup compté dans la force économique de l'Allemagne", a-t-il ajouté. AFP 12.06

En disant "nous" il se place au côté de Hollande ou témoigne qu'ils sont interchangeables, on le savait.

En réalité, il voulait dire qu'il ne comprenait pas pourquoi les militants de certains syndicats persistent à se situer au côté des travailleurs au lieu de prendre en compte les besoins du patronat, ce qui n'a rien à voir avec une question idéologique puisque la plupart n'en ont aucune idée ou ne mènent réellement aucun combat politique, ils sont réformistes.

Médias corrompus à bon compte.

En attendant la réforme, les aides à la presse varient peu - Liberation.fr

Le ministère de la Culture et de la Communication a publié ce vendredi, dix jours après la présentation d'une réforme des aides à la presse, le tableau des 200 publications les plus aidées en 2014. Avec un total de 282 millions d'euros budgétés en aides directes et indirectes (hors AFP), le ministère constate que la presse est un secteur dont «la situation économique demeure difficile».

En attendant la réforme, le paysage ne varie pas beaucoup. Comme en 2013, le trio de tête est composé dans cet ordre du Figaro, du Parisien-Aujourd'hui en France et du Monde (les deux derniers ayant inversé leurs places).

Avec 15,2 millions d'euros d'aides directes et indirectes, Le Figaro, qui dénonce régulièrement la «France des assistés», conserve confortablement la première place. Les huit premières places sont occupées par des quotidiens, à l'exception de Télérama (septième avec 7 millions d'euros). Libération pointe à la sixième place, avec presque 8 millions d'euros. Si l'on considère l'aide par exemplaire diffusé, Libé est en revanche le deuxième quotidien, avec 27 centimes par numéro. Le premier est, de loin, L'Humanité (59 centimes par numéro).

Si l'on considère les groupes maintenant, avec Le Parisien-Aujourd'hui en France, L'Equipe et France Football, le groupe Amaury arrive nettement en tête – une place qui pourrait revenir par la suite à LVMH, le groupe de Bernard Arnault, qui est entré en négociations exclusives pour acquérir Le Parisien-Aujourd'hui en France.

Une nouveauté dans le tableau du ministère cette année : l'apparition d'une colonne qui met en relief la part des aides à la poste, indirectes, dans le total des sommes touchées. Cette innovation a une raison : la réforme à venir doit précisément supprimer ces aides pour la presse de loisir et de divertissement, notamment les publications people ou les programmes de télévision. Ainsi, un journal comme Closer, 87e avec 400 000 euros d'aides postales – 88e en 2013 avec 533 221 euros d'aides au total –, devrait prochainement perdre cette manne, qui représente 100% de ses subventions.

Fixées selon «le poids des publications, l'urgence et le degré de préparation des expéditions», les aides postales sont en réalité des remboursements de l'Etat à la Poste, qui applique des tarifs préférentiels aux journaux. Effet pervers de ces critères : plus un journal a de publicité, plus il pèse lourd, et plus il touche d'aides postales. Elles représentent ainsi 88% des sommes récoltées par l'hebdomadaire Le Point (3,1 millions d'euros), dont une bonne partie de la pagination consiste en des publicités.

Le Monde diplomatique, qui s'était ému de l'inégalité de traitement dont il faisait l'objet par rapport à d'autres, retourne dans le classement des 200 en 2014, à la 104e place, avec près de 320 000 euros. Une somme qui est amenée à évoluer significativement avec la réforme : son autre volet prévoit une extension des aides pour les titres à faibles ressources publicitaires (dont fait partie, par exemple, Libération). Pour l'heure réservées aux quotidiens, celles-ci devraient être étendues aux autres périodicités (hebdomadaire et mensuelle notamment). Liberation.fr 12.06

On aura relevé dans cette liste :

- Syndicalisme Hebdo CFTD : 127 592 euros
- CFTD Magazine : 402 448 euros
- CGT Ensemble 217 404 euros
- L'Humanité - L'Humanité Dimanche : 5 963 715 euros

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pakistan

- Le Pakistan renforce le contrôle sur les ONG - Reuters

Les autorités pakistanaises ont annoncé vendredi un renforcement du contrôle des ONG locales et internationales et ont donné quinze jours à l'une d'elles, Save the Children, pour quitter le pays.

"Les ONG internationales travaillaient sans règles, sans réglementation, sans agenda et sans cadre légal au Pakistan. Pendant plusieurs années, des rapports du renseignement ont été reçus sans qu'aucune action n'ait été entreprise", a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Chaudhry Nisar Ali Khan.

Le projet de loi présenté vendredi vise à réguler les "contributions étrangères". Il permettra aux autorités d'interdire plus facilement d'activités des groupes bénéficiant de financements étrangers.

Selon le ministre de l'Intérieur, les associations faisant un travail "positif" n'ont rien à craindre de ce nouveau cadre légal.

Il s'en est pris en revanche aux ONG qui militent pour l'abolition de la peine de mort ou une réforme du système judiciaire. "Nous savons quelles ONG locales se livrent à cette campagne de diffamation", a-t-il dit. "Cette propagande doit cesser."

A Washington, le département américain d'Etat s'est dit "préoccupé par la répression menée par le Pakistan contre des organisations caritatives et d'autres ONG internationales". Reuters 12.06

Ils sont les premiers concernés...

Ils peuvent supprimer toutes les ONG qu'ils veulent, cela nous laisse totalement indifférents.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Les fonctionnaires et les syndicats grecs rejettent de nouvelles mesures d'austérité - euronews.com

Des centaines de manifestants ont défilé jeudi dans le centre d'Athènes, contre ce qu'ils perçoivent comme une marche arrière du gouvernement d'Alexis Tsipras, par rapport à ses promesses de campagne, et face à la pression des bailleurs internationaux. Ce rassemblement s'est tenu à l'appel des fonctionnaires, et des membres de la puissante coalition syndicale PAME, proche du Parti communiste.

"Le gouvernement est prêt à conclure un accord qui ouvrira la voie à un pacte comprenant de nombreuses mesures d'austérité impopulaires", affirme Dimitris Koutsoubas, secrétaire général du Parti communiste grec. ADVERTISING

"Cette manifestation montre notre détermination à combattre les nouvelles mesures dont le but est de poursuivre l'austérité", dit un manifestant.

Tous craignent l'annonce prochaine de nouvelles mesures d'austérité. "Nous avons assez saigné", pouvait-on lire sur une banderole accrochée à la façade du ministère des Finances.

"Malgré quelques manifestations comme celles-ci le gouvernement de gauche radicale de M. Tsipras reste toujours très populaire au sein de l'opinion. La question est de savoir si sa popularité va perdurer si le nouvel accord avec les bailleurs internationaux comprend plus d'austérité", se demande notre correspondant à Athènes Stamatis Giannisis. euronews.com 12.06

ECONOMIE

Etats-Unis

Obama le président des républicains.

- Les démocrates se révoltent contre Obama sur le libre-échange - AFP

Les parlementaires américains ont refusé à Barack Obama les pouvoirs étendus de négociation qu'il demandait pour conclure un immense accord commercial avec la région Asie-Pacifique, le président ayant été abandonné par son propre parti démocrate.

La Chambre des représentants --en raison de la rébellion des démocrates-- a rejeté vendredi un texte d'aide aux salariés affectés par la concurrence mondiale. Or ce texte, pour des raisons compliquées de procédure, était la condition préalable à l'adoption d'une proposition de loi créant une procédure dite accélérée, TPA en anglais ("Trade Promotion Authority"), le véritable sujet de discorde.

Cette procédure accélérée est un simple mécanisme, qui aurait forcé le jour venu le Congrès à approuver ou rejeter sans possibilité d'amendement tout accord commercial conclu par l'exécutif d'ici 2018, ou 2021 en cas de prolongation.

Le président américain espère utiliser ces pouvoirs accrus pour finaliser avant son départ en janvier 2017 le partenariat transpacifique, connu à Washington sous ses initiales TPP, avec 11 pays riverains du Pacifique, dont le Japon.

Mais s'il disposait dans ce dossier de l'appui de la plupart des républicains, favorables au libre-échange, il n'a pas su convaincre les démocrates, majoritairement protectionnistes et dont l'appui était mathématiquement requis. AFP 12.06

On a écourté cet article très long, pour ne retenir que quelques arguments intéressants :

1- La cause est soutenue avec force par le patronat.

Non, sans blague ! Confirmation.

2- Les accords commerciaux "enrichiront de façon fabuleuse certaines multinationales, les marges vont exploser", a clamé le représentant démocrate Keith Ellison.

Au détriment de qui ? Des entreprises locales non américaines.

2- La plupart des démocrates veulent pouvoir peser sur le contenu des futurs accords commerciaux. Ils craignent qu'une nouvelle ouverture des frontières ne conduise à des fermetures d'usines dans leurs circonscriptions. Beaucoup citent le précédent de l'accord Nafta conclu en 1993 avec le Mexique et le Canada.

Un intérêt purement électoraliste.

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin 2015

CAUSERIE

Hier on a bossé, comme Selvi (ma compagne), pas de week-end, pas les moyens, et aujourd'hui 4 jeunes de sa famille sont venus faire un peu de peinture, en échange je leur ai préparé un super repas... indien évidemment, qu'ils ont beaucoup apprécié. Donc j'ai aussi bossé ce dimanche.

Hier Selvi s'est rebellée. A propos du propriétaire français qui l'emploie à mi-temps : Lui il n'arrête pas de faire des aller retour entre l'Inde et la France, et moi quand j'ai besoin d'une journée pour des démarches administratives il rechigne, je n'ai même pas le droit de prendre un jour de congé alors qu'il est tout le temps en vacances, c'est dégueulasse, j'en ai marre.

Les étrangers installés en Inde ou les Indiens de nationalité française qui reviennent vivre en Inde adoptent les conditions de travail indiennes moins favorables au personnel qu'ils emploient.

J'ai promis à Selvi qu'elle arrêterait de travailler l'après-midi dès je recevrai ma petite retraite fin 2017. Elle est rémunérée 3.000 roupies soit environ 37 euros, cela peut vous paraître insignifiant, mais cela représente près du tiers de nos dépenses mensuelles, on ne peut donc pas s'en passer, on se prive déjà sur tout.

Survivre est devenu un véritable casse-tête. Pour consoler Selvi, je lui ai dit qu'elle devait s'estimer heureuse de son sort par rapport à l'immense majorité des Indiens qui doivent faire face à davantage de difficultés encore sans espoir d'amélioration ou de s'en sortir mieux.

Travailler 6j/7 est mortel, c'est de l'esclavage, c'est la pire situation qui soit pour un travailleur. Cela dit quand on voit où en sont rendus les travailleurs qui disposent de davantage de temps libres comme en France, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils l'utilisent à mauvais escient ou ne connaissent pas leur bonheur pour le défendre, parce qu'il n'a pas servi à élever leur niveau de conscience au risque de perdre tous leurs acquis ou droits ce qui est bien triste.

C'est le produit d'une conception de la lutte de classe que nous rejetons, qui pour n'avoir pas été orientée vers le socialisme a rendu aveugle et inconscient les travailleurs au sort que les capitalistes allaient leur réserver dans l'avenir. Cette conception (réformiste) de la lutte de classe qui tournait le dos au socialisme, s'inscrivait dans la perspective de la survie du capitalisme, c'était sa nature de classe (bourgeoise), au point de connaître le même sort que lui.

Cette conception de la lutte de classe était détestable à plus d'un titre, dans la mesure où elle allait se satisfaire de la division de la classe ouvrière et l'entretenir, pire où elle allait sans cesse être orientée en direction de ses couches privilégiées, tandis que des millions de travailleurs défavorisés parmi les plus exploités allaient continuer de croupir sous d'innombrables difficultés pour tout juste parvenir à survivre dans l'indifférence générale du mouvement ouvrier.

Vous vous plaignez de l'évolution actuelle de la société, disons hyper individualiste ou corporatiste, et vous vous demandez peut-être comment on a pu en arriver là, il ne faut pas car en réalité le mouvement ouvrier avait adopté les mêmes rapports envers la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier a adopté la mentalité du capitaliste qui pense avant tout à ses intérêts pour s'en sortir au détriment de ses concurrents ou sans se soucier de leur sort, on ne peut même pas dire qu'il agit en tant que membre d'une classe déterminée, sauf face à ses ouvriers ou à son personnel, seul son sort individuel lui importe.

Il s'agit là d'un simple constat qu'on peut évidemment nier ou refuser d'admettre. Engels avait dressé un constat analogue il y a plus d'un siècle et demi à propos de la classe ouvrière britannique que Lénine avait ensuite confirmé plus tard. Depuis il s'est étendu à tous les pays occidentaux, et pour notre plus grand malheur nous n'en avons tiré aucun enseignement, dès lors il n'y a pas lieu de s'étonner de la situation actuelle.

Le syndicalisme ou le militantisme politique qui ne se donne pas pour objectif d'élever le niveau de conscience des masses (et des militants) n'est d'aucune utilité à notre cause ou constitue même un obstacle supplémentaire à notre combat pour notre émancipation ou pour le socialisme. La plupart des syndicalistes et des militants politiques se leurrent profondément sur la nature de leur engagement. Je sens que je vais encore me faire des amis, peu importe, la réalité importe plus, pour l'affronter et la transformer c'est préférable.

On n'a plus le temps de continuer, on pourrait ajouter qu'il existe également un consensus au sein du mouvement ouvrier entre ses différentes composantes quant à son objectif qui est le pendant de celui des partisans du régime en place : Vivre mieux sans remettre en cause le régime ou seulement en parole. J'allais ajouter un mot sur les partis ouvriers, puis je me suis souvenu qu'ils ne faisaient plus vraiment de politique et que c'était inutile.

Plus loin on lira une info en relation avec ce qui vient d'être dit. Eh oui, on s'inspire de la réalité !

[Un rappel, c'est la piquouse. Les Etats-Unis ont adopté le fascisme... et Al-Qaïda, Daesh, au nom de la démocratie, de la liberté et de la paix.](#)

Tout gouvernement, tout parti politique ou toute personnalité qui entretient des relations avec le gouvernement américain, les institutions américaines ou qui lance un appel en leur direction, assume son soutien au régime fasciste ukrainien et aux barbares d'Al-Qaïda et Daesh.

- Montée du mouvement d'opposition au régime pro-américain en Ukraine - Thomas Gaist - mondialisation.ca 11.06

- "L'Ukraine est sans aucun doute devenue un foyer d'intrigue américaine depuis qu'un coup d'État soutenu par l'OTAN et dirigé par la milice fasciste Secteur Droit y a renversé le gouvernement prorusse; des agents américains pourrait bien être actifs dans les manifestations. Cependant, ce qui motive les protestations est une opposition montante de la population ukrainienne aux mesures du régime. Celui-ci veut transformer l'Ukraine en plate-forme de travail à bas prix et en « Etat-garnison » pour la campagne guerrière des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie.

Craignant que son régime fantoche Ukrainien ne subisse une nouvelle défaite ou implose politiquement en raison de l'opposition populaire, Washington mobilise des forces paramilitaires pour le soutenir. « Ils ont permis au Secteur Droit de s'intégrer à l'armée nationale ukrainienne. Vous avez des officiers de l'armée américaine en train de former des unités avec des membres

du Secteur Droit », a noté l'analyste politique Aleksandar Pavic dans des commentaires à RT (Russia Today) ce mardi.

Une nouvelle génération de fascistes ukrainiens reçoit directement du Département américain de la Défense de la formation et du matériel militaire de pointe, dont du matériel de vision nocturne et de la technologie de communication.

En avril, le Pentagone a envoyé, dans le cadre de « l'Opération gardien sans peur », quelque 300 soldats américains pour des exercices de formation avec des militants ukrainiens dont des membres connus du bataillon d'Azov et d'autres forces affiliées au milieu néonazi ukrainien. Des commentaires du chef de l'antiterrorisme ukrainien, Andriy Lysenko, montrent bien que la formation se concentrera sur les tactiques de contre-insurrection visant à contrôler des populations ennemies, comme celles utilisés par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan." mondialisation.ca 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Condamnation sans appel des partis institutionnels de la Ve République. Question : Au profit de qui ce sondage ?

- Neuf Français sur 10 ont une très mauvaise opinion des partis - AFP

- Des partis politiques jugés en panne d'idées, ringards et éloignés des gens - LeParisien.fr

Dans le détail, les partis sont perçus comme non crédibles (94%), non honnêtes (93%), incapables de proposer des solutions efficaces (91%), ni proches des préoccupations des Français (90%).

C'est bien simple, les Français ne trouvent que des défauts à leurs formations politiques et aucune qualité. Ils sont jugés trop centrés sur les élections, c'est-à-dire trop boutiquiers (83%), démagogiques (54%), inutiles (72%), pas modernes (85%), peu féconds en idées nouvelles (86%), loin des gens (90%), pas honnêtes, pas crédibles, etc.

Paradoxalement, cela n'empêche pas 70% des Français de se définir comme sympathisants d'un parti et un quart des Français d'envisager de militer pour un parti.

Cette détestation des partis en général n'empêche pas les Français, ni de voter (au moins aux élections majeures comme la Présidentielle), ni même de s'auto-positionner d'un point de vue partisan: 70%, relève Gaël Sliman, le président d'Odoxa. LeParisien.fr et AFP 13.06

Si 1/4 envisageait de militer dans un parti, cela signifie incontestablement que les conditions existent pour construire le parti : Un parti qui ne soit pas démagogue, archaïque, loin des gens, malhonnête, pas sérieux, incohérent, inutile. Non ?

Alors pourquoi n'y parvenons-nous pas ?

Pourquoi le POI, le NPA et LO n'y parviennent-ils pas, sont-ils atteints par les mêmes tares ou travers que les autres partis ? Il y a tout lieu de le penser, non ? On s'est déjà largement exprimé sur cette question pour ne pas y revenir ici. Le POI et le NPA avaient suscité un certain enthousiasme au moment de leur fondation, tout comme le PG par ailleurs, sur quelles bases sinon des illusions qu'ils avaient savamment orchestrées et qui ont rapidement fait long feu.

A les entendre tout était possible, ils ont tous entonné ce refrain suscitant un espoir qui est vite retombé, et pour cause ils n'ont jamais été capables de tenir un discours aux masses qui parte de la situation réelle, à laquelle leur conception de la lutte des classes aurait dû s'adapter, ils ont procédé à l'inverse sans véritable stratégie pour finalement stagner, régresser et ne rassembler qu'un noyau de militants autour de leurs appareils sclérosés.

Et puis, si les partis sont tant décriés, il ressortait de ce sondage que seulement 1% leur faisait réellement confiance, peut-être que le 1% qui concentre les richesses dans le monde serait plus apte à gouverner... Pourquoi s'acharner à maintenir en vie des partis et des institutions, des gouvernements, des Etats incapables de gérer les affaires de leurs pays, pourquoi ne pas nommer des gouvernants parmi ceux qui ont démontré qu'ils étaient capables de gérer leurs affaires en faisant fortune, ajoutons, dans l'intérêt général de la population, cela va de soi, ou leur porte-parole, la Commission européenne.

Aux Etats-Unis, les deux partis qui se partagent le pouvoir ou gouvernement alternativement depuis de très nombreuses décennies se partagent les faveurs des banquiers et actionnaires de Wall Street, ils ne sont plus réellement des partis politiques et gouvernement pour le bien-être des Américains en préservant leur liberté et leur sécurité, pour la paix, ne pourrait-il pas servir de modèle au reste du monde ? C'est le fantasme ou le cauchemar en ce qui nous concerne que les dirigeants de la classe

dominante privilégient.

ACTUALITE EN TITRES

[Hou ! hou ! Un crime de lèse-majesté.](#)

- François Hollande hué aux 24 Heures du Mans - Francetv info

Le président de la République a été copieusement hué, samedi, par une partie du public des 24 Heures du Mans, francetv info revient sur plusieurs précédents. Francetv info 13.06

Le petit monarque se déplace avec sa cour et il faudrait se prosterner sur son passage, et puis quoi encore !

Depuis quand serait-il interdit ou inconvenant de ne pas saluer un président fantoche, minoritaire, illégitime ?

Les médias le dénoncent, alors que dans certains pays c'est suffisant pour être envoyé en prison, des pays avec lesquels les grands démocrates qui sont au pouvoir en France entretiennent de bonnes relations ou commercent sans que cela les gêne le moins du monde, l'Arabie saoudite par exemple ou la Turquie... Dès lors, pourquoi devrait-on se gêner de les conspuer si cela nous soulage, faible, éphémère, inutile ou puérile compensation, d'autant plus que chacune de leur sortie est arrangée ou instrumentalisée de telle sorte qu'elles sont destinées à réhausser leur image parmi la population pour mieux la tromper et la matraquer dans la foulée, procédé démagogique, malhonnête, résolument indigne de tout respect.

[CRS comme Charlie, Répression, Sécurité.](#)

- Le gouvernement fait un geste en faveur des CRS - La Tribune

Très fortement mobilisés depuis les attentas du 11 janvier, les CRS ont obtenu une revalorisation de leurs indemnités. La Tribune 13.06

[Leur boutique. CAC40, trafic de drogue et d'armes, sport, prostitution... et casino.](#)

- La situation des casinos en France - Francetv info

S'ils sont toujours absents de la capitale, les casinos sont présents dans toute la France. On en trouve ainsi 197 en métropole. "Leur niveau est assez stable depuis dix ans. Chiffre d'affaires : 2,1 milliards d'euros", note Magali Boissin sur le plateau de 20 heures. Francetv info 13.06

[Les services publics ou l'ennemi n°1 du marché.](#)

- La Creuse défile pour défendre les services publics - L'Express.fr

- Toujours pas de circulation sur l'axe routier Grenoble-Briançon - Francetv info

Depuis un glissement de terrain en avril qui a rendu inaccessible un tunnel entre Grenoble et Briançon, la commune de Mizoën est coupée du monde. Une centaine de riverains a donc manifesté vendredi 12 juin pour demander une intervention de l'État. Francetv info 13.06

[On savait que Turquie et la France partageaient la même politique.](#)

- Syrie: les Kurdes avancent dans le Nord, les réfugiés repoussés par la Turquie - AFP

- À la frontière franco-italienne, la police repousse les migrants - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

- Bahreïn se vide de "bahreïnis" - french.irib.ir

Dans le cadre de ses politiques coercitives contre les opposants, et en violant les droits de ses citoyens, le régime bahreïni continue à retirer la nationalité des opposants. Un tribunal de Bahreïn a retiré jeudi la nationalité à 56 citoyens, impliqués dans un procès appelé « Groupe 61 ».

Ces personnes sont accusées d'avoir formé des cellules terroristes. Parmi ces accusés, 5 ont été condamné à la perpétuité, 22 autres à 15 ans de prison, et 30 autres à 10 ans de prisons chacune. Seuls quatre des accusés ont été acquittés.

Jusqu'à présent, la justice de Bahreïn a condamné plus de 200 militants politiques et sociaux à de longues peines de prison, en les accusant faussement de terrorisme ou de crime contre la sécurité nationale. Depuis le début de la révolution des Bahreïni en 2011, plus de 70 militants politiques ont été condamnés à la perpétuité.

L'ONG Human Rights Watch a annoncé récemment, dans un rapport, que la justice bahreïni joue un rôle actif dans la répression des opposants. Le régime des Ale Khalifa réprime violemment le mouvement pacifique de ses citoyens depuis 2011, mouvement dont le moteur principal est l'indifférence du régime aux revendications populaires surtout les réformes et la démocratisation.

Plusieurs oulémas et personnalités bahreïniennes ont publié des communiqué pour dénoncer les verdicts des tribunaux, en estimant qu'en retirant la nationalité aux citoyens, le régime commet un crime irréparable envers les militants, car il s'agit d'un acte qui prive les citoyens de leurs droits les plus naturels.

En même temps, depuis le début des protestations populaires, le régime bahreïni a naturalisé entre 25.000 à 30.000 citoyens pakistanais et leur a octroyé la nationalité bahreïnie. Le but du régime des Ale Khalifa est de faire pression sur la majorité chiite du pays. Nabil Rajab, célèbre militaire bahreïni des droits de l'Homme dit : « La naturalisation des étrangers, tout en retirant la nationalité bahreïnie aux opposants, est une politique qui ressemble à celle de la Grande-Bretagne à l'époque de la création du régime sioniste en Palestine. Le but de cette politique est de changer progressivement la composition démographique et d'intimider les militants politiques et sociaux. » french.irib.ir 13.06

2- Syrie

2.1- Syrie : des commandants terroristes tués en banlieue d'Idlib - french.irib.ir

En Syrie, l'aviation de l'armée régulière a frappé une réunion des commandants terroristes en banlieue d'Idlib, en tuant un certain nombre.

Selon l'agence de presse Fars depuis Damas, l'aviation de l'armée syrienne a pris pour cible de ses raids aériens une réunion des commandants des groupes terroristes, étant en cours dans la cité de Kafar Avid, en banlieue d'Idlib. L'aviation syrienne a également bombardé les positions et les bases des groupes terroristes dans la cité de Safouhen, à Jabal Zaviya. Selon les sources syriennes, une fois bouclé l'encercllement de la ville frontalière Tell Abyad, les groupes terroristes recevront des coups durs dans les zones au peuplement kurde du nord syrien.

Par ailleurs, selon une source kurde depuis la ville de Qamishlou, dans la province de Hassaké, les combattants kurdes syriens se sont approchés de la ville de Tell Abyad, l'une des plus importantes bases du groupe Daech près des frontières de la Turquie. Les combattants kurdes visent à prendre le contrôle de la ville de Salouk, à 20 kilomètres du sud de Telle Abyad, afin de boucler l'encercllement de cette ville stratégique. Lorsque les combattants kurdes arriveront à Salouk, les terroristes de Daech n'auront d'aure choix que de s'enfuir vers la Turquie d'autant plus que des centaines de terroristes seront encerclés. french.irib.ir 13.06

2.2- Le complot contre les druzes syriens - french.irib.ir

A la suite du récent crime commis par les terroristes du Front al-Nosra à l'encontre des druzes syriens, le Président du Conseil religieux du Hezbollah libanais a exprimé sa solidarité avec les druzes syriens. Cheikh Mohammed Yazbek, le Président du Conseil religieux du Hezbollah libanais a affirmé vendredi que le Hezbollah libanais soutient les druzes syriens dans la lutte contre le terrorisme-takfiri et Israël, selon la chaîne libanaise Al-Manar.

Les terroriste de Daech et du Front al-Nosra représentent une menace pour les pays de la région, a ajouté, le Président du

Conseil religieux du Hezbollah libanais, tout en mettant l'accent sur la lutte contre les terroristes en Syrie. Le Front al-Nosra a décapité il y a quelques jours 40 druzes à Idlib dans le Nord de la Syrie, qui avaient refusé de coopérer avec ce groupe. Les sources bien informées évoquent un complot israélien visant à terroriser les druzes et à les pousser de la sorte à accepter l'annexion du Golan par Israël. french.trib.ir 13.06

3- Yémen

3.1- Yémen: des pilotes israéliens au service du Roi - french.trib.ir

Des sources bien informées ont fait part de la participation des pilotes israéliens dans les raids aériens de l'Arabie saoudite contre le Yémen.

Selon le site d'information « Panorama du Moyen-Orient », des sources fiables ont fait allusion à la mort de plusieurs pilotes saoudiens dans les attaques au missile de l'armée et des forces populaires du Yémen, affirmant que l'Arabie saoudite se servait des pilotes israéliens pour bombarder les villes yéménites. Selon ce rapport, après que la plupart des pilotes des pays alliés de l'Arabie saoudite ont refusé de participer à l'opération militaire contre le Yémen, Riyad a demandé à Israël de lui fournir des pilotes.

Ces derniers temps, le régime sioniste et l'Arabie saoudite ont élargi leur coopération. Dans ce droit fil, Anwar Eshqi, chef du Centre des études stratégiques du Moyen-Orient en Arabie saoudite s'est entretenu, à Washington, avec Dore Gold, le conseiller du Premier ministre israélien. D'importantes questions régionales dont le nucléaire iranien, l'Axe de la Résistance et la crise en Syrie et au Yémen ont été examinées lors de cette rencontre. french.trib.ir 13.06

3.2- Les partis politiques yéménites ne participent pas à la Conférence de Genève (Al-Mayadeen) - french.trib.ir

Les partis politiques, à l'intérieur du Yémen, ont fait part de leur intention de ne pas prendre part à la réunion de Genève, sous sa forme actuelle, a-t-on appris de la chaîne libanaise, Al-Mayadeen.

Selon l'agence de presse Tasnim, Al-Mayadeen a rapporté que les partis intérieurs yéménites avaient annulé, au dernier moment, leur participation à la conférence de paix, à Genève. Selon ce rapport, ils ont annoncé qu'ils n'y prendraient part, sous sa forme actuelle, sans faire aucun commentaire, sur la publication de cette information. Par ailleurs, un avion des Nations Unies a quitté l'aéroport de Sanaa, après le refus des représentants des groupes et des partis intérieurs yéménites, de monter dans l'avion.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Japon

- Au Japon, le nombre de brimades dans les entreprises bat un record - La Tribune

Les cas de brimades par des supérieurs hiérarchiques sur le lieu de travail ont atteint un niveau record au Japon, dépassant pour la première fois le nombre de 60.000 sur un an, selon des statistiques gouvernementales publiées vendredi.

Le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a recensé un chiffre record de 62.191 cas de harcèlement moral sur le lieu de travail pendant l'année fiscale 2014/2015, soit une hausse de 5.1% par rapport à l'exercice précédent.

Cette statistique repose sur le total des plaintes déposées durant cette période par les subordonnés ou, nettement moins nombreuses, par les employeurs.

Selon leurs témoignages, beaucoup de subordonnés victimes de stress mental se plaignent d'avoir été insultés, méprisés - se faisant fréquemment traiter de "stupide", par exemple - ou carrément ignorés par leurs supérieurs.

Les entreprises japonaises sont connues pour leurs conditions de travail stressantes et les pressions multiples exercées sur les employés, dues notamment à un système hiérarchique rigide et à une intense compétition interne. La Tribune 13.06

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 37 articles.

La causerie du matin.

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter des articles, mais je m'y attellerai après déjeuner.

ACTUALITE EN TITRES

[Bilderberg a deux candidats à vous proposer.](#)

- 63% des Français pensent que Manuel Valls doit jouer un rôle important à l'avenir - Francetv info

- Alain Juppé candidat préféré de la droite et du centre pour la présidentielle - AFP

[La géographie pour les nuls.](#)

- Pour Manuel Valls, La Réunion est dans l'océan Pacifique - Francetv info

La bonne réponse était l'océan Indien.

[La nature du régime israélien : fasciste.](#)

Le policier israélien ayant battu un soldat d'origine éthiopienne ne sera pas poursuivi. - LeMonde.fr 14.06

Pour rappel :

- Gaza : Israël clôt le dossier sur la mort de quatre enfants sur une plage - Francetv info 11.06

Les nazis aussi.

- Israël estime que sa guerre contre Gaza était "légitime" et "légale" - L'Express.fr

Pourquoi laisser des traces, hein ?

- Israël: l'armée sanctionne des soldats filmés en train de battre un Palestinien - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Julien Dray explique pourquoi le PS est le parti des exploités contre les exploités et le socialisme.](#)

- Pour Julien Dray, il faut tendre vers un "Parti progressiste" - AFP

Il faut tendre vers un "Parti progressiste qui se bat pour l'émancipation des individus", a déclaré dimanche Julien Dray, selon qui la question du nom du Parti Socialiste, où il faut "tout" changer, se posera "à un moment ou à un autre".

(C'est le créneau des néolibéraux repris par le PS et la pseudo-gauche (L'humain d'abord). Pure imposture. Renoncer à s'émanciper du capital au profit de "l'émancipation des individus", c'est ouvertement prôner qu'ils changent de gré ou de force pour se conformer au besoin du capital. - ndlr)

"Il va falloir que l'on change tout. Cela veut dire que, peut-être même, à un moment ou à un autre, se posera la question de notre nom. Mais il ne faut pas le précipiter", a dit le vice-président PS du conseil régional d'Ile-de-France sur France 5.

"Il va falloir qu'on dialogue, qu'on discute (...) qu'on entende des choses qui ne sont pas forcément très agréables sur ce qu'on a fait, sur les erreurs qu'on a commises", a-t-il poursuivi.

"Ca, c'est un travail qui va commencer maintenant et qui vise à refonder la gauche, avec une identité nouvelle. Je pense que le terme le plus exact aujourd'hui, c'est pour nous d'être les nouveaux progressistes et de se battre pour l'émancipation. C'est le mot clef", a-t-il développé.

"Nous, on se battait pour le socialisme, mais le socialisme, c'est une société idéale où il n'y avait plus d'exploitation", a ajouté encore Julien Dray. AFP 14.06

Et en plus il n'est pas foutu de s'exprimer correctement.

Après avoir indiqué qu'il fallait bazarder le socialisme ou la référence au socialisme devenue inutile et encombrante, puisque l'emploi de l'imparfait de l'indicatif (battait) s'appliquait à une action passée terminée ou une époque révolue, et que le le présentatif (c'est... où) était au présent ou nous ramenait au présent, le verbe suivant de la proposition relative introduit par où devaient être également au présent de l'indicatif ou au conditionnel présent, l'erreur commise en employant l'imparfait (avait) vient du fait que dans sa tête il estime que le socialisme appartient au passé et non au présent ou à l'avenir, c'est son enthousiasme à vouloir l'enterrer trop vite qui l'a trahi.

A propos du socialisme, ce qui devrait être enseigné aux travailleurs et à chaque militant. On ne donne pas une leçon, mais un cours pratique de socialisme.

Le socialisme, s'il repose à la fois sur des facteurs objectifs et subjectifs, demeurera une utopie aussi longtemps qu'il ne sera pas réalisé.

Pour peu qu'on ne sache pas trop à quoi il correspond ou qu'on n'en ait qu'une idée approximative comme c'est le cas pour la quasi-totalité des travailleurs qui y adhèrent en rejoignant un parti dit ouvrier, cette utopie sera bourrée d'illusions qu'il faudra rapidement réduire pour qu'elle ne se transforme pas en chimère de plus en plus éloignée de la réalité qu'on s'est donné de transformer, pour finalement sombrer dans le désespoir et abandonner le combat pour le socialisme, dès lors qu'on ne parvient pas à venir à bout des obstacles qui nous empêchent de la réaliser, à défaut d'avoir pris conscience que ce serait un combat de longue haleine, et que cet objectif politique devrait uniquement servir de guide à notre action et donner un sens à notre vie, qu'il soit atteint ou non de notre vivant important peu puisqu'il s'agissait d'adopter un idéal qui n'existerait qu'à travers les rapports qu'on entretiendrait avec les différentes composantes de la société et qu'il faudrait s'en contenter à défaut de mieux, qu'en espérer plus ou en attendre davantage traduirait notre incompréhension de ce que signifie le socialisme.

Une utopie cesse d'en être une le jour où elle se réalise, et le plus difficile à supporter consiste à admettre ou à prendre conscience qu'en attendant notre idéal demeure une utopie, qui selon qu'on se rapproche ou s'éloigne de notre objectif se concrétisera pas à pas ou cèdera le pas au doute ou au scepticisme.

Une utopie correspond à une situation potentiellement réalisable dès lors que les conditions sont remplies, d'où le travail du militant qui consistera à préparer et réunir ces conditions pour que cet idéal passe de l'utopie à la réalité ou se concrétise. C'est à travers ce travail que se matérialise cet idéal, qu'il prend forme, pour peu bien sûr que notre combat quotidien s'inscrive dans cette perspective politique, dans le cas contraire il arrivera un moment où on perdra de vue cet idéal tant on s'en sera éloigné, au point d'être devenu incapable de lui donner un contenu cohérent, allant jusqu'à l'assumer en donnant une définition du socialisme qui lui est totalement étranger, c'est le cas que nous rencontrons le plus fréquemment.

Pourquoi ? Parce que le socialisme n'est pas un objectif que l'on peut atteindre en appuyant sur un bouton ou en se contentant de manifester de bonnes intentions. C'est autre chose qu'une revendication alimentaire ou démocratique bourgeoise. Il correspond à un changement radical de tous les rapports dans la société à commencer par les rapports sociaux de production, changement qui nécessite pour voir le jour que des millions d'exploités se soulèvent et s'organisent contre leur condition pour renverser l'ordre établi et s'emparent du pouvoir politique, tâche, qui parce qu'elle nécessite un minimum de conscience politique pour se réaliser, ne peut s'accomplir qu'au terme d'un long processus de maturation de la conscience de classe des travailleurs... et des militants qui doivent en avoir parfaitement conscience, l'avoir à l'esprit en permanence, or c'est rarement le cas ou exceptionnellement, situation qui les fragilise ou les rend vulnérable au point de cesser de croire que ce processus parviendra un jour à son terme.

Le socialisme intègre le développement de l'humanité depuis la nuit des temps et les différents stades (de production) par lesquels il est passé jusqu'à nos jours, dont la lutte des classes, et c'est l'ensemble de ces expériences qu'il théorise pour en faire un guide pour l'action et faire en sorte que la civilisation humaine puisse franchir une nouvelle étape sur la voie de son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme pour conquérir sa liberté.

Objectif ambitieux, colossale entreprise, idéal supérieur à tout autre d'autant plus difficile à atteindre qu'il correspond à l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a des millénaires, lorsque l'homme commença à produire au-delà de ses besoins et la société se divisa en classes dominantes et dominées avant de donner naissance à l'Etat qui devait en être le garant.

Sans aller jusqu'à dire qu'il nous faudra autant de temps pour nous libérer du capitalisme et passer au socialisme, et pour cause, le temps nous manquerait ou le capitalisme finirait avant par détruire la civilisation humaine auquel cas le socialisme demeurerait éternellement une utopie, on peut ou plutôt on doit concevoir que le passage au socialisme ne peut pas être soumis à un calendrier arbitrairement, et que les conditions dans lesquelles nous menons notre combat politique nous sont imposées de l'extérieur.

En fait l'essentiel est ailleurs. Au-delà de la compréhension des moteurs à l'origine du développement de la civilisation humaine qu'il est indispensable d'acquérir, le développement des forces productives et la lutte des classes, le socialisme repose sur la conviction que nos droits et aspirations sont parfaitement légitimes et ne nécessitent aucune justification, que le seul fait de les formuler suffit à légitimer notre combat politique ainsi que les moyens pour le faire aboutir, la révolution socialiste mondiale.

Le socialisme n'est pas une recette miracle, un fantasme ou un dogme, il intègre les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les marxistes et que nous devons adapter à notre époque en fonction des profondes transformations qu'ont connues la société et le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, de manière à ce que les travailleurs les plus avancés puissent s'en saisir ou rejoignent notre combat politique.

Reste que sans un parti ouvrier révolutionnaire expliquant aux travailleurs et aux militants en quoi consiste le socialisme, un guide pour l'action qui incarne un idéal alimentant nos convictions, il est très difficile de le partager.

En complément. Impossible de tomber plus bas. Julien Dray déplore que le PS ait "laissé tomber" DSK Francetv info

[59 à 64% d'abstention : Des institutions antidémocratiques massivement rejetées.](#)

Clichy, Puteaux, Asnières, Thionville, Pontault-Combault : les municipales partielles ville par ville - libération.fr

Dans les Hauts-de-Seine, trois élections municipales partielles se sont tenues dimanche, à Asnières, Clichy et Puteaux. Deux autres scrutins avaient lieu à Thionville (Moselle) et à Pontault-Combault (Seine-et-Marne).

Puteaux. La maire sortante Joëlle Ceccaldi-Raynaud (LR) a, elle été confortablement réélue avec 60,77% des voix dès le premier tour.

Comme en mars 2014, aucune liste d'opposition n'a été en mesure de se qualifier pour le second tour. Elle a même reculé dans son ensemble. La liste (SE) menée par Sylvie Cancelloni obtient un seul siège, tandis que les listes du FN Gérard Brazon et de la candidate sans étiquette, Sophie Mozziconacci, soutenue par le maire UDI de Neuilly, n'auront, elle, pas le moindre élu au conseil municipal.

Cette commune UMP accueillant le quartier de La Défense est tenue par la dynastie des Ceccaldi-Raynaud depuis 1969, le père, Charles, ayant régné jusqu'en 2004, date à laquelle sa fille, Joëlle, lui a succédé.

Clichy. Administré depuis 1985 par le socialiste Gilles Catoire, cette fois pas en lice, le conseiller départemental Rémi Muzeau (LR-UDI-Modem) a obtenu 48,83% des voix. Julien Perez (PS-PRG-PCF), pour la première fois dans le grand bain, a, lui, plafonné à 30,5%, suivi de la liste EE-LV-FDG-Nouvelle Donne, à 11,38%, et de celle du FN (4,51%). La participation a été de 40,82%.

Asnières. Sur fond de forte abstention, Aeschlimann (LR-UDI) a récolté 47,42% des suffrages. Il affrontera dimanche prochain l'ancien maire socialiste Sébastien Pietrasenta (PS-EE-LV), dix points derrière.

Thionville. Anne Grommerch (LR-UDI-Modem) est arrivée nettement en tête dimanche, quasiment six points devant son concurrent socialiste, Bertrand Mertz (40,96%), qu'elle a précédée dans le fauteuil de maire.

Le candidat FN, Hervé Hoff, n'a recueilli que 8,71 % des suffrages, insuffisant pour se qualifier alors qu'en mars 2014, il avait imposé une triangulaire avec 14,03 % au premier tour. Sous les 3%, les listes Front de gauche et Lutte ouvrière sont pareillement éliminées.

Pontault-Combault. La liste d'union de la gauche de la maire sortante Monique Delessard (PS) a rassemblé 32,09% des voix, tandis que trois autres listes sont elles aussi en capacité de se maintenir au deuxième tour: Cédric Pommot (DVG), qui conduisait la liste «Union, Raison, Passion», est second avec 22,86 % des suffrages, devant Stéphane Finance (UDI, «La Priorité c'est vous»), à 19,73 % et Jean-Pierre Martin (FN, Pontault Bleu Marine) à 16,83%. Alors que la participation s'est élevée à 36,16 %, la liste

«Un coup de jeune pour Pontault» de Jean-Nicolas Citti n'est, elle, pas parvenue à se maintenir avec 8,50 % des suffrages. libération.fr 14.06

Vous aurez constaté que le PCF et le FG par diverses alliances électorales demeurent liés au PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- USA : rassemblement anti-impérialiste, devant le bâtiment de «Time Warner», à New York - french.tribune.fr

Aux Etats-Unis, les contestataires se sont rassemblés, devant le bâtiment «Time Warner», manière de protester contre l'approche impérialiste de Washington.

Selon Russia Al-Youm, les protestataires américains se sont réunis, devant le bâtiment «Time Warner», second câble-opérateur américain, en guise de protestation contre l'approche impérialiste des Etats-Unis et l'influence des médias américains, sur les affaires intérieures d'autres nations. Les manifestants brandissaient des écriteaux sur lesquels étaient libellés : «CNN encourage l'administration américaine à faire la guerre, en Ukraine». Cette réunion contestataire a eu lieu, en coordination avec l'Organisation internationale du Travail, «OIT». Cette instance s'oppose à ce que les Etats-Unis attisent le feu de la guerre et dénonce le racisme et les exploitations financières des Etats-Unis, à l'égard des autres nations. french.tribune.fr 14.06

ECONOMIE

Grèce

- A Bruxelles, la Grèce et ses créanciers se séparent sans accord - latribune.fr

Les négociations entre créanciers (Commission, BCE, FMI) et la Grèce ont échoué ce dimanche. Les premiers exigent d'Athènes des mesures répondant à leurs demandes que la partie grecque juge "irrationnelles".

Les discussions qui se tenaient depuis samedi à Bruxelles entre la Grèce et ses créanciers ont pris fin dimanche sans accord, en raison de "divergences importantes" qui subsistent entre les deux parties, a indiqué un porte-parole de la Commission.

"Les propositions grecques restent incomplètes", a insisté cette source, affirmant que le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, "reste convaincu" qu'une solution "peut être trouvée d'ici la fin du mois", date où la Grèce fait face à une importante échéance de remboursement au FMI qu'elle pourrait ne pas être en mesure d'honorer. "Divergences importantes"

Jean-Claude Juncker "a fait une dernière tentative ce week-end pour trouver, via ses proches collaborateurs et en liaison étroite avec des experts de la Commission, de la BCE et du FMI, une solution avec le Premier ministre" grec Alexis Tsipras. "Bien que des progrès aient été enregistrés, les discussions ont échoué car il reste des divergences importantes entre les plans des autorités grecques et les exigences conjointes" des créanciers, a expliqué cette source.

Pour la Commission, les Grecs doivent réaliser "jusqu'à deux milliards d'euros" d'efforts budgétaires annuels pour obtenir l'aide financière dont ils ont cruellement besoin. "Sur cette base, de nouvelles discussions vont désormais avoir lieu à l'Eurogroupe", qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, a indiqué cette source. La prochaine réunion de ce cénacle est prévue jeudi à Luxembourg.

Jean-Claude Juncker "reste convaincu qu'avec plus d'efforts de réformes côté grec et une volonté politique de tous les côtés, une solution peut encore être trouvée d'ici la fin du mois". Réclamations des créanciers "irrationnelles"

De son côté, une source gouvernementale grecque a affirmé dimanche soir à l'AFP que les réclamations des créanciers étaient "irrationnelles", et en a imputé la responsabilité au FMI, accusé d'avoir une position "intransigeante et dure".

La Grèce est plus que jamais menacée de défaut de paiement, ce qui pourrait constituer une déflagration aux conséquences imprévisibles pour la zone euro tout entière. Athènes doit en effet rembourser le 30 juin 1,6 milliard d'euros de prêts du FMI, et risque fort de ne pouvoir honorer cette échéance sans le déblocage de 7,2 milliards d'euros, suspendu depuis l'été dernier à un accord avec les créanciers. latribune.fr 14.06

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juin 2015

CAUSERIE

Dossier Equateur. Déstabilisation orchestrée depuis Washington

Comme tous les gouvernements qui ne sont pas dans le giron des Etats-Unis, l'Equateur et son président Correa font l'objet du harcèlement permanent, (provocations, calomnies, fausses informations, et faux témoignages violences, campagne de presse, etc.) de la part de l'opposition parlementaire de droite associée à des ONG financées par la NED, USAID ou la CIA, dans le but de parvenir à un changement de régime.

Cette entreprise de déstabilisation est relayé généreusement par les institutions internationales à la solde des Américains (ONU et ses agences en tête), les médias occidentaux aux ordres, les gauchistes ou pseudo-révolutionnaires, la pseudo-gauche et extrême gauche, reprenant à leur compte les arguments avancés par ces ONG contre ces gouvernement d'Amérique latines.

Dans un premier temps vous trouverez un article du Figaro publié hier, ensuite un certain nombre d'articles à l'origine en français, espagnol ou anglais que j'ai traduits tant bien que mal.

- Le président équatorien dénonce une « conspiration » contre lui - LeFigaro.fr

Depuis plusieurs jours, les rues de Quito, de Guayaquil et de Cuenca sont agitées par des manifestations aux cris de «Dehors Correa, dehors!». Elles regroupent des politiciens de l'opposition, des hommes d'affaires et des membres de la classe moyenne. Des manifestations de soutien à la réforme ont également été organisées.

L'objet de la colère est une réforme, somme toute modeste, de la taxation des héritages présenté le 5 juin dernier au parlement. Elle prévoit de taxer les héritages supérieurs à 35400 dollars, soit 100 salaires minimum, abaissant de moitié le montant imposable pour l'instant. Le projet de loi devait passer devant le parlement en juillet où il devait être adopté le président Correa y disposant de la majorité avec son parti Alianza Pais. Le président équatorien a annoncé la nuit dernière que, pour calmer les esprits avant la visite du pape François le 5 juillet prochain, il retirait provisoirement sa loi de l'agenda législatif.

La réforme ne devait toucher que peu d'Equatoriens: seuls 0,3% d'entre eux reçoivent un héritage de plus de 50 000 dollars. Selon le ministre de la Politique économique, Patricio Rivera, «la loi sur les héritages vise le secteur le plus élevé de la société, les 0,1% plus riches (...), 98% des Equatoriens ne paieront pas un centime».

Le président Rafael Correa, devant les appels à sa démission, a invité l'opposition à organiser un referendum révocatoire, une procédure prévue par la constitution adoptée après l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa en 2007. Elle nécessite le collecte de 1,8 millions de signatures de citoyens, soit 15 % de l'électorat. «Au lieu d'utiliser la violence, la force, utilisez la Constitution: allons au référendum révocatoire pour vous battre 1.000 fois!», a déclaré le président.

Le président Correa a dénoncé ces derniers jours depuis l'Italie, lors de son émission télévisée hebdomadaire «une conspiration en marche... Ce sont des gens très violents, ils ont la complicité des medias... Il ne s'agit pas d'empêcher un loi sur l'héritage, il s'agit de renverser le gouvernement».

Les relations entre l'opposition, la presse et le président Correa sont depuis longtemps très tendues. L'organe de contrôle des médias en Equateur a imposé une amende de 350.000 dollars au plus grand quotidien du pays, El Universo, proche de l'opposition. L'amende représente 10% du chiffre d'affaires du journal sur les trois derniers mois, a indiqué l'ONG Fundamedios.

Objet de la condamnation: le refus du journal de publier un droit de réponse du gouvernement. Un autre journal plus modeste est visé: la hora de Quito. Ces deux journaux ne respecteraient pas la loi sur les médias votée il y a deux ans. L'opposition estime que ce texte n'est destiné qu'à faire taire la presse d'opposition et le qualifie de «loi muselière». lefigaro.fr 15.06

- Le président équatorien a accusé l'ONG locale Fundamedios de vouloir déstabiliser son gouvernement.

- ifex.org 29.04.2015

Le 18 avril le président Rafael Correa a accusé l'ONG Fundamedios qui s'oppose au gouvernement de vouloir "le faire tomber" et de "le déstabiliser".

Durant son allocution télévisée de samedi, il a noté que l'organisation reçoit de l'argent des États-Unis dans le cadre d'une "campagne de diffamation".

Le président, après avoir rappelé le discours du président américain Barack Obama lors de la 7e Sommet des Amériques à Panama, a déclaré que, historiquement, il y a eu intervention par ce pays d'Amérique du Nord et il a poursuivi : "il y a quelques jours le Département d'État a demandé deux milliards de dollars au Sénat américain pour quoi? pour que le Congrès renforce la démocratie, les droits humains et la liberté de la presse et plus particulièrement dans des pays comme Cuba, le Nicaragua, l'Équateur et le Venezuela, auxquels il faut enseigner la démocratie, les droits humains et la liberté de la presse. Ceci s'appelle une ingérence, une intervention qui viole la Charte de l'OEA, sape notre propre souveraineté, c'est de cela que nous parlons. "

Puis le président a pris pour exemple Fundamedios. " Le changement de gouvernements dans notre Amérique est l'objectif de ces campagnes de diffamation parce que ces fonds iront à Fundamedios, à toutes les ONG qui s'opposent au gouvernement pour le faire tomber, pour le déstabiliser, c'est de cela dont il s'agit. Je suis entièrement d'accord. Les États-Unis a été l'épaule sur laquelle pleuraient les Latino-Américains, chaque fois qu'il y avait un problème dans le passé, nous jetions des pierres sur l'ambassade des États-Unis et donc il a été résolu, mais il est clair qu'il y a eu interventionnisme et il y a encore interventionnisme. En Amérique latine, au XXI e siècle on ne permettra pas ces types d'actions camarades, nous allons défendre la souveraineté et la dignité de notre grand pays", a déclaré le président.

En ce qui concerne la participation de la société civile équatorienne pendant le Sommet en Panama, il a assuré que le directeur exécutif Fundamedios, César Ricaurte et des personnalités publiques comme Guillermo Lasso, Alberto Acosta, Andrés Páez, Oswaldo Hurtado et Enrique Herrería sont « les grands perdants », parce que selon le président « il n'a été accordé aucune considération à leurs arguments tout en leur déniaient toute importance » et a affirmé que « c'était un signe de la restauration conservatrice en Équateur en coordination avec des mouvements de droites et des organisations comme le IAPA, Aznar, Freedom House et représentants de la droite la plus récalcitrante mondiale qui ont essayé de discréditer le Sommet et ses dirigeants » ifex.org 29.04.2015

Revenons en arrière, histoire de témoigner qu'ils ont de la suite dans les idées ou que leur détermination est sans faille. En passant, on devrait en prendre de la graine.

- La CIDH déplore des représailles contre des personnes qui s'adressent à la Commission - garr-haiti.org vendredi, 04 novembre 2011

Washington, D.C., 4 novembre 2011 - La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) exprime sa plus profonde préoccupation devant les menaces, représailles et actions de discrédit dont font l'objet certaines des personnes qui ont participé aux audiences et réunions de travail de la CIDH ; représailles exercées tant par des particuliers que par de hautes autorités étatiques, dans certains cas.

Spécifiquement, suite à l'audience tenue le 25 octobre 2011 sur « la Situation du Droit à la Liberté d'Expression en Équateur », la CIDH a reçu une information selon laquelle, l'État équatorien a lancé sur des chaînes de radio et de télévision des propos inappropriés visant clairement à disqualifier l'organisation pétitionnaire, Fundamedios, son directeur et les autres participants à l'audience. Étant donné la gravité de ces faits, la Commission a réclamé de l'État des explications.

La CIDH est un organe principal et autonome de l'Organisation des États Américains (OEA), dont le mandat découle de la charte de l'OEA et de la Convention Américaine relative aux Droits de l'Homme. La Commission Interaméricaine a pour mission de promouvoir l'observation sur les droits humains dans la région et agit comme organe consultatif de l'OEA en la matière. La CIDH compte sept membres indépendants qui sont choisis par l'Assemblée Générale de l'OEA à titre personnel, et qui ne représentent pas leur pays d'origine ou de résidence. garr-haiti.org vendredi, 04 novembre 2011

Qui est Fundamedios, qui est derrière, comment procède-t-elle ?

- Fundamedios une ONG financée par les États-Unis. - restauracionconservadora.com (2011 ?)

Dans la restauration conservatrice il y a des acteurs politiques qui sont aussi membres d'organisations non-gouvernementales (ONG), les entités civiles qui sont apparemment bon état de fournisseurs de la démocratie, mais en réalité émergent bastions de l'opposition comme clairs. Fundamedios est une de ces organisations qui ont lassé pas d'attaquer le régime, souvent avec des mensonges et de distorsions.

L'organisation avait l'attention des médias spéciale quand il a exprimé son rejet pur et simple du projet de loi sur les communications, une initiative approuvée par le vote populaire dans le référendum constitutionnel en 2008. La nouvelle constitution adoptée cette année, je commandai un de ses transitoire l'approbation de cette loi, en raison de la pression des sociétés de médias

Un des aspects qui révèle sa véritable fonction dans le pays est le fait est financé par l'USAID, diplomatique agence de coopération des États-Unis. Les nouvelles sont venues en Juin 2011, lorsque le président Rafael Correa a dénoncé publiquement le financement impliquant une intrusion délibérée de la souveraineté nationale.

Face à cette accusation, la première réaction de l'organisation était de refuser le rapport, en disant que recevoir des contributions des différentes entités, mais en leur sein manquait l'USAID [1]. Mais la déclaration effondré lorsque l'ambassadeur des États-Unis lui-même, Adam Namm, a admis qu'en effet, l'USAID donne de l'argent à divers organismes sociaux, y compris Fundamedios, afin de "renforcer la démocratie" [2].

Non seulement cela, mais aussi, un fonctionnaire de l'USAID a admis qu'il a financé des groupes d'opposition dans tous les pays membres de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA). [3] Est-ce une coïncidence que la diplomatie seuls États-Unis est réglé sur "renforcer la démocratie" dans ces pays ne partagent pas seulement leurs politiques économiques?

Malgré la perte de légitimité inhérente généré par ces nouvelles, Fundamedios a continué à jouer dans la critique la plus dure du gouvernement de Rafael Correa. Comme prévu, cette auto-proclamé fournisseur ONG de la liberté de la presse en Equateur, est devenue une caisse de résonance pour l'opposition, où la presse privée a plus d'espace pour la défense de leurs intérêts corporatifs. Les nouvelles histoires qui font l'ordre du jour des médias nationaux depuis il ya huit ans font l'objet d'une lutte acharnée par des organisations comme Fundamedios, qui ont essayé de positionner l'idée d'une censure latente imposées aux médias. restauracionconservadora.com (2011 ?)

[1] <http://www.eluniverso.com/2011/06/26/1/1355/fundamedios-desmiente-reciba-dinero-agencia-usaid.html>

[2] <http://www.telegrafo.com.ec/noticias/informacion-general/item/fundamedios-recibe-25-mil-dolares-mensuales-de-usaid.html>

[3] <http://www.andes.info.ec/es/pol%C3%ADtica/3331.html>

- L'empire ne dort jamais et l'USAID ont Fundamedios - informatecuador.com (non daté)

Je vous avoue que semblait exagéré. Anciens camarades (le genre que si ils ont étudié et si ils savaient ce qui était le marxisme) avaient l'habitude de classer tous ceux qui oppose ou au moins ont critiqué ses positions mégalomanes (propriétaires exclusifs de la vérité) que des «agents CIA "Et. Avec ce vernis disqualifier tous ceux qui ont osé contredire ou pas observer leurs paroles, ils étaient plus comme un catéchisme ce raisonnement.

Et rappelez-vous (que de vieillir et de se souvenir des faits et chiffres) que dans les années 60 de la dictature militaire retardateur du 20ème siècle, qui a été présidée par le contre-amiral Ramon Castro Jijón (Dieu reste a été donné, je doute, mais je veux que ce) Dans le cadre de ce régime était le "idéologue" (ou du moins, semblait-il, par ce qui, dans le pays des aveugles, les borgnes sont rois) générale Marcos Gandara Enriquez. Face à des accusations que la dictature était au service inconditionnel du grand empire (les Etats-Unis) en tant que "agent de la CIA" a été déclaré libre, mais ceux qui ne reçoivent aucun salaire et il était pour conviction idéologique, étant un anti-professionnel .

À ce stade de la vie, je suis sûr que, tout comme il ya des agents de la CIA versées (et bien payés), il existe d'autres, qui, sans être, font de leur mieux être. Bien sûr, il est très difficile de prouver qu'une personne est un agent de la CIA (en Amérique peut aller en prison un dénonciateur de quelqu'un qui «fonctionne» pour la CIA) et comme je l'ai rien «chercheur» des intérêts extérieurs, car avec cette façon de clarification à ce qui me passionne vraiment. Parlant de gens qui ne savent pas si elles travaillent ou tout simplement l'air pour les grandes organisations dans le monde entier, connus intelligence continentale ou nationale.

A déclaré Eva Golinger et journaliste Roman Migus, dans son livre "Web de l'Impériale" (édition 2008 - International Miranda Centre Caracas) que le grand empire ne repose pas sur l'agression, de mille manières, le gouvernement d'Hugo Chavez et le socialisme Century 21. Eva Golinger est avocate et vénézuélien-journaliste américain (simultanément) a été consacré à ce type de recherche. Roman Migus est un journaliste français qui vit depuis 2004 à Caracas. Et le Centre pour les études stratégiques (CESE) Foundation est une organisation dédiée à "découvrir, analyser et diffuser des informations sur les stratégies et les menaces d'ingérence et de subversion en Amérique latine."

L'Équateur est dans la liste des gouvernements anti-impérialistes, bien que de nombreux camarades (anciens et nouveaux) ne croient pas. Et, bien sûr, ils se déplacent à l'intérieur et à l'extérieur, en essayant de discréditer ongles lorsqu'ils ne sont pas jeter (30-S) ne peut pas dire que tous sont payés par le grand empire à defenestrarlo ou au moins ennuyer; mais il ya, il ya. Figure,

en premier lieu, l'ancien et l'USAID, une agence qui a été conçu par John F. Kennedy (qui fut lui-même assassiné en 1973) pour soutenir les habitants de l'Amérique latine et les faire sortir de leur sous-développement. En ces temps, il est utilisé comme un écran de nombreuses organisations «sociales» qui sont l'accomplissement de leur rôle dans nos pays. Et les chercheurs ont dit que l'un des leurs écrans actuels sont identifiés par l'acronyme NED (Fondation pour la démocratie, en castillan) qui rend le travail que vous avez fait avant ledit la CIA. Et cela a beaucoup de ressources. Bien sûr, seulement contre Cuba révolutionnaire, ils sont dépensés (budget USA) quelques millions de dollars, inutilement, parce que cette révolution est toujours vivante et processus de rectification. Et Evo devait botarles de la Bolivie, pour avoir conspiré contre lui. Et Fundamedios soudainement apparu et dénonce désormais son médiateur (César Ricaurte) qui veulent l'attaquer, mais méprise le «corp de garde» a été décidé de le protéger, juste au cas où.

Je tiens à affirmer que je ne ai rien contre M. Ricaurte, qui ne savent même pas. Mais est-ce pas suspect que cette tête apparaît précisément contre le gouvernement actuel, avec ses pires adversaires politiques? Pour commencer, dire et répéter que ces Fundamedios, au moins pour moi (et un grand groupe de journalistes) ne nous représentent pas. Nous ne savons pas qui a choisi, qui paie, qui vous tient, qui lui dit quoi faire ou ne pas faire, etc. En outre, la seule chose certaine est que nous avons reçu en 2008 de l'USAID (ou NED) \$ 42,500 pour leurs opérations. Si vous avez continué à recevoir, au cours des trois dernières années, le budget devrait être augmenté. Est-il expliquer pourquoi les voyages constants vers les États-Unis, en particulier le dernier, avant la Commission des droits de l'homme de l'OEA (CIDH)? Peut Être. Avez-vous payé pour leur travail ou un général Gandara surnuméraire? Si il est une fondation, est une fondation spéciale, très spéciale qui peut faire ce qu'il veut ou doit être soumis à des lois qui sont écrites pour d'autres ONG?

Fundamedios, quoi que l'on peut dire (quelle qu'elle soit) occupe une place privilégiée tandis que dans la grande presse équatorienne. Même chose sur la grande presse internationale? Et il se trouve dans des gros plans avec l'farouchement opposé à la «autocratique» et candidat à la «néo-fascistes" Rafael Correa. Est-pas cette déclaration est en contradiction avec le grand empire ou un slogan? Fundamedios joue également un rôle spécifique: elle doit tenir compte (et aller sur 300) des "attaques" Correa contre la grande presse sipiana de l'Equateur, qui a été classé comme «à haut risque» du sacré la liberté d'expression (d'entre eux). Est pas intervenir ouvertement dans la politique équatorienne?

Que le regroupement des propriétaires de journaux (AEDEP) vient à la défense d'un de ses membres les plus éminents (El Universo de Guayaquil) a expliqué, bien que le passé récent qui est maintenant son fils président (Diego-Cornejo Diario Hoy de Quito) des conclusions hâtives, et surtout répréhensibles. Mais ce qui doit Fundamedios dans ce pétrin? Sauf cette fondation est en Equateur, remplissant d'autres fonctions. Ils ne veulent pas nous dire quoi. Ou ne peut pas. Qui paie pour ces voyages aux États-Unis, pour se plaindre, le deuil se réveillent, à Mme Ashton et Mme ou Mlle Catalina Botero? Qui lui-même invité la plainte de M. Gustavo Lemos Washington? Est-ce pour cette drôle que "pauvre homme" répudier tous et maintenant vous reconnaître qu'il était un fonctionnaire du gouvernement sombre Ing. Leon Febres Cordero (1984-1988) a déclaré le plus violent des 50 dernières années et indiquant que la Commission Vérité a dit que le gouvernement comme la plus violente dans la période récente.

Enfin, le proverbe populaire dit que «chaque nuage a une doublure d'argent" opposition fermé de tous les côtés, nationales et universelles, la course contre le projet de loi sur les médias a servi comme l'identification des lettres Qui est qui dans le pays de la carte politico-idéologique. Le problème est que la grande communication commerciale a réussi à confondre un secteur de la population, avec la répétition de mensonges. L'un d'eux, un projet de loi de médias, aucune communication. Deux, que les propriétaires de médias (en particulier impression) sont au delà du bien et du mal; quelqu'un peut-il être persécuté, pire, bien pire, les appeler pour compte. Trois, il ya un désir de restarles un droit exclusif présumé à la liberté d'expression qu'ils ont été donnés. Quatre, que toute loi est contre eux et contre la liberté d'expression. Et nous pourrions continuer ad infinitum.

Le bon côté est que ce mal (ce qui est plus de tous les Équatoriens et beaucoup de l'Amérique latine) a permis l'identification idéologique et politique de ces héritiers uniques et exclusifs de l'ancien marxisme cru. Et en tant que telle, les seuls qui pourraient être étiquetés comme des révolutionnaires et les gardiens du droit universel à la liberté d'expression.

Je veux dire la coupole de l'ancien CONAIE (Confédération des nationalités indigènes) qui, par les années 90 du siècle dernier, est apparu, posséder et voix respectable sur la scène politique nationale. Et ce identifiés avec la gauche équatorienne. Cela a été dans les anciens dirigeants et quelques qui identifient toujours avec cette tendance. Il vise à couvrir les "erreurs" les plus récents se faisant passer pour des «promoteurs» populaires qui sont persécutés par le gouvernement. Cette dernière pièce jointe pour justifier les secteurs les plus arriérés du droit équatorien, tout comme le Conseil civique (Les perruques) de Guayaquil. Avec eux, il convient de rappeler une vieille citation biblique: «Celui qui dort avec les loups apprend à hurler."

Et il n'y a pas que l'ancienne direction de la CONAIE. Est un autre groupe politique qui se sont décrits comme héritier et défenseur du marxisme-léninisme. Je veux dire le Mouvement populaire démocratique (MPD) Personnellement, après avoir vu et observé ce qu'ils ont fait pendant des décennies à l'Université centrale de l'Équateur (anciennement principale et la plus grande université du pays) je comprenais sa signification réelle. Mais maintenant, non seulement de leurs bases (à jeter des pierres) ont disparu, mais leurs dirigeants (quelques) montre la qualité de l'assemblage, ont aucun scrupule à avoir l'air de défendre des positions de l'extrême droite. Serait-ce que l'on se trompe ou eux?

La vérité est que la règle ne dort pas. Il utilise son propre personnel (rémunéré ou goodwill) pour tenter de contenir et de saper le courant continental dans notre pays et qui parle d'une seconde indépendance ou quelque chose 21. Por socialisme siècle est

la règle (par le biais NED et USAID) est brutalement opposés à tout changement, même épidermiques il. Seule la naïveté (ou de mauvaise foi) peut être confus. Pour quelque chose (et plus), le grand empire et maladroite (OTAN, qui a maintenant trouvé quoi faire) ont attaqué, occupé et tué Kadhafi; et disposé en conséquence -après la campagne politique pour envahir et occuper la Syrie; L'Iran et au-delà.

Je me demande pourquoi seulement ils ont droit à des bombes atomiques? Est-Israel (Middle East) a pas de bombes atomiques fournies par le grand empire? Et tout cela à l'hypothèse que l'Iran se dirige vers développer des ogives nucléaires. L'universel serait détruire tous les stocks dont ils disposent. Seulement alors, il veillera à ce que l'humanité peut dormir paisiblement. Bien qu'il y ait beaucoup à faire. En particulier, sous le climat universelle, qui nous hante aussi. Et ils les harcèlent. informatecuador.com

- USA Fundamedios financées par une triangulation - nuestroamericano.org 16.03.2013

Quito, mars 16 (Andes) .- Le président équatorien Rafael Correa a dénoncé l'ONG Fundamedios qui est financé par les États-Unis grâce à une triangulation: les fonds de la Fondation Lighthouse Fundamedios mais la Fondation Lighthouse reçoit des millions de dollars de l'USAID qui passent plus tard Fundamedios.

"Je veux dire, l'USA Commission a financé et finance des fondations pour dénoncer des pays qui seraient tombés malades. Ils croient que la triangulation se trompe de personne ", a-t-il dit en soulignant que c'était la nouvelle stratégie des Etats-Unis pour déstabiliser les gouvernements progressistes d'Amérique latine.

"Qui représente Fundamedios? Combien d'élection a-t-elle gagné ? Quelle est sa solvabilité? Que représente-t-elle ? "Il a demandé au président lors de la diffusion de Citizen Link, originaire du canton de Sevilla de Oro, dans la province d'Azuay (sud des Andes).

Elle ne représentent pas les propriétaires a-t-il affirmé soulignant que Fundamedios est financé par les États-Unis et par certains médias privés de l'Équateur. "Ce sont ces gens-là qui feront un rapport sur l'État devant la Commission financé par les Etats-Unis. Les latino-américain prendront une batterie de mesures pour se rebeller à la fois contre le néocolonialisme et l'hypocrisie », a-t-il dit. nuestroamericano.org 16.03.2013

- L'organisation Fundamedios ne vérifie pas la véracité des alertes qu'elle diffuse sur les journalistes agressés - andes.info.ec 18.03.2013

L'organisation non gouvernementale Fundamedios recueille et diffuse les prétendues agressions contre la liberté d'expression réalisées en Equateur, mais son travail manque de rigueur technique, de vérification et de confrontation des sources.

Fundamedios soutient que « une fois détectée et identifiée une agression, une enquête est menée pour vérifier l'information en la confrontant aux sources. Ce travail est mené autant par le correspondant que par le coordinateur national ».

Comme le fait observer le journal d'Etat El Ciudadano, les mots de cette déclaration ne sont que des mots. Un coup d'œil aux alertes publiées sur la page web de Fundamedios montre clairement que l'organisation ne vérifie pas les dénonciations. Son travail se limite donc à transcrire, le plus souvent par téléphone, les mots de ceux qui sont prétendument lésés : les agresseurs présumés ne sont pas invités à donner leur version et ne sont pas pris en compte avant la publication de l'agression présumée.

« Fundamedios a tenté d'obtenir la version du Préfet [...] mais on lui a fait savoir qu'il était absent ». Malgré l'absence de confirmation, l'ONG a publié une information indiquant que le Gouvernement Provincial d'El Oro a interdit d'accès un journaliste, prétendument sur ordre du préfet Montgomery Sanchez.

Le médiateur public de la province d'Orellana, Geovany Salazar n'a pas non plus été consulté. Il n'a pas pu se défendre ni avancer ses arguments dans la plainte qu'il a déposée contre une chaîne locale de télévision qui avait publié une information dans laquelle ce dernier aurait été arrêté, l'haleine vraisemblablement alcoolisée.

Dans un autre registre, les dirigeants de l'Hôpital Eugenio Espejo n'ont pas pu débattre au sujet d'une prétendue interdiction et d'agressions dont auraient été victimes des journalistes qui couvraient une information sur place. Leur voix n'était d'aucune importance, de même que pour les centaines de dirigeants qui n'ont jamais été écoutés.

Dans la plupart des cas, les alertes ne sont pas basées sur une recherche documentaire : rapports de police, déclarations judiciaires, compte-rendu d'expertise, ou toute autre outil technique et publique utilisé dans les enquêtes. Malgré cela, les alertes ont tout de même été diffusées. Et précisément cette semaine, le directeur de l'organisation, César Ricaurte, a dit à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme que 172 agressions ont eu lieu dans le pays l'année dernière. Il a, par ailleurs, accusé le Gouvernement de « pourchasser » les journalistes et les médias « indépendants » et d'agresser le système interaméricain des Droits de l'Homme.

D'autres agressions diffusées par Fundamedios ne sont que pure spéculation. « La page web Bananaleaks dénonce avoir été sabotée par le Gouvernement équatorien » indique une alerte, qui avance que l'attaque aurait eu lieu suite à la révélation de comptes secrets du Président Rafael Correa en Suisse. L'information a depuis été démentie.

Une alerte a également été émise au sujet d'une équipe de la chaîne de télévision Ecuavisa qui n'avait pas pu retransmettre en direct une audience contre le député Galo Lara, dans un procès pour triple meurtre. Fundamedios ne faisait qu'élucubrer, car le nouveau Code de Procédure Pénale (2001 puis 2003) interdit la retransmission en direct des audiences pénales.

« Un blogueur, également activiste politique, en prison pour délit d'injures » indique une autre dénonciation. Mais il s'agit de Fernando Balda, qui a été jugé pour injures contre le PDG des Assurances Sucre, un délit à caractère privé.

Le rapport annuel de Fundamedios inclut les espaces d'information gouvernementale à la télévision comme agression aux journalistes.

Malgré ces incohérences, les plaintes de Fundamedios ont été entendues par la CIDH. Mais au cours de cette même audience, le Gouvernement a mis au clair le fait que les dénonciations d'agressions présumées manquent de fondements et ne sont que des artifices verbaux.

Le Sous-secrétaire à la Communication Politique du Secrétariat National à la Communication, Patricio Barriga, a soutenu que l'Equateur garantit le droit à la liberté d'expression dans tous ses aspects, en allant du droit individuel et citoyen au droit des grandes entreprises de l'information.

« Grâce à un lobby efficace, ils sont parvenus à faire passer l'idée d'un pays menacé, que ce soit sur place ou à l'étranger. Il faut dire également qu'ils ont essayé de refuser à la population le droit à recevoir des informations véridiques, en le déguisant sous le prétexte de l'abus d'émissions gouvernementales?. Il faut savoir que mettre au clair des mensonges n'est pas détruire la réputation de quelqu'un, la transparence ne saurait être taxée de discréditation et montrer la vérité n'est aucunement une offense. Plus d'un millier d'éclaircissements retransmis dans 311 Rapports Citoyens n'ont pu être contestés par les auteurs des informations mensongères ».

En outre, M. Barriga a ajouté que « en Equateur, nous sommes en train d'assister à une situation dans laquelle ils disent représenter les citoyens et les journalistes, ils prétendent défendre un pouvoir en déguisant sa défense sous des droits et des libertés ».

C'est précisément pour cette raison que le Président Rafael Correa a posé la question suivante lors de son dernier Rapport Citoyen : « Mais qui Fundamedios représente-t-il ? ». andes.info.ec 18.03.2013

- Le représentant de Fundamedios contredit l'ambassadeur Namm et diffame le gouvernement équatorien
- elciudadano.gob.ec 23.12.2013

Quito (Pichincha) -. Le gouvernement dément les affirmations du directeur de projets de Fundamedios, Mauricio Alarcon, qui a à tort déclaré cette semaine sur Ecuavisa, qu'on ne pouvait pas exprimer librement ses idées en Equateur car ceux qui pensent différemment sont poursuivis, et a démenti tout lien de Fundamedios avec des organisations internationales basées à Washington, en tant que financiers.

Ces déclarations erronées mettent en évidence la pertinence d'une clarification du Secrétariat à la Communication (Secom), qui affirme qu'en Equateur il n'y a pas une seule personne enfermée pour penser différemment, et invite Mauricio Alarcon à indiquer les noms des personnes arrêtées pour avoir pensé différemment.

Le gouvernement informe que personne n'a été poursuivi pour avoir protesté, et déclare qu'en Equateur, on ne poursuit pas des personnes, mais des délits. La destruction de biens publics, les dommages à la propriété privée, menacer la sécurité publique et les blessures envers des policiers sont des actions sujets à enquête et punies selon les dispositions de la Loi.

En outre, le représentant de Fundamedios a fait une tentative ratée de cacher que cette fondation ne reçoit aucun financement d'organisations internationales basées à Washington (Etats-Unis), étant donné que l'ambassadeur américain, Adam Namm avait dit il y a longtemps au quotidien El Telégrafo que Fundamedios recevait de l'argent américain, non pas par un donateur direct, mais par le biais d'un intermédiaire."C'est une très petite partie de notre programme, environ deux millions de dollars, que nous appelons gouvernance et démocratie. Je pense qu'environ 300 000 dollars parviendront à Fundamedios cette année", a dit l'ambassadeur dans une interview donnée au journal public.

Enfin, Mauricio Alarcon a insinué que des responsables du gouvernement actuel avaient reçu de l'argent de l'étranger pour déstabiliser les gouvernements précédents. Le Secom invite le représentant de Fundamedios à exposer les noms de ces fonctionnaires, après qu'il se soit permis de dire sur Ecuavisa : "chaque voleur juge selon sa condition, il est possible

qu'à l'époque, ces personnes qui occupent aujourd'hui des postes importants dans le gouvernement aient reçu des fonds pour déstabiliser les gouvernements précédents". Donc, par respect pour le pays et pour lui-même, M. Alarcón devrait donner les noms et expliquer sa version du financement de Fundamedios, qui contredit les déclarations de l'ambassadeur Namm. SAU/ El Ciudadano. elciudadano.gob.ec 23.12.2013

Et nous ne sommes pas en présence d'un gouvernement anticapitaliste, socialiste ou communiste, alors imaginez un instant la situation si c'était le cas, à quels moyens ils pourraient recourir pour le faire tomber. Il ne resterait plus au gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'à réprimer sans merci la réaction, lui confisquer ses biens et ses avoirs ou sa fortune pour qu'elle cesse de financer la contre-révolution et de nuire à la révolution dans l'espoir de renverser le nouvel Etat ouvrier et rétablir l'ancien régime.

C'est la raison pour laquelle on a besoin d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire qui ne reculerait pas au moment d'affronter la réaction, de militants conscients, discipliné et formés dans cette perspective. La réaction déclencherait la guerre civile et nous lui répondrions les armes à la main pour la terrasser, anéantir sa capacité de nuisance, nous n'aurions pas le choix, ce serait beaucoup moins coûteux en sacrifices ou victimes qu'une guerre, et surtout pour la bonne cause, notre émancipation du capital, le socialisme.

ACTUALITE EN TITRES

Le coup d'Etat permanent.

- Valls engage sa responsabilité mardi sur la loi Macron - L'Express.fr

Le Premier ministre utilisera à nouveau l'arme du 49-3 pour faire passer la loi à l'Assemblée nationale. L'Express.fr 15.06

- Loi Macron: Fromantin (UDI) appelle les parlementaires d'opposition à la voter - AFP

- Loi Macron : un nouveau 49-3 qui arrange tout le monde - Le Huffington Post

Désavoué le jour même.

- Hollande à Alger : "La France entend rester le premier partenaire économique de l'Algérie" - Francetv info

Vraiment ?

- La Chine devient le premier partenaire économique de l'Algérie - Francetv info

En famille à l'extrême droite.

- Gilles-William Goldnadel, avocat de Philippot contre le Qatar - Liberation.fr

En prenant pour défenseur ce membre de l'UMP et du Crif, le vice-président du FN «transcende les clivages politiques».

L'avocat Gilles-William Goldnadel, membre du parti LR (ex-UMP), assurera la défense de Florian Philippot dans le procès opposant celui-ci au Qatar. Me Goldnadel est également président de l'association pro-israélienne France-Israël, membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France et chroniqueur dans le très droitier magazine Valeurs actuelles. Liberation.fr 15.06

Ils ont oublié le portail Atlantico.fr auquel il collabore.

L'UE dirigée depuis Wall Street et la City.

- L'UE fait des concessions à Londres sur les banques - Reuters

La Grande-Bretagne semble en passe d'être exemptée d'une future directive européenne visant à encadrer les activités des grandes banques, a-t-on appris lundi de sources diplomatiques.

Une telle exemption serait une victoire pour le gouvernement britannique, particulièrement importante dans la perspective

du référendum sur la place du Royaume-Uni dans l'UE prévu d'ici 2017. Reuters 15.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour abolir les privilèges et les inégalités, il faut abolir le capitalisme.

- Le nombre de millionnaires bondit en Asie, les USA restant en tête - AFP

Les Etats-Unis restent le pays qui compte le plus de millionnaires, mais l'Asie, menée par la Chine, rattrape l'Amérique du Nord en matière de fortunes privées, selon une étude publiée lundi par le cabinet BCG.

L'étude ne prend notamment pas en compte les patrimoines immobiliers, se limitant aux actifs rapidement mobilisables.

Avec 6,9 millions de ménages dont le patrimoine dépassait un million de dollars en 2014, les Etats-Unis sont certes toujours largement en tête du classement, devant la Chine, qui en compte environ deux fois moins, à 3,6 millions.

Toutefois, sur les 2,1 millions de ménages mondiaux devenus millionnaires entre 2013 et 2014, plus de six sur dix se trouvent en Asie, selon BCG, qui publie chaque année cette étude sur les fortunes mondiales.

Cette catégorie ne prend pas en compte le Moyen-Orient, classé à part avec l'Afrique, et le Japon, où le montant des fortunes n'a presque pas augmenté même s'il reste le troisième pays du classement de millionnaires, avec 1,12 million de foyers.

En onzième place, la France est reléguée hors des dix premiers, avec 230.000 ménages. Par rapport à la population totale, la Suisse est le pays où la proportion de millionnaires est la plus importante, à 13,5%, devant Bahreïn et le Qatar.

Surtout, la région Asie-Pacifique est devenue la deuxième du monde pour ce qui est du montant d'ensemble des fortunes privées, à plus de 47.000 milliards de dollars l'an dernier contre 36.500 milliards en 2013, toujours en excluant le Japon.

Elle dépasse désormais l'Europe, où les fortunes ont augmenté de moins de 3.000 milliards à 42.500 milliards de dollars, et devrait faire de même d'ici 2019 avec l'Amérique du Nord, pour l'heure toujours première à près de 51.000 milliards, selon BCG.

Dans le détail des pays, "d'ici dix ans, le total des fortunes sera probablement plus élevé en Chine qu'aux Etats-Unis", a prévenu Brent Beardley, l'un des responsables de l'étude.

Au total, les fortunes privées ont augmenté de près de 12% en 2014, soit environ le même rythme que l'année précédente, pour s'établir dans le monde à 164.000 milliards, dont un peu plus de 40% sont détenus par des personnes dont le patrimoine dépasse le million de dollars.

Le cabinet a effectué ces mesures à partir de 62 pays, ce qui représente moins du tiers de l'ensemble des nations, mais près de 95% de l'économie mondiale, selon les estimations de BCG. AFP 15.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- 40 effectifs de l'armée saoudienne, capturés - french.irib.ir

"Al-Khabar Yémen" fait état de la capture de plus de 40 effectifs de l'armée saoudienne, ces deux derniers jours, tous de différentes nationalités. De très violents combats opposent, ces jours-ci, les militaires saoudiens aux combattants yéménites, dans des régions frontalières. Les effectifs, qui ont été capturés, sont, en majorité, de nationalité bahreïnienne. L'Arabie saoudite occupe, depuis 2011, Bahreïn, où elle maintient une présence militaire. french.irib.ir 15.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Ascenseurs Otis: rassemblement bruyant après une semaine de grève générale - AFP

Aux cris de "Otis peut et doit payer", quelques centaines de salariés en grève depuis une semaine manifestaient lundi devant le siège de l'ascensoriste à La Défense pour réclamer une hausse des salaires, a constaté l'AFP.

Les quelque 500 manifestants, venus de toutes les régions, se livraient à la mi-journée devant les forces de l'ordre à un concert de huées, sifflets, sirènes et puissants pétards, à quelques dizaines de mètres de la grande esplanade du quartier d'affaires parisien.

"Augmentez nos salaires, pas les actionnaires", proclamait la banderole de l'intersyndicale à l'origine de la grève générale illimitée déclenchée le 8 juin. Le mouvement social avait été lancé trois jours plus tôt par le personnel d'astreinte en province pour protester contre l'absence d'augmentation générale et un projet de plan social portant sur la suppression de 170 postes.

Filiale du groupe américain United Technologies Corporation (UTC), leader mondial du secteur, Otis France gère 160.000 ascenseurs dans l'Hexagone et emploie environ 4.500 salariés. AFP 15.06

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 24 articles.

Et au fait, la bourse ne s'est toujours pas effondrée, le dollar non plus, et pas de guerre mondiale, autant dire que tous ceux qui les avaient pronostiqués dans les jours ou mois à venir sont des charlatans.

Il fut une époque où bon nombre d'intellectuels étiquetés à gauche s'engageaient dans un parti politique et militaient donc, tandis que d'autres préféraient s'en tenir à l'écart ou se contentaient d'être des sympathisants de ces partis tout en participant à leurs actions, manifestations, meetings, conférences. Les premiers en contact avec les masses devaient continuer le combat (même faussé), tandis que les autres devaient s'en éloigner petit à petit ou rejoignaient le camp de la réaction. De nos jours ce n'est plus le cas parce que les partis dits de gauche, le PS et le PCF, ne s'opposent plus au capitalisme ou à l'impérialisme, ne revendiquent plus un changement de société, même le dimanche ou les jours fériés, ils sont totalement soumis à l'ordre établi et ne proposent plus aucune perspective politique, en conséquence les intellectuels demeurent inorganisés et sont acquis au capitalisme quand ils ne sont pas ouvertement réactionnaires. J'ai lu cela dans un article hier soir. Cela correspond effectivement à la réalité.

Du coup, sur la base de ce constat je me suis dit que mon idée d'un appel d'intellectuels en direction des peuples du monde entier et leurs organisations et partis axé contre les Etats-Unis n'avait aucune chance d'aboutir faute de combattants, puisqu'aucun parti ouvrier n'a depuis été capable de prendre le relais du PCF et du PS ou n'inspire confiance aux intellectuels démocrates.

Autre chose.

C'est bien la réaction sur toute la ligne.

Et qu'on cesse de nous souler avec Poutine qui à notre connaissance n'a jamais rompu avec les Américains, mais qui a été exclu du G8 redevenu G7.

Un livre recommandé.

- Le groupe Bilderberg. « L'élite » du pouvoir mondial de Domenico Moro.

Nombreux sont les premiers ministres, ministres et banquiers centraux qui, avant d'accéder à leurs postes, ont siégé ou ont été

invités au Groupe Bilderberg ou à la Commission Trilatérale. Parmi eux, Emmanuel Macron, Christine Lagarde, Jean-Claude Trichet, Mario Draghi, Mario Monti, Angela Merkel, Bill Clinton, Tony Blair, David Cameron. On note aussi la présence de dirigeants de multinationales comme Bill Gates (Microsoft), Jeff Bezos (Amazon) ou David Rockefeller, mais aussi de piliers du pouvoir états-unien comme le général David Petraeus (ancien directeur de la CIA) ou Henry Kissinger.

L'existence de ces organisations pose des questions décisives comme celle du contrôle démocratique sur les processus publics décisionnels. Est-il possible de répondre aux défis de notre temps avec des appareils de coordination contrôlés par des « élites » aussi restreintes ? D'autant que ces élites sont sélectionnées uniquement en vertu de leur immense richesse, qu'elles appartiennent à quelques pays seulement, ne sont élues par personne ni déléguées par aucune autorité publique, agissent souvent de manière secrète et sont inspirées par le dogme du marché autorégulé. Les récentes vicissitudes de l'euro montrent à quel point une gestion confiée à un groupe restreint et aux favorisés du marché est porteuse de chaos.

Ce livre analyse l'organisation des « élites » transnationales, les bases économiques de leur pouvoir, les orientations et procédés grâce auxquels elles réussissent à influencer les autres niveaux de pouvoir, à commencer par les États-nations. Il comporte également des tableaux explicatifs et les listes des participants aux récentes rencontres du Groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale. Fin.

Si quelqu'un pouvait m'en envoyer une copie ce serait formidable, j'en mettrais des extraits en ligne pour nos lecteurs. Sans illusion, je peux toujours attendre! Dans quel monde vivons-nous. Passons.

Le groupe Bilderberg. « L'élite » du pouvoir mondial - Editions Delga - Prix : 19 euros

Editions Delga (editionsdelga@yahoo.fr) 38, rue Dunois Paris 75013 - Tel : 0781778296

[A avoir à l'esprit en permanence.](#)

Qui orchestre le règne de la terreur à l'échelle mondiale ? Les gouvernements des puissances occidentales.

- En octobre 2014, Joe Biden avouait devant son auditoire à la Harvard Kennedy School : « *Nos alliés dans la région ont été notre plus grand problème en Syrie... les Saoudiens, les Emirats arabes unis, etc. qu'ont-ils fait ? Ils étaient tellement résolus à abattre Assad et à mener une guerre par procuration entre chiites et sunnites, qu'ont-ils fait ? Ils ont déversé des centaines de millions de dollars et des millions de tonnes d'armes sur quiconque était prêt à se battre contre Assad. Mais ceux qui ont reçu tout ça, c'étaient Al-Nosra et Al- Qaïda et des djihadistes extrémistes venus du monde entier.* » (« Irreal politik » - Ammar Belhimer - legrandsoir.info 15.06

Cette déclaration balaie d'un coup l'accusation de "complotiste" dont sont accusés ceux qui ont diffusé cette information ou qui la reproduise. Et qui a vendu cet armement aux Saoudiens, aux Emirats arabes unis, au Qatar, etc. ? Les puissances occidentales alliées et valets des Etats-Unis.

Du coup, ce sont ceux qui ont voulu tenir secret cette collusion d'intérêts qui apparaissent comme les véritables complotiers complices de leurs parrains qui tirent les ficelles du haut de la pyramide du groupe Bilderberg ou le gouvernement mondial en gestation bien avancée.

Il faut sortir cet argument, l'utiliser pour marginaliser l'impérialisme américain et l'affaiblir dans l'esprit de la population laborieuse, qui en a besoin pour conquérir son indépendance... Il suffit, au regard de la gravité des faits, pour justifier une rupture avec les Etats-Unis et encourager un changement de régime dans ce pays, même si à l'heure actuelle il demeure hypothétique.

[Regrets et chrysanthèmes](#)

- Macron réfute tout déni de démocratie - AFP

- Manuel Valls : la démocratie ou le chômage - Liberation.fr

Nous voilà frustré! Diable, de quoi ? Comment, vous n'êtes pas au courant ? Non, si, heu ! Mais d'un nouveau débat sur la loi Macron qui n'aura pas lieu. Quel dommage franchement ! Sans blague, tous les partis vont en faire leur choux gras aujourd'hui.

Entre ceux qui soutiennent cette loi, LR, l'UDI, le MoDem et le PS ainsi qu'une grande partie de ses satellites, et ceux qui veulent nous faire croire qu'un tel débat - un grand mot, plutôt une mascarade, serait, comment dire, utile, souhaitable, bref légitime, comme s'il pouvait en sortir quelque chose de positif pour les travailleurs, alors que ce projet de loi est entièrement tourné contre eux, en fait ils ne perdent pas une occasion de légitimer les institutions antidémocratiques de la Ve République qu'ils prétendent combattre par ailleurs.

Le gouvernement se livre à un déni de démocratie permanent depuis mai 2012, alors un peu plus ou un peu moins, qu'est-ce que cela change, rien.

Il ne faut pas oublier que Hollande et son gouvernement n'ont jamais disposé de la majorité dans le pays, elle leur a été accordée par le biais d'une règle électorale inique destinée à assurer la majorité parlementaire à l'un des partis de l'ordre pour garantir la stabilité politique du régime, et qu'en l'occurrence ils s'appuient sur une majorité parlementaire ne représentant que 25% des électeurs inscrits, donc ils sont ultra minoritaire dans le pays et ne peuvent imposer leur politique antisociale qu'en s'appuyant sur l'opposition parlementaire ou en recourant à un coup de force, dès lors que leurs propres troupes renâclent à soutenir une telle politique ou qu'elles se trouvent divisées du fait qu'une partie d'entre elles en contact avec la population qui rejettent résolument cette politique subit cette pression. Le recours au 49.3 est le produit de la crise politique du régime ou de sa représentation politique, des institutions.

Le recours au 49.3 est finalement la réponse aux travailleurs qui rejettent ce projet de loi scélérate : Circulez il n'y a rien à voir, nous sommes au pouvoir pour appliquer une politique et nous ne permettrons à personne de nous en empêcher. Vous avez accepté de jouer le jeu en déposant un bulletin de vote dans l'urne, bravo ! vous êtes de bons citoyens bien discipliné, des républicains, sachez que la démocratie s'arrête là sous la Ve République et que la suite ne vous concerne pas ou plutôt c'est nous qui l'incarbons dorénavant, nous le contester constituerait un acte antidémocratique insupportable, faites-nous confiance, nous agissons conformément à nos engagements pour le bien-être de chacun des Français ou dans l'intérêt général, pour la France.

Valls a été encore plus loin dans l'imposture et la scélérate en affirmant que la loi Macron incarnait la démocratie et qu'elle était voulue par la majorité de la population, et que s'y opposer revenait à refuser de lutter contre le chômage. C'est un tour de passe-passe ou un chantage grossier qui consiste à reporter la responsabilité du chômage sur ceux qui s'opposent à cette loi, alors qu'elle incombe exclusivement au gouvernement et au patronat. En mettant en concurrence cette loi et le chômage, il s'est livré à un exercice qui consistait à affirmer qu'il n'était pas possible de lutter contre le chômage sans que les travailleurs acceptent de nouveaux sacrifices imposés par le patronat pour lequel il gouverne, ce qui signifie ouvertement que ce sont bien les travailleurs et leurs acquis qui sont visés à travers cette loi et que la lutte contre le chômage n'est qu'un faux prétexte, comme la lutte contre le terrorisme pour faire passer de nouvelles lois liberticides, le procédé est le même.

De notre côté nous ne dénisons pas le droit à Valls de recourir au 49.3, nous pouvons nous en saisir pour montrer la vraie nature antidémocratique du PS et du régime, des institutions de la Ve République qu'il nous faut liquider pour instaurer une République sociale...

Commentaire d'internaute.

- "49.3 pour faire plaisir aux patrons, surveillance généralisée des citoyens et une petite loi "européenne" contre l'information. Il n'y a pas si longtemps on aurait parlé de dictature. Et on s'autorise à donner des leçons aux autres pays pas assez démocratiques! "

Mais c'est une dictature, de la minorité sur la majorité, d'où la nécessité d'instaurer une dictature de la majorité sur la minorité, mais cela porte un autre nom alors, on appelle cela la démocratie ou la dictature du prolétariat, un gros mot de nos jours qu'il s'agit de remettre au goût du jour.

[Cro-Macron ou le retour à l'âge de pierre](#)

En famille.

- Jean-Pierre Raffarin : « au nom du syndicat des anciens premiers ministres, je ne jette pas la pierre au Premier Ministre " - Public Sénat

- Loi Macron : le passage en force de Manuel Valls - Francetv info

Le travail du dimanche, le plafonnement des indemnités prud'homales ou encore la loi Evin font polémique.

Ce mardi 17 juin, d'entrée de séance à l'Assemblée nationale, Manuel Valls a engagé la responsabilité du gouvernement en ayant recours au 49-3, comme en février dernier, pour imposer la loi Macron sans avoir recours aux discussions des députés. Le Premier ministre estime que le débat a déjà eu lieu : "Il faut avancer dans l'intérêt des français. C'est un impératif et croyez bien que la détermination de mon gouvernement à réformer est intacte. C'est donc un choix d'efficacité que je vous propose".

L'opposition a alors quitté l'hémicycle et même les communistes ont boudé le discours du chef du gouvernement. Hors de lui, André Chassaigne, président du groupe Gauche démocrate et républicaine, a déclaré à France 3 : "Nous refusons de participer à cette espèce de mascarade, à ce déni de démocratie".

Les frondeurs socialistes tiquent aussi. "Ce sont des actes d'autorité, de faiblesse peut-être", estime le député Laurent Baumel. Une motion de censure a été déposée par l'opposition. Elle sera discutée jeudi après-midi. Francetv info 16.06

Méchant, va !

- Loi Macron et 49-3: le gouvernement attaque avec "brutalité" les droits des salariés, selon la CGT - AFP

Shocking !

- Loi Macron: la CFDT dénonce deux mesures "choquantes" et "inadmissibles" - Francetv info

Qui l'aurait cru ?

- Loi Macron: pour le courant Berger (PS), les militants sont "trahis", le PS doit prendre position - AFP

En complément. Peine de mort appliqué au Code du travail.

Grille de lecture.

- Robert Badinter est un grand bourgeois et dirigeant du PS. Son épouse Elisabeth Badinter est l'une des principales actionnaires de Publicis.

- Pourquoi ne pas supprimer carrément le Code du travail, le patronat en rêve, les dirigeants du PS se charge de le dépecer.

- On se demande comment jusqu'à présent les entreprises ont-elles pu s'en accommoder.

- Vous aurez remarqué que chaque difficulté que rencontre le patronat et chaque mesure annoncée par le gouvernement font systématiquement l'objet d'une surenchère par un dirigeant du PS qui se lâche et s'évère encore plus réactionnaire que les autres, à croire qu'ils se livrent à un concours pour savoir lequel d'entre eux est la plus parfaite pourriture.

Et la réglementation financière qui tyrannise littéralement la malheureuse actionnaire et millionnaire Elisabeth Badinter, vous ne pouvez pas savoir ce qu'on endure nous les rentiers, quel cauchemar, l'air de rien, c'est pire que ce qu'endurent les travailleurs.

- L'appel solennel de Robert Badinter - Francetv info

Une équipe de France 2 est allée à la rencontre de Robert Badinter ce mardi 16 juin. Dans son livre à paraître ce mercredi, l'homme qualifie le Code du travail "d'obèse et incompréhensible". "Si vous n'êtes pas un juriste spécialisé, comment voulez-vous mesurer ce que ça implique", explique-t-il.

Il propose une cure d'amaigrissement, c'est-à-dire ramener le code à 50 grands principes comme l'égalité homme femme, le licenciement basé sur un motif réel ou encore contrat de travail téléchargeable sur internet.

Pourtant, ce code est la bible des conquêtes sociales, mais pour Robert Badinter il est devenu "une jungle inaccessible aux plus petites entreprises" d'où son coup de colère. Francetv info 16.06

[Comment le gouvernement français participe au massacre de la population yéménite.](#)

Le Figaro 16.06 - La France (...) aide l'Arabie saoudite en lui fournissant des images satellitaires sur les cibles à frapper au Yémen.

- "Si après cela on ose encore faire ami-ami avec certains pays tout en servant des leçons de morale à d'autres... Certaines "amitiés" n'ont rien à voir avec des affinités démocratiques, et certaines inimitiés ne procèdent pas de la défense de la démocratie, il s'agit de business, d'influence ou de tout ce que l'on voudra, ni plus ni moins ; les discours sur les droits de l'homme ressemblent fort à une franche imposture."

Assurément ! Comme quoi la conscience des masses alimentée par les contradictions du régime mûrit au fil du temps...

En complément. Ils ont dû recruter un bourreau chez Daesh.

- L'Arabie saoudite exécute son 100e condamné - LeFigaro.fr Directive sur le secret des affaires : "Ce texte va freiner le

travail d'investigation", selon Elise Lucet Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

Terreur d'Etat et barbarie. Ils n'ont rien à envier aux nazis.

- Torture : la CIA accusée d'expérimentations médicales sur des humains - LeFigaro.fr

De nouvelles révélations secouent la CIA. L'agence centrale du renseignement Américain (CIA) aurait mis en place des directives explicites concernant des expérimentations médicales sur des humains, des traitements qui auraient eu lieu avant, pendant et après le 11 septembre 2001, indique The Guardian .

Le quotidien britannique tient ces informations d'un document exclusif de l'Union américaine pour les libertés civiles (American Civil Liberties Union, ACLU), une association à but non lucratif américaine basée à New York. Ces révélations ont été obtenues grâce à la loi Freedom of Information Act, une loi américaine qui oblige les agences fédérales à transmettre leurs documents. Le document a été créé en 1987 mais il a été mis à jour au fil des années et il reste valide aujourd'hui, indique le quotidien britannique.

Des révélations similaires avaient déjà fait trembler la CIA en 2014, lors de la publication par le Comité de renseignement du Sénat des Etats-Unis d'un rapport dévoilant des abus de la CIA sous la présidence de George W. Bush. Mais la nouveauté, dans ce document consulté par le Guardian, c'est qu'il est clairement mentionné que le directeur de la CIA a le pouvoir «d'approuver, modifier ou désapprouver toutes les propositions concernant la recherche sur des sujets humains».

Le directeur aurait ainsi le pouvoir de fixer les limites médicales des traitements infligés aux détenus alors même qu'aucun directeur de la CIA n'a jamais eu aucune compétence médicale. Les experts interrogés par le Guardian soulignent en outre que ces limites ont déjà été franchies par l'agence fédérale lors d'interrogatoires musclés ou pendant la détention de prisonniers après le 11 septembre 2001.

La présence de personnel médical lors de ces interrogatoires n'est pas de nature à rassurer les experts, comme en atteste celui d'Abu Zubaydah. Ce dernier est connu pour avoir subi des «techniques d'interrogatoires abusives, comme par exemple des simulations de noyade. Des sévices qui ont pris fin lorsque ce dernier est devenu inconscient avec des bulles qui sortaient de sa bouche grande ouverte, il a alors été ranimé par le personnel médical de la CIA, ce qui a plus tard été qualifié de torture», indique le quotidien. Ces «tortures» ont ainsi été conduites avec l'assentiment du personnel médical. Un médecin a même admis que Zubaydah «paraissait très résistant à la simulation de noyade. Il a vomi plusieurs fois durant la séance, des grains de riz et des haricots. Il n'avait pourtant pas mangé 10 heures avant, ce qui est surprenant et même perturbant. Nous envisageons de le nourrir maintenant. Nous vous rendrons compte de la prochaine session de simulation de noyade», note le docteur. Un autre médecin avait indiqué en objet d'un mail: «des températures basses acceptables». Tout le monde a admis que pour mener de telles expérimentations médicales, la CIA aurait dû avoir le consentement des détenus, ce qu'elle n'avait pas. «Il y avait un fossé entre les règles et les interrogatoires réellement menés», explique un membre de la CIA au journal.

Un rapport retentissant rendu public en décembre 2014, avait déjà révélé que l'agence d'espionnage a torturé des détenus après les attentats du 11 septembre 2001 plus brutalement qu'elle ne l'avait reconnu. Mais les conclusions de ce rapport, transférées au ministère de la Justice, n'ont jamais été suivies d'effet. LeFigaro.fr 16.06

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro il faut préciser).

1- Mais il faut arrêter de crier au loup pour la moindre des choses! Ces expérimentations sur les humains sont tout ce qu'il y a de plus démocratique puisque c'est le pays le plus démocratique du monde qui les pratique! Le Dr Mengele et Eichmann, eux, c'était autre chose. Eux, c'étaient des nazis.

2- Et dire qu'ils condamnent et combattent ces gestes ailleurs dans d'autre pays....

3- Tout cela est impossible. Les gentils ne peuvent pas être des tortionnaires. Tout simplement, parce qu'il s sont gentils.

4- Pourtant dans les films américains les méchants qui torturent ont toujours un accent de l'est de l'Europe.

Hommage à al-Qaida.

- Yémen : un financier d'al-Qaida participe à la conférence de Genève - LeFigaro.fr

Inscrit sur la liste noire du Trésor américain, Abdelwahab al-Humayqani est membre de la délégation loyale au gouvernement yéménite, soutenue par l'Arabie saoudite et les Occidentaux.

En décembre 2013, le Trésor américain l'a pourtant inscrit sur sa «black list». Et les charges retenues contre lui sont lourdes. Washington accuse al-Humayqani d'avoir financé, via son ONG caritative, al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA), qui vient de perdre son chef, Nasser al-Wahayshi, dans une frappe de drone américaine.

Al-Humayqani aurait également facilité le transfert de fonds d'Arabie vers Aqpa au Yémen, et à partir de 2012, il a été un cadre important d'Aqpa dans sa région d'Al-Bayda. Il a alors entretenu des liens avec les autres chefs de la plus dangereuse des filiales d'al-Qaida à travers le monde. Avec d'autres membres du groupe terroriste, il est accusé d'avoir orchestré une attaque contre une base de la garde républicaine yéménite dans le gouvernorat d'Al-Bayda, qui a fait sept morts.

Pour se détacher de ce pedigree chargé, Al-Humayqani a ensuite créé un parti salafiste, al-Rachad, et c'est au titre de chef de cette formation qu'il a été invité à Genève, où il a rencontré lundi, en compagnie des autres membres de sa délégation, le secrétaire général de l'Onu, Ban ki-Moon.

Ce parti salafiste, créé avec d'autres cadres d'al-Qaida, n'est en fait «qu'une couverture pour leur permettre de recruter, puis d'entraîner plus facilement des combattants, et s'attirer ainsi un soutien plus large», peut-on lire dans la note du Trésor américain, relative à son inscription sur la «black list».

Dans un entretien en début d'année à un journaliste yéménite, Al-Humayqani avait démenti toutes ces charges. Son organisation caritative aide «les orphelins, les familles pauvres et les mosquées», assurait-il. Le financier djihadiste se disait même prêt à rencontrer des officiels américains pour s'expliquer.

«S'il n'était pas venu à la conférence de Genève, sa région serait déjà tombée entre les mains de Daech ou d'al-Qaida», explique un proche de la délégation des loyalistes yéménites. Sa présence serait donc une caution envers les islamistes radicaux, qui luttent eux aussi contre les houthistes soutenus par l'Iran. Mais de l'avis de la plupart des observateurs, ce sont précisément ces radicaux - avec Aqpa et Daech derrière eux - qui sont déjà les grands bénéficiaires de la guerre que se livrent les deux camps. D'autant plus que les bombardements saoudiens épargnent al Qaida, qui contrôle toujours l'aéroport de Moukallah, l'un des rares à ne pas avoir été visé par un raid aérien de la Coalition arabe, soutenue par des Occidentaux. Des Occidentaux de plus en plus agacés par l'impasse dans laquelle l'Arabie saoudite s'est placée en lançant son offensive militaire contre les houthis et leurs alliés, les partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

«Les Allemands sont furieux», ajoute une source diplomatique à Genève, également embarrassée par une telle présence. Berlin soupçonne en effet Al-Humayqani d'avoir été derrière une prise d'otages d'Allemands, il y a quelques années au Yémen. La France, quant à elle, aide l'Arabie saoudite en lui fournissant des images satellitaires sur les cibles à frapper au Yémen. LeFigaro. fr 16.06

1- Tout va bien ! C'est surprenant de voir ce type libre de ces mouvements en réunion , il doit certainement financer quelques partis politiques d'Europe et d'ailleurs ? Sarkozy touche bien de l'argent du Qatar pays qui finance les terroristes et tout le monde le sait et tout le monde est content !

2- "Pas pire que de voir Sarkozy se faire rémunérer royalement pour une "conférence" d'une demie heure au Qatar, qui soutient l'Etat Islamique !"

Sarkozy les mains sales, complice des barbares et les Etats qui les financent et les arment, tout comme Hollande...

3- "Al-Qaida est l'allié des occidentaux contre l'Iran ?

On marche sur la tête là.

Que je sache ça fait des décennies que l'Iran ne pose aucun problème."

4- "Alliances surprenantes au Moyen-Orient. Les guerres y ressemblent plus à des guerres de gangs que de nations."

Rien de surprenant pour ceux qui ont suivi le fil de l'histoire...

En complément.

- L'Occident soutient les terroristes, pour assurer ses intérêts - french.irib.ir

«L'Occident soutient les terroristes du Front Al-Nosrah, pour assurer ses intérêts», a écrit Joseph Fernandez, le secrétaire de l'Association des Musulmans d'Espagne, dans une analyse des politiques ambivalentes de l'Occident envers la confrontation avec les groupes terroristes, au Moyen-Orient.

"L'UE et les Etats-Unis prétendent soutenir la lutte contre Daesh, sans, cependant, faire allusion à un groupe terroriste encore plus virulent qu'est le Front Al-Nosrah, branche d'Al-Qaïda, en Syrie", a ajouté Joseph Fernandez, dans "Chronicle". Dans les communiqués des pays occidentaux, dans lesquels sont exprimées les inquiétudes, quant à la propagation du terrorisme, en Syrie, en Irak et dans les autres pays, au Moyen-Orient, aucune allusion n' a été faite à Al-Qaïda ou aux groupes terroristes y relatifs, comme le Front Al-Nosrah. Selon ce rapport, alors qu'Al-Qaïda avait été considéré, le 11 septembre 2001, comme le plus grand ennemi de l'Occident, il coopère, actuellement, ouvertement, avec certains alliés des Etats-Unis, au Moyen-Orient. Cependant, l'UE et les Etats-Unis continuent de soutenir Al-Qaïda.

Apparemment, certains pays occidentaux, notamment, la France et les Etats-Unis, tentent de réutiliser une stratégie avortée, dans la décennie 1980, en Afghanistan, et de soutenir les terroristes, face à leurs rivaux internationaux et régionaux, sans se soucier des répercussions de leur décision, sur le peuple de la région, et même celui des autres pays arabes. french.irib.ir 16.06

ACTUALITE EN TITRES

Grèce. L'Empire menace.

- Grèce: signaux contradictoires de Tsipras, sommé par Washington d'agir - AFP

A quelques jours d'un possible défaut de paiement de la Grèce, le Premier ministre Alexis Tsipras a émis des signaux contradictoires mardi avant d'être sommé par Washington de prendre une initiative sérieuse pour trouver un accord.

"L'incapacité à trouver un accord créerait des difficultés immédiates pour la Grèce et une incertitude générale pour l'Europe et l'économie mondiale", a souligné dans un communiqué le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew après s'être entretenu au téléphone avec le Premier ministre grec. AFP 16.06

La pieuvre au pouvoir tentaculaire et la baleine.

- "Baleine de Londres": victoire en justice des cadres de JPMorgan - Reuters

Des dirigeants de JPMorgan Chase & Co, dont le PDG Jamie Dimon, accusés par un actionnaire de négligence dans l'affaire de la "baleine de Londres", ne seront pas poursuivis en justice, a confirmé mardi une cour d'appel fédérale américaine, basée à New York.

Ernesto Espinoza, actionnaire de JPMorgan Chase & Co, a été débouté en mars 2014 après avoir porté plainte contre des dirigeants de la banque américaine, arguant qu'ils n'avaient pas enquêté convenablement sur cette affaire qui s'est soldée par des pertes de trading de 6,2 milliards de dollars. Reuters 16.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: Tall Abyaz sous contrôle des Kurdes - french.irib.ir

Les forces kurdes syriennes ont finalement pris totalement en main le contrôle de la ville de Tall Abyaz, à proximité de la frontière avec la Turquie, du groupe terroriste Daech.

Selon les sources d'information syriennes, les défenseurs kurdes de la Syrie, après quelques jours d'âpres combats contre les daechistes takfiris aux alentours de Tall Abyaz y sont entrés depuis deux axes, de l'est et de l'ouest et ils ont pris le contrôle de cette ville frontalière du nord-est de la Syrie. Les combattants kurdes ont ensuite repris aux terroristes le passage frontalier entre

la ville de Aqtcha Qala et Tall Abyaz. Les forces kurdes syriennes ont aussi coupé l'accès vital des takfiris daechistes à Tall Abyaz, via la route les reliant à la ville de Raqa, dans le nord-est de la Syrie, fief de Daech.

Entre temps, Alep, dans le nord de la Syrie est toujours la scène de conflits entre les forces syriennes et les terroristes. Les attaques aux mortiers, menées lundi, par les groupes terroristes contre les zones d'habitation de la ville, ont fait plus de 130 morts et blessés. Les groupes terroristes ont en effet tiré une centaine de roquettes et d'obus de mortier, sur des zones d'habitations dans le secteur occidental d'Alep, qui est sous le contrôle de l'armée syrienne. french.irib.ir 16.06

2- Israël

- L'espionnage d'Israël de l'hôtel de négociations nucléaires Iran/5+1 - french.irib.ir

Les experts de Kaspersky Lab annoncent que la dernière version du malware Duqu utilisée à des fins d'espionnage a réussi à se camoufler en utilisant un certificat numérique utilisé par Foxconn.

Les experts de la société russe Kaspersky Lab, qui avaient indiqué avoir observé un virus particulièrement sophistiqué, qui aurait été déployé sur certains sites, parmi d'autres trois hôtels de luxe qui ont abrité les négociations Iran/5+1, ont rappelé que le malware Duqu a utilisé un certificat numérique en provenance du sous-traitant Foxconn, une société taïwanaise, afin de masquer son activité. Kaspersky Lab, qui a publié le rapport sur Duqu 2.0 la semaine dernière, a ainsi écrit dans un billet de blog lundi que le driver 64-bit du malware utilise un certificat numérique signé par Hon Hai Precision Industry, alias Foxconn.

Les certificats numériques sont utilisés pour chiffrer les données et vérifier la légitimité des sites web et des applications. Les sociétés et organisations utilisent régulièrement des protections renforcées pour éviter que leurs certificats ne tombent dans les mains de pirates.

Le groupe qui a créé Duqu est considéré comme étant l'une des meilleures équipes de cyber-espionnage. Les chercheurs ont noté que le malware apparaît être relié à Stuxnet, le ver développé par les Etats-Unis et Israël pour saboter le programme nucléaire iranien. Après la découverte de Duqu en 2011, ce groupe n'a plus trop fait parler de lui. Mais la semaine dernière, Kaspersky a indiqué avoir trouvé une version plus sophistiquée de Duqu tournant uniquement en mémoire et disparaissant au redémarrage de l'ordinateur.

Kaspersky a indiqué que ses propres systèmes ont été infectés par Duqu 2.0 et d'autres investigations ont montré que les hôtels ayant hébergé les récentes négociations sur le programme nucléaire iranien ont également été touchées. « Le certificat a certainement été volé et est utilisé par de multiples groupes », a indiqué l'éditeur de sécurité. « Il semble que les attaquants soient les seuls à avoir accès à ce certificat ce qui renforce la théorie d'un piratage de fournisseurs de matériels en vue de mettre la main dessus ». Kaspersky a précisé avec prévenu Foxconn mais également VeriSign qui est à l'origine de ce certificat.

Le "Wall Street Journal" avait le premier affirmé en mars que les négociations sur le nucléaire iranien avaient été espionnées. Le journal avait cité des responsables américains, affirmant qu'une opération israélienne visait à recueillir des informations pour s'opposer aux termes de l'accord. Or, Avigdor Lieberman, le chef de la diplomatie israélienne l'avait, aussitôt, démenti, un démenti à prendre avec des pincettes, selon plusieurs experts. french.irib.ir 16.06

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juin 2015

CAUSERIE

Je suis à nouveau complètement épuisé, c'est la chaleur accablante qui a eu raison de ma résistance, ce matin j'ai été me recoucher après avoir accompagné Selvi à son boulot. Je ne réalise pas encore que je n'ai plus 20 ans ! J'ai réalisé cette causerie avec peine.

On ajoutera des articles demain.

[La religion, c'est l'ignorance ou l'esclavage théorisée.](#)

Lu dans un article. "Gros cons".

- Qu'est-ce que le droit au blasphème, revendiqué haut et fort par les extrémistes de la religion athée, sinon le droit assez

infantile d'insulter quiconque au nom de ses croyances, une justification a contrario, par conséquence, de tous les anathèmes religieux et de toutes les fatwas ? Dans quel pays de guerre civile vivrions-nous si le droit est accordé à chacun d'afficher que son voisin de palier est un « gros con » ? (Arrêt sur info)

Blasphème, hérésie, répression et châtement dernier.

Autrefois, toute critique du dogme de l'Eglise ou tout discours qui s'en écartait pouvait être qualifié de blasphématoire et son auteur accusé d'hérésie, excommunié ou condamné à mort. Il suffisait de prétendre que la terre était ronde et non plate pour subir le jugement des inquisiteurs. En fait toute pensée déviante était jugée comme une menace pour le pouvoir de l'Eglise car elle manifestait une liberté ou une indépendance d'esprit incompatible avec la soumission totale qu'elle exigeait du peuple ou ses sujets tel une monarchie absolue.

Mettre en relief les incohérences ou faire ressortir les contradictions de la religion pouvait être taxé de blasphème à défaut de réponse ou d'argument rationnel pour justifier ou défendre son dogme qui reposait sur un mythe, des fantasmes ou des histoires fantastiques qu'elle a inventées. Prononcer un mot, un nom dans des lieux, en présence de personnages ou dans des circonstances jugées inappropriées suffisait à exiger du coupable qu'il se repente sur le champ. Tourner en dérision ses principes dérisoires ou simplistes ou se moquer de ses représentants constituait une offense qui vous valait d'être envoyé en enfer !

Avec la religion, c'est la notion de respect qui était élevée au rang de dogme tout puissant dont s'inspireront les monarques ou les tyrans en tous genres, alors que ses prétentions illusoire avaient valeur de provocations envers l'intelligence humaine qui devait uniquement servir le dogme et non le contredire sous peine d'être voué à la déchéance ou de finir dans un cachot ou sur un bûcher.

Les bourgeois d'aujourd'hui sont les aristocrates d'hier.

La pensée et la comportement des hommes devaient être conformes au dogme ou s'y plier de gré ou de force. Il faudra attendre que le régime féodal soit à l'agonie pour que le droit au blasphème et l'athéisme se développent sans entraves, pour faire bref, et une fois la place de l'homme dans la société revalorisée, la libéralisation des moeurs et des esprits allaient accompagner le changement de régime, ou c'est la prise de conscience que l'homme est le seul maître de son destin dès lors qu'il développe les moyens de s'émanciper des contraintes matérielles que lui impose la nature, sans pour autant toutefois que tous les hommes bénéficient de ce processus libérateur ou progressiste pour ne pas être tous égaux en droit et surtout en devoir compte tenu de la division de la société en classes dominantes et dominées, de telle sorte que les paysans et les ouvriers allaient encore durablement demeurer sous la coupe de l'obscurantisme avec son cortège de superstitions et de préjugés relayé dorénavant par la bourgeoisie qui les exploitera à son tour pour se maintenir au pouvoir.

Ce sera finalement la lutte de classe des exploités contre ses nouveaux maîtres qui portera un coup décisif au despotisme et à l'emprise qu'exerçait l'Eglise sur eux alors qu'elle a dû se résoudre à s'allier avec la bourgeoisie. Celle-ci tirera profit de cette situation pour réduire encore le pouvoir de l'Eglise ou la cantonner au rôle de prédicateur moralisateur de l'ordre établi qu'elle justifiera toujours selon des critères divins que chacun des membres de la société sera invité à respecter scrupuleusement, ce qui se traduira par la reproduction des rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien régime et même bien avant jusqu'à nos jours d'où sont issus les préjugés archaïques de la majorité du peuple, du fait qu'ils n'étaient pas le produit d'un mode de production particulier mais dont l'origine remontait à l'instauration du système économique de l'exploitation de l'homme par l'homme qui allait devenir commun à tous les régimes qui allaient se succéder par la suite.

La bourgeoisie n'envisageant pas d'en finir avec la religion dont elle avait compris dès le départ quel profit elle pourrait en tirer, instrumentalisera l'athéisme développé au départ dans ses rangs, pour qu'il converge avec ses intérêts tout en conservant la main dessus, et c'est ainsi qu'elle conçut sous la pression de la lutte des classes la laïcité comme un principe axé sur un statut quo entre les différentes classes préservant l'essentiel des privilèges de l'Eglise paradoxalement grâce à son nouveau statut privé, dont elle se servira plus tard habilement pour pénétrer le mouvement ouvrier et mieux le dévoyer. Féroce ennemi de la République dans laquelle elle perçoit une dangereuse menace sur ses fondements, admirateur et soutien des dictateurs qui incarnent la puissance divine devant laquelle chacune de ses ouailles doit se prosterner, elle devra finalement son salut à son statut inamovible de garant du système capitaliste et au-delà du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, principe qu'elle devait partager avec les républicains ou les démocrates bourgeois, qu'ils soient étiquetés à droite ou à gauche indistinctement.

De nos jours, les représentants de la classe dominante de droite comme de gauche et même d'extrême gauche défendent le droit au blasphème dont le contenu a évolué sous l'emprise du néolibéralisme pour se transformer en un droit inaliénable à l'insulte grossière, gratuite qui en quelque sorte est à son image ou à celui du capitalisme, décomposée, dépravée vouée à la déchéance. Au nom de la laïcité ou de la liberté de pensée ou d'expression, il serait de bon ton de manquer de respect envers certaines personnes ou communautés pour prouver son indépendance d'esprit ou témoigner son refus de se soumettre à quelque dogme que ce soit, alors que ceux qui le revendiquent sont les premiers à se prosterner devant l'ordre établi ou à en vivre confortablement, à exploiter la misère du monde ou l'ignorance de la plèbe pour faire de l'argent. Leur bonne conscience étant à ce prix, autant dire qu'elle a l'odeur de la sueur, des larmes et du sang des innocentes victimes d'un ordre qu'ils soutiennent.

Que chacun ait le droit de penser ce qu'il veut et de l'exprimer est un principe imprescriptible auquel nous sommes tous attachés, reste à savoir ensuite dans quel but, celui de permettre à l'expression de la majorité de se faire entendre ou d'être respectée ce qui revient à permettre à la démocratie de jouer son rôle ou plutôt de la bâillonner, comme ce fut le cas avec l'affaire de Charlie Hebdo, torche-cul de névrosés patentés ou de minables petits dictateurs refoulés incapables de s'assumer. On ne voit pas en quoi Marie mère du dit Jésus en train de se faire sodomiser ou le prophète des musulmans mué en terroriste éclairerait les consciences sur les dangers ou les méfaits des religions. Par contre on perçoit parfaitement qu'à travers ces caricatures stupides et abjectes, c'était les adeptes de ces religions qui étaient directement visés. Du coup on se demande pourquoi, que cherchaient les auteurs de ces saloperies, quel était leur objectif réel ? Désacraliser les religions ? C'était déjà fait depuis longtemps. Résumons, ces grotesques provocations ne visaient pas le sacré, elles n'avaient pas pour but d'éloigner les croyants de ces religions, alors quoi, les choquer (stratégie du chaos), les déstabiliser psychologiquement (guerre psychologique), les faire douter de leurs convictions (guerre idéologique) pour les affaiblir et les diviser, briser leur résistance, les briser moralement afin de leur imposer un modèle de société contre lequel ils résistent (lutte des classes), pas forcément pour aboutir à une société plus juste mais c'est une autre histoire.

Ce qui était en cause, c'était la prétention de pouvoir recourir à n'importe quel moyen pour parvenir à ses fins au même titre que les représentants de la classe dominante qui pratiquent en permanence le déni, la désinformation, le mensonge éhonté, qui se livrent à toutes sortes de falsifications ou manipulations des faits pour formater les consciences, afin qu'au mieux elles adoptent leur politique ou s'y soumettent, au pire qu'elles soient neutralisées.

Le droit au blasphème ou à la liberté d'expression qui sert un tel intérêt est contraire à la démocratie, viole délibérément les principes qu'ils étaient censés incarner, en ce sens ils étaient condamnables.

Au-delà, on se demandera comment on pourrait vivre dans une société où chacun pourrait insulter n'importe qui dès lors qu'il ne partagerait pas nos idées, ce serait un cauchemar, la haine, le chaos, la guerre civile. Tiens cela tombe bien, c'est justement la stratégie adoptée par la classe dominante, quelle coïncidence, n'est-ce pas ?

En épilogue.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est de constater à quel point des gens qui se disent de gauche ou d'extrême gauche sont prompts à se ranger au côté des représentants de la classe dominante sans que cela leur pose le moindre problème ou cas de conscience.

[Manifestation à Paris le 20 juin en soutien au peuple grec.](#)

A Paris, une manifestation aura lieu samedi 20 juin après-midi de Stalingrad (15h) à la place de la République où se tiendront ensuite des assemblées citoyennes et un rassemblement festif. (aveclesgrecs.com)

Nous ne signerons pas cet appel (voir ci-dessous), car s'adresser à Hollande ou aux députés pour qu'ils viennent en aide au peuple grec, alors qu'ils n'ont cessé de soutenir la politique dictée par la troïka (y compris en France) revient à s'en remettre à ceux qui en sont complices ou ses porte-parole et à les légitimer au passage.

Nous rejetons ce double jeu, cet opportunisme qui ne peut que nuire à l'unité et aux intérêts des travailleurs grecs.

Cet appel se donne pour objectif "que la Grèce retrouve l'accès aux financements" que la troïka lui interdit, autrement dit que le destin des masses grecques soit soumis indéfiniment aux lois que lui impose le marché, tout en demeurant sous la coupe de l'UE et de la BCE via l'euro.

Signer l'appel « La Grèce, une chance pour l'Europe » (aveclesgrecs.com)

- Il demande instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce et de la démocratie en Europe (...). Nous appelons nos députés, élus de juin 2012, à se rappeler pourquoi et pour quoi ils ont été élus. demosphere.eu

Collectif Avec les Grecs

ALG : ATTAC, Bloc des Esquerra France, CADTM, Collectif Roosevelt, Compagnie Erinna / Grèce Résistante, Club des socialistes affligés, Economistes Atterrés, EELV, Ensemble, Femmes Egalité, Fondation Copernic, Grèce-France Résistance, GU, Jeunes écologistes, Les Amis du Monde diplomatique, Les effronté-e-s, Nouvelle Donne, NPA, PCF, PCOF, PG, Marches européennes, Mémoire des luttes, République et socialisme, Solidarité France-Grèce Santé, Syriza Paris, Transform!

CAC Collectif pour un audit citoyen de la dette publique

Assos et collectifs : AC!, Act up-Paris, Aitec, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM-IPAM, Collectif National des Droits

des Femmes, Collectif Richesse, Coopérative DHR, Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Utopia, LDH, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, RECit, Réseau Éducation Populaire.

Syndicats : Confédération CGT, Fédération des Finances CGT, Fédération syndicale unitaire (FSU), Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Sud Banque populaire - Caisse d'épargne (Sud BPCE), Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alternatifs, Europe Ecologie Les Verts (EELV), Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Mouvement politique d'éducation populaire (MPEP), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Nouvelle Donne, Parti de Gauche (PG), Parti Communiste Français (PCF), Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Parti pour la Décroissance.

Avec le soutien de responsables politiques de gauche : ?Clémentine Autain (Ensemble), Olivier Besancenot (NPA), Eric Coquerel (PG), Emmanuelle Cosse (EELV), Gérard Filoche (PS), Pierre Larrourou (Nouvelle Donne), Pierre Laurent (PCF), Christian Picquet (GU), Laura Slimani (Jeunes Socialistes).

Le POI participera à cette manifestation sur ses propres mots d'ordre (IO n°356), sans avoir signé cet appel il faut préciser.

C'est la seule base sur laquelle il est possible de participer à cette manifestation, sur ses propres mots d'ordre et non cet appel pourri. Confirmation. La liste des signataires ci-dessus en dit long sur la dégénérescence du mouvement ouvrier, pro-capitaliste.

Parole d'internaute

Daltonisme. Et je vous le donne en mille, quelle couleur donne l'association du "rose-vert-rouge" ?

Un internaute :

- "Le PS commence à se fissurer. Il en sortira un "PS de droite", tenu par les barons, et plus très différent du MoDem, voire de l'UDI, et un (ou plusieurs) "PS de gauche". Il vaudrait mieux que très rapidement ces socialistes de gauche se réunissent, au lieu de partir chacun sur leur petite tendance, et travaillent surtout à une "alliance rose-vert-rouge", qui certes mettra du temps à émerger. Mais le glissement, la glissade incontrôlée du PS actuel vers la droite devrait paradoxalement faciliter les choses."

Aucune conscience politique.

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Plutôt deux fois qu'une.](#)

- Avec ou sans 49-3, les deux raisons pour lesquelles les patrons soutiennent la loi Macron - Atlantico.fr
- Cinq députés UDI annoncent qu'ils ne voteront pas la motion de censure - AFP

[Il n'y a rien à récupérer.](#)

- Bruno Le Roux : "J'assume totalement ce que nous faisons" - Francetv info
- Cherki accuse Valls d'"archaïsme" et de "lâcheté" après le 49-3 - AFP

[Régime corrompu jusqu'à l'os.](#)

- Chaque Noël, les sénateurs UMP recevaient 8 000 euros d'« étrennes » - LeMonde.fr

[Résistance passive](#)

- Renault-Trucks: les syndicats claquent la porte des négociations - AFP
- Paris: Les régulateurs de bus de la RATP en grève à partir de mercredi soir - 20minutes.fr

- Grève à la Bourse de Paris jeudi pour protester contre un plan social - AFP

- Lyon : colère des salariés de Cenntro Motors - Francetv info

- Les aéroports bloqués par les taxis à partir du 25 juin ? - Liberation.fr

- MAN SE pourrait supprimer jusqu'à 2.000 emplois - Reuters

[S'ils le disent eux-mêmes.](#)

- La nouvelle alliance secrète entre Israël et l'Arabie saoudite - Atlantico.fr

[Stratégie du chaos.](#)

- Accord pour prolonger les sanctions de l'UE contre Moscou - Reuters

- Arsenal nucléaire russe : Berlin met en garde Moscou contre une "escalade" - AFP

- Hong Kong: nouvelle épreuve de force avant le vote sur la réforme électorale Aaron TAM - AFP

- Syrie : de nouvelles attaques au chlore - Francetv info

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Syrie

- Syrie : L'armée de la CIA à Daraa - french.trib.ir

Selon certains documents déclassifiés, la CIA, secondée par certains pays arabes du golfe Persique est sur le point de mettre au point un plan dans le sud syrien destiné à créer une " armée takfirie"! le projet qui vise évidemment à affaiblir l'axe de la Résistance aurait coûté "un milliard dollars".

Al Akhbar qui revient sur cette information confirme l'arrivée des " milliers de terroristes takfiris dans le sud de la Syrie, terroristes formés par la CIA qui les arme et leur fournit des renseignements nécessaires". Les documents soulignent aussi le soutien des Etats Unis et des pays arabes du golfe Persique entre les années 2011 et 2012 à "la formation d'un Emirat islamique qaidiste dans l'Est de la Syrie". " Il s'agit de l'un des plans les plus secrets du renseignement américain dont le coût aurait été le 15ème du budget annuel de la CIA. Cette énorme somme d'argent est dépensée pour entraîner les terroristes et leur fournir un appui logistique. Les Américains cherchent de la sorte à créer une armée de mercenaires complètement à sa solde, armée identique à celle créée en Afghanistan et au Nicaragua dans les années 80.

A en croire le Washington Post, une grande partie de ce projet a commencé en Jordanie, là où 10000 combattants sont formés moyennant un milliard de dollars par an. Outre les Etats Unis, le Qatar, la Turquie et l'Arabie en sont des sponsors. L'axe principal de ce projet est concentré sur ce qui est baptisé le front sud de l'Armée syrienne libre. La formation de chaque terroriste a coûté 100000 dollars par an. Le projet a été révélé en 2013 quand la commission du renseignement a voté une réduction de 20% du budget de la guerre américaine en Syrie. Quelle est la mission de cette armée que la CIA a créée? Epuiser les forces des combattants de l'axe de la Résistance, préparer le terrain à la chute du régime syrien au pouvoir. french.trib.ir 17.06

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juin 2015

[CAUSERIE](#)

On a ajouté 13 articles.

[Ah ces "trotskystes" pro-euro, pro-UE !](#)

- Les pourparlers de crise sur les menaces de l'UE contre la Grèce s'effondrent - Alex Lantier (WSWS) - mondialisation.ca 16.06

- Aucune confiance ne peut être accordée aux factions à l'intérieur du gouvernement grec qui veulent une position plus ferme contre l'UE. Le parti d'extrême-droite Anel (Grecs indépendants) qui gouvernent en coalition avec Syriza et la « Plateforme de Gauche » au sein de Syriza indiquent tous deux qu'ils accepteraient une rupture avec l'UE et un « Grexit » qui réintroduirait la devise grecque, la drachme.

Cette stratégie est réactionnaire, visant avant tout à bloquer l'opposition de la classe ouvrière. Elle appauvrirait davantage les travailleurs en payant leurs salaires non en euros, mais en drachmes, dont la valeur chuterait face à l'euro sur les marchés financiers. Ces plans pour revenir à la drachme impliquent l'installation d'un régime militarisé en Grèce. mondialisation.ca 16.06

Ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'avec ou sans sortie de l'UE, avec ou sans rupture avec l'euro, tous les partis institutionnels s'étendent épuisés à soutenir la politique dictée par la troïka et rejetés par le peuple grec, après Syriza il n'existe plus de rempart pour défendre les institutions et le régime à part l'extrême droite ou recourir à l'armée pour imposer la poursuite de cette politique.

Soit Syriza applique les mesures que lui dicte la troïka et il prépare le terrain au retour au pouvoir de la Nouvelle Démocratie (le parti de l'ordre officiel) peut-être associé au Pasok (le supplétif du parti de l'ordre), Syriza en sortira laminé et réduit à la portion congrue du Front de gauche en France ou disparaîtra. Soit il refuse et la droite va livrer le pays à la guerre civile précipitant une intervention de l'armée contre la classe ouvrière qui ne pourra pas l'affronter en ordre de bataille puisqu'elle ne dispose d'aucun parti pour la guider et définir ses tâches ou objectifs politiques et aucune organisation pour regrouper ses forces, représenter une alternative politique aux institutions en place et mener son combat politique à son terme et l'emporter sur son ennemi.

Depuis un certain temps déjà le WSWS publie régulièrement ou pratiquement chaque semaine un article annonçant l'inéluctabilité de la Troisième Guerre mondiale, par exemple allant même jusqu'à évoquer le 16 juin "*une guerre qui pourrait terminer par un holocauste nucléaire*", emboîtant le pas à la propagande de guerre des représentants de la classe dominante des puissances occidentales destinée à terroriser la population pour qu'elle se range derrière eux et les laisse gouverner tranquillement.

[La France n'a cessé d'être un pays militariste, impérialiste.](#)

- Napoleon : Révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, héros ou malfaiteur? - Jacques R. Pauwels - mondialisation.ca 18.06

En guise de présentation, le capital constitué ou accumulé par les nantis serait naturel ou le fruit d'un travail acharné, donc légitime. Vraiment s'interrogeait Marx.

Extraits. (Les sous-titres en caractères gras sont du portail LVOG)

D'où vient la fortune des grandes familles ? De l'esclavage et de la guerre.

- Fait remarquable en France, l'accumulation de capital commercial avait surtout été rendue possible grâce au commerce des esclaves, alors que l'accumulation du capital industriel eut beaucoup à voir avec la série quasi ininterrompue de guerres qui furent menées, par le Directoire d'abord et par Napoléon ensuite. En ce sens, Balzac avait raison quand il écrivait que « derrière chaque grande fortune se cache un crime ».

Les Thermidoriens ou la guerre sans fin.

- Jusqu'à l'époque de Robespierre, la France révolutionnaire avait également fait la guerre, mais pour combattre la contre-révolution et défendre la révolution. C'est après la chute de Robespierre, au moment de Thermidor, que la France se révéla en tant que pays militariste et qu'elle déclencha elle-même une série sans fin de guerres, de guerres de conquêtes qu'on fit passer pour des guerres de libération. « Sous le régime thermidorien », écrit Annie Jourdan, « la France républicaine devient une France guerrière[13]. »

Un hymne national militariste.

L'hymne des Thermidoriens enseigné et chanté dans les écoles en France. Au nom de la laïcité sans doute ou de la liberté d'expression ou les deux à la fois, l'hymne de la contre-révolution, de la réaction, de l'impérialisme, de la guerre.

- Ce n'est certes pas un hasard non plus si, parmi les nombreux chants révolutionnaires de l'époque, c'est précisément la très militariste Marseillaise, qui s'en prenait aux ennemis étrangers, fut promue au rang d'hymne national par les Thermidoriens, le 14 juillet 1795, et non, par exemple, le chant tout aussi populaire, voire davantage, Ah, Ça ira ! D'un point de vue thermidorien, ce dernier chant était en effet extrêmement incorrect politiquement. Il n'évoquait pourtant pas « 1793 » mais, malgré tout, la facette la plus radicale de « 1789 » ; il s'en prenait, à sa façon jacobine, à l'ennemi intérieur et il plaidait ainsi pour une internalisation – et non une externalisation de la révolution, autrement dit, pour l'approfondissement ou la radicalisation de la révolution chez soi au lieu de l'exportation vers l'étranger d'une version comparativement édulcorée de la révolution, et ce, au moyen de la guerre. (Il convient en outre de tenir compte du fait qu'avec l'appellation « aristocrates », les sans-culottes visaient souvent « l'aristocratie bourgeoise » aussi, la haute bourgeoisie et les riches en général.)

L'hymne de la contre-révolution.

- La Marseillaise fut l'hymne de la Révolution française, plus précisément de « 1789 » et elle fut en même temps le chant de combat par excellence de l'exportation de « 1789 » par le biais de la guerre. Aussi ne devons-nous pas être étonnés si la Marseillaise, normalement associée à la République française, a pu continuer à servir d'hymne national sous l'empire de Napoléon aussi, alors qu'au contraire, le très radical Ah ! Ça ira ! disparut du circuit en tant qu'oeuvre musicale.

Le drapeau tricolore, le drapeau de l'impérialisme français.

- Pour des raisons similaires, Bonaparte conserva également le drapeau tricolore, symbole non seulement de la Révolution de 1789, mais aussi de l'impérialisme français. Mais le rouge, déjà comme drapeau mais certainement aussi comme couleur du bonnet, ne plus pu être aperçu nulle part dans son empire. Le port du bonnet rouge fut d'ailleurs déjà interdit par les Thermidoriens. Fin des extraits.

Ensuite on ne s'étonnera plus de rien sachant que la plupart des intellectuels et les manuels scolaires diffusent la propagande thermidorienne, nationaliste, militariste, impérialiste.

[Bienvenue chez les aristocrates.](#)

- Bruno Le Maire (Les Républicains - ndlr) et l'argent - leexpress.fr

Il ne l'ignore certainement pas: il a le même tailleur que François Mitterrand. Du sur-mesure de premier choix, pour un résultat impeccable. Cifonelli accueille ses clients dans sa boutique chic parisienne pour quatre ou cinq séances d'essayage. Cet artisanat de luxe a un coût: au minimum 5500 euros le costume. Bruno Le Maire nous précise qu'il 'achète des costumes 1/2 mesure à 2600 euros'. Il aime aussi les chaussures de belle facture, notamment les Berluti. leexpress.fr 18.06

Alors on comprend pourquoi les revendications des smicards, des retraités, des fonctionnaires, des travailleurs en général leur paraissent si extravagantes ou sont jugées illégitimes, ces bourgeois ne vivent pas vraiment dans le même monde que les travailleurs.

Wikipédia.org - Bruno Le Maire, né le 15 avril 1969 à Neuilly-sur-Seine, est un homme politique français. Haut fonctionnaire de profession.

Fils de Maurice Le Maire, cadre chez Total, et de Viviane Fradin de Belâbre, directrice des établissements privés Notre-Dame de France à Paris, puis du lycée catholique Saint-Louis-de-Gonzague (16e arrondissement), il fait Normale sup en 1989. Diplômé de Sciences Po Paris (1995), il intègre l'ENA en 1996.

[Parodie de démocratie.](#)

- Loi Macron : dans une ambiance atone, les députés rejettent la motion de censure - francetvinfo.fr

- A 15 heures, une heure avant le lancement des débats, les couloirs de l'Assemblée étaient quasi-déserts. Il y avait davantage d'enfants en visite à l'Assemblée que de journalistes.

- Philippe Vigier, chef de file du groupe UDI, avait indiqué, dans la matinée, qu'une faible présence des élus était à prévoir. (Commémoration du 18 juin oblige - ndlr)

- Lorsque Christian Jacob, patron des députés des Républicains, prend la parole à 16 heures, l'hémicycle est presque vide. Seul un siège sur quatre est occupé.

- Christian Jacob déclame son texte de façon hésitante. On a presque l'impression qu'il le découvre en même temps qu'il le lit.

(Une impression ou une certitude ? On pencherait pour la seconde version. - ndlr)

- Les prises de parole s'enchaînent. Montent à la tribune Philippe Vigier (UDI), l'écologiste Barbara Pompili, Roger-Gérard Schwartzberg, président du groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste. On peine à compter les députés et les journalistes qui les écoutent...

- "A gauche, il n'y en a pas un seul qui écoute. Ils sont tous sur leur portable", remarque un journaliste présent dans la tribune réservée à la presse.

- Sur les bancs du gouvernement, Manuel Valls a le nez dans ses dossiers, stylo à la main, tournant et retournant les feuilles.

- A côté, au premier rang, le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, papote avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

- De façon surprenante, le locataire de Matignon quitte la tribune au bout de 22 minutes alors que 30 minutes lui étaient imparties. "Tout le monde en a marre, en fait", commente une journaliste sur Twitter.

- Si l'exécutif a montré une forme de lassitude, la motion de censure portée par la droite n'a même pas mobilisé au sein de l'opposition, puisqu'elle a moins réuni qu'en février. francetvinfo.fr 18.06

ACTUALITE EN TITRES

[Youpi ! Bingo ! Casino !](#)

- Record pour le Nasdaq à Wall Street, 15 ans après - Reuters

[Réaction. Fuite en avant.](#)

- Sarkozy compare l'afflux de réfugiés à une grosse fuite d'eau - AFP

Rien à voir avec la "fuite des cerveaux", c'est plus cher, c'est plus d'un neurone !

Ils jouent en famille.

- Xavier Bertrand: «La victoire se jouera entre le FN et nous» - LeFigaro.fr

[Nostalgie impériale ou l'Empire de la guerre](#)

- Les fous se prennent-ils vraiment pour Napoléon ? - Liberation.fr

- Jean-Vincent Placé, l'art de l'Empire - slate.fr

On comprend mieux pourquoi il est un fervent porte-parole de l'Empire du chaos.

[L'UE : Le ghetto.](#)

- Europe : des murs aux frontières pour limiter l'afflux de migrants - France 2

ACTUALITÉ DU JOUR

[Qui dirige l'UE ?](#)

L'oligarchie financière anglo-saxonne à la manoeuvre.

- Projet européen de réforme bancaire: les banques françaises dénoncent "un scandale" - AFP

- Société générale rachète le solde du capital de Boursorama - Reuters

"Si le texte est adopté demain (vendredi) en l'état, ce sera l'un des plus beaux scandales financiers de l'histoire européenne", a prévenu Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), qui défend les intérêts du secteur en France.

Le projet européen de réforme structurelle des banques, initié par l'ancien commissaire aux Services financiers, Michel Barnier, prévoit une séparation des activités de marché --comme la tenue de marché-- des banques, censée, selon ses promoteurs, rendre le secteur plus sûr.

Alors que les banques britanniques étaient déjà exonérées d'appliquer ces règles, de nouvelles dérogations ont été ajoutées dans la dernière mouture du texte et concernent notamment les grandes banques de financement et d'affaires américaines via l'introduction d'un seuil minimal de dépôts en banque de détail.

"Toutes les banques qui n'ont pas d'activités de détail sont exonérées. Le texte ne va donc pas concerner les très grosses banques américaines spécialisées dans les activités de marché et va pénaliser les banques universelles françaises qui ont réussi à traverser la crise", a déploré la présidente de la FBF.

Elle a également rappelé que la Fédération européenne des banques avait déjà eu l'occasion elle aussi d'afficher son opposition au projet.

"Ces activités sont très concurrentielles. Là, nous sommes face à un risque de distorsion de concurrence et de perte de compétitivité car, si le projet est adopté, ces activités seront plus chères au niveau des banques françaises que des autres", a poursuivi Mme Barbat Layani.

"Quand des entreprises françaises auront des besoins sur les marchés, lors d'une émission obligataire ou d'un contrat de vente aéronautique, elles devront espérer que les banques américaines leur accorderont les mêmes conditions qu'aux entreprises américaines", a-t-elle ajouté.

Selon elle, s'il entrait en vigueur, le texte aurait pour effet de "dérouler le tapis rouge aux banques françaises pour qu'elles installent leurs activités de marché à Londres" car "il sera complètement ingérable d'avoir ces activités à Paris".

Face à cette situation, la FBF n'exclut pas de contester la légalité du texte devant les juridictions compétentes.

Le sénateur socialiste Richard Yung s'est lui aussi ému du texte proposé par la présidence lettone de l'Union européenne, relevant qu'il n'était "pas acceptable en l'état".

"Les Etats membres doivent impérativement abandonner toute idée d'accorder un traitement de faveur à nos amis britanniques. La perspective d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE ne saurait conduire à une remise en cause de l'intégration du marché financier européen", a-t-il insisté dans un communiqué. AFP 18.06

Quelle est la nature de l'UE, qui la dirige et pour qui ? Chut, c'est un secret !

Quand un grand cabinet d'avocats d'affaires américain représentant les intérêts des multinationales rédige une directive de l'UE.

- Directive sur le secret des affaires : "Ce texte va freiner le travail d'investigation" - francetvinfo.fr

La liberté d'informer est-elle menacée en Europe par la directive européenne sur le secret des affaires ? Oui, estiment un certain nombre de défenseurs de la liberté de la presse. Prévu pour lutter contre l'espionnage industriel, ce texte, qui va être examiné au Parlement européen, prévoit de lourdes sanctions pour quiconque porte atteinte au secret industriel et commercial.

En France, ce projet législatif rencontre l'opposition de nombreux journalistes. Elise Lucet, présentatrice du journal de 13 heures de France 2 et du magazine "Cash Investigation" (dont elle est aussi rédactrice en chef) a lancé, le 4 juin, la pétition "Ne laissons pas les entreprises dicter l'info. Stop à la directive Secret des affaires", qui a déjà recueilli plus de 300 000 signatures.

Francetv info : En quoi cette directive européenne menace-t-elle la liberté de la presse ?

Elise Lucet : Sous couvert de lutte contre l'espionnage industriel, ce texte va considérablement freiner le travail

d'investigation économique. Les multinationales sur lesquelles on enquête vont pouvoir saisir les magistrats si elles considèrent qu'on s'attaque au secret des affaires. Et ces grandes entreprises définiront elles-mêmes en quoi consiste cette atteinte.

Ensuite, ces multinationales chercheront à nous faire condamner à des dommages et intérêts qui peuvent être considérables (des centaines de milliers, voire des millions d'euros). Les entreprises donneront aux magistrats les documents pour étayer les sommes qu'elles réclament, arguant par exemple d'importantes pertes de chiffre d'affaires ou autres dommages.

Quelles sont les informations qui n'auraient pas pu être révélées avec une pareille législation ?

"Cash investigation" n'aurait, par exemple, jamais pu réaliser son enquête sur Philip Morris. Cette enquête [qui révèle notamment comment les cigarettiers influencent les politiques] aurait été considérée comme portant atteinte au secret des affaires, puisqu'on a révélé 650 pages de documents secrets pour informer le grand public.

Pire encore, la loi fait courir le risque de censure préalable. Elle donne aux magistrats le moyen de bloquer la diffusion d'une enquête si les journalistes détiennent des documents secrets. A "Cash investigation", quand on a des documents secrets, on va voir les patrons des entreprises mises en cause et on leur demande de réagir à ces documents. Désormais, lorsque les dirigeants sauront quels documents sont en notre possession, ils pourront saisir les magistrats et intenteront une action en justice pour empêcher la diffusion de l'émission, sous prétexte d'atteinte au secret des affaires.

Notre journaliste Edouard Perrin fait déjà les frais d'une loi semblable en vigueur au Luxembourg. Il y est mis en examen pour l'enquête sur le LuxLeaks [des milliers de documents secrets montrant que le Luxembourg a mis en place un vaste système d'évasion fiscale en faisant du dumping pour attirer des grandes entreprises, avec la complicité d'un grand cabinet d'audit international]. Il incarne parfaitement les risques que fait courir le texte au niveau européen.

Le projet législatif a été modifié par la commission des affaires juridiques, mardi 16 juin. Selon le texte amendé, les victimes d'atteinte au secret des affaires n'auront plus le droit de demander réparation si le "secret" a été acquis en vue d'informer. Jugez-vous ces corrections suffisantes ?

Pour l'instant, non. C'est toujours un texte extrêmement dangereux dont nous demandons le retrait car les mots ne sont pas assez précis et laissent place à des vides juridiques. Grâce à leurs armées d'avocats, les multinationales vont s'en emparer pour attaquer des journalistes d'investigation économique, car il y a un espace juridique pour le faire.

On a appris que le grand cabinet d'avocats d'affaires Baker&McKenzie a participé à l'écriture et à la rédaction de cette directive. Pour qui travaille-t-il ? Pour les grandes multinationales, alors que ni les PME ni les journalistes n'ont été consultés.

Qu'espérez-vous obtenir avec votre pétition ?

On avait obtenu le retrait d'un amendement sur le secret des affaires de la loi Macron, il revient par la fenêtre du Parlement européen. Mais 300 000 personnes ont déjà signé notre pétition. On veut alerter l'opinion publique pour atteindre les parlementaires européens. Ce qu'on défend, ce n'est pas nous : c'est la liberté d'informer. francetvinfo.fr 16.06

Baker & McKenzie, qu'est-ce que c'est ?

Baker & McKenzie, fondé en 1949 par Russell Baker et John McKenzie, est un cabinet d'avocats d'affaires international créé à Chicago, aux États-Unis, présent dans 77 bureaux répartis dans 47 pays à travers le monde.

Plus de 80% de ses opérations se situent en dehors des États-Unis. Baker & McKenzie emploie plus de 4 100 avocats venant de 60 pays. Il compte 1.430 associés et peut se vanter d'avoir eu dans ses rangs des personnalités telles que l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde qui fut même présidente de son comité exécutif.

La société a réalisé un chiffre d'affaires de 2,54 milliards de dollars pour l'exercice 2014 et se classe au premier rang mondial des cabinets d'avocats d'affaires. (Source : wikipedia.org et La Tribune)

[Dossier grec](#)

La Grèce livrée au pilori par les médias porte-parole de la troïka.

- Le FMI prive la Grèce de l'espoir d'un délai de grâce - Reuters

- Echéance du 30 juin de la Grèce: Lagarde exclut toute "période de grâce" - La Tribune

- Réunion d'urgence de la BCE sur les banques grecques vendredi - Reuters

- La Grèce au bord de la faillite - Francetv info

- Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ? - La Tribune

- Quelles conséquences en cas de faillite de la Grèce ? - Francetv info

- Les Grecs retirent toutes leurs économies - Francetv info

La banque centrale grecque a annoncé qu'un début de panique est observé dans les banques. Les retraits d'argent ont nettement augmenté ces dernières heures. "Deux milliards d'euros ont été retirés en seulement trois jours. Un milliard rien qu'aujourd'hui", rapporte Clément le Goff ajoutant que "c'est une certitude, les Grecs retirent toutes leurs économies". Francetv info 18.06

La situation financière de la Grèce.

- Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ? - latribune.fr

Selon Reuters, la BCE n'est "pas sûre" que les banques grecques puissent rouvrir lundi. La Banque de Grèce devrait demander une élévation d'urgence du plafond de la liquidité d'urgence, mais le pays est menacé d'une "course aux guichets."

La réunion de l'Eurogroupe de ce jeudi 18 juin s'est achevée comme prévu, sans accord avec la Grèce. Mais si cette issue était prévisible, les événements ne s'en sont pas moins accélérés dans les heures qui ont suivies la fin des discussions. Selon Reuters, citant notamment Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE, l'institution de Francfort n'est « pas certaine que les banques grecques pourront ouvrir lundi. » La rapidité des retraits aux guichets devient désormais si inquiétante que les banques helléniques pourraient rapidement arriver au bout de leurs possibilités.

Les banques grecques sans liquidités lundi ?

Mercredi, la BCE avait accepté de relever une nouvelle fois le plafond de liquidité accordé aux banques grecques dans le cadre du programme d'urgence ELA, qui est la dernière réelle façon pour les banques grecques de se refinancer dans l'Eurosystème. Mais ce relèvement avait été minime : 1,1 milliard d'euros de plus pour la semaine à venir. Or, parallèlement, la perspective d'une absence d'accord avec les créanciers et d'un défaut sur le FMI le 30 juin - encore renforcée par les déclarations de la Christine Lagarde sur l'absence de "période de grâce" - inquiètent les Grecs qui redoutent à juste titre la mise en place de contrôle des capitaux, de mesures restrictives de retraits aux guichets, voire une sortie de la zone euro. Mercredi, 950 millions d'euros avaient ainsi été retirés des comptes grecs, ce jeudi le chiffre d'un milliard a été évoqué. Avant la réunion de l'Eurogroupe, l'agence Bloomberg évoquait le chiffre de 2 milliards d'euros restants dans les caisses des banques grecques. Au rythme de mercredi et jeudi, les banques pourraient donc dès dimanche se retrouver à court de liquidité. Du reste, selon le journal grec Proto Thema, la Banque de Grèce réclamera vendredi 19 juin un relèvement du plafond du programme ELA d'urgence à la BCE.

Bank Run dès ce vendredi ?

A l'issue de l'Eurogroupe, Yanis Varoufakis, le ministre hellénique des Finances, a repoussé les rumeurs sur les banques grecques, mais la BCE n'a pas officiellement démenti l'information qui a été confirmée par « deux officiels européens » à Peter Spiegel, journaliste du Financial Times. Une façon de faire planer la menace sur les déposants grecs. La Grèce est donc clairement dès ce vendredi 19 juin menacée d'un « Bank Run », d'une course aux guichets où chacun tentera de mettre à l'abri ses dépôts. Désormais, c'est à la BCE de décider si elle entend apaiser ce risque en relevant, en dehors des délais habituels (chaque mercredi) le plafond de l'ELA ou si elle ne fait rien pour stopper les craintes des déposants helléniques. Dans ce dernier cas, elle prendra naturellement une décision très politique en plaçant une pression extrêmement forte sur le gouvernement grec pour qu'il accepte les conditions fixées par les créanciers.

Réunion d'urgence du conseil européen lundi 22 juin

Où en sont les négociations ? C'est extrêmement difficile à dire. Certaines informations indiquent que Yanis Varoufakis est venu avec de nouvelles propositions qu'il a posté sur son blog et qui ont encore été repoussées par les créanciers. Le commissaire européen Pierre Moscovici a, pour la troisième fois de la journée, répété que « la balle était dans le camp de la Grèce. » Il a invité Athènes à « rejoindre la table des négociations sérieusement. » Le président du conseil européen Donald Tusk a convoqué un conseil européen d'urgence sur la Grèce lundi 22 juin et c'est sans doute là que se jouera l'avenir de la Grèce, même si Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, a indiqué qu'il pouvait convoquer un Eurogroupe « avant lundi » si nécessaire. Bref, un accord serait encore possible.

Choix du gouvernement grec

Mais cette convocation rapide montre très clairement que les créanciers espèrent désormais que la pression sur les banques grecques sera suffisante pour faire céder le gouvernement grec sur ses deux dernières « lignes rouges » : la réduction de 1,8 milliard d'euros des pensions versées aux retraités et une hausse équivalente de la TVA. Un bank run serait une aubaine pour les créanciers, car il lui permettrait de casser la résistance hellénique. L'apparition de rumeurs si opportune à le déclencher sur le montant des liquidités disponibles dans les banques ce jeudi soir n'est peut-être pas un hasard. Si après la diffusion de ces informations, comme cela est probable, les banques sont prises d'assaut ce vendredi en Grèce, même la BCE pourrait être prise au dépourvu. Et le relèvement du plafond du programme ELA - on évoque le chiffre de 3 milliards d'euros - pourrait ne pas être suffisant pour calmer les craintes des déposants jusqu'à lundi. Le gouvernement grec devra alors se décider rapidement : soit jeter l'éponge et capituler devant les conditions des créanciers, soit prendre des mesures de contrôles des capitaux forcément impopulaires. Le gouvernement a parlé de plan de "déstabilisation financière." Mais il reste une réalité : la Grèce ne tient désormais plus qu'à un fil dans la zone euro et le gouvernement Tsipras se trouve face au choix le plus difficile de sa courte existence. latribune.fr 18.06

Commentaire d'internaute.

- "J'ai quand même ce souvenir odieux d'une France empruntant à 1% pour prêter à 5% à la Grèce. Mais il faut savoir que prêter à taux usuraire comporte des risques, et qu'on ne peut tondre un œuf.

Nous avons voulu gagner de l'argent facilement sur le dos de pauvres gens? Nous allons en perdre massivement, et c'est une bonne chose pour la morale.

Le souhait est que l'épisode grec soit l'aboutissement extrême de l'évolution programmée de cette odieuse Europe, et que ce soit le point de départ de son pourrissement."

Les Grecs se mobilisent contre la troïka.

- Les Grecs inquiets, mais derrière leur gouvernement - Francetv info

- Les Grecs refusent une nouvelle cure d'austérité - Francetv info

- Les Grecs manifestent contre l'austérité - euronews.com

A Athènes comme dans plus d'une vingtaine de villes, les Grecs sont dans la rue par milliers pour soutenir leur gouvernement. Manifestations en forme de nouveau coup de gueule contre l'Union Européenne et les créanciers, accusés de mettre le pays à genou.

A Athènes comme dans plus d'une vingtaine de villes, les Grecs sont dans la rue par milliers pour soutenir leur gouvernement. Manifestations en forme de nouveau coup de gueule contre l'Union Européenne et les créanciers, accusés de mettre le pays à genou. euronews.com 17.06

Et en plus Tsipras est un traître !

- Tsipras, en Russie, USA/Europe ne décolèrent plus - french.irib.ir

La visite du Premier ministre grec, à Moscou, a provoqué la colère des Etats-Unis et de l'Union européenne. Le Premier ministre grec est attendu, ce jeudi, en Russie, pour assister au Forum international de l'économie, à Saint Petersburg. Alexis Tsipras s'entretiendra, également, avec le président russe. Avant de s'entretenir, demain, vendredi avec Vladimir Poutine, Alexis Tsipras grec devrait intervenir, au Forum international de l'économie.

Tsipras est attendu en Russie, alors que les négociations entre la Grèce et ses créanciers, à savoir, l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, se sont traduites par un échec, durant les derniers jours. L'un des principaux objectifs de cette visite consiste à une éventuelle coopération de la Grèce, dans le projet de la fabrication du Turkish Stream appartenant à Gazprom, ce qui met en colère l'Europe et les Etats-Unis. french.irib.ir 18.06

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA : le Congrès a rejeté le plan du retrait d'Irak et de Syrie - french.tribe.ir

La Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté le plan contraignant le président à retirer les forces militaires américaines d'Irak et de Syrie.

Selon Reuters, la Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté, mercredi, le projet de loi qui obligerait le Président Barack Obama de retirer les forces militaires américaines d'Irak et de Syrie, dans un délai d'un mois.

Pourtant, un tiers des élus avait voté pour ce plan. Le plan a été rejeté avec 139 votes pour et 288 votes contre. Ce plan demandait au Président Obama de retirer les forces américaines, dans un délai de trente jours, mais lui donnait le droit de reporter le retrait des forces américaines, jusqu'à la fin de 2015, en raison des questions sécuritaires. french.tribe.ir 18.06

2- Irak

- "Par son combat anti-terroriste, l'Irak défend l'humanité tout entière" (Al-Jabouri) - french.tribe.ir

Le président du Parlement irakien a déclaré que par son combat anti-terroriste, l'Irak ne se défend pas, seulement, mais défend l'humanité tout entière.

Selon la chaîne Al-Iraqiya, le Président du Parlement irakien, Salim al-Jabouri, qui a rencontré, jeudi, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à New York, a déclaré que l'Irak a besoin d'un soutien international plus renforcé, dans la guerre contre le terrorisme, car «les Irakiens ne se défendent pas, seulement, mais ils défendent toute l'humanité», a-t-il déclaré.

Au cours de sa rencontre avec le secrétaire général de l'ONU, le président du Parlement irakien s'est entretenu avec lui des dernières évolutions de l'Irak, dont le danger de l'arrivée des terroristes de Daech, dans d'autres zones de la province irakienne d'Al-Anbar. «L'armée, les forces populaires, et même, les habitants des régions occupées par Daech se préparent à lancer le combat contre les terroristes», a déclaré Al-Jabouri. Il a demandé à l'ONU d'intervenir, aussi, pour apporter des aides aux réfugiés irakiens, afin d'empêcher Daech d'exploiter la situation humanitaire de ces régions, pour recruter de nouveaux membres. french.tribe.ir 18.06

3- Libye

- Libye : la montée de Daech sous l'oeil indifférent de la communauté mondiale - french.tribe.ir

La communauté mondiale garde un silence de mort vis-à-vis de l'extension des opérations de Daech en Libye, a averti le Premier ministre libyen Abdallah al-Thinni, avant de solliciter du soutien à l'armée de ce pays.

"Alors que l'armée nationale libyenne manque d'armes et de munitions, les groupes terroristes en ont aisément accès. Si la communauté mondiale n'apporte pas son soutien à la Libye les daechistes feront main basse sur les raffineries du pays.", a mis en garde Al-Thinni. Les propos du Premier ministre libyen interviennent au moment où depuis quelque temps, les observateurs politiques avertissement que la Libye et du coup la région, sont menacées par la montée en puissance des daechistes.

D'après les analystes, l'incurie des institutions judiciaires et sécuritaires en Libye, les conflits et désaccords entre factions pour s'emparer du pouvoir et l'absence d'un accord de paix inter-libyen sont des facteurs d'aggravation de la crise libyenne, donnant des opportunités aux groupes terroristes comme Daech d'étendre leur présence néfaste. Il y a quelque temps, des informations faisaient état de l'occupation de la ville de Syrte par les éléments de Daech; leur nombre étant évalué entre 500 et 1000. D'après les observateurs politiques, c'est une grande victoire pour Daech, ouvrant la voie à sa mainmise sur les puits du pétrole et ce alors que l'armée libyenne est occupée aux conflits internes.

De l'avis des spécialistes des questions pétrolières, si le groupe Daech s'empare des champs pétroliers libyens, les cours du brut baisseront considérablement, car ce groupe vend le pétrole volé à bon marché. Le groupe terroriste Daech cherche à étendre son influence en Libye non seulement pour les gisements du pétrole, mais aussi en raison de la situation stratégique de ce pays situé sur la Méditerranée et possédant des zones forestières permettant à ses combattants de se former et de se cacher. Dans de telles circonstances, les propos du Premier ministre libyen sont une sonnette d'alarme à la communauté internationale mettant en garde contre l'extension de l'influence daechiste et résonnent comme un appel à l'aide. french.tribe.ir 18.06

4- Arabie saoudite

- "Les Saoudiens souhaitent qu'Israël intervienne contre l'Iran" ("Wall Street Journal") - french.irib.ir

Le quotidien «The Wall Street Journal» a écrit un article portant sur les intérêts et les buts communs que partagent Riyad et Tel-Aviv et qui les réunissent contre l'Iran et son influence régionale.

Quelques jours après la révélation des rencontres entre les autorités israéliennes et saoudiennes, le quotidien «The Wall Street Journal» a écrit : «Depuis très longtemps, l'Arabie saoudite prétend défendre l'unité inter-musulmane, ce qui a signifié une hostilité traditionnelle contre Israël. Mais, maintenant, les dirigeants saoudiens se trouvent, dans une situation inhabituelle, et semblent être prêts à abandonner leur hostilité apparente contre Tel-Aviv».

L'auteur de l'article ajoute que, suite aux événements, qui se sont produits, dans divers pays du Moyen-Orient, notamment, en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen, les dirigeants de l'Arabie saoudite deviennent de plus en plus hostiles à la République islamique d'Iran. En ce qui concerne le Yémen, l'article du «Wall Street Journal» estime que, sans présenter aucun document, les autorités de Riyad prétendent que leur action contre ce pays a pour but d'empêcher la création d'un groupe, comme le Hezbollah libanais, au Yémen, près des frontières saoudiennes, en faisant allusion au mouvement populaire des Houthis yéménites.

En outre, l'Arabie saoudite accuse le mouvement Ansarallah d'avoir attaqué le territoire saoudien, sans présenter aucun document, pour prouver la véracité de ces accusations.

L'analyste du quotidien américain a ajouté : «L'Arabie saoudite, comme Israël, s'inquiète de la conclusion d'un accord nucléaire éventuelle entre l'Iran et les six grandes puissances. Ce qui inquiète, surtout, les dirigeants saoudiens, c'est la victoire morale des Iraniens, après la conclusion d'un tel accord, et l'augmentation de leur puissance régionale, après la levée des sanctions que la communauté internationale a imposées à Téhéran.

En effet, «The Wall Street Journal» souligne que les Saoudiens souhaitent, du fond du cœur, que l'armée du régime sioniste effectue des raids aériens contre les installations nucléaires de l'Iran, et ils ne cachent pas du tout leur animosité contre les Iraniens. De leur côté, les Israéliens et le gouvernement du Premier ministre Benyamin Netanyahu sont enthousiastes de voir l'Arabie saoudite courir derrière eux, pour gagner leur amitié. Les responsables israéliens confirment que des rencontres secrètes ont eu lieu entre eux et les représentants saoudiens, mais disent qu'on est encore très loin d'une véritable victoire diplomatique, pour que Tel-Aviv et Riyad puissent fêter leur mariage. french.irib.ir 18.06

Cet article ne présentait pas d'intérêt à première vue, à ceci près que ce ne sont pas d'horribles complotistes qui révèlent la collusion d'intérêts entre Israël et l'Arabie saoudite mais le très sérieux Wall Street Journal, après personne ne pourra le nier, sauf à accuser The Wall Street Journal de comploter. De fait, qui franchement pourrait oser imaginer une chose pareille sinon des détraqués, chacun sait que les grands médias d'information américains font preuve d'une probité exemplaire...

5- Danemark

- Danemark : percée historique des nationalistes, la droite aux portes du pouvoir - Le Monde.fr

La droite va de nouveau diriger le Danemark. Le Parti populaire danois (anti-immigration) a réalisé, jeudi 18 juin, un excellent score aux élections législatives, et son soutien aux autres formations de droite, avec lesquelles il est dans l'opposition, devrait leur permettre de revenir aux affaires au Danemark, d'après les projections de la télévision publique DR. Cette formation pourrait même dépasser le parti Venstre, traditionnel leader du bloc de droite.

Après le dépouillement de 75 % des bulletins, le bloc de droite (Venstre, Parti populaire danois - DF -, Alliance libérale et conservateurs) menait avec 91 sièges contre 84 au bloc de gauche, actuellement au pouvoir. Le DF obtiendrait 38 sièges, soit 16 de plus qu'en 2011, et Venstre 35, soit 12 de moins. Les sociaux-démocrates de la première ministre sortante Helle Thorning-Schmidt, auraient 47 sièges, trois de plus qu'il y a quatre ans. Le Monde.fr 18.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili : les enseignants dans les rues de Santiago - euronews.com

Au Chili, les enseignants ont défilé dans les rues de Santiago pour protester contre la réforme de l'éducation, ce mercredi. Une réforme qui prévoit une augmentation de salaire, assortie d'une évaluation régulière de leur travail. Près de 100 000

professeurs sont en grève illimitée depuis début juin. Des lycéens et des étudiants se sont joints au cortège. euronews.com 18.06

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin 2015

CAUSERIE

J'ai terminé rapidement cette causerie pour que vous puissiez lire les articles sur la Grèce avant la manifestation de cet après-midi. Ces articles ont été mis en ligne au format pdf, y compris le rapport préliminaire sur la dette grecque.

L'heure de l'affrontement direct entre les classes approche...

UE. En famille. Le consensus malmené par la lutte des classes.

Grille de lecture.

- Quand la lutte des classes met à mal les petits arrangements entre copains et coquins au sommet des partis de l'ordre de droite et de gauche.

- Il faut que les sociaux-néolibéraux se démarquent de la droite officielle pour que les classes ou couches qu'ils attirent ne soient pas tentés de s'orienter vers la pseudo-gauche et extrême gauche, pire, rompent avec leur idéologie au profit du socialisme.

- Ces couches subordonnées au capitalisme et ses institutions ne sont pas tenues de soutenir leur politique quand elles estiment qu'elle menace leurs intérêts, suprême ingratitude à ne pas confondre avec une velléité d'indépendance. La petite bourgeoisie ou les classes moyennes ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière sont tout au plus indisciplinées. Le pire danger ou scénario serait que leurs intérêts rejoignent ceux du prolétariat et qu'ils constituent un front commun pour combattre le capital et l'UE.

- A défaut de soutien populaire, il faut à ces derniers s'appuyer sur une base sociale suffisamment large à défaut d'être majoritaire pour gouverner, appliquer leur politique réactionnaire et assurer la stabilité des institutions et du régime. Qu'elle leur fasse défaut, et ils se retrouvent priver politiquement des moyens ou du soutien nécessaire pour faire passer leur politique antisociale, ce qui leur interdit pas de passer outre mais présente l'inconvénient de mettre en lumière la véritable nature de leur régime et ses institutions antidémocratiques dès lors affaiblis ou vulnérable car à nus.

- Le consensus qui existe entre le parti de l'ordre et son supplétif social-néolibéral est la pierre angulaire sur laquelle repose la stratégie politique néolibérale. Elle a été conçue sur cette base et ne peut se développer autrement pour les raisons expliquées plus haut, à savoir que cette politique est si réactionnaire qu'elle ne peut être que rejetée par la majorité de la population, il leur faut donc absolument s'appuyer sur une frange assez large des masses exploitées privilégiées au-delà de la petite bourgeoisie pour pouvoir l'imposer à l'ensemble des travailleurs, ce qui montre au passage que le PS attirent uniquement les classes ou couches qui ont lié leur sort à celui du capitalisme ou sa véritable nature de parti bourgeois.

- Quand le traité transatlantique révèle à quel point l'Europe est devenue politiquement ingouvernable - atlantico.fr 19.06

Extrait.

- ...le problème plus particulier à cette nouvelle législature, c'est le pari, raté pour le moment, de Martin Schulz, d'offrir à Jean-Claude Juncker une alliance Parlement-Commission clé en main, fondée sur une majorité stable, dans la ligne du vote qui, associant PPE et S&D (social-démocratie - ndlr), avait permis de valider sa nomination à la présidence de la Commission européenne. Mais l'UE n'est pas l'Allemagne... Ni le PE, que trois Allemands y occupent les postes les plus lourds: Schulz, son président; Klaus Wollé son Secrétaire général; et Manfred Weber à la tête du PPE, plus fort groupe du PE.

Comment expliquer le fait que les cadres des deux formations (S&D et PPE) n'arrivent pas à se faire entendre par leurs bases respectives?

Il faut dire que les dossiers actuellement sur la table, comme le projet du TTIP et son point d'achoppement central qu'est le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, sont particulièrement importants, complexes et clivants. Sur de tels enjeux, les "petits arrangements entre amis", les marchandages et autres renvois d'ascenseur n'ont guère de prise. Dans le cas du TTIP, deux éléments de conjoncture sont venus y relancer la donne: le scandale déclenché en Europe mais aussi aux

Etats-Unis par les révélations des lanceurs d'alerte Snowden, Deltour, et Perrin, a obligé les négociateurs américains et européens à tenir compte d'une montée en puissance des opinions critiques et de faire profil bas. La progression très forte au sud de l'Europe de la gauche radicale, en Grèce, puis en Espagne, ainsi qu'une remontée nette des partis de gauche en Italie et au Portugal sont des éléments qui modifient la perception et le positionnement des forces présentes au sein de chaque grand groupe au Parlement européen. Tout cela contribue à brouiller les cartes et casse la routine des alliances trop convenues, dont certaines se veulent ou se voulaient des rails bien parallèles pour carrière politique bien ordonnée...

Dans quelle mesure cela peut-il nuire à l'institution parlementaire ?

Ce qui nuit à l'institution, c'est précisément le calcul politique avec coup à trois bandes... N'oublions pas que les accords de partage de la présidence du PE entre ses deux plus grands groupes politiques ont été jusqu'à vouloir enjammer une législature vers la suivante, soit une période de dix ans ! Martin Schulz se retrouve finalement prisonnier d'une telle stratégie partagée avec le PPE. Aujourd'hui, face à des dossiers législatifs d'envergure, soumis à des pressions externes, celles des organisations de la société civile comme celles de lobbies puissants, les députés européens font le choix de donner de la voix plus librement. La démocratie et l'intérêt des citoyens européens pour ces enjeux, qui les concernent tous, ne peuvent qu'y gagner. atlantico.fr 19.06

Conditionnement des masses. La guerre idéologique : Un facteur "primordial" en temps de guerre.

Grille de lecture.

- On a reproduit l'en-tête (Guerres psychologiques) qui précédait le titre de cet article, pour montrer aux lecteurs que notre ennemi mène bien sa guerre sur tous les fronts, y compris psychologique, et qu'on ne fabulait pas en mettant l'accent sur ce facteur qui influe directement et à différents niveaux sur le développement de la lutte des classes et son issue.

- La guerre entre la France et la Prusse a débouché sur la Commune de Paris, et la guerre entre l'Allemagne et la Russie sur la révolution russe de 1917, tandis que la Seconde Guerre mondiale s'est soldée par la révolution chinoise. Trois guerres dont deux mondiales qui à des degrés divers se soldent par une révolution prolétarienne ou l'expropriation des capitalistes, cela leur donne à réfléchir. Le recours à la guerre n'est donc pas sans risque pour l'existence du capitalisme, cet enseignement vaut pour le présent et l'avenir.

- Il faut donc l'aborder dans les meilleures conditions possibles ou la vendre aux masses de telle sorte qu'elles y adhèrent ou s'y engouffrent les yeux fermés, encore faut-il qu'elles soient convaincues de son bien-fondé, et c'est là que les choses se gâtent ou se compliquent de nos jours, car leur propagande de guerre conçue sur la base d'une désinformation permanente se trouve dorénavant contredite ou mise à mal, et leurs véritables intentions pratiquement aussitôt dévoilées en temps réel par le biais des médias alternatifs ou les observations réalisées sur le terrain par des témoins indépendants, ce qui ne leur laisse pas le temps ou la possibilité de réajuster leur argumentation sans avoir à se contredire ouvertement ou avouer eux-mêmes maladroitement le caractère criminel de leur entreprise et leurs véritables objectifs politiques, qui du coup à leur grand dam sont rejetés par la majorité de la population et stoppe ou freine leurs ambitions guerrières, les force à les justifier grossièrement au nom de valeurs ou principes qu'ils passent par ailleurs leur temps à piétiner, ce qui ne laissera pas indifférent une grande partie des travailleurs qui justement en sont les victimes ou feront rapidement le rapprochement entre la guerre que leur mène la classe dominante à l'intérieur du pays, et celle qu'elle mène en réalité contre d'autres peuples et non pour les soulager de la tyrannie puisqu'elle se destine de leur imposer une pire encore.

- C'est ainsi que l'information ou la diffusion des événements se produisant aux quatre coins du monde est devenue un facteur capital. Intégré à la propagande contre la classe dominante, il concourt à sa déstabilisation et est à même de mettre en échec les scénarii qu'elle a conçus, sans toutefois à ce stade parvenir à inverser le cours de la situation mondiale favorable au capitalisme.

Cependant ce facteur contribue à la compréhension du monde dans lequel nous vivons chez les travailleurs et l'ensemble de la population, et participe au mûrissement de leur conscience politique. C'est également un puissant outil qui sert leur lutte de classe, dans la mesure où ils sont amenés à comprendre que si les représentants des capitalistes leur mentent ou les trompent sur la situation qui prévaut dans certains pays, il y a lieu de croire qu'ils les bernent également sur la situation réelle qui existe à l'intérieur du pays.

Au bout du compte, cela ne peut qu'alimenter les doutes qu'ils peuvent manifester dans les partis institutionnels, et distendre les liens qu'ils entretenaient avec le régime ou y gagner en indépendance pour mener la lutte de classe sur leur propre terrain.

- S'ils jouent ainsi sur la fibre psychologique des travailleurs, c'est parce qu'ils connaissent les faiblesses de la nature humaine pour ensuite les exploiter. Toute réaction émotionnelle sera le produit du rapport que le sujet entretient avec le monde extérieur (et avec lui-même au même titre puisque sa nature est aliénée) dont il ignore le fonctionnement.

Pour susciter chez lui une émotion déterminée, il suffira de le mettre en présence d'un élément sélectionné pour remplir cette fonction ou qui lui servira de catalyseur ou déclencheur, qu'il intériorisera au même titre qu'une expérience vécue qu'il théoriserait ou validera en adoptant le comportement approprié. Que ce catalyseur s'évanouisse suite à la révélation de faits censurés,

tronqués, déformés ou fabriqués de toutes pièces par le camp de la réaction ou de la guerre, et l'émotion qui lui était attachée disparaîtra à son tour. D'où l'acharnement quasi hystérique, frénétique, mieux, fanatique des va-t-en-guerre à se livrer à une manipulation des faits dans des proportions telles que leur cynisme finit par trahir.

Pourquoi ? Mais parce qu'au fil du temps les preuves et témoignages de leurs multiples mensonges ne font que s'accumuler et parvenir aux oreilles des masses, sans qu'ils puissent changer de rhétorique ou palier la faiblesse de leur argumentation qui repose sur un déni ou une imposture. Ils se retrouvent piégés par leurs propres mensonges qu'ils ne peuvent couvrir qu'en recourant à des mensonges encore plus grossiers et ainsi de suite, fuite en avant désespérée qu'ils ne peuvent assumer en partie que lorsqu'ils s'aperçoivent que leur supercherie est éventée. Trop tard en somme, car le plus important c'est qu'au cours de ce processus les travailleurs parviennent par eux-mêmes à se faire leur propre idée de la situation et déjouent les pièges qu'ils leur avaient tendus, cessent d'adhérer à la version officielle, donc gagne en confiance en eux et en indépendance, ce qui leur sera utile pour la suite de leur combat politique.

- Il est navrant, scandaleux même, que les partis dit ouvriers refusent obstinément de mener le combat également sur ce plan, alors qu'il est partie prenante de la lutte des classes. Il faut bien comprendre qu'en refusant de porter à la connaissance des travailleurs ou militants les faits censurés par les médias aux ordres qui contredisent les versions officielles ou l'interprétation frauduleuse de la situation par les représentants de la classe dominante, ils considèrent que leur conditionnement n'a strictement aucune influence sur la lutte des classes et son issue, que finalement la vérité n'a aucune importance, de même que leur niveau de compréhension de la situation, car on peut lutter pour ses droits ou acquis en demeurant parfaitement ignorant du fonctionnement de la société. Un comble direz-vous peut-être, qui s'explique très bien dès lors qu'on n'envisage pas de la changer et qu'on se fixe pour unique objectif de l'améliorer, alors que tout démontre que c'est impossible ou qu'elle est engagée dans un processus inverse que cette logique suicidaire accompagne ou cautionne.

On ne peut pas prétendre sérieusement s'attaquer à la propagande officielle pour affaiblir notre ennemi, sans porter à la connaissance des travailleurs les faits réels qu'ils ignorent, et qui leur serviront à briser l'argumentation des agents du capital sur laquelle repose leur conditionnement. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que pendant près d'un siècle le mouvement ouvrier n'a cessé de palabrer sur le thème de l'impréparation des masses, la faiblesse de leur conscience politique, leur peu de compréhension de la société et du monde, pour finalement l'abandonner à la classe dominante ! Mais peut-être que ce constat pourrait s'adresser également à nos dirigeants qui ont produit des théories et des stratégies toutes aussi foireuses les unes que les autres à force de s'écarter de la réalité ou de la nier, préférant s'en remettre à celle que la classe dominante leur servait.

Atlantico.fr - Guerres psychologiques.

- Pourquoi (et comment) l'Occident est devenu incapable de gagner une guerre depuis 1945 malgré sa supériorité militaire massive
- atlantico.fr

Extrait.

- ...le rôle des opinions est surtout un facteur qui "réduit les marges de manoeuvres" pour reprendre vos termes, plus fortement aujourd'hui car les événements de la guerre (notamment les revers et "effets collatéraux") sont connus plus vite et de façon plus intense (pluralité des médias, chaînes d'information continue,...) qui provoquent un retournement d'une opinion favorable beaucoup plus vite qu'au temps de la guerre d'Algérie ou du Vietnam pour les Etats-Unis.

L'aspect psychologique est aussi un facteur primordial dans une guerre. Un exemple: un attentat à la kalachnikov dans une démocratie occidentale est vécu comme un drame singulier alors que des bombardements lourds en Irak ou en Syrie appartiennent à la banalité. atlantico.fr 19.06

Guerre de classes. La réaction se déchaîne contre le peuple grec.

Dictature du capital contre dictature du prolétariat. L'autorité et le diktat de la troïka sont légitime, c'est la démocratie, s'y opposer c'est être voué aux gémonies ou pire encore...

Pour combattre notre ennemi, il faut l'identifier pour commencer, ensuite vaut mieux connaître ses intentions, sa stratégie et son état d'esprit, etc. Là avec cette pourriture finie nous sommes servis, comblés ! On exagère ? Vraiment ?

Dans le premier article des membres influents du PS qualifient le gouvernement grec de "rouges-bruns", fasciste, mais pas celui de Kiev ou de Tel-Aviv ou Washington, Doha, Riad. Dans le second, un journaliste et deux professeurs le traite de "populiste", ce qui revient au même dans leur bouche puisqu'ils font un amalgame entre l'extrême droite et Syriza qu'ils classent à l'extrême gauche.

Et on n'a pas pu reproduire la saloperie du Monde car il est réservé sur Internet aux abonnés de cette feuille de vigne du néolibéralisme. Et dire qu'il y a quelques jours seulement Mélenchon se voyait bien associé à l'un de ces actionnaire, Pigasse !

Bonne lecture et accrochez-vous bien à votre siège.

1- Grèce: ne laissons pas M. Tsipras braquer les banques ! - lesechos.fr

La Grèce n'est pas écrasée par sa dette mais par sa politique économique. Lui céder sur l'ampleur de ses réformes serait encourager les stratégies d'extorsion d'autres Etats.

Le FMI met en oeuvre la solidarité des nations, et même les plus pauvres y contribuent. Il est rarissime de ne pas y honorer ses engagements. Un membre de l'Union européenne, la Grèce, a pourtant rejoint la Zambie comme pays ayant retardé ses échéances ; et elle rejoindra peut être demain le Zimbabwe au ban des nations ayant fait défaut à la solidarité internationale. Cela mérite commentaire, en particulier pour corriger les fables que font circuler les spin doctors de la gauche radicale.

Non, l'euro n'a pas «asservi» les Grecs. Il leur a au contraire donné les moyens de la souveraineté, et leur a permis pendant 15 ans d'endetter à des taux aussi bas que les Allemands un Etat qui avait déjà fait défaut quatre fois en deux siècles. Mais ils ont gaspillé cette chance. Plutôt que de moderniser leur économie pour la rendre compétitive et d'investir dans l'infrastructure d'un Etat, ils ont distribué prébendes et revenus, sans que la productivité ne s'améliore ni que la croissance vienne d'autre chose que de la consommation. Cela a entraîné des déficits budgétaires et des paiements inconnus dans l'histoire en temps de paix: à la veille de la crise, jusqu'à 10% du PIB de déficit budgétaire primaire, hors charge de la dette, jusqu'à 15% de déficit budgétaire total, et de 10 à 20% de déficit des paiements courants.

Les marchés financiers ont commis la faute de financer trop longtemps ces déficits. Leur perte n'a pas été couverte entièrement par les contribuables puisqu'ils ont dû revendre leurs créances au secteur public avec 40 à 50% de décote lors de la restructuration de 2011. On peut débattre de savoir si c'était assez, mais ce n'est pas rien.

Les contribuables européens ne sont pas intervenus seulement pour sauver leurs banques. Si l'argent de la troïka n'avait été utilisé que pour racheter les créances passées, les Grecs, qui n'avaient plus accès au crédit, auraient dû réduire leur déficit primaire de 10% du PIB à zéro non pas en quatre ans, mais en une semaine. La troïka a aussi apporté de l'argent frais pour financer les déficits grecs le temps qu'ils repassent sous contrôle. C'est un effort considérable, de plusieurs dizaines de points de PIB grec, que nous avons fait en sus des aides structurelles, pas pour nos banques, mais pour les Grecs. Et c'est un prêt qui doit être remboursé.

Certes, l'ajustement a été brutal. Pour qu'il le fût moins, il aurait fallu que le contribuable européen apporte encore plus d'argent frais. Et même s'il a ramené dix ans en arrière le revenu grec, il n'a fait que remettre en ligne les dépenses avec les recettes, les salaires avec la productivité, c'est à dire le niveau de vie avec le niveau de développement, sous réserve des aides structurelles consenties par l'Union.

Les comptes étaient en train de s'équilibrer et la croissance de repartir, quand les Grecs ont approuvé le mandat que le gouvernement rouge-brun de M.Tsipras se faisait fort de mener à bien: augmenter les revenus, revenir aux déficits primaires, avant même charge de la dette, et les faire payer par une extorsion d'argent frais européen, par la menace et le chantage. Pour que ce mandat soit clair, les Grecs ont d'ailleurs depuis arrêté de payer leurs impôts, y compris sur le capital, et retiré leur argent des banques, ce qui force la Banque Centrale Européenne à envoyer des liquidités tous les jours. Quant au gouvernement, il ne règle plus aucune facture que les salaires et les retraites, ce qui bloque son économie. Et il attend que les Européens cèdent...

On dit la Grèce écrasée par sa dette. C'est faux. Sa dette est d'un montant nominal très élevé en proportion du PIB, mais elle est restructurée à des taux proches de zéro, et l'essentiel n'est pas dû avant des décennies. Elle n'a payé l'an dernier, en proportion de son PIB, qu'autant que la France et moins que l'Italie. Les créanciers publics ne lui demandent pas de s'acquitter de sa vieille dette, celle de 2011, dont ils savent bien qu'elle ne sera pour l'essentiel pas remboursée de nos vivants. Ils ne lui demandent que de dégager un peu d'excédent pour rendre peu à peu la «new money» ajoutée depuis 2011, en commençant par le FMI, qui est aussi l'argent du Sénégal et du Bangladesh. Ce qui écrase la Grèce, ce n'est pas sa dette, c'est sa politique économique, ses déficits, son économie de rente, l'incapacité de l'Etat à y lever l'impôt.

Ce que veut la Grèce, c'est une «union de transfert» où le montant des transferts n'est décidé ni par le Parlement européen, ni par les Parlements des pays contributeurs, mais par le Parlement grec qui envierait sa facture tous les ans en fonction de ses besoins. Malgré toute la contribution que les Grecs ont eu à l'invention de la démocratie, ce n'est pas ainsi que marche un système démocratique. Une «union de transfert» ne peut pas être fondée sur le chantage; et même si elle était organisée, elle ne serait pas dans l'intérêt des pays dont le revenu par tête est supérieur à la moyenne, comme la France.

Pour parvenir à ce résultat, l'arme de la Grèce est simple: menacer ses partenaires européens de provoquer une déflagration financière contagieuse qui menace toute l'union monétaire et toute l'économie européenne. C'est là qu'elle surestime sa main. Certes, le maintien de la Grèce en Europe a une valeur stratégique, en particulier dans le contexte de la politique russe actuelle. Certes, la sortie d'un membre de la zone euro, même d'un membre qui n'aurait jamais dû y entrer, serait un mauvais précédent à moyen terme, qui devra nous inciter à renforcer la gouvernance de la zone et la solidarité avec les pays du Sud vertueux. Mais nous ne sommes plus en 2011, et la contagion n'aura pas lieu: les autres pays du Sud vont beaucoup mieux,

la BCE achète massivement leurs obligations, ce qui prévient une spéculation sur leur dette. Et la dette grecque n'est plus connectée au secteur privé, de sorte qu'elle ne peut pas être le Lehman Brothers de la prochaine crise.

Les Européens sont face à un dilemme. Ils ne peuvent pas céder, juste retarder encore un peu le remboursement de la «new money» de 2011 en réduisant les objectifs d'excédent primaire. Mais ils ne vont pas apporter de l'argent frais pour maintenir un déficit primaire de l'Etat grec et soutenir un système de retraite plus généreux en proportion des revenus que celui de tous les autres pays européens. Car le risque de contagion grec n'est plus financier. Il est politique. Le projet Syriza est celui de tous les populistes : c'est celui de Podemos, du mouvement 5 étoiles comme du Front National. La lâcheté, qui peut s'habiller de géopolitique, peut inciter à céder à la Grèce, qui est petite, un PIB inférieur à la quinzième ville chinoise. Mais céder à la Grèce encouragerait des Etats plus importants à élire des gens qui proposent les mêmes stratégies d'extorsion. Cela mettrait en danger tout ce que l'Europe a construit depuis 50 ans. On n'obtiendra pas du salarié slovaque qu'il cotise pour que le retraité grec gagne plus que le retraité slovaque...

D'où la tragédie qui se déroule sous nos yeux: M.Tsipras est un braqueur de banque qui menace de tout faire sauter -lui et son peuple avec- sans réaliser que ses otages- les autres pays du Sud - ont été déjà exfiltrés. Bien sur, on négocie avec lui, on lui dit des mots polis, on essaie de le ramener à la raison. Mais il est hors de question qu'il parte avec la caisse. Et c'est tant mieux.

Ne pas céder sera douloureux. Syriza aura le choix entre renier son mandat, ce que cette majorité aura du mal à assumer, ou entraîner son pays dans une spirale mortifère. D'abord, il faudra fermer les banques, comme à Chypre, puisque la faillite de l'Etat grec les rendra insolubles, ce qui privera les pauvres de leurs économies -les autres les ont déjà retirées-, et ramènera l'économie à l'âge du troc. Puis il faudra, tout en laissant circuler les euros, payer fonctionnaires et retraités avec des assignats qui s'échangeront 50% en dessous de leur valeur en euros, ce qui plaira aux théoriciens de la «monnaie commune», mais réduira les revenus des intéressés bien au delà de ce que demande le FMI, pendant que le secteur privé continuera à être payé en euros.

Ou bien on appellera ces assignats «drachmes» et on les fera émettre par une banque centrale à la botte : là, la Grèce sortira vraiment de l'euro. Mais la contrainte se reportera alors de l'équilibre budgétaire sur l'équilibre extérieur. Qui voudra être payé en drachmes ? Et où les Grecs trouveront-ils des devises pour payer les importations puisqu'ils exportent peu, que leur défaut les privera de crédit et que leurs actifs publics à l'étranger seront saisis (comme par exemple les avions d'Olympic airways)? Au bout de cette route, la Grèce devra aussi quitter l'Union, sans doute en échange d'un pourboire humanitaire. Pas seulement parce que c'est ce que disent les Traités. Mais surtout parce que ses voisins auront du mal à tolérer la liberté de circulation des personnes avec un Etat failli, incapable de contrôler ses frontières extérieures; ni celle des marchandises avec une monnaie en dévaluation sauvage.

Cette dégringolade, où qu'elle s'arrête- et il faut espérer que ce soit le plus tôt possible -coûtera bien plus cher à la Grèce que ce que demande le FMI. Son seul intérêt sera de montrer aux peuples ce que donnent les recettes populistes, et ce n'est pas à l'avantage des Grecs, car une fois la spirale engagée, ce ne sera plus l'intérêt des autres pays européens d'amortir la chute. On peut former le souhait que le peuple grec réagira quand il touchera du doigt la catastrophe. Il demandera alors des comptes aux rouges-bruns. Ce jour là, mais ce jour là seulement, il faudra que l'Europe sache être généreuse.

Les Gracques sont un groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires socialistes. lesechos.fr 15.06

La démocratie, c'est fini ? Quand la peur du populisme (et des peuples) fait perdre la boussole aux élites européennes - atlantico.fr

Dans un article du Monde, le journaliste Arnaud Leparmentier va jusqu'à défendre une forme de putsch en Grèce pour chasser le gouvernement Syriza du pouvoir, en utilisant une comparaison maladroite avec les coups orchestrés par la CIA en Amérique latine. Un papier qui illustre bien la peur des élites européennes face à la montée des populismes nationaux.

Atlantico : Dans son papier, Arnaud Leparmentier rappelle l'éviction de Silvio Berlusconi et de Georges Papandréou, en 2011, par le "tribunal de l'euro", lequel avait imposé à la tête de l'Italie et de la Grèce, une forme de gouvernement technique et non-élu (respectivement Mario Monti et Loukas Papademos). Il se demande pourquoi ne pas remettre ça à Athènes aujourd'hui. Qu'est-ce qui pousse les élites européennes à avoir tant peur des populismes nationaux qu'elles préfèrent avoir recours à des méthodes antidémocratiques ?

Christophe Bouillaud : Déjà, il faudrait tout de même s'étonner de voir dans les pages du journal créé par Hubert Beuve-Méry de tels propos qui font bien peu de cas de la démocratie grecque. Je ne suis pas sûr qu'évoquer les putschs encouragés par la CIA soit d'un très bon goût pour un éditorial sur un pays qui a connu la "dictature des colonels" jusqu'en 1974. Effectivement, Arnaud Leparmentier laisse entendre que, si le gouvernement actuel ne signe pas maintenant ce que les autres Européens lui demandent, on saura bien s'en débarrasser plus tard, et pas si tard que cela (début juillet). Je dois dire qu'il n'est pas le seul à durcir ses propos. Les Gracques, un groupe d'anciens hauts fonctionnaires "socialistes", a fait publier sur le site des "Echos" le 15 juin un texte au titre plutôt stupéfiant : "Grèce : ne laissons pas M. Tsipras braquer les banques !" (voir ici). Les auteurs

anonymes n'hésitent pas à y parler du "gouvernement rouge-brun" d'Athènes – ce qui constitue pour le moins une exagération, même s'il s'agit effectivement d'une coalition entre Syriza et ANEL (les Grecs indépendants), un parti de droite souverainiste issu d'une scission de Nouvelle Démocratie.

Cette irritation tient à deux choses : d'une part, le gouvernement grec actuel est dominé par une force, Syriza, qui, indéniablement, provient de l'extrême gauche, mêmes si des socialistes grecs se sont ralliés à sa cause ses dernières années : il est impensable pour certains européistes auto-proclamés que des gens d'extrême-gauche puissent gérer un pays. L'article des Gracques le dit explicitement : si le gouvernement Syriza réussit à obtenir quelque chose, tous les autres partis qui ne sont pas dans le "cercle de la raison" pour reprendre l'expression d'Alain Minc (le M5S en Italie, Podemos en Espagne, etc.) vont se sentir pousser des ailes. Il faut donc que le gouvernement Syriza-ANEL échoue. Bref, il y a d'abord un élément idéologique. D'autre part, et c'est plus grave à mon sens, Syriza a sans doute le tort de vouloir dire la vérité nue sur la crise européenne.

Aujourd'hui, la Commission d'enquête instituée par la présidente du Parlement grec a rendu son rapport préliminaire. Il indique que le bail-out de la Grèce en 2010 avait pour but essentiel de sauver les banques, françaises, allemandes, etc. qui avaient trop investis dans les banques grecques et les bons du Trésor grec. Le Ministre de l'économie Varoufakis avait déjà dit de telles choses dans sa vie académique avant de devenir ministre. Elles sont d'ailleurs assez évidentes en dehors de la France. Cependant, cette vérité selon laquelle la Grèce aurait subi tout ce calvaire d'austérité, mal conçue et dès le départ vouée à l'échec selon des documents internes du FMI lui-même, pour couvrir le sauvetage des banques du centre de l'Eurozone via des prêts à la Grèce est inaudible par les autres responsables européens – qui sont, en particulier, Mme Merkel directement responsable de ce choix à l'époque. Cette vérité les exaspère sans doute au plus haut point.

Enfin, si les pays du centre admettaient la thèse grecque, et plus généralement la thèse d'une mauvaise construction de la zone Euro comme cause réelle de la crise des dettes souveraines, ils seraient bien obligés d'endosser leurs propres responsabilités, bien plus grandes que celles des Grecs en réalité. Il faudrait admettre que tout, absolument tout, était pourri dès le départ dans la construction de la zone Euro – comme l'avaient dit d'ailleurs des économistes nord-américains dans les années 1990. En résumé, la vérité n'est pas acceptable, il vaut mieux se débarrasser de celui qui a le tort de la clamer un peu trop fort.

Gérard Bossuat : La question des populismes, reflet soi-disant de la démocratie n'occulte-t-elle pas une autre réalité qui expliquerait les réserves ou les oppositions des "élites européennes" ? Il est tout de même extraordinaire de faire croire que les populismes seraient des modèles d'expression démocratique des peuples. Le populisme dans l'histoire c'est le général Boulanger, Mussolini en 1922, c'est Hitler en 1932-33, ce sont les Ligues dressées contre la République en 1934, c'est Horthy en Hongrie avant la guerre, c'est le poujadisme en France en 1956. Souvent il a frayé avec le fascisme sous toutes ses formes, des plus violentes aux formes rassurantes, officiellement dévoué au peuple. Niant la complexité des situations économiques, il a toujours promis le bonheur gratuit pour le lendemain. Encore aujourd'hui les populismes européens s'en prennent aux étrangers, à l'Etat arbitre, à l'ouverture libérale des frontières et souvent au reste du monde, militant pour le repli sur la nation, chantre de l'exclusion, rêvant de l'autarcie, vouant aux gémonies les institutions internationales ou les efforts faits pour faciliter les échanges commerciaux, érigeant en valeurs suprêmes celles de la nation et niant celles de ses voisins ou celles des minorités installées sur le sol national, ouvrant donc, au pire, la voie vers la ségrégation sociale et culturelle des populations différentes. En quoi les populismes seraient ils en accord avec la grande tradition démocratique des Lumières ? Les « élites européennes » ont en effet peur des populismes, avec raison, si l'on considère les leçons de l'Histoire. Ce qui ne les excuse pas pour autant de leur responsabilité dans la montée des extrêmes dans l'UE. N'ont-elles pas été sourdes aux attentes des populations abasourdies par la crise financière puis victimes de la crise économique à partir de 2008 ? La réponse aux populismes se trouve dans une Europe protectrice des populations fragilisées et dans un projet enthousiasmant pour tous.

Denis Tillinac : Les élites européennes, les nôtres y compris, ont peur du vote populiste car elles constatent un rejet croissant des institutions européennes. Elles sont paresseuses intellectuellement car elles considèrent que si ces institutions existent c'est qu'elles ont une raison d'être. Personnellement, je suis convaincu que si les institutions européennes sautaient totalement, il ne se passerait rien de fâcheux pour quiconque. Après, il n'empêche que les Grecs vivent au-dessus de leurs moyens. Il y a une montée d'une méfiance vis-à-vis des institutions car les gens ont l'impression qu'elles les dessaisissent, les élites ont donc peur d'une révolte globale des peuples contre les élites européennes. Elles en ont peur parce qu'elles ont bâti cette machine à gaz qui fonctionne maintenant à 27 et qui ne sert pas à grand-chose, qui crée des tensions inutiles. Les élites ne peuvent pas accepter le fait que les pays européens puissent vivre en bon voisinage, y compris avec des relations économiques de plus en plus étroites, sans leurs institutions.

Pour ce qui est de "l'imposition" de gouvernements techniques, ce n'est pas vraiment de la responsabilité directe des élites. L'éviction de Berlusconi s'est faite parce que celui-ci a perdu sa majorité. Il ne faut pas trop exagérer l'article d'Arnaud Leparmentier, il a plutôt l'air de dire qu'il y a un moment où l'Europe a quand même envie de dire aux Grecs de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires et donc de quitter l'euro. Là où il se trompe c'est quand il imagine qu'une sortie de la Grèce de l'eurogroupe changerait quoique ce soit à la géopolitique, cela ne ferait rien bouger. Après, je pense que la remise en cause des institutions européennes par le peuple est salutaire, mais je pense qu'on ne peut pas laisser indéfiniment filer des dettes à long terme car ce sont les nouvelles générations qui les paieront, ce qui est dangereux.

La construction européenne était, à l'origine, basée sur l'idée d'une fédération d'Etats-nations dans laquelle tout le monde serait égaux. Pourtant aujourd'hui, on voit bien que les tenants du

directoire européen (Allemagne, Commission, BCE ...) s'en prennent à un plus petit qu'eux (la Grèce) et à son peuple. Quelle est l'origine historique de cette déviation du projet initial ?

Christophe Bouillaud : Normalement, la Communauté économique européenne, puis l'Union européenne, étaient bâties sur l'idée de rompre avec le directoire des grandes nations typique de la politique européenne depuis le Congrès de Vienne (1815). Cela a été inscrit dans les traités européens avec l'idée d'égalité et de souveraineté des Etats – et en pratique, par exemple, avec l'idée des multiples langues officielles de l'Union européenne correspondant à toutes les langues officielles des Etats membres. En réalité, les historiens de la construction européenne montrent bien que les grands Etats (France, Allemagne, Italie surtout, auquel s'ajoute le Royaume-Uni dans les années 1970) ont joué un rôle moteur dans le processus, même si les politiciens du Benelux ont aussi été importants à l'époque. Il a toujours existé un directoire de fait, sinon de droit, mais, en temps normal, il était dissimulé sous les convenances diplomatiques.

Par contre, les années de crise ont vu le retour en force de rapports de force entre nations sans qu'ils puissent être dissimulés. Les petits pays (Grèce, Portugal, Irlande, Chypre) ont été soumis à un bail-out officiel, les grands pays de faible constitution (Espagne et Italie) ont échappé à cette contrainte d'une mise sous tutelle, mais ils ont fait à peu près ce que les grands Etats de forte constitution leur demandaient, et, quant à la France et à l'Allemagne, tout le monde a été invité à oublier que leurs banques étaient probablement les vraies sources de la crise en cours et surtout que la construction, pour le moins défectueuse de l'euro, se trouve être le résultat à 100% d'un compromis franco-allemand comme les historiens de l'Euro l'ont bien montré. Tout ce retour à la bonne vieille *realpolitik* des Metternich et Cie a été très caricatural, mais cela se trouve lié à la concentration de la résolution de la crise au sein de l'Eurogroupe, le cénacle intergouvernemental qui réunit les Ministres de l'économie et des finances des Etats de la zone Euro, et au sein du Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement. Les Etats ont négocié entre eux la sorte de crise, et la Commission européenne n'a joué au final qu'un rôle limité. Barroso n'a jamais osé renverser la table au nom de l'intérêt général de l'Union. Seule la BCE a joué un rôle décisif pour appuyer les grands Etats dans leur politique, tout au moins au départ. On peut même se demander si le déroulement de la crise aurait été vraiment différent si l'Union européenne n'avait pas existé, mais si elle avait été remplacée par une simple zone de libre-échange. Les intérêts des Etats ont donc primé sur toute autre considération collective. Chacun a voulu sauver ses banques à lui, et épargner ses contribuables à lui. C'est tout, et c'est catastrophique pour l'idée européenne qui aurait supposé de traiter les droits et les besoins de tous les citoyens européens avec une égale attention.

Gérard Bossuat : La construction européenne reposait en 1948-50, au temps du Conseil de l'Europe puis du plan Schuman du 9 mai 1950 sur un projet supranational de fédération européenne, et non pas de fédération d'Etats nations que l'on a vu se structurer doctrinalement au temps de Jacques Delors, président de la Commission européenne entre 1985 et 1995. Mais les institutions communautaires de la CECA et de la CEE ou de l'Euratom reposaient bien, comme Jean Monnet l'avait proposé, sur des institutions où les petits pays étaient écoutés et étaient acteurs de l'intégration (plan monétaire européen de 1969, rôle du Benelux).

Les Etats nations conservèrent néanmoins leur influence au sein du Conseil des ministres qui en dernier lieu adoptaient ou non les lois communautaires préparées par la Commission européenne. C'est même Monnet qui en 1972 proposa la création d'un Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement qui depuis lors a pris beaucoup de place et au sein duquel le jeu des puissances s'est développé . Un directoire existe en effet, informel mais réel composé de la France et de l'Allemagne, parfois aussi de la Grande-Bretagne. Pourquoi ? Parce que rien ne peut se faire sans que les grands Etats n'acceptent les projets élaborés par le Parlement ou par la Commission. La différence de puissance est énorme entre la Grèce et l'Allemagne, a fortiori avec le directoire.

Nous ne sommes donc pas dans un système fédéral. Les intérêts des Etats sont encore les moteurs de l'intégration européenne. Mais cependant le système institutionnel communautaire a des règles régulant aussi les "affrontements", ce qui n'existait pas avant la guerre et quelques secteurs comme la monnaie, l'agriculture, ou le commerce relèvent du fédéralisme. Les participants à l'Union bénéficient, du fait de l'unité de grands avantages, n'en déplaisent aux contempteurs de l'Union, en termes économiques, de recherche, de formation et d'innovation, de sécurité monétaire, de marché commercial, de liberté de déplacement et d'installation, de développement régional. Y a-t-il déviation par rapport au projet initial ? Le projet fédéraliste n'a jamais été appliqué parce que les Etats membres n'ont jamais voulu abdiquer leur souveraineté politique, acceptant certes de partager leur souveraineté dans des domaines importants (la Monnaie), mais limités (la Défense, l'Education restent de leur responsabilité).

En retour, les pays membres doivent respecter les décisions prises en commun, librement débattues en Conseil comme l'équilibre des finances publiques (les critères de Copenhague) ou la liberté de circulation et d'installation dans l'Union. La Grèce n'a pas respecté les engagements de stabilisation budgétaire. Elle a bénéficié depuis 2008 d'une aide considérable de la part de l'UE. On ne peut pas dire que le "directoire" lui impose des obligations qui seraient inouïes, on ne peut pas dire non plus que la Grèce et son peuple n'ont pas fait d'efforts de stabilisation qui représentent une véritable austérité. Le conflit entre BCE, FMI (qui n'a rien à voir avec l'UE), Allemagne et Grèce se nourrit de ressentiment et de peurs avivés par les négociations interminables entre la Grèce et les institutions financières sur de nouveaux engagements.

Denis Tillinac : Selon moi le projet a d'abord été dévoyé premièrement par l'agrandissement, deuxièmement par l'augmentation des prérogatives que s'est arangée l'Union, troisièmement par la création d'une banque centrale, quatrièmement par la création d'un tribunal européen. On arrive aujourd'hui à une sorte de monstre politicoinstitutionnel dont les élites n'imaginent pas qu'on

puisse se défaire, et qui suscite un rejet croissant. Je crois que ce rejet n'est pas malsain, ce qui est malsain est la façon dont les élites continuent de le nier.

L'Europe est une invention de certains milieux sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, donc des milieux supranationaux, le tout sous parapluie nucléaire et du plan Marshall américain. Tout cela a été inventé pour éviter une extension du bloc soviétique qui nous menaçait, et pour nulle autre raison. Aujourd'hui l'URSS et le communisme mondial n'existe plus, donc la pertinence du projet commence à être douteuse. Il y a donc un doute, De Gaulle a accepté non pas les institutions européennes telles qu'on les connaît, il les aurait sans doute refusé, il a accepté d'entériner le traité de Rome et son marché commun en se disant que la PAC financerait l'agriculture française. Maintenant les choses ont changé, il y a une génération nouvelle au pouvoir en Allemagne qui ne veut plus que l'on se réfère au fantôme d'Hitler. Partant de cela, je pense que tout cela est trop petit et arrive trop tard, que l'Europe n'a plus de sens. Pour moi ce n'est pas l'Europe qui a garanti la paix sur le continent mais le parapluie nucléaire américain et l'équilibre de la terreur. La preuve : il est apparu antérieurement aux institutions européennes qui représentent une forme de processus continu de construction d'une usine à gaz. Aujourd'hui en France, il n'y a plus un corps de métier qui ne subit pas de dommages, ici ou là, induit par les règles européennes. Dans l'inconscient populaire l'UE ôte aujourd'hui la souveraineté aux pays et génère des tensions et des blocages, des freins à l'embauche et à la croissance. Il y a donc une réflexion à mener sur la pertinence même des institutions européennes, on n'y échappera pas éternellement. Le cas grec est un symptôme, même s'ils ne peuvent exiger le respect de leur souveraineté et de leur démocratie tout en tendant la gamelle tous les matins.

Jean-Luc Sauron : Trois questions émergent du débat actuel sur la crise grecque:

La première est la remise en cause du principe sur lequel repose la construction de l'Union : l'égalité de droit entre les Etats membres. La première réaction de bon sens est de refuser que Malte pèse le même poids que la France ou Chypre le même poids que l'Allemagne. Mais la construction de l'Union est très souvent contreintuitive, voire paradoxale. Le principe d'égalité de droit entre Etats membres est la pierre d'angle de notre Union. Ce principe interdit le retour aux rapports de forces entre Etats, rapports de force qui ont conduit les Européens à passer d'acteurs à spectateurs du jeu international. La tentation est grande aujourd'hui pour certains Etats d'aller courir seuls l'aventure de la mondialisation, comme la Grande-Bretagne qui s'espère comme le "Singapour de l'Europe". Les grands Etats européens n'arrivent plus à se sortir de leurs passés impériaux, de puissance coloniale ou de puissance tout court. Son passé écrase l'Europe et l'empêche de devenir adulte. Il faudrait un projet commun tournée vers l'avenir. Nous devrions être Prométhée nous ne sommes que Sisyphé ! La deuxième est une question qui hante tous les peuples européens : à quoi sert mon vote ? Ai-je encore un pouvoir collectif par le biais de mes représentants ? Tous nos esprits forts peuvent se moquer des Grecs et de leur refus de continuer à se voir imposer leurs choix les plus importants par des puissances étrangères, voire des institutions "non élus " au sens que l'élection a dans chacun de nos Etats européens. Reconnaissons que c'est la généralisation de la théorie allemande inventée sous la République de Weimar : l'ordolibéralisme, c'est-à-dire l'idée que les décisions économiques peuvent être douloureuses sur le court terme et qu'il faut donner à des instances non élues (BCE, FMI, Commission européenne) le pouvoir de prendre des mesures impopulaires contre l'opinion de la population concernée. Bien sûr ce mandat leur est confié par des représentants élus démocratiquement mais qui s'interdisent de céder aux sirènes électorales en plaçant les règles de l'ordolibéralisme dans un cadre difficile à changer (par exemple en constitutionalisant la règle d'or, c'est-à-dire en plaçant au coeur du contrat social l'équilibre budgétaire).

Les Grecs nous ouvrent les yeux sur une interrogation majeure : quel est le rôle des gouvernements nationaux et des représentants élus par tel ou tel peuple dans la zone euro en 2015. Je suis convaincu que l'enjeu majeur pour les futures élections européennes sera dans chacun des Etats membres (par exemple en France 2017) le sens du vote. Mon vote est-il encore signifiant ? Demain, si le Grexit surgit au coin de réunions chaotique, les électeurs grecs auront, eux, la réponse et elle sera négative. La troisième est celle du temps démocratique. Insensiblement, l'idée se répand que les décisions à prendre sont comme empêchées par les délais et par les débats. Le temps est une valeur démocratique par excellence. Nos enfants ont besoin de temps pour s'épanouir et devenir des adultes. Nos sociétés ont besoin de temps pour réfléchir et se projeter. Au début de la crise grecque, le premier communiqué du premier Conseil européen sur la Grèce en mai 2009 avait mentionné que la crise grecque serait résolue en septembre 2009. En dehors d'endormir les électeurs à la veille des vacances d'été 2009, à quoi pouvait bien correspondre ce texte ? La crise qui secoue le continent européen est une crise du temps démocratique. Prenons le temps de faire des constats exacts et de construire avec les élus et leurs électeurs la remise en ordre de l'économie européenne. Les chantiers sont nombreux : une économie qui intègre les contraintes environnementales, préparer l'avenir en investissant massivement sur les jeunes, les chercheurs, les créateurs. Au lieu de cela que voyons-nous ? Une gigantesque braderie des biens européens: les Chinois achètent les ports, les Américains autres choses et les pays du Golfe tout et n'importe quoi . Pourquoi ? Parce qu'il faut rembourser bien fait, vite fait. Donc deux solutions expédientes : des privatisations qui cassent les prix; et des baisses des dépenses au préjudice de populations fragiles (les retraités et les jeunes). Voilà, je pourrais continuer, mais mon sentiment c'est que le populisme ne pose pas les bonnes questions et n'apportent pas les bonnes réponses. Le populisme n'est que la projection caricaturale de la pensée magique en politique : des solutions simples à des problèmes compliqués qui demandent du temps pour être analysés et traités. Mais cela, une société qui fait de la politique spectacle en visant le 20 heures ne peut pas l'entendre.

Ce weekend le vice-chancelier allemand a affirmé qu'il n'était "pas question de payer pour les promesses d'un gouvernement à moitié communiste". Son avis ne change pourtant rien au fait que Syriza ait été élu par le peuple grec. En quoi cette attitude illustre-t-elle une dérive dans la vision qu'ont les élites européennes de la démocratie ?

Christophe Bouillaud : Oui, bien sûr, le gouvernement grec actuel est clairement légitime du point de vue de la démocratie représentative. Personne ne le conteste d'ailleurs. La remarque du vice-chancelier est assez logique de la part d'un social-démocrate allemand, dont les ancêtres politiques fusillaient les spartakistes allemands en 1919, et qui n'a pas voulu de coalition au niveau national avec die Linke, les alliés allemands de Syriza. Un socialdémocrate allemand classique déteste tout ce qui se situe à sa gauche, même si Syriza n'est pas du tout communiste au sens grec du terme, puisque le KKE, les communistes grecs, sont dans l'opposition au gouvernement actuel, et même si le programme de Syriza est loin d'être révolutionnaire. Les promesses du "gouvernement à moitié communiste" sont en fait réduites à l'heure actuelle au simple bon sens si on veut relancer un peu l'économie grecque : ne pas augmenter encore la TVA, et ne pas réduire encore les retraites. C'est un peu le minimum si on veut relancer la consommation en Grèce – ou alors est-ce qu'on miserait sur une consommation zéro en Grèce pour avoir une balance des paiements surexcédentaire ? Plus sérieusement, cette déclaration du vice-chancelier allemand se comprend surtout comme un rappel vis-à-vis de l'opinion publique allemande : le SPD n'est pas pour solliciter le contribuable allemand pour soutenir des "étrangers", en l'occurrence les Grecs, et en plus des gens ayant élu un gouvernement communiste ou peu s'en faut. La concurrence avec la droite d'A. Merkel joue pleinement ici, en dépit même du fait qu'en Allemagne aussi les gens informés savent que ce ne sont pas les Grecs qu'il fallait sauver en 2010, mais les banques allemandes. Cependant un vice-chancelier allemand se doit de rejeter toute la faute sur ces non-électeurs que sont pour lui les Grecs.

Gérard Bossuat : Les paroles du vice chancelier allemand trahissent la tension, les rancœurs, les déceptions réciproques nées d'une situation bloquée. Si Syriza a été démocratiquement conduit au pouvoir par les électeurs grecs, on ne peut pas pour autant faire fi des engagements internationaux du pays qui l'engagent au-delà d'une élection sauf à quitter l'UE et à renier les traités qu'elle a signés. Il reste aux élites européennes, incarnées improprement par le vice chancelier allemand, à négocier au plus fin avec un partenaire grec déterminé lui aussi.

On ne peut pas dire non plus que les "élites européennes", dans ce cas de figure, méprisent la démocratie. Le vote grec n'engage que les Grecs, pas les autres Européens. Le résultat du vote grec, pas plus que les autres votes, ne s'impose aux pays membres de l'UE. Il est une position de négociation pour le gouvernement grec. Il donne une indication précise sur les aspirations des Grecs. Il est sans doute vrai aussi que la Grèce compte moins dans l'Union que d'autres pays et qu'elle ne peut pas, par son propre poids, imposer ses solutions. La sagesse des autres partenaires serait néanmoins de ménager la Grèce pour ne pas faire plus de mal encore au projet d'unité européenne dont tous les peuples ont besoin alors que les menaces extérieures grondent.

La question est donc maintenant de savoir si le cas grec est isolé ou non. Podemos en Espagne semble se développer, les populismes se répandent en Italie, en France, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque. Quelle réponse apporter à l'inquiétude des peuples qui ne soit pas celle du repli et de la méfiance ? Comment insuffler de la confiance aux peuples d'Europe pour tuer les réponses démagogiques des populismes ? Il reste aux élites européennes à entendre la voix des peuples, car nous pensons que l'enthousiasme pour l'idée européenne ne peut pas remplacer la solidarité économique et sociale assise sur un grand projet de développement alternatif créateur de bien-être.

Denis Tillinac : Syriza a été élu souverainement, c'est un fait et donc un symptôme de ce rejet des institutions européennes. Maintenant il faut que les Grecs soient cohérents et quittent l'Europe, je pense qu'ils auraient plus de dignité à le faire, que chaque Grec mette la main à la poche pour rembourser. Selon moi ils ne peuvent mener ce chantage en mettant en avant leur dignité tout en tendant leur sébile, en racontant quelque chose à Bruxelles le matin, et quelque chose à leur peuple par démagogie le soir. Cela ne va pas, ce n'est pas convenable. Je ne vois donc pas pourquoi les Allemands auraient envie de payer éternellement, la population a assez de problèmes pour envisager son avenir à moyen-terme, je comprends qu'ils trouvent que ça suffit. Reste que le vrai problème demeure la pertinence des institutions. Après, je suis convaincu qu'un vrai débat va s'ouvrir avec le référendum en Grande-Bretagne. Si les Britanniques décident de quitter l'UE, cela entraînera une logique en cascade, et nous serons bien obligés de réduire l'UE à des choses de bon sens, comme les conglomerats industriels européens (Airbus, Concorde etc), l'harmonisation de la fiscalité et du droit social etc. Des choses pour lesquelles nous n'avons pas besoin de la Commission. Grosso-modo l'Europe se situe là où il y avait des monastères catholiques, l'UE ne veut même pas inscrire ça dans les textes, donc l'idée n'a pas vraiment de consistance.

En élisant Syriza, le peuple grec a voulu envoyer un message fort aux élites européennes et reprendre en main les rennes du pays. L'attitude de ces élites montre bien que le message n'a pas été reçu. Quelles conséquences sur l'Europe peuvent avoir ce cercle vicieux ?

Christophe Bouillaud : Plutôt graves. Soit finalement le scénario d'A. Leparmentier ou des Gracques se réalise : d'une façon ou d'une autre, les autres gouvernements européens se débarrassent du gouvernement actuel et mettent à sa place un gouvernement chargé d'appliquer ce qu'ils veulent : "la Grèce paiera", comme disait Poincaré dans les années 1920 à propos des réparations allemandes, on sait où ce genre d'humiliations mènent un pays ; dans ce cas-là, cela montrera d'abord que, dans un petit Etat débiteur, les élections sont devenues en réalité inutiles, et que la démocratie comme possibilité de choix y est suspendue sine die. Cela va faire réfléchir beaucoup de monde sur sa stratégie politique, et cela renforcera les partisans d'une sortie de l'Euro, voire d'une voie violente face à l'UE. Soit, à l'inverse, le gouvernement Syriza-Anel décide de ne pas céder parce que sa base politique ne le veut pas, et cela entraîne dans quelques semaines ou mois la Grèce en dehors de la zone Euro, et, là, c'est tout le projet européen qui commence à s'écrouler. La discussion sur cette sortie de la Grèce de la zone Euro fera

ressortir trop de choses, elle donnera lieu à trop de retours sur le passé. Il faut dire que le défaut grec laisserait une addition salée aux contribuables français, allemands, italiens, etc., et là, les gouvernements auront du mal à rejeter toute la faute sur les Grecs. Et ce n'est pas en saisissant les avions d'Olympic Airways, que l'on va se rembourser... Il faut donc espérer qu'au dernier moment les autres Européens laisseront une chance au gouvernement Syriza-ANEL de redresser la Grèce à son idée. Il est d'ailleurs probable que cette issue heureuse soit due aux pressions américaines, car les Etats-Unis ont besoin d'une Grèce stable face à un Moyen-Orient en pleine déstabilisation. Mais là encore cela sera de la realpolitik, et pas de la solidarité occidentale...

Denis Tillinac : Il faut d'abord dire que le message de Syriza était ambigu, il affirmait le rejet de la politique d'austérité sous peine de ne pas rembourser la dette tout en demandant quand toujours des subventions de la BCE et du FMI. C'est donc contradictoire. Pour le moment la seule conséquence sera la sortie de la Grèce de la zone euro, puis rien. On aura des Unes alarmistes des médias pendant trois jours puis ils passeront à autre chose car rien ne se passera.

Aujourd'hui quelles solutions peut-on imaginer pour sortir de cette défiance entre les tenants du pouvoir européen et les gouvernements populistes issus des suffrages nationaux ?

Christophe Bouillaud : A ce stade, les solutions ne sont pas évidentes. Déjà, les tenants du pouvoir européen devraient laisser jouer le principe de subsidiarité en permettant aux éventuels gouvernements populistes de suivre leurs idées. Un gouvernement populiste est d'abord un gouvernement qui amène de la nouveauté, et c'est rarement par hasard que ces gouvernements l'emportent. La victoire de Syriza en 2015 vient après une courte défaite en 2012. Elle n'aurait pas eu lieu si la Grèce s'était redressée vraiment entre les deux élections. La démocratie représentative reste la meilleure façon de signaler que les choses ne vont pas dans un pays. Il faut laisser ce mécanisme fonctionner à plein. Par ailleurs, il faut absolument favoriser la relance dans toute l'Union européenne, en allant sans doute au-delà de l'instrument monétaire. Enfin, il faut en revenir à la lettre et à l'esprit des Traités : l'Union européenne doit favoriser le progrès social et humain de tous ses citoyens, y compris de ceux des Etats périphériques. Bien sûr, toutes ces idées sont à ce stade des vœux pieux, mais je vois mal comment l'UE pourra survivre à terme sans reconquérir les esprits et les cœurs de ses habitants.

Gérard Bossuat : Il n'y a pas d'entente possible sur ces bases. Les populismes nient l'intérêt d'avoir une unité européenne. Leur programme est irréalisable. Néanmoins ces manifestations de colère populaire doivent être prises en considération. L'Union européenne, les "élites européennes" démocratiquement élues ont la responsabilité d'abandonner la langue de bois des institutions européennes, de s'entendre sur un projet de développement respectant les nouvelles aspirations à une économie alternative, verte, durable, respectueuse de l'environnement, et sur un projet social révolutionnaire au service de la formation des hommes et des femmes de l'espace européen, en faveur de la réduction des inégalités, capable aussi de contribuer à la sécurité des relations internationales. La COP 21 de Paris leur donne l'opportunité d'offrir aux Européens de l'Union un objectif politique qui ira au-delà de l'équilibre budgétaire de l'Union. Ça s'appelle aussi apporter un supplément d'âme.

Denis Tillinac : Pour le moment, bien que les populistes gagnent du terrain en Europe, ils ne sont pas encore au pouvoir, à part en Grèce. La solution serait une remise à plat du sens et de la mission des institutions européennes. On n'y échappera pas de toute façon. Cela pourrait être lancé par les résultats du référendum britannique de l'an prochain, et amplifié par les désordres consécutifs aux flux migratoires qui iront en s'amplifiant. atlantico.fr 19.06

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. On vous en supplie : Sauvez l'UE !

- Appel de 50 personnalités à Hollande pour que la France soit "aux côtés du peuple grec" - AFP

Cinquante personnalités politiques et du monde associatif, dont Pierre Laurent (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PG), Eva Joly (EELV) et des parlementaires socialistes lancent un "appel au président de la République" pour qu'il prenne "une initiative politique de nature à débloquer les négociations entre l'Eurogroupe et les autorités grecques".

"La crise grecque s'exacerbe de façon alarmante. Chaque jour qui passe peut, soit nous rapprocher d'un accord utile à toute l'Europe, soit d'une rupture dont personne ne peut prévoir les conséquences. L'intransigeance des principaux dirigeants européens peut nous conduire alors au bord de l'abîme. Il est aussi vital que pressant de sortir de ce piège. Le moment est crucial", écrivent ces personnalités dans Libération vendredi.

Une délégation de ces signataires sera reçue à l'Élysée lundi à 18H, a affirmé à l'AFP le PCF. AFP 19.06

Ne vient-il pas d'utiliser le 49.3 pour imposer la même politique que celle de la troïka en Grèce ? Ils légitiment Hollande et son gouvernement, cautionnent sa politique au passage.

En complément. En famille.

- Environnement: "Habemus Papam ecologicum", EELV salue l'encyclique du pape - AFP

Le temps libre est un "dogme" ou vivre pour travailler.

- Taubira "rêve" des 32 heures, Valls appelle à "sortir des dogmes" - AFP

Manuel Valls a appelé vendredi le gouvernement à être « pragmatique » et à « sortir des dogmes » après les déclarations de la garde des Sceaux Christiane Taubira, qui a dit rêver « d'un monde où on peut travailler 32 heures ».

Interrogée par RMC et BFMTV à propos du travail dominical, Christiane Taubira a notamment répondu : « je rêve d'un monde où on ne travaille pas le dimanche, où le samedi et le dimanche on ne travaille pas. Je rêve d'un monde où on peut travailler 32 heures ».

"J'estime que l'idéal, c'est que les gens puissent travailler 32 heures dans une semaine. Pour avoir du temps pour se consacrer aux autres dans des associations. Pour avoir le temps d'aller au musée, pour avoir le temps quand c'est possible d'aller sur la plage, de déambuler, de marcher, de parler à ses voisins, d'aller en librairie, au cinéma, au théâtre, etc. Voilà la société dont on peut rêver", a développé la Garde des Sceaux.

Interrogé sur cette déclaration lors de sa visite du salon aéronautique du Bourget, Manuel Valls a répondu: "vous savez, aujourd'hui, il y a un temps de travail qui existe. Il y a les 35 heures mais le temps effectif est de 39 heures. Les Français, ce qu'ils veulent aujourd'hui, c'est du boulot".

"Le travail, c'est une valeur. Le mérite, c'est une valeur. Et l'engagement que les Français attendent aujourd'hui pour leurs enfants et leurs petits-enfants, c'est une bonne formation pour avoir demain un bon travail. Soyons pragmatiques, sortons des dogmes, engageons nous pour la croissance et le travail pour notre pays. C'est mon action", a poursuivi le Premier ministre. AFP 19.06

Escalade. Propagande et déstabilisation de la Russie.

Les médias français en pointe.

- L'économie russe est « au milieu de la tempête », selon Alexeï Koudrine - LeMonde.fr

L'ancien ministre russe des finances plaide pour une élection présidentielle anticipée dans son pays et regrette le climat de défiance avec les Occidentaux. LeMonde.fr 19.06

- Forum économique de St-Petersbourg : plus de politique que de business Libération.fr - Liberation.fr

Touchée par les sanctions, la Russie veut montrer qu'elle s'en sort et qu'elle a des amis dans le monde. Liberation.fr 19.06

De la polémique à la menace, des sanctions à l'affrontement.

- Saisie d'avoirs russes: "Nous allons défendre nos intérêts", dit Poutine AFP

La Russie "va défendre ses intérêts" face à la saisie d'avoirs russes en France et en Belgique, a déclaré vendredi le président, Vladimir Poutine, lors d'une rencontre avec des journalistes étrangers en marge du Forum économique de Saint-Petersbourg.

"Nous allons défendre nos intérêts par voie de justice. Notre position est claire: la Russie ne reconnaît pas l'autorité de ce tribunal", a poursuivi M. Poutine en faisant allusion à la Cour d'arbitrage de La Haye, qui a condamné Moscou en 2014 à verser une indemnité de 50 milliards de dollars (37 milliards d'euros) aux actionnaires de la compagnie pétrolière loukos de l'oligarque et opposant au Kremlin Mikhaïl Khodorkovski.

Des actifs de l'Etat russe en France et en Belgique ont été gelés à la demande des ex-actionnaires de loukos dans le cadre d'une procédure de compensation de son démantèlement contesté. La Cour avait condamné l'Etat russe pour avoir orchestré le démantèlement de loukos, ancien numéro un du pétrole en Russie, pour des raisons politiques

"Les lois françaises et belges nous permettent de geler les actifs qu'on peut identifier comme appartenant à la Fédération de Russie", a déclaré à l'AFP Tim Osborne, directeur exécutif de la GML, la holding représentant l'ancien actionnaire majoritaire

de loukos.

Au total, en France, des comptes dans une quarantaine de banques ont été gelés ainsi que "huit ou neuf immeubles", a-t-il affirmé, précisant qu'il s'agissait d'"actifs gouvernementaux et non diplomatiques".

"Des procédures sont également déjà en cours en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et d'autres vont suivre dans d'autres pays", a poursuivi Tim Osborne.

En Belgique, parmi les comptes russes gelés figurent notamment ceux de l'ambassade de Russie et des représentations permanentes de la Russie auprès de l'UE et de l'Otan à Bruxelles, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

La Russie a menacé vendredi de représailles tout pays qui oserait toucher à ses avoirs à l'étranger: "ceux qui s'aventureraient à faire ça doivent comprendre qu'il y aura des mesures de rétorsion", a prévenu vendredi le vice-ministre des Affaires étrangères, Vassili Nebenzia.

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a souligné que Moscou prendrait des mesures équivalentes à celles appliquées dans les pays occidentaux, estimant qu'il s'agissait là de "la seule façon (pour Moscou) d'agir sur la scène internationale". AFP 19.06

La menace militaire.

- L'OTAN menace, encore, la Russie - french.irib.ir

"Cette Alliance a déployé le plus grand nombre de forces, depuis la fin de la guerre froide, pour faire face au maximalisme de la Russie", a annoncé Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN.

«L'OTAN est confrontée à un nouveau climat sécuritaire, dû à la violence, aux troubles et à l'instabilité, en Irak, en Syrie et en Afrique du Nord. D'autres facteurs, comme l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée, par la Russie, et l'instabilité, en Ukraine, sont impliqués dans la formation de ce nouveau climat, ce qui a amené l'OTAN à réagir. Cette Alliance renforcera sa défense collective, au niveau le plus élevé, depuis la fin de la guerre froide», a affirmé Jens Stoltenberg, en Pologne, où il assistait aux premières manœuvres des forces de réaction rapide de l'OTAN, en se félicitant de l'efficacité de ces forces.

Environ, 2.100 militaires, venus de la Belgique, de la République tchèque, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Lituanie, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Pologne et des Etats-Unis, participent à ces exercices.

Ces exercices devront mettre à l'épreuve le fonctionnement des forces de réaction rapide de l'OTAN. Cette force a été créée, en septembre 2014, pour les dirigeants de cette Alliance.

«Si l'OTAN représente une menace, pour la Russie, Moscou lui donnera une réponse cinglante», a affirmé Vladimir Poutine, le Président russe, en réaction aux agissements militaires de l'OTAN, en Europe de l'Est, et à proximité des frontières occidentales de la Russie.

«Si un pays représente une menace, pour le territoire russe, nous devons envoyer nos forces armées vers les lieux qui sont menacés et y utiliser notre nouvelle force d'offensive. En cas de menace, par les pays voisins, la Russie devra donner une réponse appropriée et appliquer sa politique défensive, de manière à neutraliser les menaces», a affirmé Poutine.

Les déclarations de Poutine sont intervenues, après que le "New York Times" eut fait part, samedi, du déploiement d'équipements militaires et de plus de 5.000 militaires américains, dans les pays baltes.

"Le département américain à la Défense a l'intention de déployer et de stocker des armes, en Europe de l'Est, et dans la région de la mer Baltique, dans le cadre de mesures de dissuasion, face à l'agressivité de la Russie", a écrit ce quotidien.

"En cas de l'adoption de ce plan, ce sera, pour la première fois, depuis la guerre froide, que les Etats-Unis déploient, massivement, en Europe de l'Est, chez les nouveaux membres de l'OTAN, qui, par le passé, étaient sous la domination de l'ex-URSSS", a poursuivi le "New York Times", citant les autorités américaines et des pays alliés de Washington.

Le ministère russe de la Défense a qualifié cette démarche, d'acte le plus hostile des Etats-Unis, depuis la fin de la guerre froide. Et ce, alors que le président russe a espéré qu'avec la mise en œuvre du plan de développement des forces armées russes, l'armée de ce pays sera équipée, à 70%, d'armes sophistiquées, dans les 5 prochaines années. french.irib.ir 19.06

Voilà qui devrait les exaspérer un peu plus.

- Moscou et Athènes signent une note d'entente gazière - french.irib.ir

Le ministre de l'Énergie grec, Panagiotis Lafazanis, et son homologue russe, Alexandre Novak, ont signé vendredi 19 juin un accord qui prévoit la construction d'un gazoduc russe en Grèce entre 2016 et 2019.

Après des mois de discussion, Athènes et Moscou ont signé vendredi 19 juin, à Saint-Pétersbourg, un accord sur la construction d'un gazoduc russe en Grèce. Ce gazoduc prévu entre la Russie et la Grèce, est destiné à contourner l'Ukraine, pour l'acheminement du gaz vers l'Europe.

Pour le ministre grec de l'Énergie, Panagiotis Lafazanis, il s'agit d'un chantier de deux milliards de dollars, avec de nombreux emplois à la clef. Mais ce projet, conclu au lendemain de l'impasse des négociations du gouvernement grec avec ses créanciers, constitue un double camouflet pour les Occidentaux qui s'inquiètent d'une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro. french.irib.ir 19.06

En complément. La stratégie mondiale du chaos.

- Un sociologue grec juge son pays "inapte à la survie" hors de l'euro - Le Huffington Post

- Une commission parle de 60 prisonniers politiques à Cuba - Reuters

- Hausse de 81% du nombre de tués dans le monde dans des attentats en 2014 - 20minutes.fr

- Le massacre de chiens qui révolte le Web - LeMonde.fr

- Des enfants violés, châtrés, jetés dans des flammes au Soudan du Sud - AFP

- Kristian Thulesen Dahl le populiste, vrai vainqueur des législatives danoises - Libération.fr

ACTUALITE EN TITRES

Antisocial.

- Insee : accélération de la croissance, sans baisse du chômage - Public Sénat

C'est conforme au dogme néolibéral américain en somme.

- Toulouse : la fin de la cantine gratuite provoque la polémique - Francetv info

La décision de la mairie, confrontée aux baisses de dotations de l'État, choque les parents d'élèves. Francetv info 19.06

Coup de force des féministes !

- Fleury-Mérogis: Une femme aux commandes de la plus grande prison d'Europe - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1 - Fin des négociations de paix du Yémen à Genève - french.irib.ir

Le Ministre des Droits de l'Homme yéménite a annoncé que les négociations de paix entre les deux délégations de Riyad et de Sanaa avaient pris fin à Genève.

Ces négociations n'ont pas abouti à aucun accord, ajoute la même source. La délégation de Sanaa n'a pas accepté le texte de l'accord rédigé par l'ONU, car ce texte reposait sur la résolution 2216 du Conseil de sécurité. « Au départ, on nous a donné le texte de l'accord final et nous attendions qu'on en discute. Mais d'un coup, on nous a donné un autre texte avec un autre teneur qui élaborait des conditions différentes », a déclaré à la chaîne Al-Mayadeen, Adel Shodja', membre de la délégation de Sanaa qui inclut les partis yéménites dont Ansarallah. «

Ce texte en sept articles était rédigé de sorte à légitimer l'Arabie saoudite au Yémen ; en outre, les délégations européennes nous menaçaient, en avertissant que nous devrions, soit, accepter cet accord, soit en attendre les conséquences », précise ce membre de la délégation de Sanaa. « Ils veulent que l'armée et les forces populaires se retirent des villes, alors que les bombardements se poursuivent toujours ; demain dès que nous aurons repris nos passeports, nous quitterons Genève », a ajouté ce négociateur yéménite. french.irib.ir 19.06

2- Yémen: deux nouvelles bases militaires saoudiennes tombent - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont attaqué deux bases militaires de l'Arabie saoudite, sur les frontières communes.

Selon la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, l'armée et les forces populaires ont lancé une attaque contre la base militaire d'Al-Mabkhara, dans la région d'Al-Taval, à Jizan, au Sud de l'Arabie.

De même, les forces populaires yéménites ont visé, par missiles, les positions d'artillerie saoudiennes, dans la région de Saala, toujours, à Jizan. La même source a fait état, jeudi soir, d'une frappe des chasseurs saoudiens contre la région de Razeh, dans la province de Saada, au Nord du Yémen. Au cours de leurs raids, les chasseurs de l'ennemi ont bombardé une maison, dans le quartier de Bani Moein.

Les avions de combats saoudiens ont, aussi, largué des bombes à fragmentation, dans la région d'Al-Marzaq, au Nord-Ouest du Yémen.

Par ailleurs, les sources yéménites ont rapporté que les chasseurs saoudiens ont marqué le premier jour du mois de Ramadan par une nouvelle tuerie, au Yémen, en visant, à Lahejau, au Sud du pays, les bus transportant des familles déplacées. Pas moins de 23 personnes ont trouvé la mort. french.irib.ir 19.06

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juin 2015

CAUSERIE

Heureusement que tous les partis dit de gauche et d'extrême gauche, des organisations, associations, syndicalistes, etc. s'étaient mobilisés en soutien au peuple grec, quelle honte, quelle image épouvantable du mouvement ouvrier, à croire qu'ils ne sont même plus capables de mobiliser leurs propres troupes.

Après cela qu'on ne vienne pas nous opposer leur légitimité comme argument à nos critiques, trop facile, démagogique, un peu de sérieux.

On connaît depuis longtemps la méthode qui consiste à lancer un mot d'ordre ou un appel en direction des travailleurs, qui ensuite ne feront pas l'objet d'une mobilisation de leurs instances et militants, pour finalement constater que la participation avait été faible et renvoyant la faute sur les travailleurs. Leur objectif consiste à faire croire que de leur côté ils avaient fait leur boulot alors qu'il n'en est rien, et accuser sous la forme de sous-entendus dégueulasses les travailleurs d'être responsable de leur échec. Cela vaut principalement pour le Front de gauche et les syndicats.

Les partis à l'initiative de cet appel avaient fait en sorte de lier le sort du peuple grec à celui de l'UE, ce qui pour nous était totalement inacceptable évidemment, autrement dit il consistait à interdire toute issue indépendante à la crise grecque du capitalisme et ses institutions sur la base uniquement des besoins des travailleurs grecs qui exige la rupture avec l'UE et l'euro, la troïka, la liquidation de la Constitution et des institutions nationales grecques.

Le système capitaliste est devenu mafieux au début des années 70. Depuis il n'a cessé de perfectionner les instruments financiers

lui permettant de vampiriser l'économie productive ou profit de l'économie financière et spéculative au moyen de la dérégularisation de la finance, et en recourant à des pratiques occultes ou illégales en toute impunité puisqu'étant à la fois juge et partie, aucun banquier n'a été condamné ou ne croupit en prison, afin de soumettre les Etats à la dictature de l'oligarchie financière par le biais de la dette et renforcer le pouvoir politique des oligarques anglo-saxons qui contrôlent l'ensemble des institutions financières internationales.

Et ce sont les représentants de ce système économique mafieux qui sont aux commandes, qui prétendent donner des leçons d'économie, de démocratie et de morale à tous les peuples qu'ils maintiennent sous leur domination en leur imposant une régression sociale sans fin et la guerre.

La meilleure, c'est que les uns et les autres n'osent pas rompre avec eux, car ils n'ont jamais envisagé de les affronter, du coup ils sont prêts à accepter n'importe quel compromis avec les représentants de la classe dominante pour assurer la survie de ce système économique mafieux. Le double langage et jeu habituels. Ils partagent en chœur leur constat tout en prétendant rejeter leurs arguments, en emballant le tout si bien que les ignorants ou les naïfs (et ceux qui y ont un intérêt personnel) qui prennent leurs discours au premier degré sans se poser de questions, n'en arrivent pas à se demander si la seule solution ne consisterait pas à envisager sérieusement de passer à un autre modèle de société, à rompre carrément avec le capitalisme.

Ce que se permettent de faire les dirigeants de l'oligarchie financière, faire tourner la planche à billets à plein régime et inonder le marché de monnaie, assurer à crédit la survie de leur système à l'agonie au moyen de la dette, etc. indépendamment des conséquences économiques ou sociales que leurs pratiques engendrent et qui pèseront uniquement sur le sort des exploités, hypothéquant leur avenir ou les vouant à la déchéance, peu importe, et bien voyez-vous, il serait inconcevable, indécent, interdit d'envisager de les imiter pour satisfaire les besoins et les aspirations des travailleurs tout en expropriant les capitalistes et liquidant ses institutions une fois qu'ils se seraient emparés du pouvoir politique, non, ils dénie au prolétariat le droit de briser le carcan que représente ce système économique mafieux et guerrier, d'accéder au pouvoir ou d'imposer leur dictature au capital, en attendant qu'il disparaisse de la surface de la terre, puisque c'est seulement à l'échelle mondiale que l'humanité pourra conquérir sa liberté ou en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme parvenu à son terme.

En résumé, ce qu'ils autorisent aux capitalistes, ils le refusent aux travailleurs, pour eux le système capitaliste est indépassable, il n'existe rien au-delà. Dès lors qui représentent-ils, le capitalisme ou le socialisme ? Posez la question, c'est y répondre.

[Grèce. La démocratie exige aucun compromis avec la troïka : qu'elle paie la dette de ses parrains les banquiers !](#)

- Manifestations à Berlin, Rome et Paris pour les migrants et la Grèce - AFP

- Des milliers de manifestants en soutien au peuple grec et aux migrants - LeFigaro.fr

- Plusieurs milliers de manifestants en Allemagne, en France et en Italie pour les migrants en Europe et la Grèce - latribune.fr

- A Paris, plusieurs centaines de manifestants défilent contre les « diktats » européens en Grèce - Le Monde.fr

« Dehors la Troïka ». Derrière le panneau fièrement brandi par un homme au visage masqué, ils sont quelques centaines à avoir répondu à l'appel « contre l'austérité et l'injustice sociale » en Grèce, samedi 20 juin, place Stalingrad, dans le 19e arrondissement de Paris.

Quelques drapeaux grecs flottaient, noyés au milieu des fanions des divers partis de gauche français (Parti communiste, Parti ouvrier indépendant, Nouveau Parti anticapitaliste, Parti de gauche...) venus lancer une semaine de mobilisation européenne de solidarité avec la Grèce. Rome, Berlin, Athènes, Londres, Madrid, Bruxelles... Du 20 au 27 juin, différentes capitales européennes accueilleront des manifestations de soutien au peuple grec, « pour une Europe de la dignité et de la solidarité et contre une Europe de profit, une Europe forteresse ». Samedi, ils étaient quelque 3 700 à Berlin, selon la police — 10 000 selon les organisateurs, et un millier à Rome.

« L'augmentation de la TVA, la baisse des retraites demandée par les créanciers sont des mesures inacceptables, fustige Vangelis Goulas, responsable national de Syriza France, quelques minutes avant le départ du cortège en direction de la place de la République.

« Insoutenable », « injuste », « insupportable ». Dans le cortège, nombreux sont ceux qui réclament un effacement de la dette grecque, seul moyen pour le pays de s'en sortir dignement, selon eux. lemonde.fr 20.06

Le conseil national (le "parlement") du Parti socialiste (PS) a lancé "à l'unanimité" un "appel solennel" au Fonds monétaire international (FMI) pour qu'il "cesse d'entraver tout compromis possible" avec la Grèce, au bord du défaut de paiement. "A l'unanimité, nous lançons un appel solennel, d'abord au FMI, pour qu'il cesse d'entraver tout compromis possible. Ensuite à

l'ensemble des parties prenantes pour que lundi soir, il y ait le compromis nécessaire pour que la Grèce reste dans l'Europe", a indiqué le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. [latribune.fr](#) 20.06

En Italie.

A Rome, malgré la pluie, près d'un millier de manifestants se sont rassemblés devant le Colisée en faveur des réfugiés, sous le mot d'ordre "Stop au massacre maintenant", selon un autre photographe de l'AFP. Là encore, certains participants exprimaient leur solidarité avec la Grèce. [AFP](#) 20.06

En Grande-Bretagne.

- Plusieurs milliers de Britanniques manifestent contre l'austérité - [LeFigaro.fr](#)

- Plusieurs milliers de personnes défilent contre l'austérité à Londres - [euronews.com](#)

Plusieurs rassemblements se sont tenus samedi à Londres, Glasgow et d'autres villes de Grande-Bretagne (à l'appel d'une quarantaine d'organisations - [french.tribune.fr](#)) contre les coupes budgétaires et la baisse des aides sociales prévues par le gouvernement Cameron.

Des dizaines de milliers de personnes - jusqu'à 250 000 selon les organisateurs - ont manifesté samedi après-midi à Londres contre l'austérité. Les manifestants se sont rassemblés devant la Banque d'Angleterre pour défiler jusqu'au Parlement de Westminster, en passant devant Downing Street. C'était l'une des plus importantes manifestations dans la capitale britannique depuis plusieurs années.

Les manifestants ont défilé pacifiquement entre la banque d'Angleterre, au cœur de la City, et le Parlement de Westminster. "L'austérité tue", "Stop aux coupes dans les dépenses publiques", "Dehors les Tories", pouvait-on lire notamment sur les banderoles.

«Nous sommes un pays riche, le 6e au monde. Or le gouvernement veut nous appauvrir avec un programme d'austérité deux fois plus sévère que ce qui nous a déjà été imposé depuis cinq ans, dénonce Neil Sheehan, responsable du syndicat Unite dans le nord-ouest du pays. Et ils ne s'en prennent pas aux banquiers mais aux gens ordinaires.»

Infirmières et médecins du National Health Service pour la défense du budget de la santé, enseignants, agents de la National Gallery en grève contre la privatisation du service d'accueil, avocats mobilisés pour la défense de l'aide judiciaire, étudiants, retraités ont rejoint le défilé. Des policiers en service applaudissent au passage d'un camion de pompiers mobilisés pour la défense des services de secours. Des handicapés en chaises roulantes se sont joints au cortège.

Venu de Glasgow, où avait lieu un rassemblement simultané, comme dans plusieurs autres villes du pays, Brian, assistant social de 39 ans, dénonce «la diabolisation des plus faibles qui ont besoin d'aides sociales pour vivre». «Des handicapés meurent parce qu'on les prive de leurs indemnités, il y a de plus en plus de SDF dans les rues», s'indigne-t-il. Professeur d'université à la retraite originaire de Brighton, Katrina Miller peste contre «une attaque vicieuse contre les Britanniques de ce gouvernement tory qui livre une guerre de classe pour imposer un projet néo-libéral». [Figaro.fr](#) et [euronews.com](#) 20.06

Commentaire d'internaute

1- "Les politiques d'austérité de la Droite et des socialistes pèsent essentiellement sur les plus modestes. Les riches continuent à s'enrichir. Et on s'étonne que ça dérape ? Ce qui est étonnant c'est au contraire la léthargie de la majorité d'une population anesthésiée par le dogme néo-libéral. Les Grecs et les Espagnols commencent à réagir. Ils ont raison."

2- "Toutes les études le montrent: de plus en plus de pauvres.

Beaucoup de travailleurs pauvres.

33 % des foyers n'atteignent pas les critères de vie jugés minimum: manger, s'habiller ou chauffer son domicile...

A qui profite la croissance (à crédit) de la GB ?

Depuis la crise 2008, en GB et dans le monde, rien a changé: les inégalités augmentent dans la dualité capital / travail."

En complément.

- Le FMI "formait" des journalistes Grecs pour présenter le Fonds "sous un jour favorable" - [okeanews.fr](#)

L'ancien représentant de la Grèce au FMI, Panagiotis Roumeliotis, a révélé lors de son audition au comité de la dette, que

des journalistes grecs ont assisté à des séminaires financés par le FMI et étaient invités à présenter le FMI sous un jour favorable. Le directeur du département Communication du FMI Gerry Rice l'a démenti dans une lettre. okeanews.fr 19.06

ACTUALITE EN TITRES

[PS. Ravalement de façade. Toujours plus droitier.](#)

- Cambadélis compose une direction au poil pour Hollande et Valls - Liberation.fr

- A ce stade, le PS n'a de solide que sa façade. Liberation.fr 20.06

[Même qu'ils en redemandent...](#)

- Les Français favorables au prélèvement de l'impôt à la source - Reuters

... et encore...

- La Patrouille de France, star tricolore du Bourget - AFP

... et encore...

- Les recettes du ramadan enflamment la page Facebook de Marmiton - Rue89

Qu'est-ce qu'on en a à foutre !

Alors que les musulmans pratiquants sont une ultra minorité en France, ils s'emploient à faire en sorte que la population croie qu'ils seraient partout, omniprésents, afin qu'elle les rejettent, c'est le meilleur moyen d'alimenter le racisme.

C'est le même procédé auquel recourent les sionistes en instrumentalisant la population juive (encore plus minoritaire que les musulmans) qu'ils prétendent représenter, en faisant parler d'eux pour un oui ou un non, notamment au moyen de provocations ou en exigeant des droits qui selon eux seraient légitimes, droits supérieurs à ceux accorder au reste de la population, dans l'espoir qu'elle condamne ce favoritisme de façon à pouvoir la traiter par la suite d'antisémitisme.

[Impérial et esclavagiste](#)

- Charleston: manifestations contre le drapeau confédéré, le tueur avait un blog - AFP

[Leur monde hideux.](#)

- Autriche: un forcené tue trois personnes en fonçant en voiture dans la foule - Lexpress.fr

- Mexique : dix morts lors d'une fusillade près de Monterrey - AFP

- Attentat à la voiture piégée près d'une mosquée de Sanaa - Reuters

- Yémen: attentat et raids aériens au lendemain de l'échec des pourparlers de Genève - AFP

- Burundi : 11 policiers blessés dans des attaques à la grenade à Bujumbura - AFP

- Huit policiers tués par des Chabaab en Somalie - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Les autorités belges se dégonflent.

- Affaire loukos : la Belgique va débloquer les comptes des ambassades russes - LeMonde.fr

Ces comptes avaient été gelés en application d'une décision de justice, suscitant la colère de Vladimir Poutine.

Le ministre belge des affaires étrangères, Didier Reynders, a annoncé samedi 20 juin le « déblochage », partiel dans un premier temps, des comptes des ambassades russes en Belgique qui avaient été gelés en application d'une décision de justice, suscitant la colère de Vladimir Poutine.

« Une solution a été trouvée pour débloquer en priorité ces comptes-là, qui sont les comptes de fonctionnement des ambassades, et le reste va suivre », a affirmé le porte-parole, citant les mots du ministre devant la presse à sa descente d'avion à Wuhan (Chine).

Depuis 48 heures, Moscou émettait de vives protestations, menaçant les gouvernements français et belges d'appliquer des mesures identiques sur le territoire russe. « Nous allons défendre nos intérêts par voie de justice. Notre position est claire : la Russie ne reconnaît pas l'autorité de ce tribunal », avait déclaré vendredi le président russe Vladimir Poutine en allusion à la Cour de La Haye. lemonde.fr 20.06

Commentaire d'un internaute

- "Nouvel exemple de la propagande que l'AFP, seule source d'information sur l'international de la plupart des journaux, inflige aux Français sur la Russie. Le gel des avoirs russes n'a pas "suscité la colère" ni les "menaces" de Poutine qui a indiqué que la Russie allait contester en justice cette décision d'arbitrage illégale la Russie n'ayant pas ratifié Charte européenne de l'énergie et que les ex-actionnaires de loukos n'étaient pas à leur première tentative d'extorsion de fonds à la Russie."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Indonésie

- Al-Qaïda, produit de l'aventurisme des Etats-Unis, en Afghanistan - french.irib.ir

Un expert en droit international a accusé les médias de mutisme, face au soutien américano-saoudien à la participation du chef d'al-Qaïda, dans les négociations de paix, au Yémen. L'expert indonésien en droit international, Lari Grasmén, a déclaré que les médias américains, qui clamaient, jadis, le slogan "Nous ne négocions pas avec les terroristes", parlent, aujourd'hui, de la nécessité de dialoguer avec les terroristes.

Dans une interview avec Press TV, cet expert indonésien a évoqué la volonté du candidat à la présidentielle américaine, Ted Cruz, de changer la politique américaine et de négocier avec les terroristes. Au sujet d'un changement de la politique américaine, Grasmén a affirmé: "Apparemment, ce changement a fait son chemin, si bien que, la semaine dernière, l'un des dirigeants d'Al-Qaïda a pris part, sur ordre des autorités américaines, aux négociations de paix, pour le Yémen, à Genève, et personne n'avait le droit de le contester". Il a, par ailleurs, estimé qu'Al-Qaïda était le produit de l'aventurisme américain, en Afghanistan.

En accusant l'ONU de soutenir l'agression saoudienne, au Yémen, Grasmén s'est interrogé sur la présence du chef d'al-Qaïda, à Genève. "La question qui se pose est de savoir pourquoi les médias internationaux gardent, toujours, le mutisme, sur le soutien américano-saoudien à la présence du chef d'Al-Qaïda, dans les négociations de Genève? french.irib.ir 20.06

Yémen

- Des officiers israéliens tués au Yémen - french.irib.ir

Des sources américaines ont fait part de la mort des dizaines d'officiers israéliens et saoudiens, dans une base militaire de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne de télévision yéménite « Al-Massira », le site web du magazine américain « Veterans » a révélé qu'un missile « Scud » de longue portée avait touché la plus grande base aérienne saoudienne dans la province d'Assir, tuant une vingtaine d'officiers israéliens et plus de 60 officiers et soldats saoudiens dont « Mohammed al-Shalan, commandant de la Force aérienne

de l'Arabie saoudite. Ce magazine américain a fait allusion au déploiement d'officiers israéliens dans le but d'aider l'armée saoudienne à la base aérienne de Khaled Ben Abdelaziz, rapportant que les officiers du régime sioniste contribuaient à la planification d'attaques contre divers points du Yémen, en se servant des armes prohibées made in Israël. La crise au Yémen, a mis en relief plus que tout autre temps, l'union cachée Arabie/Israël connue sous le nom de « l'union funeste ».

Le 6 juin 2015, les forces de l'armée du Yémen, pour la première fois depuis le lancement de l'offensive barbare de l'Arabie saoudite contre le Yémen, ont largué un missile Scud sur la base aérienne de Khaled Ben Abdelaziz, dans la province d'Assir, à une profondeur de 150 kilomètres du territoire saoudien, considérée comme une région stratégique en Arabie saoudite. french.trib. ir 20.06

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h15.

On a ajouté 22 articles. On a rectifié des erreurs de date dans la présentation des articles dans la rubrique Articles d'actualité.

On a ajouté un article intéressant dans cette rubrique, *Georges Soros génial ! La corruption dans tous ses états, du grand art (18.06)*.

S'y trouve confirmer l'info que nous avions diffusée concernant la diaspora sioniste qui n'avait pas hésité à se servir de la Shoah pour s'enrichir sur le dos des millions de juifs que les nazis allaient exterminer, qui s'était allié avec Hitler en échange de la Palestine, sans parler des riches banquiers ou industriels qui allaient continuer de financer le régime nazi (via la BRI logée en Suisse) et de l'approvisionner en matières premières tout au long de la guerre, Soros ne sera pas en reste :

Arrêt sur Info - " George Soros, qui a maintenant 84 ans, est né en Hongrie, d'une famille juive, les Sorosz. Soros a avoué au cours d'une interview télévisée qu'il s'est fait passer pour un non-juif durant la guerre, grâce à des faux papiers, et a aidé le gouvernement Horthy à saisir les propriétés d'autres juifs hongrois qui étaient expédiés vers les camps de la mort nazis. Soros a déclaré au journaliste : « Cela ne veut rien dire de prétendre que je n'aurais pas dû être là, parce qu'en réalité, j'étais là. En fait, étrangement, c'est comme pour les marchés, si je n'étais pas là, bien sûr que je ne le ferais pas, mais quelqu'un d'autre le ferait à ma place. »

C'est le même genre de morale qui soutient les activités de Soros en Ukraine de nos jours. Il lui semble de peu d'importance que le gouvernement ukrainien, qu'il a aidé à accéder au pouvoir par un coup d'État soutenu par les États-Unis en février 2014, soit infesté de gens ouvertement antisémites et de néo-nazis autoproclamés de Svoboda et Pravy Sektor." Fin de l'extrait.

Comme quoi nous n'exagérons pas en affirmant que les sionistes étaient les pires antisémites qui soient, la pire menace pour les juifs. On était loin de compte encore.

Les mots nous manquent pour qualifier cette espèce de pourriture. Et dire que c'est ce genre de personnage qui condamne la terreur des Jacobins, les bolcheviks sanguinaires, les communistes assassins, etc. qui n'ont jamais oeuvré pour leur compte personnel mais voué leur vie à notre cause, je parle des véritables bolcheviks ou communistes et non des staliniens, maoïstes ou castristes qui ont commis un hold up sur la révolution ou confisqué la révolution au profit d'une caste parasitaire et corrompue, des anticommunistes en réalité...

Les sionistes et particulièrement les oligarques dépassent en monstrosité, en cruauté, tout ce que l'humanité a pu produire de barbarie depuis deux millénaires. On peut comprendre que certains pètent les plombs en l'apprenant et basculent de l'antisionisme à l'antisémitisme aveuglés par leur ignorance politique, car l'histoire ne s'arrête pas là, ce qui n'en est pas moins condamnable ou abjecte.

Et dire que ce sont eux qui détiennent dorénavant le pouvoir et que nos gouvernements s'y soumettent. Il y a de quoi s'inquiéter pour l'avenir si on ne parvient pas à les stopper et à les neutraliser, à leur confisquer leur pouvoir et à les éliminer s'ils résistent.

La causerie de ce matin figure après ce passage mis en ligne hier soir.

On a actualisé avec un peu d'avance la rubrique Articles d'actualité.

Vous le saviez ?

"Il y a un ou deux ans, les pro-russes se trouvaient isolés dans les dîners en ville. Aujourd'hui c'est inverse : presque personne, en dehors de quelques intellectuels ne prend plus parti pour les Etats-Unis dans les affaires de l'Ukraine." (voir l'article d'Atlantico.fr dans cette page)

A lire les médias et la presse ouvrière on n'aurait jamais pu le deviner, ce qui montre que cette dernière est vraiment en dessous de tout, elle est comme la " *classe politique française et européenne tellement tétanisée*"...

Une bonne nouvelle en somme, on se console comme on peut à défaut de mieux.

La causerie de demain est pratiquement prête. Aujourd'hui on s'est reposé et j'ai profité de la fin de l'après-midi pour bosser un peu. Ensuite on a écouté un concert de Scorpions en dînant.

J'ai trouvé un truc qui plaît bien à Selvi ou qui convient à nos problèmes de langage : Buster Keaton et le cinéma muet du début du XXe siècle !

Je télécharge des petits films de 20 minutes environ, et lorsque Selvi redescend de la terrasse sur les coups de 21h30, on regarde ensemble un Buster Beaton, Laurel et Hardy ou un Chaplin, histoire d'aller se coucher dans la bonne humeur, comme quoi nous ne sommes pas aigris, haineux ou je ne sais quoi, on aime la vie, on déteste seulement ceux qui s'acharnent à nous la pourrir ou celle de nos semblables, ce qui revient au même, normal, non ?

A plus tard.

Pondichéry 12h45.

Hier des titres de presse avaient été placés à un mauvais emplacement et un autre avait été oublié, j'ai rectifié. Parfois je m'en rends compte beaucoup trop tard pour y remédier. Sorry !

On ajoutera une vingtaine d'articles plus tard.

Deux réflexions politiques

1- C'est marrant, en lisant les commentaires qui figurent à la suite des articles parus dans Libération, Le Figaro ou Le Monde, on s'aperçoit que la plupart du temps, ceux de Libération sont de droite, ceux du Figaro de gauche (selon les critères institutionnels admis et que nous ne partageons pas), ceux du Monde plus à droite encore ou franchement néolibéraux ou d'extrême droite ou collent au plus près de la propagande gouvernementale.

2- Certains commentateurs évoquent la "tyrannie du capital financier" comme s'il s'agissait d'un mode de gouvernance comme un autre qu'ils feignent de découvrir, qui selon eux présente tout au plus comme défaut d'être excessif dans sa manière de s'y prendre pour parvenir à ses fins, car il n'est pas question de remettre en cause sa soi-disant légitimité ou son emprise sur la société, après lui avoir reconnu bien des vertus ou admis qu'il était indispensable au fonctionnement de la société qui n'a aucun intérêt à vouloir s'en passer sous peine d'être livrée à l'aventurisme et au chaos... dont il porte en priorité la responsabilité comme on peut l'observer quotidiennement.

Peu importe finalement puisque c'est lui qui détient le pouvoir et avec lequel il faut négocier, s'arranger, s'accommoder, s'encanailler pour obtenir ses faveurs. Quand la plèbe et ses représentants dénoncent ces excès, il est de bon ton de les imiter pour le préserver ainsi que sa carrière politique ou dans les médias, une institution quelconque.

Que doit-on opposer à la "tyrannie du capital financier" sinon la dictature du prolétariat ? Chacun a pu constater que les capitalistes détiennent tout le pouvoir et les travailleurs aucun, on a envie de dire que c'est mieux ainsi pour les combattre.

L'Empire craque de partout.

- Un ex-diplomate français accuse Washington d'être à l'origine de la crise ukrainienne - lefigaro.fr

«Ce n'était pas compliqué», dit-il: «il fallait notamment donner Sébastopol à la Russie et garantir le statut de la langue russe en Crimée». Et l'avis de Kiev dans tout cela? «Mais la Crimée n'a jamais appartenu à l'Ukraine, elle a toujours été russe», s'emporte Jean de Gliniasty.

«On s'est mis dans la main des Américains», regrette le diplomate qui voit la main de Washington dans la rupture épisodique des cessez-le-feu, constatée dans le Donbass.

Selon l'ex ambassadeur, qui dénonce ces mesures de représailles, l'Ukraine resterait donc l'un des terrains de jeu favori de la diplomatie américaine, permettant de bloquer dans l'ancien espace soviétique, toute velléité d'impérialisme russe: c'est la fameuse doctrine Brzezinski qui inspirerait depuis trente ans la diplomatie américaine, y compris celle d'Obama, selon Jean de Gliniasty. En terrain familier, ce dernier a retrouvé François Fillon à Saint-Pétersbourg, qui fut premier ministre au même moment et qui, reçu par Vladimir Poutine à Saint-Pétersbourg, défend lui aussi les mêmes visions. «Maintenant les gens ne se rendent pas compte qu'on risque d'aller vers la guerre. C'est une catastrophe», assène l'ex-diplomate. lefigaro.fr 21.06

Bon, on aura compris que c'est davantage la perspective d'une guerre avec la Russie qui les motive ou les effraie qu'autres choses.

Ce qui importe pour nous, comme par exemple dans la sortie de Giscard, ce sont avant tout les bribes de vérités qu'ils sont amenés à lâcher qui confirment les informations que le gouvernement, les médias et l'Otan censurent, et qui portées à la connaissance de la population ne peut que la conduire à condamner toute entreprise guerrière en Europe, facteur considérable puisque son soutien est indispensable pour engager une guerre.

Comme quoi nous avons raison de tant insister sur la nécessité de démontrer que leur interprétation de la situation repose sur un déni ou une falsification de la réalité pour conditionner les masses, de lutter contre leur guerre psychologique et idéologique par tous les moyens à notre disposition pour au mieux briser leurs plans ou au pire en retarder l'application.

Commentaires d'internautes (du Figaro, réputé de gauche comme chacun sait)

1- "Tout ça est tellement évident. J'aurais pensé que tout le monde avait compris plus tôt la manoeuvre des Américains et de leurs affidés européens..."

2- "Une voix autorisée me conforte dans ce que je ressentais, moi qui suis ignorant."

3- "100% d'accord avec cette analyse par un expert ayant un vécu sur place ... En dehors des poncifs qui tentent de cadenciser les opinions européennes."

4- "Si entre 1853 et 1856 la France, déjà associée aux Anglais et aux Turcs, a perdu 100 000 hommes pour chasser les Russes de Crimée c'est qu'ils y étaient déjà."

5- "Enfin quelqu'un qui voit clair et qui ose dire la vérité."

6- "Je pense que ce point de vue à de très forts arguments pour le soutenir."

La guerre est souvent la conséquence d'une trop grande avidité de certains qui n'imaginent pas que les personnes qu'ils lèsent peuvent réagir à leur tour. Intégrer la Crimée et Sébastopol dans une Ukraine anti-russe où la langue russe n'était pas une langue officielle était quasiment un casus belli."

7- "Merci, il est bien tellement rare d'entendre une voix non atlantiste..."

8- "Merci pour ce témoignage qui ne fait que confirmer ce que l'on sait déjà ..."

Il ne suffit pas qu'on le sache, il faut que la majorité de la population le sache ou le partage également, et là ce n'est pas gagné d'avance loin de là.

Cela dit, on aura constaté que c'est une constante à prendre en considération dans nos analyses : Plus une question revient sur le tapis ou plus une affaire traîne en longueur, plus elle est décortiquée, plus elle fait l'objet de discussions et de questionnements dans tous les sens, et il va s'avérer impossible au fil du temps d'empêcher que son contenu précis ne finisse par être porté à la connaissance de la population ou que des voix discordantes se fassent de plus en plus entendre au point de parvenir à inverser la tendance qui prévalait antérieurement ou l'opinion publique comme ils disent.

Plus ils matraquent hystériquement leur propagande ou leurs arguments de faussaires, plus ils deviennent suspects et poussent ceux qui jusqu'ici ne s'y intéressaient pas à écouter ce qui se dit ici ou là pour se forger leur propre opinion qui au départ n'était pas assurée et en changer éventuellement, processus qu'ils ne peuvent pas contrôler dans le temps, qui leur échappe totalement, fort heureusement.

Au final, la dialectique s'applique aussi au processus psychologique dès lors qu'il est en rapport avec la réalité, l'ensemble de

la situation telle qu'elle est véritablement au grand dam de ces manipulateurs des consciences qui n'auront pas le dernier mot, "rira bien qui rira le dernier" (Lénine). Bref, le socialisme a de l'avenir, il vaut mieux !

ACTUALITE EN TITRES

Un organigramme apparemment bâclé.

- A peine nommé, un secrétaire national du PS condamné pour violences conjugales contraint de démissionner - Francetv info

Parce qu'elles sont irremplaçables !

- Pourquoi donne-t-on plus d'importance à la fête des mères qu'à la fête des pères? - Slate.fr

Le père nourricier bosse pour nourrir sa petite famille pendant que la mère élève leurs enfants et s'occupe de leur foyer... Pardon, c'est la mère qui est nourricière à l'origine, et quand elle bosse, c'est encore elle qui cuisine le plus souvent, donc qui continue de nourrir sa marmaille, le père, lui, fait figure de figurant, c'est un personnage négligeable, en option, trop souvent absent.

Qui plus est il incarne le pouvoir, l'autorité, la force, la discipline (sauf appliquée à lui-même) et les sanctions, bref, tout ce qu'un gosse déteste en général. Les femmes sont bien contentes de le trouver pour remplir cette fonction ingrate, mais trop hypocrites pour le reconnaître.

Quand je discutais de mes rapports avec mes parents avec ma première épouse, elle me fit remarquer que lorsque mon père me battait (presque tous les jours), c'était en fait la main de ma mère qui s'abattait sur moi. Cela dit elle n'en tira aucun enseignement concernant ses propres relations avec sa mère qui n'avait pas vraiment apprécié que sa fille se mette en ménage avec un minable comme moi, elle espérait un meilleur parti pour sa fille (unique) et l'encouragera à divorcer, facilitera notre séparation, tandis que mon beau-père ne se mêlait pas de nos affaires, mon père non plus d'ailleurs.

Intox.

- Les Français désormais opposés à l'exclusion de la Grèce de la zone euro - AFP

- Laurent Fabius peine à imposer son initiative de paix au Proche-Orient - LeFigaro.fr

- Le pape appelle à ne pas traiter les migrants comme des marchandises - AFP

Dernière mobilisation en Grèce dimanche.

- Grèce: Plus de 7.000 personnes manifestent contre l'austérité à Athènes - 20minutes.fr

Concentration du capital.

- Bouygues Telecom dans le viseur de Patrick Drahi - Liberation.fr

Après avoir croqué SFR pour 13,36 milliards d'euros en 2013, le patron de Numericable-SFR proposerait de racheter Bouygues Telecom pour plus de 10 milliards d'euros. Liberation.fr 21.06

- L'assureur santé Anthem offre 47 milliards de dollars pour Cigna - Reuters

Le groupe américain d'assurance santé Anthem a annoncé samedi avoir offert 47 milliards de dollars en numéraire et en actions pour racheter son concurrent Cigna. Reuters 21.06

Stratégie du chaos et de la guerre

- Etats-Unis: 1 mort, 16 blessés dans deux fusillades à Detroit et Philadelphie - AFP

- Un attentat tue 19 civils dans le Sud afghan - Reuters

- Somalie : des shebab attaquent une base des services de renseignement à Mogadiscio - AFP

- Quinze morts dans des frappes saoudiennes au Yémen - Reuters

[Venezuela. La droite et l'extrême droite toujours mobilisées en famille.](#)

- Venezuela : marche pour réclamer la libération des prisonniers politiques - euronews.com

Au Venezuela, plusieurs centaines d'opposants ont défilé ce samedi dans les rues de la capitale Caracas. Une manifestation pour demander la libération des prisonniers politiques, notamment celle de Leopoldo Lopez. Cet homme est emprisonné depuis février 2014. Il observe un grève partielle de la faim depuis près d'un mois. Son épouse, Lilian Tintori a participé au défilé" euronews.com 21.06

Qui est "cet homme" faisant l'objet d'une présentation anodine, sournoise et hypocrite de la part d'Euronews, sous-entendant qu'il s'agirait d'un citoyen vénézuélien comme un autre, alors qu'en réalité il s'agit d'un dirigeant d'extrême droite fondateur du parti Voluntad Popular, incarcéré depuis le 18 février 2014 pour être impliqué dans différentes tentatives avortées pour renverser le régime. Ah le brave homme !

ACTUALITÉ DU JOUR

Des élus et des institutions illégitimes.

Grille de lecture.

- Ceci explique cela. Plus d'un électeur sur deux a boycotté ces élections.

- Au second tour, les taux de participation n'ont été que de 43,45% à Clichy et 45,84% à Asnières, 36,32% à Pontault-Combault, on n'a pas les chiffres pour Thionville qui doivent être similaires. (Source : liberation.fr 22.06)

- Ce qui n'a pas empêché le futur maire clicheois sur Twitter de s'exclamer : "Une très large majorité des Clicheois a accordé sa confiance à la liste Oxygène", assurément, il a recueilli 25,12% (57,82% de 43,45%) des suffrages des électeurs inscrits, moins encore si on soustrait les votes blancs et nuls.

Et le nouveau maire de Pontault-Combault a recueilli 13,35% (36,76% de 36,32%) sur les mêmes critères.

- Dorénavant, il faut savoir que la démocratie est abaissée entre 13 et 25%. Et les 87 ou 75% restant ? Qui ? Ils sont la minorité, illégitime, normal, non franchement ? On est ou on n'est pas sous une dictature du capital, enfin quoi !

- Municipales partielles: la droite renforce sa suprématie dans les Hauts-de-Seine - AFP

La droite a conforté sa suprématie dimanche lors du second tour d'élections municipales partielles dans les Hauts-de-Seine, département de banlieue parisienne qui voit disparaître son dernier bastion socialiste, Clichy.

A Clichy-la-Garenne, c'est la fin des décennies de socialisme: la liste de Rémi Muzeau (Les Républicains-UDI-MoDem), suppléant de Patrick Balkany à l'Assemblée nationale, remporte une victoire éclatante en raflant 57,82% des voix, loin devant le socialiste Julien Perez (42,18%), ex-directeur de cabinet du maire sortant Gilles Catoire, qui dirigeait la ville depuis 1985.

A Asnières, bastion de droite conquis par la gauche en 2008 mais repris en 2014 par l'UMP Manuel Aeschlimann, ce dernier, à la tête d'une liste LR-UDI, l'emporte à nouveau avec une marge confortable (56,10% des voix). Au terme d'une campagne agitée, il a battu son meilleur ennemi, le socialiste Sébastien Pietrasanta (43,90%), ancien maire de 2008 à 2014.

Ce nouveau rendez-vous électoral en forme de duels entre le PS et Les Républicains conforte la position de l'ex-UMP en vue des régionales de 2015.

"Deux nouvelles & très belles victoires républicaines dans les Hauts-de-Seine. Plus de maire socialiste dans le département ", a tweeté dans la soirée la candidate LR Valérie Pécresse aux régionales en Ile-de-France.

Par ailleurs, en grande couronne parisienne, à Pontault-Combault (Seine-et-Marne), l'ex-maire PS Monique Delessart a conservé son siège à l'issue du second tour, recueillant 36,76% des voix, devant son ex-adjoint Cédric Pommot (27,86%), les listes UDI-LR (21,27%) et le Front national (14,12%). Le taux de participation s'est élevé à 36,32%.

Dans l'Est, la députée Anne Grommerch (Les Républicains) conserve son fauteuil de maire de Thionville à l'issue du second tour, devançant de plus de sept points (53,74%) son rival socialiste et ennemi juré Bertrand Mertz (46,26%), qui avait dirigé la deuxième ville de Moselle de 2008 à 2014. AFP 21.06

Commentaire d'un internaute.

- "Cela ne choque personne que le suppléant de Balkany soit élu ?"

Pourquoi, cela devrait ?

On nous parle à longueur de temps de valeurs, de principes, d'éducation, de morale, etc. en réalité la plupart des gens ne savent pas trop à quoi cela correspond ou ce que cela signifie vraiment, ils en ont qu'une idée très approximative, ils sont toujours aussi ignorants en la matière, ils les adoptent par mimétisme.

D'autres ont une mémoire sélective quand cela les arrange et tous ou presque adoptent une grille des valeurs en fonction de leurs intérêts immédiats en l'absence d'une réelle conscience de classe, une grille des valeurs conforme à l'idéologie dominante ou qui leur est dictée par ses représentants sous différentes étiquettes de droite ou de gauche.

En complément. D'une perversion à l'autre ou qu'est-ce qui attire tant les mouches à merde, devinez ?

Dominique Strauss-Kahn arrive sur Twitter, déjà des milliers d'abonnés - AFP

[Leur recette pour alimenter le racisme, faire monter l'extrême droite.](#)

- Ramadan : les recettes de Marmiton déclenchent une vague d'islamophobie - LePoint.fr

- Pour plus de la moitié des Français, les musulmans se mettent trop en avant - L'Express.fr

- L'épouse d'un ministre israélien s'excuse après une blague raciste sur Obama - AFP

"Savez vous ce qu'est le café Obama? Noir et faible", a écrit Judy Shalom Nir-Mozes aux 74.400 internautes qui la suivent sur Twitter.

Son époux, membre du parti Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu, est aussi le ministre chargé des relations avec les Etats-Unis, alliés stratégiques d'Israël.

Mme Nir-Mozes est issue de la famille Mozes, propriétaire du quotidien à grand tirage Yediot Aharonot. Elle anime une émission de radio hebdomadaire et participe à un certain nombre d'émissions télévisées. AFP 21.06

Pour lui répondre il faudrait se baisser en-deçà du niveau du caniveau et respirer les miasmes que dégagent cette pourriture. Les sionistes cumulent et cultivent toutes les tares du genre humain. On comprend pourquoi beaucoup d'Israéliens juifs fuient cet Etat raciste à la première occasion. La preuve ci-dessous.

En complément. Israël ou le sionisme est avant tout rejeté par les juifs.

- Tel-Aviv inquiet de la baisse du taux d'immigrations - french.irib.ir

En dépit de vastes efforts du régime sioniste pour encourager les Juifs qui vivent dans divers pays du monde à immigrer en Palestine occupée, le ministère de l'Immigration du régime sioniste a fait récemment état de la baisse du taux de l'immigrations des Juifs en Palestine.

Dans son dernier rapport publié samedi, le ministère de l'Immigration du régime sioniste a indiqué des chiffres qui montrent que le nombre des Juifs qui émigrent en Palestine occupée tend à baisser, notamment en ce qui concerne les Juifs de France qui font preuve apparemment de moins en moins d'intérêt à quitter la France pour aller s'installer en Palestine occupée en tant que citoyens israélien.

D'après ces chiffres, pendant les cinq premiers mois de 2015, le nombre de Juifs français qui ont immigré en Palestine occupée

a baissé de 19% par rapport aux chiffres de la même période en 2014.

Les statistiques montrent que pendant ces dix dernières années, des dizaines de milliers de citoyens, notamment les jeunes, ont préféré quitter la Palestine occupée pour aller vivre dans les pays européens ou en Amérique du Nord, en raison des mauvaises conditions de vie pour les immigrants Juifs en Palestine occupée.

Selon les résultats d'une enquête menée par l'Institut du « Conseil du sioniste », les jeunes juifs se désintéressent de plus en plus de vivre en Palestine occupée, et préfèrent aller s'installer dans d'autres pays pour profiter de meilleures conditions de vie. D'après les résultats d'un sondage d'opinion réalisé par le quotidien « Haaretz », près de 40% des Israéliens pensent déjà à quitter la région du Moyen-Orient. Leurs raisons principales sont les problèmes économiques et le manque de la sécurité.

Les statistiques officielles du régime sioniste ont montré que le phénomène de l'immigration inverse a commencé en Palestine occupée en 2004. A partir de cette date, chaque année, en moyenne près de 17.000 Juifs, dont la plupart sont des jeunes diplômés, ont quitté la Palestine occupée, en souhaitant trouver de meilleures conditions de vie en Europe ou en Amérique du Nord. french.trib.ir 21.06

A tous nos camarades juifs d'Israël : Fuyez au plus vite, rendez la Palestine à ces propriétaires légitimes, les Palestiniens.

En famille. Fourre-tout ou amalgame nauséabond.

J'ai reproduit l'essentiel de l'article suivant en omettant toutefois le passage où son auteur donnait du "chère" Caroline Fourest. C'est important de le signaler car ils appartiennent au même monde que Slate, un portail néolibéral sioniste (J. Attali entre autres).

S'ils s'attaquent à leur protégée, c'est selon nous parce qu'elle va trop loin dans ses provocations, au risque de révéler (ou mettre en danger) les véritables intentions que cache leur "lutte contre le terrorisme", en stigmatisant les musulmans de façon si grossière qu'elle pourrait discréditer leur opération de conditionnement de la population. Un avertissement qu'ils lui adressent en quelque sorte.

Ils utilisent ce genre d'agents et s'en débarrassent quand ils deviennent trop encombrants ou lorsqu'ils estiment que leur comportement devient incontrôlable ou sert davantage leurs propres intérêts plutôt que leur cause.

- «Y'a bon Awards»: Caroline Fourest prend (de nouveau) quelques libertés avec la vérité - Slate.fr

Caroline Fourest n'est pas contente d'avoir reçu, le 12 juin dernier, un «Y'a bon Award», et elle l'a fait savoir au moyen d'un billet publié sur son blog le vendredi 19 juin. Une vingtaine de lignes dans lesquelles elle accuse les «Y'a bon» d'être d'une «mauvaise foi renversante».

Et d'avancer, en guise d'explication, les deux arguments suivants:

«[Les "Y'a bon"] mélangent propos racistes et propos laïques»; «ils les sortent totalement de leur contexte et les tronquent pour leur faire dire... l'inverse».

Deux «arguments» qui, comme nous allons le voir, ne résistent guère à l'examen. Car si l'on peut reconnaître à Caroline Fourest, qui prétendait il y a quelques semaines, avoir gagné un procès qui n'avait pas encore eu lieu, une certaine expertise dans le domaine de la «mauvaise foi», force est de constater que sa «démonstration» produit l'effet exactement inverse de celui qu'elle escomptait.

Rappelons que Caroline Fourest a été distinguée cette année, dans la catégorie «Ils ont bien le droit de fantasmer», pour son évocation de «ces familles qui au nom de leurs convictions religieuses retirent les enfants des cours d'histoire quand on enseigne la Shoah».

Cette affirmation pain-au-chocolat (© Jean-François Copé) est en réalité contredite par les études rigoureuses portant sur la question de l'enseignement de la Shoah, parmi lesquelles aucune ne mentionne d'opposition de nature religieuse audit enseignement. Et pour cause: bien malin serait en effet celui qui pourrait expliquer ce qui, dans la religion musulmane –puisque c'est d'elle dont il s'agit– proscrit ou conteste l'enseignement de la Shoah à l'école!

Que certains, au nom de leurs «convictions religieuses» (chrétiennes, musulmanes ou autres), contestent par exemple l'enseignement de la théorie de l'évolution, c'est un fait avéré et explicable: il existe en effet des versions religieuses de l'histoire de l'humanité alternatives aux thèses de Darwin. Mais au nom de quelles «convictions religieuses» des parents pourraient-ils retirer leurs enfants des cours d'histoire de la Shoah? Quelle est la version islamique alternative de cette tragédie historique? On ne peut s'empêcher de penser ici à un amalgame quasi-identique, présent dans le récent dossier de Marianne consacré

aux «complices de l'islamisme», avec l'évocation d'une enseignante à qui l'on aurait demandé de ne pas évoquer le génocide arménien pour ne pas «provoquer la communauté turque», comme si la contestation du génocide arménien avait un quelconque lien avec l'islam...

Les propos de Caroline Fourest sont un exemple exemplaire des amalgames en vogue chez nombre d'éditorialistes et de dirigeants politiques, qui consistent à faire porter à un islam essentialisé (et fantasmé) la responsabilité de comportements répréhensibles, voire condamnables, mais qui n'ont en réalité rien à voir avec l'islam. Les enseignants qui expliquent qu'ils ont des difficultés à enseigner la Shoah, difficultés bien réelles et qu'il ne s'agit pas de nier, évoquent en effet des réactions du type «on parle tout le temps des Juifs», «on parle trop de la Shoah», «on ne parle pas des autres crimes comme la colonisation et l'esclavage», voire des propos révisionnistes ou négationnistes. Mais quel est le rapport avec l'islam et les «convictions religieuses» des élèves ou de leurs parents? Aucun.

Il y a ainsi une double essentialisation dans ce type d'accusation: celle de l'islam, donc, mais aussi celle de populations d'origine maghrébine qui se trouvent enfermées, du fait de l'explication de certaines attitudes (existantes ou fantasmées) par leurs «convictions religieuses» alors que leur religion n'y est pour rien, dans une identité réduite à leur religion (réelle ou supposée). La déclaration de Caroline Fourest, qui explique que certains contesteraient l'enseignement de la Shoah en raison de leur foi musulmane, est donc non seulement totalement fantaisiste mais elle est en outre ouvertement stigmatisante: à l'en croire, l'islam serait en effet, en lui-même, générateur de révisionnisme, voire d'antisémitisme. Difficile d'établir ici un quelconque rapport avec la défense de la laïcité.

Comme si la manœuvre consistant à péniblement tenter de «laïciser» des propos stigmatisants ne suffisait pas, Caroline Fourest va encore un peu plus loin: en sortant la phrase de son contexte et en la tronquant, les «Y'a bon» auraient en réalité fait dire à l'éditorialiste l'inverse de ce qu'elle pensait:

«En pleine polémique sur le retrait de certaines familles de l'école publique pour cause de programmes visant à déconstruire les stéréotypes de genres, je trouvais douteux qu'on puisse hurler quand les enfants de familles musulmanes souhaitent échapper à l'enseignement de certaines matières ou de la Shoah, mais pas quand des familles catholiques souhaitent échapper à l'enseignement de l'égalité filles-garçons... C'est donc une dénonciation d'une forme de racisme anti-musulman, d'une inégalité dans la vigilance, qui me vaut ce "Y'a bon"».

Comprendre: Caroline Fourest, par ses propos, entendait en fait défendre les Musulmans en dénonçant le «deux poids, deux mesures» dont ils sont victimes. Caroline Fourest a raison sur un point: la phrase incriminée par les «Y'a bon» a été prononcée le 3 février 2014 sur LCP lors d'un débat concernant la polémique autour de l'enseignement de la supposée «théorie du genre», au cours de laquelle l'éditorialiste dressait effectivement le parallèle qu'elle évoque dans son billet. Elle appelait ainsi la droite républicaine à être cohérente et, comme elle s'était opposée à «ces familles qui au nom de leurs convictions religieuses retirent les enfants des cours d'histoire quand on enseigne la Shoah», à s'opposer à l'offensive conduite par certains intégristes religieux catholiques contre l'école publique.

Le problème est que ce contexte ne change rien, bien au contraire! Le parallèle entre, d'une part, un mouvement organisé (la «Manif pour Tous»), dont nombre de responsables revendiquent ouvertement leurs convictions religieuses et affirment se battre au nom de ces dernières, avec le soutien d'une partie du clergé catholique, contre «l'enseignement de l'égalité filles-garçons» et, d'autre part, les comportements (supposés) de certaines familles à l'égard de «l'enseignement de l'histoire de la Shoah» expliqués par les «convictions religieuses» de celles-ci alors qu'il n'y a, répétons-le, aucune position musulmane eu égard à la Shoah ou à son enseignement, participe précisément de l'amalgame que nous avons décrit plus haut! Prétendre que les «Y'a bon» auraient tronqué une citation dans le but de faire dire à Caroline Fourest le contraire de ce qu'elle pensait, alors que la citation «intégrale» ne fait que renforcer l'amalgame qui a valu à l'éditorialiste sa deuxième banane dorée[1], est en ce sens un argument, chacun l'avouera, d'une «mauvaise foi renversante».

[1] Rappelons que Caroline Fourest avait été distinguée par les « Y'a bon » en 2012, pour sa dénonciation de «ces associations qui demandent des gymnases pour organiser des tournois de basket réservés aux femmes, voilées, pour en plus lever des fonds pour le Hamas». Là aussi, sans doute, des «propos laïques» et destinés à «dénoncer une forme de racisme anti-musulman». On notera que Caroline Fourest, d'une bonne foi renversante, évoque pudiquement, dans son billet du 19 juin 2015, ce premier «Y'a bon», expliquant qu'elle avait simplement «dénoncé les mairies prêtant des installations publiques à des associations intégristes et sexistes». Ou quand Caroline Fourest tronque elle-même ses citations... slate.fr 21.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

1- 36 missiles s'abattent sur une base saoudienne - french.irib.ir

L'armée yéménite et Ansarallah ont violemment pilonné une base militaire saoudienne. Selon Al mayadeen, l'armée yéménite et les comités populaires liés à Ansarallah ont attaqué la base militaire de Zahran en représailles aux raids incessants de l'aviation saoudienne. Quelques 36 missiles se sont abattus sur le bâtiment. La tour Al Moln situé à Jizan a également été prise pour cible des missiles.

Samedi un militaire saoudien est tombé au cours de violents affrontements avec les combattants d'Ansarallah. Deux autres soldats saoudiens et trois membres de la garde nationale saoudienne ont été blessés. Les sources yéménites affirment vouloir poursuivre leur pilonnage contre les positions saoudiennes tant que les raids saoudiens se poursuivront. french.irib.ir 21.06

2- L'unité de terreur du prince Nayef - french.irib.ir

Le ministère saoudien de l'Intérieur a formé une unité de terreur pour éliminer tous les activistes politiques et mettre fin à leurs actions pacifiques.

Selon l'agence d'information Tasnim, une source proche des opposants saoudiens a révélé que le ministère de l'Intérieur a mis sur pied des équipes de sécurité, bien entraînées et formées pour la terreur, dans le but d'assassiner tous les activistes politiques à Qatif. Selon cette même source, ces équipes de sécurité ont été formées pour des attentats à de haut niveau tandis que Mohammad Ben Nayef supervise, personnellement, la formation de ces comités de sécurité et leurs activités. Le point qui mérite réflexion c'est qu'une liste de 23 personnes d'activistes a été déjà préparée.

Des réunions ont eu lieu avec la participation des responsables sécuritaires à Qatif pour déterminer le cadre de coordination sur la nature de l'activité de ces équipes de sécurité, qui seront responsables d'assassiner ces 23 personnes. french.irib.ir 21.06

La même méthode que les nazis, les fascistes, non ? Et les Américains, les sionistes, les autorités ukrainiennes... Chut, ce sont des régimes démocratiques et les Saoudiens sont leur allié !

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles ou plus demain matin.

Réflexions politiques

1- Au début des années 80, le PS sentant venir la fin de l'URSS et ses satellites, en profita pour revendiquer l'économie de marché et désormais s'afficher comme un parti de droite, sans que pour autant le mouvement ouvrier qui était lié au PS ne réagisse et tire des enseignements de cette évolution des rapports entre les classes et ceux qui sont censés les représenter, et comme si finalement rien ne s'était passé les différents partis ouvriers continuèrent de flirter, de s'encanailler, de s'allier ou d'appeler à l'unité avec ce parti qui pourtant ne camouflait plus sa véritable nature capitaliste.

Cependant, la nouvelle crise du capitalisme mondial qui avait surgi au début des années 70 s'approfondissant au cours des décennies suivantes, allait se traduire par la mise en oeuvre de politiques d'austérité, qui signifiaient que l'époque des réformes sociales même à minima était définitivement révolue, et qu'elle avait cédé le pas à un cycle de régression sociale sans fin qui allait frapper à des degrés divers toutes les couches des masses exploitées, dont les couches et classes moyennes, la petite bourgeoisie.

Du coup les représentants de ces couches et classes qui bénéficiaient de privilèges ou d'un mode de vie supérieur au reste du prolétariat, sous la pression de leurs troupes qui ne pouvaient plus se reconnaître dans la politique du PS ou craignant d'en faire les frais se démarquèrent de la direction de ce parti pour finalement en sortir et créer le Parti de gauche.

Cette rupture ne sera que de façade, car dans une large mesure elle sera contrôlée ou négociée pour préserver les alliances électorales futures entre les différents partis qui se partagent en somme le même fond de commerce, et au-delà les mêmes objectifs politiques assumés ou non avoués de préserver la stabilité du régime en place.

D'autres partis ou micro-partis continueront ainsi d'évoluer au côté du PS, rassemblant les mécontents du PS sans être capable de leur proposer une issue politique cohérente qui rompe avec la politique du PS, puisque le même fil conducteur qui les reliait au régime ou au capitalisme (et à l'UE) devait continuer de les traverser, les conduisant à leur tour à connaître une succession de crises, pour ne pas dire qu'ils étaient le produit de la crise du capitalisme à laquelle le PS s'était identifié, et que partant du constat qu'il n'existait pas de remède à cette crise qui corresponde aux attentes de ces couches ou classes qu'ils représentaient (sans rompre avec le capitalisme), ils allaient à leur tour incarner cette crise et devoir composer avec ses tenants pour être incapables de rompre avec le capitalisme et ses institutions, au point qu'ils en arrivent à ne plus pouvoir camoufler leur impuissance au fil du temps ou l'imposture qu'avait constitué la fondation de ces partis qui allaient demeurer ou être condamnés à demeurer des appendices du PS et du régime, se traduisant par la désillusion grandissante et la démission d'un grand nombre de leurs adhérents.

La crise du capitalisme et la crise de la direction du mouvement ouvrier sont intimement imbriquées dans un rapport de cause à effet, de subordination dont le mouvement ouvrier allait être le grand perdant, le contraire fut étonnant ou pour ainsi dire un heureux hasard qui ne se produisit pas hélas !

En s'amarrant officiellement au char du capitalisme en état de putréfaction avancée, le PS était voué à connaître le même sort, d'où pour ne pas le connaître à son tour la nécessité impérieuse pour tous les partis issus du PS et les partis dits ouvriers de rompre immédiatement avec le parti social-néolibéral et de l'identifier comme tel ou un ennemi de la classe ouvrière et du socialisme, ce qu'ils refusèrent obstinément.

A la dislocation de la base qui soutenait traditionnellement le PS, allait correspondre celle de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui ne comprenait pas que ses dirigeants continuent de se tourner vers le PS (et le PCF) ou l'incluent dans une perspective ou une issue politique dans laquelle il ne pourrait jouer forcément qu'un rôle réactionnaire, contre-révolutionnaire, ce qui était inévitable pour avoir incarné les mêmes couches ou classes au lieu de se tourner résolument vers la classe ouvrière et en premier lieu ses couches les plus défavorisées, dont les besoins étaient justement incompatibles avec l'existence du système capitaliste, et qui à ce titre incarnaient à la fois l'indépendance de la classe et le socialisme avec lesquels ces partis avaient rompu ou dont ils s'étaient détournés.

Le PS et ses agents au sein des appareils des syndicats avec lesquels les dirigeants des partis dits ouvriers refuseront toujours de rompre, avaient établi des liens étroits, solides et permanents entre le mouvement ouvrier, le prolétariat et la classe des capitalistes ainsi que ses institutions, de telle sorte qu'aucune issue politique à la crise du capitalisme favorable aux exploités (ou indépendante du régime) ne puisse surgir d'un de ces partis ou servir de catalyseur au rassemblement du prolétariat au côté de ces couches ou classes dont les intérêts étaient malmenés par la politique appliquée par les différents gouvernements qui allaient se succéder au cours des quatre dernières décennies jusqu'à nos jours.

C'est l'incapacité de prendre en compte l'ensemble de ces facteurs et la modification de ces rapports liés à l'évolution de la crise du capitalisme, qui a largement contribué à la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, à l'éparpillement à l'infini de nos forces pour finalement en être réduit à l'impuissance.

Au rejet de ce constat est venu s'ajouter le refus d'analyser les erreurs commises dans le passé, qui s'est traduit par le maintien des rapports existant entre ses partis et les différentes classes, et une conception de la lutte de classe empruntée à une époque révolue ou incapable d'évoluer en fonction des profondes modifications intervenues au sein même de la structure du prolétariat, pour finalement conserver celle qui prévalait à l'époque de TSF, de l'ORTF, de la 4CV, de la Caravelle ou de la locomotive à vapeur, ne pouvant plus se tourner vers les pans de l'aristocratie ouvrière qui avait disparu, ils allaient se concentrer sur les fonctionnaires, leur dernier bastion ou fonds de commerce, qui par leur nature sont intimement liés à l'Etat au service du capitalisme et sont plus prompts de ce fait à épouser le corporatisme plutôt que la cause de la révolution socialiste.

Pour eux, c'est un peu comme si vous demandiez à un travailleur sans réelle conscience politique, s'il préfère travailler en régime capitaliste pour un patron qui lui garantit un salaire chaque fin de mois et lui permet ainsi de survivre, ou bien de prendre le risque de s'en priver au profit d'un régime socialiste qui dans l'état actuel des choses lui apparaîtra forcément hypothétique, pour ne pas dire surréaliste, d'après vous vers quoi va-t-il incliner spontanément, si vous êtes honnêtes vous l'avez deviné immédiatement, pas vraiment vers le socialisme, et quelque part c'est bien naturel car il en ignore tout, et tout a été fait pour qu'il en soit toujours ainsi.

Précisons que nous ne sommes pas du genre à jeter la pierre aux fonctionnaires, dont on n'enviera pas le mode de vie routinier qui doit être d'un ennui mortel. Pour avoir travaillé dans plus de 45 entreprises en tous genres à tous les échelons dans plus de 10 secteurs d'activité économique différents, je peux me permettre d'en parler tranquillement et affirmer parvenu à un âge avancé (60 ans), que je préfère encore mon parcours incertain et semé d'embûches à celui d'un malheureux fonctionnaire.

Les fonctionnaires, c'est comme les juifs, les musulmans, les homosexuels, les femmes, toutes les victimes innocentes du capitalisme qui peuvent être identifiés comme appartenant à une communauté ou une minorité par les démagogues au pouvoir ou leurs larbins, qui les instrumentalisent pour en faire des boucs émissaires de la crise du capitalisme ou du régime jetés en pâture à la plèbe ignorante, ce qui servira à alimenter ses préjugés au lieu de les réduire ou les combattre, ils sont finalement plus à plaindre que le reste de la population, tout en demeurant lucide ou en gardant à l'esprit que sur le plan social rien ne les distingue

des exploités en général lorsqu'on se situe sur le terrain de lutte des classes.

2- Dans quel monde vivons-nous ?

Pourquoi cette question ? Devinez.

Il y a quelque chose de très particulier dans la manière qu'ont les hommes d'appréhender la réalité, qui a un moment donné ont l'essentiel sous le nez ou à la portée de la main et semblent l'avoir saisi, et qui l'instant d'après l'ont déjà oublié ou leur échappe, envolé car ils sont déjà passé à autre chose, et si on leur signale ils ne comprennent pas de quoi on leur parle comme si finalement ils n'avaient jamais vécu cette expérience. Une telle insouciance ou inconscience fait notre propre malheur.

Pour notre part, nous fonctionnons selon d'autres critères ou principes qui à la longue se sont profondément incrustés dans notre mentalité au point d'être devenus pour ainsi dire instinctifs. Au lieu de passer à autre chose, un tas de questions surgissent ou nous viennent à l'esprit, qui renforcent notre conviction que c'est la meilleure méthode pour venir à bout des questions les plus ardues et de ne pas perdre le fil de nos idées, de penser sans sortir du terrain qui est le nôtre, donc sans flirter avec celui de notre ennemi ou empiéter dessus, ce qui pourrait que nous conduire dans une mauvaise direction ou abandonner notre objectif.

Il nous vient soudain des informations d'une telle importance qu'on n'est pas fichu de savoir quoi en faire ou de les exploiter à bon escient et c'est bien dommage. Par chance si l'on peut dire, la situation actuelle est particulièrement propice à ce genre d'informations ou révélations qui peuvent faire avancer les choses, pour peu qu'on en ait la volonté et qu'on sache comment s'y prendre pour les traiter et les rendre accessibles au plus grand nombre. C'est notre obsession.

On a déjà dit il y a des années qu'on regorgeait de matériaux pour défendre et exposer nos idées, et qu'apparemment on en était toujours incapable malheureusement.

Extraits d'articles

A vous nos déchets.

A nous le profit, le progrès social, le confort, l'air pur, une alimentation saine, le bien-être et la paix.

- "Une déclaration de Lawrence Summers, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, éclaire bien le concept de NIMBY : « Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles. Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés [...] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Je pense que la logique économique, qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles, est imparable. »

Larry Summers : membre du Parti démocrate et néolibéral convaincu, il fit partie des conseillers économiques de Ronald Reagan, avant de devenir économiste en chef de la Banque mondiale. Par la suite, il décrocha notamment la présidence de l'université Harvard, avant d'être contraint à démissionner à la suite d'une déclaration dans laquelle il se demandait si les femmes n'étaient pas intrinsèquement moins douées que les hommes. Summers fut encore pendant quelque temps l'un des conseillers économiques du président Obama, avant de retourner donner des cours à Harvard."

Oui. Mais...

La Russie interférerait dans les affaires intérieures de l'Ukraine, mais pas les Américains. La preuve du contraire de leur propre bouche, argument imparable.

- "Michael McFaul écrivit un article pour le Washington Post dans lequel ce spécialiste des révolutions de couleur, futur ambassadeur américain en Russie, révéla : « Est ce que les Américains ont interféré dans les affaires intérieures de l'Ukraine ? Oui. Mais les agents d'influence américains préfèrent une autre expression pour décrire leurs activités : assistance démocratique, promotion de la démocratie, aide à la société civile... Mais leur travail, quel qu'en soit le nom, cherche à influencer le processus politique en Ukraine. L' US Agency for International Development, la National endowment for Democracy et quelques autres fondations ont financé quelques organisations américaines dont la Freedom House, l'International Republican Institute, le National Democratic Institute, le Solidarity Center, l'Eurasian Foundation, Internews et beaucoup d'autres, pour qu'elles fournissent des prêts financiers et une assistance technique à la société civile ukrainienne. L'Union européenne, quelques pays européens et la fondation de Soros, Renaissance Foundation, firent de même. »"

ACTUALITÉ DU JOUR

Quelle réponse au chaos engendré par les guerres menées par les puissances occidentales au Maghreb et en Afrique ? La militarisation du monde.

- Six cents migrants clandestins secourus en Méditerranée - Reuters

- Méditerranée : l'Union européenne lance son opération militaire contre les passeurs - Francetv info

Ce lundi 22 juin, au Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont voté à l'unanimité le coup d'envoi de l'opération militaire contre les passeurs de migrants en Méditerranée. Son nom de code : "Navfor Med".

Pareil dispositif n'avait jamais été décidé dans la lutte contre l'immigration clandestine : il y aura un porte-avions italien, quatre bâtiments de guerre, dont sans doute une frégate française, deux sous-marins, trois appareils de reconnaissance, trois hélicoptères et deux drones. Francetv info 22.06

L'impatience du petit bourgeois opportuniste ne résiste pas à l'épreuve du temps.

- Le parti Nouvelle donne se déchire à quelques mois des régionales - 20minutes.fr

Scission à Nouvelle Donne : Soixante militants et responsables de la formation de gauche coprésidée par l'économiste Pierre Larrouturou et Karine Druelles ont annoncé dimanche leur démission. Dans une tribune publiée par Mediapart, signée par la députée (ex-écologiste) Isabelle Attard et le porte-parole Joseph Boussion, ces membres déplorent l'inefficacité du mouvement créé il y a 18 mois.

« Nous savons, chacun à notre niveau, que Nouvelle Donne ne changera rien à la vie politique », jugent-ils dans cette tribune. « Nous avons constaté que "faire de la politique autrement" s'est transformé en dogme d'exclusion (...) par ceux qui ne veulent, finalement, pas faire de politique du tout. » « Notre organisation a un train de retard », dénoncent-ils encore, regrettant que « le parti du renouvellement des pratiques est désormais le jouet d'une oligarchie ».

« Après les européennes de 2014, il y avait un enthousiasme qui a accompagné la mise en place des statuts. Puis le mouvement s'est essoufflé », explique Isabelle Attard à 20 Minutes. Les dissensions sont devenues intenable dans la perspective des élections régionales de décembre 2015

En complément

- Régionales: l'union de la gauche mise à mal par les écologistes en Paca - AFP

Confirmation. L'Etat sioniste au petit soin avec les barbares d'Al-Nosra ou Al-Qaïda en Syrie.

- Une ambulance israélienne attaquée par des druzes au Golan : un Syrien tué (police) - AFP

Un blessé syrien transporté en Israël dans une ambulance militaire israélienne a été tué lundi par des druzes qui ont attaqué à coups de pierres le véhicule sur le plateau du Golan, a indiqué la police.

"Une foule a attaqué à coups de pierres une ambulance militaire près de Majdal Shams dans le Golan et blessé ses occupants (...). L'un des blessés syriens qui s'y trouvait est mort des suites de l'attaque", a expliqué un porte-parole de la police israélienne dans un communiqué.

L'autre blessé syrien transporté par l'armée israélienne est blessé grièvement, selon ce communiqué.

Les deux soldats qui conduisaient l'ambulance ont été blessés légèrement dans cette attaque.

Selon les médias israéliens, près de 200 habitants du village druze de Majdal Shams ont participé à cette attaque.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a qualifié l'incident de "très grave" et promis de "faire justice avec les responsables de cette attaque", selon un communiqué de son bureau.

"Nous ne laisserons personne prendre la loi entre ses mains et empêcher l'armée de réaliser ses missions", ajoute le communiqué.

M. Netanyahu a par ailleurs appelé les responsables de la communauté druze à "calmer les esprits".

Dans la matinée, un véhicule militaire avait déjà été bloqué dans le nord d'Israël par des druzes qui pensaient qu'il transportait des rebelles syriens blessés, selon la police israélienne.

Plusieurs centaines de Syriens blessés dans les combats en Syrie, où une guerre civile fait rage depuis quatre ans, ont été soignés en Israël. AFP 22.06

Vous vous demandez encore quelle est la nature de ces "rebelles syriens blessés" ? La réponse vient d'Israël.

- Les terroristes blessés, admis dans les hôpitaux d'Israël - french.irib.ir

La télévision du régime sioniste a diffusé un reportage, sur les terroristes blessés, en Syrie, qui reçoivent des soins médicaux, dans les hôpitaux de ce régime.

La chaîne 2 de la télévision israélienne a reconnu, lundi, que plus de 1.600 blessés des groupes terroristes, actifs en Syrie, avaient été traités, dans les hôpitaux d'Israël.

Cette chaîne de télévision a, ensuite, diffusé des images montrant l'évacuation des terroristes blessés et leur traitement dans les hôpitaux d'Israël.

Dans le même temps, le journal israélien, "Haaretz", fait part de la fourniture, par Israël, des armements au Front Al-Nosra. «Tel-Aviv met à la disposition du Front Al-Nosra des armements militaires, dont des roquettes téléguidées, des roquettes anti-char et des balles anti-char», a ajouté "Haaretz". french.irib.ir 22.06

En complément.

- Offensive d'Israël à Gaza: l'ONU rapporte de "possibles crimes de guerre" - Lexpress.fr

[Dossier grec](#)

- Les nouvelles propositions d'Alexis Tsipras ne sont pas "très bien vues" par les Grecs - Francetv info

Les nouvelles propositions du gouvernement grec transmises à ses créanciers ne sont pas "très bien vues" à Athènes, assure Alexia Kefalas. "C'est la raison pour laquelle la presse a fait le relais de ces propositions en expliquant qu'Alexis Tsipras a dû céder à l'austérité et à la pression des créanciers", explique la journaliste de France 3.

Même parmi les manifestants du rassemblement pro-euro, "beaucoup ont été déçus de la pression mise de la part des créanciers sur Alexis Tsipras pour céder à l'austérité", ajoute Alexia Kefalas.

"A priori, les discussions de la soirée de lundi 22 juin vont mener à la prolongation du programme actuel, un programme avec beaucoup de rigueur et de nouvelles taxes. C'est ça, le problème des Grecs", affirme la journaliste.

"Cela signifie des cures de rigueur qui continuent. Or, Alexis Tsipras a précisément été élu pour rompre avec la rigueur", rappelle Alexia Kefalas, en direct d'Athènes.

- Grèce : Alexis Tsipras "prend ses responsabilités" - Francetv info

La preuve :

- Grèce: optimisme sur les marchés en forte progression - AFP

Les marchés ont affiché lundi de fortes progressions, Athènes s'envolant de 9%, Paris, Francfort et Madrid progressant de plus de 3,80%, sur fond d'optimisme des investisseurs sur un accord dans la semaine entre la Grèce et ses créanciers.

Le mouvement est resté plus mesuré à Wall Street, où l'indice de la bourse électronique Nasdaq a toutefois terminé sur un record.

Portées par l'espoir d'une possible issue à l'interminable crise grecque, les Bourses de Paris et de Francfort ont clôturé avec une envolée de 3,81% dans les deux cas, tandis qu'à Madrid l'Ibex bondissait de 3,87% et que Londres progressait de 1,72%.

Cet enthousiasme boursier a coïncidé avec une journée marathon à Bruxelles, marquée par une réunion des ministres des Finances de la zone euro, une rencontre entre le Premier ministre grec Alexis Tsipras et les responsables des différentes institutions financières créancières du pays, puis un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens dans la soirée.

Mais dès leur arrivée à Bruxelles, les ministres des Finances se sont empressés de rafraîchir les espoirs des plus optimistes en disant ne pas attendre de "percée" lundi, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker se fixant pour "but" un "accord d'ici la fin de la semaine".

"Le fort rebond des actions européennes lundi a été aidé par l'optimisme sur le fait que les réunions de l'Eurogroupe cette semaine finiront par déboucher par un accord sur la Grèce, ainsi que par une nouvelle hausse des prêts d'urgence aux banques grecques de la part de la BCE", a commenté Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets UK.

"Notre scénario central continue à tabler sur un accord provisoire de dernière minute, mais les négociations pourraient durer jusqu'au Sommet de l'UE des 25 et 26 juin et même au-delà", ont noté les économistes du Crédit Agricole.

"Il y a eu beaucoup d'éléments positifs depuis ce matin et le marché pense qu'un accord sera trouvé", a résumé Alexandre Baradez, un analyste de IG France.

Le gouvernement grec a présenté dans la nuit de dimanche à lundi des propositions -dont le contenu n'a pas été dévoilé- qui constituent "une base pour reprendre les discussions", a déclaré le patron de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem.

Ces propositions "semblent aller dans la bonne direction pour rapprocher les positions entre elle (la Grèce, ndlr) et ses créanciers", a indiqué à Madrid Nuria Alvarez, analyste au sein du broker en ligne Renta 4 pour expliquer la forte hausse des bourses.

Sur le front des taux d'emprunt des pays du sud de l'Europe, ce même espoir de règlement se traduisait par une détente sensible à l'ouverture du marché de la dette souveraine en zone euro, les investisseurs pariant sur le maintien de l'intégrité de l'union monétaire.

A la clôture, le taux d'emprunt à 10 ans de la Grèce a reculé très significativement à 11,165% contre 12,668% sur le marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise par les Etats, signe que les investisseurs croient à l'éventualité d'un accord. Sur les marchés obligataires, les taux d'emprunt évoluent en sens inverse de la demande et des prix.

ACTUALITE EN TITRES

Singeries institutionnelles

- Cambadélis juge Taubira "indispensable à la couleur du gouvernement" - L'Express.fr
- Peine annulée pour une ex-candidate FN qui avait comparé Taubira à un singe - L'Express.fr
- L'islam sera "un enjeu électoral" pour 2017, concède Valls - AFP

Surenchère

- Une épicerie n'ouvre pas les mêmes jours pour hommes et femmes - Reuters

Maintenant que le nouvel ordre mondial esclavagisme est sur les rails...

- Le gouverneur de Caroline du Sud retire le drapeau sudiste - Reuters

Nikki Haley, gouverneur de Caroline du Sud, a demandé lundi le retrait du drapeau confédéré qui flotte devant le siège du gouvernement de l'Etat, à Columbia.

La présence de ce drapeau, qui représentait les Etats esclavagistes ayant fait sécession en 1861, était décriée depuis la mort de

neuf membres de la communauté noire tués dans une église par un jeune blanc, mercredi à Charleston. Il flotte près du siège du gouvernement de Caroline du Sud depuis le début des années 60.

"Le moment est venu de retirer le drapeau de la pelouse du Capitole", a déclaré le gouverneur républicain. "C'est le moment de dire que ce drapeau, bien que partie intégrante de notre passé, ne représente pas l'avenir de notre grand Etat." Reuters 22.06

[Quand Le Figaro devient d'extrême droite.](#)

- Venezuela : 29e jour de grève de la faim pour l'opposant Lopez - [LeFigaro.fr](#)

[Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Afghanistan : le Parlement attaqué par les talibans - [Francetv info](#)

- Double attentat-suicide meurtrier dans une grande ville du nord-est du Nigeria - [LeMonde.fr](#)

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- France - Irak -Palestine occupée.

1.1- Paris arme directement le Kurdistan irakien (As-Safir) - [french.irib.ir](#)

La Représentation du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien en France a fait part de l'envoi d'armes par Paris vers cette région, sans aucune coordination avec le gouvernement central de Bagdad.

Selon l'agence de presse Fars, le vice-représentant du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien à Paris a déclaré que la France envisageait d'acheminer directement et sans coordination avec le gouvernement fédéral d'Irak, des armes au Kurdistan irakien.

Selon le journal libanais "As-Safir", cela intervient alors que les Etats-Unis ont annoncé qu'ils entraîneraient et fourniraient des armes aux Kurdes, dans le cadre d'une coopération avec le gouvernement irakien. Le vice-représentant du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien à Paris, Ali Dolamari a souligné que le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian se déplacerait dans les prochains jours au Kurdistan irakien en vue de consulter les hauts responsables kurdes d'Irak. "L'arme remise par le ministre français de la Défense à la région du Kurdistan irakien pour lutter contre le groupe terroriste Daech, comprendra toutes sortes d'armes sophistiquées "Al-Milan", "Douchka" et des mortiers", a-t-il affirmé. Paris avait promis au Kurdistan irakien de soutenir les Peshmergas et les kurdes. Dans ce droit fil, Paris délivrera ces armes directement au Kurdistan irakien à l'insu du gouvernement de Bagdad. Le chef du Kurdistan irakien Massoud Barzani s'est déplacé, en février, à Paris et entretenu avec le président français François Hollande ; les deux hommes avaient mis l'accent sur le soutien aux Peshmergas et au Kurdistan irakien. [french.irib.ir 22.06](#)

1.2- Proche-Orient: le Hamas rejette le plan de la France - [french.irib.ir](#)

Le haut membre du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, Hamas, Ismaël Rezwan, s'est dit contre le plan de la France, en soulignant que le Hamas s'opposait à tout plan qui ferait fi des droits et de la cause de la nation Palestine.

" Les pourparlers de compromis avec le régime sioniste sont inutiles et une perte de temps", a estimé Ismaël Rezwan, avertissant que le projet proposé par la France et qui devrait être remis au Conseil de sécurité, signifiait la violation des droits du peuple palestinien notamment en ce qui concerne le droit au rapatriement, le droit à l'autodétermination et la formation d'un Etat indépendant palestinien sur la base des frontières de 1967. Les négociations de compromis entre les parties palestinienne et israélienne s'étaient soldées par un échec fin avril 2014, en raison de la construction de colonies israéliennes en Cisjordanie et Qods-Est et l'opposition d'Israël à la formation d'un gouvernement d'union nationale en Palestine. [french.irib.ir 22.06](#)

2- Arabie saoudite

2.1- Arabie saoudite: naissance d'une rébellion armée contre les Saoud - [french.irib.ir](#)

Un mouvement séparatiste armé a annoncé la capture d'une base militaire, dans le Sud de l'Arabie saoudite. Il s'agit du mouvement séparatiste «Al-Ahrar Najran», en guerre contre les Saoud. Le représentant de cette force séparatiste a déclaré que leurs troupes ont affronté des soldats saoudiens, dans la région de Habash, à 10 km au Sud de Najran.

Ces séparatistes ont annoncé qu'ils veulent se séparer de l'Arabie saoudite et faire allégeance au Yémen voisin. Ceci ressemble au début d'une guerre civile, au sein même de l'Arabie saoudite, propagatrice de guerres civiles, dans la région. Un retour de bâton terrible. Affaire à suivre. french.irib.ir 22.06

2.2- Ansarallah abat un drone saoudien - french.irib.ir

Les combattants d'Ansarallah ont abattu un drone de reconnaissance de l'armée saoudienne dans la région frontalière de Sahar. Selon Yemen Post, les combattants d'Ansarallah affirment avoir abattu l'appareil à l'aide des missiles anti-aérien. Riyad n'a pas encore réagi à cette information. french.irib.ir 22.06

ECONOMIE

Le capitalisme serait-il voué à disparaître ?

- L'emploi, une espèce en voie d'extinction ? - lepoint.fr

Depuis la première révolution industrielle, différents modèles économiques de développement ont été conçus. D'une crise à l'autre, le scénario se répète. Le médecin croit trouver un remède à la maladie, puis, lorsque le malade tombe à nouveau au plus mal, il s'aperçoit qu'il ne s'agissait que d'un palliatif.

Les Trente Glorieuses, notre âge d'or à nous, sont encore présentes dans tous les esprits. Pourtant, avons-nous bien compris ce qu'il s'est vraiment produit au cours de cette période ? La consommation de masse était considérée comme le paradigme optimal du développement économique. Mais c'était une illusion. Le modèle de la consommation de masse, des prix bas accessibles à pratiquement toutes les couches de la population, n'est pas une logique de développement mais un paradigme qui conduit à l'appauvrissement généralisé de la population. Pourquoi ?

Une surcapacité de production permanente

Reprenons le cours des événements économiques du XXe siècle. Il faut bien comprendre que nous sommes dans un continuum depuis la crise de 1929. Les solutions qui ont été trouvées successivement n'ont été que des solutions provisoires. Le New Deal (la politique des grands travaux menée par Franklin Roosevelt) n'était qu'un traitement social du chômage, pas une relance véritable de l'économie. Ensuite, le plan Marshall a permis de transformer une économie de guerre en une économie de consommation au moyen de la dette. C'est alors qu'est apparu le modèle de la démocratisation de la consommation. À l'inverse du Fordisme (qui consiste à augmenter les salaires pour que les ouvriers puissent s'offrir une Ford T), on obtenait des prix bas, via une production de masse et des économies d'échelle. Les entreprises compensaient leurs marges unitaires réduites par des ventes en grande quantité.

On a pensé que ce modèle économique de la consommation de masse aboutissait à l'enrichissement collectif de la population, mais c'est le contraire qui s'est produit. Pourquoi ? Parce que le problème de la surcapacité de production n'est pas résolu. Lorsque de nouvelles entreprises arrivent sur le marché, chacun des concurrents, pour conserver des prix bas et sa compétitivité, pousse cette logique à son paroxysme et on aboutit aux délocalisations ou à la walmartisation de l'économie, c'est-à-dire à une baisse des salaires. Et c'est une spirale infernale déflationniste puisque les consommateurs, voyant leur pouvoir d'achat limité, cherchent des prix de plus en plus bas.

Cette dynamique infernale était masquée par la forte croissance des années 1960, liée à la reconstruction de l'après-guerre, mais elle était déjà ancrée, même si ses effets étaient encore peu visibles. Pendant les années 1970, un grand nombre de personnes issues du baby-boom arrivaient sur le marché du travail alors que le progrès technique permettait aux entreprises de s'informatiser, ce qui diminuait leurs besoins en main-d'œuvre. Certes, ces progrès technologiques créaient de nouveaux emplois, mais le nombre des emplois offerts par les entreprises est resté inférieur aux besoins de la population active, et le chômage de masse faisait son apparition.

La nouvelle lubie de l'économie collaborative

Le seul moyen qu'on a trouvé pour inciter les personnes touchant de faibles revenus à consommer, c'est le crédit. Mais accorder des prêts à des personnes non solvables constitue pour l'industrie financière une bombe qui a explosé en 2007 (crise des subprimes). Pour créer ce qu'on appelle l'effet de richesse (cela consiste à donner l'impression aux possesseurs d'actifs qu'ils

sont riches, ce qui les pousse à consommer), on fait monter les marchés, qu'il s'agisse des actions, des obligations ou de tout autre actif, créant ainsi des bulles spéculatives prêtes à exploser de nouveau. Voilà où nous en sommes.

Face à cette situation, de nouvelles pistes sont explorées, par exemple l'économie collaborative... Cette "ubérisation" de l'économie, le paradigme du CtoC (Consumer to Consumer), n'enrichit que les opérateurs. Il s'agit en fait d'une destruction de valeur, c'est-à-dire que l'on remplace des revenus par d'autres revenus de moindre valeur. C'est un nivellement par le bas. Par exemple, Amazon envisage de faire livrer ses produits par des particuliers, via une application "On my way". Si cette plateforme est mise en œuvre, les sociétés telles que DHL ou Fedex seront mises en difficulté et ne pourront plus offrir de véritables emplois de chauffeurs-livreurs à un grand nombre de personnes.

C'est donc bien une destruction d'emplois et donc de richesse à laquelle nous assistons. Même si les particuliers payaient des cotisations sur les (faibles) revenus engrangés, la substitution est perdante. Par ailleurs, l'ubérisation ne constitue pas en elle-même un progrès technique. Ce ne sont que des plateformes de mise en relation des particuliers entre eux via Internet.

Les médecins de Molière au chevet du malade...

Tels les médecins de Molière, nombreux sont ceux qui se sont penchés sur la question économique. Mais les débats vont bon train alors que le malade s'affaiblit de jour en jour. N'oublions pas que même si la misère a reculé dans le monde, la croissance de l'économie mondiale diminue d'un point tous les dix ans.

Le chômage de masse et le sous-emploi demeurent des problèmes qui sont, jusqu'à présent, sans solution pérenne. En effet, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne, les dispositions telles que les minijobs, les contrats zéro heure ne servent qu'à afficher des statistiques avantageuses du chômage et ne font que remplacer des chômeurs pauvres par des travailleurs pauvres. Différentes options font l'objet de discussions enflammées.

On fustige les dettes souveraines qui pèsent sur l'économie. Certains proposent un défaut pur et simple. Même si la dette était supprimée, le problème ne serait pas résolu, puisque la création de richesse tend à diminuer, alors que la population augmente. Si bien qu'au bout d'un certain temps, les États ou les ménages seront de nouveau obligés de s'endetter, à moins d'un changement profond dans les comportements, ce qui prendrait du temps de toute façon.

La robotisation, un mirage ou un miracle ?

Alors que le problème du chômage de masse n'est toujours pas résolu, le continuum demeure et une autre révolution apparaît, la robotisation, que l'on ne doit pas confondre avec la robotisation, processus déjà entamé depuis les années 1980 et qui n'est que le prolongement de la mécanisation de la production, apparue dès le XIXe siècle. La robotisation, c'est autre chose. Il s'agit du remplacement complet de l'homme par des robots dans le processus de fabrication. C'est-à-dire que des robots vont être capables de programmer d'autres robots chargés de fabriquer les robots qui fabriqueront des produits ou rendront des services.

Cette révolution arrivera moins vite qu'annoncé. Certes, il existe déjà des robots capables d'apprendre à effectuer des tâches sans qu'un programmeur n'intervienne. Mais la généralisation de ce modèle économique prendra plusieurs décennies. Entre la découverte par des scientifiques d'un virus (celui de la poliomyélite, par exemple) dans un laboratoire de recherche et l'éradication de la maladie, il aura fallu au moins un siècle. Pour la robotisation, il faut des investissements très importants et une vaste coopération entre les cerveaux du monde entier. Or, ces conditions sont loin d'être réunies à l'heure actuelle.

On sait désormais que ce n'est pas seulement les ouvriers qui vont perdre leur travail mais aussi les cadres supérieurs, le personnel qualifié exerçant des tâches dites intellectuelles. L'économie dite du savoir est aussi remise en question puisque aucun être humain ne peut rivaliser avec l'intelligence artificielle des robots. La question qui se pose désormais est : de quelle manière la population va-t-elle gagner de quoi acheter ce qui sera produit par les robots ? Si dans 40 ans, le travail a disparu, que va devenir la population ?

Le retard de la science économique

La science économique peine considérablement à analyser le présent. Un retard énorme s'est accumulé pour comprendre l'inefficacité actuelle du système dans son ensemble. Nous assistons à un ralentissement généralisé de l'économie qui va nous mener vers une régression de la condition humaine. L'espérance de vie en bonne santé baisse en France et ailleurs et on déplore la recrudescence de la misère, la réapparition de certaines maladies, etc.

La perte de solvabilité progressive des acteurs économiques est restée dans un angle mort de la pensée économique. Personne n'y a pensé. Il y a quarante ans, il aurait fallu se pencher sur la question, mais il n'est pas trop tard !

La science économique du futur devra réfléchir le réel de façon globale

La science économique devrait d'ores et déjà anticiper les problèmes du futur. La croyance en la théorie schumpetérienne ne doit plus nous empêcher de nous poser les vraies questions. Nous sommes face à un problème que seuls les auteurs de science-fiction ont abordé. Nous avons devant nous quelques décennies pour anticiper et élaborer des modèles économiques viables du monde de demain.

Certes, différentes pistes sont évoquées çà et là. L'économie du temps libre, le revenu universel ou l'idée de redistribution de la valeur produite posent les jalons d'une réflexion débutante, mais il faut un modèle rigoureux et cohérent dans son ensemble. Pour l'instant, il n'existe aucune théorie économique suffisamment élaborée qui réponde à ces questions.

Il est temps de lancer une vaste réflexion sur l'avenir de l'homme dans l'économie robotisée et sur la notion de création de richesse sans travail. Nous savons désormais que la notion de destruction créatrice de valeur est un mythe. Nous avons devant nous quarante ans pour réinventer un modèle économique viable et pérenne. Voilà un défi philosophique d'importance pour les économistes. lepoint.fr 22.06

Je n'ai pas le temps de commenter cet article.

Quand un économiste se met à réfléchir, apparemment cela prend du temps pour qu'il en sorte quelque chose, simple constatation. Le constat qu'il dresse du capitalisme à de quoi les effrayer.

On n'est pas certain que le capitalisme disposerait encore de 40 ans devant lui, souhaitons que ce ne soit qu'un délire d'économiste qui pose plus de questions qu'il n'en résout, comme d'habitude, ils sont payés pour cela.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 juin 2015

CAUSERIE

Vidéo

- Le grand bluff de Ronald Reagan Arte - documentaire 2015 vf complet (52')
<https://www.youtube.com/watch?v=AxiSzgXTEA8>

Parole d'internaute.

- "Vous m'en bouchez un coin...Haziza au Canard ?

Je vais regarder de plus près les signatures d'un hebdo qui fut (quelle misère...) mon rdv politique dans mon adolescence...

Au Canard, on a aussi des youngs leaders (David Fontaine), ce qui en dit aussi pas mal sur l'innocuité (collaboration ?) du palmipède quant à l'Inquisition néolibérale UESA.

Mais Ha-zi-za...là, j'avoue tomber de ma chaise...

Le Canard est devenu, n'a-t-il jamais été autre-chose ? une institution, donc à ce titre, un ubuesque porte coton pseudo anar, comme les adorent la CIA et ses filiales."

il y a ceux qui mettent en scène ou tournent en dérision les contradictions ou les paradoxes du régime, éditorialistes, humoristes, comiques, sans oublier les personnages politiques qui les exploitent pour leur propre compte, sans jamais vraiment en sortir parce que c'est lui qui les nourrit.

Quant aux révélations des journalistes d'investigation, hormis ceux dont la probité anticapitaliste est acquise, elles font figure de soupirails à un régime qui suffoquerait sinon sous les miasmes que dégage sa décomposition. C'est comme une petite lumière qui brille au loin, et qui rapidement s'éteint sans avoir atteint le bout du tunnel et la lumière.

ACTUALITE EN TITRES

[Le PS en sortira complètement laminé.](#)

- L'UDI et Les Républicains présenteront des listes d'union aux régionales - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Intox ou révélations qui n'en sont pas.](#)

- Les Etats-Unis ont espionné les trois derniers présidents français - AFP

Les trois derniers présidents français et leurs plus proches conseillers ont été espionnés par les Etats-Unis, au moins de 2006 à 2012, selon des documents Wikileaks, qui ne comportent pas de révélation fracassante, divulgués mardi par Mediapart et Liberation.

Contacté par Mediapart, Jean-David Levitte ne s'est d'ailleurs pas déclaré "surpris". "Quand j'ai été ambassadeur à l'ONU, puis à Washington, puis dans mes fonctions à l'Élysée, aussi bien auprès de Jacques Chirac que de Nicolas Sarkozy, je suis toujours parti du principe que j'étais écouté. Cela va avec la fonction? Une fois qu'on a intégré cela, on adapte ses pratiques", affirme le diplomate. AFP 23.06

[Avenir incertain, bouché, gravement hypothéqué.](#)

- Plus de la moitié des Français ont un sentiment de déclassement social - 20minutes.fr

Plus de la moitié des Français (54%), trois fois plus qu'en 2002, considèrent que leur situation sociale est moins bonne que celle de leurs parents au même âge, selon un sondage publié mardi.

Ils sont deux fois moins nombreux (27%) à estimer que leur situation est meilleure et un peu moins d'un sur cinq à la juger «équivalente», selon ce sondage sur «les Français et l'argent» réalisé par Odoxa pour Les Échos, Radio Classique et FTI Consulting.

En 2002, ils étaient 55% à avoir le sentiment que leur situation était meilleure que celle de leurs parents et seulement 17% à estimer l'inverse, rappelle l'enquête.

Alors qu'ils considéraient que l'on était riche à partir d'un revenu de 6.000 euros par mois en 2011, ce seuil est tombé à 5.000 euros de revenu médian par mois cette année, selon ce sondage. 20minutes.fr 23.06

A les entendre bientôt on serait riche avec quoi, 3 ou 4.000 euros par mois, rien de tel pour mettre à contribution les classes et couches moyennes, voilà peut-être l'objet de ce sondage...

[Le consensus se traduit dans tous les domaines par la bassesse et la médiocrité.](#)

Je n'ai plus la télé depuis 6 mois et je m'en passe très bien. Mais je me souviens l'avoir éteinte en 2014 en regardant Thalassa, tellement j'étais écoeuré par les discours sirupeux et stéréotypés dignes d'un employé d'une agence de voyages tenus par leur pseudo-reporters, vantant le bien-être régnant dans certains pays quasi-paradisiaux, tandis que la majorité de la population croulait sous une misère noire, la corruption et la pollution. Cela valait également pour l'émission *Faut pas rêver*, au cours de laquelle la nouvelle animatrice arborait imperturbablement un sourire stupide et convenu.

Je m'étais fait la réflexion que la droitisation des médias et la propagande officielle distillant l'idéologie dominante ne devait épargner aucun secteur ou émission au point de les rendre indigestes. J'en étais arrivé à ne plus allumer la télé qu'une ou deux fois par semaine, alors la débrancher n'était plus qu'une formalité.

On parle de résistance, elle commence là, par le refus d'être le complice d'un instrument qui sert à conditionner les masses et censurer les médias institutionnels. Ce n'est pas contradictoire avec le fait d'aller pêcher gratuitement des articles de presse là ils existent.

Elle peut également s'exprimer en refusant de marcher dans la combine qui consiste à consommer des marchandises ou des services dont on peut parfaitement se passer sans vivre plus mal pour autant ou se sentir frustré. Au lieu de se laisser aller à

vivre dans une sorte d'insouciance de bon aloi aussi stupide que néfaste, on ferait mieux de s'en tenir à nos besoins réels au lieu d'adopter ceux superficiels ou inutiles qu'on tente de nous imposer de l'extérieur par n'importe quel moyen.

Quand on n'a pas un mode de vie ou un comportement dans la vie quotidienne en adéquation avec ses idées, on n'a aucune chance de les faire avancer, notre engagement relève de la posture pour être inconsistant, pas vraiment sérieux.

On nous rétorquera peut-être qu'on a bien le droit de vivre, qu'on n'a qu'une vie et qu'après tout ce n'est pas bien grave si on entaille nos principes ici ou là. Argument désuet et sans fondement qui sert à justifier tous les écarts possibles qu'on entend se permettre, alors que contrairement à ce que sous-entend une telle critique, vivre selon ces principes est tout à fait à la portée de chacun sans avoir à fournir d'efforts particuliers et viable, procure davantage de satisfaction dans la mesure où on savoure la liberté de nos choix, ce qui n'est pas le cas quand ils nous sont imposés de l'extérieur.

On se plaint sans cesse que notre espace de liberté se réduit comme une peau de chagrin dans leur société, alors qu'en réalité on y contribue inconsciemment soi-même. Quelque part il faut un moment donné savoir ce que l'on veut vraiment dans la vie et s'en donner les moyens, cela vaut en général dans la vie quotidienne comme dans le combat politique ou notre engagement. Certains vont encore plus loin en exigeant que les masses se délestent de leurs préjugés archaïques, tandis que leur comportement est incohérent ou bourré de contradictions ou contredit leurs idées sans que cela les gêne le moins du monde.

Chacun est libre de penser, dire ou faire ce qu'il veut dans la vie, on ne le conteste pas évidemment, mais il faut l'assumer et ne pas se plaindre par la suite des conséquences qui en découlent ou alors en tirer des leçons. Il est évident que lorsqu'on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses ou de faire leur éducation, que cela doit se traduire en pratique, sinon cela ne servirait strictement à rien, car on ne pourrait pas en mesurer les résultats, et du coup on ne serait pas porté à persévérer dans cette voie pour finalement régresser.

En somme, c'est la dialectique appliquée à notre de vie qui peut être harmonieux autant que faire se peut dans la société actuelle ou au contraire être chaotique et décevant à l'arrivée. C'est un art de vivre qui sera le bienvenu dans une société en pleine décomposition, qui offre bien peu de sujets de satisfaction, un exemple et un espoir dont on a bien besoin de nos jours, qui incarne notre volonté de changer la société.

- Une fronde s'organise au sein de la rédaction de Thalassa - LePoint.fr

Des sujets aseptisés, une direction qui manque de courage et d'idées, les journalistes de la célèbre émission ne cachent pas leur colère.

Rien ne va plus au sein de la rédaction de Thalassa. Le site d'informations Mediapart met en lumière le mal-être et la colère des journalistes de l'émission qui évoquent les pratiques douteuses de la direction. Pour le célèbre animateur Georges Pernoud, c'est un choc : "Je tombe du placard...Certains ne me disent plus bonjour. Ils se plaignent de quoi ? Je ne savais pas que je les frappais ; en tout cas, je ne l'ai pas encore lu dans les tracts qu'ils m'envoient", a-t-il déclaré à au site d'investigation.

Pourtant, au sein de la rédaction, le malaise est bel et bien présent. "Treize des quinze reporters de l'émission ont approuvé un texte qui dénonce l'immobilisme, l'absence de ligne éditoriale et le sous-emploi des effectifs (35% de production en interne)", rapporte Médiapart. Selon le site, certains reporters n'auraient pas tourné depuis neuf mois. À leur place, des maisons de production fournissent des sujets pour l'émission. Pire, selon les journalistes, ces sujets sont souvent aseptisés et "cartes postales" : "La Nouvelle-Calédonie en eldorado touristique sans qu'apparaisse un Kanak ; une Algérie mensongère, aux plages immaculées - nettoyées avant chaque prise de vue...", détaille le site d'informations.

Un audit commandé au cabinet Think Out et transmis à la direction des programmes n'a pas arrangé les choses. Le document préconise d'"éviter les personnages trop antipathiques, qui ne donnent pas envie de voyager (...) d'adopter un ton négatif en continu ; d'aborder les sujets délicats sous l'angle de la solution plus que du constat." L'étude a suscité l'indignation des salariés de l'émission qui reprochent à leur direction son "immobilisme" ainsi que son manque "d'idées" et de "courage". Pire encore, les questions sociales et environnementales, pas assez vendeuses, sont également évitées. A croire que Thalassa a perdu de vue sa mission de service public. LePoint.fr 23.06

Au passage, service public que Le Point ne cesse de conspuer bruyamment !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Russie

- Moscou entend durcir l'embargo contre l'Europe - french.irib.ir

Moscou entend durcir l'embargo sur les denrées alimentaires européennes en réaction à la prolongation par l'Occident des sanctions antirusse.

La question de la prorogation de l'embargo alimentaire russe contre certains pays occidentaux sera résolue "dans les plus brefs délais", a déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, ajoutant que la réciprocité était de mise dans un contexte de sanctions. « Les propositions du gouvernement sont actuellement étudiées par l'administration du président. Nous nous attendons à ce que l'examen se termine rapidement et soit formalisé », a déclaré M. Peskov aux journalistes.

Lundi, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont pris la décision de prolonger les sanctions économiques contre la Russie jusqu'au 31 janvier 2016. Natalia Timakova, porte-parole du premier ministre russe Dmitri Medvedev, a annoncé lundi soir que le gouvernement avait préparé et soumis à l'administration du président un document concernant le prolongement de l'embargo sur les produits alimentaires. Les Etats-Unis et l'Europe ont adopté plusieurs trains de sanctions contre des secteurs entiers de l'économie russe en 2014 et au début de 2015 sur fond de crise en Ukraine. La Russie a riposté, en frappant d'embargo en août plusieurs denrées alimentaires en provenance de l'UE, du Canada, d'Australie et de Norvège. french.irib.ir 23.06

Arménie

Stratégie de la tension, provocation ou récupération médiatique pour le compte de l'Otan ?

- Des milliers d'Arméniens manifestent contre la hausse du prix de l'électricité - LeMonde.fr

Ce sont près de 6 000 personnes qui sont descendues dans les rues d'Erevan, mardi 23 juin. Encore plus que la veille, lorsque 4 000 manifestants avaient battu le pavé. Pour la deuxième journée consécutive, des Arméniens ont protesté contre la décision du gouvernement du président Serge Sarkissian d'augmenter le prix de l'électricité. Ils ont aussi réclamé la libération de 237 manifestants interpellés par la police lundi 22 juin, et qui encourent jusqu'à un an de prison. Ces rassemblements antigouvernementaux sont les plus importants de ces dernières années.

Arborant des drapeaux arméniens et aux cris de « Honte ! » et « Non au pillage ! », la foule s'est rassemblée mardi soir sur la place centrale d'Erevan, la capitale arménienne, avant de marcher vers le palais présidentiel. Un important cordon policier avait été déployé autour du bâtiment.

« Nous ne nous rendrons pas ! Nous allons continuer notre lutte pacifique jusqu'à ce que le gouvernement réponde à nos demandes », a lancé Artak Harutyunyan, un jeune manifestant. Qualifiant le rassemblement d'« illégal », le ministère de l'intérieur arménien a exigé que les manifestants « n'augmentent pas artificiellement les tensions ».

La délégation de l'Union européenne en Arménie s'est pour sa part dite « préoccupée » par « les informations évoquant une utilisation excessive de la force contre un rassemblement pacifique et contre les journalistes ». L'ONG de défense des droits de l'homme Amnesty International a également appelé les autorités à respecter « le droit de réunion et la liberté d'expression ».

Cette manifestation était organisée par le groupe « Non au pillage », qui se dit apolitique. « Nous sommes les maîtres de notre pays. Nous ne tolérerons pas l'augmentation du prix de l'électricité et ne laisserons pas le gouvernement voler notre peuple », affirme le groupe sur sa page Facebook.

Le distributeur d'électricité arménien, propriété du producteur d'électricité russe Inter-RAO, a demandé au gouvernement d'augmenter les tarifs afin de lutter contre la dévaluation de la monnaie arménienne, le dram. LeMonde.fr 23.06

Apparemment Le Monde se réjouit de ces manifestations parce qu'elles sont tournées contre le producteur qui est russe, pendant que l'ONG Amnesty International habituée à relayer la propagande de l'Otan en rajoute une couche, alors que cette manifestation n'avait pas fait l'objet d'une autorisation par les autorités arméniennes. Si une telle manifestation avait lieu dans un pays occidental dans les mêmes conditions ou spontanément, les médias et les ONG la censureraient tout simplement ou dénonceraient son caractère illégitime.

Ils instrumentalisent la colère justifiée du peuple arménien contre une mesure qu'il juge injuste, dans le but de déstabiliser un gouvernement qui entretient de bonnes relations avec la Russie, un crime de nos jours. LeMonde.fr 23.06

Syrie

- Les Kurdes chassent l'EI d'une base-clé, au Nord de Raqqa - french.trib.ir

Les forces kurdes syriennes, pro-Assad, ont chassé, lundi, les combattants du groupe Etat islamique, (EI), d'une base-clé, au Nord de Raqqa. Cette ville constitue le principal fief de l'EI, en Syrie. Il s'agit du 2e revers d'envergure infligé en une semaine par les Kurdes à l'EI. Les Kurdes ont pris mardi Tall Abyad, important point pour les Jihadistes, à la frontière turque, où l'EI faisait passer, illégalement, des combattants et des armes. "Les Unités de protection du peuple kurde, (YPG), ont pris la totalité de Liwa 93, (Brigade 93), à 56 km au Nord de Raqqa. french.trib.ir 23.06

Yémen

- Yémen : une école, à Saada, détruite par les avions saoudiens - french.trib.ir

Au Yémen, les avions de chasse de l'aviation saoudienne continuent de bombarder les écoles de Saada.

Les avions de combat de l'Arabie saoudite continuent de larguer des bombes, sur les écoles et les infrastructures du Yémen. Au cours de la dernière frappe de l'aviation saoudienne, une école, située à Haydane, dans la province de Saada, a été bombardée. Selon les témoins oculaires, les Saoudiens ont pris pour cible, à quatre reprises, cette école, avant de la réduire à néant. A noter que les raids aériens des avions de chasse saoudiens contre les écoles et les infrastructures du Yémen ont été intensifiés, depuis le début du mois béni de ramadan. french.trib.ir 23.06

Arabie saoudite.

- Infanticide : un pilote saoudien se suicide - french.trib.ir

Les sources citées par les chaînes Al Mostaqila et Al Euphtae font état du suicide d'un pilote saoudien ayant participé aux raids aériens contre le Yémen!! selon des sources précitées qui sont proches de la cour des Saoud, l'officier pilote saoudien se serait donné la mort après avoir visionné l'image des centaines de bébés yéménites tués dans des bombardements commis par la coalition anti Yémen que dirige l'Arabie saoudite. Juste avant de se suicider, le pilote aurait affirmé : " nous avons pêché! nous avons oublié le vrai sens de l'Islam . nous tuons nos frères et soeurs musulmans en bombardant les villes aux côtés des avions appartenant aux chrétiens".

Dans une lettre qu'il laisse sur les lieux de son suicide à l'adresse de ses amis, le pilote Al Anzi reconnaît avoir commis le suicide en visionnant les images des centaines d'enfants déshabillés à la suite des frappes aériennes. " Mohamad Ben Salman nous a impliqués dans une guerre perdue d'avance. Je ne comprends pas pourquoi nous devons mettre en danger nos intérêts saoudiens à l'instigation des Etats Unis et d'Israël". french.trib.ir

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Grèce : les concessions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Alexis Tsipras est rentré ce mardi 23 juin de Bruxelles à Athènes avec un nouveau plan d'économies portées à 7,9 milliards d'euros. Plus de vingt mesures réparties entre la TVA, la fiscalité et les retraites.

Pour la TVA, c'est le tourisme qui reste la première cible, et notamment l'hôtellerie, qui passerait de 6% à 23%. Pour les îles prospères comme Mykonos et Rhodes, finie la TVA à taux réduit. Une taxe sur le luxe touchera aussi certains bateaux, les grosses voitures ou les piscines.

En ce qui concerne la fiscalité, le taux d'impôts sur les sociétés passera de 26% à 29%. Les impôts sur le revenu sont aussi visés. À partir de 50 000 euros par an, ils seront encore augmentés. Quant aux très hauts revenus, supérieurs à 500 000 euros, ce sera 8% de taxe en plus.

Troisième volet : les retraites, avec quelques rares exceptions, la fin des pré-retraites, mais aussi la hausse des cotisations santé sur les pensions.

Mais Alexis Tsipras n'a rien voulu céder sur certains domaines. Pas de hausse de TVA sur les médicaments et l'électricité, pas de ponction supplémentaire sur les pensions de plus modestes. Le Premier ministre grec doit maintenant convaincre son Parlement.

Des députés de l'aile gauche de Syriza ont dénoncé les nouveaux sacrifices demandés à la population. L'un d'eux, Vangelis Diamantopoulos, a écrit sur sa page Facebook que "la tactique du "il n'y a pas d'alternative" ne peut pas être la marque de la gauche".

Mais plusieurs ministres sont venus au secours d'Alexis Tsipras, évoquant, comme le vice-ministre de la Réforme administrative, Georgios Katrougalos, "un mal nécessaire". Le Premier ministre avait défendu lundi soir des propositions qui préservent "la justice sociale".

Des milliers des sympathisants du syndicat du Parti communiste (Pame) ont manifesté mardi soir à Athènes dénonçant un "accord contre le peuple". Francetv info et AFP 23.06

ECONOMIE

Iran/Russie

- Iran/Russie: le troc pétrole contre l'électricité - french.trib.ir

Le vice-ministre iranien de l'Energie a fait état de la tenue du deuxième tour des négociations avec la Russie pour le troc du pétrole contre l'électricité.

M. Houshang Falahatian a déclaré au journaliste que pour l'importation de l'électricité de Russie, il fallait des négociations avec plusieurs pays voisins qui devraient offrir un support technique et logistique pour rendre possible la connexion entre les réseaux d'électricité en Iran et en Russie.

Le vice-ministre iranien de l'Energie a ajouté que le transfert de l'électricité entre la Russie et l'Iran, doit se faire par les réseaux d'Arménie, de Géorgie et de République l'Azerbaïdjan. M. Houshang Falahatian a rappelé qu'une note d'entente avait été signée en 2014 sur la coopération irano-russe en matière d'électricité, mais qu'il faut organiser d'autres réunions pour finaliser ces accords.

Il est prévu que le troc irano-russe du pétrole contre l'électricité pourrait avoir une valeur de 10 milliards de dollars par an. french.trib.ir 23.06

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juin 2015

CAUSERIE

Il faut se forcer pour trouver dans la situation actuelle des éléments susceptibles d'alimenter l'optimisme et le moral des troupes.

Il ne faut pas être trop regardant sur la nature des manifestations qui ont lieu contre le gouvernement, d'autant plus que les compte-rendus qui en sont faits occultent cette question qui empoisonne littéralement les partis ouvriers. Vaut mieux adopter une approche superficielle de la réalité ou ne pas trop se mouiller, que de mettre franchement les deux pieds dans le plat au risque qu'il ne se transforme en sables mouvants et vous engloutisse.

A l'époque de la réaction sur toute la ligne, on peut concevoir qu'on se satisfasse de peu, ce qui par contre ne devrait pas nous dédouaner de produire des analyses qui ne se limitent pas à commenter l'actualité sociale ou politique ou à demeurer sur le terrain du jeu institutionnel auquel tous les rapports entre les classes seraient ou devraient se subordonner.

Bref, on devrait se contenter de lieux communs, de constats sans intérêt, de formules creuses, des refrains habituels qui nous ont conduit où nous en sommes pour s'inscrivent finalement dans aucune perspective politique, ce qui se traduira sur le plan pratique par l'impossibilité de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, compte tenu que le niveau théorique et politique des militants et leurs partis ne sont pas à la hauteur de la situation et des tâches que l'avant-garde a à accomplir.

On vit si bien en régime capitaliste en France qu'on se contentera de revendications alimentaires ou démocratiques bourgeoises

pour le rendre encore plus supportable (certainement pas pour des millions de travailleurs pour lesquels c'est un luxe inaccessible), car il n'est nulle part question de s'en passer, à croire qu'on devrait se satisfaire du mode de vie qu'il nous impose ou qu'on pourrait en tirer des satisfactions substantielles, bien qu'en étant privilégié ou défavorisé on ne dispose pas davantage de liberté pour autant ou de la possibilité de décider de notre propre, à croire que plus le régime se décompose et piétine la démocratie en agitant le spectre de la guerre, plus il faudrait rabaisser nos exigences politiques et éviter toute référence au socialisme par crainte de passer pour un farfelu ou un disciple de Staline, Mao, Pol Pot ou encore Enver Hoxha qui se réclamaient frauduleusement du communisme...

On aura compris que nos idées et notre comportement devraient nous être dictés de l'extérieur et ne devrait en rien refléter nos convictions ou nos aspirations révolutionnaires, nos expériences et les enseignements qu'on en a tirés, pour se conformer à l'interprétation de la société qui prévaut chez la majorité des travailleurs au demeurant toujours ignorants de leur condition ou bourrés d'illusions mortelles dans le régime. Même le combat contre la propagande officielle dans le cadre de la guerre idéologique et psychologiques que mène la classe dominante contre les masses exploitées, ne présenterait aucun intérêt ou devrait être traité par le mépris, à croire qu'elle ne serait pas un instrument de la lutte de classe des capitalistes pour conditionner les travailleurs et les soumettre et que le lien qui existent entre ces différents facteurs seraient une vue de l'esprit.

Seules les questions alimentaires immédiates mériteraient notre attention, à croire que le développement de la civilisation humaine tiendrait tout entier dans un tube digestif et que le cerveau n'y remplirait aucun rôle, alors que c'est lui qui commande toute pulsion, action ou réaction. Nos droits ou besoins seraient légitimes, sauf sur le plan historique.

Ainsi s'explique en grande partie pourquoi nos dirigeants refusent de modifier les rapports qu'ils ont établis avec notre classe ainsi que leur conception de la lutte des classes, laissant le champ libre à une multitude de charlatans censés nous représenter de manipuler tranquillement la conscience des masses, à l'instar par exemple de ceux qui gouvernent la Grèce aujourd'hui. Ils estiment que la crise du capitalisme et ses conséquences suffiront à un moment donné pour déclencher une révolution... qui sera infailliblement vouée à l'échec et à être écrasée dans le sang, du fait que le prolétariat n'aura pas acquis un niveau de conscience politique suffisamment élevé pour se doter des instruments ou des moyens qui lui permettraient de terrasser son ennemi.

On se demandera pourquoi la nature a créé une espèce supérieure à toutes les autres capable de prendre conscience de soi, si elle n'est pas en mesure de se servir de cet organe pour conquérir son émancipation ou maîtriser son développement. Dit autrement, on se demandera à quoi peut bien servir le cerveau, question qu'on n'aurait jamais cru devoir se poser un jour.

Ces réflexions m'ont été inspirées par la lecture du dernier numéro d'Informations ouvrières (n°357) paru hier. Après avoir lu quelques passages et parcouru le reste en diagonal, je me suis demandé à quoi pouvait-il servir et je n'ai pas trouvé de réponses satisfaisantes à cette question, à rien (sauf si on est fonctionnaire et qu'on milite dans un syndicat puisque ce journal est conçu exclusivement pour eux), je me suis dit que si je militais au POI, je serais infoutu de m'en servir pour m'adresser aux travailleurs en général, encore moins pour en recruter.

Mais bon, je ne pense pas que ce sujet passionne nos lecteurs. Ils doivent savoir que pendant des décennies ce parti n'a cessé de lorgner vers le PS au point d'apparaître comme l'appendice de son soi-disant courant de gauche qui en réalité n'a jamais existé que dans leur imagination, pour finalement se rabattre vers le PCF et commettre la même erreur, à moins que ce ne soit intentionnel, ce qui pourrait faire dire ironiquement à des militants du NPA que les dirigeants du POI en viennent à imiter la LCR plus d'un demi-siècle plus tard, si vous avez deux minutes et que vous voulez en avoir confirmation, lisez dans leur portail national l'éditorial de D. Gluckstein (ex dirigeant de la LCR), il demande aux militants ou sympathisants du PCF "*Comment pourraient-ils se reconnaître dans cette défense de Hollande et de sa politique ?*" après avoir relaté les propos du secrétaire nationale du PCF, Pierre Laurent.

Question que Gluckstein ne s'est certainement pas posé : Pourquoi devraient-ils se poser cette question ? Le PCF est sur une ligne nationaliste, social-patriote, corporatiste, il est soutenu à bout de bras par les banquiers, les multinationales (Publicités Renault dans L'Humanité...) et les médias, sa presse est subventionnée par l'Etat, il est allié électoralement au PS qui est un pilier du régime, il participe à toutes les institutions et en tire des prébendes qui assurent son existence financière, franchement quel intérêt auraient ces militants à rompre avec Hollande, quel intérêt auraient-ils à combattre réellement sa politique au risque de menacer l'existence de leur parti sachant qu'ils ont été formatés à l'école du stalinisme, plus récemment du réformisme, et que leur niveau de conscience politique correspond davantage à leurs intérêts personnels plutôt qu'au socialisme?

Croyez-vous sérieusement que les quelque 45 millions de travailleurs, étudiants et retraités de ce pays vont se sentir concernés par cet éditorial ? Le PCF moins son appareil, ses élus et ses bureaucrates, ses adhérents fantômes en fin de vie et autres, cela représente quoi, entre 10 et 30.000 adhérents, soit moins de 0,1% des travailleurs, étudiants et retraités en France.

Cette stratégie demeure fidèle à celle que les trotskystes du PCI avaient adoptée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec le succès que l'on sait. C'est sans doute le meilleur moyen de ne jamais construire le parti, là pour le coup ils ont atteint leur objectif, le seul !

Désolé de ne pas nous gargariser des luttes sociales actuelles...

ACTUALITE EN TITRES

Vaudeville en famille. Cris et chuchotements

- Colère au sommet de l'Etat français, cible des grandes oreilles américaines - AFP

Vraiment ?

- Une réaction a minima de Hollande, au risque de donner prise aux critiques - Le Huffington Post

Entre le fromage et le dessert et on n'en parle plus.

- Espionnage: "un mauvais moment" diplomatique à passer entre Paris et Washington - AFP

Pour la forme.

- Espionnage: Valls réclame "un code de bonne conduite" - AFP

Et pour cause :

- Espionnage : « Ces révélations ne constituent une véritable surprise pour personne » affirme Manuel Valls - Public Sénat

Et puis c'est du passé...

- Espionnage américain : l'Élysée n'est plus officiellement surveillé depuis un an - Francetv info

Si c'est leur suzerain qui l'affirme...

- Obama a "réitéré" à Hollande "son engagement ferme" contre tout espionnage - AFP

La Maison Blanche ne dément pas les révélations de WikiLeaks sur les écoutes de trois présidents français, mais Barack Obama assure que ces pratiques sont terminées.

Et pas rancunier pour deux sous en plus...

- L'Assemblée nationale adopte un accord avec les Américains sur l'indemnisation des victimes de la Shoah - Liberation.fr

Et même qu'en famille ils sont Patriot Act...

- La loi sur le renseignement est définitivement adoptée par le Parlement français - Francetv info

Le Parlement français a adopté le projet de loi sur le renseignement qui légalise des techniques d'espionnage, mercredi 24 juin, au grand dam des défenseurs des libertés individuelles. Après les sénateurs la veille, les députés ont entériné le texte par un vote à main levée qui a rassemblé une large majorité gauche-droite, mais avec des voix dissidentes dans presque chaque groupe politique. Les groupes PS, Républicains (LR), UDI (centriste) et des radicaux de gauche ont majoritairement voté pour. Les groupes écologiste et Front de gauche ont voté contre.

Au nom d'une "unité nationale sans faille", Eric Ciotti (Les Républicains) s'est ainsi réjoui d'un "projet de loi nécessaire et positif", position partagée par la "grande majorité" de son groupe. Francetv info 24.06

Intox et propagande. Déstabilisation.

- Obama appelle Pékin à faire baisser les tensions maritimes - AFP

- L'Otan se défend de toute "course aux armements", juge la Russie "agressive" - AFP

- Des milliers d'Arméniens continuent à manifester contre le pouvoir à Erevan - AFP

[Symétrie.](#)

- Moscou prolonge d'un an l'embargo sur les produits alimentaires européens - LeMonde.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Non, rien de rien, non je ne regrette rien...](#)

- Pour la première fois, un député frondeur quitte le groupe PS - L'Express.fr

Le député PS du Morbihan Philippe Noguès annonce à Ouest-France son départ du PS. "La ligne sociale-libérale a gagné avec Manuel Valls et Emmanuel Macron", juge-t-il.

Dans une interview publiée sur le site de Ouest-France, Philippe Noguès, député du Morbihan depuis 2012, déclare "qu'il n'y a pas de changement possible de l'intérieur du Parti socialiste ni du groupe parlementaire".

"Ma démarche, c'est une première. Je pense qu'il y aura quelques départs dans les semaines à venir. (...) Beaucoup hésitent, parce qu'on est dans un parti d'élus, et quitter un parti dans lequel on est depuis vingt ans, trente ans, c'est difficile. Ceux qui dirigent la fronde se satisfont de la situation telle qu'elle est", décrit-il. [lexpress.fr 24.06](#)

Pour monsieur Noguès, le plus "difficile", ce n'est pas d'avoir participé pendant des décennies à cette imposture que constituait le PS ou d'avoir servi les intérêts du capital, engagement qu'il n'a pas renié ou regretté d'ailleurs faute de ne pas le reconnaître, il en serait plutôt fier et ne demandait qu'à continuer, c'est de devoir dorénavant l'assumer ouvertement qui coince parce qu'il n'en a pas le courage. Il n'a donc absolument aucun mérite.

[Le chant du cygne.](#)

- Réforme territoriale : des maires des communes rurales chantent la Marseillaise devant l'Assemblée - Francetv info

Ils sont plusieurs centaines devant l'Assemblée nationale, mercredi 24 juin, pour dénoncer le projet de réforme territoriale bientôt en deuxième lecture devant les députés. Des maires des communes rurales de France se sont rassemblés contre un texte qui va, selon eux, "anéantir le niveau de proximité préféré des Français, la commune".

Selon l'AMRF, l'Association des maires ruraux, la réforme territoriale entend "concentrer pouvoirs et moyens bien loin de là où vivent nos concitoyens". Si ce texte était voté, "le maire et le conseil municipal n'auraient plus aucune prise sur les décisions locales" et les ressources des communes "seraient asséchées", poursuit l'AMRF dans un communiqué.

Les maires ont entonné la Marseillaise à l'extérieur de l'Assemblée qui doit examiner à nouveau le projet de loi NOTRe (Nouvelle organisation du territoire de la République) à partir du 29 juin. Des bousculades ont eu lieu avec la police sur place.

Des responsables de l'association ont été reçus par la ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, Marylise Lebranchu. Devant la ministre, les maires ont exprimé "l'incompréhension et l'inquiétude, voire la colère, des 32 000 maires de communes de moins de 2 000 habitants adhérents de l'AMF, sur la baisse injuste et insoutenable des dotations de l'Etat, le retrait de celui-ci dans les territoires ruraux" ou encore "la disparition des services publics". [Francetv info 24.06](#)

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

[Palestine occupée](#)

- Les chasseurs israéliens bombardent Gaza - french.irib.ir

Les avions de chasse de l'armée du régime sioniste ont pris pour cible le nord de la bande de Gaza. Selon le site web « Palestine Al-An », les chasseurs F-16 de l'armée du régime sioniste ont attaqué aux missiles ce mercredi la région de Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza.

Les militaires de l'armée du régime sioniste ont attaqué mardi soir le camp d'Al-Ouroub, au nord de la province d'Al-Khalil en Cisjordanie, avant de s'accrocher avec les citoyens palestiniens. Les militaires de l'entité sioniste ont tiré du gaz lacrymogène sur les Palestiniens pour les disperser. Après avoir inhalé du gaz toxique, plusieurs Palestiniens ont été asphyxiés. Des militaires sionistes attaquent constamment diverses régions en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, attaques au cours desquelles plusieurs palestiniens seront arrêtés, blessés ou ils trouveront le martyr. french.irib.ir 24.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Chômage: forte hausse en mai, accentuée par une procédure de relance inhabituelle - AFP

Un nouveau record a été enregistré par Pôle emploi en mai, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité atteignant 3,55 millions ("16.200) en métropole, amplifié par une procédure inhabituelle de relance des chômeurs.

En incluant ceux qui ont eu une petite activité (temps partiel, CDD, intérim), le nombre de demandeurs d'emploi a fait un bond de 69.600, pour culminer à 5,41 millions (5,71 avec l'Outre-mer), autre pic historique.

Mercredi matin, François Rebsamen avait réaffirmé que "l'année 2015 sera meilleure que 2014". AFP 24.06

ECONOMIE

Chine

Plus de 100 milliards d'euros pour la nouvelle Route de la Soie - Reuters

Le conglomérat public chinois Citic a annoncé mercredi que ses différentes divisions investiraient plus de 700 milliards de yuans (plus de 100 milliards d'euros) dans l'initiative chinoise d'une nouvelle "Route de la Soie", laquelle, comme l'originale, sera dans les faits double, terrestre et maritime.

Cette initiative recouvre environ 300 projets de grands travaux reliant l'Asie à l'Europe par le biais de réseaux aussi bien ferroviaires que routiers, électriques qu'internet, mais aussi de gazoducs et d'oléoducs et autres infrastructures maritimes et terrestres.

Le président chinois, Xi Jinping, a dit en mars qu'il espérait que les échanges commerciaux annuels de la Chine avec les pays concernés par ces grands travaux dépassent les 2.500 milliards de dollars en l'espace d'une décennie.

China CITIC Bank, qui dispose d'un actif dépassant les 4.000 milliards de yuans, a annoncé qu'elle financerait plus de 200 projets à hauteur de plus de 400 milliards de yuans dans des domaines tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et la culture par le biais de ses succursales locales.

Elle mettra également sur pied un fond "One Belt, One Road" -- (une ceinture, une route, l'autre nom du projet) -- doté de 20 milliards de yuans dans un premier temps et chargé de participer à des fusions et acquisitions, à des partenariats public-privé et au financement du développement d'entreprises chinoises à l'étranger.

La banque compte porter ce fonds à 100 milliards de yuans dans les cinq ans, a dit à la presse Sun Deshun, vice-gouverneur de CITIC Bank.

D'autres filiales de CITIC mobiliseront près de 300 milliards de yuans d'investissements dans une centaine de projets répartis sur

une dizaine de pays, ainsi que 110 milliards de yuans de financements pour une trentaine de sociétés participant à l'initiative chinoise. Reuters 24.06

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 10 articles et on en a rejeté 3, dont un sur le climat publié par Le Grand Soir qui était destiné à ceux qui nous gouvernent et à... l'ONU, insupportable !

Nous sommes en guerre et nous ne pouvons tolérer que des inconscients se transforment incognito en agents de nos ennemis et trompent ainsi les travailleurs. Nous mettons déjà en ligne suffisamment d'articles dont nous ne partageons pas les analyses, à défaut de pouvoir les rédiger nous-même, ce devrait être le boulot d'un parti ouvrier qui hélas n'existe pas.

Non, nous ne sommes pas hystérique, dépressif ou agressif, simplement lucide et très calme.

[Un régime politique déstabilisé par la crise du capitalisme qui le ronge de tous les côtés.](#)

- Pourquoi les partis traditionnels perdent-ils du terrain face aux partis «antisystème»? - slate.fr

Avant d'aborder des extraits de cet article et les lecteurs comprendront immédiatement pourquoi, pour cerner le contexte actuel, nous reproduisons un bref extrait d'un autre article publié cette fois par Mondialisation.ca le 23 juin, « *Troïka* » (FMI, BCE, UE) des créanciers d'Athènes: Ce « gotha » dont les citoyens ont toutes les raisons de se méfier.

- "Hier à Montpellier, lors d'une soirée consacrée au parti Syriza, une responsable locale nous expliquait que ce qui avait permis le succès de ce parti « de gauche », était que le Pasok (parti social-démocrate grec qui fait partie du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste – ben, tiens ! –) n'était plus considéré ni désigné depuis longtemps par les Grecs comme un parti « de gauche ». Et que, tant que dans les autres pays européens, les partis socialistes qui mènent de concert la politique néo-libérale identique à celle de la droite seraient considérés comme étant la « gauche », la confusion règnerait au sein de la population. A méditer..."

Notons qu'à ce jour aucun parti ouvrier en France n'a caractérisé de droite le PS. Pourquoi ? Trop corrompus depuis trop longtemps ? Trop compromettant ?

Passons à l'article du portail néolibéral slate.fr.

Les victimes des délocalisations ou de la désertification industrielle, de la mondialisation à marche forcée sont avant tout les ouvriers.

- "Les électeurs des anciennes zones urbaines industrielles, inquiets de l'immigration et marginalisés par la globalisation économique qui ne passe pas par ces territoires, constituent un gros contingent de voix pour ces partis."

C'est la province (girondine) qui incarne le plus l'Ancien régime et les rapports sociaux qui y sont associés.

- "Un autre électorat réagit très bien aux appels antisystème de ces nouveaux partis: les ruraux, qui n'adhèrent pas à la sensibilité libérale sur le plan des questions de société des grands partis."

Il faut entendre ici par "sensibilité libérale", la prétention de liquider les rapports sociaux qui résultaient de la lutte des classes et qui en dernière analyse vise en priorité cette dernière qu'ils rêvent de neutraliser ou de supprimer.

A l'aide du nihilisme ils ont entrepris de compléter leur oeuvre de démolition sur le plan social et politique qui doit aboutir à l'atomisation complète de la population, en niant les propriétés qui sont à l'origine des distinctions établies par la nature ou la société au cours de son histoire, pour finalement contester toute connaissance et aboutir à une notion du droit qui devrait être désormais purement arbitraire ou totalitaire car imposé à l'ensemble de la population, comme si tous les rapports antérieurs avaient cessé d'exister, alors qu'en réalité ils demeurent en place, rendant la vie quasiment insupportable dans une telle société guidée uniquement par des diktats imposés par une minorité.

Les "questions de société" avancées par les "grands partis" ne vise qu'à démanteler la société bâtie autour de valeurs devenus incompatibles avec la survie du capitalisme pour mieux asservir la population laborieuse, en substituant aux critères de classe qui permettent aux différentes couches d'exploités de se rassembler pour lutter ensemble contre la classe des exploités, des critères individuels qui les divisent et traversent toutes les classes, de manière à affaiblir leur résistance et à mieux les contrôler tout en les détournant de la lutte des classes en les associant sur des critères autres que de classe.

Pour mener ce combat politique, leur bouc émissaire favori résidera dans les couches de la population reproduisant les préjugés archaïques que les représentants de la classe dominante s'était employée justement à distiller dans la société dans le passé, lorsque cela servait ses intérêts. Ce sont les mêmes partis qui tirent la ficelle des deux bouts pour le compte de la classe dominante.

Leur comportement et plus particulièrement celui de leurs larbins quasi hystériques de gauche et d'extrême gauche qui leur prêtent assistance, s'explique par le fait qu'incapables d'entrevoir la moindre victoire sur le capital qu'ils ont renoncé à affronter, victoire en laquelle ils ne croient pas ou plus, ils peuvent en obtenir sur les plus faibles, sur la majorité (silencieuse) qui demeure divisée et inorganisée, sans représentation politique, la classe ouvrière des villes et des campagnes, ils ont enfin l'impression d'exister et tiennent leur revanche (aveugle) guidée par leur propre inanité ou opportunisme qui sert à masquer leur faillite politique, leur capitulation, c'est l'impatience du petit bourgeois qui se manifeste dans tous ses états, vile et lâche.

Fonctionnaires, aristocratie ouvrière, couches moyennes et supérieures du prolétariat constituent la base sociale ou le fond de commerce des partis frauduleusement dits de gauche qui assurent la stabilité du régime et auxquels sont liés les syndicats ainsi que l'extrême gauche.

- "...le centre-gauche serait, notamment en France, de plus en plus dépendant du vote des salariés du secteur public d'une part et, d'autre part, des travailleurs urbains des industries culturelles et créatives, ce qui se vérifie par le survote PS dans les «idéopôles»."

Contrairement à la légende, les travailleurs du secteur public n'ont pas une conscience politique plus élevée que ceux du secteur privé, ce serait même l'inverse qui serait vrai. Ce sont des mystificateurs professionnels qui se sont employés à le faire croire parce qu'ils en étaient eux-mêmes issus ou ils y voyaient un fonds de commerce inépuisable et plus facile à exploiter. Ils soutiennent les partis destinés à gouverner ou institutionnels dans le cadre du régime en place qui les nourrit et leur accorde un statut privilégié.

Tout comme l'ouvrier qui verrait d'un mauvais oeil que son patron soit envoyé en prison et de perdre dans la foulée son emploi, dans ce cas-là il en prendra la défense, le fonctionnaire n'a aucune raison de s'attaquer à l'Etat, son patron, qui lui assure le couvert jusqu'à sa retraite, en principe puisque de nos jours cette garantie est remise en cause ou s'accompagne de contraintes de jour en jour plus insupportable.

Quant aux "travailleurs urbains des industries culturelles et créatives", ils ont en commun avec les prostituées de prendre l'argent d'où qu'il vienne et de fournir une prestation aussi éphémère que chimérique. Ils font partie des masses les plus décomposées et les plus instrumentalisées avec celles qui officient dans les ONG, apolitiques, concurrents du mouvement ouvrier...

Cela pour situer très brièvement en général ces différentes couches de travailleurs et non les juger, dont la condition présente des contradictions avec leurs statuts, ce dont ils n'ont pas conscience. Leur état d'esprit ou leur comportement sera dictée de préférence par leurs statuts plutôt que leur condition, et la difficulté que rencontre le militant qui s'adressera à eux, consistera à leur faire prendre conscience de leur condition et du rôle qu'ils remplissent dans la société, ce qui vaut en réalité avec n'importe quel travailleur.

Ce qu'ils appellent "les partis de gouvernement" présentent la particularité de pouvoir se fondre dans les institutions en place ou d'être compatibles avec la Ve République au lieu de les combattre pour les renverser. Ils sont tous indodés au régime capitaliste.

De nos jours, leur rôle se cantonne à adopter, appliquer et défendre les directives de l'UE, les recommandations du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE ou la politique néolibérale dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Ce sont de simples exécutants de cette politique, des pantins, des pions, des larbins et rien de plus. Voués servilement à servir les intérêts de l'impérialisme américain et de l'Otan, ils sont incapables de proposer une politique indépendante correspondant aux besoins de la population laborieuse.

- "Selon un autre politologue cité dans l'article, Peter Mair, les partis de gouvernement ne remplissent plus leur rôle d'animateur de la vie civique et de représentation des électeurs: ils sont animés par une classe gouvernante professionnelle qui pense plus à être élue, qu'à porter les revendications et sensibilités de son électorat. Or c'est justement ce vide laissé par les partis traditionnels que les partis dits antisystème remplissent en véhiculant la colère des peuples pour la transformer en débouchés politiques."

Inconsciemment ou maladroitement, en effet, les masses qui se tournent vers "les partis dits antisystème" cherchent une issue politique à la crise du capitalisme qui serait conforme à leurs besoins ou aspirations.

Les partis dits «antisystème» radicaux présentent la faiblesse ou ont le défaut d'avoir été conçus sur la base d'une imposture permanente, dans la mesure où ils servent et se servent du "système" ou des institutions pour leur propre compte et n'envisagent nullement de le renverser, ce qui finit toujours confrontés à l'épreuve des faits par se savoir.

A l'opposé se situent les partis d'extrême droite et d'extrême gauche qui envisagent le renversement violent des institutions dans une perspective diamétralement opposée, l'extrême droite pour imposer une dictature impitoyable ou le fascisme au profit de la minorité des capitalistes en réprimant violemment le mouvement ouvrier, l'extrême gauche pour porter le prolétariat au pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat, qui se confond avec la démocratie puisqu'elle se destine à satisfaire les besoins sociaux de la majorité de la population.

- "Par ailleurs, il est exagéré d'évoquer des partis «antisystème» dans la mesure où, d'un bout à l'autre du spectre politique, ces partis ne lancent pas «de défis concrets et directs aux régimes représentatifs existants. C'est toute la différence entre le radicalisme et l'extrémisme. »" slate.fr 25.06

A ceux qui ignorent ce que signifie le socialisme.

Rappelons que la dictature du capital signifie la dictature qu'impose par la force une infime minorité à l'immense majorité de la population, et la dictature du prolétariat signifie la démocratie qu'impose par la force la majorité composée d'exploités à l'infime minorité d'exploiteurs.

Pourquoi ne peut-on imposer la démocratie qu'en recourant à la force ? Mais parce que les ennemis de la démocratie recourent à la force pour la combattre, ils ne nous laissent pas vraiment le choix des armes pour les combattre et les terrasser, c'est aussi simple à comprendre que cela. Toute référence à la démocratie en général ou qui ne précise pas sa nature de classe relève de l'escroquerie politique.

Mais alors que valent toutes les théories qui n'intègrent pas ce facteur dans leurs analyses ? Rien ou qu'elles sont foireuses, qu'elles ne peuvent que conduire à une impasse politique pour ne pas tenir compte ou partir de la réalité. Le romantisme ou les états d'âme humaniste n'ont pas leur place dans la lutte des classes ou ne servent qu'à induire en erreur ceux qui combattent pour leur émancipation du capital, préférant y demeurer soumis que de l'affronter directement.

La dictature du capital coïncide avec le pouvoir politique illégitime exercé par une minorité qui détient les moyens de production des richesses, et qui se partage l'essentiel des profits réalisés au détriment des producteurs ou des travailleurs qui ne détiennent aucun pouvoir et doivent se contenter des miettes que leur octroient leurs généreux bienfaiteurs.

Il faut insister sur le caractère illégitime et profondément injuste du pouvoir et du régime en place.

Lorsque ses représentants affirment le contraire au nom de l'intérêt général, ils réalisent une double imposture qui consiste à camoufler que cette légitimité repose en fait sur l'ignorance de la majorité de la population qu'ils entretiennent en permanence, ensuite qu'elle correspond principalement aux intérêts d'une minorité et qu'il leur est impossible de l'assumer ouvertement, bien qu'il leur arrive de se lâcher pour aussitôt se rétracter sur fond de polémique hypocrite et sans lendemain.

La dictature du prolétariat coïncide avec le pouvoir politique légitime conquis et exercé par la majorité qui détient collectivement les moyens de production des richesses destinés uniquement à satisfaire les besoins de la population, tandis que l'infime minorité qui les détenait jusque là en a été dépossédée (expropriée sans indemnité).

La prise du pouvoir politique par le prolétariat est indispensable pour s'attaquer au pouvoir économique des capitalistes, puisque ce sont uniquement la Constitution et les institutions qui assurent sur le plan juridique ou du droit sa légitimité et sa légalité. Retirez lui la Constitution et les institutions qui leur sont favorables et leur pouvoir se retrouve à nu, fragilisé, menacé, sans protection juridique, sans valeur du point de vue du droit puisqu'il leur est impossible de justifier le pouvoir détenu par une minorité ou de justifier que les droits d'une minorité seraient supérieurs à ceux de la majorité qui devraient s'y soumettre.

La société actuelle repose sur des rapports entre les classes qui se traduisent par l'exercice du pouvoir par une minorité incarné par le gouvernement et les institutions de la Ve République. Dès lors qu'on a en tête ces rapports, on connaît la nature (et les intentions) du gouvernement (ses partis) et du régime en place qui ne peuvent être qu'au service de la classe qui détient le pouvoir économique, les capitalistes. Ensuite il n'est plus permis de se tromper de parti ou de camp, sauf à choisir de servir délibérément ceux des ennemis de la classe ouvrière.

L'évocation d'une dictature peut rebuter ceux qui ignorent que dans les deux cas et aussi longtemps que les classes existeront, la classe qui détient le pouvoir ne peut espérer le conserver qu'en recourant à l'intimidation et à la force contre la classe qui revendique le pouvoir.

Il faut être un crétin ou un lâche ou les deux à la fois pour ne pas comprendre que ceux qui détiennent le pouvoir ne

l'abandonneront jamais de bonne grâce à leur ennemi ou sans le combattre féroce^{ment} les armes à la main dans une lutte à mort.

Le petit bourgeois qui se contente de son mode de vie confortable et paisible, qui attend tranquillement d'arriver à l'âge de la retraite en tremble d'effroi, ainsi que les militants gangrenés par l'idéologie dominante auxquels répugnent le recours à la violence ou qui la condamnent aveuglément, pendant que l'Etat des capitalistes en use quotidiennement contre les masses exploitées et opprimées. Ce manque de discernement nourrit l'opportunisme qui a ravagé, défigur^é, avili, pourri le mouvement ouvrier.

ACTUALITE EN TITRES

Social.

- Les syndicats de taxis divisés sur une poursuite de la grève, les chauffeurs mobilisés - 20minutes.fr
- La Dépêche rachète les Journaux du Midi et annonce 300 suppressions d'emplois - AFP
- Jusqu'à 200 départs en préretraite dans le ciment chez Lafarge - Reuters

Parole d'un zélé vassal de Washington et Bruxelles.

- Martin Schulz sur la Grèce : "Lorsque ce sont les radicaux qui dirigent les négociations, nous allons dans le mur" - Le Huffington Post

Afrique du Sud.

- La police sud-africaine mise en cause pour la tuerie de Marikana Reuters

Les enquêteurs demandent l'ouverture de poursuites criminelles contre tous les policiers impliqués dans cette répression sanglante et l'ouverture d'une enquête visant à établir la compétence du chef de la police, Riah Phiyega. Reuters 25.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Tenez, c'est quoi la dictature du capital impliquant le recours à la force, un exemple qui tombe à point.

- La loi du baillon révulse l'Espagne - euronews.com

Une nouvelle loi crée la polémique en Espagne. Cette loi dite "de sécurité citoyenne", qui entrera en vigueur le 1er juillet, acte contre les différentes formes de protestations citoyennes. Jugée répressive et liberticide par bon nombre d'Espagnols ainsi que par le corps judiciaire, le texte a reçu de nombreux surnoms aussi négatifs les uns que les autres, dont les plus utilisés, « loi gag » ou « ley mordaza », "loi du baillon" en espagnol, car pour beaucoup, elle met en péril la démocratie du pays, affaiblie depuis l'investiture du gouvernement Rajoy il y a trois ans.

Cette loi prévoit une série de sanctions envers de nombreuses formes de protestations citoyennes. En tout, le texte définit 31 types d'infractions « graves », passibles de jusqu'à 30 000 euros d'amende, et sept types d'infractions dites « très graves », risquant des amendes pouvant plafonner à 600 000 euros. Concernés, les troubles à l'ordre public au cours d'événements sportifs ou les manifestations lors de la "journée de réflexion", cette période pré-électorale censée permettre aux citoyens de réfléchir sans aucune influence extérieure. Tout outrage contre les drapeaux ou autres symboles du pays sera passible d'amendes pouvant aller jusqu'à 30 000 euros. Le texte prohibe en outre les manifestations autour d'institutions publiques comme le Sénat ou le Congrès des députés, équivalent à la Chambre basse du Parlement. Concrètement, ceux qui manquent de respect aux forces de l'ordre ou refusent de décliner leur identité pourront se voir infliger des amendes de plusieurs milliers d'euros, des amendes allant jusqu'à 600 000 euros pour des manifestants en cas de rassemblements non autorisés.

Un arsenal prohibitif qui courrouce les espagnols, alors que de nombreuses protestations ont lieu à la veille de son entrée en

vigueur dans le pays. Les réactions se sont multipliées pour la dénoncer. En mars, une centaine d'organisations espagnoles appelaient à manifester virtuellement, à l'aide d'hologrammes. "Le seul moyen de s'exprimer librement, c'est de devenir un hologramme", défendaient les organisateurs, réunis au sein de la plateforme No somos delito («nous ne sommes pas un délit»), dans une vidéo diffusée en ligne .

Réactions critiques aussi à l'étranger. La Ligue des droits de l'homme notamment a jugé la loi contraire à la convention européenne des droits de l'homme et aux recommandations de la Cour européenne des droits de l'homme .

Pour de nombreux spécialistes, cette législation a été une riposte du gouvernement aux mouvements indépendantistes, et plus particulièrement aux mouvements massifs prônant l'indépendance de l'une des 17 communautés autonomes du Royaume d'Espagne, la Catalogne. De fait, le ministre de l'Intérieur avait présenté cette loi le 29 novembre 2013, c'est-à-dire après plusieurs mois de grandes mobilisations en faveur de l'indépendantisme catalan.

Une loi qui ne peut être dissociée des difficultés du Parti populaire au pouvoir, face à la montée du parti de gauche Podemos, et de la vague citoyenne. Aux dernières élections municipales, ils ont mis à mal le bipartisme espagnol, que le PP et le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) se partagent depuis la fin du franquisme.

Terreau du succès de Podemos, cette loi incarne aux yeux des citoyens un gouvernement jugé toujours plus conservateur et répressif. La "Ley Mordaza" en muselant les principes démocratiques d'un pays ébranlé par la crise et en pleine mutation sera-t-elle la loi de trop?

Turquie

- Les crimes commis par les daechistes sont le résultat du soutien d'Ankara (leader du HDP) - french.trib.ir "Les crimes commis par les daechistes sont le résultat du soutien d'Ankara", a déclaré le leader d'une parti pro-kurde. Le Parti démocratique des peuples (HDP), qui représente notamment la minorité kurde de Turquie, a accusé le gouvernement d'Ankara d'apporter son appui à Daech et d'avoir une part de responsabilité dans le "massacre" commis jeudi à Kobani, à la frontière turco-syrienne.

"Le gouvernement turc soutient Daech depuis des années.

"Les dénégations des hommes politiques turcs, pour nous, sont nulles et non avenues. C'est au gouvernement turc de prouver qu'il ne soutient pas Daech", a-t-elle ajouté. french.trib.ir 25.06

Palestine occupée.

- Les Palestiniens présentent leur premier dossier contre le régime sioniste devant la CPI - french.trib.ir

Les premiers dossiers et documents officiels de la Palestine portant sur les crimes du régime sioniste seront remis ce jeudi à la Cour pénale internationale (CPI).

L'Autorité autonome palestinienne remettra ce jeudi à la CPI son dossier officiel lié à l'expansion des colonies par le régime sioniste en Cisjordanie, la guerre de l'été dernier du régime de Tel-Aviv contre la bande de Gaza et la question des prisonniers palestiniens.

Le comité de la Palestine auprès de la CPI a annoncé jeudi, dans un communiqué, que la remise des dossiers et de principaux documents de la part des Palestiniens favoriseront le terrain à l'accélération de l'ouverture des premières enquêtes sur les crimes commis par le régime sioniste. La délégation qui remettra ces dossiers est composée du ministre des Affaires étrangères de l'Autorité autonome palestinienne, Riyad Mansour et une délégation des diplomates et des avocats accompagnée de l'ambassadeur palestinien en poste aux Pays-Bas, Nabil Abou Zneid.

Selon ce rapport il est prévu qu'une délégation du bureau du procureur général de la CPI se rendra samedi le 27 juin aux territoires occupés de la Palestine afin d'ouvrir les enquêtes préliminaires sur les crimes et les exactions de l'entité sioniste. La Palestine est devenue officiellement membre de la CPI le 1er avril 2015 en cours, ce qui rendra le terrain propice au procès des dirigeants criminels du régime de Tel-Aviv. french.trib.ir 25.06

En complément. Un scoop !

- Washington opposé à une action palestinienne contre Israël devant la CPI - Libération.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 4 articles.

La "*multipolarité*", le dernier os à ronger ou la dernière lubie des charlatans, penseurs en herbe ou agents de l'ordre établi.

Un monde unipolaire serait invivable, tandis qu'un monde multipolaire serait source de prospérité et de paix, nous dit-on. Sauf que voilà, même lorsqu'il était multipolaire les crises et les guerres ne cessèrent de s'enchaîner. Pas de bol ! Ils ne savent plus à quel saint se vouer à persister à se détourner du socialisme.

C'est le nouvel axe politique foireux d'intellectuels incapables de saisir le développement du capitalisme mondial de son avènement à nos jours, dans sa totalité. Qui peut croire que la solution à la crise du capitalisme consisterait à faire abstraction du passé... pour finalement le reproduire avec toutes ses erreurs... et guerres ? Sans rompre avec le capitalisme évidemment, car ils y tiennent tous ou presque.

Ils ne doutent de rien. A force de réécrire sans cesse l'histoire en la déformant systématiquement, il est normal qu'ils ne puissent pas envisager l'avenir autrement.

Autre chose très vite.

Quand vous lirez l'article très intéressant, *Pourquoi les USA ont-ils ignoré les prédictions sur la Syrie ?*, ne vous fiez pas au titre qui est trompeur. Il ne s'agissait pas vraiment de "*prédictions*".

On en veut pour preuve que le rapport de la DIA (Defense Intelligence Agency) du département de la défense américaine sur la Syrie énumérait davantage comment s'était déroulée ou devait se dérouler sur le terrain l'application de leur stratégie mise en oeuvre par leurs protégés d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra puis l'Emirat islamique, avec ses avancées et ses revers ou échecs, etc.

Du coup la question que posent les auteurs (Counterpunch, la gauche radicale américaine) à la fin de cet article apparaît pour le moins déplacée : "*La destruction et le chaos dans la région sont-ils les résultats d'une erreur, ou était-ce intentionnel ?*", alors que le déroulement des événements ou des opérations correspondait pile-poïl au plan que l'impérialisme américain avaient élaboré, du coup on a la réponse à cette question.

Peut-être craignaient-ils de passer pour des "complotistes" s'ils en concluaient que le chaos actuel en Irak et Syrie avait été délibérément orchestré par Washington, ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute.

Un dernier mot.

Un rappel.

Fabius avait déclaré en 2012 à propos d'Al-Nosra : "*ils font du bon boulot*", gageons qu'il continuera ainsi que le PS de soutenir ces barbares, y compris leurs adeptes en France.

ACTUALITE EN TITRES

Déchaînement de barbarie.

- Syrie: plus de 160 civils tués par les jihadistes depuis leur nouvel assaut sur Kobané - AFP

- Koweït: l'EI frappe de nouveau les chiites, au moins 27 morts - AFP

- Carnage dans un hôtel en Tunisie, 39 morts dont des touristes - AFP

Ils sont nerveux en ce moment à la CIA et au Pentagone semble-t-il...

ACTUALITÉ DU JOUR

En s'alliant avec les décapiteurs de Riad et en les cautionnant, Hollande a délibérément importé la barbarie en France

- La France visée par un nouvel attentat, un mort et deux blessés - Reuters
- François Hollande fait passer la France en «alerte attentat» - Liberation.fr
- Attentat en Isère: Sarkozy réclame un «niveau de sécurité rehaussé» - 20minutes.fr
- Attentat: Marine Le Pen veut placer sous surveillance "l'ensemble des prêches dans les mosquées" - Le Huffington Post
- Attentat en Isère : François Hollande prône l'unité de la nation - Francetv info

Il faut donc commencer par lui, Valls, Fabius, Le Drian, Cazeneuve, le PS...

- Hollande: "éradiquer groupes et individus responsables de tels actes" - AFP

Non, du wahhabisme.

- La décapitation, signature du terrorisme islamiste - LeFigaro.fr

En complément. Au pas.

- Hollande a demandé un classement de ses ministres - Le Huffington Post

Soyez Charlie !

- Israël veut museler la presse jordanienne - french.irib.ir

La presse jordanienne a condamné, ce jeudi, les ingérences israéliennes, dans les affaires médiatiques du pays, et qui portent atteinte au principe de la liberté de la presse. Cette position survient, en réaction à un communiqué, publié, mercredi, par l'ambassade israélienne, à Amman, critiquant un article, qui fait l'éloge des dernières opérations militaires de la Résistance palestinienne, dans les territoires occupés. Condamnant les ingérences sionistes, l'ordre des journalistes jordaniens a qualifié de "provocateur" et d' "inacceptable", le communiqué israélien, qui "dévoile les allégations mensongères israéliennes, sur le respect de la liberté d'expression et la liberté d'autrui".

Le syndicat a condamné les appels de l'ambassade israélienne à interdire la publication de tels articles, qualifiant ce comportement "d'ingérence flagrante, dans la liberté de la presse". "C'est une provocation flagrante aux sentiments des journalistes jordaniens et arabes, voire, aux personnes honorables du monde entier, qui se soucient de la cause palestinienne et des revendications justes, pour une paix globale, qu'Israël rejette, ouvertement", indique-t-on, dans un communiqué du syndicat jordanien.

Par ailleurs, et selon les termes du communiqué de l'ambassade israélienne, le royaume hachémite doit «cesser de publier des articles barbares risquant de porter atteinte à Israël et à ses citoyens et d'accroître la tension entre les peuples israélien et palestinien». En effet, le quotidien jordanien, "Ad-Dustour", a publié un article, intitulé «Comptons sur les actes de bravoure, en Cisjordanie et à Jérusalem», saluant les dernières opérations, perpétrées par des Palestiniens, en Cisjordanie occupée.

Pour l'ambassade d'Israël, à Amman, «la presse jordanienne incite au meurtre d'Israéliens». «Israël exprime, vivement, sa répulsion et son opposition absolue à ce genre de propos scandaleux, appelant à porter atteinte à des civils innocents. Il s'agit d'une incitation au meurtre et à la violence, dans tous les sens du terme», peut-on lire, dans le courrier adressé par l'ambassade israélienne à la presse jordanienne. french.irib.ir 26.06

Encore un régime barbare soutenu par Hollande (et le PS).

Valls était hier en Colombie en voyage officiel. Il devait initialement se rendre vendredi à Medellin respirer l'air pur de la démocratie

qui y règne comme chacun sait, quoiqu'il aurait eu plus de chance de sniffer de la coke sur son passage, quel dommage qu'il ait dû annuler ce déplacement qui s'annonçait guilleret, pour les non-initiés la coke rend hilare.

- Colombie: des milliers de civils tués pour simuler des succès militaires - - L'Express.fr

L'armée colombienne a procédé à des milliers d'exécutions de civils maquillés en guérilleros, entre 2002 et 2008, pour produire de bons bilans dans la lutte contre les groupes armés. La hiérarchie militaire savait, dénonce une enquête de Human Rights Watch.

"C'est l'un des pires épisodes d'atrocités massives commises dans l'hémisphère occidental ces dernières années", affirme José Miguel Vivanco, responsable de Human Rights Watch (HRW). Des milliers d'innocents ont été assassinés par l'armée colombienne afin de montrer l'efficacité de l'armée dans sa lutte contre la guérilla. L'ONG vient de publier un dossier sur le scandale des bilans "faussement positifs" ("falsos positivos") de la lutte anti-guérilla dans les années 2002 à 2008.

Repérées dans les quartiers les plus misérables du pays, les victimes étaient parfois enlevées, parfois attirées contre la promesse d'un emploi. Abattues, elles étaient ensuite affublées de vêtements censés être portés par des guérilleros et présentées comme tuées au combat. L'Express.fr 26.06

Qui nous dit que ce régime de la terreur aurait cessé depuis, alors que les enlèvements, disparitions, tortures et exécutions sommaires (y compris d'opposants, journalistes, etc.) demeurent monnaie courante en Colombie ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Tsipras soumet le plan des créanciers à référendum le 5 juillet - Reuters

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a annoncé tard vendredi soir la tenue le 5 juillet prochain d'un référendum pour ou contre les propositions "en forme d'ultimatum" présentées dans la journée par les créanciers de la Grèce.

"Ces propositions, qui violent clairement les règles européennes et les droits fondamentaux au travail, à l'égalité et à la dignité montrent que l'objectif poursuivi par certains de nos partenaires et certaines 'institutions' n'était pas un accord viable pour toutes les parties, mais peut-être l'humiliation d'un peuple tout entier", a-t-il dit lors d'une courte allocution télévisée à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

La proposition des "institutions" (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) font peser un "fardeau insupportable" sur la nation grecque, a-t-il poursuivi, appelant ses concitoyens à apporter une "réponse" à cet "ultimatum".

"Face à ce chantage visant à vous faire accepter un programme d'austérité humiliant, sans fin et sans perspective de nous rétablir sur nos pieds, je vous appelle à vous prononcer en souveraineté et avec fierté ainsi que l'exige l'Histoire fière des Grecs", a poursuivi Tsipras, dont le parti de gauche radicale Syriza a remporté les élections législatives de janvier dernier sur la promesse d'en finir avec l'austérité.

Panos Kammenos, ministre de la Défense et chef de file des souverainistes de droite du Parti des Grecs indépendants (Anel), associé à Syriza, a annoncé qu'il demanderait à ses électeurs de rejeter le plan des bailleurs de fonds de la Grèce.

Les banques grecs ouvriront lundi et aucun projet de contrôle des capitaux n'est en préparation, a précisé pour sa part le ministre délégué à la Réforme administrative, George Katrougalos.

Les services de Tsipras ont annoncé de leur côté qu'une rencontre aurait lieu ce samedi entre le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et, côté grec, le vice-Premier ministre Giannis Dragassakis, le ministre des Finances Yanis Varoufakis et le négociateur en chef Euclide Tsakalotos.

Aucune réaction n'est venue pour l'heure des "institutions" ou des pays de la zone euro, dont les ministres des Finances sont censées se réunir ce samedi pour la quatrième fois depuis le début de la semaine.

Ce n'est pas la première fois depuis le début de la crise grecque, fin 2009, qu'Athènes a recours à l'arme du référendum dans

les négociations avec ses partenaires.

Fin octobre 2011 déjà, le Premier ministre à l'époque socialiste George Papandréou, sans consulter ses partenaires européens, avait annoncé la tenue d'un référendum sur le plan d'austérité et l'aide financière internationale.

Trois jours plus tard, en marge d'un sommet du G20 à Cannes, le président français, Nicolas Sarkozy, et la chancelière allemande, Angela Merkel, l'avaient prévenu que la Grèce ne recevrait pas un centime de plus si elle ne mettait pas en oeuvre les mesures d'austérité prévues par le plan de renflouement.

Le projet de référendum, qui avait également provoqué une crise politique intérieure en Grèce, avait finalement été abandonné et Papandréou avait démissionné le 9 novembre, laissant place à un gouvernement de coalition dirigé par Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne. Reuters 26.06

2- Russie

- Les sous-marins russes capables d'anéantir les USA - french.trib.ir

Selon une Agence de presse russe, les sous-marins russes, non loin des côtes américaines, sont en mesure d'anéantir les Etats-Unis, en quelques minutes.

L'Agence de presse russe, Spoutnik, dans une menace indirecte, a annoncé que les sous-marins russes, près des côtes américaines, sont capables d'anéantir les Etats-Unis, en quelques minutes. Selon l'Agence de presse ASIA, un analyste politique a estimé que la Russie ne redoute pas le récent rapport du Pentagone, sur le déploiement des forces américaines, en Europe, et qu'elle est prête à riposter. Les récents propos tenus par le Président russe, Vladimir Poutine, sur l'équipement des forces nucléaires de ce pays de 40 missiles balistiques intercontinentaux, ont provoqué l'inquiétude du département américain à la Défense, ainsi que les Européens, a déclaré cet analyste.

En rappelant que les Etats-Unis dotés d'anciens missiles ne seront pas en mesure d'intercepter des missiles S-500 russes, cet analyste a réaffirmé que les projets, mis en avant par Martin Dempsey, chef de l'état-major américain, sur le déploiement de missiles, en Europe, n'assureront pas la sécurité des Etats-Unis. french.trib.ir 25.06

3- Syrie

3.1- Syrie: la bataille se rapproche de Tadmor - french.trib.ir

Aux alentours de la ville historique de Tadmor, (Palmyre), la bataille bat son plein entre l'armée syrienne et Daech. Selon le journal "Al-Akhbar", il est beaucoup question du retrait forcé de ce dernier de cette ville, qu'il a conquise, le mois passé, pour envoyer des renforts vers la ville de Raqqa, qui se trouve menacée par les combattants des Unités de protection du peuple kurde.

Pour le moment, les forces gouvernementales s'emploient à sécuriser l'entourage du camp pétrolier Jazal, alors que les miliciens tentent de faire exploser les pipelines et gazolines de la région, comme s'ils voulaient les rendre inopérants, avant de quitter les lieux. Dans la nuit de mardi à mercredi, 11 bombardements ont été menés. french.trib.ir 25.06

3.2- Syrie : l'armée se prépare, pour la grande bataille du Sud - french.trib.ir

Au Sud de la Syrie, les rebelles armés se préparent à mener une grande opération, dont le but est d'occuper la ville de Deraa.

En réaction au projet des rebelles armés, qui veulent attaquer la ville de Deraa, l'armée syrienne a renforcé ses fortifications autour de la ville de Deraa, pour pouvoir mieux la défendre, face aux attaques des rebelles armés et des groupes terroristes.

Des sources bien informées ont dit au journaliste de la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, que les rebelles armés, concentrés, dans le Sud de la Syrie, mènent une grande opération, pour occuper la ville de Deraa. Ces rebelles ont reçu des formations militaires et des armements, de la part des Etats-Unis, qui les contrôlent, depuis Amman, la capitale de la Jordanie. Il est prévu que cette opération des rebelles armés soit menée par 1.500 soudards, 40 véhicules armés et 30 chars d'assaut.

La cellule de commandement des rebelles, située en Jordanie, a demandé aux autres groupes armés, qui se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, de se mettre en état d'alerte, pour pouvoir entrer en action, dès le déclenchement de cette opération des rebelles armés contre la ville syrienne de Deraa, opération, qui pourra commencer, dans quelques heures, selon les sources proches des rebelles syriens.

En réaction à l'opération des rebelles armés et des terroristes, dans le sud du pays, l'armée syrienne a entamé de vastes attaques

à l'artillerie contre les positions des rebelles armés et des terroristes. Les avions de l'armée syrienne ont pris pour cibles les positions des terroristes près des frontières entre la Syrie et la Jordanie.

Selon les dernières dépêches parvenues de Syrie, il y a quelques heures, les terroristes ont entamé leur opération, en attaquant les postes de contrôle de l'armée, aux alentours de la ville de Deraa. Le but de cette première phase de l'attaque des terroristes contre Deraa est de briser les lignes défensives de l'armée syrienne, autour de Deraa. Dans le même temps, l'armée a installé sa 25e division, à Deraa, pour défendre la ville et empêcher les terroristes de prendre en main le contrôle de Deraa. french.irib.ir 25.06

4- Yémen

- Les forces yéménites ont pris pour cible les positions de l'Arabie - french.irib.ir

Une source militaire a fait part des dégâts infligés par les forces d'Ansarallah et de l'armée yéménite aux casernes et positions de l'Arabie saoudite.

Les unités balistiques de l'armée yéménite ont pris pour cible de leurs 20 missiles les positions militaires de Doud et de Nahwaqa, à Najran, en Arabie, a annoncé une source militaire, au Yémen, cité par Al-Alam.

D'autres positions militaires ont été attaquées, à Jizan. L'armée et les forces d'Ansarallah ont tiré 68 missiles, sur ces positions. Toutes les positions ont été détruites, et les soldats saoudiens ont pris la fuite. Par ailleurs, les forces yéménites ont tiré 23 missiles, sur les positions saoudiennes, à Malhama, Baydha et Salaa. french.irib.ir 25.06

5- Equateur

(Une manifestation téléguidée depuis Washington. - ndlr)

- Vastes manifestations anti-Correa en Equateur - euronews.com

Des milliers de personnes sont de nouveau descendues dans les rues de Guayaquil pour dénoncer la politique du chef de l'État en particulier sur le domaine fiscal.

Fer de lance de ce mouvement, le maire de la ville, Jaime Nebot. Ce dernier dénonce avec d'autres leaders de l'opposition, "une politique de division du pays".

En cause, les projets de loi du président Correa de très fortement augmenter l'impôt sur les successions et sur les plus-values immobilières dans un pays où 95 % des entreprises sont familiales.

Le chef de l'État dénonce une déstabilisation et il défend un projet renforçant l'égalité. Il a toutefois reporté le débat parlementaire sur ces dossiers sensibles après la visite du pape François prévue du 6 au 8 juillet.

Insuffisant pour ces opposants qui demandent l'annulation pure et simple de ces mesures. Mais en poste depuis huit ans, Rafael Correa est confronté pour la première fois à une période difficile après des années de hausse des prix du pétrole. Son gouvernement a dû tailler dans le budget et baisser les salaires des fonctionnaires pour faire face au ralentissement économique. euronews.com 26.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Nouvelle manifestation étudiante au Chili - euronews.com

Au Chili, les étudiants sont à nouveau descendus dans la rue ce jeudi pour réclamer une réforme en profondeur d'un système éducatif largement privatisé et inégalitaire. Ils jugent insuffisantes les propositions annoncées par la présidente Michelle Bachelet. Des violences ont éclaté en marge de cette manifestation. euronews.com 26.06

ECONOMIE

Brics

- Brics: la Nouvelle Banque de Développement opérationnelle fin 2015 - AFP

La Nouvelle Banque de Développement que les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) doivent lancer à Oufa en Russie le 7 juillet, sera opérationnelle d'ici la fin de l'année, a indiqué vendredi le ministère des Finances sud-africain.

"Il est prévu que la Nouvelle Banque de développement soit opérationnelle d'ici la fin 2015", a-t-il indiqué dans un communiqué annonçant la nomination de M. Leslie Maasdorp comme vice-président du futur établissement ainsi que la ratification par le parlement sud-africain des deux traités portant création de la banque.

L'Afrique du Sud doit concourir à hauteur de 2 milliards de dollars sur sept ans au capital de la nouvelle banque prévu pour totaliser 100 milliards de dollars, selon la presse locale.

Les Brics, qui représentent 40% de la population et un cinquième du PIB de la planète, ont décidé dès 2013 de se doter de leur propre banque, pour financer des grands travaux d'infrastructures et bousculer l'hégémonie occidentale.

Cette nouvelle banque, dont l'Afrique du Sud n'a pas obtenu le siège qui sera à Shanghaï, est destinée à financer les grands travaux d'infrastructures, sera dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars.

M. Leslie Maasdorp, économiste formé en Grande-Bretagne, est issu des rangs de l'ANC et de la haute administration post-apartheid. En 1994, il a été conseiller de l'actuel gouverneur de la banque centrale Tito Mboweni. De 1999 à 2002, il a supervisé un programme de privatisations du gouvernement sud-africain.

Son CV bien rempli témoigne d'une solide orthodoxie financière puisqu'il est passé par Goldman Sachs International dont il est conseiller international depuis 2002, Barclays Africa, Deloitte, ou encore Bank of America Merrill Lynch.

Un CV plutôt suspect, non ? Pour qui va-t-il rouler ?

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles plus tard.

La situation s'éclaircit. Qui peut prétendre défendre ou représenter les intérêts des travailleurs, se prétendre de gauche sans rompre avec l'UE et le FMI? Choisissez votre camp.

La Grèce est à un tournant.

La troïka vient de démontrer (si nécessaire) aux peuples de l'UE qu'elle les méprisait ainsi que la démocratie. Voilà qui devrait alimenter la crise politique dans tous les pays de l'UE et la résistance des peuples à la politique d'austérité qu'elle veut leur imposer. Saurons-nous en profiter pour construire le parti, rien n'est moins sûr hélas !

Si référendum il y a en Grèce, si le oui l'emporte, Tsipras et son gouvernement devront démissionner et de nouvelles élections législatives devraient être organisées. A l'issue de ce scrutin, si Syriza l'emportait, le Premier ministre chargé de former le nouveau gouvernement serait issu de ce parti, Tsipras par exemple, autant dire retour à la case départ. On ne peut pas imaginer un instant que la troïka oserait imposer un gouvernement de technocrates, sans majorité au parlement pour soutenir sa politique ce scénario est impossible.

Si le non l'emportait, Tsipras et son gouvernement n'aurait plus qu'à trouver en urgence de l'argent ailleurs et sortir de l'euro, rompre avec l'UE semble impensable puisque la majorité de Syriza y est opposé, à moins que la réaction, l'UE et les banquiers ainsi que les médias ne leur en laisse pas le temps ou la possibilité en déclenchant une guerre civile pour s'emparer du pouvoir, restera à savoir quelle serait la réaction de l'armée...

Syriza n'a cessé de tenir un double langage et de se livrer à des compromis avec la troïka inacceptables pour les travailleurs grecs. Il n'a pas lancé un mot d'ordre de mobilisation générale des travailleurs, il n'a commencé à s'attaquer aux institutions grecques qui demeurent intactes, aucune assemblée populaire souveraine n'a vu le jour et elle ne semble pas à l'ordre du jour de Syriza non plus. Dans ces conditions, les forces de la réaction sont intactes pour livrer son combat contre le gouvernement et entraîner sa chute.

C'est Syriza qui en porte la responsabilité. Son indécision a contribué au chaos au lieu de s'en tenir au refus du peuple grec d'accepter la moindre concession ou le moindre sacrifice supplémentaire et de l'organiser sur cette base.

A suivre.

Parole d'internautes

1- Le gouvernement Tsipras menacerait-il les peuples avec ce référendum ? Non, c'est évidemment la dictature mondiale de Goldman-Sachs et autres milliardaires financiers licencieurs et massacreurs de tous les peuples qui, par ses "marchés" et sa "troïka" FMI-UE-BCE pleine "d'adultes" comme Lagarde, menace le gouvernement Tsipras, le peuple grec comme tous les peuples. Pensez en effet à ce qui adviendrait si tous se dressaient ainsi contre cet ordre mondial qui les écrase... Alors, tandis que les "marchés" portent leurs nouveaux coups de poignards au peuple grec, les politiciens à leurs ordres, en particulier de la droite cahuzaco-hollando-vallsiste, font des risettes à Syriza, les mêmes pourtant qui partout en Europe taillent à la hache dans l'emploi, les salaires, les retraites, les droits sociaux et les services publics pour le plus grand profit de leurs maîtres... Hollande a d'ailleurs nettement montré son vrai visage en déclarant que "la Grèce devra payer ses dettes"... "La Grèce" ? Laquelle ? Laquelle a fait ces "dettes" ? Laquelle a reçu ces milliards dûs ? La Grèce des travailleurs jetés au chômage et des retraités qui n'ont plus qu'à crever, des malades qui ne peuvent plus se soigner ? Ou la Grèce de ceux qui ont déjà pris à ces derniers entre le quart et la moitié du peu qu'ils ont pour "payer la dette"... à leurs banques, qui ont fait avec des profits en spéculant sur... la dette ?

Alors à tous ceux hurlant au "terrorisme économique" des Grecs qui voudraient "nous faire payer leur dette", nous devons répondre que ce n'est en aucun cas le peuple grec "qui a vécu au dessus de ses moyens", mais les "marchés" qui ont fait des profits très supérieurs à toute sa "dette" actuelle... sur celle-ci même, d'abord en l'entraînant comme tous les pays dans une spirale de "croissance" financière totalement artificielle, puis en le saignant dans cette austérité au nom de sa prétendue "responsabilité"... Est-ce le peuple grec, tous les peuples, qui sont "responsables" du fait qu'1% de la population détient aujourd'hui la moitié des richesses planétaires, protégé par une armée US qui représente à elle seule près de la moitié du budget militaire mondial, et que les 99% restants sont plongés dans la misère et l'austérité ? La "dette" du peuple grec comme de tous les peuples est essentiellement de la spéculation financière de multi-millionnaires taillant la croissance de leurs profits dans les sacrifices et les malheurs des peuples... Un gouvernement servant les intérêts du peuple, en Grèce ou ailleurs, s'il veut rester fidèle à sa mission et survivre, doit tailler dans les profits de la dictature mondiale des multi-millionnaires, annuler la dette, et quitter s'il le faut le cadre qui est fabriqué par l'ordre mondial pour le soumettre à "la dette", l'Union "européenne" de Wall Street, de son "Polonais" Donald et de son euro-dollar...

2- Donc l'Europe refuse la consultation du peuple grec par référendum ! Pourquoi l'article ne mentionne pas ce fait ? Le 1er ministre grec a annoncé vouloir faire voter le peuple le 5 juillet avant de prendre une décision, et l'UE refuse la démocratie en mettant une échéance avant la date du vote !

3- Je suis pro européen, mais je ne veux pas de cette Europe qui privilégie la finance au détriment des peuples. Il ne faut pas oublier que ce sont les banques qui ont provoqués la crise monétaire mondiale. Et rien n'a changé. La Grèce a besoin d'aide pour organiser son administration, ses structures, pourquoi l'Europe ne l'aide pas à ce niveau. Que demander encore au peuple grec qui a déjà perdu 30-40% de son pouvoir d'achat. On les envoie directement dans les bras des nazis d'aube dorée. Je suis honteux de cette Europe et de ses dirigeants. Quoi de plus normal que de consulter le peuple pour avaliser ces décisions. L'Europe a foulé aux pieds les décisions des peuples (voir le résultat du référendum français) Honte à l'Europe

4- La clique des oligarques de l'Eurogroupe déteste l'avis des peuples... c'est bien connu ! Ils préfèrent décider entre-eux, ce qui est bon ou mauvais pour les " gueux".

Tsipras offre au peuple grec l'occasion de choisir, ce n'est pas aux parlementaires grecs de se prononcer, mais au peuple Grec, c'est ce qu'on pourrait appeler : la démocratie directe, c'est tellement rare par ces temps, que cela mérite d'être applaudi !

5- Demander l'avis du peuple, quelle drôle d'idée dans une démocratie ! Les décisions prises par les dirigeants de l'UE sont devenues, années après années, tellement contraires à l'intérêt des peuples européens que la simple annonce d'un référendum suffit à semer l'effroi au sein de cette caste qui sert les intérêts privés de quelques grosses fortunes !

ACTUALITE EN TITRES

Pour ceux qui n'ont pas compris qui tirait les ficelles.

- Obama : le mariage pour tous, "une victoire pour l'Amérique" - Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

Comme quoi le régime en place est antidémocratique.

- Attentats: des actes « inqualifiables dans une démocratie comme la nôtre » juge Gérard Larcher - Public Sénat

Gérard Larcher est le président (Les Républicains) du Sénat.

Dans une véritable démocratie, une démocratie ouvrière ou prolétarienne ou encore, un régime politique dans lequel la majorité du peuple détiendrait réellement le pouvoir, de tels actes seraient impensables car inutiles ou sans fondements, les inégalités et les injustices qui sont le produit d'une minorité qui a confisqué le pouvoir politique à seule fin de satisfaire ses besoins et qui sont à l'origine de ces actes, seraient réduites, atténuées et vouées à disparaître.

Le pouvoir du peuple pour le peuple n'a aucun intérêt à adopter une attitude hostile envers les besoins de la collectivité s'il veut conserver le pouvoir, donc il n'a pas intérêt à créer une situation pouvant déboucher sur de tels actes abominables. La démocratie permet à la dignité humaine de s'épanouir tandis qu'elle est hors la loi en oligarchie, pour qualifier le régime actuel en occident.

En démocratie, chacun peut s'exprimer et c'est le bon sens ou la raison, l'intelligence humaine qui l'emporte, donc il n'y a pas lieu de s'inquiéter, c'est plus réconfortant qu'en oligarchie où la diplomatie a cédé le pas à la guerre, où la liberté d'expression rime avec chasse aux sorcières, où l'information rime avec propagande, où l'analyse rime avec déni... J'emploie un langage convenu qu'il convient de traduire en termes positifs incarnant les aspirations de la majorité du peuple, donc conforme à la démocratie.

La démocratie qui prévaut sous un régime capitaliste est inachevée, limitée, étriquée. Dans un contexte économique qui correspond à un moment du cycle du capital ou de l'évolution du capitalisme mondial, sa forme est déterminée par les besoins de la classe qui détient le pouvoir, la classe des capitalistes, tandis que son contenu évoluera dans ce cadre rigide en fonction du rapport de force entre les classes ou de la lutte des classes, c'est donc sa forme qui détermine avant tout sa nature et les limites dans lesquelles elle peut s'exprimer.

Et lorsque les besoins des capitalistes se font de plus en plus pressants du fait de la crise du capitalisme et que le rapport de force entre les classes est défavorable au prolétariat du fait de la faiblesse de son organisation et de son niveau de conscience politique, sa forme ne sera plus que formelle et sera petit à petit ou brutalement vidée de sa substance ou de son contenu, pour donner naissance à un nouveau régime plus autoritaire encore, exprimant à la fois les besoins exclusifs des capitalistes et la négation de la lutte des classes, puisque les droits des exploités seront dorénavant systématiquement niés, rejetés, liquidés, allant même jusqu'à interdire à ses représentants le droit de les exprimer.

A l'étape suivante, ce régime se dépouillera des oripeaux de la démocratie qu'il arborait jusqu'ici pour camoufler ses réelles intentions et justifier sa politique, laissant apparaître sa véritable nature de classe, la dictature du capital sur le travail.

L'ultra libéralisme, le néolibéralisme ou le néoconservatisme incarne et théorise la négation de la démocratie.

Les néoconservateurs sont des psychopathes fascistes (ce qu'on commence seulement à découvrir semble-t-il, un peu tard comme d'habitude!), des exterminateurs hystériques, de féroces prédateurs, des destructeurs déterminés, des envahisseurs barbares, des imposteurs asociaux et immoraux, des pilleurs insatiables, de dangereux fanatiques animés par une haine sans fond, notamment de la démocratie, la pourriture par excellence qu'on ne peut même pas qualifier d'humaine, de redoutables ennemis de la civilisation humaine.

La démocratie, si on se réfère à sa définition étymologique, n'a jamais existé, prétendre le contraire est une imposture, car pour qu'il en soit autrement il faudrait que le peuple, la majorité du peuple dispose des moyens de se prononcer en toute liberté, en toute conscience, en toute connaissance de cause sur les questions relatives à son sort ou à l'évolution de la société qui lui sont soumises, or il en a toujours été incapable ou on ne lui en a jamais laissé l'occasion sous un régime esclavagiste, féodal ou capitaliste.

La démocratie a toujours été incarnée par une minorité s'exprimant au nom de la majorité quel que soit le régime en place. Et si, lorsque la démocratie portée (Commune de Paris et révolution russe de 1917) au pouvoir incarnait les besoins de la majorité du peuple, elle fut finalement vaincue par ceux qui incarnaient ceux de la minorité, c'était à la fois parce que les conditions objectives et subjectives n'étaient pas remplies pour qu'elle conserve le pouvoir, de nos jours seules les conditions subjectives font défauts pour qu'elle s'impose dans les pays les plus développés, coïncidant avec l'absence d'une représentation politique de l'ensemble des masses exploitées qui constituent la majorité de la population, d'un parti ouvrier qui incarne ses besoins sociaux ainsi que le processus et les objectifs politiques permettant à terme de les satisfaire, le socialisme.

C'est là qu'on prend conscience du rôle déterminant, irremplaçable du parti ouvrier socialiste révolutionnaire au côté des masses révolutionnaires, ayant pour tâche de les organiser, d'élever leur niveau de conscience politique et de guider leur combat politique pour que la démocratie triomphe de la dictature du capital.

Encore une fois, ce parti, notre parti, demeurera minoritaire ou ne sera jamais rejoint par 40 millions de travailleurs en France, mais en organisant quelques centaines de milliers de travailleurs ou davantage par la suite entraînant dans son sillage des millions de travailleurs, il incarnera leurs droits, besoins, aspirations de l'ensemble des exploités, de la population, de la société, y compris les nantis une fois dépossédés de leurs privilèges illégitimes et vaincus.

C'est ce parti qui n'existe pas jusqu'à présent que nous devons impérativement construire sous peine de voir l'humanité soumise à la pire des barbaries. Ce parti doit afficher résolument et fièrement son objectif politique : porter le prolétariat au pouvoir, renverser l'ordre établi, s'emparer du pouvoir politique en son nom avec tous ceux luttant quotidiennement au côté des travailleurs dans la même perspective politique, en finir avec le capitalisme et ses institutions, passer au socialisme.

Il en va de notre responsabilité de s'atteler à remplir cette condition subjective qui jouera un rôle objectif dans le processus révolutionnaire permettant d'entrevoir l'avenir de la société et du monde au-delà du capitalisme pourrissant devenu un obstacle au progrès de la civilisation humaine au point de menacer son existence.

Qu'on se comprenne bien, on ne fait pas là la promotion aveugle ou partisane d'une théorie ou d'une doctrine, on ne se réfère pas dogmatiquement à un schéma ou à un processus qu'on voudrait reproduire ou imposer à tous prix, on part et on s'inspire simplement de la réalité, des facteurs et des rapports qui n'ont fondamentalement pas changé depuis l'avènement du capitalisme, à savoir l'existence de l'Etat et ses structures, ses institutions et la manière dont la classe dominante mène sa lutte de classe et exerce son pouvoir à travers son parti officiel et ses supplétifs, que l'on ne peut combattre sérieusement ou efficacement qu'en construisant l'instrument politique qui permettra de la vaincre, de liquider son Etat, sa Constitution et ses institutions, afin de pouvoir vivre dans une société meilleure ou plus juste dans la perspective historique de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression ou de servitude humaine, l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes peuvent concevoir et servir pour le bien-être et la paix de l'humanité toute entière.

Oui, et on n'a pas besoin de s'en excuser ou de le cacher, cela s'appelle aussi le socialisme ou le communisme.

Revenons à notre sujet du jour.

Les médias ou la voix de son maître se lamentent.

- Pas d'unité politique après l'attentat commis en Isère - 20minutes.fr

- Union massacrée: après l'attentat, la politique reprend de plus belle - Le Huffington Post

Alors qu'ils s'en repaissent quotidiennement à longueur de temps tels des chacals.

- Attentats islamistes : "horreur" et "barbarie" pour la presse - AFP

Les idéologues et imposteurs antisociaux de la classe dominante sortent masqués.

- Attentats : la GLDF s'indigne vivement - L'Express.fr

Grande Loge De France ou la franc-maçonnerie.

Schizophrénie d'un régime aux abois.

- L'aéroport Paris-Charles de Gaulle évacué suite à "une erreur de débarquement" - L'Express.fr

Contrôle de la population "en amont". Il faut "resserrer les mailles du filet" (Sapin), au nom de la "lutte contre le terrorisme".

Le prétexte est plus que suspect, le reste est à l'avenant pour ne pas dévoiler leurs véritables intentions antidémocratiques.

- Le paiement en espèce interdit au-delà de 1.000 euros à partir du 1er septembre - AFP

Les paiements en espèce au-delà de 1.000 euros seront interdits à partir du 1er septembre, dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, selon un décret publié samedi dans le Journal officiel(JO).

Jusqu'à présent, les consommateurs pouvaient payer leurs achats en espèces ou au moyen de monnaie électronique jusqu'à 3.000 euros lorsque le débiteur était résident en France.

"L'objectif de cette mesure est de limiter la part des transactions anonymes dans l'économie qui peuvent correspondre à des actions de fraude, de blanchiment, voire de financement du terrorisme", a précisé Bercy dans un communiqué.

Le présent texte est pris en application de l'article L.112-6 du code monétaire et financier qui dispose que "ne peut être effectué en espèces ou au moyen de monnaie électronique le paiement d'une dette supérieure à un montant fixé par décret, tenant compte du lieu du domicile fiscal du débiteur et de la finalité professionnelle ou non de l'opération".

"La première volonté, c'est de faire reculer le cash et l'anonymat dans l'économie française", a assuré le ministre des Finances, Michel Sapin, dans le communiqué de Bercy. "Nous avons besoin de pouvoir tracer les opérations suspectes très en amont. Il faut resserrer les mailles du filet", a-t-il ajouté.

Cette disposition, qui avait été annoncée mi-mars, concerne les consommateurs, les commerçants et les entreprises. AFP 27.06

Dossier grec.

- Crise grecque : l'Eurogroupe en état d'urgence - LePoint.fr

- Pour les créanciers de la Grèce, Tsipras a mis fin aux discussions - La Tribune

La Grèce a "mis fin aux négociations" avec ses créanciers "de manière unilatérale", estime le ministre allemand des Finances, Schäuble, après l'annonce d'un référendum. La Tribune 27.06

- Grèce: Tsipras teste les créanciers à un jeu dangereux pour tout le monde - AFP

Prompt à dénoncer le "chantage" des autres, Alexis Tsipras s'affirme un maître en la matière avec une annonce de référendum destinée manifestement à faire reculer les créanciers avant la réouverture des marchés lundi, mais qui a surtout poussé de nombreux Grecs vers les distributeurs d'argent. AFP 27.06

- Lâchée par la zone euro, la Grèce va droit vers le défaut de paiement - AFP

La Grèce se dirige tout droit vers le défaut de paiement, un scénario catastrophe inédit et aux conséquences imprévisibles, après l'annonce fracassante d'un référendum sur les exigences de ses créanciers qui, excédés, ont fini samedi par fermer la porte des négociations.

Le plan d'assistance financière dont bénéficie Athènes depuis 2012 "va prendre fin le 30 juin", a annoncé, solennel et la voix blanche, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, après une réunion des ministres des Finances des 19 particulièrement acrimonieuse. Il a expliqué que la partie grecque avait rompu unilatéralement les négociations.

Cette réunion, la cinquième en dix jours, aurait pu être celle de la dernière chance, elle a au contraire entériné la rupture entre Athènes et ses partenaires.

La Banque centrale européenne (BCE) a immédiatement annoncé une réunion de son conseil des gouverneurs, sans doute dimanche selon deux sources, alors que la Grèce risque d'être prise d'une panique bancaire.

En attendant, les conditions ne semblent plus réunies pour que l'institut monétaire de Francfort continue à maintenir à flot les banques grecques, via un mécanisme de prêts qui a été prolongé jour après jour récemment, ce qui pourrait précipiter la faillite des banques grecques.

"Si le gouvernement grec n'est pas prêt à accepter" les propositions qui lui sont faites, "alors il y a un problème de crédibilité", a expliqué M. Dijsselbloem, avant une nouvelle réunion de la zone euro à laquelle n'assistait pas la Grèce, pour envisager un "plan B", synonyme d'un défaut de paiement du pays.

"La question qui sera posée au référendum sera de savoir si nous acceptons ou rejetons la proposition" des créanciers, a expliqué M. Tsipras. Pour permettre de tenir jusque-là, Athènes voulait une extension d'un mois de son programme d'aide.

D'une même voix, les 18 ministres des Finances de la zone euro ont dit "non" samedi.

Plus isolé que jamais, le ministre grec Yanis Varoufakis a promis de "continuer à se battre" pour un accord avec ses créanciers d'ici mardi, date de la fin du deuxième programme d'aide de la Grèce.

C'est également à cette date que le pays, à court d'argent, doit rembourser quelque 1,5 milliard d'euros au FMI. Un paiement qu'il ne peut honorer sans une perfusion de ses créanciers. Sans cela, c'est le défaut de paiement qui guette, prélude à une sortie de la zone euro (le "Grexit").

Une perspective aux conséquences imprévisibles qui fait frémir dans les capitales des 18 autres membres de l'Union monétaire.

Pour M. Varoufakis, c'est à la Banque centrale européenne d'agir et de rembourser directement le FMI. "La BCE nous doit 1,9 milliard d'euros. Qu'elle les donne au FMI", a suggéré M. Varoufakis lors d'une conférence de presse. Avant de quitter Bruxelles, il a estimé que "c'était un triste jour pour l'Europe". La décision de rompre des créanciers risque selon lui de porter un "préjudice permanent" à la zone euro.

A Athènes, M. Tsipras, qui avait rencontré en petit comité jeudi la chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande, leur a redit samedi sa "détermination" à organiser le référendum. AFP 27.06

- Un accord de dernière minute est possible, dit Yanis Varoufakis - Reuters

- Grèce: Tsipras appelle son peuple à dire un «grand non» aux créanciers - 20minutes.fr

Avant le vote, Alexis Tsipras s'était dit persuadé que «le peuple grec dira un grand non à l'ultimatum» des créanciers du pays. Le référendum proposé par le Premier ministre grec sur la dernière offre d'accord faite par les créanciers à son pays a été approuvé par le parlement dans la nuit de samedi à dimanche.

Le référendum, prévu pour le dimanche 5 juillet, a été approuvé par 178 députés sur un total de 300 parlementaires. Les Grecs, selon le texte de la proposition, devront dire «oui» ou «non» aux mesures soumises vendredi par les créanciers UE et FMI lors d'un des derniers cycles des négociations entre les deux parties qui durent depuis la fin février.

Selon deux sondages à paraître dans la presse dimanche, réalisés juste avant l'annonce du référendum, une large majorité de Grecs est favorable à un accord avec les créanciers du pays. Dans le premier, 47,2% des personnes interrogées se prononcent pour un accord, 33% contre et 19,8% ne se prononcent pas. Dans le second, 57% des sondés souhaitent un accord avec l'Europe pour 29% en faveur d'un affrontement. 20minutes.fr 27.06

Un sondage réalisé avant l'annonce du référendum n'a aucune valeur, sinon de manipuler les consciences en faveur des prédateurs du marché.

Les médias dans le rôle de porte-parole incendiaire de la troïka.

- Grèce : un pas de plus vers la faillite ? - Francetv info

- La Grèce, plus que jamais au bord du précipice - Francetv info

- Après l'annonce du référendum, les Grecs se préparent au pire - Francetv info

- A Athènes, même le distributeur du parlement grec est à sec... - Le Huffington Post

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: que fait l'AIPAC contre l'Iran? - french.trib.ir

L'analyste américain, de retour récemment de l'Iran, a critiqué, dans une note publiée par le journal "Haffington Post", les tentatives des lobbys pro-Israël de propager l'iranophobie.

William O. Beeman, professeur à l'université de Minnesota, qui est rentré tout récemment aux Etats-Unis au terme d'un voyage en Iran, a écrit, dans un rapport, publié par le quotidien américain, "Huffington Post": " Les Etats-Unis n'ont pas une juste conception de l'Iran et l'idée dominante dans ce pays autour de l'Iran, c'est que l'Iran est un pays agressif et sous-développés où sont présent les terroristes. Les Américains pensent que les femmes dans ce pays font l'objet d'oppression, mais à vrai dire, j'ai n'ai pas vu de telles choses. Tout cela découle de quarante années de distance qui séparent les deux pays. L'auteur accuse par la suite les lobbys pro-israéliens d'être à l'origine d'une telle désinformation aux Etats-Unis. " Les groupes protecteurs d'Israël ont tenté, poursuit l'auteur, de diaboliser l'Iran auprès de l'opinion publique américaine".

Les groupes comme "AIPAC" et ses affiliés tels "le think tank de Washington" sont entre autres parmi les facteurs qui exercent une forte influence sur les législateurs et les médias américains. Dans une autre partie de son rapport, le professeur Willima O. Beeman dénonce la tentative de certains médias américain de renom pour propager l'iranophobie. "

Le quotidien New York Times fait partie des pires cas dans ce domaine, car mène une campagne de désinformation d'une rare violence contre l'Iran. Ce quotidien exerce une influence flagrante sur l'opinion publique américaine. David Sinjer, Willimam J.Brad, Rick Goldston et Michael Gordon, figurent au nombre des journalistes qui ont toujours écrit, au cours des 12 dernières années, et écrivent incessamment des articles faux et sans fondement. Le conseil éditorialiste de ce quotidien a toujours essayé d'inscrire des titres plus négatifs d'année en année pour ses articles, articles qui, une fois parvenus chez les Iraniens, ont suscité leur colère à l'égard d'une telle campagne de désinformation. french.trib.ir 26.06

2- Yémen

2.1- Un commandant saoudien et ses soldats rallient Ansarallah - french.trib.ir

En ce qui concerne les derniers coups portés à l'Arabie, le chef du parti "Le Yémen libre", a annoncé que le commandant de l'artillerie et 300 soldats, liés à l'Arabie saoudite, avaient rejoint l'armée et les forces populaires yéménites.

Nasser Ben Yahya al-Arajli, membre du haut comité révolutionnaire et chef du parti "Le Yémen libre", a affirmé que le régime saoudien avait subi des coups durs dans son offensive contre le Yémen. " Le dernier revers infligé à l'Arabie Saoud était l'annonce l'adhésion de Hachem al-Ahmar, commandant de l'artillerie de l'armée liée à l'Arabie sur le passage frontalier d'Al-Vadia à l'armée et aux comités populaires yéménites", a-t-il indiqué. Il a aussi évoqué l'adhésion de 300 soldats à l'armée yéménite avec tous leurs armes et équipements. " Après avoir assez de l'oppression et de l'attitude arrogante de l'Arabie vis-à-vis des Yéménites, toutes ces personnes ont courageusement décidé de se joindre à leurs citoyens", a souligné Al-Arajli. En évoquant les nouvelles victoires remportées par l'armée et les comités populaires dans le territoire saoudien, le chef du parti "Le Yémen libre" a estimé que les justifications mises en avant par le porte-parole de la coalition dirigée par l'Arabie quant au fait que l'armée et les forces des comités populaires yéménites avaient investi Najran, étaient ridicules et dérisoires. french.trib.ir 26.06

2.2- Yémen/Aden : Riyad lance son offensive terrestre - french.trib.ir

"400 militaires formés en Arabie sont arrivés à Aden, dans le Sud du Yémen", a annoncé le quotidien saoudien "Al-Riyad".

"Après être formée en Arabie, une unité de 400 militaires a été envoyée à Aden dans le Sud du Yémen pour se battre contre les forces populaires", a fait état "Al-Riyad", citant des sources militaires. "Une unité militaire yéménite de 400 effectifs, formée en Arabie est arrivée à Aden", ajoute le journal. "Cette unité rejoindra bientôt les combats contre l'armée, les forces des comités populaires liées au Mouvement Ansarallah et des forces partisanses d'Ali Abdallah Saleh, au Yémen », d'après la même source. "Une autre unité militaire dont le nombre d'effectifs n'est pas encore déterminé se rendra aussi à Aden. L'objectif de la coalition saoudienne en envoyant des unités militaires précitées à Aden est d'aider Al-Qaïda", selon ces sources. french.trib.ir 27.06

3- Palestine occupée.

- Comment réagissent les Palestiniens au plan perfide de Paris ? - french.trib.ir

Les Palestiniens tirent la sonnette d'alarme, dans le sillage de la divulgation de plus de détails sur le plan français au sujet de la crise palestinienne, suite à la récente tournée du Ministre français des Affaires étrangères au Moyen-Orient et ses entretiens avec les responsables du régime sioniste et de l'Autorité autonome. Entre autres, le secrétaire général adjoint du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), Abou Ahmed Fouad a affirmé que le plan français pour redynamiser les négociations de compromis, entre Israël et les Palestiniens, était absolument inadmissible, « parce qu'il contredit toutes les lois internationales et les droits du peuple palestinien », a-t-il précisé. « Ce plan prévoit la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens et rejette le droit au rapatriement des réfugiés palestiniens », a précisé le secrétaire général adjoint du FPLP, ajoutant que suivant le plan parrainé par la France, la Palestine aura des frontières provisoires et les Palestiniens n'auront droit à disposer d'aucune arme. « Ce plan est donc très dangereux », a conclu Abou Ahmed Fouad.

A noter que les négociations de compromis entre le régime sioniste et l'autorité autonome palestinienne ont été interrompues, il y a un an et demi, à cause de la politique de colonisation israélienne en Cisjordanie et à l'Est de Qods, mais aussi, en raison de l'opposition d'Israël à un gouvernement d'union nationale palestinienne. Maintenant, on est témoin du nouveau tour des efforts occidentaux axé autour de la France, afin de redynamiser le processus de compromis, alors que le bilan du soi-disant processus de paix au Moyen-Orient laisse déjà conclure que ce processus, tel que l'imaginent les Occidentaux, repose sur la violation des droits des Palestiniens, sur un fond d'approches expansionnistes que le bloc israélo-occidental a toujours cherché à leur imposer.

Le plan français pour redynamiser le processus de compromis arabo-israélien, de par ses multiples carences et son irrespect d'une grande partie des droits des palestiniens, a provoqué les critiques virulentes de l'opinion publique palestinienne. Juste pour le rappel, le plan de Paris reconnaît la ville de Qods comme étant la capitale commune des Israéliens et des Palestiniens, restant indifférent envers le droit des réfugiés palestiniens de regagner leur patrie, ce qui contredit nettement les résolutions onusiennes. Le plan français redéfinit certaines particularités pour le futur Etat palestinien, des conditions qui, une fois réalisées, mettront en cause la base même d'un éventuel futur Etat indépendant palestinien. Ce futur Etat palestinien n'aura ni arme, ni frontière permanente, selon le plan de Paris. Les Sionistes et leurs alliés ont donc bien préparé l'option qu'ils devraient appliquer, s'ils échouaient à empêcher la formation d'un Etat indépendant palestinien. Si cet Etat devrait être créé, il devrait être dépendant et sous la mainmise du régime sioniste. Mais pourrait-on nommer « pays », l'Etat palestinien de version française ? french.irib.ir 26.06

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juin 2015

CAUSERIE

A minuit hier, il faisait 35°C dans la pièce où je travaillais. A 13h aujourd'hui il faisait 37°C dans la maison et 42°C à l'extérieur.

J'évite d'utiliser le ventilateur pour faire des économies d'électricité, et je n'utilise la climatisation la nuit que pendant deux heures, le temps de m'endormir car j'ai besoin de sommeil après des journées aussi éprouvantes. Alors pensez à me soutenir financièrement pour me soulager un peu de cette épreuve, merci d'avance.

Réfléchir, c'est déjà comploter selon les critères officiels, puisqu'on se destine au cours de ce processus à réintroduire dans la réalité des faits qui ont été occultés délibérément, passés hypocritement sous silence, censurés, sous-estimés volontairement, sans parler de ceux qui de la même manière ont été déformés, tronqués, inventés, et que nous devons remettre à leurs places pour que le puzzle de la réalité soit achevée.

Réfléchir, c'est aussi prendre du recul sur l'actualité, la situer dans un contexte plus large, cela évite de lui donner une charge émotionnelle inconsciente qui fausserait notre interprétation de la réalité...

Réfléchir est épuisant pour celui qui n'a pas l'habitude de se livrer à ce genre d'exercice, ensuite cela vient tout seul. Vous savez, c'est comme lorsque vous préparez une omelette, vous commencer par mélangez des ingrédients dans un récipient et vous goûtez ce que cela donne, en fonction de votre goût vous pouvez rajouter tel ou tel ingrédient qui modifiera le goût de votre préparation.

Et bien là c'est à peu près pareil, on se pose une question ou on aborde un sujet, et si des questions ne surgissent pas spontanément, on rajoute un facteur, puis un autre et ainsi de suite qui font partie de la situation, et à un moment donné la mayonnaise doit prendre. Et si malgré tout l'inspiration ne venait pas, ne cherchez pas, c'est que vous n'êtes pas vraiment en phase avec la réalité.

Je sens que je vais manger des oeufs ce soir ! Tout est dans l'ordre des choses.

La densité de l'actualité ne m'a pas permis d'ajouter de nouveaux articles, ce sera pour demain matin.

[Un vulgaire assassinat maquillé en acte terroriste instrumentalisé par Hollande et Valls.](#)

En avant-propos.

Avant de traiter la question que nous allons aborder ici, il faut avoir à l'esprit que c'est Valls et Hollande qui ont attribué les faits survenus en Isère au "terrorisme islamiste" (Valls depuis Bogota), les qualifiant d'attentat "de nature terroriste" (Hollande depuis Bruxelles), pour enchaîner dimanche avec la «guerre de civilisation» (Valls, lors de l'émission « Le Grand Rendez-vous » d'Europe 1-Le Monde-iTELE), alors que l'auteur, Yassin Salhi, nie avoir commis un acte terroriste et évoque un différend personnel avec son employeur. (Francetv info 28.06), peu importe comme nous allons le voir plus loin, c'est la thèse de l'attentat terroriste qui doit être retenu, c'est la version officielle, donc chacun est supposé l'adopter sans poser de questions, les médias aux ordres vont s'en charger.

L'auteur de cette attaque est marié et père de trois enfants, il travaille, corpulent et sportif, sans doute insatisfait de sa condition sociale et sans idéal, il va tomber sous influence de la mouvance salafiste, il aurait même pu effectuer un "voyage" en Syrie à l'aide d'un faux passeport qui l'aurait déstabilisé un peu plus mentalement, de nature impulsive mais maîtrisée jusqu'alors (sans casier judiciaire, il pratique des arts martiaux), susceptible, se sentant humilié, à cran ou au bord de l'explosion comme des millions de travailleurs, disons paumé ou désoeuvré dans une société devenue nauséabonde, il va péter un plomb et commettre l'irréparable qu'il va mettre en scène pour donner un sens plus noble à son acte crapuleux et sans doute épargner ses proches, et pour finir il tentera de mettre fin à ses jours sans succès avant d'être pris et de passer aux aveux.

Bref, on a donc à faire à un pauvre type qui au départ était comme vous et moi, cependant plus faible psychologiquement, et que le désespoir ou l'absence de perspective dans la vie a conduit à un niveau de tension devenue incontrôlable, ce qui est relativement banal malheureusement dans une société justifiant le recours à la barbarie ou la guerre pour assurer la pérennité d'un régime entré en putréfaction.

Pour corroborer ce qui vient d'être dit avant de passer à la suite de notre analyse, voyons comment les médias ont présenté cette affaire.

- D'après les informations de la chaîne Itélé, le suspect aurait expliqué avoir voulu se suicider mais avoir surtout voulu faire un «coup médiatique». Il aurait en effet "maquillé" le meurtre en acte terroriste. Itélé rapporte qu'il aurait eu une altercation avec son patron deux jours avant le drame. Un employé de l'entreprise dans laquelle les deux hommes travaillaient a raconté que le conflit aurait débuté après que Yassin a «laissé tomber une palette lourdement chargée en matériel informatique». (parismatch.com 28.06)

- Il justifie son acte par une vengeance personnelle. Mais l'enquête établit sa dérive islamiste.

Il a donné comme mobile une vengeance contre son patron. Mercredi dernier, selon des salariés de Colicom, la société dont Hervé Cornara était le directeur commercial, Yassin Salhi avait eu un différend d'ordre professionnel avec son patron. Le ton était monté entre les deux hommes, quand l'employé avait fait tomber une palette de matériel informatique.

Son trouble aurait été accentué par une brouille avec sa femme. Le suspect nie toute motivation religieuse. (lalsace.fr 29.06)

- Il a motivé son acte par un conflit avec son patron, portant sur des palettes mal rangées. Son trouble aurait été accentué par une brouille avec sa femme. Sa version cadre très mal avec la mise en scène du crime. (leprogres.fr 29.06)

Gavé quotidiennement depuis des années de scènes de crimes abominables commis par les barbares que soutient le gouvernement français en Irak et en Syrie notamment, les médias se faisant un malin plaisir de les décrire méticuleusement en détails, les agences de communication informelles (YouTube, etc.) de l'oligarchie financière leur offrant une plateforme où ils peuvent circuler librement en images sur Internet pour mieux pénétrer, manipuler et perturber les cerveaux des plus fragiles ou faibles, il s'en est inspiré comme autrefois des assassins s'inspiraient de faits divers ou de crimes ayant fait la Une ou ayant servi de trame à une oeuvre cinématographique qu'ils reproduisaient dans l'espoir de réaliser le crime parfait.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils n'ont fait que banaliser sans cesse l'extrême violence et finalement la cautionner parce qu'elle servait leurs intérêts, pour pratiquement la rendre présentable et que chacun puisse la vivre par procuration à défaut de s'y adonner soi-même, sachant que certains se verraient ainsi encouragés à franchir le pas. Il en va ainsi avant tout de la violence sociale ou plutôt antisociale exercée par l'Etat contre les masses, qui est à l'origine de toutes les violences dans la société.

Je me souviens que lorsque j'étais gosse, dans les années 60, ils nous passaient des films de guerre ou policier à la télévision pratiquement toutes les semaines, on s'en repaissait sans avoir conscience du message qu'ils renfermaient, politique évidemment, à la gloire de l'Etat, de son armée et de sa police, de son appareil judiciaire et répressif.

Avant de poursuivre, un rappel utile sur l'origine de la «guerre de civilisation», cheval de bataille des néoconservateurs américains.

- Sorte de nouveau passeport pour tous les néoconservateurs de la planète, cette expression est directement inspirée du livre paru en 1996 *Le Choc des civilisations*, de l'Américain Samuel Huntington, professeur à Harvard. Selon l'auteur, et pour faire simple, les nouvelles grandes lignes de fracture géopolitique seraient fondées non plus sur des clivages idéologiques «politiques», mais sur des oppositions culturelles, identitaires, qu'il appelle «civilisationnelles», dans lesquelles le religieux tient une place centrale. Selon l'auteur, «l'islam» serait donc une civilisation au même titre que «l'occident», séparée par un nouveau mur de Berlin. Il y a eu la «guerre froide», il y aura donc la «guerre de civilisation». liberation.fr 28.06

Les questions qu'il faut commencer par se poser.

A qui le message de Valls s'adresse-t-il ? Il faut se demander ensuite dans quel contexte et dans quel objectif il intervient, les deux sont intimement liés. J'ai relevé rapidement quelques facteurs qui constituent le contexte actuel :

- La loi Macron s'applique, le Medef ne chôme pas. Le chômage bat tous les records.
- La loi liberticide sur le renseignement vient d'être adoptée et porte à polémique.
- Le rejet du PS, de Hollande et son gouvernement, des institutions (abstention record aux dernières élections municipales partielles, aux européennes et départementales).
- La difficulté qu'ils rencontrent d'imposer le "dialogue social" pour appliquer leur politique antisociale.
- La multiplication des conflits sociaux qui tendent à se prolonger ou à se radicaliser.
- Détourner l'attention qui se porte vers la Grèce et le rejet majoritaire de l'UE.
- La résistance des peuples qui refusent d'abdiquer leur souveraineté.

Sur le plan politique proprement dit, les choses se compliquent, crise du capitalisme et du régime oblige.

Chercher un point d'appui le plus à droite possible auquel le parti de l'ordre (Les Républicains) pourrait se rallier afin d'entretenir le consensus qui existe entre eux à défaut d'unité nationale, scénario éculé et temporairement épuisé depuis le 11 janvier 2015, impossible en période électorale (régionale de décembre prochain), c'est aussi lui accorder une concession ou aller sur son propre terrain qu'ils pourront exploiter ensuite en expliquant que c'est aussi un moyen de couper l'herbe sous le pied de la droite et de l'extrême droite, alors qu'en réalité il fait leur lit en adoptant leur discours et leur politique, ce qui aura au passage le mérite de déclencher une vive réaction du MoDem (Bayrou hier, lire plus loin) et éventuellement de l'UDI et de diviser le camp des Républicains, y compris au sein du PS (Dray) où certains s'efforcent de sauver les apparences, Mélenchon n'étant pas en reste pour leur venir en aide

Au-delà de la cour de récréation des institutions dans laquelle s'ébattent ces partis pour se partager le pouvoir, les postes et les prébendes qui vont avec, plus sérieusement il s'agit pour Hollande et Valls de légitimer, justifier les guerres de rapine que mènent l'impérialisme français, la militarisation de la société, l'Etat policier qui se met tranquillement en place, la mise sous surveillance de l'ensemble de la population, le budget alloué à chacun de ses secteurs de l'appareil répressif de l'Etat, pendant qu'ils appliquent leur politique tournée contre l'ensemble des travailleurs.

Maintenant il y a un autre aspect dans leur discours qu'il faut aborder.

Ils pratiquent un amalgame entre islamisme et terrorisme tout en expliquant qu'ils ne visent pas l'islam et les musulmans, alors qu'ils sont en guerre exclusivement contre des peuples ayant adopté l'islam ou majoritairement musulman, pour être plus précis contre des Etats, des nations, des pays producteurs de pétrole et/ou de gaz ou encore par lequel ils transitent et qui sont la cible des Etats-Unis depuis au moins 2001, de la Libye à l'Afghanistan en passant par le Soudan et le Mali, avec en ligne de mire l'Iran pour s'en tenir à cette région du monde. Accessoirement si on peut dire, ils convoitent les richesses de l'ensemble de l'Afrique sur lesquels lorgnent tout aussi avidement leurs concurrents des Brics.

On aura compris que la grossière précaution oratoire de Valls ne remettait pas en cause cet amalgame infâme sur lequel les médias ne s'attarderont pas évidemment, et pour cause ils se font un malin plaisir à le reproduire en boucle. Cet amalgame s'adressait à la population et avait pour fonction de lui livrer un bouc émissaire tout trouvé à ses difficultés, vers lequel elle était invitée à se tourner pour assouvir sa soif de vengeance ou sa haine au lieu de s'en prendre au patronat et au gouvernement.

Quant à la formule de Bush de la « guerre de civilisation » que Valls a reprise à son compte, elle s'adressait davantage à l'ensemble des porte-parole du néolibéralisme qui essaient dans les médias, comme un appel à la mobilisation générale, à redoubler d'efforts pour traquer, bâillonner ou censurer les opposants à la politique du gouvernement, peut-être avant de nouveaux développements ou engagements en Irak ou en Syrie ou en Afrique. Elle signifiait que c'était l'axe de la propagande autour duquel devaient se disposer tous ceux qui entendent soutenir le gouvernement.

Valls comme Hollande ont été désignés pour représenter les intérêts de l'oligarchie financière, parce qu'ils figuraient parmi ceux qui au PS étaient habités par une ambition personnelle démesurée au point d'adopter si nécessaire la pire idéologie qui soit pour l'assouvir et en cela ils ne sont pas trompés. Cela vaut pour l'ensemble du PS puisque finalement le néolibéralisme est compatible avec sa nature, ce dont l'ensemble du mouvement ouvrier y compris son avant-garde autoproclamée est toujours incapable de tirer les enseignements.

Valls n'a pas commis d'erreur en apparaissant ouvertement comme le disciple de Bush, la crise du capitalisme nécessite qu'il monte toujours plus au créneau pour défendre ses besoins, quitte à se sacrifier et à se découvrir totalement ainsi que le PS, comme quoi la menace qui pèse sur le régime n'a jamais été aussi grand. C'est un calcul risqué et semble-t-il limité ou qu'il faut relativiser, puisque le mouvement ouvrier est toujours incapable de la moindre réaction unitaire sur une base politique correcte, de rompre résolument et définitivement avec le PS.

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian-Cazeneuve a identifié l'ennemi à abattre en Syrie : Bachar al-Assad et son régime, la République laïque syrienne indépendante et souveraine, et non Al-Qaïda, Al-Nosra ou l'Emirat islamique qui "font du bon boulot" (Fabius en 2012 à propos d'Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda). Il a identifié ses amis : les décapiteurs de Riad et Doha qui arment et financent les barbares et avec lesquels le gouvernement français passe de juteux contrats d'armement qui serviront à détruire la Syrie, l'Irak et le Yémen notamment. Ainsi il cautionne et porte la responsabilité des actes barbares qui peuvent être commis en France sur fond de désagrégation sociale sans fin.

Pour étayer notre analyse qui présentait plusieurs volets, poursuivons par quelques titres d'agences de presse suivis de quelques réactions politiques, et pour finir un témoignage.

Les masques tombent. La vraie nature du PS mise à nu.

- La France "en guerre contre le terrorisme" annonce Manuel Valls - Francetv info

- Attentats: Valls évoque pour la première fois une "guerre de civilisation" - AFP

- La « guerre de civilisation » de Valls réjouit la droite - LeMonde.fr

La droite s'est empressée de voir les propos du premier ministre comme un alignement sur le vocabulaire de Nicolas Sarkozy. LeMonde.fr 28.06

Une info glissée subrepticement qui tombe à point. Intox. Une minorité seulement se reconnaît encore dans le PS.

- Présidentielle: les Français préfèrent toujours Valls pour représenter le PS - L'Express.fr

Complétons le titre que nous avons trouvé, en ajoutant à défaut de mieux et sur fond d'ignorance tout de même, car il en faut encore une sacrée dose pour s'en remettre au PS, on ne peut pas l'ignorer ou leur prêter un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, c'est juste un constat, il ne faut pas se voiler la face ou se détourner de la réalité.

Ne leur jetez pas la pierre, j'en connais qui penseront tout bas qu'ils faut être sacrément cons, qu'ils se disent plutôt que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi malgré tout, qu'ils en rejettent la responsabilité sur les dirigeants du mouvement ouvrier ce sera plus juste.

Les propos de Valls et quelques réactions qu'ils ont suscitées.

- Valls : Après les attentats sanglants de vendredi, Manuel Valls a mis en garde dimanche les Français contre « une menace terroriste majeure », s'inscrivant dans « la durée ». (La même rhétorique que Bush et Obama à la virgule près, pour justifier un état de guerre et de chaos permanent par lequel les néolibéraux anglos-saxons-sionistes espèrent soumettre le monde entier à leur joug ou imposer leur gouvernement mondial. - ndlr)

« Nous ne pouvons pas perdre cette guerre parce que c'est au fond une guerre de civilisation. C'est notre société, notre civilisation, nos valeurs que nous défendons », a déclaré M. Valls lors de l'émission « Le Grand Rendez-vous » d'Europe 1-Le Monde-iTELE. Manuel Valls. (Société qu'il s'emploie à déstabiliser, civilisation qu'il s'emploie à détruire et valeurs qu'ils

piétinent quotidiennement, il ne faut jamais l'oublier. -ndlr)

Ce n'est pas une guerre entre l'Occident et l'islam », a-t-il insisté. Cette « bataille se situe aussi, et c'est très important de le dire, au sein de l'islam. Entre d'un côté un islam aux valeurs humanistes, universelles et de l'autre un islamisme obscurantiste et totalitaire qui veut imposer sa vision à la société », a affirmé le premier ministre. lemonde.fr 28.06 (Sauf que voilà, on lira plus loin un témoignage autorisé qui affirme que les barbares n'ont rien à voir avec l'islam. Il faut donc en déduire que Valls mène cette guerre contre "un islam aux valeurs humanistes, universelles", qui en passant n'a pas plus de place que le réformisme dans le contexte actuel ou le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant sauf à se bercer de graves et fatales illusions. - ndlr)

- Cambadélis (PS) : « @manuelvalls a raison : les fanatiques de l'islam veulent la guerre de civilisations. Nous voulons la coexistence pacifique des civilisations ». (Complétons : A condition que l'hégémonie des puissances occidentales dont celle des Etats-Unis ne soit pas remise en cause. - ndlr)

Julien Dray (PS) : "J'ai un doute" sur l'intérêt d'user de cette expression "parce que je ne crois pas que la civilisation arabo-musulmane est une menace par rapport à la civilisation judéo-chrétienne. Je n'aurais pas utilisé cette expression", a déclaré Julien Dray, qui juge préférable de parler de "salafisme intégriste". (Vous n'y pensez pas, ce sont les amis de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et d'Israël. Sinon, pourquoi ont-ils permis à tant de mosquées salafistes de se développer, financées par le Qatar et l'Arabie saoudite, si ce n'est parce que cela faisait les affaires de la classe dominante. - ndlr)

Pour l'ancien porte-parole du PS, "si nous tombons dans le piège qui nous est tendu d'être saisis par la peur, d'utiliser des raccourcis idéologiques, nous allons créer les conditions d'un affrontement qui n'a pas lieu d'être". (Mais c'est le but justement dans le cadre de la stratégie du chaos et de la guerre initiée par Bush en 2001. Qui sème la peur, la terreur sinon le gouvernement et ses porte-parole, les médias institutionnels. - ndlr)

- Sébastien Huyghe, porte-parole des Républicains : « Après avoir insulté pendant des années Nicolas Sarkozy qui le disait, Valls reconnaît enfin que nous sommes dans une guerre de civilisation ». « En parlant de 'guerre de civilisation' le premier ministre se convertit à la lucidité, il faut maintenant qu'il se convertisse à l'action », a déclaré sur Twitter le député LR Eric Ciotti.

- Bayrou (MoDem) : « Ce n'est pas une guerre de civilisation, c'est une guerre de la barbarie contre la civilisation ». (Barbarie initiée par les Etats-Unis et ses alliés dont la France depuis les années 80. Qui a créé les talibans, puis Al-Qaïda, qui a déclaré unilatéralement la guerre à des pays qui ne les avaient pas agressés, à la Yougoslavie, à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Libye, à la Syrie, sans parler des expéditions au Mali, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, etc. Alors qui sont les facteurs, les responsables de la barbarie sinon vos amis monsieur Bayrou. - ndlr)

Ces citations sont extraites de différents articles parus hier de l'AFP, Reuters, 20minutes.fr, Libération, Le Monde...

Témoignage qui met à mal la propagande hystérique de Valls et Hollande.

- Pour le juge Trévidic, "la religion n'est pas le moteur du djihad" - LePoint.fr

Dans un entretien au "Télégramme", le juge, qui quitte le pôle antiterroriste, est très critique face aux réponses apportées aux menaces.

Figure emblématique de la lutte contre le terrorisme depuis dix ans, Bruno Trévidic dresse un bilan plutôt sombre de la menace terroriste, mais également des réponses qui y sont apportées. Dans un entretien donné au quotidien Le Télégramme, il assure notamment que la situation aujourd'hui "est pire qu'il y a dix ans. Et même pire que lorsqu'[il a] débuté au parquet en 2000." "Le nombre de personnes atteintes de délire djihadiste est exponentiel", précise le juge. "La population concernée est plus jeune, plus diverse et aussi plus imprévisible, avec des personnes qui sont à la limite de la psychopathie", estime Bruno Trévidic, pour qui "la religion n'est pas le moteur" du djihadisme, affirmant que "c'est ce qui fait sa force". Ceux qui partent faire le djihad agissent ainsi à 90 % pour des motifs personnels : pour en découdre, pour l'aventure, pour se venger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans la société... Et à 10 % seulement pour des convictions religieuses." LePoint.fr 28.06

Instrumentalisation et récupération politique par Hollande et Valls d'un acte isolé commis par un désœuvré en quête de reconnaissance.

- Isère : Yassin Salhi plaide le "coup médiatique maquillé en acte terroriste" - LePoint.fr

Selon iTélé, l'auteur présumé de l'attentat a invoqué auprès des enquêteurs des "tensions" avec son épouse et son employeur, retrouvé décapité vendredi.

Selon les informations de Sophie Neumayer de iTélé, Yassin Salhi a indiqué, lors de ses aveux ce dimanche, aux forces de l'ordre avoir voulu se suicider, et "réaliser un coup médiatique maquillé en acte terroriste". Le père de famille a invoqué - source de

son mal-être - des "tensions avec son épouse et son employeur".

Un employé de la société de la victime a rapporté à la chaîne d'information qu'une "dispute" avait en effet éclaté entre les deux hommes quelques jours avant le drame, après que Yassin Salhi avait "laissé tomber une palette lourdement chargée en matériel informatique". LePoint.fr 28.06

Qui Mélenchon ne dégoûte-t-il pas ?

- Mélenchon n'a que "mépris" et "dégoût" pour Macron - Le Huffington Post

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a affirmé dimanche n'avoir que "mépris" et "dégoût" pour le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ajoutant que "des milliers d'hommes et femmes de gauche sont humiliés d'être représentés par des gens pareils".

"Ce type est sinistre. Il n'a jamais été élu, il est le résultat du fait du prince, il sort d'une banque pour arriver au pouvoir et accabler les autres de son mépris", a dit le député européen, invité de l'émission "Le Supplément" sur Canal+. (Lui il sort de 30 ans de PS pour lui servir la soupe, c'est pire en feignant le contraire ! - ndlr)

On n'en a rien à foutre de ce que pense Mélenchon de Macron ainsi que "des milliers d'hommes et femmes de gauche", ce qui nous intéresse c'est ce que vivent des dizaines de millions de travailleurs et apparemment ce n'est pas la même chose que ces gens-là.

Mélenchon gesticule en prenant au mot Macron, à savoir que le PS serait un parti de gauche, il faut être un sérieux crétin pour le croire encore ou ne pas savoir qu'il s'agit d'une imposture, dans les deux cas notre charlatan ne passe pas l'épreuve des faits. A entendre Mélenchon on pourrait croire que le PS n'a jamais été au pouvoir avant Hollande sous la Ve République, qu'il n'a jamais démontré en pratique qu'il n'était pas de gauche, alors qu'on peut le soutenir en s'appuyant sur une multitudes de faits accumulés depuis plus d'un siècle, c'est de l'ordre du déni sous forme de non-dits.

Si Marine Le Pen affirmerait être socialiste à la manière d'un Soral, je ne vois pas en quoi nous devrions nous sentir concernés, cela fait partie des gènes de l'extrême droite de se dire proche ou le porte-parole des laisser-pour-contre, des exclus du "système" pour mieux manipuler les préjugés de leurs cibles et leur inculquer le national-socialisme, nom composé, le social étant subordonné au traitement de la question nationale, donc sacrifié, c'est ce qu'on observe en Ukraine par exemple.

Une fois au pouvoir, Hitler a été un socialiste réformiste avant de devenir un nationaliste hystérique, monsieur Mélenchon devrait être conséquent avec lui-même et éprouver un pareil "dégoût" d'être un socialiste réformiste, non ? Il joue le jeu du PS qui continue de se faire passer pour un parti de gauche, tandis qu'il (le PS) soutient ouvertement la troïka contre le peuple grec que Mélenchon prétend soutenir, donc en plus il joue un double jeu, plus feutré.

Mais les Grecs ne s'en laissent pas conter selon les propos rapportés d'une responsable de Syriza qui figure dans un article plus bas dans cette page, qui expliquait "*que ce qui avait permis le succès de ce parti « de gauche », était que le Pasok (parti social-démocrate grec qui fait partie du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste – ben, tiens ! –) n'était plus considéré ni désigné depuis longtemps par les Grecs comme un parti « de gauche ». Et que, tant que dans les autres pays européens, les partis socialistes qui mènent de concert la politique néo-libérale identique à celle de la droite seraient considérés comme étant la « gauche », la confusion règnerait au sein de la population.*" (« Troïka » (FMI, BCE, UE) des créanciers d'Athènes: Ce « gotha » dont les citoyens ont toutes les raisons de se méfier publié par mondialisation.ca le 23.06)

Mélenchon s'acharne à entretenir cette confusion. C'est un anti-dialecticien contrairement à ces Grecs qui ont pris conscience qu'à un moment donné le processus dialectique qui se traduisait par la transformation de la quantité en qualité s'appliquait également au Pasok, prise de conscience qui est discutable au regard de leurs motivations, qui ne vont pas jusqu'à exiger un changement de régime ou l'instauration d'une République sociale, mais c'est un autre sujet, ils y viendront par la force des choses, il faut être patient.

Cela dit nous devons saluer les progrès réalisés par ces démocrates (et ces Grecs), car il faut un certain courage politique pour caractériser le Pasok, rompre avec lui et l'affronter. Mélenchon n'a même pas commencé à caractériser le PS, se contentant d'affirmer qu'il menait une politique de droite, on peut donc mettre en doute sa rupture avec le PS et sa volonté de l'affronter, et de se demander si sa réelle motivation ne résidait pas dans le besoin d'être sous les projecteurs des médias ou de faire parler de lui pour exister; d'où cette sortie sur Macron sur un plateau de télévision réunissant les deux conditions qui servent à assouvir sa soif de reconnaissance, qui manifestement prend le dessus sur la cohérence de son engagement politique.

Les Grecs évoluent, Mélenchon régresse, c'est le sort qui est généralement réservé aux renégats.

[Dossier Grec.](#)

Annulation pure et simple de la dette, nationalisation des banques et des grandes entreprises sans indemnités, annulation de toutes les mesures imposées par la troïka au cours des dernières années, confiscation des avoirs et des biens des oligarques, fermeture de la bourse, sortie de l'euro et de l'UE, rupture avec le FMI et la Banque mondiale, la BRI, abolition de la Constitution et des institutions, appel à la mobilisation générale du prolétariat et de ses partis et organisations à constituer une Assemblée constituante ou populaire souveraine, tout le pouvoir aux travailleurs, armement du peuple pour permettre la mise en oeuvre de cette politique et assurez la paix civile, dissolution de l'armée, de la police et des forces spéciales, appel au soutien à la République sociale grecque en direction du prolétariat européen et mondial, etc.

Non, ne rêvons pas, cela ne fait pas vraiment partie du programme du gouvernement grec, il n'est pas socialiste.

Syriza s'en remet au bourreau du peuple grec

- Varoufakis: "Merkel détient la clé" pour dénouer la crise grecque - AFP

Comment le prolétariat grec pourrait-il trouver une issue politique conforme à ses intérêts, il a filé la clé à Merkel !

- Grèce: «C'est aux institutions de montrer leur bonne volonté», affirme le ministre des Finances - 20minutes.fr

Et nous qui pensions que l'issue de la situation reposait sur la mobilisation du peuple grec...

Le Parti de gauche aussi, qui peut s'en étonner ? Il ne peut pas rompre avec l'euro, encore moins avec l'UE, le capital.

- "L'Union européenne essaie de pousser la Grèce dehors", dénonce Martine Billard - Francetv info

"L'Union européenne essaie de pousser la Grèce dehors" (de la zone euro seulement, pas de l'UE, ouf! - ndlr). "Ce n'est pas le choix du gouvernement grec, ce n'est pas le choix de la population grecque", a insisté la secrétaire nationale à l'international du Parti de gauche, Martine Billard, sur France 3. Francetv info 29.06

Ce sont des agents du capital, on en a la preuve ici. Merci madame Billard pour ces précisions.

La réaction se déchaîne.

- L'imposture Tsipras - Slate.fr

- Au bord du désastre, la Grèce sur le point de basculer définitivement - Atlantico.fr

- Les Allemands sont furieux contre la Grèce - LePoint.fr

- Les Grecs font un saut dans l'inconnu, contraints de vivre avec de l'argent de poche - AFP

- Grèce : les banques seront fermées pendant une semaine - latribune.fr

Les banques grecques resteront fermées lundi 29 juin et jusqu'au 7 juillet. La décision a été prise à l'issue d'un conseil de stabilité financière tenu à Athènes dimanche 28 juin au soir avec plusieurs membres du gouvernement et le gouverneur de la Banque de Grèce (BoG) Yannis Stournaras. C'est la conséquence directe de la décision de la BCE ce dimanche de maintenir le plafond de la liquidité d'urgence (le programme ELA) disponible pour le système financier grec à son niveau de vendredi. Durant la fermeture des banques, il sera possible de retirer des petites sommes d'argent, on évoque des retraits jusqu'à 60 euros par jour et par carte bancaire, ce qui est cinq fois moins qu'à Chypre en 2013. Un contrôle des mouvements de capitaux a également été décidé. Tous les transferts à l'étranger devront être approuvés par le ministère des Finances. La Bourse d'Athènes restera également fermée ce lundi. Dimanche soir, les Grecs se sont précipités vers les distributeurs d'argent pour retirer ce qu'ils pouvaient. Dans le centre d'Athènes, la plupart des appareils étaient vides vers 23 heures.

Pas assez de liquidités disponibles

Durant tout le week-end, les retraits se sont accélérés en Grèce. Des queues se sont formées, surtout samedi matin, devant les distributeurs automatiques de billets et certains étaient vides dans l'après-midi. Depuis vendredi soir, 1,3 milliards d'euros ont été retirés des comptes grecs. Compte tenu de l'annonce du référendum sur les dernières propositions des créanciers et de l'annonce de la fin du programme d'aide au pays mardi prochain par l'Eurogroupe, la plupart des Grecs ont préféré prendre leurs précautions. Incapables de se refinancer davantage que vendredi dernier auprès de la BCE, les banques grecques risquaient

de se retrouver rapidement à court de liquidités. Les mesures annoncées visent donc à stopper l'accélération des retraits. En théorie, les Grecs, qui détiennent 14 millions de cartes bancaires, pourraient retirer jusqu'à 840 millions d'euros par jour, ce qui est encore beaucoup trop pour les banques grecques. Mais on peut imaginer que cette possibilité ne sera pas utilisée à plein. Le contrôle des capitaux empêchera la fuite de l'épargne des comptes helléniques.

Les conséquences

Ces mesures vont sans doute frapper les plus faibles, notamment les retraités qui devaient toucher leurs pensions à la fin de ce mois et qui, souvent, ne disposent guère d'une carte de retrait. Beaucoup de factures sont aussi payables aux guichets des banques en Grèce, même s'il n'y a pas de restrictions pour les virements nationaux. Pour une grande partie de la population, par ailleurs, il faudra peut-être puiser dans les réserves d'argent liquide qui ont été constituées aux cours de ces derniers mois par les retraits. Pas de panique, donc, dans l'immédiat. Concernant les touristes présents en Grèce, leur capacité de retrait pourrait ne pas être impactée. Le conseil de stabilité financière a demandé que les détenteurs de comptes étrangers puissent retirer de l'argent dans les limites fixées par leur banque. Il s'agit de préserver la saison touristique en Grèce et la BCE est tenue de fournir ces liquidités entrant en Grèce via des banques solvables. Néanmoins, les ministères des affaires étrangères britannique, néerlandais et allemand, ont invité dimanche les voyageurs se rendant en Grèce à se munir de « suffisamment d'argent liquide. »

Le précédent chypriote

Pour la deuxième fois dans l'histoire de la zone euro, après Chypre en 2013, un pays est donc coupé du reste de l'union monétaire par un système de contrôle des capitaux et de restrictions des comptes bancaires. Un euro déposé dans une banque grec aujourd'hui n'a pas la même valeur qu'un euro déposé dans une autre banque. Son usage est limité et sa détention est risquée. Le précédent chypriote a en effet de quoi inquiéter les Grecs. Dans l'île, les banques avaient été renflouées par les déposants eux-mêmes. Le contrôle des capitaux à Chypre a été entièrement levé après deux ans, en avril dernier.

Parade provisoire contre le Grexit

En théorie, ces mesures visent à conserver la Grèce dans la zone euro. La BCE n'a pas levé l'utilisation du programme ELA par les banques grecques et n'a pas rendu plus difficile cet usage en appliquant une décote supplémentaire aux garanties nécessaires pour obtenir ces liquidités. La banque centrale maintient donc une source minimale d'euros qui devraient être provisoirement suffisante aux banques grecques grâce aux mesures de restrictions des retraits mis en place. Mais il ne s'agit que d'une parade provisoire. D'abord parce que les banques ne pourront pas rester fermées indéfiniment. Ensuite, parce que la BCE risque de couper les vannes à tout moment si elle estime que les banques grecques ne sont plus viables.

Comment sauver les banques grecques ?

Les banques vont donc devoir être renflouées d'une manière ou d'une autre. Première solution : un accord est trouvé entre Athènes et ses créanciers et la BCE permet de nouveau aux banques grecques d'utiliser la dette publique hellénique pour se refinancer normalement auprès d'elle. Deuxième possibilité : la BCE impose un renflouement des banques par les dépôts, comme à Chypre. Troisième solution : la Grèce sort de la zone euro. On le voit, cette dernière option devient de plus en plus probable.

Faire tomber le gouvernement grec

Reste une dernière option, qui est peut-être celle que la BCE a en tête : le gouvernement grec pourrait sous la pression d'une fermeture continue des banques ne pas être en mesure d'organiser le référendum du 5 juillet (mais le décret vient d'être publié au journal officiel). Ou, s'il le fait, il pourrait être fortement sanctionné par un « oui » claire aux propositions des créanciers afin d'obtenir la réouverture des banques. Dans ces deux cas, le gouvernement Tsipras devra signer en urgence un accord avec ses créanciers afin d'obtenir un retour rapide à la normale. Politiquement, il serait alors sans doute discrédité et il tomberait. Acculé par la BCE, sa seule parade serait alors un Grexit dont la population ne veut guère. Le Grexit est exclu pour la BCE, mais le maintien de ce gouvernement l'est sans doute tout autant. On le voit : si la BCE n'a pas voulu couper directement l'ELA et pousser la Grèce hors de la zone euro, elle joue clairement le jeu de l'Eurogroupe en poussant le gouvernement grec à nouer la corde qui l'étranglera. Ceci semble fonctionner : un premier sondage estime que deux tiers des électeurs voteront en faveur du "oui." Dimanche soir dans un discours, Alexis Tsipras a, cependant, dénoncé le "chantage" de la BCE contraire, selon lui, aux "traditions démocratiques" de l'Europe. Et il a espéré que cette attitude conduirait les électeurs à voter "non" le 5 juillet prochain. latribune.fr 29.06

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Syrie.

1- "Tempête du Sud" : les chefs terroristes éliminés - french.tribune.fr

En Syrie, un grand nombre de commandants terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée régulière contre le siège du commandement de l'opération « Tempête du Sud », situé près des silos du sud-est de Deraa.

Lors d'une réunion, censée préparer les terroristes à attaquer la ville de Deraa, un élément militaire de haut rang de la cellule d'opération d'Al-Malouk a été tué par les forces syriennes. Les commandants des groupes terroristes-takfiris du Front Al-Nosra, du Mouvement Al-Mothna, d'Alvia Al-Az et d'Al-Jaysh Al-Hor étaient aussi présents à cette réunion mais la plupart des tués de l'attaque de l'armée appartenaient au Front Al-Nosra. french.tribune.fr 28.06

Fabius va se désoler...

2- La Syrie refuse tout compromis avec les pays protecteurs du terrorisme (Fayçal Meqdad) - french.tribune.fr

La Syrie refuse tout compromis avec les pays protecteurs du terrorisme, a déclaré, le vice-ministre syrien des affaires étrangères, Fayçal Meqdad.

Le terrorisme est en propagation vers les autres pays arabes d'autant plus que les attaques terroristes qui sont survenues vendredi au Koweït et en Tunisie n'étaient guère loin de l'attente, a précisé, Meqdad, lors d'un entretien téléphonique avec la télévision syrienne. Le peuple syrien à Hassaka, Deir ez-Zour et Deraa est en train de lutter contre le terrorisme qui est soutenu par la Turquie, le régime sioniste et les Al-e Khalifa, a ajouté Meqdad.

L'incitation des terroristes au massacre des civils innocents est un acte qui n'épargnera pas l'incitateur, a-t-il averti. La France ainsi que les dirigeants européens et américains doivent renoncer à leur soutien aux terroristes, a indiqué, Fayçal Meqdad en faisant part de la disponibilité de son pays à contribuer à la lutte contre le terrorisme auquel sont confrontés la Syrie, l'Irak et la Tunisie. french.tribune.fr 28.06

ECONOMIE

Quand vont-ils décider de faire tout péter ?

La BRI, c'est la banque centrale des banques centrales dans le monde, le gratin, le sommet de l'oligarchie financière mondiale, les banquiers qui décident du sort de l'économie mondiale et de l'humanité entière.

- La BRI et la menace des "taux d'intérêt ultra-faibles" - latribune.fr

La mise en garde est sérieuse. Dans son rapport annuel publié dimanche, la Banque des règlements internationaux (BRI) s'inquiète de la spirale des taux d'intérêt trop bas, qui alimente un endettement excessif et une croissance insuffisante.

Au cours de l'année écoulée, la chute des prix du pétrole a stimulé la croissance mondiale mais la charge de la dette et les risques financiers demeurent trop élevés et la croissance de la productivité trop modeste, pointent les économistes de l'institution suisse, considérée comme la banque centrale des banques centrales et dont le siège est à Bâle.

Plusieurs pays se financent à des taux négatifs

Pour le chef du département monétaire et économique de la BRI, Claudio Borio, "le symptôme le plus visible de ces difficultés est la persistance de taux d'intérêt ultra-faibles". "De plus, les rendements négatifs, sans précédent, qu'on observe sur certains marchés de la dette souveraine repoussent les frontières de l'impensable", a-t-il insisté lors d'une téléconférence de presse. (Au-delà de "l'impensable", tout peut arriver du jour au lendemain, la situation est imprévisible qu'ils le veuillent ou non. - ndlr)

Plusieurs pays - dont la Suisse, l'Allemagne, la France et même l'Espagne et le Portugal - ont annoncé ces derniers mois se financer à des taux négatifs, ce qui signifie que l'investisseur paie pour prêter à ces Etats, qui du coup gagnent de l'argent en empruntant sur les marchés.

Des taux directeurs plus faibles qu'au pic de la crise de 2007

Selon la BRI, en moyenne, entre décembre 2014 et fin mai 2015, quelque 2.000 milliards de dollars de titres de dette souveraine à long terme - pour la plupart émis par des Etats de la zone euro - se sont échangés dans le monde à des taux négatifs.

Les taux directs, nominaux et réels, sont encore plus faibles qu'au pic de la crise financière de 2007. Qui plus est, en termes réels, ils sont négatifs depuis plus longtemps qu'ils ne l'étaient restés durant la période de grande inflation des années 1970. La BRI ne cache pas son inquiétude: "une situation qui était auparavant inimaginable menace de devenir la nouvelle norme". [latribune.fr](#) et [AFP 28.06](#)

En complément

- Les taux d'intérêt sont trop bas, prévient la BRI - Reuters

Les taux d'intérêt sont trop bas à l'échelle mondiale et posent un problème de plus en plus important pour la stabilité économique et financière, prévient la Banque des Règlements internationaux (BRI) dans son 85e rapport annuel publié dimanche.

L'institution, souvent présentée comme la banque centrale des banques centrales, estime en conséquence que la normalisation des politiques monétaires devrait intervenir rapidement et souligne que la croissance mondiale est inégale, que les niveaux d'endettement sont élevés et en augmentation.

Elle relève que l'explosion de la croissance du crédit montre que les déséquilibres financiers s'accroissent à nouveau. (Quand la bulle de la spéculation financière va-t-elle éclater en somme. - ndlr)

"La prise de risque sur les marchés financiers dure depuis trop longtemps. Et l'illusion que les marchés demeureront liquides dans des situations de stress est trop répandue", avertit la BRI. (Risques inconsidérés. - ndlr)

"La probabilité de turbulences va encore s'accroître si les conditions extraordinaires actuelles sont prolongées. Plus on tend un élastique, plus il se contracte violemment." (Ou il vous pète à la figure ! - ndlr)

La BRI relève en particulier que la compréhension des anticipations d'inflation est "incomplète et que leur mesure est sujette à une incertitude considérable". (Seraient-ils au bord de la panique ? - ndlr)

Le retour à des politiques monétaires normales sera "chaotique", notamment parce que les taux d'intérêt bas ont alimenté un "modèle vicié de croissance mondiale fondé sur l'endettement", qui était précisément à l'origine de la crise financière de 2008-2009. (Tout retour en arrière semble compromis, il ne reste plus que la fuite en avant jusqu'à l'explosion finale. Bravo, hâtez-vous tout de même qu'on en finisse une fois pour toute avec le capitalisme. - ndlr)

Des politiques à long terme destinées à rendre les économies plus productives et à assurer la stabilité de l'économie mondiale et du système financier international doivent être mises en oeuvre, estime-t-elle. Reuters 28.06 (Traduction : pour rendre plus productives des économies en faillite, il faut que les gouvernements s'attaquent frontement aux acquis sociaux des travailleurs... - ndlr)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h30.

On a ajouté 37 articles, et on a actualisé la rubrique *Articles d'actualité* avec des articles de grandes qualités à lire et à faire lire, qui comportent des éléments et des analyses qu'on ne trouve malheureusement pas dans la littérature du mouvement ouvrier, après comment un parti pourrait-il être attiré des intellectuels en présence de dirigeants si dogmatiques, sclérosés ou corrompus, Charlie ou charlots ?

Comment entraîner ces intellectuels, pas tous mais certains sur le terrain de la lutte des classes et du socialisme dans ces conditions-là ? Nos dirigeants ne sont déjà pas foutus de s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, c'est à désespérer !

On a besoin des têtes et des jambes pour avancer, la preuve est faite que des têtes sans jambes ou des jambes sans têtes ne mènent pas bien loin ou nulle part.

Je ne suis pas un intellectuel, mais je fais l'effort d'essayer de comprendre dans quel monde nous vivons et pourquoi nous ne parvenons pas à régler les problèmes politiques qui nous empêchent d'aller de l'avant.

On ne peut pas adhérer à un parti dont on a honte, c'est impensable, ce serait intenable... Assez !

La causerie du matin.

Vous aurez remarqué qu'on assurait, n'est-ce pas ? Allez donc voir ce qui se passe dans les portails des différents partis ou groupes...

Quel portail rend compte quotidiennement de l'actualité économique, social et politique, vous fournit des analyses sur absolument tous les sujets sans tabou, publie des milliers d'articles de sources différentes des quatre coins du monde ? Alors soutenez-nous, aidez-nous à tenir !

Il est 13h30, je déjeune et je formate la trentaine d'articles que je dois mettre en ligne.

- Ah ben dites-leur, ils en savent des choses aux renseignements !

- Je n'en reviens pas, à les entendre la veille ils ne savaient pratiquement rien ou si peu sur un individu qui vivait en France, tout en s'efforçant de le justifier pour se couvrir semble-t-il, et ne voilà t-il pas que le lendemain ils savent précisément où loger un type au fin fond de la Syrie en guerre, à croire qu'ils ont des antennes sur place ma foi, ma pauvre Germaine, j'en suis tombé sur le cul en entendant ça ! J'en suis arrivé à la conclusion qu'ils ne nous disaient pas tout ou seulement ce qu'ils voulaient bien nous dire, bref, en gros ils nous prennent pour des cons !

- Les enquêteurs ont identifié le destinataire de la photo envoyé par l'auteur du meurtre commis vendredi en Isère, Yassin Salhi, comme étant un dénommé Sébastien-Younès, Français parti en Syrie en 2014 et qui se trouverait à Raqqa, dans le nord du pays. Reuters 29.06

Ils auraient pu au moins fournir le numéro et le nom de la rue où il réside avec le code postal de Raqqa pour que ses copains et ses fans puissent lui écrire, quel délire!

Autre chose.

Etre informé, c'est préférable, recommandé pour savoir de quoi on cause, sinon il est quasiment impossible de se faire une idée indépendante ou libre de la situation.

Etre armé théoriquement, c'est préférable pour pouvoir s'orienter dans la bonne direction ou dans une direction conforme aux intérêts collectifs de notre classe, ne pas se tromper de combat et d'objectif. On pourrait assimiler la théorie à la somme des connaissances acquises par un chirurgien avant d'opérer, qui guideront sa réflexion et sa main en fonction de chaque patient.

Comme quoi la théorie n'est pas une recette prête à l'emploi pour affronter n'importe quelle situation, ni forcément un système érigé en dogme, mais constitue un guide indispensable à notre action qu'il faut adapter à chaque situation, et non l'inverse qui consiste à tordre la réalité pour la faire rentrer dans le moule d'une théorie auquel cas nous ne pourrions avoir aucune influence sur la réalité puisque la perception qu'on en aurait serait déformée.

Vous retrouvez là tous les principes que nous défendons depuis des années dans ce portail en les confrontant à la réalité, chacun peut ensuite observer à l'issue de cette épreuve s'ils méritent ou non d'être retenus ou partagés.

Etre engagé politiquement va de soi dès lors qu'on a acquis la conviction que nos idées sont justes et méritent d'être partagées par le plus grand nombre, qu'il est de notre devoir et notre droit de prendre en mains notre destin, au lieu d'en laisser le soin à d'autres pour changer la société puisque c'est notre objectif.

[Dictature du capital ou dictature du prolétariat.](#)

Les représentants de la classe dominante ou le camp de la réaction ont confisqué ou étouffé la démocratie, et considèrent que consulter le peuple pour qu'il se prononce en toute connaissance de cause sur une question qui engage son avenir serait incompatible avec la démocratie. En réalité, c'est leur conception de la démocratie qui correspond de fait à sa négation ou à la dictature de l'oligarchie financières dont les défendent les intérêts qui est en cause.

Adeptes des coups tordus en tous genres et autres coups d'Etat (Ukraine récemment), ils estiment que recourir à un référendum constituerait un chantage. Un chantage à quoi ? A la dictature du capital financier dont ils sont les représentants,

qui s'estime tout puissant et devant lequel tous les Etats devraient se soumettre aveuglément ou abdiquer en faveur d'un pouvoir politique appliquant à la lettre les mesures qu'il préconise pour sauver le capitalisme de la crise qui le ronge ou de l'effondrement qui le menace.

Autrement dit, entrevoir une politique différentes de celle (d'austérité) qu'ils préconisent et qui comporterait un volet social minimum sans même remettre en cause les fondements du capitalisme et ses institutions, serait inimaginable, incensé, dangereux, illégitime, car seule la classe qui détient le pouvoir économique serait légitime ou abilitée à définir la politique qui doit être menée en Grèce et dans chaque pays.

Quels premiers enseignements politiques tirés de la situation en Grèce ?

On s'aperçoit ici qu'il ne peut pas y avoir un partage du pouvoir entre les deux seules classes indépendantes, celle des capitalistes et le prolétariat, et que le pouvoir politique doit être subordonné au pouvoir économique et qu'il ne peut pas en être autrement, ou le pouvoir économique et politique doivent être détenus par une seule et unique classe, dans le cas contraire gouverner devient impossible et l'économie se retrouve paralysée et le régime déstabilisé.

Dès lors que le pouvoir politique est détenu par un parti censé incarner les besoins des travailleurs, il a le choix entre abdiquer devant ceux qui détiennent le pouvoir économique ou s'en emparer en socialisant les moyens de production ou les secteurs clés de l'économie qui concentre le pouvoir économique, les banques, les assurances en premier lieu, de telle sorte qu'il puisse appliquer son programme ou mener à bien sa politique sociale.

S'il se destine à gouverner dans le cadre de la Constitution et des institutions qui avaient été fondées par la classe des capitalistes pour servir ses intérêts, il se privera des moyens politiques lui permettant de conforter son pouvoir politique et de s'attaquer au pouvoir économique des capitalistes, et à un moment donné il sera conduit à perdre le pouvoir politique au profit des représentants des capitalistes.

Dit autrement, dès lors qu'il refuse d'abolir la Constitution et des institutions qui incarnent le pouvoir politique de la classe dominante, c'est comme si cette dernière détenait toujours le pouvoir politique, ce qui l'encourage à le revendiquer et à se mobiliser pour le reconquérir officiellement, qui plus est, lorsqu'il refuse d'appeler le prolétariat à la mobilisation générale et à l'aider à s'organiser avec les partis et syndicats qui soutiennent ce processus révolutionnaire pour conforter son pouvoir politique, lorsqu'il n'appelle pas à la grève générale par crainte que les travailleurs prennent possession des moyens de production ou exproprient les exploités, commencent à s'emparer du pouvoir économique.

On s'aperçoit ici qu'il n'existe pas de demi-mesures entre détenir ou non le pouvoir qu'il soit politique ou économique, et qu'une classe pour gouverner doit impérativement détenir tout le pouvoir, à la fois le pouvoir politique et économique, sans partage, imposer sa dictature à la classe dominée, et cela aussi longtemps que le pouvoir économique est détenu par la même classe, ce qui signifie que depuis l'avènement du capitalisme, nous avons toujours vécu sous le joug de la dictature du capital, et que pour nous en émanciper il faut que le prolétariat s'empare du pouvoir politique et économique, de tout le pouvoir et impose sa dictature à la classe des capitalistes, d'où la seule alternative politique possible, socialisme ou barbarie capitaliste.

C'est limpide et facile à comprendre, non ?

Le problème, c'est que les masses exploitées ne sont pas préparées à un tel bouleversement de société. Elles n'ont pas conscience de l'existence de cette alternative, et lorsqu'on l'évoque, par ignorance elles craignent que ce changement radical de société ne conduise au chaos ou à une situation pire que celle que leur réserverait le capitalisme, c'est la raison pour laquelle il est impératif de les aider à se débarrasser de cette crainte infondée en élevant leur niveau de conscience politique, ce qui les aidera à prendre confiance en elles-mêmes, à affirmer leur indépendance de classe, à acquérir la conviction que leurs droits sont parfaitement légitimes et qu'ils doivent s'imposer, qu'elles seules peuvent revendiquer et incarner le sort de la société puisqu'elles représentent l'immense masse de la population, et non une infime minorité d'exploiteurs ou de privilégiés qui n'incarnent que leurs propres intérêts contre ceux de la majorité du peuple.

On lira plus loin que Syriza et le gouvernement grec continuent de situer leur politique dans le cadre du maintien de la Grèce dans l'euro et l'Union européenne, et que par conséquent ils tournent délibérément le dos à tout processus révolutionnaire aboutissant à la remise en cause du pouvoir économique de la classe des capitalistes, il faut donc en déduire qu'ils mettront le pouvoir politique qu'ils détiennent au service de cette classe et non celle des travailleurs, et que cette contradiction avec leurs discours et leurs engagements les conduira à leur perte tôt ou tard, à moins que le prolétariat passe outre et les mette devant le fait accompli, mais on n'y croit pas trop sans réelle représentation politique pour incarner les tâches et les objectifs politiques qu'il doit se fixer pour renverser le pouvoir de la classe dominante ou s'emparer véritablement du pouvoir politique, avancer sur la voie du socialisme.

Grèce. Juncker vote oui, le peuple grec doit voter non !

Les derniers développements.

- Grèce: 17.000 manifestants disent "non" au "chantage des créanciers" - AFP

- Des milliers de Grecs sont rassemblés lundi 29 juin devant le Parlement dans le centre d'Athènes en faveur du "non" au référendum à venir, dénonçant "le chantage des créanciers", UE et FMI. Ils sont environ 17 000 manifestants, une grande majorité des sympathisants du parti de la gauche radicale Syriza au pouvoir en Grèce.

- "Non au chantage de la troïka (UE, BCE et FMI)", "Non aux memoranda (mesures d'austérité)", "Nos vies n'appartiennent pas aux créanciers", sont inscrits sur les banderoles de la place athénienne.

- Il s'agit de la deuxième manifestation en faveur de la politique suivie par le gouvernement d'Alexis Tsipras, face aux créanciers depuis l'annonce dans la nuit de vendredi à samedi, de l'organisation d'un référendum dimanche sur l'acceptation ou non des mesures d'austérité proposées par les créanciers visant, selon eux, à redresser l'économie du pays. Francetv info 29.06

- Grèce : Tsipras prêt à renégocier avec les créanciers au lendemain du referendum - AFP

- Grèce : Tsipras veut un non massif pour pouvoir peser sur la suite des négociations - LeMonde.fr

Quelques heures après une manifestation qui a réuni plus de 17 000 personnes en Grèce pour soutenir la politique de son gouvernement, le premier ministre Alexis Tsipras a jugé, lundi 29 juin, que le référendum prévu dimanche - sur l'acceptation ou non des mesures d'austérité imposées par les créanciers de la Grèce, auquel il a appelé à voter non - est le meilleur moyen de « conduire à la poursuite des négociations ». Avec une majorité claire rejetant la dernière proposition des créanciers, M. Tsipras estime qu'il sera « mieux armé » pour négocier avec ces derniers.

« Notre choix est de rester dans l'euro (...) le message est que le gouvernement grec va continuer de se trouver à la table des négociations au lendemain du referendum »

Il a accusé ceux qui voient dans cette consultation, pour savoir si les Grecs approuvent ou non les propositions de leurs créanciers, une façon de sortir de la zone euro, parlant « d'intimidation » et ajoutant que si les Grecs se prononçaient pour la poursuite de l'austérité, il pourrait quitter son poste.

« Si les Grecs veulent continuer avec les plans d'austérité à perpétuité, ce qui nous empêchera de relever la tête... nous respecterons leur choix mais nous n'appliquerons pas ».

M. Tsipras s'est à nouveau dit convaincu du fait que les « institutions » ne souhaitent pas la sortie de la Grèce de la zone euro en raison du « coût considérable » qu'aurait une telle initiative.

« Je ne pense pas que leur intention soit de pousser la Grèce hors de l'euro mais de mettre fin aux espoirs qu'il puisse y avoir une politique différente en Europe ».

Il a ajouté que si les créanciers faisaient une nouvelle proposition acceptable aux yeux de son gouvernement ce lundi, Athènes rembourserait comme prévu l'échéance de 1,6 milliard d'euros due au Fonds monétaire international (FMI) mardi à minuit. Mais cette perspective semble d'autant plus éloignée qu'il a ensuite lancé : « Comment payer le FMI alors que les banques ont été menées à l'asphyxie ? » LeMonde.fr 29.06

Le camp du "oui" ou de la troïka se mobilise.

- Référendum grec: Juncker, "trahi", lance la bataille pour le "oui" - AFP

A six jours d'un référendum qui fait trembler l'Europe, le président de la Commission européenne s'est lancé lundi dans la bataille du "oui", tentant de convaincre les Grecs de ne pas tourner le dos à l'euro au moment où le pays, au bord du gouffre financier, a dû fermer ses banques.

"Un "non" voudrait dire (...) que la Grèce dit "non" à l'Europe", a lancé à Bruxelles le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, critiquant très vivement le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras et se disant "trahi" par la Grèce.

"Je demanderai aux Grecs de voter oui", a-t-il dit, "parce que les Grecs fiers d'eux-mêmes et de leur pays doivent dire oui à l'Europe". "Il ne faut pas se suicider parce qu'on a peur de la mort", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Bruxelles, en guise de mise au point.

"Jouer une démocratie contre 18 n'est pas une attitude qui convient à la Grèce", a lancé Jean-Claude Juncker, très tendu. "En Europe, aucune démocratie ne vaut plus qu'une autre et dans la zone euro il y a 19 démocraties, non une contre 18 et non 18 contre une".

Le gouvernement grec lui a répondu de façon lapidaire en mettant en cause sa "sincérité", qualité jugée "nécessaire" dans une négociation, selon le porte-parole du gouvernement, Gabriel Sakellariadis. AFP 29.06

Fermez le banc !

Juncker et ses semblables réalisent un amalgame ou se livrent à une manipulation en identifiant l'Europe à l'UE pour induire en erreur les Grecs qui doivent être vaccinés avec toutes les salades qui leur ont racontées depuis 6 ans, non ?

- Merkel prête à de nouvelles négociations avec la Grèce "après le référendum" - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé lundi que la porte pour de nouvelles négociations sur un renflouement de la Grèce serait ouverte "après le référendum" que le pays a prévu d'organiser dimanche.

"Si après le référendum le gouvernement grec demandait à reprendre les négociations, naturellement nous ne nous y opposerions pas", a déclaré Mme Merkel lors d'une conférence de presse à Berlin.

Le référendum "est évidemment lié au maintien dans l'euro", a-t-elle dit, tout en prenant soin de ne pas donner de consigne de vote "aux citoyens grecs responsables".

Son ministre de l'Economie Sigmar Gabriel, lors du même point de presse consacré à la Grèce, a été plus direct, martelant que la question posée lors du référendum était "oui ou non au maintien dans la zone euro".

Le gouvernement grec "doit le dire clairement à ses citoyens", a-t-il plaidé, se plaçant sur la même ligne que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker un peu avant lui.

"Si les Grecs embrassent le maintien (dans l'euro), les négociations devront reprendre, c'est clair", a-t-il dit.

Mais l'un et l'autre, qui venaient de s'entretenir pendant plus d'une heure à la chancellerie avec les chefs des partis et des groupes parlementaires allemands, ont souligné que les propositions mises sur la table par les institutions (FMI, BCE, Commission européenne) restaient la base de potentielles futures négociations.

Et "la position ne changera pas: solidarité et efforts vont ensemble", a dit la chancelière.

Insistant à nouveau sur la nécessité de trouver des compromis - ce qui signifie selon elle que "personne ne peut obtenir 100%" - Mme Merkel a affirmé que "la volonté (de compromis) n'était pas là côté grec".

Pour M. Gabriel, le gouvernement grec d'Alexis Tsipras veut en fait "politiquement, idéologiquement une autre zone euro" que celle qui existe aujourd'hui entre les 19 membres du bloc monétaire. AFP 29.06

Propagande des médias en faveur du "oui".

- Référendum en Grèce : campagne pour le "oui" - Francetv info

- Référendum grec: les Européens lancent la bataille pour le "oui", Tsipras relativise l'enjeu - AFP

- Crise : "Une majorité de Grecs seraient favorables à un accord avec les créanciers" - Francetv info

- Grèce: le beau combat de Jean-Claude Juncker - L'Express.fr

- Stratégie spéculative pour miser sur le «oui» au référendum grec - LeFigaro.fr

- Sarkozy appelle l'Europe à ne pas céder face au "chantage" de Tsipras - AFP

- Grèce: Fitch place 4 banques en "défaut partiel" suite au contrôle des capitaux - AFP

Dans le camps du "non".

- Deux Nobel d'économie au secours de Tsipras - libération.fr

Contre la majorité des économistes classiques, Joseph Stiglitz et Paul Krugman, chacun de leur côté, prennent la défense du Premier ministre grec qui a choisi de procéder à un référendum.

Ils voteraient «non». Joseph Stiglitz, co-prix Nobel 2001, et Paul Krugman, prix Nobel 2008, sortent une nouvelle fois du bois pour défendre, contre la majorité des économistes classiques, le choix iconoclaste du Premier ministre grec de procéder à un référendum. Dans un article intitulé «L'attaque de l'Europe contre la démocratie grecque» et publié sur le site Project syndicate, le premier se fait l'avocat du gouvernement grec dont il défend ardemment les positions.

Si un «oui» signifierait une dépression presque sans fin, peut-être un pays appauvri, un «non ouvrirait au moins la possibilité» au pays, «avec sa forte tradition démocratique, de saisir son destin dans ses propres mains», explique Stiglitz. Les Grecs pourraient gagner «la possibilité de se forger un avenir, peut-être pas aussi prospère que par le passé, mais qui serait bien plus rempli d'espoir que la torture déraisonnable du présent». L'ex-économiste en chef de la Banque mondiale l'a toujours martelé : l'austérité conduit au désastre. Aucune économie n'est jamais revenue à la prospérité avec des mesures de rigueur excessives. Et le plan des institutions du FMI, de la BCE et de l'UE pour sortir la Grèce de la crise n'est rien d'autre qu'un nouveau passeport pour renouer avec la Grande Dépression des années 30.

D'autant que, selon Stiglitz, la zone euro n'a guère de leçons à donner en termes de démocratie : «Le souci de la légitimité publique est incompatible avec les politiques de l'eurozone, qui n'ont jamais été un projet très démocratique. La plupart de ses gouvernements membres n'ont pas cherché l'approbation de leur peuple pour remettre leur souveraineté monétaire à la Banque centrale européenne.» Non pas que le professeur à l'université de Columbia figure parmi les europhobes. Au contraire. L'homme a toujours été un ardent défenseur de la construction européenne. «Mais je redoute que les forces aujourd'hui à l'œuvre sur le vieux continent, si rien ne change, ne mènent à sa destruction», confiait-il mi avril au journal le Monde. Evoquant les taux de chômage record en Grèce ou en Espagne, il n'hésitait pas non plus à assurer : «Les leaders européens sacrifient une génération entière de jeunes Européens sans se remettre en question, c'est criminel.»

«Comment a-t-on pu arriver à une telle catastrophe ?»

De son côté, Paul Krugman, économiste de gauche, rappelait dimanche sur son blog «The conscience of a liberal» (sous l'acception britannique) pourquoi il voterait non. Primo, car même si la perspective d'un Grexit l'effraie, la Troïka demande que le régime qu'elle a infligé depuis cinq ans «continue indéfiniment. Où est l'espoir là-dedans ?» Et d'ajouter : «Même une dévaluation ne créerait pas plus de chaos qu'il n'en existe déjà et elle poserait les jalons pour une éventuelle guérison.» Deuxio, voter oui reviendrait à remplacer le gouvernement de Syriza, «ce qui devrait être perturbant pour tous ceux qui croient aux idéaux européens». Nouvelle salve ce lundi de Krugman, qui s'interroge : «Comment a-t-on pu arriver à une telle catastrophe qui voit notamment une dette exploser à 170% du PIB ? A cause d'une politique d'austérité sauvage.» Pour s'en convaincre, il suffit de regarder un autre post sur le blog de Krugman, qui montre de façon édifiante la faillite des prescriptions des docteurs internationaux saignant le patient grec. libération.fr 29.06

Il ne faut pas trop en demander à Krugman et à Stiglitz qui ne sont ni marxistes ni socialistes...

[Ces Etats qui soutiennent le terrorisme.](#)

- France/Tunisie/Koweït: qui est le coupable? - french.irib.ir

- Pour Abdel Bari Atwan les attaques terroristes perpétrées vendredi à la fois contre la France, la Tunisie et le Koweït sont le résultat des politiques erronées des dirigeants des pays concernés : " Après ces trois pays, tout le monde s'attend à découvrir le quatrième pays que les terroristes envisageraient de frapper de plein fouet. On ne connaît pas ce pays mais cette attaque aura sans nul doute lieu. La seule analyse à faire est la suivante : ces frappes sont les conséquences des politiques entreprises par les trois pays concernés. La France est l'un des pays phare à soutenir intensément les opposants au régime Assad. C'est elle qui finance et arme de nombreuses milices jihadistes. Idem pour le Koweït qui n'a cessé d'assurer aux groupes terroristes en Syrie de quoi se battre. Les institutions publiques et privées koweïtiennes continuent à l'heure qu'il est à financer et à acheminer des vivres et des médicaments aux terroristes. Sept hommes d'affaire et un ministre koweïtien figurent d'ailleurs sur la liste noire des personnes soutenant le terrorisme.

En Tunisie, l'ex gouvernement consultait la Turquie pour faciliter le passage de 4000 jeunes tunisiens vers la Syrie pour qu'ils rallient Al Nosra e Daech . C'est cette même Tunisie qui a accueilli la première conférence des soi-disant "Amis de la Syrie" ainsi la magie s'est retournée contre le magicien et celui qui a joué avec le feu, s'y est brûlé les doigts. ce feu que la France, le Koweït et l'Arabie ont allumé ne tardera pas à s'étendre à Bahrein et à la Jordanie, voire même à la Turquie. Le projet sanglant de Daech est un projet concocté pour le monde entier, un projet apte à contaminer la planète. Ce qui étonne aujourd'hui c'est le discours de certaines personnalités arabes qui ne se lassent de qualifier les chiites de "frères", les mêmes qu'elles traitaient de "

hérétiques" d'athées, de séfévides, ce qui constitue l'une des formes les plus abjectes d'hypocrisie. Et la question est là : Au Yémen, les chasseurs saoudiens bombardent qui ? Les médias pro saoudiens ne cessent de justifier cette campagne de bombardement au nom du meurtre de chiites qui leur semble licite. C'est ainsi qu'ils justifient l'assassinat des milliers de yéménites, chiiteschiites contre qui ils instillent la haine via leurs médias, du matin au soir. french.trib.ir

Aux dernières nouvelles, ce serait un Saoudien qui aurait perpétré l'attentat au Koweït.

ACTUALITE EN TITRES

[La menace est partout !](#)

- La France en alerte avant une vague de chaleur exceptionnelle - AFP

[Honneur à une imposture. A bas Charlie !](#)

- Hollande décore l'urgentiste Patrick Pelloux et honore les victimes du 7 janvier - AFP

[Confirmation. Aveux qui vont à l'encontre de la version officielle.](#)

- L'auteur de l'attentat en Isère nie toute motivation religieuse - Reuters

L'auteur présumé de l'attentat commis vendredi en Isère a déclaré n'avoir eu aucune motivation religieuse et ne pas être un djihadiste, alors que l'enquête fait apparaître un lien avec un Français parti en Syrie, a-t-on appris lundi de source proche du dossier. Reuters 29.06

Il a théâtralisé son acte en s'inspirant du décor sordide que les médias servent en boucle à la population, sans faire de parallèle, comme des jeunes à une autre époque signaient parfois leurs actes d'un A comme anarchie sans forcément être anarchistes, ou du signe de la paix en réaction à la guerre du Vietnam, sans militer ou être engagés dans un parti politique pour autant.

Il est vrai et cela allait m'échapper, que dans une dictature il suffit d'emprunter une signature pour signer son crime : Allez avouez que tu es un anarchiste, un terroriste, avouez bordel, on a les moyens de te faire parler salopards...

Et puis à force de répéter en boucle que ce type-là avait commis un acte terroriste, la population va finir par le croire et par voir des terroristes partout, c'est le but recherché.

[Israël réduit à un ghetto n'est pas viable et doit disparaître.](#)

- Israël se dit prêt à construire une « barrière de sécurité » à la frontière jordanienne - LeMonde.fr

Même un simulacre de démocratie les effraie.

- Israël boycotte un débat à l'ONU sur le conflit à Gaza - AFP

[Eugénisme. Empoisonnement collectif.](#)

- Plus d'un milliard de burgers vendus en France en 2014 - Le Huffington Post

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie - Syrie

- "Moscou soutient Assad" (Poutine) - french.irib.ir

«Moscou ne désire pas le changement de leader, en Syrie, et il soutient Bachar al-Assad», a déclaré le président russe.

Le Président russe, Vladimir Poutine, a reçu, lundi, à Moscou, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem. Lors de cette entrevue, le Président Poutine a déclaré qu'il ne soutenait pas le changement de leader en Syrie, croyant que Bachar al-Assad devrait rester au pouvoir.

«Nous savons que les évolutions en cours, en Syrie, sont de nature très complexe, d'autant plus que la Syrie s'expose à l'agression d'un terrorisme international. Dans une condition si compliquée, la réussite dépend de divers facteurs. Une défaite militaire serait, aussi, probable, mais on est sûr que c'est le peuple syrien qui l'emportera, en dernier ressort», a déclaré Vladimir Poutine, avant d'ajouter : «Nous soutenons, toujours, la Syrie, les responsables syriens et le peuple de ce pays. Notre politique reste immuable».

Pendant les quatre dernières années, où la Syrie s'enlisait dans une crise alimentée par le terrorisme international, Moscou n'a jamais lâché le gouvernement et le peuple syriens, et a mis en garde l'Occident à plusieurs reprises contre le soutien aux groupes terroristes et à ses phénomènes néfastes. french.irib.ir 29.06

2- Yémen

- Yémen : des missiles Grade et Al-Najm Al-Sagheb, tirés sur des bases militaires saoudiennes - french.irib.ir

En riposte aux crimes continus du régime saoudien contre le peuple yéménite, les forces de l'armée et des comités populaires de ce pays ont tiré, lundi tôt dans la matinée des missiles contre des positions et des bases militaires saoudiennes à Najran », a-t-on appris des médias yéménites.

La chaîne d'information Al-Massira a rapporté que l'armée et les comités populaires ont pilonné trois bases militaires saoudiennes, dont la base Qarn Khabash à Najran. Al-Massira a également annoncé que les forces de l'armée et les comités populaires yéménites ont attaqué par des missile Al-Najm al-Sagheb des positions militaires saoudiennes à Jizan. Les chasseurs saoudiens ont poursuivi les raids aériens contre différentes régions yéménites, et dans ce cadre, ils ont bombardé lundi à trois reprises la région d'Al-Anad dans la province de Saada.

Dans la province de Lahej une localité a fait l'objet des attaques des chasseurs saoudiens. Al-Mayadeen a aussi fait part des frappes aériennes saoudiennes contre des régions à Aden, au Sud du Yémen. french.irib.ir 29.06

ECONOMIE

1- Chine

- Un krach boursier secoue la Chine - lefigaro.fr

Les Bourses chinoises ont perdu 20 % en deux semaines et plus de 7 % hier.

Quelque 2000 valeurs en chute de près de 10 %, des indices qui s'effondrent de 7,4 % et 7,8 % en une séance... Les Bourses de Shanghai et Shenzhen ont vécu vendredi une folle journée, la pire depuis 2008. Inquiets depuis quinze jours déjà, échaudés par une première correction mi-juin, les investisseurs, pour l'essentiel des particuliers, ont cédé à la panique. En deux semaines, les places chinoises ont déjà plongé de près de 20 %.

Dans un marché à bout de souffle après une hausse vertigineuse (+ 100 % en un an), et victimes d'une spéculation à tous crins, les investisseurs espéraient voir un soutien du gouvernement via une baisse des réserves obligatoires des banques destinée à doper le crédit. Un espoir déçu la semaine dernière, quelques jours avant l'annonce d'un important programme d'introductions en Bourse (au moins 28 nouvelles sociétés entreront sur le marché en juillet), après ceux déjà conséquents du mois de juin. «Or ces introductions, très recherchées en Chine, assèchent la liquidité, car les investisseurs doivent bloquer des sommes importantes auprès du régulateur pour avoir une chance d'obtenir des titres,» explique Haiyan Li-Labbé, chez Carmignac. Cela a donc suffi à mettre le feu aux poudres.

Désertant l'immobilier, dont les prix chutent depuis quinze mois, et les placements financiers (pénalisés par la baisse des taux d'intérêt), de nombreux ménages chinois ont décidé de placer leurs économies en Bourse, encouragés par les autorités, qui souhaitent des marchés financiers solides pour faire avancer leurs réformes. Mais pour démultiplier leurs gains, et profiter

d'une envolée boursière stupéfiante après une longue période de vaches maigres, ils ont doublé ou triplé leurs mises en empruntant auprès des brokers ou dans les circuits de financement occultes.

« Environ 5 % de la capitalisation boursière en Chine est financée ainsi à crédit », estime Haiyan Li-Labbé. Or, en cas de forte baisse, les brokers obligent leurs clients à vendre vite, à tout prix, pour limiter les pertes, quitte à alimenter un mouvement de panique et à accélérer le plongeon du marché. Celui-ci reprendra-t-il de plus belle lundi ?

« Le gouvernement ne veut pas d'un krach boursier. Si besoin, il fera ce qu'il faudra pour soutenir le marché », estime Karine Hirn, associé chez East Capital à Hongkong. Mais éviter l'éclatement d'une bulle n'est pas toujours facile. En Chine, certaines petites valeurs, notamment technologiques, se paient 70 à plus de 100 fois leurs bénéfices. lefigaro.fr 29.06

Cette "bulle" finira par explosée. On se croirait à la fin des années 20 aux Etats-Unis...

Je crois avoir lu quelque part que la bourse de Mumbai en Inde avait progressé de 24% depuis le début de l'année... Les prix continuent de flamber en Inde, cigarettes et briques plus 20% d'un coup, etc. il n'y a que le prix de l'essence qui avait diminué de près de 20% qui est resté stable.

2- Liban

- Israël pille les ressources pétrolières et gazières du Liban - french.trib.ir 29.06

Le régime sioniste se démène pour faire main basse sur les ressources du pétrole et du gaz du Liban. Le quotidien libanais « As-Safir » a écrit dans un rapport que l'entité sioniste tentait d'abuser du vide politique libanais, dû à l'absence d'un président de la République (plus de 400 jours) pour s'accaparer des ressources pétrolières et gazières du Liban. « As-Safir » a ajouté que certains responsables libanais dont le président du Parlement Nabi Berri, en se déplaçant dans différents pays et en se référant à des instances internationales, essayait d'empêcher l'aventurisme du régime sioniste.

Citant des experts des questions pétrolières, le quotidien libanais « As-Safir » a écrit que le régime sioniste tentait de faire occuper les Libanais par le forage exploratoire de Karish, en vue d'accaparer le plus important et le plus grand puits de pétrole libanais « Tamar », qui se trouve à proximité des frontières maritimes libanaises. Le puits de pétrole « Karish » dispose de près de 3000 milliards de mètres cubes de gaz et un demi-milliard de barils de réserves en liquéfaction du gaz naturel. Le puits de pétrole « Tamar », avec 20.000 milliards de mètres cubes de réserves gazières est lié aux réserves pétrolières du Liban. french.trib.ir 29.06

[Haut de page ↗](#)